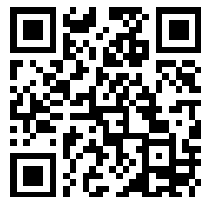

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

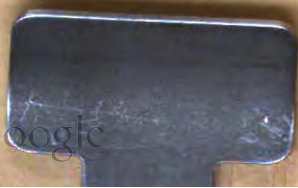
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





RECEIVED
WANTS
NO. 11221-100
JAN 1911



010001
010001
010001
010001

12

BULLETIN

DE

LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES

DE

LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1892-1894

BUREAU

Président : LOUIS AUDIAT, I. , lauréat de l'institut, bibliothécaire-archiviste, rue des Arènes, 6, à Saintes.

Vice-Président : DENYS JOLY D'AUSSY, au château de Crazannes, par Le Port d'Envaux, et à Saintes, rue des Ballets, 27.

Secrétaire : Le docteur LÉON TERMONIA, O. , médecin major en retraite, cours Reverseaux, 9, à Saintes.

Secrétaire adjoint : Le docteur PAUL BACHÉLIER, rue de l'Aire Saint-Vivien, 8, à Saintes.

Trésorier : CHARLES DANGIBEAUD, licencié en droit, rue Saint-Maur, 15, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

ANATOLE DE BARTHÉLEMY, , membre de l'institut, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

Le baron LÉON DE LA MORINERIE, , à Aunay, par Châtenay (Seine), et à Paris, rue Bonaparte, 47.

GEORGES MUSSET, A. , archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, juge au tribunal civil de Barbezieux.

PHILIPPE TAMIZEY DE LARROQUE, , correspondant de l'institut, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ferdinand BABINOT, notaire, cours National, 28, à Saintes.

Edmond BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

Jules GUILLET, négociant, rue Laroche, 12, à Saintes.

Maurice MARTINEAU, négociant, rue du Palais, 12, à Saintes.

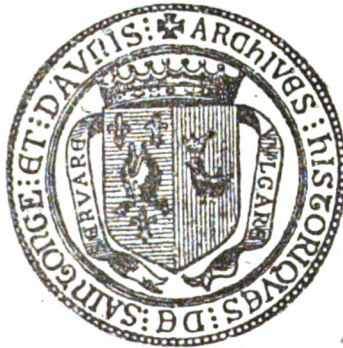
Abel MESTREAU, négociant, rue des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des Archives est à Saintes, cours National, 89 *ter*.

RÈGLEMENT. ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs....

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DES
ARCHIVES HISTORIQUES
REVUE
DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XII



PARIS
A. PICARD, LIBRAIRE - ÉDITEUR
RUE BONAPARTE, 82

SAINTES
M^{me} Z. MORTREUIL, LIBRAIRE
RUE ESCHASSERIAUX, 42

1892

DC611
S325 R4
v.12

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JANVIER 1892. — CHRONIQUE ET REVUE : Le monument d'Emm. Gonzalès ; M. Gaston Rouillet ; *Paysages de la Bretagne* ; conférences ; sociétés savantes. — NÉCROLOGIE : Boucheny, Chauveau, Christin, Combes, Louise Cornay, Cornet, Coudreau, L.-J. de Cugnac, M^{me} de Cugnac, M^{me} de Senneville, Desfraiches, Dubois, Gauthier, Grasilier, Joly, Jouneau, Klipfel, Lafond, Laidet, Suzanne Lambert, M^{me} de La Quintinie, Leps, Letard, Henri de Lisleferme, Mollet, Mondor, Auguste O'Tard de La Grange, L. de Ravinel, Renaudeau, Lodois de Roumefort, Ludovic Savatier, Torel. — MARIAGES : Arsène Pierron et Juliette Lagarde ; François Schalck et Anna Delage. — VARIÉTÉS : Babinot et *La Christiade*. — LIVRES ET PÉRIODIQUES : L'explorateur Coudreau ; Montrond et M^{lle} de Coigny ; Les de Reboul ; les Coutray de Pradel ; Samuel Champlain ; Philippe V d'Espagne ; saint Germier, de Toulouse ; Paul de Fleury, Georges Musset, Alfred Richard ; Joseph Crassous ; les jetons de la juridiction consulaire de La Rochelle ; *Le Siège de La Rochelle* ; les écoles en 1793 ; les patrons des corporations. — QUESTIONS ET RÉPONSES : Sainte-Quitterie de Cugon ; les Jaubert et les Saunier de Beaupine ; les Cosson de Guimps ; les Pelletan, d'Archiac ; la famille des Montis ; les Dreuille, Rochon et Beaumont-Gibaut ; une compagne rochelaise de Jeanne d'Arc ; un incendie à Saint-Jean d'Angély en 1813 ; une société du Tonneau à Rochefort ; les eulogies en Saintonge ; un curé en Saintonge hérétique, P. Cuppé. — BIBLIOGRAPHIE : A-DU.

CHRONIQUE ET REVUE

Ont reproduit le sommaire du numéro du 1^{er} novembre : *L'Ere nouvelle* du 5 ; le *Bulletin religieux* du 7 ; la *Vérité*, le *Conservateur* et le *Mémorial de Saintes* du 8 ; la *Charente-Inférieure*, l'*Echo rochelais* et le *Phare des Charentes* du 11 ; le *Journal de La Pallice* du 21.

Le *Polybiblion* d'octobre a rendu compte des *Chartes du prieuré de Royan* de M. Dupré.

Le *Bulletin religieux du diocèse de La Rochelle* du 24 octobre reproduit, du XIX^e volume des *Archives*, le procès verbal de la

reconnaissance d'une relique de saint Eutrope et de sa translation de l'abbaye de Souillac (Lot) à Saint-Jean d'Angély ; et dans son numéro du 19 décembre, reproduit les conclusions de l'article sur les prêtres de Montlieu,

Les *Annales bourbonnaises* du 1^{er} décembre y signalent les pièces sur le prieuré de Saint-Eutrope et *Un curé thaumaturge*.

—
La *Revue de l'art chrétien*, 5^e livraison de 1891, mentionne *La renaissance en Saintonge*, de notre livraison de janvier 1891, « quelques pages écrites de main de maître. »

—
La *Revue historique* de novembre-décembre cite dans le numéro du 1^{er} septembre : *Bernard Palissy*, *Henri de Béthune* et *André Constant*.

—
Les *Etudes religieuses* du 30 novembre citent : Les sépultures mérovingiennes à Biron, les églises de Saintes avant l'XI^e siècle, la date des remparts de Saintes, le dessèchement des marais, et les ecclésiastiques de la région de Montlieu en 1793.

—
Le *Courrier de La Rochelle* dans son numéro du 8 novembre reproduit la note sur le manuscrit de l'histoire de l'île de Ré.

—
Les *Tablettes* du 12, reproduites par la *Vérité* du 13, mentionnent la nécropole mérovingienne de Biron ; « un savant mémoire » sur les églises de Saintes antérieures à l'an mil, et « une piquante notice sur les remparts de Saintes qui sont bien du III^e ou IV^e siècle, n'en déplaît aux archéologues du *Magasin pittoresque* ».

—
On a lu dans notre dernier numéro, IX, 364, un bel exemple de plagiat. L'auteur de l'article du *Magasin pittoresque* nous explique qu'il n'a pas copié *La Nature*, mais bien M. L., qui l'avait pillée.

—
Dans sa séance du 1^{er} décembre, le conseil départemental de la Charente-Inférieure a nommé notre confrère, M. Marcel Pellisson, de Mortagne, délégué cantonal.

—
Notre confrère, M. le comte de Saint-Saud, a été nommé membre du comité régional du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, qui sera célébré à Madrid par des expositions, du 12 septembre 1892 au 31 décembre. Ceux qui y voudront prendre part peuvent s'adresser au président du comité de la Gironde et de l'ouest, M. de Percy, consul d'Espagne, rue Péreire, 12, à Bordeaux.

Le 25 octobre a été inauguré au cimetière Montmartre, à Paris, le monument élevé par la société des gens de lettres à Emmanuel Gonzalès, l'auteur de romans bien connus, né à Saintes le 25 octobre 1815, mort à Paris le 13 octobre 1889. (Voir *Bulletin*, VIII, 19).

On voit que parmi le nombre prodigieux de statues que notre siècle dresse aux célébrités présentes ou passées, les Saintongeais-Aunisiers en obtiennent un certain nombre : en 1890, Jules Castagnary ; en 1891, Palissy, qui avait déjà trois statues ; l'amiral Jacob et Gonzalès. Il y avait déjà l'amiral Duperré à La Rochelle, Regnault à Saint-Jean d'Angély, le lieutenant Bellot dans le cimetière de Rochefort, René Caillié, dans celui de Pont-l'Abbé, la stèle de Champlain à Brouage, François I^{er} à Cognac.

M. Gaston Roulet, d'Ars en Ré, peintre du département de la marine, de retour d'un voyage au Sénégal et au Soudan, a exposé dans le hall du *Figaro*, à Paris, une série de 33 aquarelles faites au cours de cette nouvelle campagne. On y retrouve toutes les qualités qui distinguent ce consciencieux artiste. M. Roulet s'attache avant tout à reproduire la physionomie propre aux pays qu'il visite, et à donner l'impression de leur atmosphère et de leurs ciels ; il nous fait voir successivement Saint-Louis, puis divers villages du haut fleuve Sénégal, les postes de Bakel, Khayes, Médine et les chutes du Félou. Par les peintures et aquarelles qu'il a rapportées de nos principales colonies, M. Gaston Roulet, dont le talent s'affirme de plus en plus, a contribué à les faire connaître et à les montrer sous leur véritable aspect ; il n'a pas servi ainsi que la cause de l'art.

A peine a-t-il achevé sa grande publication, *Paysages et monuments du Poitou*, que l'infatigable éditeur, M. Jules Robuchon, de Fontenay-le-Comte, se remet à l'œuvre pour les *Paysages et monuments de la Bretagne*, c'est-à-dire des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure et du Morbihan. Il paraîtra dix livraisons par an sur chaque département, et chaque département aura environ cent livraisons, dont le prix est de 4 francs, 3 francs seulement pour les 300 premiers souscripteurs. Un prospectus détaillé sera envoyé à qui en fera la demande. En février paraîtront les premières livraisons, au nombre de 12, sur Auray et Quiberon, avec notice par M. E. de Cadoudal, intéressante monographie illustrée de 24 planches en héliogravure hors texte ; puis viendront : Vitré, par M. H. de La Borderie ; Guérande, Saint-Nazaire, Le Croisic, Lorient, par M. René Kerviler, etc. Le nom de l'éditeur, celui des collaborateurs, qui sont les écrivains les plus connus de la Bretagne, et aussi le succès du *Poitou* sont un sûr garant du succès de *La Bretagne*.

Parmi les lauréats de la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux pour l'année 1890-1891, nous trouvons pour la médecine : prix, médaille de vermeil et 100 francs de livres, M. Théodoric-Paul-Henri Verger, né le 10 novembre 1873 à Saint-Fort sur Gironde ; mention honorable à M. Georges-Léon Carrière, né le 5 décembre 1872 à Saint-Pierre d'Oleron ; pour la pharmacie : prix de la faculté (3^e année), médaille d'or d'une valeur de 300 francs à M. François Guiraud, né le 23 novembre 1869 à Cognac. A Nantes, M. Paul-Armand Chastang a obtenu le second prix des étudiants en pharmacie (deuxième année) et un accessit pour les travaux pratiques.

CONFÉRENCES. — Le 7 novembre, à Saintes, excursions à Moscou (4,000 kilomètres sur des échasses) par M. Sylvain Dornon et M. Delage ; à Cognac, le 15, la question ouvrière et l'encyclopédie du pays, par M. l'abbé Guilbaut, professeur de rhétorique au petit séminaire de Richemond ; le 6 décembre, le pèlerinage ouvrier à Rome, par M. Bourdin, avocat, à Angoulême ; le 20, les infiniment petits, par M. le baron Oudet.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — Société de géographie de Rochefort, séance du 23 novembre : Christophe Colomb et ses détracteurs, par M. Courcelle-Seneuil (Voir *Bulletin de la société de géographie de Rochefort*, XII, p. 139-142) ; La découverte de l'Amérique et les précurseurs de Christophe Colomb, par M. le commandant Jouan ; Champlain, sa vie et ses œuvres, par le même ; Eléments de la grammaire Quichoa par M. Pelletier.

Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure, séance du 9 octobre 1891 : Compte-rendu, par M. Couneau, délégué de la société au congrès de l'association française, des observations qu'il a faites au cours de sa mission d'où il rapporte un volume de documents intéressants sur Marseille, publié à l'occasion de cette réunion scientifique, et une médaille commémorative qui est un véritable objet d'art. Le laboratoire municipal a reçu d'un donateur anonyme la somme de 500 francs pour achat d'instruments (communication de M. Lusson) ; M. Odin présente deux poissons de la faune méditerranéenne, dont il fait don au musée : un *Péristédion* (Malarmat) et un *Phycis blennoides*, très rares sur nos côtes et pêchés dans les parages des Sables d'Olonne. Présentation par M. Termonia d'une plante nouvelle pour le département : *Rumex bucephalophorus*, qu'il a trouvée à Gemozac ; résumé par le même de divers articles de la *Revue scientifique* ; — séance du 13 novembre : Lecture par M. Jousset de ses trois rapports sur les excursions botaniques du 10 mai au Port des Barques, du 21 juin à Cadeuil et du 5 juillet dans l'île d'Oleron ; par M. de Richemond de son travail, *Les mystères des abîmes*, destiné à être lu à la séance publique de l'académie de La Rochelle. Présen-

tation par M. Foucaud d'un assez grand nombre de plantes nouvelles pour le département, comme espèces ou variétés, qu'il a découvertes cette année, notamment d'une variété aristée d'*agrostis olivetorum*, qui n'avait encore été signalée nulle part; par M. Basset de quelques échantillons très bien préparés de *foraminifères* pêchés à des profondeurs de 200 mètres au moins dans une campagne d'exploration scientifique du *Talisman*. Compte-rendu par M. Termonia de divers articles des numéros de la *Revue scientifique* des 12 et 19 septembre, 3, 10 et 17 octobre, entre autres sur la *ponte des insectes*, l'*exposition française de Moscou*, un *nouveau mode de vaccination contre la rage*, la *natalité française*, le *soi-disant vol des araignées*, la *droiterie et la gaucherie*, le *choléra en Espagne en 1890*; — du 11 décembre 1891 : M. Couneau fait, dans une causerie aussi attrayante qu'instructive, la relation de son voyage en Tunisie; ses observations sur les rapports faciles et même agréables qui existent partout entre français et indigènes, sur certaines particularités des mœurs de ces derniers, sur les magnifiques monuments religieux de Kairouan, construits en grande partie avec les ruines de Carthage, offrent le plus vif intérêt et captivent l'attention de l'auditoire. Cette communication est suivie de la présentation d'un très grand nombre de belles photographies dont quelques unes ont été reproduites en projections, à la séance publique de l'académie de La Rochelle, au cours de la lecture du travail de M. Dupuy sur « la Tunisie ».

Académie de La Rochelle; séance du 19 décembre : *Explorations sous-marines*, par M. de Richemond; *La Tunisie*, par M. L. Dupuy.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

I. — NÉCROLOGIE.

La société des *Archives* a quatre nouvelles pertes à déplorer.

I. — Le 18 novembre, est décédé, âgé de 64 ans, dans son château de Vervant, où il avait avec tant d'affabilité accueilli la société en 1889 (Voir *Bulletin*, IX, 227 et 253), heureux de lui en faire admirer l'ameublement si artistique, Pierre-Marie-Joseph-Lodoïs de Senigon de Rousset, vicomte de Roumefort du Cluseau, maire de Vervant, canton de Saint-Jean d'Angély. Frère de Henri-Louis-Charles-Marie, décédé au château de Laléard le 19 février 1889 (Voir *Bulletin*, IX, 98), il était né en 1826 au château de Laléard, commune de Saint-Hilaire de Villefranche, de Jean-Gustave-François, comte de Senigon du Rousset de Roumefort, et de Marie-Antoinette-Delphine de Goulard; il avait épousé, par contrat du 1^{er} février 1855, Marie-Caroline-Amélie Dupuy, de Cognac, décédée en 1880, à 44 ans, fille

de Louis-Jules-Armand Dupuy et de Marie-Anne-Félicité Robert de Lézardièrre. (Voir généalogie dans le *Nobiliaire de Guyenne*, II, 46). De ce mariage sont issus deux fils : Maurice, qui a épousé à Limoges M^{lle} Disnematin de Salles, dont trois enfants, et Fernand, qui a épousé M^{lle} Roy de Loulay, dont deux enfants. Les obsèques ont eut lieu au milieu d'une affluence considérable que l'église de Vervant, construite par le défunt, n'a pu contenir qu'à moitié. Les cordons étaient portés par MM. le baron Amédée de Saint-Seurin, Charles de Reboul, Perraudé de Beaufief et Sirouhet, adjoint de Vervant. Le deuil était conduit par les deux fils du défunt, par ses trois neveux MM. Gilbert de Vautibault, Ogier d'Ivry et Héliou de Roumefort de Laléard, et par son cousin le comte de Saint-Genès. Sur la tombe, M. Louis Roy de Loulay, député, a ému toute l'assistance en retraçant les qualités du beau-père de sa fille, sa charité, sa bonté, son urbanité qui le faisaient chérir de toute la contrée, et en racontant sa fin chrétienne.

La famille de Senigon de Roumefort, issue d'une ancienne noblesse, s'était alliée dans le Périgord en 1674 à la famille de Rousset du Cluzeau. Elle hérita de son nom et de ses armes, à charge de les ajouter aux siens propres, en vertu d'un testament ratifié par lettres patentes de Louis XV. Un de ses descendants, le comte Gustave de Roumefort, après avoir servi avec distinction comme garde du corps du roi, se fixa en Saintonge, l'an 1819, par son mariage avec la fille du marquis de Goulard et de sa seconde femme Marie-Anne-Françoise de Bourdeille. Vervant venait au défunt de sa mère. Il s'y était fixé en 1870 et admirablement secondé par une femme d'un grand cœur et d'un esprit éclairé, il s'était adonné à la restauration de son intéressant château.

II. — Le 21 novembre, est décédé au château de Taillebourg, âgé de 74 ans, *Henri Nicolas de Lisleferme*, officier de la légion d'honneur, ingénieur des constructions navales en retraite, veuf, le 15 avril 1884, d'Isabelle (Augustine-Elisabeth-Emma-Louise) Savary, décédée à Taillebourg, âgée de 54 ans, petite-fille du contre-amiral Daniel Savary et fille d'André-Daniel Savary, chef de bataillon du génie, officier de la légion d'honneur, qui a traduit en vers et en prose *Jérémie* et *Isaïe* (La Rochelle, typ. Siret, in-8°, 1853 et 1859, 2 volumes). Il avait fait presque toute sa carrière à Rochefort où sa maison offrait une large hospitalité. Il avait continué à Taillebourg à pratiquer la charité d'une façon généreuse et chrétienne. D'origine protestante, il s'était converti au catholicisme, et on l'avait vu recevoir la confirmation en l'église de Taillebourg avec les enfants de la paroisse. Il a légué aux religieuses de Taillebourg son château de Taillebourg et 70,000 francs.

Il appartenait à la famille Nicolas qui remonte à Vincent — Arcère dit *Jehan Nicolas*, qualifié écuyer, seigneur de Cou-

reilles et de La Salle d'Aytré, maire de La Rochelle en 1418, mort avant 1558, époux de Lyette Bouhier décédée en 1566, dont un fils, Jehan Nicolas, seigneur de Coureilles, La Valade, La Barrière, maire et capitaine de La Rochelle en 1554, vivait encore en 1587. Ce Jean fut reçu bourgeois de La Rochelle, le 19 juillet 1535. (Voir *Ephémérides historiques de La Rochelle*, par Jourdan, II, 299 et aussi 402). D'Elisabeth Guyton morte après 1571, grand'tante du maire de 1628, il eut Vincent, écuyer, seigneur de Coureilles, de La Salle d'Aytré et de La Barrière, échevin en 1587, mort en 1592, laissant de Catherine Pineau, mariée en 1571 et décédée avant 1605, quatre enfants parmi lesquels Jean et Gédéon. Jean, écuyer, seigneur de La Jarrie en partie, avocat au siège présidial de La Rochelle, né le 8 septembre 1571 et mort après 1647, épousa Marie François, eut un fils, Daniel, sénéchal de la principauté de Chalais, né le 23 octobre 1620, mort avant 1691, ayant épousé, le 17 janvier 1647, Suzanne Malengin. C'est dans sa descendance que se trouve la branche des Nicolas de Lisleferme.

Gédéon Nicolas, écuyer, avocat en la cour du parlement, né le 5 janvier 1581, mort en 1628, épouse, le 16 janvier 1607, Anne Portier dont vint, le 15 avril 1609, Vincent, écuyer, sieur des Chamodes et de Voutron, qui ne vivait plus en 1645 et avait épousé, le 12 avril 1636, Marguerite de Mazières ; il fut le premier seigneur de Voutron. Il eut : 1° Vincent, né à 7 mois le 28 novembre 1636 ; 2° Jean, né le 23 septembre 1637 ; 3° Philippe, seigneur de Voutron et de Coureilles, né en 1639, mort en 1678 sans postérité ; 4° Gédéon, seigneur de Voutron, de La Cave, de Coureilles, né le 23 novembre 1640, mort avant 1690, réfugié en Angleterre pour cause de religion. Il avait épousé, le 9 novembre 1668, Marie Thauvet.

Gédéon fut un zélé protestant. *La France protestante*, IX, 534, qui l'appelle « N. de Voutron, sieur du Passage », a raconté ses malheurs. Sa femme abjura et ses enfants aussi, sauf un ; il en eut neuf : 1° Pierre, fugitif comme son père, qui paraît avoir laissé des enfants en Angleterre ; 2° Gédéon qui continua la filiation ; 3° Marie-Marguerite, « huguenote mal convertie », dit Begon (11 mars 1692), si mal convertie qu'on la mit au couvent de la Providence d'où elle ne sortit qu'en 1695 ; elle épousa Abraham Duquesne, sieur de Belesbat, capitaine des vaisseaux du roi, petit-neveu du grand Duquesne ; 4° Suzanne qui abjura et entra au couvent des sœurs hospitalières de La Rochelle en 1698 ; 5° Anne-Sara, dame de Coureilles, religieuse hospitalière comme sa sœur ; 6° Olympe ; 7° Céleste ; 8° Marie-Henriette ; 9° Angélique-Bénigne, née en 1682.

Gédéon, écuyer, seigneur de Voutron en partie, de La Cave, capitaine des vaisseaux du roi au département de Rochefort en 1698, chevalier de Saint-Louis, puis capitaine (1707), habitait son château de Voutron en 1729. En 1710, par acte d'Hirvoix, il avait vendu Coureilles à Jean Léger, sieur de La Grange, capitaine des flûtes du roi. C'est lui sans doute qui,

sous le nom de Voutron, écrivait de La Rochelle en 1716 : « J'ai été sept fois au Canada, et, quoique je m'en sois bien tiré, j'ose assurer que le plus favorable de ces voyages m'a donné plus de cheveux blancs que ceux que j'ai faits ailleurs. » Il n'existait plus en 1737. De Louise de Queux de Saint-Hilaire, il eut : 1° Abraham, seigneur de Voutron en partie, de La Cave et de Belesbat, chevalier de Saint-Louis, lieutenant (1737-1740), puis capitaine au régiment de Tresnel — *alias* Monconseil infanterie, — lieutenant colonel en 1756, capitaine général des milices gardes-côtes de Soubize (1750-1761), mort en 1765, époux de Suzanne-Pauline Michiel de Lizardais, sa cousine germaine, dont vinrent : a. Louise-Pauline, épouse de Jean-Joseph Teyssier des Forges, aide-major de la marine ; b. Marie-Henriette, mariée le 29 juillet 1771 à Jean-Jacques-François-Catherine de Viart, écuyer, ancien page du roi, garde de la marine et enseigne de vaisseau à Rochefort ; c. Gédéon-Henri, né en 1748, mort détenu à Brouage le 2 décembre 1793 (Voir *Bulletin*, V, 371, et VI, 52); et d. Abraham-Jacques-Sévère, chevalier de Voutron, lieutenant de vaisseau, mort glorieusement en 1783 sur le vaisseau *l'Illustre* dans la guerre de l'indépendance des Etats-Unis, sans postérité ; 2° Philippe, chevalier de Voutron, chevalier de Saint-Louis, major des vaisseaux du roi, mort en 1788 ; 3° Hubert-Henri, chevalier, comte de Voutron, seigneur de Saint-Laurent de La Préc, de Fouras en partie, du bois des Tillet en partie, né à Voutron le 20 janvier 1713, mort à Rochefort le 16 septembre 1780; enseigne de vaisseau en 1740, lieutenant en 1746, capitaine de vaisseau en 1756, chef d'escadre en 1772, commandant la division du Ponant ; il vendit en 1741, conjointement avec ses frères Abraham et Philippe, la seigneurie de La Cave à François Robert de Vérigny (?). Il avait épousé Marie-Françoise Astier, née à Saint-Domingue le 6 août 1730, qui fut convoquée dans la noblesse aux assemblées pour les états généraux ; 4° Henri-Gédéon, sieur de Voutron, lieutenant des vaisseaux du roi, mort avant 1768 ; 5° Henriette, morte aussi avant 1768.

Hubert-Henri Nicolas, comte de Voutron (1713-1780), eut pour enfants : 1° Henri-François, capitaine au régiment du roi infanterie, chevalier de Saint-Louis, émigré, rentré en France sous l'empire, décédé en 1807 sans alliance, le dernier représentant mâle de sa branche ; 2° N. qui épousa Charles, vicomte de Chateigner, chevalier de Saint-Louis, lieutenant-colonel ; 3° Henriette-Pauline, née en 1753, mariée d'abord à Henri Pineau, chevalier, lieutenant de vaisseau, puis en 1788 à Joseph de La Venne des Perriers, chevalier de Saint-Louis, major d'infanterie ; 4° Adélaïde, épouse de N. d'Aldéguier, sieur de La Valade ; 5° Marie-Françoise, décédée à La Rochelle le 28 janvier 1817, ayant épousé en 1777 Joseph-Hyacinthe Ribault de Laugardière.

Les deux frères, Philippe et Gédéon Nicolas, présentèrent leurs titres de noblesse à la commission instituée en 1668 et présidée par Colbert de Terron ; ils furent maintenus par déci-

sion du 13 décembre 1669. Les armes des Nicolas sont décrites dans une pièce de 1640 par laquelle Johan, sieur de La Jarrie, avocat au présidial, « est maintenu et gardé en la possession et jouissance des dites chapelle et sépulture (chapelle Sainte-Anne dans l'église Saint-Sauveur à La Rochelle), desquelles ses ayeux ont jouy avecq titre de bonne foy... et en ycelle faire mettre, comme ses ayeulx, ses armes qui sont : Ung timbre au dessus d'un escusson, dans lequel escusson il y a trois estoilles d'or, deulx en haut et une en bas, avecq un chevron brisé au milieu des dites estoilles, qui est aussi d'or ; le tout en champ d'azur ». La branche de Lamballerie est représentée en Angoumois ; celle de Lisleferme, à Agen, par deux neveux du défunt (1).

III. — Le 4 décembre, est décédé à Cognac, âgé de 60 ans, le baron Jean-Auguste O'Tard de La Grange, chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne, l'un des principaux associés de l'importante maison de commerce O'Tard, Dupuy et C^{ie}, fondée à Cognac en 1796 et connue dans le monde entier. Il a été longtemps conseiller municipal de Cognac et conseiller d'arrondissement. Il était président de la société de secours mutuels et de la société des sauveteurs bretons. Très affable, très charitable, il prêtait son concours à toutes les bonnes œuvres. Né le 4 février 1831 de Pierre-Guillem, mort à Paris en 1860, et de Louise-Amanda Lemaire de Marne, morte en 1875, il était petits-fils de Jean-Baptiste-Antoine O'Tard de La Grange, ingénieur, qui fonda à Cognac la maison de commerce, maire de Cognac, député, chevalier de la légion d'honneur, et de Jeanne Nicolas de Lisleferme. Son frère, Louis-Franck, a deux filles de Joséphine Delmonico, de New-York. De ses trois sœurs l'une, Marie-Constance, a épousé en 1851 le comte Jucheveau de Saint-Denis ; la seconde, Marguerite, s'est mariée en 1861 à M. Ferdinand de Lauzon ; et la troisième, Thérèse-Joséphine en 1865 au marquis Charles de Montebello. De son mariage (septembre 1862) avec M^{lle} Marie-Berthe Pastré, il a eu un fils, Jacques-René, né le 31 juillet 1863 à Château-Chesnel, et Marie-Thérèse-Elisabeth, née le 13 juin 1869, mariée le 10 juillet 1889 à Victor-Amable-Elzéar-Henri, vicomte de Castellane, fils d'Edmond-Elzéar et de Marie-Thérèse-Elisabeth-Denise de Bastard d'Estang.

Les funérailles ont eu lieu en l'église Saint-Légier et l'inhumation au cimetière du Breuil. Les cordons du poêle étaient

(1) Je trouve baptisé, le 5 juin 1738, en l'église de Saint-Romain de Benet, par Geoffroy, prieur-curé du Breuil-Saint-Jean, diocèse de La Rochelle, Marie-Anne-Elisabeth Nicolas, fille d'André Nicolas, sieur de Lisleferme, capitaine d'infanterie, et de Jeanne Paumery, à Griffarin ; et le 14 mai 1776, dans un acte de Bigot, notaire à Saintes, Pierre Nicolas de Lisleferme, écuyer, ancien officier d'infanterie, demeurant à Paris, et Daniel Nicolas de Lisleferme, écuyer, demeurant à Griffarin, paroisse de Saint-Romain.

tenus par M. Edouard Martell, M. le marquis de Dampierre, M. de Bournonville, MM. Delézinier, Th. Huvet et Edmond Dodart. Le deuil était conduit par M. le baron René O'Tard de La Grange son fils, le comte de Castellane son gendre, le comte de Pastré son beau-frère et M. de Commaille. Toutes les sociétés de bienfaisance accompagnaient le cortège. Sur la tombe, M. Louis Boutin, vice-président de la société des hospitaliers sauveteurs bretons, a prononcé un discours touchant publié par l'*Ere nouvelle* du 10. Voir pour Léon O'Tard *Bulletin* de 1887, t. VII, p. 243.

IV. — Le 8, est décédé aux Essarts Antoine-Charles-Louis Mollet, maire des Essarts, ancien notaire, ancien conseiller d'arrondissement, homme très estimé et jouissant d'une grande influence autour de lui. Les Mollet se sont succédé dans l'étude des Essarts depuis 1642. C'était une vieille famille qui a figuré à l'échevinage et au présidial. Voir *Saint-Pierre de Saintes*, p. 88, *Etudes et documents* sur la ville de Saintes, p. 59, 71, etc., et aussi *Bulletin*, II, 186.

Le 27 août, est décédé à Saint-Georges d'Oleron, âgé de 61 ans, Paul-Amédée-Ludovic Savatier, officier de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Sylvestre, médecin en chef de la marine en retraite, membre correspondant du muséum et de la société botanique de France, cousin d'Alexandre Savatier (*Bulletin*, VII, 12), naturaliste distingué qui a légué d'importantes collections à l'institution diocésaine de Pons, dont il avait été aussi l'élève. Né à Saint-Georges d'Oleron, le 19 octobre 1830, d'une famille des plus honorables qui a conquis et conservé, depuis plusieurs générations, l'estime et l'affection de tous les habitants de l'île, il fit ses études au séminaire de Montlieu, puis à Pons, et en 1849 entra comme élève à l'école de médecine navale de Rochefort. Bientôt commença pour lui cette longue suite d'examens et de concours qui, jusqu'à ces dernières années, assurait au médecin de marine une indépendance enviable, en lui permettant de conquérir tous ses grades dans des luttes publiques et courtoises. En quelques années il franchit les premiers échelons de la hiérarchie et prit le grade universitaire de docteur, malgré les navigations, les campagnes, les séjours aux colonies, qui employèrent la plus grande partie de ce temps. Savatier en effet fut de ceux qui s'attardèrent peu dans les ports de France.

Il était médecin de première classe quand les hasards de la navigation le conduisirent dans les mers de l'Extrême-Orient, au moment où le gouvernement français envoyait au Japon une importante mission d'ingénieurs et d'ouvriers pour établir un arsenal maritime à Yokoska, dans l'île de Nippon, et à vrai dire, pour créer la marine de guerre de cet empire. Savatier fit en sorte d'être désigné en qualité de médecin de cette mission ; et

c'est ainsi qu'il passa dix ans de sa vie au service effectif du Japon, mais en fait, rendant à la France un service éminent pour sa renommée et son influence à l'étranger.

Depuis le début de sa carrière, suivant l'exemple des naturalistes qui ont illustré la médecine navale au temps des grandes circumnavigations scientifiques, Quoy, Gaudichaud, les deux Lesson, pour ne nommer que des Charentais, il s'était consacré avec passion à l'étude de l'histoire naturelle et spécialement de la botanique. Quand il arriva au Japon, voilà vingt-six ans, ce pays était encore fermé aux Européens et presque inconnu des savants. Les tentatives de travaux sur la flore japonaise étaient cependant assez nombreuses depuis le suédois Thunberg et l'anglais Banks, à la fin du siècle dernier, jusqu'à nos contemporains, le hollandais Miquel et le russe Mascmiowicz ; mais il faut bien avouer que leurs travaux étaient encore bien incomplets et, du reste, au milieu des noms étrangers, ne se trouvait aucun nom français.

Pendant dix ans, Savatier parcourut le pays autant qu'il était possible alors, recueillit des plantes, déterminâ dix-huit cents espèces parmi lesquelles il en décrivit plus de cent qui étaient ou entièrement nouvelles ou inconnues jusqu'à lui au Japon. Ces recherches considérables sont consignées dans un magnifique herbier déposé au muséum d'histoire naturelle de Paris et dans plusieurs publications scientifiques dont la plus importante est *Enumeratio plantarum in Japonia sponte crescentium*..., publiée en 1879, avec la collaboration de M. Adrien Franchet. Cet ouvrage qui forme deux gros volumes in-8° (Paris, Savy ; 20 francs), a été entrepris pour répondre à la demande des botanistes japonais, désireux de faire concorder leurs descriptions avec les classifications européennes. Aussi, entre autres renseignements curieux, cet ouvrage renferme-t-il une synonymie en langue japonaise d'après le *Sô mokou Zoussetz*, *Traité de botanique*, imprimé à Yeddo en 1856.

Pour accompagner cet ouvrage, Savatier avait fait dessiner et colorier par un artiste japonais, de magnifiques planches qui malheureusement sont destinées à rester manuscrites.

Un autre ouvrage très original qui dut donner beaucoup de travail, est la réimpression faite à Yeddo, avec addition des noms scientifiques européens, de vingt volumes de planches de ce même ouvrage : *Sô mokou Zoussetz*. Savatier traduisit encore, avec l'aide de M. Suba, un ancien traité de botanique, les *Livres kwa-wi*, édités à Paris en 1873. (Savy, in-8° ; 8 fr. 50).

En 1876, promu au grade de médecin principal de la marine, il dut quitter le Japon. Revenu en France, il ne tarda pas à embarquer sur la *Magicienne*, frégate amirale de la division navale de l'océan Pacifique. Pendant cette campagne il recueillit encore une copieuse moisson de plantes rares qu'il vint déposer et classer au muséum de Paris. C'est à son retour qu'il fut promu au grade d'officier dans l'ordre de la légion d'honneur ; il avait été nommé chevalier, pendant sa mission au

Japon. Peu de temps après, devenu médecin en chef de la marine, il était appelé à diriger l'important service médical du Sénégal.

Tant de campagnes rapprochées et le climat dangereux de cette colonie altérèrent sa santé ; après un an seulement il fut obligé de rentrer en France et dut renoncer à continuer sa carrière plutôt que de retourner au Sénégal. Il prit donc sa retraite très prématurément. Cette décision pénible pour lui, car il avait droit à prétendre à un grade plus élevé, était plus regrettable encore pour la médecine navale et pour la science. L'événement a démontré combien la décision de Savatier avait été sage : car c'est à cette époque qu'il faut faire remonter le début de la maladie chronique alors mal déterminée, mais fatalement progressive, qui l'a enlevé ces jours derniers. S'il a pu survivre encore huit ans, il l'a dû aux soins les plus affectueux, les plus intelligents qui ne lui ont pas fait défaut un seul instant pendant cette longue maladie.

Quelque temps après sa retraite, Savatier était revenu vivre à Saint-Georges, île d'Oleron. C'est là qu'il a quitté la vie, à la place même qu'avait occupée son berceau, où avaient vécu, où étaient morts ses parents ; c'est là qu'il repose près d'eux, ayant laissé le souvenir d'un homme de cœur qui faisait rayonner autour de lui la bonté et l'intelligence.

B.

Le 16 octobre, est décédé à Saint-Germain de Lusignan, où il était curé depuis 1843, Lafond, né en 1815, ordonné prêtre en 1838, qui a ainsi passé 48 ans de sa prêtrise sur 53 dans la même paroisse. Depuis 1884, il avait pour auxiliaire M. l'abbé Bertrand de Cugnac, qui a été nommé curé à sa place.

Le 18, est décédé, dans sa 24^e année, à Pons où il était né, André-Marc-René Combes, frère du sous-préfet de Châtillon, fils de M. le docteur Justin-Emile Combes, sénateur de la Charente-Inférieure, vice-président du conseil général, maire de Pons. Ancien élève de l'institution ecclésiastique de Pons, puis du collège de Saintes, André Combes avait fait ses études de droit à Paris. Il était attaché au cabinet du préfet de la Seine.

Le 29, à Santeuil, arrondissement de Pontoise, est décédé d'un accident de chemin de fer, à l'âge de 34 ans, et a été enterré le 4 novembre à Rochefort, Edgar Christin, contrôleur de première classe des contributions directes à Pontoise, fils de M. Ernest Christin et époux d'Adrienne Dufraigne, fille d'un sénateur de Seine-et-Marne. A Pontoise où un service funèbre avait eu lieu, le directeur des contributions directes et M. Loubriat, professeur au collège, ont prononcé des discours au moment où le cercueil allait partir pour Rochefort.

Le 31, est décédé subitement dans son presbytère de Saint-Médard, Pierre Dubois, âgé de 70 ans, né en 1821, ordonné prêtre en 1847, curé de Saint-Médard depuis 1858. « C'était, dit l'*Echo rochelais* du 4 novembre, un ecclésiastique distingué, à la physionomie expressive, à la parole vive et ardente, au cœur ouvert à toutes les misères. » Il s'était fait maître d'école ; puis, quand il n'eut plus le droit de faire la classe, il utilisa ses connaissances médicales et s'acquitta une très grande réputation ; il était d'une inépuisable charité. Il avait pour frère M. le docteur Louis Dubois qui a fondé à Saujon un important établissement d'hydrothérapie, dirigé aujourd'hui par son fils, M. le docteur Stanislas Dubois.

Le 1^{er} novembre, est décédé à Rochefort, d'une chute de cheval, Edouard Klipfel, âgé de 41 ans, officier de la légion d'honneur, lieutenant-colonel du 3^e régiment d'infanterie de marine, né à Lyon le 25 février 1850, de Michel Klipfel et de Joseph Girel. Appelé au service comme soldat dans le 12^e bataillon de chasseurs à pied le 12 octobre 1870, il fut nommé sous-lieutenant le 17 janvier 1871. Il avait été admissible à l'école polytechnique et plus tard il entra à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. A sa sortie, il passa à l'infanterie de marine. Il était lieutenant-colonel depuis le 15 décembre 1888. Il a fait de nombreuses campagnes et a pris part notamment aux guerres du Tonkin de 1883 à 1886 et du Dahomey en 1890. Il commanda les troupes à Porto-Novo après le départ du commandant Terrillon ; il proposait de marcher sur Abomey quand les négociations furent entamées (*La Vie politique à l'étranger*, 2^e année, 1890, p. 405 ; *La grande Encyclopédie*, tome xiii, *Dahomey*, p. 764). Le lieutenant-colonel Klipfel était officier de la légion d'honneur et chevalier de l'ordre du Cambodge. C'était un officier de grand avenir. Il était veuf de Marie-Joséphine Bossant, fille du général de division d'infanterie de marine de ce nom. — A l'église, M. l'abbé Portier, archiprêtre, a prononcé quelques paroles touchantes. A la gare où le corps a été porté, des discours ont été prononcés, qui ont été reproduits par les *Tablettes* du 5, par M. l'adjudant Thellier, au nom des sous-officiers, caporaux et soldats du 3^e régiment d'infanterie de marine ; par M. le chef de bataillon Colonna de Giovellina, son camarade de promotion à Saint-Cyr ; par M. le chef de bataillon Schneider, commandant par intérim le 3^e régiment ; par M. le lieutenant-colonel de Beaulieu, du 7^e régiment de marine ; enfin par M. l'amiral Ribell, préfet maritime.

G. REGELSPERGER.

Le 1^{er}, est décédé à Saint-Savinien, âgé de 76 ans, Eugène-Charles Coudreau, pharmacien à Saint-Savinien depuis 1839, qui avait été reçu à Paris le 11 juillet. « C'était, disent les *Tablettes* du 3, une nature loyale, un cœur généreux, aimant à faire

le bien. » Il venait de faire paraître une brochure à propos du *Projet de loi sur l'exercice de la pharmacie*. Voir plus loin, page 54. Né au Port-d'Envaux, le 15 août 1815, de Marc-Louis Coudreau, propriétaire, et de Marie-Amélie Richelot, il avait épousé, le 4 août 1840, Victorine Pascot, fille de Gaudric Pascot et d'Adèle Suret.

Le 2, est décédé à Barbezieux, âgé de 67 ans, Jean-Adher Mondor, juge au tribunal civil, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats. Des discours ont été prononcés sur sa tombe par M. Dubrac, président du tribunal; par M. Boutin, avocat, et par M. le docteur Meslier, maire. Le défunt a légué une somme de 13.000 francs à partager entre l'hospice et le bureau de bienfaisance.

Le 10, est décédé à Rochefort, dans sa 89^e année, Charles-Louis-Dominique de Ravinel, né à Saint-Germain (Meurthe), inspecteur en chef des services administratifs de la marine en retraite, commandeur de la légion d'honneur, veuf de Jeanne-Léontine de Thumery, fils de Louis et de Sophie de La Salle Saint-Germain. Devenu presque aveugle, il vivait depuis quelques années dans la maison de santé de Saint-Charles. C'était un ardent patriote et un fervent chrétien. Sa fille et son gendre, M. Friocourt, interprétant les sentiments du défunt, tout dévoué aux œuvres de charité, ont donné 2,000 francs à l'orphelinat de Saint-Charles, 500 francs aux écoles libres des sœurs de Saint-Vincent, 500 francs au bureau de bienfaisance, 500 francs aux petites-sœurs des pauvres, 1,000 francs au curé de Saint-Louis pour ses pauvres et ses œuvres.

Le 12, est décédé à Rochefort, âgé de 70 ans, François de Sales-Guillaume-Edouard Jouneau, officier de la légion d'honneur, capitaine de vaisseau en retraite, veuf d'Aline-Joséphine Feu, né à Paris d'Henri-Adam Jouneau et d'Adélaïde-Sophie Esmangart de Bournonville. Jouneau était un savant et un artiste. M. le docteur Ardouin l'a rappelé sur sa tombe; « il consacrait ses loisirs à des études historiques et il avait en numismatique une réelle notoriété. » Il appartenait à la famille de Jean-Joseph Jouneau, né à Dauve, commune de Barret près Barbezieux, décédé aux Nouillers le 26 janvier 1837, lieutenant de gendarmerie, membre du district de La Rochelle en 1790, du directoire du département, député à l'assemblée législative en 1791, administrateur du département en 1795, député en 1815, chevalier de Saint-Louis en 1819, de la légion d'honneur en 1824.

Le 12, est décédée à La Rochelle, âgée de 71 ans, Louise Cornay, veuve de Joseph-Emile Cornay, née à Mouterre (Vienne)

de Jean-Baptiste Cornay et de Françoise Mayaud. Elle était la dernière sœur du vénérable Charles Cornay, prêtre des missions étrangères, massacré en Chine pour la foi il y a un demi-siècle environ, dont elle gardait précieusement les lettres écrites pendant sa captivité et des reliques sanglantes se rattachant à son supplice. Son neveu par alliance, M. Emile-Désiré Berteaud, est directeur des contributions directes à La Rochelle.

Le 14 novembre, est décédée à Rochefort, âgée de 68 ans, Augustine-Elisabeth-Mathilde Durand de Coupé, née à Rochefort de Charles-Pierre et d'Anne-Marie-Françoise Boutet-Des-touches, épouse de Paul-Ernest Denis de Senneville. Elle a été inhumée au cimetière de La Rochelle, dans un caveau de famille, ouvert il y a un an à peine pour recevoir les restes mortels de J. Brédif. (Voir *Bulletin*, XI, 15). Les âmes chrétiennes de la paroisse de Saint-Louis de Rochefort perdent en elle un précieux soutien.

Le 15 novembre, au château de La Morinerie, commune d'Ecurat, chez M. Poitevin de La Frégonnière, est décédée à l'âge de 94 ans, sans infirmités, dans la plénitude de ses facultés, Suzanne Lambert, née à Sissac (Gironde) en 1795, d'Arnaud Lambert et de Marie Roux. Elle était entrée à onze ans comme domestique dans la famille où elle a vu trois générations, entourée des soins les plus affectueux, type de ces vieux serviteurs d'autrefois dont l'espèce est maintenant si rare,

Le 15 novembre, est décédé à Rochefort, âgé de 47 ans Emile-Barthélemy Laidet, chef de bataillon d'infanterie de marine, époux de Louise-Adélaïde-Coralie Deperche, né à Rochefort de Jean-Baptiste-Barthélemy et d'Emilie Guillemot. Au cimetière, M. le lieutenant-colonel Lacroix, commandant le 3^e régiment d'infanterie de marine, a esquissé la vie du défunt tout entière consacrée à sa patrie en France, en Cochinchine, au Gabon, en Annam d'où il était de retour depuis peu de temps.

Le 16 novembre, est décédée à Chabanais (Charente), âgée de 76 ans, une femme qui porte un nom célèbre au xvii^e siècle, Catherine-Eulalie Rampenoux-Masdebat, veuve de M. de La Quintinie, qui fut maire de Chabanais. Elle laisse un fils marié et une fille, madame Paul Mercier. L'illustre « directeur général des jardins fruitiers et potagers du roy », que son portrait gravé par Ponce, d'après Marillier, dit « né à Poitiers en 1626 » et qui mourut à Paris le 11 novembre 1688, était né à Chabanais d'après la tradition constante de la famille, confirmée par le testament (12 décembre 1687) de La Quintinie lui-même qui lègue à l'église Saint-Sébastien de Chabanais la somme de 10 livres de rente annuelle, à charge de deux messes de *requiem* les jours

anniversaires de sa naissance et de son décès. Jean de La Quintinie, alors avocat au parlement et maître des requêtes de la reine mère, épousa vers 1662 Marguerite Joubert, dont il eut trois enfants : 1° le 21 août 1663, Michel ; 2° le 10 septembre 1666, Gabriel-Louis, mort à Paris le 8 septembre 1688 et inhumé le 9 dans l'église Notre-Dame de Versailles. C'est Michel, prieur de Saint-Privat et de Sainte-Colombe, bachelier en théologie, qui publia en 1690, chez Barbin, l'*Instruction pour les jardins fruitiers et potagers* (2 volumes), avec un portrait de Florent Richard de La Marre, gravé en 1689 par Vermeulen.

Le 18, est décédé à Rochefort, âgé de 55 ans, Jules-Paul-Hippolyte Boucheny, chevalier de la légion d'honneur, capitaine de frégate en retraite, époux de Marie-Louise Richard, veuf d'Amélie-Caroline Blavez, né le 3 août 1836 à Montargis (Loiret) de Paul-François Boucheny et de Marie-Reine-Pauline-Servant Allard.

Le 22, est décédé à Mirambeau, âgé de 86 ans, Jacques-Charles Letard, chanoine honoraire, qui avait été curé-doyen de Mirambeau pendant 34 ans. Né à Léoville le 4 novembre 1804, il reçut les premières leçons de son curé Garricolas, prêtre d'origine espagnole, qui était sorti de son pays à la suite des troubles politiques ; puis, alla au petit séminaire de Saint-Jean d'Angély alors sous la direction de l'abbé Mareschal, continuer ses études qu'il acheva à Pons. Elève du grand séminaire de La Rochelle, il fut ordonné prêtre en 1830 et nommé vicaire à Saujon et curé titulaire de Saint-Romain de Benet ; le curé et le vicaire, en effet, outre ces deux paroisses, desservaient encore L'Eguille et Sablonceaux. En 1832, il fut nommé curé de Thenac où il n'y avait pas même de presbytère, et évangélista Préguillac, Chermignac, puis La Jard et Colombiers. Le 1^{er} mai 1855, il reçut sa nomination pour Mirambeau où il achève et orne l'église, élève le clocher qu'il peuple de cloches. En 1889, il résigna ses fonctions et continua à résider dans sa paroisse où il laisse l'exemple de toutes les vertus. Voir *Bulletin religieux* du 5 décembre.

Le 26, est décédé à Rochefort, âgé de 80 ans, Félix Leps, veuf de Rosalie-Marie-Sophie Brassaud, né à Rochefort d'André Leps et de Brigitte Baritaud. Il fut membre du conseil municipal et de la chambre de commerce, et pendant plus d'un demi-siècle, dirigea avec intelligence et activité une des principales maisons de bois du Nord. Il s'est éteint doucement entouré de ses enfants, petits-fils et arrière-petits-fils.

Le 27, est décédé à Tonnay-Charente, où il était curé-doyen depuis 1884, à l'âge de 57 ans, Alexandre Joly, chanoine hono-

raire, né en 1834, ordonné prêtre en 1859. C'était un prédicateur de talent. Il a écrit en 1877, étant curé de Bussac-lès-Saintes, la biographie de *L'abbé Dières-Monplaisir, chanoine honoraire, curé-doyen de Saint-Martin de Ré* (La Rochelle, imp. P. Dubois et L. Mehaignery, in-18, VIII-242 p.), dont il avait été l'élève sacerdotal.

La levée du corps a été faite par M. Rosset, prêtre de la mission, supérieur du grand séminaire et vicaire général de La Rochelle. M. l'abbé Martin, archiprêtre de la cathédrale, a dit la messe, donné l'absoute, et fait l'éloge du saint prêtre. Les cordons du poêle étaient tenus par M. Emile Peyremol, pharmacien en chef de la marine en retraite, président de la fabrique; par MM. Delage de Luget, conseiller d'arrondissement; Gabriel Renault, négociant; Raffin, représentant le maire de Charente; Pelon, maire de Saint-Clément, et M. le chanoine Blanchard, aumônier de l'hospice de La Rochelle. Le deuil était conduit par MM. Joly, maître de port à La Rochelle; J. Joly, commis des directions de travaux de la marine, et l'abbé Gélézeau, vicaire de la paroisse. Au cimetière, M. Peyremol a prononcé un discours où il s'est fait l'interprète des sentiments de la population. Voir les *Tablettes* du 3 décembre.

Le 27, est décédé à Clavette, canton de La Jarrie, Jean-Baptiste Chauveau, ancien curé de cette paroisse. Né le 6 mai 1813 à La Rochelle, ordonné prêtre le 20 mai 1837, il fut successivement vicaire de Royan, curé de Vaux, où il établit les sœurs de l'Immaculée-Conception de Bordeaux, d'Angoulins, de Romegoux, enfin de Clavette. Le *Bulletin religieux* du 12 décembre publie la lettre qu'il écrivit à ses paroissiens de Vaux lorsqu'il vint « renouer après 50 ans la chaîne brisée de leurs anciens pasteurs ».

Le 28, est décédé, près de Saint-Cyr du Doret où il s'était retiré dans sa famille depuis deux ans, Israël-François-Louis Renaudeau, ancien curé de Champdolent. Né le 8 octobre 1822 à Saint-Jean de Livresay, ordonné prêtre le 30 juillet 1848, il fut curé de Contré, de La Vallée, administrateur de Saint-Porchaire en 1851, curé de Lagord et en 1853 de Taugon, où il eut à subir « les épreuves de la persécution. Le digne prêtre vit son innocence proclamée par un jury impartial, et ses accusateurs confondus dans leurs odieux projets, dit le *Bulletin religieux* du 5. Généreux dans son triomphe il ne sut que leur pardonner ».

Le 29, est décédé au château d'Epannes (Deux-Sèvres), âgé de 73 ans, et a été inhumé à Niort, Louis-Jules, marquis de Cugnac, officier de la légion d'honneur, ancien officier supérieur d'artillerie, maire d'Epannes, marié le 7 septembre 1853

à Herminie d'Escollard des Hommes, dont il a eu deux fils, tous deux officiers. Il était fils de Louis-Philippe de Cugnac marquis du Bourdet, qui émigra, fit la campagne des princes et mourut le 29 mars 1809, et de Marie-Madeleine-Alexandrine de Razes d'Auzance. Il était frère de M. Joseph de Cugnac, directeur de l'école de dressage de Rochefort, et de Paul-Henri de Cugnac, père de M. l'abbé Bertrand de Cugnac, curé de Saint-Germain de Lusignan, et de M. le comte Guy de Cugnac, capitaine au 123^e régiment de ligne. Entré à l'école polytechnique le 1^{er} novembre 1838, capitaine d'artillerie en 1848, il fut officier d'ordonnance du maréchal Saint-Arnaud en 1854 pendant la guerre de Crimée, fit en 1859 la campagne d'Italie et le 12 août 1861 il fut promu chef d'escadron. En 1866, il eut sa retraite, ce qui ne l'empêcha pas en 1870, malgré sa santé délicate, de reprendre du service comme chef d'escadron d'artillerie à la défense de Paris. A la fin de la guerre, il revint au milieu des siens à Niort, à Epannes, où « catholique et royaliste convaincu, il se fit adorer de tous sans distinction de partis ».

Le 29, est décédé à Châlons sur Marne, âgé de 56 ans, Anselme Cornet, officier de la légion d'honneur, qui venait d'être nommé colonel à la direction d'artillerie de Toulouse. Né à La Rochelle le 3 janvier 1839, dans une position des plus modestes, de Jean Cornet et de Louise-Caroline-Adèle Potier, élève boursier du lycée de La Rochelle, puis de l'école polytechnique, de l'école d'application de Metz, il fit la campagne du Mexique; il était capitaine en second lors de la guerre de 1870, et fut grièvement blessé à Saint-Privat. Fait prisonnier, il parvint à s'échapper, rejoignit l'armée du Nord et s'occupa activement de la réorganisation de l'artillerie du général Faidherbe qui le nomma chef d'escadron; il fut appelé au commandement d'un bataillon d'artillerie de forteresse, puis promu lieutenant-colonel. C'était un brillant officier, fort aimé des officiers et des soldats. Le corps, après le service en l'église Saint-Sauveur de La Rochelle, a été conduit au cimetière Saint-Eloi, accompagné des officiers de la garnison et d'un grand nombre d'amis.

Sur la tombe, M. le colonel Demichena prononcé un discours que publie le *Courrier de La Rochelle* du 10; le général Gras en avait prononcé un autre à Châlons.

Cornet laisse une femme et trois enfants, sa mère et sa sœur.

Le 2 décembre, est décédé à La Genétoise, où il était curé depuis 1886, Félix-Etienne Gaultier, né en 1833, au Gua, canton de Saujon, ordonné prêtre en 1868.

Le 4 décembre, est décédé à Vergt (Dordogne), où il s'était retiré depuis quelques années, Joseph-Aimé Torel, officier de l'instruction publique, professeur honoraire, âgé de 74 ans. Chef d'institution à La Rochelle, Torel avait été professeur

de sixième à Saintes de 1872 à 1877 et fut ensuite professeur au collège de Rochefort où il prit sa retraite. Les nombreuses générations d'élèves qu'il a eues sous sa direction, appréciaient son savoir et son dévouement. Il avait épousé la fille de Fleury, médecin de la marine, auteur avec Viaud d'une *Histoire de Rochefort*. Son fils, Louis Torel, est médecin de marine de 1^{re} classe.

Le 10, est décédé, âgé de 81 ans, Pierre-Julien-Louis Desfranches, curé de Saint-Vivien, près La Jarrie, depuis 1864, né en 1810, ordonné prêtre en 1831.

Le 11, est décédée à Niort, âgée de 69 ans, [Camille de Savignac de Montamy, vicomtesse de Cugnac, née à Montamy (Calvados), mariée le 18 février 1851 à Charles de Cugnac, frère de Louis-Jules, dont il est parlé plus haut, page 17. De cette union sont venues trois filles : 1^o Marie, morte jeune ; 2^o Antoinette, mariée le 26 mai 1877 à Henri de Nuchèze, sans enfants ; 3^o Alice, mariée au comte Henri de Larocque-Latour de Cramahé, sans enfants.

Le 12, est décédé à La Rochelle, âgé de 55 ans, l'abbé Henri-Clément Grasilier, chanoine, vicaire général de La Rochelle et du Puy. Né à La Rochelle le 15 janvier 1836, élève de l'école des frères, du petit séminaire de Montlieu, de l'institution diocésaine de Pons, du grand séminaire de La Rochelle, il fut ordonné prêtre le 18 juin 1859, renonça par déférence pour sa mère aux missions étrangères, fut vicaire de Jonzac, curé de Landrais pendant neuf mois, vicaire de Saint-Jean d'Angély, et en 1867 curé de Grézac jusqu'en 1869, où M^{sr} Thomas le nomma chancelier de l'évêché. Chanoine honoraire le 6 septembre 1869, titulaire le 28 décembre 1872, il succéda, le 14 août 1874, comme vicaire général, à M. Cortet, promu à l'évêché de Troyes (Voir *Echo rochelais* du 16). Une lettre circulaire de M^{sr} Ardin (Voir plus bas, page 50) est le plus bel éloge que l'on puisse faire du défunt : « Dans nos conseils, il faisait passer avant tout les intérêts des âmes et des paroisses, sans jamais tenir compte des liens d'amitié qui l'unissaient à ses confrères. Toujours simple et droit dans la discussion des affaires, son abord était facile à tous. Sa modestie n'avait d'égale que son mérite. Passionné pour le bien, il ne refusait jamais son concours aux œuvres de charité ». Monseigneur, de plus, a voulu donner l'absoute, et monté en chaire, a fait l'éloge du collaborateur dévoué et du prêtre pieux (Voir *Bulletin religieux* du 19).

Clément Grasilier avait un frère aîné, Pierre-Théodore Grasilier, né le 27 mai 1828 à La Rochelle, où il est mort le 2 mars 1875, qui fut élève puis maître au séminaire de Montlieu, fut ordonné prêtre en 1854, et devint vicaire d'Aigrefeuille, curé d'Ardillières, de Nieul-lès-Saintes, enfin aumônier du Carmel

de Saintes, et a publié plusieurs mémoires d'érudition, en outre 2 volumes de *Cartulaires* (Voir la notice qui lui est consacrée dans le *Bulletin religieux du diocèse de La Rochelle* du 17 août 1875). Un plus jeune frère, M. Léonce Grasilier, a aussi écrit, notamment en 1888, *L'affaire Tichborne*.

II. — MARIAGES

Le 24 novembre, en l'église Notre-Dame de La Rochelle, a été béni par M^r l'évêque le mariage de Joseph-Louis-Arsène Pierron, capitaine au 123^e de ligne, officier d'ordonnance de M. le général Chédeville, né à Royaumeix (Meurthe-et-Moselle) le 12 mai 1854, avec M^{lle} Marie-Juliette Lagarde, née le 14 mai 1869 à Plancher-les-Mines (Haute-Saône), fille de M. le docteur Charles-Théodore-Ernest Lagarde, officier de la légion d'honneur, médecin principal de première classe en retraite, demeurant à La Rochelle.

Le 26 novembre, a été béni à Rochefort, par M. l'abbé Huort, vicaire de Saint-Louis, le mariage de Marie-Aloyse-François Schalck, capitaine d'artillerie de marine, né à Strasbourg le 29 mars 1858 d'Aloyse-Jacques et de Thérèse Labouche, avec M^{lle} Marguerite-Euphrasie-Emma-Anna Delage, née à Rochefort le 9 novembre 1869 de Prosper Delage et de Madeleine-Celina Michaud. Les témoins étaient pour le marié MM. le chef d'escadron Claude et Laffaix, capitaine de l'artillerie de marine ; pour la mariée MM. Félix Michaud son oncle, et Delage, lieutenant de vaisseau, son cousin.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

ANNALES DE GÉOGRAPHIE (1^{er} numéro, 15 octobre) publient une note sur l'exploration de notre compatriote M. Coudreau (voir *Bulletin*, xi, 233), « qui a remonté l'Oyapok et relevé les principaux affluents de son cours supérieur ; il est aussi parvenu sur le versant de l'Amazone à la rivière Yari chez les Indiens Roucouyennes. La traversée de la partie orientale des monts Tumuc-Hamac lui permit d'atteindre puis de descendre l'Ilani et l'Awa et d'arriver chez les Indiens Emérillons. Les réels dangers courus par M. Coudreau et son compagnon Laveau, naufrage au saut du Galibi, trahison du guide, lièvres contractées dans ce grand voyage de deux ans, la levée de 2,500 kilomètres d'itinéraires nouveaux, enfin l'exploration de la région des Tumuc-Hamac, qui permettra de dresser une carte précise et presque complète de notre vieille colonie américaine, tous ces résultats font le plus grand honneur à l'initiative, et au courage de M. Coudreau. » L'auteur du compte-rendu, M.

Guillot, n'espère pas toutefois que la colonisation française se porte dans ces régions ; il y a tant de pays français dont l'exploitation serait plus facile et qui attendent encore colons et négociants !

—
ANNALES DE L'ŒUVRE DES SÉMINAIRES DU DIOCÈSE DE LA ROCHELLE de septembre et novembre reproduisent, p. 184 et 214, sous ce titre : *Un coin du diocèse il y a cent ans*, le passage du t. 1^{er} du *Nouveau voyage de France* (1780) par Piganiol de La Force, qui se rapporte à Aunay, Saint-Jean, Saintes, Pons, La Rochelle. A rapprocher des extraits du *Tableau des provinces de France* d'Alcide de Bonc-Case (1664), d'Abraham Golnitz (1631), de Jodocus Sincerus (1657), etc., publiés à la suite du *De Santonum regione* de Nicolas Alain par M. Louis Audiat (1889).

—
ANNUAIRE DE LA NOBLESSE... par MM. Borel d'Hauterive et le vicomte Albert Révérend (1891), contient, page 192, la généalogie de la famille Reboul, représentée à Saint-Jean d'Angély par les enfants d'Aristide de Reboul, né au Gua, mort en 1863 à Saint-Jean, marié, en 1825, à Hélène de Rechignevoisin de Guron : 1^o Marie, épouse de Pierre-Evariste Augier de La Jallet, dont un fils ; 2^o Charles, né à Saint-Jean d'Angély en 1827, chevalier de Saint-Sylvestre, qui a, de Caroline de Beaucorps, quatre enfants ; 3^o Aristide, né à Saint-Jean en 1836, qui a eu, de Lina de Surineau, Maria et Guy.

—
L'ARMORIAL FRANÇAIS de juin 1891, n^o 48, p. 339-345, publie la *Généalogie de la maison de Coutray, seigneur de Pradel* [en Comminges] et de *Saint-Georges-Lavalade* [en Saintonge], originaire du pays de Comminges, répandue en Saintonge au commencement du siècle dernier, dont la filiation suivie remonte à Jean Coutray de Pradel, qui épousa en 1530 Jeanne de Cobral et mourut en 1569 des blessures reçues à la bataille de Jarnac. Ils paraissent s'être établis en Saintonge par le mariage à Saintes, le 30 juillet 1713, de Michel de Coutray, capitaine de dragons, avec Marie Poitevin, sœur de Louis-Nicolas Poitevin de La Morinerie et de La Frégonnière (*Études sur la ville de Saintes*, p. 89), veuve en 1733 avec 3 filles et 1 fils, Louis-Michel, seigneur de Pradel et de Saint-Georges-Lavalade, qui épousa à Saintes, en 1749, Marie-Julie Lemouzin de Nieuil, dont vint Michel-Henry-Nicolas, né à Saintes le 19 janvier 1751, débuta comme garde du corps du roi, dans la compagnie de Villeroy, dont il fut nommé capitaine en 1779 ; chevalier de Saint-Louis le 12 juillet 1814, et le 1^{er} août 1815 lieutenant-colonel ; mort dans sa terre du Grand-Méré en l'île d'Oleron le 30 novembre 1835. Il avait épousé à Toulouse, le 12 février 1783, Alexandrine-Elisabeth de Lavaud. M. de La Morinerie lui donne, et il a raison, une seconde femme, Marie-Françoise-Mélanie de Mauny, native de Charmant, canton de La Valette (Charente), qu'il épousa à Saint-Georges des Coteaux le 3 décembre 1804, que l'auteur de

la *Généalogie* donne pour femme à Michel, III^e du nom, fils de Michel-Henry-Nicolas. Du second lit est née Rose-Clotilde-Thérèse-Marie, qui épousa, le 25 octobre 1825, Louis-Gabriel-Gustave-Joseph, vicomte de Poutier, capitaine de dragons, morte à Saint-Jean d'Angély le 21 avril 1878; et du premier, à Toulouse, le 10 avril 1784, et non à Saintes en 1801. comme l'écrivit la *Biographie saintongeaise*, Pierre-Marie-Michel-Eugène Coutray, vicomte de Pradel, le célèbre improvisateur. Mort à Wiesbaden le 11 septembre 1857, Eugène de Pradel laissa de son union avec Marie-Victoire-Claire Petitbon : 1^o Edmée, mort sous-officier en Afrique; 2^o André, mort en 1870, après avoir aussi servi en Afrique; 3^o Achille-Eugène, qui suit; 4^o Eugénie, décédée célibataire; 5^o Eléonore-Claire, décédée le 20 novembre 1884, mariée à N... Morlot, mort le 22 juillet 1889, sans postérité; 6^o Clotilde, non mariée.

Achille-Eugène, né à Paris le 28 juillet 1824, mort le 25 juillet 1890, a épousé, le 22 septembre 1860, Alexandrine-Céline Bellot, née à Rochefort le 25 novembre 1835, morte à Paris le 24 février 1889, sœur du lieutenant de vaisseau Bellot, mort en 1853 aux mers polaires, à qui Rochefort a élevé un monument. De ce mariage sont issus 3 enfants : 1^o Eugène-Jules-Emile, né à Paris le 23 octobre 1861, docteur en médecine à Paris, qui a eu un fils, Georges-Achille-Eugène, né à Paris le 18 mars 1868, mort en 1890, de Joséphine-Esther Davson, mariée le 11 mai 1887, née le 11 décembre 1865 à Georgetown (Guyane anglaise).

Le BULLETIN HÉRALDIQUE DE FRANCE de juillet contient : *Bouchard d'Aubeterre et Esparbès de Lussan*, analyse de l'article du *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou* et de l'*Histoire des grands-officiers de la couronne*; et *Larocque-Latour*, analyse de l'article du *Nobiliaire de Guyenne*, t. I, 330-336.

LA CHARENTE-INFÉRIEURE du 9 décembre contient de M. E. G. *A propos du jeton de présence de l'ancienne juridiction consulaire de La Rochelle*. C'est le 25 novembre 1730, deux siècles après sa création, que la juridiction consulaire, pour stimuler le zèle trop peu empressé de ses membres, décida la création de jetons de présence et commanda, le 9 décembre suivant, 200 jetons qui coûtèrent 452 livres 17 sous 6 deniers, soit 45 sols environ par jeton. La pièce portait à l'envers l'effigie de Louis XV et au revers une Justice ailée; en exergue : INSVPER ALAS ADDIDIMVS, et dans le bas : JVGE ET CONSVLS DE LA ROCHELLE 1730. C'était un coin banal sur lequel on ajouta seulement le nom et la date. A la mort de Louis XV, on frappa d'autres jetons à l'effigie du nouveau roi, en modifiant grossièrement la date 1776. Cependant on trouve dans les collections, des jetons à l'effigie de Louis XV avec le millésime 1776; mais la frappe est récente et a été faite pour des ama-

teurs. On aura mal lu 1776 et on a mis 1770, qui est un anachronisme.

Le COURRIER DE LA ROCHELLE des 6, 10, 13 et 20 décembre contient un compte-rendu de l'ouvrage de M. l'amiral Jurien de la Gravière (Voir *Bulletin*, XI, 333), *Le siège de La Rochelle*, où M. Georges Musset examine à son tour les causes et les résultats du siège de 1628 avec une pleine connaissance du sujet. Il relève aussi quelques erreurs de l'écrivain, par exemple : les remparts de La Rochelle élevés par Eléonore d'Aquitaine ; c'est le château élevé, où aujourd'hui la place d'Armes, plus probablement par Richard, fils d'Eléonore, et qui n'a plus été reconstruit, quoiqu'en pense l'amiral ; les barons de « Soyon, de Mareines et de Saint-Sulin », ce sont les barons de Saujon, de Marennes et de Saint-Surin ; Restinglere, c'est Restinglière ; Tassereau, c'est Tessereau ; le château de Dampierre, c'est Dompierre ; le Port-Neuf, c'est le Fort-Neuf. En revanche, l'auteur du *Siège* prouve, conformément à l'opinion soutenue par *Bulletin* (x, 322 ; xi, 44, 120), que les « Campani » c'est bien le régiment de Champagne ; que l'intrépide nageur qui traversa 12 kilomètres à la nage (*Bulletin*, ix, 381 ; x, 278 ; xi, 292) se nommait Lapierre.

L'INTERMÉDIAIRE DES CHERCHEURS du 10 août donne (*Les fabricants d'esprit de M. de Talleyrand*), col. 582, quelques détails complémentaires sur M. de Montrond, époux de la *Jeune captive* d'André Chénier. Voir *Bulletin*, x, 195.

« Il est de notoriété publique que l'ancien évêque d'Autun avait peur de la solitude. M. de Montrond se trouvait à point nommé à l'hôtel de la rue Saint-Florentin ou au château du Berry (Valençay) pour lui tenir compagnie... » Plus loin : « Homme de sac et de corde, d'ailleurs spirituel et séduisant, léger de bourse et entièrement dénué de scrupules, il faisait en 1794 le joli métier d'espion du gouvernement de la convention à Coblenz et réciproquement. Parmi les anciens amis émigrés de Montrond figurait le duc de Fleury, possesseur d'une grande fortune, marié récemment à la belle mademoiselle de Coigny et doué d'une bêtise quasi-proverbiale. » Et l'auteur raconte, sans pourtant garantir le fait, comment Montrond sut persuader à Fleury de lui confier et ses biens et sa femme sous forme apparente de divorce, promettant de lui remettre intacts ces divers capitaux quand les temps seraient prochainement redevenus meilleurs, et comment il croqua le tout.

Le LIVRET DE L'ÉCOLE DES CHARTES (Paris, Picard, 1891, in-12, 313 pages) publie des notices sur les élèves de l'école ; nous transcrivons les trois qui concernent des membres de la société habitant la région :

« Paul-Pierre-Fouquet-Armand de Fleury, né au Vieux-Ruffec (Charente), le 15 mars 1839. Promotion du 12 janvier

1863. Archiviste du département de la Charente, ancien archiviste des départements de la Haute-Marne et de Loir-et-Cher, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques et du comité des sociétés des beaux arts des départements, président de la société archéologique de la Charente. Mention honorable au concours des antiquités de la France à l'académie des inscriptions et belles lettres (1879).

» Paul-Louis-Eutrope-Georges Musset, né à Thairé (Charente-Inférieure) le 26 novembre 1844. Promotion du 22 janvier 1872. Licencié en droit, conservateur de la bibliothèque de la ville de La Rochelle, ancien membre du conseil d'arrondissement de Rochefort, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques et du comité des sociétés des beaux arts des départements, associé correspondant de la société nationale des antiquaires de France, officier d'académie.

» Guy-Alfred Richard, né à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), le 4 février 1839. Promotion du 11 janvier 1864. Licencié en droit, archiviste du département de la Vienne, ancien archiviste du département de la Creuse, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques et du comité des sociétés des beaux arts des départements, président de la société des archives du Poitou, ancien président de la société des antiquaires de l'ouest, officier de l'instruction publique. Mention honorable au concours des antiquités de la France à l'académie des inscriptions et belles lettres (1877). »

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CHER, 1890-1891 (vii^e vol., 1891), contiennent : *Mémoires inédits pour servir à l'histoire de la ville et des seigneurs de Linières en Berri*, liv. III, où se trouve, p. 83-94, la biographie d'Elisabeth-Pauline-Gabrielle Colbert de Seignelay. Née à Paris, le 13 février 1719, de Charles-Eléonor Colbert, baron de Linières, et d'Anne de La Tour et Taxis, comtesse de Valsassine, elle épousa en 1736 Pierre-Charles-François Bouchard d'Esparbès de Lussan d'Aubeterre, comte de Jonzac, mort en 1791 sans postérité, fils de Pierre-Louis-Joseph et de Marie-Françoise Hénault, sœur du président Hénault, l'auteur de l'*Abrégé chronologique de l'histoire de France*.

LES MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE (t. x, 1889) contiennent de M. l'abbé Douais, professeur à la faculté libre de Toulouse : *Saint Germier, évêque de Toulouse au VI^e siècle*, étude critique sur la vie du saint.

Germier, né à Angoulême vers 474, fut ordonné diacre à Saintes par l'évêque Grégoire (Voir *Gallia*, II, col. 1, 156), « in Santonica civitate subdiaconus factus », à l'âge de 25 ans, vers l'an 500, et diacre à Jonzac « in termino Yconio », peu après. « Ce qui permet, dit l'auteur, d'avoir quelque confiance dans ce récit, c'est que l'église de Saintes est une de celles dont la liste épiscopale, à cette époque, est la mieux fournie, tandis

que pour la plupart des églises du royaume des Wisigoths on constate de nombreuses lacunes. L'évêque Grégoire est, du reste, connu, et son épiscopat à Saintes répond à la date probable de l'ordination de saint Germier. » Consacré évêque de Toulouse à Alais, vraisemblablement après 507, mais avant 511, il reçoit de Clovis le territoire d'Ox, près de Muret, où il bâtit une église à saint Saturnin, une autre à saint Martin, un monastère, et après des luttes énergiques contre l'arianisme, après une vie exemplairement sainte, meurt vers 545 sur le territoire d'Ox, où ses reliques existent encore en l'église Saint-Jacques de Muret.

C'est dans ce volume aussi qu'est l'important *Mémoire* de M. l'abbé Duchesne, de l'institut, sur *l'origine des diocèses épiscopaux dans l'ancienne Gaule*, dont nous avons déjà parlé tome xi, page 215.

L'ŒUVRE SCOLAIRE DE LA RÉVOLUTION, 1789-1802. Etudes critiques et documents inédits par M. le chanoine Allain, archiviste du diocèse de Bordeaux. Paris, Didot, 1891, 8°, vii-436 pages.

M. Allain, en sa qualité de prêtre, doit être un « ignorantin », quelque ennemi des lumières et du progrès ; de plus, avec son titre de chanoine, il a droit à dormir grassement dans sa stalle honorifique. Voilà pourquoi c'est un érudit des plus actifs et il s'occupe d'instruction publique, d'instruction scolaire. Il est un de ceux qui ont le plus contribué, au grand désespoir de certains, à montrer, preuves en mains, qu'il y avait des écoles avant 1789, beaucoup d'écoles (Voir *l'Instruction primaire en France avant la révolution*) ; que ceux qui rédigeaient les cahiers des états généraux n'étaient ni des ilotes, ni des abrutis (Voir *La question de l'enseignement en 1789 d'après les cahiers*). Cette démonstration n'est pas pour plaire à tout le monde ; et il ne manque pas de gens qui sont heureux d'entendre traiter leur grands-pères de brutes et qui éclatent de joie s'ils peuvent dire que jadis la France n'était peuplée que de sauvages, encore que ces barbares n'eussent pas fait trop mauvaise figure pendant de longs siècles, même sur les champs de bataille, et qu'ils nous aient laissé des œuvres, des monuments que nous mettons, nous, notre gloire à sauver, quelquefois à imiter.

Aujourd'hui le laborieux écrivain continue son œuvre. Il publie *L'enquête scolaire de 1791 à 1792* (Extrait de la *Revue des questions historiques* de juillet 1891 ; Paris, bureaux de la *Revue*, in-8°, 63 pages). C'est d'abord le résumé des rapports faits en 1791 par 217 districts seulement sur 527 au comité d'instruction publique de l'assemblée législative, rapports très incomplets comme on le voit, puisqu'il n'y a rien de la Charente-Inférieure notamment ni de la Charente. Il en résulte cependant, malgré les lacunes, que dans les deux derniers siècles l'enseignement populaire s'était singulièrement développé, grâce au zèle du clergé, des congrégations, des municipi-

palités, des particuliers. Romme, en 1792, au nom du comité d'instruction, estimait le revenu de l'instruction primaire à 12 millions, dont l'état ne payait rien.

Pour l'enseignement secondaire, l'enquête fournit des renseignements sur 261 établissements ; 108 grands collèges, 114 petits, 39 séminaires. On y voit : « Charente. Petits collèges à Ruffec (dix demi-bourses) et à La Rochefoucaud » ; rien à Angoulême, rien à Saintes, rien à La Rochelle, qui avaient pourtant des collèges florissants. L'auteur conclut que sous l'ancien régime on « se préoccupait très vivement de multiplier dans toutes les provinces les moyens d'instruction, de mettre les éléments de l'enseignement secondaire à la portée des plus pauvres, et que personne ne recula devant les sacrifices pécuniaires indispensables pour atteindre ce but ». En ce temps là on avait trouvé le secret de faire beaucoup sans grosses dépenses. Les maîtres des collèges, ecclésiastiques ou religieux pour la plupart, se contentaient de peu, et on n'en était pas encore arrivé à mesurer les progrès de l'instruction publique aux millions alignés en colonnes plus ou moins longues sur le budget de l'état. Hélas ! « quand, en l'an ix, Chaptal procéda à une autre enquête, on dut constater que tout, ou à peu près tout, avait été englouti dans la banqueroute universelle. »

Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, il y a des documents sur 9 seulement des 22 universités. Rien sur Bordeaux, rien sur Poitiers, rien sur l'école d'hydrographie de La Rochelle, ni sur l'école de chirurgie de Saintes. Ce sont des lacunes considérables. Mais à qui la faute si les administrations locales consultées n'ont pas répondu ? L'archiviste ne donne que ce qu'il a.

M. l'abbé Allain a étudié complètement la question dans son beau volume, *L'œuvre scolaire de la révolution*. C'est le sujet traité par Albert Duruy, par M. Taine, puis par M. Liard, sans compter M. Victor Pierre et M. Albert Babeau, mais ici traité dans son ensemble et d'une façon suivie, d'après les documents officiels et le *Moniteur*.

Il est intéressant de voir comment, avant que la convention touchât à l'instruction, les établissements avaient déjà disparu, naturellement, par la force des choses, sans qu'aucun décret, aucune loi eut été porté contre eux. Le 4 août 1789, les privilèges, les droits féodaux, les dîmes sont abolis : c'est bien ; mais les collèges, les écoles qui vivaient des privilèges, des droits féodaux et des dîmes, périclitaient. Puis, le 2 décembre, la constituante mit à la disposition de la nation les biens ecclésiastiques, c'est-à-dire confisqua les biens des collèges et des écoles en grande partie ; l'autre partie disparut quand, les 19-25 février 1791, furent supprimés les octrois municipaux, qui entretenaient une infinité d'écoles et de collèges. Un décret a beau ordonner qu'on leur tienne compte de leur revenu : les réclamations, pétitions et plaintes prouvent qu'ils n'avaient plus rien. Louis-le-Grand, à Paris, perd à la suppression des

dîmes 60,000 livres ; Toulouse, 35,000, les deux tiers de son revenu ; les autres ne reçoivent plus rien, ou presque rien.

Après les ressources, le personnel. Le 15 février 1790, les ordres religieux sont abolis ; le 12 juillet, est votée la constitution civile du clergé qui impose le serment non seulement aux évêques et aux curés, mais aux professeurs. Laïcs et ecclésiastiques refusent le serment civique ; dans l'université de Paris, sur 126 professeurs, 41 seulement le prêtent. Le refus des docteurs de Sorbonne et de Navarre amène la suppression immédiate des cours. Les maîtres qui jurèrent virent leurs élèves les quitter. Sorèze perdit d'un coup 200 élèves ; Juilly, les trois quarts des siens. Nevers comptait 290 élèves en mai 1791 ; en février 1792, il n'en avait plus que 30.

L'assemblée législative, 18-22 août 1792, supprime toute corporation, toute association, « même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie », et « même celles uniquement vouées au service des hôpitaux ». Au moment de la révolution, il y avait environ 37,000 religieuses réparties en 1,500 maisons, dont la plupart donnaient gratuitement l'instruction primaire ; les écoles sont fermées par milliers, et « la moitié de la population française » voit tarir « toute source de culture et d'instruction ». Au bout de 3 ans de révolution, une plainte formidable s'élève de toutes parts sur les ruines faites. Il faut aviser.

La convention se hâte, multiplie les lois, prescrit des mesures, qui se succèdent avec une rapidité effrayante. Les administrateurs, chargés d'exécuter ces prescriptions, ne savent où donner de la tête. On décrète (16 pluviôse an II), car un décret est bientôt fait, « des instituteurs sur tous les vaisseaux de vingt canons et au-dessus », une école pour 400 habitants, deux pour les lieux de 1.500 et 4.000, et ainsi de suite, de sorte que les villes de 100.000 âmes auront 58 écoles, puis deux écoles pour chaque 10.000 habitants au-dessus de 100.000 (Décret du 30 mai 1793). Mais ce décret est bientôt devenu celui du 27 brumaire an III — 17 novembre 1794 — qui n'accordait plus qu'une école par 1.000 habitants. Et il fallait obéir. Le directoire du district de Saintes y mit du zèle. Le 17 nivôse an III — 6 janvier 1795 — les citoyens Borel, Mallet, Gautret, Vanderquand, président, et Godet, secrétaire, délibéraient et signaient ceci :

« Avis aux citoyens relatif aux écoles primaires. Les administrateurs assemblés, il a été arrêté qu'il serait de suite imprimé un avis aux citoyens conçu dans les termes suivants : « La loi du 27 brumaire dernier, relative aux écoles primaires, porte que les écoles seront établies sur le territoire de la république à raison de la population, et qu'il en sera établi une par mille habitants ; que chaque école primaire sera divisée en deux sections, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles ; qu'il y aura en conséquence un instituteur et une institutrice.

» Pour mettre à exécution cette loi et en remplir les disposi-

tions, l'administration du district de Xantes a dressé le tableau ci-après et a procédé à la nomination d'un jury d'instruction; les citoyens Briaud, homme de loi, Aspert, marchand, et Massiou aîné, marchand de Xantes, sont chargés de ces fonctions.

» En conséquence les citoyens et citoyennes qui désireront se vouer à l'instruction publique sont invités de se présenter devant le jury pour être élus et nommés instituteur et institutrice dans la commune où ils désireront se fixer...

» Les communes, dans lesquelles il ne peut être établi une école primaire, attendu que la population ne s'élève pas à mille âmes, pourront demander à être réunies à une commune voisine, et l'administration provoquera un décret de la convention nationale pour cette réunion et pour l'établissement d'un instituteur. Plusieurs communes ayant déjà fait cette demande pour obtenir des instituteurs, nous invitons celles qui désireraient en faire autant, de se faire connaître avant le 10 du mois prochain. Les agens nationaux les feront connaître à l'avance. »

D'après cette loi illibérale, 25 communes seulement dans le district de Saintes avaient droit à une école publique rétribuée par l'état : « Xantes, 8 ; Chaniers, Chérac, Cozes et Gemozac, 2 ; les autres, 1 : Arces, Berneuil, Burie, Corme-la-Forêt jadis Corme-Royal, Epargne, Escoyeux, Grezac, Meschers, Meursac, Migron, Montils, Mortagne, Rioux, Restaud, Saint-André de Lidon, Saint-Georges des Coteaux, Saint-Romain de Benêt, Saint-Sornin de Séchaux, Sainte-Gemme, Saujon. »

C'est ainsi que légalement une foule de paroisses furent privées d'école. Le décret sans doute ne passa pas sans protestation. J'ai plaisir à citer la délibération prise à ce sujet, le 26 janvier 1795, par une commune voisine de Saintes. Elle constate que, depuis « un temps immémorial », la paroisse de Saint-Sauvant « a possédé un instituteur et une institutrice, qui ont toujours eu beaucoup d'occupation ». (1)

(1) Les termes de ce document prouvent que les gens qui l'ont rédigé et signé savaient le prix de l'éducation et n'étaient pas plus arriérés que nous. Il mérite d'être en entier transcrit : « Aujourd'hui 7 pluviôse, l'an 3 de la république française une et indivisible, la municipalité et le conseil général, assemblés au lieu ordinaire de leurs séances, se sont fait donner lecture par le greffier ordinaire d'un avis du directoire du district de Xantes, relatif aux écoles primaires en date du 17 nivôse dernier, reçu le jour d'hier.

» Considérant qu'il est important pour la république que les jeunes citoyens et citoyennes ne restent pas dans l'ignorance ; que l'instruction est l'âme de la société ; que, sans elle, il ne peut y avoir de bonnes mœurs ; que c'est elle qui forme les vrais républicains, l'homme de bien, l'honnête homme ;

» Considérant aussi que la loi n'accorde d'instituteur qu'aux communes dont la population s'élève au-dessus de 1.000 âmes ;

» Considérant encore que, quoique la population de cette commune ne s'élève qu'à 662 habitants, il en résulte cependant qu'il s'y trouve au moins 120 enfants de l'un et de l'autre sexe susceptibles d'instruction ; qu'il serait fâcheux pour eux, et sans doute préjudiciable à la république, qu'une telle portion de son espoir restât dans l'ignorance et fût privée des bienfaits accordés à leurs voisins ;

» Considérant enfin que, de temps immémorial, il y a eu dans cette commune un instituteur et une institutrice qui ont toujours eu beaucoup d'occupation ;

» En conséquence, arrête que copie du présent sera envoyée dans le plus bref

Et M. Allain passe en revue successivement la constituante, le directoire et le consulat, écoles primaires de l'an II à l'an X, écoles centrales de l'an III à l'an X, puis l'école normale de l'an III et les créations utiles : muséum d'histoire naturelle, école polytechnique, écoles de santé, conservatoire des arts et métiers, école des langues orientales, bureau des longitudes, institut, enfin les débats des conseils du directoire. En appendice, sont des notes et documents d'un réel intérêt; citons les résultats de l'enquête de l'an IX sur les établissements d'instruction secondaire où l'on voit qu'en 1789 Angoulême avait 5 maîtres, 20 élèves, 11,000 livres de revenus; ses bâtiments sont devenus « caserne pour prisonniers »; et il n'y a plus de revenus. Le Rochefoucaud, 1 maître, 2 ou 3 élèves, 500 livres de biens ecclésiastiques et la rétribution scolaire; aujourd'hui, quelques rentes non amorties, les bâtiments aliénés en grande partie. « La Rochelle, 10 maîtres, 130 à 150 élèves; revenus, 25,000 livres. Aujourd'hui, neant, les bâtiments existent. Saintes, 7 maîtres, 150 élèves; revenus, biens-fonds et pensions; aujourd'hui, revenus nuls; ses bâtiments sont l'école centrale. Saint-Jean d'Angély, 5 maîtres, 60 élèves; aux frais des bénédictins; bâtiments considérables et beaux. »

D'autre part on lit dans les vœux des conseils d'arrondissement qu'à Angoulême, le conseil avait demandé l'établissement d'écoles intermédiaires. Le préfet dans son rapport s'élève contre cette proposition; il voudrait qu'on remaniant l'organisation des écoles centrales. A La Rochelle : « Il serait urgent de remettre les anciens établissements en vigueur. » A Saintes : « L'ancien collège étant très avantageusement remplacé par l'école centrale, le conseil se borne à souhaiter, pour l'avantage des concitoyens des autres arrondissements, que l'on en suive le mode d'instruction dans les collèges qui pourront y être établis. » Saint-Jean d'Angély demande le rétablissement des collèges : « L'intérêt public et celui des mœurs le réclament et les habitants le désirent ardemment. » L'avis motivé du préfet (1^{er} messidor an IX) est : « Les conseils de La Rochelle et de Saint-Jean d'Angély paraissent vivement réclamer le rétablissement de leurs collèges sous des formes constitutionnelles. Ce désir de leur part paraît être fondé sur des motifs bien louables. Celui surtout qui justifie d'autant plus leur réclama-

délai aux citoyens administrateurs du district, aux fins de les inviter de prendre en considération : 1^o que la commune de Saint-Sauvant a toujours réuni, pour différentes commodités, plusieurs villages qui l'avoisinent et dont les habitants s'y portent avec affluence pour y acheter ce qui leur est nécessaire; 2^o que plusieurs de ces mêmes habitants étant beaucoup plus près d'elle seraient charmés d'y être réunis; 3^o que son chef-lieu a toujours été et est encore assez conséquent pour y recevoir un instituteur, d'autant qu'il y a peu de communes où se trouvent proportionnellement autant d'enfants.

» Fait et arrêté en municipalité, séance publique, les jour, mois et an que dessus.

» Ont signé : Grillet, officier municipal, Mouillot, officier municipal, Descendier, officier municipal, Picon, greffier, et Pinard, maire. »

tion porte sur le peu de fortune de leurs concitoyens, qui les prive d'envoyer leurs enfants dans des écoles centrales éloignées de leur domicile. De mon côté, je ne vous dissimulerai pas que cette raison entre pour beaucoup dans la dépopulation des écoles centrales et les prive de beaucoup d'élèves qu'il serait encore temps d'arracher du sein de l'ignorance. Cette opiniâtreté de leur part porte le coup le plus funeste au progrès des sciences. J'estime donc que, pour concilier les intérêts de tous, il serait de la plus grande utilité de former dans ces deux villes des établissements d'instruction publique. »

La conclusion de l'auteur est celle-ci : La France était pourvue d'un vaste système d'enseignement public, immense édifice, un peu vieux, délabré, avec des brèches ; au lieu de réparer, d'agrandir, d'approprier aux besoins nouveaux, la révolution renversa tout, même les murs qui eussent défié le temps. « Ce qui a causé partout l'échec de l'enseignement public pendant la révolution, disait M. Jules Simon en 1882 à l'académie des sciences morales, c'est qu'au milieu d'idées justes, élevées, fécondes, s'était glissée une idée mortelle, l'idée de l'épuration et de la table rase. » Au lieu d'améliorer, on détruisit. Aussi, à part « quelques écoles spéciales, quelques grands établissements scientifiques dont les bienfaits furent réels et durables », l'œuvre scolaire de la révolution fut néfaste. En effet, où en était-on, après treize ans de révolution ? Les 108 collèges de plein exercice constatés par Villemain, et ce chiffre est trop faible, puis 454 établissements plus ou moins incomplets ont été remplacés par une centaine d'écoles centrales, aux deux tiers désertes, que remplacèrent elles-mêmes en l'an ix un lycée par cour d'appel et un nombre indéterminé d'écoles secondaires abandonnés au bon vouloir des communes et à l'industrie des particuliers. En 1789, sur 77,247 élèves, 33,422 bénéficiaient, sans qu'il en coûtât rien au budget, de la gratuité totale et 7,199 de la gratuité partielle ; en l'an x, l'état, aux frais des contribuables, assure des bourses à 6,400 élèves nationaux.

Les assemblées de la révolution « bouleversèrent radicalement l'ancienne organisation, retirèrent le droit d'enseigner à de nombreuses catégories de citoyens, ruinèrent les établissements », et après cette destruction violente, s'amusèrent à faire des lois incohérentes, contradictoires, inapplicables ; ainsi pendant longtemps l'enseignement populaire fut à peu près nul.

C'est ce que faisait très justement observer avec une foule d'autres contemporains et peu suspects, qu'il serait trop long de citer ici, un député de Saintes à la convention, Jacques Garnier, le régicide, qui, dans la séance du conseil des Cinq-Cents (9 frimaire an iv), « déplore l'état d'abandon auquel la jeunesse a été livrée depuis le commencement de la révolution. On ne vit jamais éclore tant de systèmes divers sur l'éducation, et cependant on ne fit jamais si peu pour elle. »

PHILIPPE V ET LA COUR DE FRANCE. T. II, Philippe V et le duc d'Orléans. Paris, Didot, 1890, in-8°, 611 pages.

C'est une œuvre sérieuse qu'a entreprise M. Alfred Baudrillart, agrégé d'histoire et docteur ès-lettres. En effet, ce point d'histoire, Philippe V et la cour de France, est traité dans tous ses détails et d'après les documents authentiques des archives privées et publiques. On se fera une idée de l'importance du travail si l'on sait que ce second volume de 600 pages sera suivi d'un troisième, et qu'un nombre égal de volumes contiendra les documents. Le récit, fondé sur les textes, nous dit déjà la valeur et le nombre des pièces consultées par l'auteur. M. Baudrillart allait en Espagne chercher des lettres de madame de Maintenon; il en trouva, pas autant qu'il aurait voulu, et moins intéressantes qu'il n'espérait. Mais il est un dieu pour les chercheurs; il a rencontré des trésors inconnus, inexplorés. C'était toute la cour de Philippe V qui se révélait; c'était l'établissement des Bourbons en Espagne; c'était la politique de Louis XIV, et avec cela, tous les auteurs du drame, tous les confidentiels et les figurants, le roi d'Espagne, sa femme Marie-Louise de Savoie, madame de Maintenon, la princesse des Ursins, le duc d'Orléans bientôt régent; Alberoni et Dubois, Cellamare et la duchesse du Maine, Berwick et Conti. M. Baudrillart a su donner la vie à tous ces personnages et rendre l'action animée. Quel talent de mettre en ordre tous ces faits, tous ces détails, de raconter tous ces événements! On suit son récit avec le plus vif intérêt, parce que l'historien sait tout, qu'il connaît les secrets des cabinets et les intrigues des salons.

Comme les lettres sont perfides! Ecrites sur l'impression du moment, elles trahissent les desseins et les aspirations des correspondants, et après deux siècles livrent aux curieux la clef de bien des mystères. Il y a grand profit à lire cette singulière histoire. Quand Louis XIV dit : « Il n'y a plus de Pyrénées », cela signifiait clairement : « Il n'y a plus d'Espagne », et l'on voit comment Versailles dirigeait Madrid. Le grand roi meurt; c'est au tour de Philippe V de s'écrier : « Il n'y a plus de Pyrénées »; cela s'entendait : Philippe V, roi d'Espagne et de France. Louis XIV paraît encore plus grand qu'on ne croyait. Ses lettres à son petit-fils le montrent tout entier et à son plus grand honneur. Ce ne sera pas le moindre mérite de l'ouvrage *Philippe V* de nous faire mieux apprécier la dignité, la hauteur de vues d'un de nos plus grands monarques, qui avait un si vif sentiment de la grandeur de la France. Et cette abondance d'informations, ce luxe d'incidents n'empêchent pas la belle ordonnance du livre, et la clarté, la précision, l'élégance du style.

Le RECUEIL DES ACTES DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC, t. III (1890), contient, p. 386, l'analyse d'une lettre des représentants du peuple dans la Charente et la Charente-Inférieure, Bernard et Guimberteau, qui, de Saintes, le 3 mai 1793, racontent au comité de salut public « les mesures prises relativement aux poudrières de

Saint-Jean d'Angély. Ils ont inspecté l'île d'Oleron ; ils transmettent les réclamations des pères de famille employés à l'armée de la Vendée, etc. » Le comité répond de Paris la lettre suivante : « Nous avons reçu, citoyens collègues, avec votre lettre du 3 mai datée de Saintes, les différents états que vous avez annexés. Nous vous recommandons de veiller avec la plus grande attention sur les magasins à poudre de Saint-Jean d'Angély, et de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher les rebelles de s'en emparer. Bientôt une armée sera levée pour s'opposer à leurs progrès et les terrasser entièrement. Nous vous observons que, par vos pouvoirs, vous êtes autorisés d'acheter tout ce qui est nécessaire pour faire les réparations des fortifications, pour suspendre tous les agents qui ne feraient pas leur devoir, et pour les remplacer par des hommes d'un patriotisme reconnu. Peut-être serait-il convenable dans ces circonstances que vous formassiez une cavalerie avec les chevaux qui sont en votre pouvoir ; c'est une mesure à prendre et que nous vous conseillons. Nous vous annonçons que la convention vient de décréter les secours qu'elle accorde aux femmes et aux enfants des volontaires qui se sacrifient pour la défense de la république ; c'est une dette sacrée dont elle vient de s'acquitter. Vous pouvez être persuadés que nous ne perdrons pas de vue la loi des émigrés. »

Le 25 avril (page 415), les mêmes Bernard et Guimberteau « annoncent un arrêté, pris pour l'accélération de la fabrication des poudres et des mesures qu'ils ont prises relativement aux recrues ».

La REVUE POITEVINE du 15 novembre publie de M. Louis de Richemond, *Le marin J. Crassous de Medeuil*, biographie, d'après des documents inédits, de Joseph-Claude-Augustin Crassous, dont le *Bulletin* a déjà parlé (I, 282). Né en 1741 à La Rochelle, Joseph Crassous, après plusieurs expéditions, était lieutenant à bord du *Généreux*, puis second de l'*Apollon*, lorsque, son bâtiment revenant de Toulon, et mouillant en rade de l'île d'Aix, il fut arrêté comme ayant trempé dans le complot de Toulon, accusé d'être venu préparer la défection du corps des marins de Rochefort, et emprisonné par ordre de Lequinio et Laignelot avec 33 autres officiers ou matelots. Le tribunal révolutionnaire, qui siégeait dans l'église de l'hôpital Saint-Charles, condamna à mort en bloc (8 frimaire an II, 28 novembre 1793) les trois lieutenants de vaisseau Joseph Crassous du *Généreux*, Jean Brelay (de Ciré), et Louis Guérit, de l'*Apollon*, les enseignes Etienne Varenne et Jacques Campet, de l'*Apollon*, et Michel Mage du *Généreux* ; les capitaines d'infanterie Henri Marizi et Antoine Dort ; le chirurgien-major Claude Bordeaux et l'enseigne Jean Chamboudy (de Soubise), de l'*Apollon*. Deux officiers, François Gobery, de Colmar, lieutenant au 17^e d'infanterie, et Louis Bonnard, de Royan, aide-canonnier, furent condamnés à la déportation comme fortement suspects ; huit

aspirants de marine, à la détention, comme suspects au simple degré : François Baudin, de La Flèche ; Jean-Baptiste Bréton ; Henri Chesneau, Jacques Chesneau et Emmanuel Marcellat, de l'île de Ré ; Jacques Lombard, de Rochefort ; Jacques Petit, de Blaye ; Germain Rouget, de Niort, fils du lieutenant commandant de l'artillerie du bataillon des Deux-Sèvres, cousin du fameux Rouget de Lisle (Voir *Bulletin*, I, 414). 14 furent absous, parmi lesquels l'aumônier du *Généreux*, l'abbé de Capraya. Les dix condamnés à mort ne sortirent du tribunal que pour monter à l'échafaud. Le second de l'*Apollon* avait un frère, député à la convention, alors à Rochefort, qui, écrivaient les représentants du peuple (Voir *Bulletin*, XI, 135), « eût lui-même, s'il eût été juge, voté la mort de son frère. » Brave cœur !

—
LES SAINTS PATRONS DES CORPORATIONS ET PROTECTEURS SPÉCIALEMENT INVOQUÉS DANS LES MALADIES ET DANS LES CIRCONSTANCES CRITIQUES DE LA VIE, par Louis du Broc de Segange. Paris, Bloud et Barral, 1887, in-8°, 2 volumes. (Voir *Bulletin*, VII, 393).

L'auteur estimé de *La faïence de Nevers*, de *Notre-Dame de Moulins*, est mort avant d'avoir pu mettre sous presse : *Les saints patrons des corporations*, ouvrage de longue haleine et qui lui avait coûté des années de recherches. Sa veuve en avait entrepris la publication qu'elle n'a pu achever ; et c'est M. le chanoine François Morel qui le livre au public. Voici la vie des saints envisagée sous le côté populaire, leur culte considéré dans ses rapports avec les croyances, les traditions, dirai-je les superstitions ? de la foule. Il y a la légende dorée, si naïve, si aimable, si instructive. Si *Peau d'âne* m'était contée j'y prendrais un plaisir extrême ; et pourtant j'éprouve un plaisir plus grand, une satisfaction plus complète, un charme plus pénétrant, à lire les miracles de sainte Elisabeth, de saint Julien, ou de saint Christophe. Il manquait un ouvrage où l'on étudiait spécialement les motifs de vénération de tel ou tel saint. Chaque corporation, chaque communauté, chaque corps de métier, chaque profession avait son patron particulier. Pourquoi avait-on pris celui-ci plutôt que celui-là ? Ici se montre l'imagination de nos ancêtres : on comprend pourquoi saint Eloi est le patron des orfèvres et des artistes en métaux, même des chaudronniers ; les saints Côme et Damien, des chirurgiens ; saint Genest, des comédiens ; saint Antoine, des charcutiers et des bouchers ; saint Honoré, des boulangers ; saint Gengoul, des maris malheureux ; saint Joseph, des charpentiers, menuisiers ; mais que d'autres qui ne doivent d'être invoqués par une catégorie de gens qu'à un rapport lointain avec leurs maux, quelquefois même à un vulgaire calembourg : saint Cloud, contre les furoncles ou clous et par les cloutiers ; saint Marcou, contre les écrouelles, marque au cou ; saint Ignace, contre la teigne, tignasse ; saint Eutrope, Itrope et Idrope, contre l'hydropisie, ou Estropi, contre les infirmités des estropiés ; saint

Olaude, par les boïteux ; saint Gall, pour les coqs ; saint Expéditus, pour la prompte expédition des affaires ; saint Clair, pour les maladies d'yeux ; saint Fort, pour les enfants faibles ; Saint Gan, par les gantiers ; saint Guy, par les maîtres de danse. Il y a un patron pour les fabricants d'oublies, saint Michel ; pour les courtisanes, saint Laurent ; pour les comédiennes, sainte Pélagie ; pour les fabricants de bourses, saint Brice ; pour les bonnes d'enfants, sainte Concorde ; pour les charbonniers, saint Thibaud, aussi patron des mineurs quoique l'auteur ne l'ait pas dit ; pour les caudataires des cardinaux, sainte Anne ; pour les candidats qui doivent passer des examens, saint Joseph de Cupertino ; pour les porteurs d'eau, saint Léonard ; les vendeurs de pain d'épice, saint Claude ; les marchands d'oranges, saint Christophe ; les saltimbanques, saint Corneille. Je dis un, je pourrais dire plusieurs : car le même saint a des patronages divers : ici saint Eutrope est invoqué contre les maux de tête, sans doute en souvenir de la hache qui lui a fendu le crâne ; ailleurs par les tisserands, à cause de son nom εὐ τρέπω, *je tourne bien*. Les tisserands, les tailleurs d'habit ont seize patrons ; les bergers, les marins, quatorze ; les menuisiers cinq, les cabaretiers quatre, les épiciers trois. Et la série des maux et des douleurs qui affligent la pauvre humanité ! gale, gangrène, gelée, gourme, goutte, gravelle, hernies, hémorrhagie, humeurs, ladrerie, lèpre, inquiétudes de conscience, maladies honteuses, etc. ! Cent vingt-trois saints sont invoqués contre la fièvre ; un seul contre la phtisie, ce qui tendrait à faire croire que jadis la phtisie était presque ignorée. Quelquefois l'auteur n'explique qu'à demi l'attribution à tel saint ; le plus souvent, il donne des preuves et ne craint pas de citer quelques prières tirées des bréviaires et offices. La vie est esquissée rapidement, surtout au point de vue de la vocation. Le livre est donc fort intéressant. Ajoutons qu'il a l'approbation de deux évêques et demandons à l'éditeur qu'il nous donne une table des lieux de culte ; ce serait un utile complément à ces deux gros volumes.

L. A.

SAMUEL CHAMPLAIN, FONDATEUR DE QUÉBEC ET PÈRE DE LA NOUVELLE-FRANCE. *Histoire de sa vie et de ses voyages*, par M. E. Dionne. T. 1^{er}, Québec. A. Côté, 1891, in-8°, xviii-427 pages.

C'est toujours avec un vif sentiment de curiosité, mêlé d'un certain respect, que j'ouvre un livre venant de ce pays lointain qui a conservé le nom de Nouvelle-France. Que nous arrive-t-il de là-bas ? Quel écho d'ici nous apporte le vent qui a traversé l'océan ? Les Canadiens nous parlent de la France ; Québec nous parle de la Saintonge. Double attrait. Aussi ai-je plaisir, toutes les fois que l'occasion s'en présente, à parler ici de ces savants, de ces poètes, de ces historiens, qui consacrent leur talent à quelques unes de nos célébrités : Laverdière, ou Faucher de

Saint-Mauris, ou Benjamin Sulte. Aujourd'hui, c'est de M. E. Dionne que je veux présenter les ouvrages aux lecteurs de la *Revue*, et cela sous le patronage de notre immortel Champlain.

M. E. Dionne a entrepris non pas seulement une biographie, mais une étude complète de celui qu'il appelle avec une quasi piété filiale « fondateur de Québec et père de la Nouvelle-France ». Ce travail important n'aura pas moins de quatre volumes in-8°, presque autant que les œuvres du célèbre marin. Mais Champlain avait eu des prédécesseurs au Canada. De là, un fort bon ouvrage sur *Jacques Cartier*, couronné par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec (Québec, imp. Léger Rousseau, 1889, in-18, 332 pages), où sont élucidés bien des points obscurs du fameux navigateur malouin, « découvreur du Canada ».

Entre la découverte du Canada et la colonisation, entre le troisième voyage de Jacques Cartier et la présence de Samuel Champlain sur les rives du Saint-Laurent, il s'écoule un long espace de temps, soixante ans, pendant lequel, si « les rois de France portèrent peu d'intérêt à la Nouvelle-France », ce qui s'explique par l'état de guerre de la mère-patrie, cependant « les pêcheurs et les négociants des côtes maritimes de la Normandie, de la Bretagne, de la Saintonge et de l'Aunis, entretenaient des relations constantes avec les naturels des terres neuves et du Canada ». Ce sont ces essais divers, ces expéditions particulières, ces tentatives indépendantes que M. Dionne a racontés dans la *Nouvelle-France de Cartier à Champlain, 1540-1603* (Québec, typ. Darveau, 1891, in-8°, 395 pages), rapide exposé où passent successivement Roberval, Saint-Nectaire, Jean Ango, les frères Parmentier, le marquis de La Roche, François Gravé du Pont, Pierre du Gua de Mons, Jean Alfonse, saintongeais, qui a un très bon chapitre. C'est pour ainsi dire le portique du monument. On n'attend plus que le héros. *Deus, ecce Deus.*

Le tome I^{er} comprend les années 1570-1615, c'est-à-dire la jeunesse de Champlain et ses voyages aux Indes, à Tadoussac, son séjour en Acadie et l'histoire de la colonie depuis la fondation de Québec jusqu'à l'arrivée des pères récollets en 1615 ; c'est la partie peut-être la plus importante de la vie de Champlain, c'est aussi celle qui nous intéresse le plus, à cause de la naissance, de l'enfance et de la jeunesse du personnage, dont le sol saintongeais a été le théâtre. Le dirai-je ? Malgré ses recherches les plus minutieuses, ses investigations scrupuleuses dont témoigne l'abondance de ses références, l'auteur n'est point parvenu à dissiper les ténèbres qui environnent son berceau. Champlain est né à Brouage : voilà le fait certain ; en quelle année ? de quels parents ? Ici commencent les conjectures. On connaît l'histoire : il naît dans une cabane de pêcheurs ; le curé de son village lui apprend à lire, et le reste.

D'abord comment se nommait-il ? Champlain ou de Cham-

plain ? La question est un peu oiseuse ; mais pour certaines gens, qui voient dans le *de* un signe nobiliaire, elle a quelque gravité ; elle pourrait même nous fixer sur l'état de sa famille. Malheureusement, les biographes ne sont pas d'accord. Les uns disent *Champlain*, les autres *de Champlain* ; et il semble qu'ils aient tous raison. En effet, Champlain, qui devait savoir son nom, s'appelle tour à tour « Samuel Champlain, de Brouage » en 1603, « sieur de Champlain » en 1613, et « noble homme Samuel de Champlain, sieur dudit lieu », dans son contrat de mariage (1610). Sur les quatre pièces inédites que j'ai publiées, *Brouage et Champlain* (1879), il ne dit jamais que « le sieur de Champlain ». Que conclure ? Qu'il se nommait *Champlain*. C'était son nom primitif. Quand il a été un homme important, « capitaine ordinaire de la marine », à l'exemple de beaucoup d'autres, ses contemporains, il s'est donné un *de*. Peut-être aussi, ce qui est très probable, avait-il une petite propriété, un lopin de terre, qu'il avait baptisé *Champlain* ; ce qui expliquerait suffisamment cette mention « sieur dudit lieu » ; donc il avait le droit de s'appeler *de Champlain*, puisqu'il était sieur, seigneur, propriétaire d'un point de terre quelconque nommé Champlain. Rien là qui indique la noblesse. Je vois bien le *de* devant le nom de son père, « feu Antoine *de* Champlain ». Cette mention est sur un acte de mariage où la fiancée était fille d'un « secrétaire de la chambre du roi » ; il fallait bien que le futur présentât quelque chose d'équivalent ; de là le mot « Anthoine *de* Champlain ». Le père de Samuel est qualifié par son fils « capitaine de la marine ». Là encore a-t-on cherché à augmenter la dignité, et d'un patron de barque a-t-on fait un capitaine de la marine royale ? Il n'y aurait rien d'étonnant d'ailleurs que le marin de Brouage, pêcheur d'abord, puis pilote, ou propriétaire d'un bâtiment, ait passé ensuite au service du roi, ou par ses mérites et ses services, ou par l'influence et la protection de son fils.

Mais il y a le « noble homme ». Eh bien ! ce « noble homme » prouve qu'il n'était pas noble. C'était, comme le fait justement remarquer M. Dionne, une expression courtoise employée pour les gens honorables qui avaient une position dans la société, bourgeois cossus, échevins aspirant à la noblesse de cloche, avocats au présidial ou en parlement, médecins, riches propriétaires, tous citoyens en dehors de la noblesse ou du clergé. Je sais bien que son compatriote et contemporain, le P. François du Creux, l'a appelé *Camplenius*, ce qui ne peut se traduire que par « *de Champlain* », et, ce qui est plus grave, qu'il a ajouté le qualificatif nobiliaire « *equus* ». C'est là une erreur — ou une flatterie — qui ne prévaut pas contre les textes authentiques et les actes officiels, signés de Champlain lui-même.

Reste le prénom *Samuel*. L'abbé Lavordière a remarqué que c'était un prénom protestant. Or, Champlain était un catholique fervent, ardent. S'il découvre des pays, s'il fonde des villes, s'il bâtit des villages, c'est avant tout pour la plus grande

gloire de Dieu. Dans le mémoire publié (*Archives historiques de la Saintonge*, t. vi, p. 381) : « Utilité que le sieur de Champlain entend que le roy recepvrà de l'entreprise de la Nouvelle-France », il met en première ligne : « Sa majesté établira la foy chrestienne parmy un peuple infini d'âmes, lequel ne tient, ny n'a aucune forme de religion... » Il ne peut donc être compté au nombre des huguenots. Son père et sa mère ont des noms catholiques, Anthoine et Marguerite; ils sont nés dans l'orthodoxie. Y ont-ils persévéré ? Ne sont-ils pas, à cette époque c'était fréquent, devenus calvinistes, puis redevenus papistes ? Leur fils a reçu l'eau d'un ministre avec le nom de Samuel ; il a été élevé catholique, comme l'avaient été ses parents. L'historien de Champlain n'a pas de certitude à nous offrir sur ce sujet ; et comme il le regrette !

Champlain pour son nouveau biographe est un homme supérieur en tout ; il l'aime profondément, sincèrement. Il le loue dans sa préface avec une abondance qui vient du cœur ; et dans tout son livre, il nous le fait aimer ; l'affection, comme la douleur, est communicative ; et l'on suit son héros dans toutes ses démarches avec le plus grand intérêt. C'est que M. Dionne connaît parfaitement son sujet ; il a une ampleur de documents, d'indications de sources à contenter les plus difficiles (1). Aussi ce premier volume fait-il impatientement désirer les suivants.

LOUIS AUDIAT.

VARIÉTÉS

BABINOT ET LA *CHRISTIADÉ*

Dans mes notes sur Babinot et sa *Christiade* (*Bulletin*, viii, 46), je faisais appel à tous les érudits saintongeais, poitevins et angoumoisins, pour identifier un certain nombre de personnages du temps, auxquels Babinot prodiguait les plus beaux titres, « prince des jurisconsultes, éminent avocat », etc., et qui sont aujourd'hui parfaitement inconnus. *Sic transit gloria mundi*.

Ces temps derniers, j'ai été assez heureux pour en pouvoir découvrir deux : le premier, Philippe de Mouraille, médecin, florissait à Angoulême en 1570 ; témoin l'acte suivant des archives de la Charente : « Le 20 juillet 1570, Pierre Glatinon, lieutenant et vice-sénéchal d'Angoumois, vend à Philippe de Mouraille, docteur en médecine, demeurant à Angoulême, moyen-

(1) Il faut pourtant noter quelques lapsus, p. 137 de *La Nouvelle France* : « C'est de l'île d'Oleron que furent émanés ces beaux et grands privilèges que le monde est redevable à la reine Eléonore, duchesse de Guyenne ». C'est bien de l'île d'Oleron que prirent leur nom ces us et coutumes de la mer ; mais le monde n'en est pas redevable à Eléonore d'Aquitaine : ils existaient avant elle ; tout au plus les a-t-elle codifiés ou publiés. (*Bulletin*, vii, 250). Page 158 : « Henri III, assassiné par Jacques Caur le 1^{er} août 1589 » ; lisez Jacques Clément.

On pourra aussi lire dans la *Charente-Inférieure* du 26 août 1891 un compte-rendu de la *Nouvelle-France* par M. Garnault.

nant 300 livres tournois, trois rentes, l'une de 37 sols 6 deniers.. Le tout de rente foncière, ayant appartenu au chapitre Saint-Pierre de la cathédrale d'Angoulême. » Les rentes susdites avaient été acquises par le dit Glatinon de MM. les princes de Navarre et de Condé, « sans autrement pouvoir par le dit Glatinon spécifier ni désigner ces lieux sur lesquels lesdites rentes sont assignées, parce qu'il n'en a jamais joui. »

Dans la généalogie de la famille du Lau, l'on trouve un semblable exemple de biens du clergé donnés aux chefs du parti protestant, et que ceux-ci, à leur tour, retrocédèrent à leurs partisans. Il s'agit dans l'espèce du prieuré de Cellettes (aujourd'hui commune de ce nom dans la Charente) cédé à un du Lau par le roi de Navarre, repris quelque temps après et restitué au clergé ; enfin de nouveau reconquis par le sieur du Lau, dont les descendants le possèdent encore de nos jours. (Le comte Ferdinand du Lau, demeurant au château de Lage-Bâton, près La Rochefoucauld).

Voici le sonnet adressé à Philippe de Mouraille :

L'art du nocher tomberoit en mespris,
S'il n'y avoit en mer n'écueil n'orage ;
Si en santé heureux passions notre âge,
Le Médecin ne seroit en grand pris.

Le preux Soldart, pour preux ne seroit pris,
Sans guerrier, si sa saigneuse targe
N'estoit marquée ; un gouverneur est sage,
S'il désaigrist les quereleux espritz.

Le Chrestien lors, que la fureur l'élançe,
Du monde haineux, montre la patience,
Dont la fureur du monde il a porté.

Qui voudra donc un bon nocher cognoître,
Un Médecin, un soldat, un grand maistre,
Un bon Chrestien, c'est en adversité.

A la page 86 sont 14 autres vers intitulés *De la loi*, dédiés à François du Verger, seigneur de Ridejeu :

La sainte Loi, comme au doigt, nous démontre
Nostre impuissance et imperfection,
En quel abisme et malédiction
Sommes tombés, aiant fait à l'encontre ;

Et que la mort (malheureuse rencontre)
Du genre humain a prins possession,
Nous entraînant tous en damnation
Dans son enfer, qu'à l'œil elle nous montre ;

Que Dieu nous tient pour ses grans ennemis,
Que le péché n'est par elle remis,
Ains, qui plus est, el' l'aggrave et publie.

Mais Jésus-Christ nous peut justifier,
Si nous voulons en son Nom nous fier,
Qui seul pour nous l'a faite et accomplie.

Ce François du Verger est le premier qui ait été seigneur de

La Rochejaquelein par sa mère Renée Le Mastin, fille de Jacques, écuyer, seigneur de La Rochejaquelein. Il était fils de Guy du Verger, seigneur de Ridejeu, du Plessis et de La Popinière, marié en 1505 avec ladite Renée. Il mourut avant le 9 août 1570, date de l'inventaire de ses biens. François du Verger avait épousé Renée de La Forest, veuve en premières noces de François de Vignerot, seigneur de Pontcourlay, proche parent du cardinal de Richelieu.

Comme nous le disions dans notre premier article, et comme on en a la preuve par la lecture de ces deux pièces, Babinot était un pauvre versificateur. Cependant il avait la prétention de réformer l'orthographe, alors fort fantaisiste, et il nous paraît appartenir à l'école de Baif, son contemporain, qui, lui du moins, était un vrai poète et avait des prétentions mieux justifiées.

HENRI DE MONTÉGUT.

QUESTIONS ET RÉPONSES

I. — QUESTIONS

N° 496. — Il existait au diocèse de Saintes, paroisse de Sainte-Marie, un prieuré de Cugon, ou Cugnon, appelé Notre-Dame de Cugon, alias Sainte-Quitterie de Cugon. Des actes constatent son existence en 1448, et l'on a cinq prieurs de cette date à celle de 1523 ; après quoi il n'y a plus rien. Il dépendait du prieuré de l'Artige, en la paroisse de Saint-Léonard, diocèse de Limoges, ainsi que le prieuré de Diculidon en la paroisse de Benon, diocèse de La Rochelle, et celui de Saint-Pierre de Magnet, paroisse de Sainte-Gemme, diocèse de Saintes.

Quelqu'un pourrait-il me dire où se trouvait ce prieuré de Cugon ?

A.

N° 497. *Les Jaubert et les Saunier de Beaupine.* — Je serais bien désireux de savoir s'il existe encore des représentants des branches de ces deux familles périgourdines fixées en Saintonge, ou de connaître tout au moins quels ont été leurs derniers rejetons. Je prépare pour la *Revue de Saintonge* une notice sur la paroisse de Bazac, ancienne sénéchaussée de Saintonge, où les Jaubert et les Saunier ont possédé des seigneuries, Chamberlanne, etc. Tous renseignements sur eux me seront agréables.

Je lis, page 82 de la *Noblesse de Saintonge... en 1789*, par M. de La Morinière : « *Jaubert*, famille représentée par M. de Jaubert, ancien officier et colonel de la garde nationale de Saintes. Il a des enfants de son mariage avec M^{lle} de Saunier de Beaupine. Il existe d'autres branches de la maison de Jaubert. » Il y a environ 17 ans, je rencontrai en chemin de fer un M. de Saunier de Beaupine, administrateur du bureau de bienfaisance d'un des arrondissements de la rive gauche de Paris. Il me parla de

sa famille, et de sa branche sur laquelle il désirait des renseignements. Peu d'années après, je reçus une lettre de part de son décès; il ne laissait pas de postérité autant que je puis me rappeler.

DE ST-S.

N° 498. *Les Cosson et leurs armoiries.* — L'intéressante notice de notre confrère M. le docteur Vigen sur *Les ecclésiastiques de la région de Montlieu pendant la révolution*, xi, 270, a appelé mon attention sur les Cosson et m'a engagé à recourir aux lumières de mes collègues pour savoir : 1° quelles sont les armes des Cosson de Guimps; 2° s'il y a un rapport entre eux et les Cosson, comtes de Lisle, qui vinrent de Saintonge se fixer en Périgord à la fin du xvi^e siècle, dans la personne de « Claude de Cosson, écuyer, sieur de L'Isle et Jonzac, en Saintonge, commandant pour le roy en Mucidan... fils de Foucauld, écuyer, sieur de Lestang (fils de Pierre, écuyer, sieur de La Plante en Saintonge, et de demoiselle Marie d'Arnaud), marié par accord du 15 mars 1541 avec damoiselle Louise Texier, fille de Gédéon, écuyer, sieur de Saint-Sulpice... » (Cabinet des titres, vii, f° 76.) Claude épousa en 1596 Isabeau d'Andrault.

Lors de leur maintenue en 1666, les Cosson de Lisle produisirent les armes suivantes : *D'azur à la bande d'argent accompagnée en chef d'une étoile d'or et en pointe d'un lion du même.* (B. N. fonds Périgord, vol. xvi). Cependant d'Hozier pour les preuves de Godefroy de Cosson de Lisle, page de la petite écurie, donne : *D'azur à une colombe d'argent posée sur un croissant de même et surmontée de deux étoiles d'or en chef.* (Cabinet des titres, vii). Mais je me demande si ce généalogiste n'a pas appliqué par erreur à la vieille famille de Cosson les armoiries des Cosson de Conges, de Bourg-sur-Gironde, anoblis en 1632 dans la personne d'Etienne, conseiller secrétaire du roi, qui portaient : *D'azur à une tourterelle d'argent posée sur un croissant de même et accompagnée de deux étoiles aussi d'argent* (B. N. Ecoles militaires, vol. 28, preuve 71). C'est plus plausible que de supposer les armes des Cosson de Lisle données aux Cosson de Colonges, puisque les Cosson de Lisle portaient en 1666 des armoiries différentes.

Néanmoins au xviii^e siècle nous trouvons dans la *Sigillographie du Périgord* (2^e édition, p. 115), sous le nom de Jean de Cosson, seigneur de La Sudrie : *Parti au 1 à un lion; au 2 d'azur à la colombe d'argent*, et sous le nom de M. de Cosson de La Tour, lieutenant-colonel : *Parti au 1 d'azur à la colombe, etc.; au 2 à un lion.* Ce lion que nous trouvons accolé serait-il mis là pour rappeler une pièce de l'écu primitif? La question sera peut-être résolue si l'on indique les armes des Cosson de Saintonge au xvi^e siècle.

DE ST-S.

N° 499. *Une rochelaise. compagne de Jeanne d'Arc.* — Le journal *le Temps*, dans son numéro du 17 novembre, raconte que M. N. Quellien, « l'infatigable organisateur du dîner celtique, dont

M. Renan est le président, a pris l'initiative de la glorification d'une héroïne bretonne, Perrinaic, qui fut, assure-t-il, la compagne de Jeanne d'Arc ». Se fondant sur divers documents, M. Quellien affirme qu'elle suivit l'héroïne de Domremy et qu'elle fut brûlée, à Paris, sur le parvis Notre-Dame, le 3 septembre 1430, neuf mois avant le supplice de Jeanne. « J'ai été mis, dit-il, sur la trace de cette petite bretonne par le *Journal d'un bourgeois de Paris*, qui date du quinzième siècle, et par les pièces du procès de Jeanne d'Arc. Il résulte de ces documents que Perrinaic était venue de Bretagne avec une petite amie dont l'histoire n'a même pas gardé le nom. C'était après le siège d'Orléans. Le connétable de Richemont, qui était en disgrâce et vivait dans ses terres, fit appel aux bretons et courut avec douze cents lances au camp des armagnacs. Jeanne avait une escorte de femmes ; trois autres inspirées partageaient son zèle : *Catherine, venue de La Rochelle* ; Perrinaic, de Bretagne, et son amie. Un moine mendiant, le frère Richard, suivait Jeanne et ses compagnes ; il était leur « beau père » ou confesseur. Les sermons de ce cordelier avaient obtenu un succès immense aux Innocents et sur la montagne Sainte-Geneviève : on dit qu'il prêcha, un jour, devant quinze mille personnes. Mais il devint suspect aux anglais, et il dut, dans la nuit du 30 avril 1429, s'enfuir de Paris. Cette persécution lui valut la confiance des armagnacs.

» La Pucelle hésitait à reconnaître la vocation de Catherine, qu'elle soumit à des épreuves. Malgré cette méfiance, le frère Richard conseillait de mettre à l'œuvre *Catherine de La Rochelle* ; celle-ci exerça son influence, plus tard, sur les provinces, où elle entretenait une sorte de surveillance politique, surtout dans les villes, comme Tours, où les partisans de Jeanne étaient nombreux. Les bretonnes étaient plus modestes ; leur enthousiasme ne les portait pas à jouer elles-mêmes un rôle : elles se tenaient aux côtés de la Pucelle.

» Après le sacre, la Pucelle avait demandé, croyant sa besogne accomplie, de retourner à Domremy ; il parut même que l'échec devant Paris (8 septembre 1429) donnait raison à son désir. Une inquiétude en était venue à Perrinaic. Mais de nouveaux succès effacèrent ensuite cette impression.

» Perrinaic et sa suivante s'éloignaient rarement de Jeanne. Mieux faites pour les confidences que pour l'action, elles ne tinrent pas une place bien distincte, comme *Catherine de La Rochelle*, et leur initiative personnelle ne fut guère à signaler ; quand une mission leur était confiée, c'était sous les ordres et sur l'impulsion de la Pucelle. Le jour de Noël 1429, elles sont encore à Jargeau, en compagnie de Jeanne ; elles entendent la messe du cordelier, qui donne la communion à la Pucelle trois fois et « à Piérone deux fois celui jour..., dont il estoit moult » à reprendre ». Il sera fait un crime de ce surcroît de viatique aux patriotiques visionnaires.

» Les bretonnes durent quitter la Pucelle après la sortie de

Sully. A Corbeil, elles furent surprises par les anglo-bourguignons, qui les conduisirent à Paris. Traduites en cour d'église, elles attendirent six mois leur jugement. Jeanne aussi était alors prisonnière des bourguignons, qui la livrèrent ensuite aux anglais. On traînait l'affaire en longueur, espérant tirer de Perrinaic quelque aveu à la charge de la Pucelle ; on n'avait rien à obtenir de sa compagne : la pauvre paysanne n'ouvrait plus la bouche que pour chanter dans la prison, avec la petite Pierronne, quelque *gwerz* de Bretagne.

» Quant à Pierronne, ses réponses ne varièrent pas : « Elle » disoit que dame Jehanne, qui se armoit avec les Arminaux » (Armagnacs), estoit bonne et ce qu'elle faisoit estoit bien fait » et selon Dieu. » L'obstination de la bretonne à défendre Jeanne d'Arc provoquait la fureur des anglais, et ce fut sa perte. On lui imputa le sacrilège de sa double communion le jour de Noël, ses visions particulières : car elle affirmait que « Dieu » s'apparoit souvent à elle en humanité, et parloit à elle comme » amy fait à autre, et que la darraïne (dernière) foys qu'elle » l'avoit veu, il estoit long vestu de robe blanche et avoit une » hucque vermeille par dessoubz..., qui est aussi comme » blasphème... » Ces inspirées étaient accusées formellement de préférer leurs « voix » secrètes à l'enseignement de l'église. Aux yeux de Perrinaic, la Pucelle était uniquement l'envoyée de Dieu. La bretonne paya de la vie sa fidélité.

» Le 3 septembre 1430, elle entendit la suprême confession publique. Les déclarations qu'elle avait déjà faites aux juges, elle les confirma devant les exhortations du prêtre ; elle fut donc condamnée au bûcher.

» Le III^e jour de septembre, à ung dimanche, furent preschées » au parvis Nostre-Dame deux femmes qui environ demy an » devant, avoient été prises à Corbeil et admenées à Paris, » dont la plus aînée Pierronne estoit de Bretaigne breton- » nant... Cedit jour, elle fut jugée à estre arse, et le fut... Et » l'autre fut délivrée pour celle heure. »

» La compagne de Perrinaic fut relâchée par les anglais, qui la considéraient comme une innocente ; elle fut chassée de Paris, puis elle erra par les chemins et périt à l'aventure... »

Nos érudits connaissent-ils quelque chose sur cette Catherine de La Rochelle ?

E. C.

N^o 500. *Un incendie à Saint-Jean d'Angély en 1813.*

De récentes catastrophes ont appelé mon attention sur la pièce suivante. C'est une lettre pastorale que « Gabriel-Laurent Paillou, évêque de La Rochelle », envoyait de La Rochelle, le 8 mars 1813, « à messieurs les curés, desservans et maires des différentes communes » de son diocèse :

« Messieurs, un événement affreux afflige mon cœur dans ce moment et le déchire de douleur : je m'empresse de vous en faire part, et j'aime à penser que vous partagerez ma sensibilité.

» D'après un décret de sa majesté, une de nos écoles ecclésiastiques étoit placée à Saint-Jean d'Angély; nous y occupions un édifice vaste et commode. Déjà nous jouissions des succès de cet établissement, et je dois le dire, je le devois au zèle actif et aux soins paternels du vertueux supérieur à qui j'avois confié la direction de cette maison.

» Mais, hélas ! toutes mes jouissances se sont évanouies. La nuit du 3 au 4 de ce mois, un incendie, dont on a vu peu d'exemples, a tout détruit, tout anéanti. Il ne reste de la portion de l'édifice, que nous habitions, que les quatre murs, et presque tout notre mobilier a été la proie des flammes.

» A peine M. le préfet de la Charente-Inférieure a-t-il été instruit de ce désastreux événement, qu'il s'est rendu en poste sur les lieux, avec cet esprit de bienfaisance et d'amour du bien public qui l'anime dans toutes ses opérations. M. l'abbé Saint-Médard, notre grand-vicaire, l'y a accompagné ; cet ecclésiastique, qui a toute notre confiance, aidé des lumières, de l'expérience et des vues de la sage administration de M. le préfet, a rempli à notre satisfaction la mission que nous lui avons donnée dans cette triste circonstance. De son côté, ce premier magistrat a relevé ou soutenu le courage abattu, et par sa présence il a mis le calme à la place de la douleur et de la désolation, en applaudissant au zèle des autorités de cette ville.

» Au milieu du malheur qui nous accable, nous avons une consolation à vous porter. Aucun des enfans n'a été blessé, tous sont sains et saufs, quoique la plupart se soient sauvés avec leur simple vêtement de nuit.

» C'est dans cet état de nudité qu'ils ont été recueillis par les bons habitans de Saint-Jean d'Angély avec l'empressement le plus touchant. Tous, riches ou pauvres, se sont disputé la douce jouissance de leur donner l'hospitalité. Dans ce moment, ils y reçoivent les soins paternels que vous leur prodigueriez s'ils étoient auprès de vous. Nous prions ici les bons habitans de cette ville et les autorités qui les administrent, de recevoir l'expression de notre reconnaissance et de toute notre gratitude.

» Comme le plus grand nombre de ceux qui ont perdu tous leurs effets sont sans fortune et sans ressource, je vous invite, messieurs, à intéresser vos paroissiens à venir à leur secours et à nous aider à réparer la perte de notre mobilier, bien nécessaire pour conserver ces enfans, la pépinière des prêtres que nous vous destinons.

» Je n'ai pas besoin d'exciter ici ni d'émouvoir votre zèle, il m'est connu. Au reste, c'est la cause des enfans, de vos parens, de vos amis, de vos administrés que vous plaideriez, je pourrois dire plus, c'est celle de la religion et de la société.

» Si vous recueillez quelques aumônes pour ces pauvres enfans, je vous invite à les verser de suite entre nos mains ou celles de nos grands-vicaires.

» Je dois vous ajouter que, d'après les sages mesures qui ont été prises, les études ne seront nullement interrompues.

» Agrérez, messieurs, les sentimens d'un sincère attachement et de la plus parfaite considération.

» † G. L., évêque de La Rochelle.

» La Rochelle, le 8 mars 1813. »

Je désirerais un peu plus de détails sur cet incendie. A.

N° 501. *La société du Tonneau à Rochefort.* — Il m'est tombé sous la main un fascicule de 23 pages in-8°, imprimé « à Rochefort, chez Goulard, imprimeur, rue Saint-Charles, n° 12 ». Il a pour titre : *Société du tonneau. Premier dîner, dimanche 26 février 1815. Prix : 50 centimes.* Comme l'indique cette ligne il s'agit là de vers bachiques composés pour une de ces sociétés joyeuses dont le Caveau est resté le type. Il y a une *Revue de Rochefort par un épicurien* :

Cette ville a beaucoup d'appas
Qui la rendent digne du Pinde :
Car vous n'y pouvez faire un pas
Sans y rencontrer une dinde.
Si le vin a de grands défauts,
Aucun de nous jamais n'y songe ;
Munis d'un bon vin de Bordeaux,
Moquons-nous du vin de Saintonge.
Si fatigué de roucouler
C'est la soif du jeu qui vous tente,
Le Pactole semble couler
Auprès du lit de la Charente...

Il ya « *Les avantages de la prison*, épître adressée à Boulogne, aux aspirants de la marine qui refusèrent de défilér à une parade après les grenadiers, et qui pour cette raison furent mis en prison par ordre de M. le maréchal B... » :

Pour obtenir l'honneur du pas
Des aspirants toute la gente
Va, vient, revient, tant se tourmente
Qu'enfin elle ne l'obtient pas.
Mais on la mène, en récompense,
Pour lui prouver qu'elle a raison,
Dans une maison de plaisance
Que l'usage appelle prison...

La livraison s'ouvre par un *Dialogue entre M. G***[oulard], imprimeur, et le Tonneau*, par M. R***, qui parvient à vaincre les hésitations du typographe ; il se termine ainsi :

On dira que G[oulard] risquant de vous déplaire
Montra qu'il possédait un très bon caractère,
En voulant vous sauver des terreurs du tombeau ;
Mais que la presse dut gémir sous le Tonneau.

A la fin je lis : « Fait à Rochefort, le 26 février 1815. Les membres du TONNEAU, signés : A. Deville, président ; Merle, Royou, de Sercey, Mesnard, S. Quentin, de Champeaux. Pour copie conforme : De Champeaux, secrétaire. » Pourrait-on me

donner quelques renseignements sur cette société chantante et sur ceux qui en faisaient partie ?

A.

II. — RÉPONSES.

N° 385 : VIII, 397. *Les eulogies en Saintonge.* — On a cité la transaction passée en 1590 (*Archives*, VII, 404) pour assurer le service, en l'église de Saint-Saturnin de Séchaud, d'une distribution de pain et de vin bénits, « qu'il convient tous les ans, au jour de pasques, administrer aux paroissiens ayant reçu le saint sacrement ».

M. Musset connaît un deuxième exemple de cet antique usage se rapportant à l'église Saint-Barthélemy de La Rochelle, et il cite comme troisième exemple (*Recueil de la commission des arts*, XI, 85) le testament (18 juillet 1504) d'un chanoine de Saint-Pierre de Saintes, Jean Mareschal, curé de Saint-Coutant, jadis de Tugéras, âgé de 72 ans, qui lègue à la fabrique de Saint-Coutant une pièce de vigne à charge « de fournir de pain et de vin à tous les paroissiens et paroissiennes de la dicte église, à leur post-communion, emprès qu'ils auront communie et reçu le précieux corps de nostre Seigneur, le jour de pasques ».

N° 475 : XI, 212, 392. *Les Pelletan d'Archiac.* — Lorsque Jules Favre soutint, il y a environ vingt ans, devant la cour de Paris, la revendication des Naundorf se prétendant petits-fils de Louis XVI, l'avocat général, concluant au rejet de leur demande, raconta, au début de son réquisitoire, qu'il avait reçu avant l'audience la visite d'un homme fort âgé qui lui avait dit : « Je suis le fils de Pelletan, le chirurgien de l'Hôtel-Dieu ; mon père m'a toujours dit qu'il était absolument sûr que l'enfant, dont il avait fait l'autopsie au Temple, était bien Louis XVII. »

Ce vieillard n'est sans doute plus de ce monde. Quels sont ses héritiers ? Que sont devenus ses papiers ? Ils seraient précieux à consulter pour la solution de notre question. Où Pelletan avait-il fait ses débuts ? A quelle date est-il entré à l'Hôtel-Dieu ? Je ne vois pas son nom dans la liste alphabétique des médecins de Paris publiée en 1778 par un petit almanach de ma bibliothèque intitulé : *Etrennes d'un médecin*. Les archives de l'Hôtel-Dieu et de la faculté de médecine de Paris seraient consultées avec fruit. Si les dictionnaires le font naître à Paris, ils ne sont d'accord ni sur la date de sa naissance, ni sur celle de sa mort. La *Biographie portative universelle*, publiée en 1844 par Dubochet, donne les dates 1752-1815. D'après le *Dictionnaire de Bouillet*, ce serait 1752-1829 ; Larousse et Didot le disent né en 1747. Il était membre de l'institut et succéda, dit Bouillet, à Desault, comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu. Or, d'après ce même dictionnaire, Desault serait mort en 1795,

pendant qu'il donnait ses soins au fils de Louis XVI. Tout cela est à vérifier. L'acte de naissance de Pelletan se trouverait peut-être aux archives de l'institut ; la date de sa mort doit être facile à trouver.

J'ai entendu dire que Pelletan, notaire à Royan, père d'Eugène Pelletan et grand-père de M. Camille Pelletan, était de la même famille que le Pelletan d'Archiac. Est-ce vrai ?

J. P.

— *La Biographie universelle et portative des contemporains* (1834), par Rabbe, etc., consacre un article à « Philippe-Jean Pelletan, né à Paris en 1752, fils d'un maître en chirurgie de Paris, pauvre et chargé d'une nombreuse famille... M. Pelletan fut un des trois médecins qui firent l'autopsie du corps de Louis XVII.. Il est mort dans la retraite, le 23 septembre 1829. » Pierre Pelletan, son fils, professeur de physique médicale à la faculté de Paris, médecin par quartier du roi, chevalier de la légion d'honneur, né à Paris le 6 juin 1782, mourut à Bruxelles le 11 août 1845. Avec les registres de l'état civil, s'ils existaient encore, il serait facile par l'acte de mariage de voir où naquit le grand chirurgien ; mais le dictionnaire des contemporains jusqu'à présent me semble devoir être cru.

L.

N° 485 : XI, 278. *La famille Demontis ou des Montis*. — Cela peut aussi servir de réponse à la question 339, t. vi, p. 73, qui demande s'il y a quelque rapport entre la famille de Montis en Saintonge ou des Montis et la famille Monti de Rezé. La réponse doit être absolument négative.

On trouve dans le *Bulletin*, t. x, p. 244, Pol Demontis, juge de Montchaude près Barbezieux, et Ollivier Demontis, sieur des Fontaines, qui signent, le 2 avril 1676, l'acte de décès de François de Saint-Gelais de Lusignan, chevalier, seigneur de Montchaude, protestant ; p. 421, Marie de Montgaillard, veuve de Charles Desmontis, écuyer, sieur de l'Isle (9 mai 1621) ; p. 247, Marie Demontils, épouse de Georges de Châteauneuf, et Guillaume Demontils, écuyer, sieur de La Tour, en la paroisse de Saint-Saturnin de Seschaux (1487) ; p. 428, Bonaventure Desmontils, fils de Jean, écuyer, sieur de La Brossardière, époux (contrat du 7 avril 1576) de Martial de La Tour, écuyer, seigneur de Gorce ; à la page 429, figurent d'autres Desmontis.

Le t. vii des *Archives*, 388-402, contient un certain nombre de personnages de ce nom. On y lit, p. 401, cette note : « La famille de Montils, Desmontis ou Demontils, est fort ancienne en Saintonge. On y trouve, en 1463, Collas de Montils ; le 18 janvier 1526, Prigent de Montils, écuyer, sieur de La Brossardière ; en 1553, Anthoine de Montils, sieur de La Tour. Claude Desmontils vend, en 1571, le fief de La Frégonnière et celui de La

Mothe-Coutiers ; en 1578, il est qualifié seigneur d'Orlac. Sa fille Anthoinette épousa Daniel Moreau de Panloy. Le 1^{er} septembre 1564, Marguerite de Montils rend hommage à Anne de Cossé, veuve de René de Fonsèques. On voit encore, en 1521, Pierre Demontils, notaire à Saintes ; vers 1600, Christophe Desmontils, écuyer, seigneur de Bouquessu, et Foucques Desmontils, prieur d'Oriou ; le 9 mai 1621, Marie de Mongaillard, veuve de Charles Desmontils, écuyer, sieur de l'Isle. Le 17 octobre 1623, René Desmontils, sieur de l'Isle. Le 23 novembre 1604, Jacques Faubert, écuyer, sieur de La Vergne, et autres partagent les biens de feu Guichard Faubert et Jehanne Desmontils, sa femme. Enfin, le registre des baptêmes protestants de Saintes, 1599-1677, mentionne, le 13 mars 1619, Jacques Desmontils, fils de Benjamin, sieur de La Guarennerie. Ajoutons : Guillaume Desmontis, écuyer, seigneur de La Tour, en 1475 ; Antoine Desmontis, aussi seigneur de La Tour, 6 octobre 1505 ; Etienne Desmontis, écuyer, curé de Saint-Saturnin de Seschaux (1563-1570) ; Jehannot Desmontis, 1563 ; Aymeri Desmontilz, écuyer, seigneur de La Tour, en la paroisse de Saint-Sornin de Seschaux, en 1472 ; Pierre Demontis en 1509.

Le 3 mars 1619, est baptisé au temple de Saintes par Rossel, pasteur, Josias Demontis, fils de Benjamin Desmontis, écuyer, sieur de La Guarenne, et d'Elisabeth Jullion ; parrain Josias Robillard, écuyer, sieur des Fontenelles, et marraine Françoise Rangeard.

Le 21 septembre 1664, à Authon, dans la chapelle de M. d'Authon, a été baptisée Louise, fille de Jean de Montis, écuyer, seigneur de La Mothe, et de Catherine Gobin, née le 6 octobre 1655 ; parrain haut et puissant seigneur Jean Seguin d'Authon et marraine madame la marquise d'Authon. En 1656, je vois Charles de Montis, sieur de Lagroie, et Charles de Montis, fils du seigneur de Boisbillet.

L. A.

— Jean Demonty, écuyer, sieur de Lossandière, eut de Suzanne Papin : 1^o Charles Demonty, écuyer, sieur de Lossandière ; 2^o Madeleine ; 3^o Jeanne et 4^o Gabrielle, qui partagent la succession de leurs père et mère, le 18 avril 1712. Charles eut la maison noble du Rozé, paroisse de Thairé en Aunis ; Gabrielle eut Le Trécharray ou Treuil-Charais, paroisse de Saint-Christophe en Aunis. Jeanne des Montis, veuve de Charles de Compain, vivant écuyer, sieur de La Chevallerie, se remaria, par contrat du 6 septembre 1722 passé en la maison noble du Rozé, avec Anthoine Theronneau, écuyer, seigneur de La Ray ou Loré, natif de la paroisse Saint-Sulpice en Poitou et demeurant ordinairement en la maison noble de La Roche, paroisse dudit Saint-Sulpice. Au contrat paraissent Charles des Montis, écuyer, sieur du Rozé ; Marie Maroix ?, sa femme, frère et belle-sœur de la mariée, et Jeanne du Rozé des Montis, nièce de la mariée. Les biens de Jeanne de Montis, veuve d'Antoine Theronneau,

furent partagés, le 30 juin 1743, par Charles et Gabrielle de Montis, veuve de Tulleron, frère et sœur de la défunte.

Gabrielle des Montis épousa François de Compaing, écuyer, sieur de La Chevalerie. Le 9 décembre 1731, elle était veuve en secondes noces de Pierre Tulleron, conseiller du roi, sieur des Auberts?, juge au siège présidial de La Rochelle. Susanne de Compaing, fille de François et de Gabrielle des Montis, épousa, par contrat du 9 décembre 1731, Louis-Henri-Alexandre Green de Saint-Marsault, chevalier, seigneur de L'Herbaudière, Cramahé, Fontchaudeau. Leur fils Henri-Charles-Benjamin, comte de Châtelailon, mort le 31 décembre 1819, a été le dernier grand sénéchal d'Aunis. C'est lui qui a convoqué les électeurs de la noblesse pour les élections aux états généraux.

M. DE S.-M.

N° 488 : t. XI, p. 339, 393. *Familles Rochon, Dreuille, et Beaumont de Gibaud.* — Que l'aimable collègue qui a répondu à ma question d'une façon si complète, mais qui cache sa haute science sous un anonyme absolu (puisqu'il ne donne même pas ses initiales), reçoive mes remerciements. Il me permettra de lui poser quelques questions : D'où tire-t-il les armes des Rochon de Puycheny, alliés aux Beaumont, et à quelles familles appartiennent les écartelés qu'il signale ?

De mon côté je lui dirai que dans le cachet signalé page 339, il faut voir les armes des Restier (ondes) et des Du Souchet (lévrier), deux familles alliées ensemble.

Léon de Beaumont parlant de « Jeanne de Dreuille, qui eut une fille mariée avec François de La Jarte, seigneur de Cherval... sénéchal d'Angoumois, issu de Jean du Puy dit de La Jarte, seigneur de La Jarte en Périgord... », fait une singulière confusion entre les *Lageard de Cherval*, qui ont donné plusieurs sénéchaux à l'Angoumois, et les *du Puy, sieurs de La Jarte*, branche des du Puy, sieurs de Trigonant, originaires de la ville de Périgueux.

Jeanne de Dreuille, en question, épousa Jacques de Mazan, gouverneur de Talmont en Saintonge, dont : Suzanne, mariée par contrat du 14 janvier 1647 avec François de Lageard, grand sénéchal d'Angoumois, arrière-petit-fils d'un Laurent marié à Gabrielle de Salignac (*Nobiliaire de Guyenne*, II, p. 36), ce qui a fait la confusion avec une Marguerite de Salignac, mariée en 1497 à Jean du Puy, sieur de La Jarte.

Les armes des d'Arlot signalées par Léon de Beaumont, sont une brisure de puïnesse : les deux branches actuelles de cette famille (marquis de Cumond de Frugie et comtes de Saint-Saud) les portent pleines, c'est-à-dire avec 3 étoiles d'argent en fasces surmontées d'un croissant, et accompagnées en pointe d'une grappe de raisin aussi d'argent.

DE St-S.

N° 490 : XI, 389. *Un curé du diocèse de Saintes hérétique. Pierre Cuppé.* — Le curé du diocèse de Saintes, sur lequel l'évêque de Mirepoix, Jean-Baptiste de Champflour, demandait, le 4 mars 1744, des renseignements à l'évêque de Saintes, Léon de Beaumont, est Pierre Cuppé, bachelier en théologie, chanoine régulier de Saint-Augustin de Chancelade à Sablonceaux, puis curé de Saint-Pierre de Bois, canton de Saint-Genis, arrondissement de Jonzac. M. Louis Audiat a écrit sur lui une notice : *Un oublié saintongeais, Pierre Cuppé* (Sauveterre, J. Chollet, 1881, in-8°, 9 pages), où le lecteur trouvera quelques détails. L'opuscule, auquel fait allusion la lettre épiscopale, est un traité : *Le ciel ouvert à tous les hommes*, où le curé de Bois prétend prouver que tous les hommes sont sauvés. Il courut manuscrit, on l'a vu ; le libraire Forget, à Niort, en offrait, au mois de juin 1881, un exemplaire daté de 1732. L'ouvrage fut imprimé en 1768 avec « Londres » pour nom de lieu ; et en 1783 il parut une nouvelle édition, « revue, corrigée et augmentée sur le manuscrit de l'auteur », aussi à Londres. Evidemment il y avait là une espèce de trahison ou d'abus de confiance, puisque l'auteur s'était amendé, avait reconnu ses erreurs et cherché à les réparer. Pierre Cuppé était mort dans son presbytère de Bois, le 27 avril 1748, muni des sacrements de l'église, à l'âge de 84 ans. La notice cite de lui plusieurs notes curieuses qu'il a écrites sur ses registres paroissiaux.

L.

BIBLIOGRAPHIE

A la mémoire de Raymond Charrier, élève de philosophie et président de la pieuse confrérie de Saint-Vincent de Paul à l'école Saint-Paul d'Angoulême. Angoulême, imp. de Roussaud, 1890, in-8.

Almanach d'Aunis et Saintonge 1891. La Rochelle, imp. Siret, 1890, in-18, 47 pages. Prix : 15 centimes.

Il contient : *Inauguration du bassin de La Pallice.*

ANDRIEU (Jules). *Biographie Tamizeyenne.* Supplément, 1887-1890, Agen, imp. veuve Lenthéric, 1891, in-8, 9 pages.

C'est un extrait de la *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. III. Voir notre *Bulletin*, IX, 74. A bientôt sans doute un nouveau supplément.

Annuaire général de la Charente-Inférieure pour 1891. Edition complète, contenant les noms des fonctionnaires de toutes

les administrations, les adresses des commerçants et industriels, etc., augmentée d'une notice et d'un plan du port de La Pallice. La Rochelle, A. Fouché, 1891, in-12, 216 pages.

Nous pouvons louer les efforts pour rendre complet et parfait un ouvrage aussi difficile à faire, aussi minutieux. Il contient l'indispensable ; il pourrait être diminué de la liste des rues de La Rochelle, qui serait remplacée par celle des médecins par exemple. Le tableau des communes avec les maires, adjoints, curés, instituteurs, etc., est bon ; mais on ne distingue pas les instituteurs des institutrices qui pourraient être indiqués en italiques ; des communes n'ont pas de desservant : qu'on dise de quelle paroisse elles sont annexes. Le bureau de la société des Archives est incomplet. Enfin, demandons que l'*Annuaire* paraisse au commencement de l'année.

Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, t. XIX. Paris, Picard, 1891, in-8, 472 pages, 10 gravures.

Ce volume contient : *Chartes du prieuré de Saint-Nicolas de Royan*, par M. A. Dupré ; *La maison de Rabaine en Saintonge*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Chartes saintongeaises sur la Sainte-Larme de Vendôme*, par M. l'abbé Ch. Métais ; *Documents sur le prieuré de Saint-Eutrope* : entre autres, procès verbal d'une relique du bras de saint Eutrope à Souillac, diocèse de Cahors, par M. Louis Audiat ; *Troubles en Poitou, Saintonge, Aunis et Angoumois, 1643-1644*, par M. Louis Delavaud ; *La tour de Broue*, par M. Denys d'Aussy ; *Un curé thaumaturge au XVIII^e siècle*. Ph. Poujaud, curé de Jarnac, par M. Louis Audiat.

ARDIN (Etienne), évêque de La Rochelle et Saintes. *Instruction pastorale* (n° 30)... sur la papauté à l'occasion de son prochain voyage à Rome et mandement pour le saint temps de carême de l'an de grâce 1890. La Rochelle, imp. P. Dubois, 1890, in-8, 44 pages.

— *Lettre circulaire* (n° 32)... à l'occasion de la mort de M. l'abbé Grasilier... Idem, 1891, 5 pages. Voir plus haut, page 19.

ARVÈDE BARINE. *Bernardin de Saint-Pierre*. Paris, Hachette, 1891, in-16, avec portrait, 189 pages. Prix : 3 fr.

ATGIER (Edouard) père. *Nos rois de France pris sur le vif*. Fontainebleau, imp. Huot, 1891, in-32, 131 pages. Prix : 40 cent.

AUDIAT (Louis). *La date des remparts gallo-romains de Saintes*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1889, in-8, 12 p. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, t. IX, p. 19).

— *La chanson* (en patois saintongeais) de maître Robineau et son fils [avec la musique]. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1889,

in-8, 7 pages. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, t. x, page 214).

— *Les Chenier du Chesne*, notice biographique. Saintes, 1889, in-8, 13 pages. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, tome ix, page 382).

— *Jean-André Lételié*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 10 pages, avec portrait. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, mars 1891).

— *Un curé de Jarnac thaumaturge au XVIII^e siècle*. Note et documents. Paris, A. Picard, 1891, in-8, 59 p. (Extrait du t. xix des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*).

— *A. de Queux de Saint-Hilaire*. Voir DENYS D'AUSSY.

A[USSY] (D[ENYS] d') et L[OUIS] A[UDIAT]. *A. de Queux de Saint-Hilaire*, notice. Saintes, Mortreuil, 1890, in-8, 15 p. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, x, 8).

AUSSY (Denys d'). *La tour de Broue*. (Dédicace à madame la comtesse de Saint-Légier d'Orignac). La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 27 pages. (Extrait du t. xix des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*).

BACHELIER (Paul), docteur en médecine. *Contribution à l'étude de la lithotritie à séances prolongées* (thèse). Bordeaux, imp. veuve Cadoret, 1891, in-4, 104 pages.

BARBIER DE MONTAULT (X.). *Le gaufrier de Saintes*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 8 pages. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, mars 1891).

BARTHÉLEMY (Anatole de). *Note sur le monnayage du nord-ouest de la Gaule*. Paris, imprimerie nationale, 1^{er} juin 1891, in-8, 8 pages. (Extrait des *Comptes-rendus de l'académie des inscriptions et belles lettres*).

— *Numismatique de la France*. I^{re} partie : époques gauloise, gallo-romaine et mérovingienne. Paris, E. Leroux, 1891, in-8, 48 pages. (Instructions adressées par le comité des travaux historiques et scientifiques aux correspondants du ministère de l'instruction publique et des beaux arts).

Note sommaire, mais très importante. Il y a la liste des noms d'hommes et de lieux qui sont gravés sur des médailles, mais seulement pour l'époque gauloise et l'époque mérovingienne.

BEAUCORPS (Le baron Adalbert de). *Torques à bossettes et à segment mobile accompagnant une ciste dans la sépulture du tumulus de Reuilly*. Orléans. H. Herluison, 1891, in-8, 12 p., planche. (Extrait du t. XXIII des *Mémoires de la société archéologique de l'Orléanais*). Voir *Bulletin*, XI, 236.

BERNARD (A.), ingénieur à Saint-Martin (île de Ré). *Annexe au projet de chemin de fer d'intérêt local de l'île de Ré...* Autographie [1890], petit in-f°, 20 pages.

BIKÉLAS (D.). *Louki Laras*. Traduction du marquis de Queux de Saint-Hilaire. Illustrations de M. Ralli. Paris, Didot, 1892, grand in-8°, vi-244 pages. Prix : 10 francs.

ΛΟΥΚΗΣ ΛΑΡΑΣ est, sous forme de roman, le récit scrupuleusement exact des débuts de l'insurrection grecque, ou plutôt l'histoire d'un jeune Grec qui voit, qui sent, et raconte vivement, mais simplement, ses impressions. Ce livre est profondément attachant. Aussi a-t-il eu un succès prodigieux. Publié en 1879 dans le *Foyer*, Η' Ἑστία, ce récit fut aussitôt traduit en français et bientôt dans une dizaine de langues. En Grèce, il a eu 4 éditions. Notre regretté confrère, le marquis de Saint-Hilaire, rêvait pour lui une nouvelle édition. La librairie Didot vient de la donner, cette fois sous une forme attrayante. De nombreuses illustrations dues à un Hellène, ami de l'auteur, reproduisent les scènes du roman, les coutumes, les sites du pays. C'est ravissant. Ce livre de notre confrère M. Bikélas est émouvant, d'une lecture saine et instructive. Il a, texte et gravures, un parfum exotique charmant, qui nous dédommage de tant de banalités matérialistes ou immondes. Et ce livre qui fait partie, comme le dit le texte, « τοῦ πρὸς διάδοσιν τῶν Ἑλληνικῶν γραμμάτων συλλόγου », sera bientôt dans la bibliothèque de tout homme de goût.

BILLAUD (Victor). *Royan et ses environs. Guide du touriste*. Royan, Victor Billaud, 1891, in-32 ; 2^e édition, 347 p., gravures.

Nous avons parlé de la 1^{re} édition de ce *Guide* en 1888 (*Bulletin*, IX, 60). La 2^e s'est considérablement enrichie, de gravures et de texte ; elle s'est aussi dépouillée d'un certain nombre d'erreurs, pas toutes cependant ; nous en retrouvons quelques unes encore. A la troisième, l'ouvrage sera parfait sous ce rapport, comme il l'est par la typographie luxueuse et par les images nombreuses, variées, charmantes.

BONNIN (Auguste), à Colombiers (près Pons). *Poésies...* S. l. ni d. [1890], in-8, 30 pages. Prix : 50 centimes.

Voici le distique de la couverture :

L'expérience du passé a fait ouvrir les yeux :
Car le peuple lui-même devient plus vertueux.

BREMOND d'Ars (Anatole de), conseiller général, président du comice agricole de Pont-Aven. *Compte-rendu des concours et fêtes agricoles données à Pont-Aven, le 28 septembre 1891.* Quimperlé, imprimerie de l'Union agricole, 1891, in-18, 15 pages.

Bulletin de la société des Archives historiques. Revue de Saintonge et d'Aunis, t. ix. Paris, Picard ; Saintes, M^{me} Mor-treuil. 1891, in-8°, 452 pages.

CAILLON (H.), officier d'académie. *C.-B. Chameau et les rosières de La Mothe-Saint-Héraye.* La Mothe-Saint-Héraye, imp.-librairie Guittet, 1891, in-8, 82 pages, figures.

Charles-Benjamin Chameau, né à La Mothe le 23 avril 1749, est mort à Paris le 10 décembre 1816, y ayant passé la plus grande partie de sa vie. Jules Richard l'a jugé ainsi : « Inconstant en politique, toute sa vie n'a été qu'une longue suite d'irrésolutions ou de contradictions. Tantôt riche, tantôt pauvre, il joue à la bourse ; il spéculé sur l'argent. Riche, il vit modestement, j'allais dire mesquinement ; pauvre, il fait le grand seigneur, et pour paraître au dehors, il mange chez lui presque du pain sec. Célibataire, il veut que les autres se marient, etc. » Ce citoyen, assez peu estimable en somme, est devenu un grand homme... pour La Mothe : car, dépité de voir que son frère le chanoine l'avait déshérité au profit de ses frères et sœurs, il déshérite à son tour ses frères et sœurs, au profit de sa ville natale, lui léguant sa maison et une bonne partie de sa fortune. Et voilà comment, chaque année, La Mothe dote de 6 à 700 francs trois rosières ; comment elle a construit en 1887 et inauguré en 1888 un joli petit édifice, la maison des rosières ; comment notre actif et intelligent confrère, M. Eugène Giraudias, a inauguré, le 13 septembre, un buste de Chameau par M. Mestivier, et notre savant confrère, M. Caillon, a publié une notice avec pièces à l'appui, testament de Chameau, ordonnance royale, délibérations du bureau, généalogie de la famille Chameau, listes des rosières, des dames patronesses et des administrateurs, auxquelles manquent les dates, même des couplets chantés aux banquets annuels :

Quel gentil Chameau, c'était là !
La la.

Pendant qu'il habitait Paris
Au quatrième étage,
Il entendait qu'en son pays
Chaque fille fût sage.
Célibataire, il les dota,
Comme l'eût fait un bon papa,
Voilà.

Oh oh oh oh, ah ah ah ah !
Quel brave Chameau c'était là !

Avouons que si La Mothe doit à Chameau, Chameau doit beaucoup à M. Giraudias et à M. Caillon, et nous pouvons, sur l'air du roi d'Yvetot, répéter avec M. Caillon le refrain :

Ah ! quel heureux Chameau, c'est là !

La la.

La fête du 13, suivie des fêtes des 14 et 15 septembre, laissera des traces : car, sous ce titre : *Fêtes des rosières de 1891. Inauguration du buste de Ch.-B. Chameau*, l'imprimeur de La Mothe, M. A. Guittet, en a imprimé, in-^o de 4 pages, le compte-rendu : concerts, cérémonie nuptiale, discours prononcés à l'inauguration et au banquet, danses et farandoles, dont la lecture cause des regrets aux absents.

—
Catéchisme du diocèse de La Rochelle. Tours, imp. Mame, 1891, in-12, 188 p. Prix : 60 centimes.

—
CAUDÉRAN (L'abbé H.) et MARIUS SURGAND. *Le camp romain de Saint-Médard en Jalle*. Bordeaux, imp. Bellier, 1891, in-8, 32 pages. (Extrait de la *Revue catholique de Bordeaux*, février, mars et avril 1891).

—
Comité central d'études et de vigilance du phylloxéra. Département de la Charente-Inférieure. Bulletin n° 23. Saintes, imp. Gay, janvier 1891, in-8, 98 pages.

—
COUDREAU (Eugène-Charles), pharmacien de l'école supérieure de Paris (juillet 1839), [pharmacien à Saint-Savinien]. *Projet de loi sur l'exercice de la pharmacie*. Rochefort, imp. Thèze, 1891, in-8, 90 pages. Voir plus haut, page 13.

—
COUILLAUD (Alcide). *Projet de fondation d'une société d'instruction mutuelle*. Communication faite à la société des sciences naturelles de La Rochelle, le 13 novembre 1890. Rochefort, imp. Paul Prioux, 1891, in-18, 15 pages.

—
CUGNAC (Guy de), capitaine au 123^e régiment d'infanterie. *Attaque d'un plateau*. Paris, Baudoin, 4 avril 1891, in-8, 18 pages avec figures. Prix : 1 franc.

—
DAMPIERRE (Le marquis de). *Discours à l'ouverture de la [22^e] session [de la société des agriculteurs de France]*. Paris, imp. Noizette, 1890, in-8, 8 pages.

DANGIBEAUD (Charles). *Epigraphie santone. Contribution au corpus des inscriptions céramiques sigillées*, avec quatre planches. Saintes, imp. Hus, 1891, in-8, 22 pages.

C'est avec des soins pieux que M. Charles Dangibeaud a réuni ces fragments de poteries antiques : *Colligite fragmenta ne pereant* ; c'est avec savoir qu'il les a décrits, avec talent qu'il les a dessinés en quatre planches. Quatre-vingt-deux marques et trois diagrammes servant de signatures, « c'est peu », dit l'auteur ; c'est beaucoup, dirons-nous. Mais ce n'est qu'un commencement ; il en trouvera d'autres. Son opuscule apprendra à beaucoup l'importance de ces tessons qu'on a dédaignés trop longtemps.

— *La maison de Rabaine*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 179 p. (Extrait du xix^e vol. des *Archives historiques de Saintonge*).

—
DELAUVAUD (Louis). *Troubles en Poitou, Saintonge, Aunis, Angoumois, 1643 et 1644*. Documents publiés par M. Louis Delavaud. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1891, in-8, 86 pages. (Extrait du t. xix des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*).

—
DELMAS (Louis). *L'hôpital militaire d'Auffrédy*. (Voir *Bulletin*, XI, 270).

—
DES ROBERT (P.). *Le cardinal de Lattier de Bayane d'après ses souvenirs inédits, 1739-1818*. Paris, Picard, 1891, in-8, 99 pages. (Extrait des *Mémoires de l'académie de Stanislas*, 1890).

Notre confrère a eu le plaisir de découvrir les *Souvenirs inédits* du cardinal Alphonse-Hubert de Lattier de Bayane, qui fut légat de Pie VII à Paris 1807 et joua auprès de ce pape un rôle important à Savone et à Fontainebleau où l'empereur l'avait envoyé pour décider ce pape à souscrire aux décrets du concile national et à renoncer au pouvoir temporel. A l'aide de ces *Souvenirs* écrits en 1811, à l'aide de recherches personnelles, il a fait une biographie complète, intéressante de son héros qu'il montre dans toute sa longue carrière, qu'il ne surfait pas cependant. Bayane, baptisé à Valence en 1739, fit ses études ecclésiastiques à Paris où il se lia avec tous les gens de lettres et fut l'ami de Voltaire et de Rousseau. Ordonné prêtre en 1760, il était en 1769 chanoine de Valence et vicaire général de Coutances, puis abbé de Saint-Guilhem le Désert, de Notre-Dame du Vœu, etc., fut auditeur de rote, agent secret du duc d'Aiguillon, puis cardinal, puis sénateur de Napoléon, puis pair de France de Louis XVIII, qu'il abandonna aux Cent-Jours. C'était un de ces abbés du XVIII^e siècle, façon de Bernis dont il fut l'ami

et le coadjuteur diplomatique, « poète et philosophe avant tout, quoique prêtre, magistrat et diplomate, » surtout sceptique, un dilettante dans l'église, en somme assez triste personnage comme caractère. Quelques pièces inédites font suite à cette biographie, et des notes excellentes accompagnent partout le texte.

—
DROUINEAU (Le docteur G.). *De la réglementation en hygiène hospitalière*. Paris, publication des *Annales économiques*, 1889, in-8.

—
DUBOIS (L'abbé Louis-Marie), docteur en théologie, curé de Ciré d'Aunis. *Rochefort et les pontons de l'île d'Aix*. Voir *Bulletin*, XI, 131).

—
Du BOYS (Emile). *Le prince royal de Danemark à Rochefort en 1692*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 8 pages. (Extrait du *Bulletin de la société des Archives*, XI, 177).

— *Une page inédite de La chronique des élections de l'académie française. Succession de l'abbé Paul Tallemant, 1712*. Paris, Techener, 1891, in-8, 10 pages.

Il n'y a rien sur aucun des Tallemant de La Rochelle, dans ces quelques pages. C'est à propos du successeur de l'un d'eux, le poète Antoine Danchet, qu'eut lieu au sein de l'académie, dans une séance très privée, la petite escarmouche dont notre confrère M. Emile du Boys a retrouvé le procès verbal écrit par Renaudot.

—
DUPLAIX (Léonie). *Broussais. Histoire complète*. Paris, l'auteur, 6 et 8, passage de l'Industrie, 1891, in-18, 31 pages. Prix : 1 franc.

—
DUPLESSIS (Georges). *La mort du cœur*, poésie. La Rochesur-Yon, imp. veuve Yvonnet, 1890, petit in-16, 15 pages.

—
DUPRÉ (A.). *Relation inédite d'excès commis en 1622 dans le Bas-Médoc par les huguenots*. Bordeaux, imp. A. Bellier, 1891, in-8, 12 pages. (Extrait de la *Revue catholique de Bordeaux* du 10 mai). Voir *Bulletin*, XI, 275.

— *Chartes du prieuré de Saint-Nicolas de Royan*. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8, 19 p. (Extrait du t. XIX des *Archives historiques de Saintonge*).

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MARS 1892. — CHRONIQUE : Séances, élections, admissions; revue de la presse. — AVIS ET NOUVELLES : Distinctions honorifiques; dons; un cimetière militaire; la rue Denfert; Deibler; Mauduit-Larive; expositions; congrès des sociétés savantes; publications nouvelles; conférences; *Errata*. — NÉCROLOGIE : Madame Bréard-Baillet; madame du Cheyron; J.-P. Duclos; J.-B. Duret; J.-A. Marchand; Ch.-V. Plumerel; Riehalley. — ARCHÉOLOGIE : Aqueduc et bassins gallo-romains à Saintes; Les mansions romaines en Saintonge; Quelques cloches protestantes; La période paléolithique dans le bassin de la Charente. — VARIÉTÉS : Dessechement des marais de Blaye, Rochefort, etc; Ambroise-Eulalie de Malartic. — LIVRES ET PÉRIODIQUES : *Leblason*; Simon Rollet; Etat de La Rochelle en 1793; Saint Eutrope (date de sa mission); Victor Hugo. — QUESTIONS ET RÉPONSES : Les Fleury de La Gorgendière; les Jaubert et les Saulnier de Beaupine; Authon-Barberousse; l'auteur du *Maudit*; le chevalier Deslandes; Usages et superstitions en Saintonge. — BIBLIOGRAPHIE : *E-Hu*.

CHRONIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Séance générale du 10 février 1892

Lecture et adoption du procès verbal de la dernière séance.
Admission de vingt et un membres nouveaux.

M. Jouan s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

M^{re} Barbier de Montault offre un certain nombre d'exemplaires d'une chromo-lithographie, *Saint Giraud*, qui sont distribués aux membres présents. (Voir plus bas, page 64).

M. Fallières, d'Agen, envoie une lettre de Marie de Médicis à M. de Roquelaure, gouverneur de Guienne, concernant les menées du duc de Rohan à Saint-Jean d'Angély.

M. Dupré offre quelques exemplaires de sa brochure, *Chartes de Saint-Nicolas de Royan*.

M. Tamizey de Larroque a envoyé deux lettres inédites de Fortin de La Hoguette, trouvées à la bibliothèque de Florence par M. Pelissier, et M. Tortat, une pièce relative au même La Hoguette.

M. le comte Gabriel de Maurès de Malartic a envoyé un travail sur son grand-oncle, Ambroise-Eulalie de Malartic, à publier dans le *Bulletin*. (Voir plus bas, page 96).

Le président expose qu'on pourrait donner, cette année, un second volume d'*Archives*, un membre de la société offrant de se charger d'une partie des frais. Accepté.

Le président a reçu une invitation pour la société d'assister aux fêtes du centenaire de la découverte de l'Amérique, à Madrid, en septembre. Il propose de désigner deux des membres de la société pour la représenter. MM. de Saint-Saud et Gustave Labat sont choisis.

Il annonce que deux de nos confrères ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur, depuis la dernière séance.

La société d'archéologie d'Angoulême se propose de faire une excursion à Saintes, l'été prochain.

Le trésorier fait l'exposé de la situation financière. Approuvé.

L'excursion annuelle du mois de mai aura lieu dans l'île d'Oleron : on visitera Le Château, Saint-Pierre, Saint-Denis et la tour de Chassiron.

Election des membres du comité de publication et du conseil d'administration, qui sont réélus à l'unanimité.

M. Edouard Amouroux, secrétaire, forcé par ses occupations de donner sa démission, est remplacé par M. le docteur Termonia ; et M. Termonia par M. le docteur Paul Bachelier, secrétaire adjoint. Les autres membres sont réélus.

M. Amouroux restera conservateur des archives et de la bibliothèque de la société.

M. Audiat donne lecture d'une pièce envoyée par M. le comte de Dienne, *Un capitaine de pied au XVI^e siècle : Jacques de Rabar* ; puis un travail de M. Bordage, *la Période paléolithique dans le bassin de la Charente* (Voir plus bas, page 78). A propos de cette lecture, M. d'Aussy dit qu'il existe, dans la commune du Port d'Envaux, une grotte dite « Fosse Marmandèche », à laquelle on accède par une ouverture pratiquée dans la voûte. Elle ne paraît pas avoir jamais été fouillée ; il est probable qu'on y trouverait quelque chose d'intéressant.

On s'occupe de l'inscription commémorative de la bataille de Taillebourg, qui sera inaugurée cet été.

Le programme de la séance du soir est fixé.

M. Guionneau fait une proposition relative au rachat des cotisations ; ce nouveau mode ne pouvant qu'être désavantageux à la société, n'est pas accepté.

La séance est levée à 3 heures 1/2.

E. A.

Séance publique du 10 février.

Autour de la table prennent place les membres du bureau. A droite du président siège M. Touzaud, président de la société archéologique de la Charente. Des membres de la société sont assis au premier rang. La salle est pleine; les dames sont en grand nombre.

A 8 h. 1/4 le président ouvre la séance par la lecture d'une notice sur Ambroise-Eulalie de Malartic, maire de La Rochelle, député aux états généraux, par son petit-neveu M. le comte Gabriel de Malartic. (Voir p. 96). M. Dangibeaud lit une notice sur Louis-Augustin Lemercier, colonel, sénateur, député, pair de France, qui, en léguant 18 tableaux de sa collection, a fondé le musée de peinture de Saintes. M. Audiat lit une pièce de vers, *Les bergeronnettes*, par M. Denys d'Aussy. M. le baron Oudet raconte la campagne de saint Louis en Saintonge (1242), combats de Taillebourg et de Saintes. M. Denys d'Aussy lit: *Un type d'autrefois : le chevalier de Saint-Mandé*.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

—

La société, dans sa séance du 10 février, a admis :

MM. le docteur Paul Bachelier, médecin, rue de l'Airo Saint-Vivien, 8, à Saintes, présenté par MM. Louis et Edouard Audiat;

Louis-Adolphe Boucherie, officier d'académie, directeur de l'école communale supérieure, à Cognac, présenté par M. Gabriel Audiat et M. Joseph Beineix;

M^{me} la comtesse de Brancion, à Angoulême, présentée par MM. Louis et Gabriel Audiat;

Georges Bugeau, conseiller général, avocat, à Rochefort, présenté par MM. Denys d'Aussy, père et fils;

L'abbé Bertrand de Cugnac, curé de Saint-Germain de Lusignan, présenté par M. Guy de Cugnac et M. Louis Audiat;

Léon Delataste, avocat à la cour d'appel, à Paris, présenté par M. Audiat et M. Amouroux;

Le comte de Dienne, au château de Casideroque, par Tournon d'Agenais (Lot-et-Garonne), présenté par M. Philippe Tamizey de Larroque et M. Louis Audiat;

L'abbé Louis-Marie Dubois, docteur en théologie, curé de Ciré d'Aunis, présenté par M. Louis Audiat et M. l'abbé Val-leau;

Edouard Georget, receveur municipal, à Saintes, présenté par M. Louis Audiat et M. Dangibeaud;

Fernand Girerd, professeur de musique, à Cognac, présenté par M. Audiat et M. Beineix;

Le docteur Charles Moinet, sénateur de la Charente-Inférieure, à Saujon, présenté par M. Amouroux et M. Audiat;

Le comte Alexandre de Montbron, maire de La Jarne, à Bu-

zay, par La Rochelle, présenté par M. le baron Oudet et M. Audiat;

Eugène Moutarde, pasteur, à Saujon, présenté par M. le docteur Des Mesnards et M. Audiat;

Le baron René O'Tard de La Grange, à Cognac, présenté par M. Audiat et M. d'Aussy;

E. Papillaud, instituteur en retraite, à Montboyer, par Chalais (Charente), présenté par M. L. Audiat et M. Amouroux;

Gaston Pommereau, à La Coudennerie en Cravans, par Gemozac, présenté par M. Saudeau et M. d'Aussy;

Le vicomte Maurice de Roumefort, à Limoges, présenté par M. le docteur Termonia et M. Denys d'Aussy;

Le baron Fernand de Roumefort, à Niort, présenté par M. le docteur Termonia et M. Denys d'Aussy;

Le casino de Royan, présenté par M. Lussaud et M. Audiat;

Le docteur A. Sabourin, médecin, à Mirambeau, présenté par M. Louis Audiat et M. Amouroux;

De Sauvagnac, à Libourne, présenté par M. le docteur Termonia et M. Audiat.

La société, dans sa séance du 10 février, a nommé pour deux ans l'administration de la société, savoir :

BUREAU. — *Président* : M. Louis Audiat, I. O, lauréat de l'institut, bibliothécaire-archiviste, rue des Arènes, 6, à Saintes; *vice-président* : M. Denys Joly d'Aussy, au château de Crazannes, par Le Port d'Envaux, et à Saintes, rue des Ballets, 27; *secrétaire* : M. le docteur Léon Termonia, O. *, médecin-major en retraite, cours Reverseaux, 9, à Saintes; *secrétaire adjoint* : M. le docteur Paul Bachelier, médecin, à Saintes, rue de l'Aire Saint-Vivien, 8; *trésorier* : M. Charles Dangibaud, licencié en droit, rue Saint-Maur, 15, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION. — MM. Anatole de Barthélemy, *, membre de l'institut, rue d'Anjou Saint-Honoré, 9, à Paris; le baron Léon de La Morinerie, *, à Aunay, par Châtenay (Seine); Georges Musset, A. O, archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, à La Rochelle; Jules Pellisson, juge au tribunal civil de Barbezieux; Philippe Tamizey de Larroque, *, correspondant de l'institut, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

CONSEIL D'ADMINISTRATION. — MM. Ferdinand Babinot, notaire, cours National, 28, à Saintes; Edmond Boilevin, négociant, grande rue, 22, à Saintes; Jules Guillet, négociant, rue Laroche, 12, à Saintes; Maurice Martineau, négociant, rue du Palais, 12, à Saintes; Abel Mestreau, négociant, rue des Frères, 24, à Saintes.

BUDGET DE 1891

Actif

Cotisations perçues	5.584	97	
— arriérées perçues	294	75	
Intérêts	399	75	
Remboursements divers.	171	10	
Vente de numéros.	183	50	
— d'insignes	28	50	
Cotisations à percevoir	468		
	<u>7.130</u>	<u>57</u>	7.130 57

Passif

Impressions du volume	2.523	70	
— du <i>Bulletin</i>	2.358	95	
— diverses.	112		
Gravures.	196	90	
Impôts.	35		
Loyer	250		
Frais de bureau.	300		
Affranchissements et colis postaux .	500	70	
Divers.	202	05	
Insignes	131	85	
	<u>6.611</u>	<u>15</u>	6.611 15
Total en faveur de l'actif.			<u>519 42</u>

Le Trésorier, CH. DANGIBEAUD.

REVUE DE LA PRESSE

Ont publié le sommaire du numéro de janvier 1892 du *Bulletin*: le *Progrès* du 8, l'*Eclaireur saintongeais* et le *Mémorial de Saintes* du 10, l'*Echo rochelais* du 13, le *Courrier de La Rochelle* du 14, le *Journal de La Pallice* du 16, l'*Union de Saint-Jean d'Angély*, l'*Echo de Jonzac* et l'*Echo de Royan* du 17, l'*Ere nouvelle* du 28, le *Bulletin religieux* du 30, la *Revue poitevine* du 15 février.

Les *Annales du midi* (4^e année, n° 13, janvier 1892) signalent dans les trois dernières livraisons de 1891 de la *Revue* les articles suivants avec appréciation : « 4^e livraison : *Saint-Michel d'Entraigues*, *La Couronne d'Angoulême* (bonne reproduction d'une photographie des ruines de l'abbaye de La Couronne); *La*

cloche de Varaize (inscription française de 1761); *Les Gelinard de Malaville* (histoire généalogique depuis 1504, sorte de complément à une généalogie qui figure dans *Le château d'Ardenne*, livre de M. l'abbé Tricoire); 4^e, 5^e livraisons: Audiat, *Épithaphe de Thomas de Comans* (détails sur les Comans, entrepreneurs de dessèchements et fabricants de tapisserie); *La cloche de la chapelle Montbrandeix* (inscription française de 1724); *Bernard Palissy, Agenais ou Saintongeais* (montre spirituellement que la statue inaugurée bruyamment, le 5 juillet dernier à Villeneuve d'Agen, ne tranche pas la question; nous sommes d'accord avec l'auteur pour protester contre le patronage officiel, accordé à des manifestations de ce genre, dont le plus clair résultat est de propager une erreur historique. Si l'on n'a pas la preuve que Palissy soit né en Saintongé, il n'est sûrement pas né dans l'Agenais) (1); Dupré, *Documents inédits sur un évêque de Maillezais*; L. L., *L'évêque constitutionnel de Lot-et-Garonne*, André Constant; 6^e livraison: Delamain, *Sépultures barbares à Biron*; Audiat, *Les églises de Saintes avant le XI^e siècle* (accepte sans discussion (2) l'envoi en Gaule d'Eutrope, le prétendu premier évêque de Saintes, par le pape Clément); Audiat, *La date des remparts de Saintes*; *Le dessèchement des marais de Rochefort* (rappelle les tentatives du comte de Broglie au XVIII^e siècle); Dr C. V., *Les ecclésiastiques de la région de Montlieu*. »

A. C.

—
La *Revue historique de l'ouest*, 6^e livraison de 1891, signale dans le numéro du *Bulletin* de septembre les articles: *Herpes, Thomas de Comans, Bernard Palissy, Un évêque de Maillezais et André Constant*; dans celui de novembre: *Les églises de Saintes antérieures au XI^e siècle, La date des remparts de Saintes*, et « une très intéressante étude sur les ecclésiastiques de la région de Montlieu ».

—
Le *Bulletin de la société historique du Périgord*, 6^e livraison de 1891, signale, dans notre numéro de septembre, la notice sur Alfred Lafaye de Ponteyraud.

—
Le *Bulletin de la Diana*, VI, 142 (décembre 1891), cite: *Découvertes gallo-romaines à Saintes*; les monnaies et bagues mérovingiennes d'Herpes.

(1) Lapsus de rédaction. La conclusion de M. Audiat est que Bernard Palissy, élevé en Saintonge, est né dans l'Agenais.

(2) La discussion avait eu lieu un peu plus haut, dans la 3^e livraison, p. 216, et surtout dans le volume, *Saint Eutrope dans l'histoire, la légende et l'archéologie* (2^e édition, 1887), pages 21 et suivantes.

La *Revue historique* de janvier 1892 cite du *Bulletin* de novembre : *Les églises de Saintes*, *La date des remparts*, *Le dessèchement des marais* et *Les ecclésiastiques de Montlieu*.

Les *Etudes religieuses* du 31 janvier notent, dans le *Bulletin* du 1^{er}, *Babinot* et *la Christiade*.

Les *Tablettes des deux Charentes*, du 9 janvier, reproduisent en partie l'article *L'œuvre scolaire de la révolution* du *Bulletin* de janvier, XII, p. 25.

Le *Bulletin religieux* du 16 reproduit l'article *Une Rochelaise compagne de Jeanne d'Arc*, et dans celui du 6 février, *Un curé de Saintonge hérétique : Pierre Cuppé*.

La *Légitimité* du 31 janvier reproduit de l'article *Les Pelletan d'Archiac* le passage où il est question des Naundorf et l'accompagne de quelques réflexions.

L'*Annuaire du conseil héraldique de France* (1892) a publié le sommaire du XIX^e volume des *Archives*.

Le *Polybiblion* de février 1892, p. 185, rend compte de la monographie, *La tour de Broue*, parue dans le XIX^e volume des *Archives*. « L'auteur, aussi bon archéologue que bon historien, décrit la vieille forteresse de Broue aussi heureusement qu'il en raconte l'histoire très mouvementée (1115-1789)... La brochure ornée d'une gravure, où sont représentées les ruines de la tour de Broue, est dédiée à M^{me} la comtesse de Saint-Légier d'Orignac, dont « l'intervention généreuse » a sauvé de la destruction ce qui reste de l'antique forteresse. »

AVIS ET NOUVELLES

Tout nouveau membre de la société aura droit à acquérir comme prime, au prix de 6 francs (au lieu de 15), un volume des *Archives* ou du *Bulletin* parmi ceux dont nous pouvons encore disposer.

L'inauguration de la plaque commémorative de la bataille de Taillebourg (1242) aura lieu cet été. Ceux de nos membres qui n'auraient pas encore envoyé leur souscription sont priés de le faire le plus tôt possible. Les noms seront publiés au *Bulletin*.

L'excursion annuelle de la société des *Archives* aura lieu, au mois de mai, dans l'île d'Oleron.

Il reste au certain nombre d'insignes destinés aux membres de la Société. Ceux de nos confrères qui n'en auraient pas encore peuvent envoyer 3 fr. 60 cent. au trésorier pour recevoir l'insigne *franco*.

Nous prions nos confrères de retirer leur volume aussitôt qu'ils sont avertis.

Nous ne pouvons répondre, après un certain temps, des volumes qui n'ont pas été retirés.

Tout nouveau membre n'a droit au volume et au *Bulletin* que du jour de son entrée dans la société. Nous ne pouvons nous engager à lui fournir les livraisons antérieures.

Par décret du 29 décembre, notre confrère, M. Dimitrios Bikélas, « écrivain grec, né à Syra en 1835, fixé à Paris depuis 1874, vice-président de la société d'histoire diplomatique, auteur de nombreuses publications historiques et littéraires remarquées, tant en français qu'en grec », a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

Par décret du 12 janvier, notre confrère, M. Pierre-Marie-Désiré-Georges Louvel, préfet de la Vendée, ancien sous-préfet de Saintes, a été nommé chevalier de la légion d'honneur : « 19 ans de services ; titres exceptionnels : successivement, depuis 1873, secrétaire général des Pyrénées-Orientales et du Tarn, sous-préfet de Rethel, de Béthune, de Saintes et de Brest ; préfet de la Vendée depuis février 1890 ; campagne de 1870-1871 : blessure grave. »

Par arrêté du ministre de l'instruction publique en date du 10 janvier, notre confrère, M. le docteur Henri Bourru, médecin en chef de la marine, secrétaire général de la société de géographie de Rochefort, officier de la légion d'honneur, a été nommé officier de l'instruction publique.

Notre confrère, M. Claude Monti de Rezé, a été nommé chevalier de Saint-Grégoire le Grand.

M. A. Dupré a offert à la Société plusieurs exemplaires de son travail, *Chartes de Saint-Nicolas de Royan*, qui a paru dans le tome XIX^e des *Archives*.

Monseigneur Barbier de Montault offre à la société des *Archives* quelques exemplaires d'une image en chromo, représentant « saint Giraud de Salles, diacre, fondateur de l'abbaye des Châtelliers, au diocèse de Poitiers, mort aux vieux Châtelliers, où est actuellement le village de Saint-Giraud, le mardi

de pâques l'an 1120 », et dont « la fête se célèbre le 21 avril, mais surtout le 11 septembre, anniversaire de la translation de son corps aux nouveaux Châtelliers en 1121 ». Le saint est invoqué dans le pays pour la guérison de la fièvre, de la cécité, de la claudication, de la surdité, de la goutte, de la folie, de l'épilepsie, hydropisie, paralysie, etc. Cette image, gravée avec beaucoup d'art à Bruges par Dyvere-Petyt, dans le goût du moyen âge, représente l'abbaye cistercienne de Notre-Dame des Châtelliers reconstruite au siècle dernier, la fontaine Saint-Giraud près de laquelle vécut et mourut le saint, l'église paroissiale de Saint-Philbert de Chantecor (*De cantu corvi*), les armoiries de l'abbaye : *De gueules à 3 châteaux mal ordonnés et 3 fleurs de lys, posées 2 en chef, 1 en pointe, le tout d'or*, et celles de M. Alphonse Garran de Balzan, qui a offert l'image aux habitants de Chantecor et de Saint-Giraud, comme souvenir de la restauration du culte de leur patron en 1891 : *D'azur à la levrette d'argent*.

—
L'académie des sciences, belles lettres et arts du Tarn-et-Garonne a décerné à notre confrère, M. Edmond Maguier, une médaille d'or, 1^{er} prix de poésie lyrique.

—
La société de géographie de Paris a décerné ses récompenses pour 1892. Elle a donné une médaille d'or, prix Louise Bouchonneau, à M. Henri Coudreau, pour ses « explorations longues et fructueuses dans le sud de la Guyane ».

—
Dans sa séance du 23 février, l'académie de médecine a, au premier tour de scrutin, nommé membre correspondant M. le docteur Duploux, directeur du service de santé et de l'école de médecine navale de Rochefort.

—
Au mois d'avril prochain, doit être inauguré à Marennnes le buste de Charles-Esprit Le Terme, sous-préfet, qui a tant contribué à assainir l'arrondissement.

—
La ville de Québec prépare à Samuel Champlain, de Brouage, un monument digne de cette ville, digne de son fondateur ; il ne coûtera pas moins de 100,000 francs. On l'inaugurera dans l'été de 1893.

—
L'*Illustration* du 15 décembre a publié un dessin représentant le cimetière militaire du 50^e régiment, à Périgueux, et indiqué que c'était la ville qui avait concédé le terrain. La *Petite Gironde* du 21 janvier, à propos d'une lettre du 108^e réclamant pour Bergerac la priorité de cette idée d'un cimetière particulier aux soldats ; fait remarquer que Bergerac et Périgueux avaient été devancés par Saintes, puis par Cambrai. En effet, le colonel du 6^e de ligne, M. de Laforêt, par une lettre du 24 novembre 1884, demanda au conseil municipal de Saintes

« un terrain gratuit et perpétuel dans le cimetière Saint-Vien », pour y « faire un monument funéraire ». Dans sa séance du 10 février suivant, le conseil accorda un terrain de 24 mètres carrés 70, d'une valeur estimative de 780 francs. Le caveau a 40 places ; au centre est un ossuaire.

Je signale avec d'autant plus d'empressement cette priorité de notre capitale saintongeaise que j'appartiens moi-même, pour trois ans encore, au 137^e régiment territorial d'infanterie, stationné à Saintes ; toutefois, je souhaite pour les camarades du corps auquel j'appartiens et pour moi, que le plus petit nombre d'entre nous ait à laisser le sien dans cette terre si hospitalière.

M. P.

Dans sa séance du 10 février, le conseil municipal de Saintes a donné un nom à une nouvelle rue créée près de la gare. La municipalité proposait le nom de Jules Dufaure, ministre, membre de l'académie française, né à Saujon, arrondissement de Saintes. M. Rondelaud, avocat, a objecté qu'en portant à la postérité le nom du père on pourrait faire de la popularité aux fils. M. Kesler a rappelé que, sur la proposition d'un ancien collègue, M. Laverny, il avait été question de donner à la première rue qui s'ouvrirait à Saintes le nom de l'amiral Courbet. M. Oscar Guiard a proposé le nom du colonel Denfert de Rochereau, défenseur de Belfort, qui a été député de la Charente-Inférieure ; ce qui a été voté par 10 voix sur 17 membres présents, sept étant absents.

Après la Presse, de Paris, tous les journaux de la région ont raconté que l'exécuteur des hautes-œuvres, M. Deibler, était né à Saintes ; c'était évidemment pour le rapprocher du docteur Joseph-Ignace Guillotin qui, lui, est vraiment né à Saintes le 29 mars 1738, comme l'indique la légende de son portrait.

Quant à M. Deibler, s'il a habité Saintes, comme il l'a rappelé lorsqu'il est venu exécuter Furet, il n'y est pas né ; c'est sa sœur, Marie-Henriette Deibler, qui est venue au monde à Saintes, rue de l'Eclair, faubourg Saint-Eutrope, fille de Joseph-Antoine Deibler, « aide exécuteur », et de Marguerite-Marie-Françoise Royer. A son acte de naissance signent : Mathieu Sporkel, âgé de 22 ans, « exécuteur des jugements criminels », lequel a de sa femme, Henriette Reine, une fille, Marie-Esther, le 25 septembre 1824 ; puis Jean Brunet, 53 ans, chaudronnier ; enfin, l'officier de l'état civil, adjoint au maire, Jacques-Emmanuel Gilbert, professeur de philosophie au collège.

En quelle année est né, à La Rochelle, le célèbre acteur Jean Mauduit dit Larive ? La *Biographie saintongeaise* dit en 1749, sans indiquer le mois. La *Biographie universelle* de Michaud

dit le 6 décembre 1744. La *Biographie de la Charente-Inférieure* ne dit rien du tout.

Un acte de baptême, publié dans l'*Intermédiaire* du 20 décembre dernier par M. Edmond de Goncourt, qui le tient de M. H. Thubert, petit-fils de Larive, lève toutes les incertitudes. Le curé de Saint-Sauveur, Jaillot, prêtre de l'oratoire, atteste que, le 7 août 1747, a été tenu sur les fonts baptismaux par Catherine Guyot, veuve de Jean Guyot, et par Jean Poupet, marchand, Jean, né la veille, « fils légitime d'Isaac Mauduit, marchand, et de Marie Bullet, sa femme. »

On sait comment Jean Mauduit, à neuf ans, fuyant la maison paternelle, se réfugia à l'abbaye de La Trappe de Sept-Fonts en Bourbonnais, puis ramené chez son père, fut embarqué pour les colonies d'où il s'échappa et revint en France, débuta à la Comédie Française en 1770, fut en 1808 lecteur de Joseph, roi de Naples, correspondant de l'institut, maire de la commune de Montlignon (Seine-et-Oise), où il mourut le 30 avril 1827.

Quoique Larive eut adopté les idées de la révolution, il fut cependant incarcéré en 1793, et déclaré propre à être envoyé au tribunal révolutionnaire comme « prévenu d'avoir prêté sa maison à l'infâme Lafayette et Bailly pour dresser le procès verbal de la malheureuse affaire du Champ de Mars ; d'avoir été, avec les officiers de différents corps, planter un arbre décoré de rubans devant la porte de Lafayette lors du retour de ce traître à Paris, le 20 juin 1794 ; d'avoir en outre joué à Bordeaux la pièce intitulée *l'Ami des lois* ». A ces deux pièces M. de Goncourt joint deux lettres de Larive à ses camarades de la Comédie Française.

La société des amis des arts de Cognac, dans sa séance du 16 janvier, a constitué ainsi son bureau : Président d'honneur, le maire de Cognac ; président, M. Edouard Martell, sénateur ; vice-présidents, MM. Cor et Germain ; secrétaires, MM. A. Baudoin et R. Normand ; trésorier, M. H. Moraud ; archiviste, M. Lecat. Il a été décidé qu'une exposition artistique aura lieu en juin. Mais en attendant cette exposition générale, la société a fait, les 23-26 février, une exposition réservée aux seuls amateurs.

Notre confrère, M. E. Callot, vient de publier (Paris, Masson) un second volume de sa belle traduction en vers de Sophocle. Ce volume contient les *Trachiniennes*, *Ajax*, *Philoctète* et *Œdipe roi*. Voir dans le *Courrier de La Rochelle* du 7 janvier *Une représentation d'Antigone* par les jeunes filles de l'école Montceau, à Paris.

Le 9 janvier, a eu lieu à Rochefort la première représentation d'une revue locale en six tableaux, *De Rochefort à Fouras*.

Le 15 janvier, a paru, à Marennes, le premier numéro du *Bulletin ostréicole et maritime du quartier de Marennes*, imprimé par M. Florentin-Blanchard.

A La Tremblade, a paru, le 7 février, *La Fraternité de la Charente-Inférieure*, sous la direction de M. Daniel Bouny, précédemment rédacteur en chef du *Journal de Marennes*.

—
CONFÉRENCES : Le 12 janvier, à Saint-Jean d'Angély, *Le maréchal Lannes, duc de Montebello, prince de Siévers*, par son petit-fils M. Maurice Lannes de Montebello, prince de Siévers ; à Rochefort, le 15, par M. le docteur Burot, *La désinfection pratique et les études municipales* ; le 11 février, *Le socialisme et les syndicats ouvriers*, par M. Dumay, député socialiste de Paris ; le 13, par M. le docteur Moinet, sénateur de la Charente-Inférieure, *Élections sénatoriales du 29 novembre 1891 et du 21 février 1892* ; à Cognac, le 17 janvier, par M. Guillard, avoué à Barbezieux, *Le pèlerinage ouvrier à Rome* ; et le 18 février, par M. l'abbé Garnier, *Influence des idées religieuses*, en faveur de l'œuvre de la reconstitution de l'église Saint-Martin, entreprise par le curé de la paroisse, M. l'abbé Groulade.

—
La 16^e session des sociétés des beaux arts des départements se tiendra les 7-11 juin prochain à Paris, dans la salle de l'hémicycle, à l'école nationale des beaux arts, rue Bonaparte, 14. Les mémoires préparés pour cette session devront être adressés au président de la société des Archives, avant le 25 mars. La société pourra déléguer trois de ses membres en dehors de ceux qui ont des lectures à faire. Ce que le ministre demande surtout, c'est la mise au jour de documents inédits sur les artistes ou les monuments de nos provinces. Voir pour le programme général de la session des sociétés savantes à la Sorbonne le *Bulletin* de novembre dernier, t. XI, p. 347.

—
ERRATA : Tome XI, 353, 3^e §, 7^e ligne, lire « correspondant de l'institut ».

Tome XII, page 18, 2^e ligne, lire : « Il était petit-fils de Louis-Philippe de Cugnac et fils de Jules-Emilien, marquis de Cugnac, né le 14 novembre 1782, mort le 24 octobre 1871, qui avait épousé, le 26 juillet 1813, Marie-Julie-Henriette-Aglée de Meynard, décédée le 29 juin 1874. »

Tome XIX des Archives. Dans les *Chartes du prieuré de Saint-Nicolas de Royan*, M. A. Dupré a publié, page 29, une donation faite, en 1092, à l'abbaye de La Grande-Sauve, par Hélié, seigneur de Didonne, en présence de témoins au nombre desquels figure un religieux, qualifié du double titre « d'abbé et d'ermite de l'île de Cordouan ». Il croyait alors ce renseignement

tout à fait inédit et le donnait pour tel ; mais déjà, en 1884, M. Gaullieur, archiviste de la ville de Bordeaux, avait cité le même texte du cartulaire de La Grande-Sauve dans une notice sur les phares de Cordouan, lue au congrès des sociétés savantes, à la Sorbonne. Ce travail, que M. Dupré ignorait complètement jusqu'à ces derniers jours, a été publié dans le *Bulletin du comité des travaux historiques, section d'archéologie* (1884, n° 3). L'éditeur des *Chartes de Royan* s'empresse, maintenant qu'il la connaît, de constater cette priorité.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

NÉCROLOGIE

Le 9 octobre 1891, est décédée au château de Montleau, commune de Moulon (Gironde), Jeanne-Hippolyte du Périer de Larsan, veuve de Jean-Etienne du Cheyron, chevalier de Saint-Louis, capitaine d'infanterie, qu'elle avait épousé le 9 octobre 1825, et dont elle a eu : 1° Jean-Baptiste-Alfred du Cheyron, décédé à Bordeaux en décembre 1888, général de brigade en retraite, non marié ; 2° Lodois, non marié, au château de Montleau, le dernier de sa branche ; 3° Marguerite-Ernestine, mariée en 1850 au comte Hippolyte de Baritault de Carpia.

Le 13, est décédé à Xandeville, près de Barbezieux, âgé de 71 ans, Charles-Victor Plumerel, chevalier de la légion d'honneur, commandant d'artillerie en retraite, conseiller municipal de Barbezieux, ancien élève de l'école polytechnique. Au cimetière, M. le docteur Meslier, maire, a prononcé un discours que publie le *Barbezilien* du 17. De Françoise-Elisabeth-Adèle Rozel, il n'avait qu'un fils, jeune officier de mobiles tué à l'ennemi en 1870.

Le 14 décembre, est décédé à sa propriété de Champagnac, et a été inhumé à Jonzac, le 18, âgé de 84 ans, Jean-Baptiste Duret, ancien procureur du roi, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Jonzac. Né à Meux le 14 janvier 1807 de Jean-Baptiste Duret et de Jeanne Marteau, il fut reçu licencié en droit le 8 août 1819, et prêta serment le 24 suivant devant la cour de Bordeaux. En 1830, il fut nommé substitut à Jonzac et en 1833 juge d'instruction à Fontenay-le-Comte, puis en 1835 procureur du roi aux Sables-d'Olonne. Il donna en 1842 sa démission ; et s'installa comme avocat à Jonzac où il exerça jusqu'en 1885.

Il avait épousé, le 9 septembre 1844, Marie-Juliette-Gabrielle Noël de La Grange, fille de Frédéric-Léonard Noël de La Grange et de Gabrielle-Alexandrine Bouet du Portal, dont il eut deux

enfants : Charles, juge d'instruction à Jonzac, né à Jonzac le 23 novembre 1853, et Claire-Marie-Gabrielle-Amélie, née à Jonzac le 14 novembre 1848 et mariée le 12 mars 1877 à Jacques-Charles-Henri-Fernand Lecoutre de Beauvais, fils d'Alfred Lecoutre de Beauvais et d'Eléonore Noël de La Grange.

Le deuil était conduit par son fils et par MM. de La Grange et de Beauvais, gendre et beau-frère du défunt. Sur son désir aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe ; mais à l'église M. l'abbé Trébuchet, archiprêtre de Jonzac, a fait son éloge et retracé ses derniers moments.

Le 14, est décédé à Saint-Lô, Louis-Charles Richalley, époux de N. de Mondolot, lieutenant-colonel au 136^e régiment d'infanterie, ancien commandant au 6^e de ligne. L'enterrement a eu lieu à Saintes le 20 février. Sur la tombe de son ami et ancien camarade, M. le lieutenant-colonel Blin a rappelé ses services : sorti de Saint-Cyr en 1862, Richalley est sous-lieutenant, puis lieutenant aux chasseurs à pied, capitaine aux tirailleurs algériens, etc. Voir ce discours dans le *Moniteur de la Saintonge* du 21 février.

Le 15, est décédé à La Rochelle, âgé de 77 ans, Jean-Pierre Duclos, chanoine titulaire de la cathédrale depuis 1876, aumônier du refuge des Dames-Blanches. Né à Paimbœuf, diocèse de Nantes, le 9 août 1815, il fut amené dans le diocèse de La Rochelle par son oncle, Carton, curé de Salles. Prêtre le 6 mars 1841, il fut le même jour nommé vicaire de Saint-Eutrope, puis fut successivement curé de Germignac (1846), de Nuaille, d'Angoulins, d'Authon, d'Escoyeux et de Sablonceaux jusqu'en 1873.

Le 24, est décédé à Chaillevette où il s'était retiré depuis sa mise à la retraite, âgé de 72 ans, Jean-Abraham Marchand, officier de l'instruction publique, inspecteur primaire en retraite. Né à Avallon, commune d'Arvert, le 3 mars 1829, de Jean-Abraham Marchand et de Suzanne-Esther Richeteau, il épousa Anne-Elisa Vedeau, née à Chambion, commune de Chaillevette, le 3 décembre 1827. Il a été successivement instituteur libre à Avallon, de 1849 à 1850 ; instituteur communal à Etaules, du 2 novembre 1850 au 1^{er} avril 1857 ; à Breuillet, du 1^{er} avril 1857 au 30 juin 1857 ; employé à la perception d'Etaules, du 1^{er} juillet 1857 au 1^{er} août 1857 ; instituteur libre à Nantes, du 1^{er} septembre 1857 au 1^{er} avril 1863 ; instituteur communal à Rochefort-sur-Mer, du 1^{er} avril 1863 au 1^{er} avril 1864 ; à Saint-Augustin-sur-Mer, du 1^{er} avril 1864 au 27 avril 1868 ; à Chaillevette, du 27 avril 1868 au 14 mars 1879 ; inspecteur primaire à Confolens, du 14 mars 1879 au 15 septembre 1880 ; à Rochechouart, du 15 septembre 1880 au 10 novembre 1881, et à Marennes, du 10 novembre 1881 au 22 mai 1888.

La cérémonie religieuse a été faite à la maison mortuaire par M. le pasteur Turquaud, au cimetière par M. le pasteur Vincent. L'instituteur de Chaillevette, M. Pinaud, a prononcé un discours sur la tombe. Un ami de la famille a lu, suivant le désir du défunt, un quatrain composé par lui le 15 décembre, neuf jours avant sa mort :

Dieu, qui du haut des cieux veilles sur ton enfant,
Tiens-toi bien près de moi quand la souffrance arrive,
Afin que, te sentant sur l'une et l'autre rive,
Je sois toujours joyeux et toujours triomphant.

Il laisse une fille. Son demi-frère est pasteur à Pouzauges.
Une sœur est mariée à M. Vigier, instituteur à Breuillet.

Le 26 décembre, est décédée à Marennes, à l'âge de 95 ans, Marie-Zélide Bréard, veuve de Pierre Baillet, soldat du premier empire, mort en 1880 à Marennes, âgé de 94 ans, et cousine germaine du colonel Jean-Marie-Léon de Bréard, décédé à Saintes le 19 octobre 1858. Elle était née au château des Portes, canton d'Aunay, le 1^{er} avril 1796, du mariage de Michel-Ange de Bréard des Portes et de Marie-Josèphe de Boussard, qui elle-même était la fille de messire Nicolas de Boussard, écuyer, trésorier de la marine et des colonies à Rochefort. C'était la dernière survivante des nombreux enfants des époux Bréard des Portes, dont treize se marièrent et dont onze firent souche. Elle épousa, en septembre 1823 (le contrat de Charles-Noé Gallard-Latouche, notaire à Aulnay, est du 31 août 1823), Pierre Baillet, propriétaire à La Puisade, commune de Saint-Just, qui fut fait chevalier de la légion d'honneur par le prince-président à son passage à Rochefort.

Le père de la défunte, Michel-Ange de Bréard des Portes, était le frère de M^{me} Beaupoil de Saint-Aulaire, de M^{me} Daulède de Ferrière, et de Jean-Jacques de Bréard, ancien maire de Marennes, ancien administrateur du département de la Charente-Inférieure et membre de la convention. (Voir *Assemblées électorales*, par M. le baron Eschasseriaux, page 290). Sa mère, Marie-Josèphe de Boussard, était la sœur de M^{me} Catherine Desbrosses de La Bernelière et de Pierre-Nicolas de Boussard, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine de vaisseau, qui établit son domicile à Marennes, quelques mois avant son décès arrivé en mars 1831. Voir pour M^{me} Desbrosses : *Documents et extraits relatifs à la ville de Saintes*, page 94, et *Une plage sur l'Océan*, par André Lételié, page 111.

M^{me} Baillet laisse de nombreux descendants, au nombre desquels se trouve M. Jules Le Bouvier, chef de bataillon, breveté d'état-major.

L. D.

ARCHÉOLOGIE

I

AQUEDUC ET BASSIN GALLO-ROMAINS A SAINTES.

Le 15 février, à Saintes, en faisant défoncer, pour y planter de la vigne, un terrain sur le coteau qui limite la Charente, appelé le fief des Sables, et qui s'élève au-dessus des bâtiments de l'ancienne société vinicole, en face de la colline du Chailot, M. Andréotti, brasseur, a, sur une assez vaste étendue, mis au jour des substructions romaines considérables, touchant à ce grand bassin dont nous avons parlé en 1888. (Voir le *Bulletin de mars*, VIII, 117). C'est d'abord un conduit, d'une longueur de plus de 50 mètres, construit en petit appareil haut de 1 mètre 50, large de 0^m 60. Le coup de truelle qui marque les assises se voit encore, frais comme s'il était d'hier; le fond est formé de larges dalles de briques; il est recouvert d'énormes pierres qui ont été cimentées. Un regard rond, formé d'un seul bloc, d'un diamètre de 0^m 75 à l'intérieur, épais de 0^m 10 et haut de 0^m 60, repose sur les murs mêmes du conduit. La pente, qui est de 14 millimètres par mètre, est vers la Charente. C'était donc un égout, d'autant plus que des canaux plus petits s'y viennent déverser. Un mur, qui fait le côté d'un grand bassin carré, non encore complètement découvert, le coupe et laisse passer un tuyau de plomb, par où s'écoulaient les eaux du bassin. Contiguë au bassin, est une aire assez spacieuse; des conduits, formés de briques posées de champ, dallés de larges briques, étaient couverts de trois briques superposées et noyées dans le ciment, larges chacune de 0^m 40 et longues de 0^m 55, ce qui prouve que ces canaux devaient supporter une forte charge. Les briques ont un rebord de 0^m 05. Ces canaux se rendent au grand aqueduc.

Le bassin carré profond de 1^m 20, avec 5^m 20 de côté sur 3^m 90, est revêtu d'une couche de ciment de 0^m 04 d'épaisseur; on arrivait au fond par des marches dont cinq sont encore là. Le fond a une forte pente. Un tuyau de plomb versait l'eau au grand égout. Dans ce bassin ou réservoir, rempli de débris, on a trouvé un grand nombre de fragments de revêtement en maçonnerie, quelques uns avec des peintures; beaucoup montrent des incrustations de diverses couleurs, même de coquillages disposés symétriquement.

Dans le regard comblé on a trouvé, comme dans toutes les excavations semblables, des débris d'animaux, des os de ruminants, têtes de cerfs, etc.

II

LES MANSIONS ROMAINES EN SAINTONGE

La *Revue archéologique*, t. XVIII (1891), p. 231, a publié, de M. Lièvre, bibliothécaire de la ville de Poitiers, *Les mansions*

de Segora, *Sermanicomagus*, *Condatis* et *Sarrum*, qui nous sont révélées par la Table de Peutinger. Nous nous faisons un devoir de faire connaître à nos lecteurs le résumé de ce très important travail et les conclusions du savant archéologue.

Segora, qu'on a vu en bien des endroits, est sur la voie de Poitiers à Nantes, à 33 heures de la première de ces villes et au point de jonction de cette ligne avec une autre venant d'Angers. Mais la ligne d'Angers à Segora n'était autre que la voie de Bordeaux à Angers par Saintes, qui sur 30 myriamètres ne s'écartait de la ligne directe que de 5 à 6 kilomètres. Elle desservait Blaye, Pons et Saintes. De Saintes, montant droit au nord elle passe au petit village de La Chaussée situé à la limite de la commune de Taillebourg, laisse à droite Taillant et Les Andoins, et, après avoir franchi la Boutonne près de Torxay, traverse Landes et Lussaut. Dans la vallée de Malvau, à 30 mètres du chemin moderne, on a découvert l'ancienne chaussée sur une longueur de 200 mètres. L'empierrement de 4 mètres se composait de longs pavés reposant sur un ciment d'une extrême dureté. Entre Malvau et Usseau la voie passe par deux villages qui lui doivent leur nom : La Chaussée, commune de Saint-Félix, et La Petite-Chaussée, commune de Marsai. De La Petite-Chaussée à Usseau, elle formait autrefois la limite de l'Aunis et de la Saintonge. Elle va d'Usseau à La Rochénard, à Epannes, où elle rencontre un bras de marais qu'elle traverse sur une chaussée appelée le pont de Cèse, franchit le marais de la Lèvre dans un endroit où une île la divise en deux branches, coupe la première au gué de Mennevau où la chaussée subsiste encore avec un empierrement de 400 mètres de long sur 12 à 15 mètres de large. La voie entrée dans l'île de Magné passait à La Chapelle Sainte-Macrine, et traversait le second bras de la Sèvre près de Monpensé où Lary a reconnu l'empierrement dans toute la longueur de la vallée qui n'a pas moins d'un demi-kilomètre. A l'Absie, elle croise la ligne de Nantes à Périgieux, passe ensuite à Saint-Etienne, à Courlay, Clazais, au Breuil-Chaussée, à Voultegon et Saint-Clémentin, deux bourgs qui se touchent et où elle traverse celle de Poitiers à Nantes, puis se dirige sur Angers, par Etusson, Vihiers, le bois de La Chaussée et les Ponts de Cé. Or, Voultegon et Saint-Clémentin, deux localités séparées seulement par la voie romaine, ne sont autres que l'antique Segora. On est là à 82 kilomètres de Poitiers qui, à 2,436 mètres par lieue, font un peu plus de 32 lieues et demie, lieues gauloises, les seules dont la Table de Peutinger se sert au moins dans l'ouest, négligeant toujours les fractions. Voultegon est très ancien, romain certainement; le nom de Saint-Clémentin est beaucoup plus récent; c'est lui qui remplace Segora.

Il y a dans la commune de Plassac, canton de Saint-Genis, près de la voie de Blaye à Pons, à Saintes et à Segora, un village qui s'appelle encore Segor, où la tradition place une grande

ville, un vaste étang d'où la Seudre aurait tiré sa source (*Bulletin*, III, 353). Voir aussi, dans l'*Annuaire de la société d'émulation de la Vendée* (1881, p. 152), une dissertation de M. l'abbé Simoneau, pure hypothèse sur le port Segor que l'auteur identifie avec Pont-Abert, commune de Sallertaine, canton de Châlans (Vendée).

L'une des quatre grandes voies ouvertes en Gaule par Agrippa, allait de Lyon à Saintes par Clermont, Limoges et Chassenon. De Chassenon cette voie, qui n'allait pas à Aunay, quoiqu'on en ait dit, franchit la Graine au moulin de La Soutière, passe au nord de Saint-Quentin, traverse à Suris la Charente, laisse Mazières à gauche, délimite les communes de Cherves et du Chatelard, détache de là un embranchement sur La Terne, située à 30 kilomètres et possédant un théâtre romain, détruit il y a 40 à 50 ans, puis traverse la Tardoire avant l'arrivée à Coulgens, passe au nord de Touriers, tout près de Villejoubert, rencontre à Montignac la voie de Rom, *Rauracum*, à Périgueux, franchit la Charente, et se dirige droit sur Saintes par Saint-Cybardeaux, Sainte-Sévère, Cherves et le pont de Saint-Sulpice. La Table de Peutinger indique de Limoges à Saintes deux stations, Cassinomagus et Sermanicomagus. Cassinomagus, c'est Chassenon, 41 kilomètres de Limoges, c'est-à-dire xvii lieues, 2,436 mètres faisant un peu plus de 41 kilomètres. Pour Sermanicomagus, les chiffres n'étant pas bien nets, il y a plus de difficultés; on y a vu d'abord Chasseneuil, qui est à 3 kilomètres de la voie et sur l'embranchement de La Terne; puis Sainte-Sévère, à cause de son enceinte fortifiée; mais « cette enceinte n'est pas romaine. C'est un de ces refuges si nombreux qui furent établis dans nos campagnes après la chute de l'empire et avant la constitution de la féodalité. A 7 kilomètres de là, dans la commune des Métairies, il y en a un autre du même genre, c'est-à-dire où, à côté d'un fortin pour les gens, il y a pour le bétail et le matériel agricole un fort retranché ». Mais on a oublié Saint-Cybardeaux avec son théâtre romain des Bouchauds, situé à un quart de lieue seulement de la grande ligne de Lyon à Saintes, à 66 kilomètres de Chassenon, ce qui fait xxvii lieues gauloises à 2,436 mètres, chiffre qu'on doit lire sur la Table au lieu de xvii, faute de copiste. Donc Saint-Cybard d'Elz, ou Eu, ancienne cité gauloise — d'où Saint-Cybard d'Eu, et Saint-Cybard d'Au, Saint-Cybardau — est Sermanicomagus, qui a dû être premièrement *Germanicomagus*, bourg de Germanicus.

Condate et Sarrum étaient deux stations de la voie de Saintes à Périgueux, connues aussi par la Table de Peutinger. Cette voie sortant de Saintes contourne la Charente jusqu'aux Gonds, traverse à Brive une petite rivière qui a valu à cette localité le nom qu'elle porte, Brive, nom celte, où l'on a découvert en 1875 une sépulture gauloise (*Bulletin monumental*, 1875, p. 83), franchit le Né au port de Jappe, laisse Gensac et Mainxe à gauche, Eraville à droite, longe la forêt de Chardin, passe aux

Coffres dans une tranchée que l'on voit à côté de la route moderne, puis à Vesne, Puy-Gâtis et La Côte, puis à Charmant, Marsac, au nord de Ronsenac, au sud de Villebois, et traverse la Nizonne au Pas-Vieux, connue dans tout le département de la Charente sous le nom de Chemin-Boiné, qui rappelle les milliaires dont elle était autrefois pourvue. Or, en plaçant par exception les distances non pas du lieu à la suite duquel elles sont inscrites sur la Table, mais bien au nom précédent, de Condате à Mediolanum, au lieu de Condате à Sarrum, on aura de Saintes à Condате les 10 lieues gauloises, soit 24 kil. 360; on arrivera juste au Né et au port de Jappe. Condате indique un confluent; or, à 500 mètres du port de Jappe, dans une île se trouve le hameau de L'Anglade, ainsi nommé de sa position, et de l'autre côté de l'eau, celui de La Frenade; c'est là Condате.

Sarrum est à 20 lieues de Condате, soit, à raison de 2,433 mètres l'une, 48 kilomètres 700, ce qui nous porte au village de Puy-Gâtis, commune de Chadurie, près d'un cours d'eau, où se tiennent chaque année, le 15 mai, une frairie et un pèlerinage en l'honneur de sainte Quitière, sainte Aquitière, qui n'est autre que sainte Quitterie, fort honorée en Aquitaine, et en Espagne, la patronne d'Aire notamment, et qui n'est pas, comme le pense l'auteur, le nom de « l'ancienne divinité topique ». On y rencontre des débris antiques, et l'on y voit encore, au hameau de La Berche, deux murs romains supportant une voûte. De plus là aboutissait le chemin de La Falt, voie secondaire, continuant deux lignes qui, partant l'une de Novioregum, l'autre de Tamnum, se réunissaient avant d'arriver à Gemozac; ce chemin passait à Pons, près d'Echebrune, à Saint-Martial de Coculet, où l'on retrouve son empierrement, et traversait le Né vers Saint-Fort, séparait les anciennes paroisses de Segonzac, Saint-Preuil, Bouteville, Eraville et Birac de celles de Saint-Palais des Combes, Lignièrès, Sonnevillè, Bonneuill, Malaville et Nonaville, puis traversait Jurignac, Plassac, Rouffiac et Voulgèsac pour arriver à Sarrum. Donc La Berche est Sarrum.

* *

Une Note additionnelle fixe, d'une façon très probable, le *Fines* des Pictons et des Andes sur la voie de Poitiers à Nantes, au bourg de Saint-André de La Marche, paroisse qui, avant le démembrement de 1317, était la dernière du diocèse de Poitiers : *Fines*, frontière, marche.

III

QUELQUES CLOCHES PROTESTANTES EN SAINTONGE.

Dans le *Bulletin du protestantisme* des 15 novembre et 15 décembre 1891, M. Henri Gelin, de Niort, a publié *Les cloches pro-*

testantes, où il prouve que les protestants usèrent au début de cloches, prises aux églises. Cependant il y eut des écrivains, des synodes qui déclarèrent sacrilège l'usage des églises, des cloches et meubles des églises. En voici une preuve tirée « des procès verbaux des conseils de la reine de Navarre tenus à La Rochelle en juin-août 1569. Le 14 juin, il fut mandé à M. de Barbezières de délivrer « ès mains des commissaires » députés à la recherche des biens ecclésiastiques, *deux cloches* » qu'il a en sa maison ». Le 2 août, Jehan du Breuil présenta une requête disant « qu'il avait fait arrêter en un village » près de Brisembourg *trois cloches* qu'il a fait transporter en « lieu de sûreté, et [qui] peuvent valoir 200 livres ». Le même jour, Jehan Blouin déclare avoir acheté « du capitaine La Touche, lieutenant du sieur de La Cressonnière, *quelques cloches* prises par le dit La Touche dans le château de La Forêt-sur-Sèvre ». Ils obtiennent l'un et l'autre permission d'amener ces cloches à La Rochelle et de les y vendre. Il est certain toutefois que les réformés se mirent de bonne heure en mesure, et cela antérieurement à la signature de l'édit de Nantes, de pourvoir sur leurs ressources propres à tous les besoins de leur culte, et qu'ils eurent une cloche à eux, bien à eux, dans la plupart des localités où ils bâtirent un temple ».

En 1604, les réformés de Saint-Just, près de Marennes, acquirent une cloche fondue par Jean Faure ; elle est aujourd'hui dans le clocher de Bourcefranc. (Voir *Bulletin des Archives*, V, 375, et VI, 263). Celle du temple d'Aunay, après la révocation de l'édit, fut donnée aux carmes de cette localité.

Louis XIV, le 18 février 1686, donna la cloche du temple de Marennes aux capucins de cette ville (*Bulletin*, VI, 42), « désirant gratifier et favorablement traiter les religieux capucins du couvent de Marennes, en considération des soins qu'ils prennent pour l'instruction de ceux qui ont abjuré la R. P. R. ». Elle pesait deux quintaux et demi, et fut déposée chez Verneuil, l'un des commissaires du roi. Le temple avait été démoli le 2 novembre 1684.

Les réformés de La Rochelle firent fondre en 1630 une cloche sur laquelle se lisait cette inscription : POVR LE TEMPLE DE L'EGLISE REFORMEE DE LA ROCHELLE LAN MDCXXX. Quand le temple fut démoli, les matériaux et la cloche furent cédés aux directeurs de l'hôpital général ; mais la cloche, avant de servir aux catholiques, fut purifiée avec force cérémonies symboliques.

Un arrêt du parlement de Bordeaux, du 31 mars 1629, condamne madame Bretinauld, dame de Tonnay-Boutonne, à rendre, dans un délai de quinzaine, la cloche qui était en l'église paroissiale de Puy du Lac, et qui a été emportée.

A Mauzé sur le Mignon, le prévôt, accompagné de ses archers, défendit, le 30 août 1681, qu'on sonnât la cloche du temple. En 1685, elle passa à l'église paroissiale, et le 18 décembre elle fut, « ayant servi au préche de ce bourg », bénite par le curé Traversay, muni des pouvoirs de l'évêque de La Rochelle,

et nommée Marie-Anne par Marie-Anne Condamy, âgée de 12 ans, sa marraine, et Gédéon Billaud, marchand, son parrain.

Le 17 novembre 1686, la cloche, dont les calvinistes de Saint-Maixent se servaient pour convoquer leurs assemblées et qui, après la démolition du temple, avait été donnée aux cordeliers, fut solennellement bénite par le prier de l'abbaye, dom Guillaume Camuzet. Le parrain fut Pavin, lieutenant général et maire ; la marraine, Jeanne Berland, femme de François Thibault, marquis de La Carte. (*Archives du Poitou*, XVIII, 417).

Telles sont les cloches huguenotes qu'a trouvées M. Gelin en Saintonge-Aunis. Je serais fort disposé à ajouter deux noms à sa liste : celui de La Guignardièrre et celui de Contré. En effet, ces deux timbres, encore qu'ils aient été fondus pour des particuliers, sont certainement huguenots, leurs propriétaires étant protestants. Il est à supposer qu'ils auront servi non pas à un culte public peut-être, mais à un culte domestique, comme il s'en célébrait dans les châteaux et gentilhommières.

La première de ces cloches, suspendue dans le petit donjon de La Guignardièrre, près de La Rochelle, porte cette inscription :

IE SVIS A M DE FREDOVILLE 1634,

dit le *Recueil* de la commission des arts, VII, 381. La Guignardièrre, propriété (1501) de Joachim Girard, maire de La Rochelle, seigneur de Bazauges et de La Guignardièrre, était en 1634 dans la famille Pepin de Fredouville, seigneur de Sainte-Eugène, arrondissement de Jonzac. Certainement ce timbre n'était pas destiné à une église.

La seconde est dans le clocher de l'église de Contré, canton d'Aunay. On y lit ces mots, séparés chacun par une fleur de lys :

IE APARTIENS A CHARLES DV BOYS ESCVYER SIEVR DE FERRIERE 1605

Charles Dubois, seigneur de Ferrière et de La Brosse, était fils de Marie Berland et de Jean Dubois, seigneur de Ferrière, qui avait formé la 3^e branche des Dubois, celle de Saint-Mandé. Il était neveu d'Hélie de Ferrière, qui figure dans l'arrêt rendu par le parlement de Bordeaux contre les rebelles huguenots en 1569. Il eut de Marie de Toutessans, dame de La Brosse et de Saint-Hilaire de Laigue : Jean, seigneur de Ferrière et de Contré, mort en 1634, et Jeanne, épouse de Baptiste Allegret d'Aulède, écuyer, seigneur des Roziers. Il mourut en 1624. Marie de Toutessans, elle, décéda en décembre 1630. Des bruits sinistres coururent au sujet de sa mort ; mais les docteurs Tatius et Maichin certifièrent qu'elle avait succombé à « une defluxion soubz la gorge ».

IV

LA PÉRIODE PALÉOLITHIQUE DANS LE BASSIN DE LA CHARENTE (1)

Nous nous proposons d'étudier l'époque de la pierre taillée dans le bassin de la Charente, région justement célèbre, non seulement par les grottes préhistoriques situées dans la pittoresque vallée de la Tardoire, mais encore par les riches stations des plateaux des environs de Pons, au bord de la Seugne. A ces stations importantes on devra joindre dorénavant la grotte du Gros-Roc, située dans la commune du Douhet, à 10 kilomètres de Saintes. Cette grotte, bien qu'elle n'ait été découverte que vers la fin de l'année 1890, a cependant déjà donné des résultats d'une grande importance.

Nous avons adopté, dans notre étude, la division du quaternaire proposée par M. Gabriel de Mortillet, en quatre époques : chelléen, moustérien, solutréen et magdalénien (2). Elle nous a paru satisfaisante pour la région qui nous occupe, à condition qu'on l'applique dans un sens assez large, que l'on admette des formes et des termes de passage, et que l'on ne prétende pas que certaines espèces animales se sont éteintes mathématiquement, en quelque sorte, avec certaines des quatre époques précitées.

I. CHELLÉEN. 1^{re} Dans le département de la Charente-Inférieure. — La présence d'instruments chelléens a été signalée dans les ballastières de Marjolance, de Salignac, de Pons, de Beillant et de Colombiers. Les ballastières de Tartifume et de Pinthiers, près de Pons, exploitées lors de la construction du chemin de fer de Saintes à Coutras, ont donné de beaux outils chelléens. M. Emile Maufras, qui les a surtout explorées, a aussi signalé la présence de silex taillés, parmi lesquels figuraient des outils chelléens, sur presque tous les coteaux qui bordent la Seugne. Il cite encore les stations de La Guiarderie, de La Thibauderie et de Coudenne.

Aux environs de Saintes, à La Glandinerie et Chez-Barré, dans la commune d'Ecoyeux ; à La Grande-Métairie et Chez-Turpault, dans la commune du Douhet ; à Etray, dans la commune de Juicq ; dans les communes de Bussac, de Fontcouverte, de Taillebourg, on trouve très abondamment dans les champs des silex taillés, au nombre desquels on doit signaler une grande quantité de types chelléens. Le sous-sol de ces communes est formé de calcaire crétacé angoumien (zone à *Rudistes*) avec rangées de gros rognons de silex. Ce sont ces rognons, dont les bancs viennent souvent affleurer au niveau du sol, qui ont servi de matière première pour la fabrication

(1) Lu au congrès des sociétés savantes à la Sorbonne, en 1891.

(2) Nous aurions quelques remarques à faire relativement au solutréen, dont l'existence est indéniable en certaines stations, mais qui ne nous paraît pas devoir être considéré comme une division d'une importance égale à celle des trois autres. Dans une note qui paraîtra prochainement, nous expliquerons, cela est nécessaire, quels sont les motifs qui tendent à nous faire penser ainsi.

des armes et des outils paléolithiques et néolithiques qui abondent dans toute cette région, et dont la quantité est tellement considérable que certains tas de pierres, ramassées dans les champs et destinées à empierrer les routes, sont presque exclusivement formés de pièces chelléennes et moustériennes.

La grotte du Gros-Roc, située dans la commune du Douhet, et sur laquelle nous allons donner un peu plus loin des détails complets, a fourni une trentaine de pièces chelléennes, dont quelques unes atteignent de très grandes dimensions. M. Lechat, de Saintes, possède dans sa collection, de jolis outils chelléens provenant de Rouffiac, de Thenac, de Brives-Chérac, etc. Nous citerons enfin la station ou grotte de Soute, près de Pons, qui présentait un dépôt chelléen avec débris de mammouth (*Elephas primigenius*) et d'ours des cavernes (*Ursus spelæus*).

2° Dans le département de la Charente. — Des silex chelléens ont été fournis par la ballastière des Quatre-Chemins, à Angoulême, et par celle de Mainxe. M. Périnaud, de Saintes, possède de fort beaux outils chelléens, d'un travail très soigné, provenant de la ballastière du Tilloux, située près de Gensac-La-Pallue. Outre les outils chelléens, cette ballastière contient des silex des autres époques du paléolithique, voire du néolithique. M. Périnaud nous a gracieusement offert une dent de mammouth qui en provenait aussi, ainsi que des fossiles crétacés remaniés (*Ostrea santonensis*, *Ostrea frons*, *Spondylus santonensis*, etc.). Le plus bel instrument chelléen provenant du Tilloux, que possède M. Périnaud, mesure 0^m185 de longueur, sur 0^m095 de largeur et 0^m040 d'épaisseur. Le poids de cet instrument est de 900 grammes.

M. Lechat a recueilli des outils chelléens d'un joli travail dans les ballastières de Saint-Amand de Graves ; leur longueur varie entre 0^m105 et 0^m185 ; leur largeur, entre 0^m04 et 0^m140 ; et leur poids, entre 400 grammes et 720 grammes.

II. MOUSTÉRIEN. 1° Dans le département de la Charente-Inférieure. — Les silex moustériens sont extraordinairement abondants au milieu des champs situés dans les communes du Douhet, de Juicq, de Bussac, d'Ecoyeux, de Taillebourg. M. Maufras en a trouvé beaucoup de disséminés à la surface des plateaux, à Gemozac, Givrezac, Tesson, Jarnac-Champagne, Pons, Beillant, Colombiers, La Guierderie, La Thibauderie, Coudenne, ainsi que dans les alluvions quaternaires de la petite vallée de la Seugne. En remontant la Seugne, à partir de son confluent avec la Charente, on rencontre, à Salignac, à Bougneau et à Marjolance, commune de Pons, des ballastières exclusivement chelléennes. Dans la même commune de Pons, un peu plus en amont, à Pinthiers, la ballastière présente deux niveaux distincts : l'inférieur, chelléen ; le supérieur, moustérien. Si l'on remonte encore la vallée, on trouve, à Mosnac, une ballastière tout à fait moustérienne. M. Lechat a récolté des silex moustériens à Thenac.

La grotte du Gros-Roc présentait un dépôt moustérien fort riche. Cette grotte a été découverte, en 1890, par M. Clouet, instituteur au Douhet. Son contenu, armes et outils en silex, en os et en bois de renne, débris animaux et humains, a été étudié par nous dans un précédent travail (1). Nous avons opéré la détermination des espèces animales auxquelles ont appartenu les dents et les ossements provenant de la grotte, et avons commencé le classement de toutes ces différentes pièces, dans les vitrines du musée archéologique de la ville de Saintes, soin qui nous avait été confié par le savant directeur de ce musée, M. Louis Audiat.

La grotte du Gros-Roc, placée dans un vallon très pittoresque, est creusée dans le flanc boisé et près du sommet de l'un des coteaux qui bordent un ruisseau, à une hauteur de 25 à 30 mètres au-dessus du niveau de ce dernier, qui se jette dans la Charente près de Saint-Vaize, et qui a dû avoir, aux temps quaternaires, une largeur assez considérable. La grotte est creusée dans des bancs épais de calcaire crétacé (*Turonien supérieur* ou *Angoumien*, zone à *Rudistes*). Elle mesure 10 mètres 50 de largeur, à son entrée, sur une profondeur de 14 mètres 80 ; la hauteur de la voûte, près de l'ouverture, est de 2 mètres 30. Une partie de cette voûte, qui devait s'avancer, en surplomb, au-dessus de l'ouverture de la grotte, s'est détachée sous l'influence des agents atmosphériques, et s'est divisée en gros blocs qui ont roulé jusqu'au fond du vallon.

Plus de 80 mètres cubes de dépôts appartenant au moustérien et au magdalénien ont été extraits de cette station. La majeure partie, près de 60 mètres cubes, se trouvait près de l'entrée et sur le devant de la grotte. C'est aussi en ces points qu'étaient situés les foyers moustériens et magdaléniens. Dans la partie de ces dépôts qui était située sur le devant de la grotte, il y avait mélange du moustérien et du magdalénien. Vers le milieu de l'époque magdalénienne, il est arrivé un moment où les habitants de la station du Gros-Roc se sont vus obligés de débarrasser leur demeure des décombres qui les gênaient et qui étaient constituées par de la terre rouge des cavernes et par les dépôts laissés par les habitants moustériens et par les premiers habitants magdaléniens. Ils ont alors jeté le tout sur le devant de la grotte ; c'est précisément là ce qui explique le mélange, en ce point, du moustérien et du magdalénien.

A l'intérieur de la grotte, le mélange n'a pas eu lieu, et les dépôts moustériens et magdaléniens sont nettement superposés dans les quelques points où le moustérien n'a pas été complètement enlevé. C'est ce qu'il était facile d'observer, près d'un pilier naturel, situé à peu de distance de l'ouverture de la grotte. En cet endroit, le sol présentait une petite dépression ; et le

(1) Note sur la caverne préhistorique du Gros-Roc, commune du Douhet, par M. Edmond Bordage, dans le *Bulletin* de la société des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, n° de novembre 1890, tome X, page 365.

moustérien qui remplissait cette dépression, s'était trouvé protégé par sa situation même. Le dépôt moustérien était recouvert, à son tour, par le dépôt magdalénien. Le premier de ces dépôts avait une couleur grisâtre qui passait au noir, dans les points où étaient situés les foyers. Son épaisseur moyenne était de 0^m30. Les armes et les instruments moustériens ne comprenaient que des silex : pointes, racloirs, etc. Nous devons signaler ici une pièce d'une forme toute particulière. Une de ses faces est plane et sans retouches ; l'autre, au contraire, a été taillée de façon à présenter l'aspect de l'une des deux faces d'un outil chelléen, et présente un talon bien marqué pour faciliter la préhension de l'instrument.

Les silex moustériens sont généralement recouverts d'une fort belle patine blanche, grise, bleuâtre, jaune ou couleur de vieil ivoire.

La faune moustérienne de la grotte du Gros-Roc était très riche. Les dents et les fragments de mâchoires étaient surtout en nombre considérable. Les bois de cervidés étaient assez rares. Quant aux os, ils étaient peu nombreux et avaient été fendus pour l'extraction de la moelle. Parmi les espèces trouvées nous citerons : le mammoth (*Elephas primigenius*), le grand ours des cavernes (*Ursus spelæus*), le rhinocéros tichorhinus, le cheval (*Equus caballus*), le cerf ordinaire ou élaphe (*Cervus elaphus*), le chevreuil (*Cervus capreolus*), le renne (*Cervus tarandus*), l'urus ou bœuf primitif (*Bos primigenius*), l'aurochs (*Bison europæus*), le loup (*Canis lupus*), le renard (*Canis vulpes*), l'hyène des cavernes (*Hyaena spelæa*).

Nous citerons enfin, comme station moustérienne dans la Charente-Inférieure, la caverne de Soute, près de Pons. Outre des silex caractéristiques, cette station contenait des restes du mammoth, du rhinocéros tichorhinus, du loup, du renard, de l'hyène des cavernes, du lion des cavernes (*Felis spelæa*), du grand ours des cavernes, du cheval, de l'urus, du renne, etc.

2° Dans le département de la Charente. — MM. Maufras et Henri Luguët ont recueilli de nombreux silex moustériens à Javrezac. M. Lechat possède aussi de jolies pièces caractéristiques provenant de cette station, ainsi que de celles de Lonzac (pointes, racloirs, scies) et du Tilloux. M. Fermond en a recueilli à Vilhonneur, sur les plateaux de Chez-Nadaud, de Brûlé et de La Combe. Les alluvions quaternaires des Quatre-Chemins, près d'Angoulême, ont donné aussi des échantillons moustériens. A La Rochefoucauld, la sablière d'Olérat en a fourni une assez grande quantité.

Les grottes préhistoriques du département de la Charente contenaient, pour la plupart, des dépôts moustériens importants. Les grottes les plus intéressantes étaient situées sur les bords de la Tardoire. Nous citerons :

1° La grotte de La Chaise, dans la commune de Vouthon, explorée pour la première fois, en 1865, par MM. Bourgeois, Delaunay, Edouard Lartet, de Ferrière. Elle contenait de fort

beaux silex moustériens, et, comme faune, le mammoth, le rhinocéros tichorhinus, l'ours des cavernes, l'hyène des cavernes, le lion des cavernes, le cerf du Canada, le renne, le cheval, l'aurochs, le sanglier et quelques oiseaux ;

2° La grotte du Placard ou de Rochebertier, étudiée par MM. Fermond et de Maret, qui présentait une couche moustérienne située à 7 mètres 80 de profondeur, sous des dépôts solutréens et magdaléniens. Cette couche était riche en silex taillés caractéristiques (pointes, racloirs, grattoirs, etc.). Elle contenait aussi des débris de renne, de cheval, d'aurochs, d'ours des cavernes, de renard, etc. On n'y a pas trouvé ni restes de mammoth, ni restes de rhinocéros tichorhinus.

Le département de la Charente possède encore la grotte moustérienne de La Quina, près de La Valette, découverte en 1872 par MM. Chauvet et Vergnaud, et étudiée par ces derniers et par M. Emile Rivière. Les instruments en silex y étaient nombreux, les pointes surtout. Quant aux grattoirs, M. Rivière n'en a rencontré que trois. M. Chauvet a recueilli dans cette grotte de petites boules calcaires dont le rôle est fort problématique. Les animaux dont les débris ont été trouvés dans cette station sont : l'ours des cavernes, le blaireau, le chacal, le renard, le renne, le chevreuil, le cerf élaphe, la chèvre primitive (*Capra primigenia*), le cheval. Le mammoth et le rhinocéros tichorhinus manquaient complètement.

III. SOLUTRÉEN. 1° Dans le département de la Charente-Inférieure. — Le solutréen est peu représenté dans ce département. Une fort belle pointe en forme de feuille de laurier a été trouvée à Belluire, canton de Pons. Quelques autres pointes du même type ont été recueillies aux environs du Douhet et de Juicq. Dans la grotte du Gros-Roc, il n'y avait pas de dépôt solutréen ; mais à la partie supérieure du moustérien, un petit nombre de silex recueillis présentaient, en quelque sorte, le passage du moustérien au solutréen. C'est ainsi qu'une pointe moustérienne, retouchée d'un seul côté et offrant, de l'autre, un bulbe de percussion très net, possédait néanmoins à sa base un véritable cran bien prononcé, ce qui la rapprochait, par suite, de la variété de pointe solutréenne, dite pointe à cran.

2° Dans le département de la Charente. — M. Trémeau de Rochebrune a signalé deux importantes stations solutréennes aux environs d'Angoulême. La première est la grotte de Combe-Rolland, presque totalement détruite au moment de la construction de la route d'Angoulême à Mouthiers. Elle a donné des pointes à cran et des pointes en feuille de laurier. La seconde est située sur le plateau de Clergon. M. T. de Rochebrune y a trouvé de nombreuses ébauches de pointes en feuille de laurier. A La Péruse, près de Mouthiers, il a été découvert une pointe en silex noir, en feuille de laurier.

Quatre stations solutréennes ont été signalées dans la vallée de la Tardoire, ce sont : 1° La grotte du Placard, fouillée par MM. Fermond et de Maret, et qui a donné des résultats très

importants. Les dépôts solutréens y étaient compris entre des dépôts moustériens et des dépôts magdaléniens. Ces dépôts solutréens étaient séparés en deux assises distinctes par une couche stérile composée d'éboulis et de limon. Cette division accidentelle paraissait répondre à une différence dans la taille des silex. En effet, à la partie inférieure du solutréen, paraissaient appartenir les pointes en feuille de laurier ; tandis que les pointes à cran paraissaient appartenir, au contraire, à la partie supérieure ;

2° La grotte de Montgaudier, qui a fourni quelques pointes solutréennes d'un fort beau travail ;

3° La grotte des Fadets, au bois du Roc, qui a été explorée par M. Fermond. Cette grotte était fort pauvre. Le dépôt solutréen était recouvert par du magdalénien, recouvert lui-même par un dépôt contenant des débris romains ;

4° La grotte de Vilhonneur, qui a été aussi explorée par M. Fermond, et qui contenait des silex très caractéristiques ainsi que des débris du renne, du cheval, de l'aurochs, de l'hyène, du renard, du tigre des cavernes, etc.

M. Fermond a offert au musée de Saintes des échantillons de ses trouvailles au Placard, près de Montgaudier.

IV. MAGDALÉNIEN. 1° Dans le département de la Charente-Inférieure. — Il a été trouvé des silex magdaléniens (lames ou couteaux, grattoirs, etc.) dans la plupart des ballastières que nous avons citées dans ce département, à propos du chelléen et du moustérien, ainsi qu'à la surface des champs des communes du Douhet, de Juicq, de Bussac, de Taillebourg, etc.

La grotte du Gros-Roc contenait, au-dessus de son dépôt moustérien, un dépôt magdalénien fort riche. Comme le dépôt moustérien avait été, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, enlevé en presque tous les points de la grotte, le dépôt magdalénien reposait presque toujours directement sur la surface même du sol. A l'entrée et à l'ouest de la grotte, les foyers magdaléniens atteignaient près d'un mètre d'épaisseur.

L'assise magdalénienne diffère totalement, par sa coloration rouge, du dépôt moustérien, qui est grisâtre. Elle est en effet constituée par de la terre rouge des cavernes, dans laquelle sont disséminés les objets magdaléniens. Une quantité vraiment surprenante de sanguine, ou peroxyde de fer hydraté, vient encore accentuer davantage la coloration du dépôt magdalénien, et lui donne, en certains points, une teinte rouge sang. Dans ce dépôt étaient contenus : 1° Des armes et des outils en silex, d'un fort joli travail pour la plupart, et consistant en longues lames ou couteaux ; en grattoirs, simples ou doubles ; en perçoirs, en burins, etc. : quelques uns de ces silex sont couverts d'une belle patine, blanche, grise, bleuâtre, voire rose ou couleur de vieil ivoire ; 2° des armes, des instruments et des objets de parure en os et en bois de renne. Au nombre de ces pièces figurait une belle sagaie en bois de renne, ayant la forme d'un fer de lance étroit et allongé (0^m16 de longueur sur 0^m2 1/2

de largeur), et se terminant à sa base par une partie légèrement arrondie. Il a été trouvé un assez grand nombre de fragments d'autres sagaies, qui avaient à peu près la même forme. Les flèches en bois de renne étaient assez nombreuses. On doit aussi considérer comme des armes deux grands fragments d'os longs, taillés en pointe à l'une de leurs extrémités, tandis que l'autre extrémité est, au contraire, renflée et arrondie. Citons aussi un harpon présentant trois dents, d'un seul côté. Les poinçons étaient abondants ; l'un d'eux constitue une assez jolie pièce. Il a environ 0^m10 de longueur, sa pointe est aiguë. L'extrémité destinée à être saisie par la main est arrondie et a la forme d'un bulbe de la taille d'une grosse noisette. A côté de ces poinçons figurent des spatules fabriquées avec des côtes et des bois de renne. Ce sont des lames plates, arrondies à l'une de leurs extrémités. Ces instruments devaient servir à dépouiller les animaux. Quatre aiguilles dépourvues de chas ont été découvertes, ainsi que des lissoirs en bois de renne. Un petit morceau de bois de cervidé, ayant la forme d'un cylindre à extrémités terminées en pointes, semble avoir constitué un hameçon. Des rostrs de *belemnites hastatus* semblent avoir été utilisés comme poinçons.

Parmi les objets de parure nous citerons : 1° Une rondelle discoïde en bois de renne et dont la périphérie, sur une largeur de 4 millimètres, est taillée en double biseau. Cette rondelle, de 4 centimètres et demi environ de diamètre et de 8 ^m/_m environ d'épaisseur, est ornée, sur le corps même du disque, de points gravés avec un burin en silex. Le pourtour taillé en biseau présente, sur les deux faces également, des stries linéaires ou chevrons, disposées de façon à former deux cercles concentriques. Cette pièce est percée, à sa périphérie, d'un trou arrondi, ce qui indique qu'elle devait être portée au cou comme pendeloque ; 2° la racine d'une dent de carnassier, munie d'un trou de suspension et présentant 8 stries transversales gravées au burin ; 3° des canines atrophiées de renne, des canines de renard, des incisives de bovidés, portant aussi un trou de suspension : il est évident que toutes ces dents ont servi de pendeloques ; 4° des coquilles perforées de *purpura lapillus*, ayant appartenu à des colliers.

Nous devons encore signaler parmi les objets découverts dans les fouilles, des fragments d'os et de bois de renne munis d'encoches ou de stries ; des polissoirs en grès ; des lissoirs également. L'un de ces derniers présente la forme d'un trapèze ayant 6 centimètres de grande base, 5 centimètres de petite base et 4 centimètres et demi de hauteur. Les angles de ces pièces sont complètement arrondis. Citons enfin : un joli grattoir double en cristal de roche, un morceau de galène, un morceau de fer oxydulé ou magnétite, un perceur en quartzite et des fragments de roches éruptives provenant du plateau central.

La faune magdalénienne était très abondante et comprenait

surtout le mammoth, le lion (1), l'hyène des cavernes, le loup, le renard, le renne, le cerf élaphe ou cerf ordinaire, le chevreuil, le bouquetin, l'urus, l'aurochs, le cheval, quelques oiseaux [aigle (?), faucon (?), chouette harfang].

Des dents de rhinocéros *tichorhinus* ont été trouvées assez abondamment en place dans le dépôt magdalénien, à l'intérieur de la grotte. C'est là un point fort intéressant. En effet, des auteurs fort autorisés sont en désaccord en ce qui concerne la durée de l'existence de cet animal. Les uns le considèrent comme essentiellement moustérien, ou tout au moins comme s'éteignant à la fin du l'époque moustérienne. D'autres, au contraire, croient qu'il a encore vécu à l'époque solutréenne, voire dans les premiers temps de l'époque magdalénienne.

En 1865, l'abbé Bourgeois avait signalé, dans la grotte de La Chaise, sur les bords de la Tardoire, deux os avec des gravures représentant des animaux. On fut alors très étonné, parce que ces pièces avaient été recueillies dans une couche à rhinocéros *tichorhinus* et *ursus spelæus*. On éleva des doutes sur la question de savoir si les objets gravés de La Chaise avaient été trouvés dans l'assise à rhinocéros *tichorhinus* ou dans celles qui la recouvraient.

En 1886, M. Albert Gaudry et M. Paignon ont signalé dans la grotte de Montgaudier, située à 2 kilomètres de la grotte de La Chaise, la présence du rhinocéros *tichorhinus* et de l'*ursus spelæus* dans une assise qui contenait des armes et des outils en os et en bois de renne, ainsi que des morceaux d'ivoire couverts de gravures. Cette fois, le fait observé par un savant de la compétence de M. Gaudry, ne permettait plus de doutes. L'éminent professeur du muséum de Paris avait remarqué que les couches étaient parfaitement en place et que l'on ne pouvait pas invoquer l'intervention des mélanges.

Les dents de rhinocéros *tichorhinus* du Gros-Roc étaient à l'intérieur même de la grotte, en place dans le dépôt magdalénien, à 20 centimètres environ du niveau le plus élevé de ce dépôt et dans toute la partie du magdalénien et du moustérien située au-dessous. Le rhinocéros *tichorhinus* existait donc bien pendant l'époque magdalénienne, et il semble s'être éteint un peu avant la fin de cette époque, à peu près en même temps que le mammoth. L'*ursus spelæus* qui, dans quelques grottes du bassin de la Charente, à Montgaudier par exemple, a été trouvé dans le magdalénien, ne dépasse pas le moustérien, au Gros-Roc.

Nous ne croyons pas que ces dents aient été amenées dans le dépôt magdalénien par suite de mélanges qui auraient pu se produire quand l'homme magdalénien débarrassait la grotte des décombres qui l'envahissaient, ou bien que ces dents aient

(1) Il ne s'agit pas ici du lion des cavernes ordinaire, mais d'une variété curieuse et spéciale, à laquelle M. le professeur Filhol a donné, sur ma demande, le nom de *Felis leo*, variété *Clouetii*.

été ramassées par curiosité dans un dépôt moustérien et apportées dans la grotte par ses habitants magdaléniens. En effet, si les dents en question étaient réellement moustériennes, et si elles avaient déjà séjourné dans le dépôt moustérien qui est grisâtre, leurs cavités profondes seraient emplies de terre grisâtre, sur laquelle le dépôt magdalénien, étant donnée sa couleur, aurait tout simplement laissé une petite couche rouge. Mais il n'en est rien. Si, en effet, on nettoie soigneusement les cavités de ces dents, on ne trouve que de la terre rouge dans leur fond et pas la moindre trace de terre grisâtre, comme cela aurait certainement lieu, si les dents en question avaient séjourné dans le dépôt moustérien ou dans le sol des champs, avant d'être ensevelies dans le dépôt magdalénien rouge. Sur le sommet et sur le flanc du coteau, on trouve bien le dépôt des plateaux, mais ce dépôt est coloré en jaune foncé, et ne possède pas la teinte rouge sang que présente le dépôt magdalénien.

On ne peut guère non plus invoquer le fait de remaniements et de mélanges récents, depuis l'époque magdalénienne. Le dépôt magdalénien était en effet presque partout recouvert et notamment au-dessus du point où étaient les dents de rhinoceros tichorhinus les plus rapprochées de sa surface, par une épaisse couche de stalagmites. Du reste, le dépôt magdalénien par lui-même était tellement dur que la pioche seule pouvait l'entamer et que les animaux fouisseurs n'avaient aucune prise sur lui.

En résumé, nous le répétons, ces dents de rhinoceros tichorhinus nous semblent nettement magdaléniennes. On peut admettre que le rhinoceros tichorhinus était déjà devenu assez rare vers la fin du moustérien, qu'il tendait à disparaître, qu'il avait même disparu en certains points, mais qu'il y a eu certaines régions de survivance où l'animal a persisté plus longtemps. En Belgique et en Russie, des restes de cet animal ont été signalés aussi dans le magdalénien.

Les restes humains n'étaient représentés, dans la grotte du Gros-Roc, que par la moitié d'un maxillaire inférieur, reposant à la surface du dépôt magdalénien auquel il adhérait faiblement. Quoique ce fragment paraisse très ancien et bien que la grotte ne présente point de trace d'occupation néolithique, il est cependant difficile d'assurer que ce débris soit nettement magdalénien.

2° Dans le département de la Charente. — Les stations magdaléniennes les plus importantes de ce département sont situées dans la vallée de la Tardoire. Ce sont :

1° La grotte du Placard ou de Rochebertier, déjà citée à propos du moustérien et du magdalénien. Elle contenait des silex taillés caractéristiques (lames, grattoirs, burins et un certain nombre d'objets en jaspe jaune, brun et quelque fois rouge, paraissant provenir de la Dordogne. Les armes et les outils en os et bois de renne consistaient en pointes de lances, flèches, poignards, poinçons, aiguilles, lissoirs, spatules, bâtons de

commandement ; on y a trouvé aussi des gravures nombreuses, dont l'une représente une tête d'animal, vue de face, avec deux grandes cornes recourbées, un renne, probablement.

La faune très abondante était représentée par le mammoth, le renne, le cheval, l'aurochs, le loup, le renard, l'antilope rupicapra, le cerf élaphe, le bouquetin, le glouton, le putois, le lion et l'hyène des cavernes, etc., pour les mammifères ; le faucon, le corbeau, la chouette harfang, le lagopède ou perdrix blanche, le tétras des saules, le grand coq de bruyère, etc., pour les oiseaux ; par quelques restes de poissons indéterminables et par de nombreuses coquilles de mollusques. Ces coquilles, déterminées par M. Fischer, comprenaient comme espèces fossiles : le *cerithium bidentatum*, le *cerithium inconstans*, la *natica parisiensis*, l'*ostrea santonensis*, l'*ostrea columba*, le *fusus bulbiformis*, et, comme espèces actuelles : le *pecten maximus*, le *cardium edule*, la *littorina littorea*, la *cyprina islandica*, la *nassa reticulata*, etc. Quelques unes de ces coquilles, tant fossiles qu'actuelles, étaient perforées ; ce qui indique qu'elles ont servi à constituer des colliers. Il a été trouvé, en outre, dans cette station des dents de deux poissons fossiles de l'Aquitaine : le *carcharodon acutidens* et l'*onyrhina*. Les restes humains n'étaient représentés que par quelques fragments de maxillaires et des phalanges. Un maxillaire inférieur présentait, près du trou mentonnier de droite, deux stries qui paraissaient avoir été faites avec une lame de silex. Des dents d'ours et de divers carnassiers portaient un trou de suspension.

2° La grotte de La Chaise qui, outre des silex typiques, contenait un certain nombre de fragments de bois de renne couverts de dessins. Les armes et les outils en os et en bois de cervidés consistaient en flèches, poinçons, aiguilles, etc. Nous devons citer parmi les autres pièces recueillies : une défense de sanglier présentant sur sa courbure externe vingt-huit entailles transversales, et des canines d'ours avec trous de suspension. La faune était représentée par le renne, le cheval, l'aurochs, le sanglier, l'hyène des cavernes, l'ours brun et par quelques oiseaux.

3° La grotte de Montgaudier qui présentait un dépôt magdalénien bien caractérisé et très riche en silex de cette époque, en aiguilles, en poinçons, en sagaies, en flèches, fabriquées avec du bois de renne. Les dessins sur ivoire et bois de cervidés y étaient abondants. La faune comprenait le renne, l'aurochs, le cheval, le cerf élaphe, le lion, l'hyène des cavernes, etc.

4° La grotte des Fadets, dans la commune de Vilhonneur, était fort pauvre. M. Fermond n'y a recueilli que quelques lames de silex, une coquille de mollusque lamellibranche marin, percée d'un trou près de la charnière, et enfin un petit nombre de dents et d'ossements. Le dépôt magdalénien, reposant sur une couche solutréenne, était recouvert d'un dépôt néolithique avec débris de poteries grossières, recouvert lui-même par des débris appartenant à l'époque romaine. Nous citerons encore,

dans le département de la Charente : la grotte de Monthieu, fouillée par M. Trémeau de Rochebrune, qui en a retiré des flèches et des harpons en bois de renne et en ivoire, des amulettes en bois de renne, des lames et des soies en silex ; la grotte-abri de la Petite-Grange, près de Dalignac, aussi fouillée par M. de Rochebrune, à qui elle a fourni une marque de chasse d'un joli travail, faite d'une petite côte de carnassier ; des ossements humains, parmi lesquels était un fémur portant sur le col des incisions produites par un instrument en silex ; la grotte de Mouthier, dans la commune de Blanzac, peu importante et sur laquelle les détails manquent.

3° *Dans le département de la Vienne.* — Le sud du département de la Vienne fait partie du bassin de la Charente. On y a signalé trois grottes magdaléniennes : celles de Cantes et de la Roche-Frédoc, à Charroux, fouillées par M. Brouillet. La première a été détruite par une exploitation de pierres ; la seconde, obstruée par une route ; la troisième, de beaucoup la plus importante, est située dans l'arrondissement de Civray : c'est la grotte du Chaffaud, à Savigné, étudiée par MM. Brouillet, Meillet et Joly-Leterme. C'est là où a été recueilli le premier os gravé, déposé d'abord au musée de Cluny, puis définitivement au musée de Saint-Germain-en-Laye. La grotte du Chaffaud a été fouillée plus récemment par MM. de Vibraye et Gaillard de La Dionnerie, qui y ont rencontré de nombreux objets d'art : des poinçons, des aiguilles à chas, des sifflets, des pendeloques, des dents percées pour colliers, de beaux silex taillés, etc.

*
*
*

Notre travail est achevé. Il n'a eu pour but que d'indiquer, d'une façon succincte, les principales stations paléolithiques du bassin de la Charente : nous avons laissé de côté les stations sur lesquelles les détails manquaient presque complètement et celles dont l'âge n'a pas pu être fixé d'une façon bien définitive, par suite de l'absence de pièces tout-à-fait caractéristiques. Ajoutons enfin que nous avons jugé nécessaire de ne donner aucun détail sur certaines grottes qui, bien que très intéressantes, n'avaient cependant pas à entrer dans le cadre de notre étude ; car elles appartiennent déjà au bassin de la Dordogne, tout en étant situées dans le département de la Charente. Ce sont les stations de La Gélie (station moustérienne), du Ménieu (station moustérienne, solutréenne et magdalénienne) et les stations magdaléniennes de Font-Froide, de Devant-Fieu et de l'Usine. Elles sont toutes situées dans la commune d'Edon, au bord de la Nizonne, affluent de la Dordogne, et ont été étudiées avec beaucoup de soin par M. Gustave Chauvet, de Ruffec.

EDMOND BORDAGE.

VARIÉTÉS

I

ASSOCIATIONS SAINTONGEAISES

DU DESSÈCHEMENT DES MARAIS DE BLAYE ET DE BLANQUEFORT.

JACQUES MICHEL.

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, dans son numéro de novembre 1891, xi, 368, à l'article *Le dessèchement des marais de Rochefort*, « à propos de l'ouvrage de M. le comte de Diènné sur le dessèchement des marais » (1), rappelle que « les *Archives de la Gironde* ont publié un extrait du procès verbal de nomination d'experts pour les travaux faits dans les marais de Blaye (17 janvier 1698). Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, l'auteur des *Mémoires*..., avait obtenu du roi la concession des marais de Blaye pour les dessécher. Théophile Audebert, sieur de La Morinerie..., était le syndic des entrepreneurs du dessèchement (2) ».

Il y a là une erreur, assez mince du reste, et je ne me donnerais guère la peine de la rectifier, si je n'y trouvais l'occasion de signaler le rôle de nos compatriotes dans la grande opération du dessèchement de la palu de Blaye. Ce n'est pas à l'auteur des *Mémoires* qu'en revient l'honneur ; il n'y est pour rien ; cela se fit avant sa naissance : c'est son père, Claude, duc de Saint-Simon, qui réalisa cette œuvre d'utilité publique, avec la participation légale de Pierre Lanquest, bourgeois de Paris, et la coopération effective d'un saintonguais, Jacques Michel, conseiller du roi en ses conseils, receveur général du taillon de Saintonge (3).

Louis XIII avait donné au duc d'Hallewin — Charles de Schomberg, maréchal de France — la partie du littoral de la Gironde, désignée sous le nom de la palu et comtau de Blaye. Le duc d'Hallewin s'en était démis en faveur de Claude de Rouvroy, duc de Saint-Simon, gouverneur de la ville et château de Blaye,

(1) L'auteur cite bien, page 447, le règlement récent des marais de Taugon, Choupeau et Benon. Il a oublié de citer le dessèchement du marais de Choupeau, par l'évêque de Luçon, Pierre Nivelles, seigneur de Choupeau, qui, en 1640, traita avec Jean Tuffet, puis en 1635 avec René Sochet, chevalier, seigneur de Gontry, demeurant à Fontenay-le-Comte.

(2) Syndic de la noblesse de Saintonge, maintenu dans sa noblesse par l'intendant Begon, le 24 février de cette même année 1698. Il était propriétaire dans les marais de Blaye, du chef de sa femme, Elisabeth Michel, fille d'Isaac, le conseiller en l'élection.

(3) Voir ce sujet traité, mais à un autre point de vue, par M. l'abbé Bellemer, en son *Histoire de la ville de Blaye* (1883, in-8), pages 258 et 259.

et le roi avait ratifié la donation, sous la clause du dessèchement de cette vaste étendue de marais. Un soumissionnaire se présenta : Pierre Lanquest, bourgeois de Paris. Sa proposition fut envoyée à l'examen du conseil d'état, qui, par son arrêt du 12 août 1645, l'adopta en principe et régla les diverses conditions de l'affaire. Lanquest était déclaré concessionnaire de l'entreprise. On lui accordait dix années pour effectuer le dessèchement des marais entre Blaye et Saint-Bonnet, y compris La Vergne. Il lui fallait d'abord requérir le consentement des habitants et désintéresser le duc de Saint-Simon à raison des droits que celui-ci tenait de sa majesté. Les terres desséchées seraient imposées envers le domaine à une redevance double de celle dont les habitants étaient chargés. Lanquest deviendrait seigneur à perpétuité de la Palu et Comtau et de La Vergne; il pourrait les aliéner aux conditions que bon lui semblerait; y construire des villages; les diviser en fiefs mouvants à plein fief de sa majesté à cause de son château de Blaye (1).

L'année suivante — 1646 — Lanquest se met en quête d'obtenir les adhésions spécifiées en l'arrêt du conseil. Durant les mois de septembre et d'octobre, il avait fini, non sans peine, par s'accorder avec les intéressés : le duc de Saint-Simon, les abbés, les chapitres, les curés, les gentilshommes, les habitants, la maison de ville et l'hôpital (2).

Dans son traité particulier, souscrit le 10 septembre avec Lanquest, Saint-Simon subrogeait celui-ci en son lieu et place dans la jouissance pleine et entière de la Palu et Comtau, à charge entre autres de lui bailler pour son dédommagement 100,000 livres, plus 600 journaux, sans y comprendre les prés dits les Prés du Roi réservés par le duc pour faire la part des officiers de la garnison (3).

L'affaire, préparée sur ces bases par les commissaires du roi, revint au conseil d'état qui, par nouvel arrêt du 20 mars 1647, approuva le dessèchement et autorisa la passation du contrat entre le roi et Lanquest, à l'effet de régler les droits de la couronne (4). Le contrat fut passé le 29, devant Lecat et Lesemellier, notaires au châtelet de Paris. L'arrêt et le contrat recevaient la sanction de lettres patentes au mois d'avril. Ces lettres reproduisent les conditions énoncées dans l'arrêt de 1645, et fixent à 6 sols le montant de la taxe due par chaque journal, à partir de l'expiration du terme assigné à l'opération. L'exemption de la taille était accordée pour les cinq premières années.

Le territoire à dessécher comportait les pièces de marais ci-

(1) Archives nationales : E. 1692. Arrêt du 20 mars 1647.

(2) Papiers Chasseloup-Fresneau : « État des pièces remises à MM. les entrepreneurs du dessèchement de partie de la comtau de Blaye, suivant contrat de ce jour, 19 novembre 1650. »

(3-4) Archives nationales : E. 1692. Arrêt du 20 mars 1647. — Q. 264 et 265 : Dossier des marais de Blaye.

après, savoir : 1° Le Grand Marais, autrement dit le marais de Saint-Simon ; 2° le Petit Marais ; 3° La Vergne ; 4° Rubisque ; 5° la Comtau, et 6° le marais de Saint-Bonnet, considéré comme dépendance de la palu de Blaye ; le tout d'une contenance de 33,023 journaux (1). Le marais de Saint-Simon, le plus étendu de tous, en mesurait à lui seul 12,830. Il avait pour limites le fossé de ceinture du marais de Saint-Bonnet, le canal ou estier de Fresneau, la Gironde et les terres du Vitrezay : « pièce inondée, tremblante, remplie de roseaux, joncs et sarts, la majeure part inaccessible (2). »

Saint-Simon était seigneur du Vitrezay ; aussi le dessèchement du Grand Marais, à raison même de sa position, le préoccupait-il particulièrement, si bien qu'il prend l'affaire en main, agit de son côté, parvient à régler les choses à son gré ; de sorte que le concessionnaire en titre n'a plus qu'à couvrir de son nom les arrangements qu'il a souscrits et à les réaliser. Qu'avait fait Saint-Simon ? Il s'était entendu avec Jacques Michel, le receveur du taillon de Saintonge, qui lui assurait le dessèchement complet du marais dans un délai de deux années, moyennant certains avantages. En 1650, un traité conforme avait été passé entre eux (3).

Jacques Michel jouissait d'une grande influence au pays des Iles par sa famille, sa fortune et sa situation. Il a facilement constitué une société financière à l'aide de ses parents, alliés ou amis, surtout parmi ceux de la côte, propriétaires de marais salants, et par conséquent initiés à ces sortes de travaux. L'association compte vingt personnes. Ce sont, outre Jacques Michel : son frère Isaac Michel, conseiller en l'élection de Saintes ; son beau-frère Jean Escottière, baron de Chassiron, avocat en la cour ; son beau-père Barthélemy Couyer, sieur de Toucheronde ; Guillaume Esneau, seigneur de La Clisse, conseiller au présidial de Saintes ; Nathanaël Chasseloup, sieur de Laubat, avocat en la cour ; Pierre Villoger, juge-sénéchal du Breuil, Artouan et Nouvelars ; Isaac Richard, sieur de Pinmuré ; Pierre Melon ; Jean du Mesny, docteur en théologie, ministre de Saint-Just ; Mathieu Morineau, sieur de Laugerie ; Abraham Morineau, sieur de Baudouin ; Isaac Morineau, sieur de Saint-Révérénd ; Ruben Maurat, sieur du Maine-Neuf ; Pierre Marchant, sieur de La Motte ; Ezéchias de La Place, sieur des Combes ; Gabriel Lalouhé, notaire royal, procureur fiscal de Pougue ; Gabriel Pelletreau, procureur en la cour de parlement de Bordeaux et chambre de l'édit de Guyenne ; Guillaume Marsaud, et Etienne Belot, marchand de Bordeaux.

(1) Archives nationales, Q. 264 et 265 : Dossier des marais de Blaye. — Plan de 1709. — Carte de Cassini.

(2) Papiers Chasseloup-Fresneau : Contrat du 19 novembre 1650.

(3) Bibliothèque nationale. Cabinet des titres : Dossier Michel, tableau généalogique.

L'entente faite avec le duc de Saint-Simon, il y a lieu de s'aboucher avec Lanquest et d'arrêter ensemble les articles de la convention. A cet effet, trois des associés, Escottière, Saint-Révérend et Lalouhé, se rendent au château de Blaye, le 29 octobre 1650. La conférence a lieu entre eux et Salomon Dusault, conseiller au présidial de Guyenne, faisant pour François de Boignes, procureur en la cour du parlement de Bordeaux, chargé de la procuration de Lanquest. On rédige un projet de convention que l'on notifie d'urgence à chacun des membres de l'association; on le soumet à une assemblée générale qui l'adopte; et finalement il est ratifié, le 2 novembre suivant, par l'acte de constitution de la société, passé en l'étude de Fleurisson, notaire royal à Saintes (1). Jacques Michel, Escottière, Lalouhé et Chasseloup, délégués par leurs co-intéressés, durent revenir à Blaye, le 19, pour signer le contrat avec le représentant de Lanquest (2).

Aux termes de ces actes, l'association s'engageait à exécuter les travaux de dessèchement du marais dans l'espace de deux années, suivant le devis approuvé. Elle apportait dans l'entreprise 50,000 livres, payables par dixièmes, dès le 1^{er} janvier 1651. Jacques Michel était chargé d'opérer l'encaissement des fonds, d'effectuer les paiements et de veiller aux intérêts de la société. Escottière et Lalouhé, et subsidiairement Saint-Révérend, devaient conduire les travaux et payer le salaire aux ouvriers.

Il était interdit aux associés de se défaire de leur part « que au préalable ils n'en aient donné avis à la société en la personne de M. Michel, receveur, pour en avoir la préférence au profit de la dite société pour le même prix qu'il leur sera offert par autre, et sans fraude; ce que le dit Michel sera tenu accepter ou refuser huit jours après la déclaration ». A la fin de l'entreprise, après réception des travaux, on procéderait au partage sur les bases déterminées dans l'acte du 2 novembre. Lanquest s'obligeait de son côté à délivrer à l'association, à titre de « récompense de ses travaux, risques et vacations », une superficie de 4,600 journaux à prendre vers le marais de Saint-Bonnet, de la terre ferme à la mer.

La jouissance des 4,600 journaux était assurée à l'association avec les mêmes privilèges et exemptions que ceux octroyés à Lanquest pour toute la pièce, sans le droit de justice toutefois, et sous le cens ou rente annuelle et directe d'un écu d'or payable au seigneur foncier, à Blaye, le jour de Noël, à commencer de l'année 1653. Lanquest n'était que le prête-nom de Saint-Simon; c'est à ce dernier que l'on paya la rente. Exemptes de la

(1) Papiers Chasseloup-Fresneau: Contrat du 2 novembre 1650. Copie certifiée par Jacques Michel: « Délivré la présente coppie pour avoir la grosse signée du notaire : MICHEL. »

(2) *Idem*: Contrat du 19 novembre 1650.

redevance de 6 livres par journal, les terres livrées à l'association étaient imposées envers le domaine au double de la redevance ancienne, c'est-à-dire à 1,700 livres que le roi donna au duc de Saint-Simon par don gratuit (1).

L'association n'avait pas de temps à perdre pour remplir ses engagements dans le délai convenu. Deux jours après la signature du contrat, le 21 novembre, Jacques Michel, Chasseloup et Lalouhé, accompagnés de François de Boignes, opèrent le piquetage des limites du marais (2), et immédiatement les ouvriers sont mis à l'œuvre, si bel et bien qu'à la fin de l'année 1652 le dessèchement était complètement terminé. Le 20 décembre, MM. de Salomon et Duval, conseillers au parlement de Bordeaux, commissionnés à cet effet par sa majesté, purent procéder à la réception des travaux. Trois mois après, le 31 mars 1653, avait lieu à Saintes, chez Fleurisson, le partage des 4,600 journaux concédés à l'association, par quotités de dixièmes, vingtièmes et quarantièmes. Dans la répartition, Jacques Michel fut compris pour un dixième, représentant 458 journaux 10 carreaux (3).

Le duc de Saint-Simon, à qui « appartenait en propre comme auteur et principal entrepreneur du dessèchement » la majeure partie des 8,230 journaux restant du Grand Marais, présida de son côté à leur répartition entre lui et les co-intéressés. Il rétrocéda sur sa part 515 journaux à Jacques Michel, suivant contrat du 2 septembre 1655 (4).

Il semble que l'activité déployée par nos dessécheurs saintongeais, dès le début de l'entreprise, ait frappé l'esprit de Lanquest : au mois de mars 1651, il leur fait des propositions pour le dessèchement des 10,250 journaux de la Comtau, depuis l'estier de Fresneau jusqu'à Blaye. A cette fin, Lanquest leur offrait 75,000 livres; de plus il leur abandonnerait en récompense 130 journaux à prendre dans le marais de Saint-Simon, sous les conditions déjà stipulées de directité seigneuriale et d'une rente annuelle ou cens d'un sol tournois (5). L'association accepta, et un traité sur ces bases fut signé, le 8 mars, entre Lanquest, Jacques Michel, Chasseloup et Lalouhé, fondés de procuration de leurs associés (6). Les travaux de la Comtau s'exécutèrent ainsi parallèlement à ceux du marais de Saint-Simon. Le 25

(1) Archives nationales. Q. 264 : Arrêt du conseil d'état du 19 mars 1672. — Q. 265 : État de ce qui est dû au roi par les dessécheurs.

(2) Papiers Chasseloup-Laubat : Advenant du 21 novembre 1650 : « Délivré 1^{er} présente coppye pour avoir la grosse signée du notaire : MICHEL. »

(3) Papiers de famille : Copie de l'acte de partage, en 24 pages in-fol.; elle contient 719 lignes.

(4) Archives nationales. Q. 264 : Arrêt du 19 mars 1672.

(5-6) Archives nationales. Q. 264 : Pièces visées et analysées dans l'arrêt de 1672.

mars 1653, Jacques Michel encaissait les 75,000 livres. Des 130 journaux on forma une métairie indivise, dite *La Très Chère*, en témoignage d'attachement et d'accord entre les sociétaires, ou tout simplement par allusion à son prix de revient.

Ces entreprises de dessèchement avaient pleinement réussi. Elles entraient dans le cadre des spéculations de banque, d'armements maritimes et autres opérations financières où s'exerçait l'esprit actif de Jacques Michel en dehors de ses fonctions.

A trois années au-delà, on le retrouve qui négocie une semblable entreprise de dessèchement pour les marais et palus des paroisses de Blanquefort, de Parempuyre et de Ludon, non loin de Blaye, sur la rive opposée du fleuve. L'exploitation de ces marais avait été autorisée par lettres patentes du 12 juillet 1649, sur la demande de Blaise Berthod, ordinaire de la musique de la chambre du roi, qui avait obtenu en faveur des propriétaires la concession de privilèges et exemptions analogues à ceux que sa majesté avait accordés à Humfroy Brandley, puis au maréchal de Grammont, sous le nom de M^e Pierre Siette, et à Jean Petit, gentilhomme servant de la reine régente, pour le dessèchement des marais dans l'étendue des provinces de Poitou, Saintonge et Aunis (1). Guy-Aldonce de Durfort, marquis de Duras et de Blanquefort, dut s'occuper des moyens d'utiliser cette concession et de poursuivre l'exécution d'un travail d'assainissement profitable à la fois à ses intérêts et à ceux de ses vassaux. Saint-Simon, son voisin, avec qui il était lié, les lui indiqua peut-être, et a bien pu le mettre en rapport avec notre receveur du taillon. Le plus certain, c'est que Jacques Michel, de concert avec Nathanaël Chasseloup, son ancien associé, avec André Rose, sieur de Pradeau, avocat en la cour, et avec Jacob Alefsen, bourgeois de Bordeaux, passa, le 13 décembre 1656, un concordat en vue de l'opération ; et que, tous les quatre, ils traitèrent avec le marquis de Duras, à la date du 6 janvier 1657. Dans la nouvelle société, après Jacques Michel, Chasseloup, André Rose et Alefsen, on compte Isaac Michel, le frère de Jacques ; Jean Escottière ; Abraham Morineau de Baudouin, membres de l'association de Blaye ; Paul Rose, sieur de Pradeau, avocat, et frère d'André ; Paul de La Coste, seigneur de La Grâce, capitaine au régiment de Belsunce, beau-frère de Jacques Michel et de Jean Escottière ; Louis de La Blachière, seigneur de Coutiers et de Torfou ; Martin Van den Ende, marchand à Bordeaux, et Paul Emery, maître apothicaire à Saintes. Une réunion générale, provoquée par Jacques Michel, est tenue, le 3 février 1657, au Petit-Niort, au logis où pend pour enseigne *La Fontaine*. On y adopte les conventions concertées avec M. de Duras, et le notaire royal, Jacques Mayauld, en rédige le

(1) *Privilèges pour les marais des paroisses de Parampuyre, Ludon et Blanquefort en Guyenne*. A. Paris, M. DC. XLIX. In-4^o.

contrat (1). Cet acte constitue Jacques Michel syndic de l'association, avec tous pouvoirs de convocation, de centralisation des fonds et de surveillance. Alefsen prenait la conduite des travaux; il promettait en outre « de contenter et satisfaire M. le marquis de Duras et sa femme, du présent qu'ils pourroient prétendre ». Le nombre des parts était fixé à seize; chacune d'elles devait verser 1,000 livres le 1^{er} mars. Il était convenu que, pour ce qui regarde l'intérêt particulier des membres de l'association, il serait seulement compté dans les assemblées quatre voix : celles de Jacques Michel, d'André Rose, d'Alefsen et de Chasseloup. La division des seize parts se ferait en quatre lots établis de façon à constituer chacun, autant que possible, une pièce d'un seul tenant. Du jour de la mise en culture des terres, M. de Duras percevrait un cens ou rente foncière annuelle de 2 sols par journal (2).

Deux autres contrats d'association furent passés à Saintes, les 23 mai et 14 octobre 1657, devant Fleurisson le jeune (3).

En 1659 le dessèchement de Blanquefort était achevé, et le partage des parts, réduites à treize par suite du fusionnement de trois parts dans l'ensemble, s'effectua le 29 juillet, sauf pour la pièce dite de L'Isle, dont les associés se réservèrent de faire ultérieurement la répartition.

Jacques Michel ne vivait plus à ce moment; il mourut vraisemblablement dans le cours de l'année précédente. C'est sa veuve, Judith Couyer, qui recueillit les 113 journaux composant les deux treizièmes portions attribuées à son mari.

Je clos ici ma note sur les associations saintongeaises de dessèchement des marais de Blaye et de Blanquefort; ce que j'aurais à dire de plus n'aurait trait qu'à des réclamations en dégrèvement de taxes, à des réparations aux digues, canaux et écluses, à des déclarations de terres, et à des contestations avec le domaine, sur lesquelles le conseil d'état, à différentes reprises, statua au profit des dessécheurs.

Un arrière-petit-fils de Théophile Audebert de La Morinerie,
le syndic des dessécheurs des marais de Saint-Simon,

LA MORINERIE.

*
* *

Comme complément à la note du 1^{er} novembre dernier (xi, 370) sur le dessèchement des marais de Rochefort en 1782,

(1) Papiers Chasseloup-Fresneau: Contrat du 3 février 1657 : « Délivré la présente cppy pour avoir l'original signé du notaire: MICHEL. »

(2) Papiers Chasseloup-Fresneau: Partage du 29 juillet 1659.

(3) Papiers Chasseloup-Fresneau: Mention derrière le contrat du 3 février 1657.

« Arrêt du conseil d'état du roi, portant règlement pour le dessèchement des marais de Rochefort du 30 octobre 1782 ». Il y est dit : « Le roi s'étant fait représenter les plans du cours de la rivière de Charente, dans les environs de Rochefort, tant au-dessus qu'au-dessous de la dite ville, ensemble les mémoires qui ont été adressés à sa majesté sur les causes des maladies qui n'y règnent que trop souvent, ainsi que dans les villages et les bourgs voisins, sa majesté auroit reconnu qu'il étoit indispensable de s'occuper du dessèchement des marais qui en sont la principale cause, comme aussi de procurer au port de Rochefort des facilités qui lui ont manqué jusqu'ici. Et sa majesté voulant faire jouir promptement ses sujets, et particulièrement la dite ville de Rochefort, de ces avantages, Elle a cru devoir prendre toutes les mesures capables d'en assurer l'exécution, et Elle a bien voulu fournir, malgré les dépenses de la guerre, les sommes nécessaires pour la perfection des dits travaux. A quoi voulant pourvoir : Oui le rapport du sieur Joly de Fleury, conseiller d'état ordinaire et au conseil royal des finances : Le roi, étant en son conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit :

» Article premier : Il sera procédé au dessèchement des marais situés au-dessus et au-dessous de Rochefort, aux environs de Rosne, Pont-l'Abbé, Saint-Aignan, Brouage, Soubise, Saint-Nazaire et Saint-Laurent-de-La-Prée, le long et aux deux côtés des rivières de Charente et de la Boutonne, et du ruisseau de la Gère, depuis Surgères jusqu'à la Cabane carrée ; le tout conformément aux plans et devis approuvés par sa majesté ; à l'effet de quoi les travaux nécessaires pour les dits dessèchements seront commencés sans délai, et acquittés des deniers à ce destinés par sa majesté. » Suivent six autres articles.

Voir sur ce projet, plus bas, page 106.

On pourra aussi consulter sur ce sujet : *Mémoire sur le dessèchement des marais*, par le citoyen Chassiron (an X, in-8° ; Paris, Huzard) ; *Règlement général et notice sur les marais de l'arrondissement de Marennes* [par Charles-Esprit Le Terme] (Rochefort, imp. Goulard, 1826, in-8°) ; et *Ronce-les-Bains, Marennes et la côte saintongeaise*, par André Lételié (Paris, Picard, 1890, in-18).

II

AMBROISE-EULALIE DE MAURÈS DE MALARTIC

Maréchal de camp, maire de La Rochelle, député aux états généraux.

Le vicomte Ambroise-Eulalie de Malartic est une figure intéressante de l'histoire rochelaise : méridional d'origine et de naissance, il fit de l'Aunis sa patrie d'adoption, et y a joué un

rôle assez considérable. Cependant aucune notice biographique ne lui a encore été spécialement consacrée. Il y a sur lui quelques notes de Jourdan et de Delayant; son nom figure aussi dans le *Dictionnaire des françaises et des étrangères naturalisées* (1804), parce que l'auteur, M^{me} Briquet, a été trompée par le prénom d'*Eulalie*. Pourtant notre arrière-grand-oncle eut une carrière bien remplie : après avoir occupé dans l'armée les différents grades jusqu'à celui de lieutenant-colonel, il fut maire de La Rochelle pendant cinq années, et en 1789, député de la noblesse d'Aunis aux états généraux. Il avait le sentiment du devoir au plus haut degré, et ce sentiment fut, toute sa vie, l'unique mobile de ses actions. Il était aussi un esprit cultivé : membre des académies de Montauban et de La Rochelle, il trouvait la distraction et le repos dans ces réunions savantes. Ses œuvres, tant en prose qu'en vers, n'ont pas grand mérite, mais prouvent de l'érudition ; il a en outre laissé un « Journal de sa députation aux états généraux », dont le manuscrit est conservé à la bibliothèque de La Rochelle. Ses services, ses talents nous ont paru mériter un souvenir ; voilà pourquoi nous consacrons une notice à la mémoire de celui dont M. de Richemond, dans sa *Biographie de la Charente-Inférieure*, a résumé ainsi le caractère : « Ce fut un homme lettré et un honnête homme. »

* *

Ambroise-Eulalie de Maurès, vicomte de Malartic, naquit à Montauban le 27 juillet 1737 : il était le sixième des dix enfants de Pierre-Hippolyte-Joseph de Maurès de Malartic, comte de Montricoux (1), vicomte de Saint-Antonin (2), lieutenant aux gardes françaises, et d'Antoinette-Charlotte de Savignac de Sainte-Urcisse. Il descendait d'une ancienne maison de Gascogne (3), déjà illustre : son bisaïeul, Amanieu de Malartic, premier consul d'Agen, avait joué, à l'époque de la fronde, un rôle impor-

(1) Le château de Montricoux a longtemps appartenu aux chevaliers de l'ordre de Malte : il est situé dans la paroisse de Montricoux, à 25 kilomètres de Montauban, canton de Négrepelisse (Tarn-et-Garonne).

(2) Saint-Antonin, actuellement chef-lieu de canton du département de Tarn-et-Garonne.

(3) Pour la filiation, consulter La Chenaye-Desbois, *Dictionnaire de la noblesse*, IX, 417, article *Malartic*, et 636, *Maurès* ; d'Hozier, rég. VII, suppl., qui donnent la généalogie suivie depuis le commencement du XIII^e siècle ; Borel d'Hauterive, *Annuaire de la noblesse*, 1856, p. 335, et 1862, p. 190. La maison de Malartic n'a rien de commun avec une famille « Malartic », dont les représentants actuels, habitant les uns dans le Gers, les autres en Bourgogne et en Champagne, se faisaient, depuis quelque temps, appeler « de Malartic ». Un jugement récent leur a fait défense de porter le nom de « de Malartic ».

tant, et était mort, en 1650, victime de son dévouement à la cause royale, en essayant de réprimer une émeute; son aïeul, Jean-Vincent de Malartic (1), était commandeur de l'ordre de Saint-Louis, brigadier des armées du roi, commandant la province de Roussillon. Lui fut baptisé, le 28 juillet, dans l'église cathédrale de Saint-Jacques, et eut pour parrain son grand-père maternel, Pierre-Ambroise de Savignac (2), lieutenant général, président au présidial et en la sénéchaussée de Quercy, à Montauban, et pour marraine Marie-Thérèse-Eulalie du Vivier, sa grand'mère paternelle, veuve de Jean-Vincent de Maurès de Malartic.

D'abord destiné à l'état ecclésiastique (3) et nommé chanoine de Billom, en Auvergne, il préféra bientôt la carrière des armes, et, le 1^{er} novembre 1755, il entra au service, comme lieutenant au régiment de Vermandois, sous le nom de « chevalier de Malartic », titre avec lequel il figure dans les *Etats militaires* jusqu'en 1776, et, à dater de cette époque, avec le titre de vicomte.

C'est le moment où la France allait répondre avec vigueur à l'attentat de Boscawen, en lançant sur l'île de Minorque, alors aux Anglais, une flotte commandée par La Galissonnière (4) et une armée sous les ordres du duc de Richelieu; ces troupes, embarquées à Brest, abordèrent à Minorque le 17 avril 1756. Malartic partit avec son régiment, qui resta aux îles Baléares jusqu'en 1763; il fut de cette glorieuse expédition, pendant laquelle le maréchal de Richelieu prit d'assaut Port-Mahon (17 juin), et enleva aux Anglais l'île de Minorque qui leur appartenait depuis le traité d'Utrecht; c'est à la suite de cette campagne que l'amiral anglais Byng fut condamné à mort pour s'être laissé battre par La Galissonnière et s'être retiré devant un ennemi inférieur en nombre.

Officier major chargé du détail le 21 juillet 1756, capitaine le 24 juin 1759, Malartic fut réformé (5) en 1763, quand son régiment rentra en France; il fut remplacé aide-major le 25 février 1765, et promu major en 1767, toujours à ce même régiment de Vermandois (6), où se trouvaient alors deux de ses frères, le

(1) C'est lui qui, par lettres patentes du roi, fut autorisé, en 1690, à relever le nom et les armes de la famille de Maurès, à laquelle appartenait sa mère.

(2) La famille de Savignac, en Rouergue, est connue dès 1280.

(3) Un de ses frères, Jean-Charles, était déjà dans les ordres; il devint prévôt du chapitre de Montauban, vicaire général de Perpignan et abbé commendataire de l'abbaye de la Garde-de-Dieu, près Cahors.

(4) Le marquis de La Galissonnière, né à Rochefort en 1693, mort en 1756, lieutenant général des armées navales, gouverneur du Canada en 1745.

(5) L'officier réformé est celui dont la place et la charge ont été supprimées.

(6) C'est actuellement le 61^e régiment d'infanterie de ligne.

comte de Malartic (1) comme colonel, et le marquis de Malartic comme lieutenant-colonel.

De 1767 à 1769, il resta avec son régiment aux îles sous le Vent. Au retour des Antilles, il tint successivement garnison à Brest, Metz, Gravelines, La Rochelle et l'île de Ré; en 1774, il quitta Vermandois et fut nommé, le 24 février, major au régiment provincial (2) de Montauban. Réformé et conservé en activité de service le 1^{er} janvier 1776, commandant d'un des corps de soldats pionniers le 1^{er} septembre de cette année, il fut, le 10 mai 1778, nommé commandant du bataillon de garnison (3) de Beaujolais, puis du Poitou à La Rochelle le 31 juillet. Il eut rang de lieutenant-colonel le 22 janvier 1779, et fut fait maréchal de camp le 1^{er} mars 1791. Il avait été créé chevalier de l'ordre de Saint-Louis le 2 octobre 1777 (4).

*
* *

Sous l'uniforme du soldat ou la robe du magistrat, Malartic fut toujours un lettré; à l'époque où il tenait garnison à Minorque, il trouvait, au milieu des obligations du service, des instants de loisir pour discuter les problèmes théologiques les plus ardues avec l'abbé Boig, vicaire général à Minorque. Nous avons de lui une discussion écrite en latin, d'un style facile et élégant, sur ce sujet délicat : « Peut-on admettre à la communion une femme publiquement pécheresse ? » (5).

(1) Plus tard, lieutenant général et gouverneur de l'île de France; c'est lui qui a laissé le *Journal de ses campagnes au Canada* de 1755 à 1760, publié en 1890. Voir *Bulletin*, XI, 64, de la *Société des archives historiques de Saintonge et d'Aunis*.

(2) Par ordonnance du 4 août 1771, le nom de milices avait été supprimé et changé en celui de « régiments provinciaux »; il y en avait 53.

(3) Les troupes provinciales furent changées en bataillons de garnison (1778) au nombre de 106 bataillons.

(4) Voici le résumé de ses campagnes : années 1756, 1757, 1758, 1759, à Minorque, au siège du fort Saint-Philippe de Mahon; 1760, 1761, 1762, à la Guadeloupe et Saint-Domingue.

(5) *Quæstio theologia et moralis. — An liceat parochio peccatricem designatam arcere a communione fidelium, posito quod peccatrix illa fletum cordis effundens peccata sua erubuerit, confessa fuerit, satisfactioni a confessore impositæ paruerit, et ab ipso absoluta licentiam acceperit quâ posset ad eucharistiæ sacramentum accedere.*

Il commence ainsi la première de ces thèses, dédiée « dignissimo viro d. d. Boig, vicario generali, rebus ecclesiasticis in Minoricâ præfecto et inquisitori :

» Miraberis certe, vir dignissime, quod ego militari negotio adstrictus, de rebus ecclesiasticis disserere, et tibi difficillimas religionis quæstiones proponere audeam. Eam sane imprudentiam aut ex inordinato juventutis affectu, aut a prætentâ a militaribus independentiâ oriri existimabis. Neque est quod te sic judicantem a tuâ velim advocare opinione. Verum forse erit, neque hic mihi adolor, ut cognitâ et attente consideratâ meâ intentione, sublato omni præjudicio, laborem meum approbes. Sola me movit discendi cupido. Numquam enim debili meæ sisus sum rationi; et eam semper in juveni ætate a

Dès 1760, les membres de l'académie de Montauban (1) lui avaient permis d'assister à leurs séances particulières ; puis le 24 août 1764, il y fut admis officiellement. Son discours de réception contient, suivant l'usage, l'éloge de son prédécesseur, M. Dubreilh, trésorier de France, auteur d'un *Traité des passions*. Il devait être reçu le même jour que le nouvel évêque de Montauban, Le Tonnelier de Breteuil (2) ; nous avons retrouvé le texte de la double réponse que devait faire aux récipiendaires le directeur de l'académie, le comte de Malartic de Montricoux, frère aîné d'Ambroise-Eulalie, alors premier président (3) de la cour des aides de Montauban. Une question d'étiquette empêcha au dernier moment que les deux réceptions eussent lieu le même jour, et le 25 août, le directeur, ne recevant que son frère, dut retrancher de son discours la partie qui

magistris, et in adultâ ab amicis aut a doctioribus directam volui. Sic egisse huc usque me juit : et nunc quatenus intricatissimæ tractandæ quæstioni inhabilem me novi, eo libentius de eâ te consulo, quo facilius a te solvendum ipsius nodum existimen. Verum ad quæstionem priusquam deveniamus, quæ et qualis fuerit ex consulto dicendum est.

» Narratum fuit quod pietas tua idoneum in cohibendo vitio judicaverit peccatrices quasdam arcere a sacro eucharistiæ sacramento. Subjungere aliqui te sacerdotibus injunxisse, ut eas a sanctâ tabulâ, si eam forte adirent, publice expellerent. Ne incautius his crederem suasit mea caritas, et ne in judicio promptior forem cohibuit me tuus veræ religionis character. Verum me nimis cunctatorem aut timidum dixere qui mecum eâ de re disputaturi conveniant. Illi sacerdotem qui communionem requirenti recusaret aut imprudentiâ aut temeritate peccatum confessi sunt. Alii vero talem denegationem in abusum juris ecclesiastici revocandam esse censuere. His omnibus auditis sententiis, unamquamque attente consideravi, et memetipsum disputandi prurigini recusans, concilia et ecclesiæ patres consului. De iis quæ decerpui ad te potius mittere quam aliquid temerarie statuere optimum judicavi.

» Neque est, vir dignissime, quod me licentiâ quam mihi forsan imprudentissime scribendo concessi, non est, inquam, quod ipsâ me in argumenta vitiorum et impietatis abusum existimes. Tales enim defendendas partes numquam suscipiam ; e contra si per casum quædam de religione disputanda occurrerent, ea potius esse ingenii tui sagacitati et experientiæ quam meæ debili rationi subjienda existimarem. Talem, quæso, me judices, et tui devotissimum. Vale.

» Idibus aprilis 1761. »

(1) L'académie des belles lettres de Montauban fut érigée par lettres patentes de juillet 1744, enregistrées au parlement de Toulouse le 21 août suivant. Cette compagnie était composée de 30 académiciens ordinaires et de 10 académiciens associés ; elle existait depuis 1730, sous le nom de « Société littéraire » ; et dès le 25 août 1741, elle fut autorisée par le roi à célébrer solennellement la fête de saint Louis, son patron.

(2) Anne-François-Victor Le Tonnelier de Breteuil, d'abord évêque de Soissons, succédait sur le siège de Montauban à Michel de Verthamon de Chavagnac, qui avait fondé un prix d'éloquence à décerner par l'académie.

(3) Plus tard, premier président du conseil souverain de Roussillon.

avait rapport à M. de Breteuil. Le 25 août 1774, il y prononça un discours, *Essays sur le goût* (1) qui se termine, selon le goût du siècle, par une apostrophe à « ce sexe enchanteur que la nature a formé pour exercer l'empire le plus doux, destiné par elle à rendre nos mœurs plus douces et notre âme plus sensible », et qui « devrait bien avoir dans la société » une place plus importante (2).

Le vicomte de Malartic a laissé de nombreuses pièces de vers, du genre léger, adressées à ses belles-sœurs, à ses cousines et à plusieurs dames de la société de Montauban et de La

(1)

A vos jeux le goût qui préside
Consacra la place où je suis :
Je la profane ; et je rougis
D'une gloire qui m'intimide.

Tel fut, messieurs, l'aveu d'un de mes prédécesseurs, lorsqu'il vint prendre séance parmi vous ; tel doit être aujourd'hui le mien. Des connoissances acquises avoient devancé en sa faveur vos suffrages que son amour pour les lettres et un travail assidu ne cessèrent de justifier. Votre estime et celle du public luy assurèrent un rang que sa modestie l'empêchoit de réclamer. En partageant les sentiments dont il fut pénétré, que ne puis-je, à son exemple, porter ici ces tributs, fruits de l'étude et du génie, dont il enrichit souvent nos séances ? Séparé de vous, messieurs, depuis longtemps, éloigné de cette source féconde où vous m'âvies permis de puiser de quoy suppléer à mes besoins, détourné par mon état de cette application suivie qu'exigeoient les obligations que j'ay contractées, je ne puis vous offrir aujourd'hui que de stériles regrets, je ne crains point de faire ici cet aveu public. Puisse le sacrifice de mon amour-propre être le garant de mon zèle et de ma reconnaissance !

L'académie, fidèle aux lois de son établissement, travaille toujours à étendre l'empire des lettres. C'est dans cette vûe qu'elle renouvelle tous les ans l'auguste cérémonie de ce jour. Ceux que de brillants succès ont distingués jusqu'ici dans ce lycée, ceux qui par leurs ouvrages ont mérité les palmes dont nous ne sommes que les dépositaires, ne sont pas le seul objet des réflexions qu'elle se propose ; en leur montrant les récompenses flatteuses qu'elle leur prépare, elle ne se contente pas d'encourager ceux qui ont jusqu'à présent combattu sans avantage ; elle veut encore mettre sous les yeux d'un chacun l'excellence des belles lettres et les fruits précieux dont elles sont le principe. Elle ne désire que d'en faire naître l'estime et l'amour dans tous les esprits.

(2)

Le préjugé sous des chaînes cruelles
Assujétit l'âme et l'esprit des belles.
Reines des cœurs, mais esclaves des loix,
L'orgueil de l'homme en usurpe les droits.
Il asservit l'idole qu'il encense ;
Il rend le culte et ravit la puissance :
En adorant il règne, et dans ses dieux
Cache un éclat qui blesseroit ses yeux.
Sexe charmant ! quelle seroit ta gloire
Si, te laissant disputer la victoire,
Nos attentats n'avoient point limité
Ton avantage au don de la beauté !

Rochelle : la marquise de Tauriac, la baronne de Verlhac, la comtesse d'Esparbès (1), dont il fit ainsi le portrait :

J'aime son air, dit un homme galant ;
Son esprit me platt davantage,
Luy répond un homme à talent ;
J'aime encor mieux ses vertus, dit un sage (2) ;

la marquise de Montmorin, la comtesse de Lévis (3), madame de Périgny, madame de Romagné, madame de Clam, madame Green de Saint-Marsault, madame de Chassiron, etc. Il en dédiait aussi à l'abbé de Roussy, au baron de Montmorency, au bailli d'Aulan, et à bien d'autres.

En 1767, à Brest, sur les instances de la comtesse de Moëllien, il traita *Des avantages et des dangers de la comédie*, « question délicate, qui est à la fois du ressort du théologien, du philosophe et du politique. » Après un parallèle entre la comédie ancienne qu'il compare à « une femme perdue », et la comédie moderne à « une honnête femme », il conclut à l'avantage de la comédie, comme contribuant plus encore à l'amélioration de nos mœurs qu'à leur perte. Son style, en prose comme en vers, manque de naturel ; les images sont forcées, les phrases visent à l'effet. Ce que nous en avons cité comme spécimen ne fait pas regretter le reste.

Le 20 juin 1774, il épousa, à La Rochelle, Françoise-Eugénie

(1) La comtesse d'Esparbès de Lussan était Anne Toinard de Jouy ; son mari, Jean-Jacques-Pierre, dit le comte de Lussan, maréchal de camp, était alors gouverneur de Montauban. Il est mort le 13 mars 1810, sans postérité. (*Histoire généalogique... des pairs*, IX, 2^e partie, p. 547).

(2) Nouvelle venue à Cythère,
D'Esparbès des jeux est la mère ;
Comme amour, elle y sçait charmer.
En vain, Amour, à son étude
Tu donnerois quelque moment ;
L'esprit a trop d'inquiétude,
Et mon cœur trop de sentiment.

Il dédia une nouvelle pièce « à la même qui avoit envoyé les vers précédents à madame la marquise de Pompadour ».

(3) A madame la comtesse de Levis, dame du chapitre de Saint-Louis, qui me reprochoit de l'appeler souvent « mademoiselle » :

Ce n'est point à ma honte et c'est à votre gloire
Si, lorsque je veux m'expliquer,
Près de vous je perds la mémoire :
Deux beaux yeux malgré moy viennent la détraquer.
En vain je voudrois me remettre,
Je cède à leur attrait vainqueur ;
Si désormais c'est une erreur,
Vous le pardonnerés peut-être.
Sur un visage de quinze ans
Voyant mille roses éclore,
Je crus qu'avec tant d'agréments,
Malgré la croix qui la décore,
De demoiselle, en son printemps,
Levis gardoit le titre encore...

Claëssen, fille de l'ancien directeur (1) de la compagnie des Indes, et veuve de Pierre-Henri de Regnier, écuyer, seigneur de Périgny et de La Roche-Barangère, en Aunis, conseiller du roi, lieutenant particulier au présidial de La Rochelle (2).

(1) Nicolas Claëssen, syndic de la chambre de commerce de La Rochelle en 1722, directeur en 1728, député du conseil de commerce à Paris en 1729; démissionnaire en 1746, par suite de sa nomination comme directeur de la compagnie des Indes, avait été maire de La Rochelle, de 1725 à 1727. (Voir *Le commerce rochelais*, par M. Garnault, I, 87, et *passim*). Il a laissé un ouvrage intitulé *Le commerce rochelais au XVIII^e siècle*. Il appartenait à une ancienne et noble famille rochelaise qui a fourni au grand commerce maritime des armateurs distingués, des directeurs à la chambre de commerce et des juges à la juridiction consulaire. Elle portait : *D'azur à 3 ancras d'or, posées 2 et 1*.

(2) Voici l'acte de mariage, extrait des registres de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Barthélemy de La Rochelle en 1774 :

« L'an de grâce 1774, le 20^e jour de mois de juin, après la publication d'un ban fait sans opposition dans la paroisse de Saint-Jacques de la ville de Montauban et dans la nôtre; vu la dispense des deux autres bans accordée par monseigneur l'évêque de Montauban, en datte du sept des mois et an que dessus, signée Verthamon, vicaire général, contrôlée le 9 du même mois, signée Langlade, commis; vu la même dispense accordée par monseigneur l'évêque de La Rochelle, en datte du 15 des mois et an que dessus, signée Roussy de Caseneuve, doyen et vicaire général, contrôlée le même jour, signée pour M. Bonnemort, Bonvallet des Brosses; vu la procuration de la mère de l'époux, qui donne pouvoir à messire Jacques-Bruno Roussy de Caseneuve, doyen de l'église cathédrale de cette ville et vicaire général de ce diocèse, de consentir pour elle et en son nom au présent mariage, laquelle procuration donnée dans l'hôtel de madame de Savignac, annexée à la minute du contract passé devant M^e Crassous, conseiller du roi, notaire en cette ville; vu la permission donnée par le roi à l'époux de contracter le présent mariage, en datte du vingt-un mai de la présente année, signée Montmorency; ont reçu de messire Jacques-Bruno Roussy de Caseneuve, doyen de la cathédrale, vicaire général de ce diocèse, dans l'église paroissiale de Saint-Pierre de Laleu, en présence du curé soussigné, la cérémonie des fiançailles et la bénédiction nuptiale, messire Ambroise-Eulalie de Malartic, chevalier, major du régiment provincial de Montauban, fils majeur de feu haut et puissant seigneur messire Pierre-Hypolithe de Malartic, chevalier, comte de Montricoux, seigneur de Saint-Geniès et autres lieux, lieutenant au régiment des gardes françaises de sa majesté, et de haute et puissante dame Antoinette-Charlotte de Savignac, veuve douairière du dit seigneur comte de Montricoux, natif de la paroisse de Saint-Jacques de la ville et diocèse de Montauban, domicilié de droit et de fait en la nôtre, agé environ de trente-cinq ans, d'une part, et dame Françoise-Eugénie Claïssen, veuve douairière de feu messire Pierre-Henri Regnier, écuyer, seigneur de Périgny et de La Roche-Barrangère, conseiller du roy, lieutenant particulier, assesseur criminel et premier conseiller en la sénéchaussée et siège présidial de cette ville, native et domiciliée de droit et de fait en notre paroisse, agée d'environ quarante ans, d'autre part. Témoins : messire Louis de Roussy, lieutenant pour le roi à La Rochelle, chevalier de Saint-Louis messire Jean-Joseph Dadvisard, major pour le roi à La Rochelle, chevalier de Saint-Louis; messire Jean-Rolland Claïssen, commissaire de la marine à Rochefort, frère de l'épouse; dame Françoise-Bathilde Claïssen, veuve de messire Pierre Merle, capitaine de grenadiers, chevalier de Saint-Louis, sa sœur, qui ont signé avec l'époux

Fixé dans ce pays par son mariage, le vicomte de Malartic se fit recevoir à l'académie de La Rochelle (1) le 12 juillet 1775, en même temps que Dupaty de Clam, chevalier d'honneur au bureau des finances, et Martin de Chassiron, trésorier de France; puis il fut nommé censeur royal (2).

L'académie avait imposé à chacun de ses membres led on de quelques livres; il se conforma à cette obligation, et donna à l'académie un certain nombre de volumes, portant son *ex-libris* armorié, qui sont maintenant à la bibliothèque de La Rochelle.

Il composa encore quelques nouvelles pièces de vers, de plus longue haleine : *Le triomphe de la constance* (1776) avec un envoi à la comtesse de R. (3); *Stances morales sur l'amitié* (1778); *Epître sur le bonheur* (1778); *Epître sur la diversité* (1779); *Conseils à un jeune homme* (1780); *Epître en prose et en vers sur les charmes de la vie privée* (1782); *Les délices de la campagne* (1783); *Les adieux difficiles* (1785).

En prose, il a écrit ses *Essays sur le goût*, qu'il lut à l'académie de Montauban en 1775; puis à La Rochelle, en 1776, *Sans les mœurs et la vertu, il n'est point de vraie philosophie* (1776); *Eloge de M. Hue*; *Observations sur ce qui est avancé dans l'Encyclopédie (article peste) contre la ville de La Rochelle* (4); ces observations réfutaient les assertions souvent répétées contre la salubrité de La Rochelle; elles furent imprimées en 1780, non seulement sous le privilège, mais par suite d'un vote exprès de l'académie.

Toutes ces productions montrent un homme lettré, même érudit, cherchant des distractions littéraires, et n'étant, au fond,

et l'épouse. MALARTIC. FRANÇOISE-EUGÉNIE CLAISSEN. ROUSSY. DADVISARD. CLAISSEN. CLAISSEN. MERLE. BOUCHET, curé de Laleu. POIRET, prêtre de l'oratoire, curé de Saint-Barthélemy. ROUSSY DE CASENEUVE, doyen et vicaire général.

(1) L'académie, préparée par des réunions particulières dès 1728, fut instituée par lettres patentes d'avril 1732, et son ouverture solennelle eut lieu le 22 juin 1735; un de ses premiers buts était l'étude de l'histoire locale; une grande place était aussi réservée aux sciences.

(2) Le censeur royal était un homme de lettres, commis par le chancelier de France pour examiner les livres qu'on voulait imprimer, en autoriser ou en défendre l'impression.

(3) Aminte, c'est pour vous que j'ay fait cet ouvrage.
Puisse-t-il égayer votre sévérité ?
Du bonheur de Mirtil je peins la douce image.
D'une austère beauté
Je me plais dans ces vers à vaincre la fierté.
Mais mon pouvoir ne peut s'étendre davantage.
Ainsi l'illusion quelquefois dédommage
Un amant maltraité.

(4) « La quatrième espèce [de peste] s'appelle communément le mal de Siam; elle vient d'Orient, et on voit mourir beaucoup de malades de cette peste à La Rochelle. »

qu'un amateur sans prétention, en dépit de son style souvent prétentieux, mais qui était bien du goût de son siècle.

Une de ses nièces, M^{me} Chaudruc de Crazannes, née Dumas (1),

(1) Anne-Josèphe-Victoire-Suzanne Dumas, fille de messire César Dumas, chevalier, seigneur direct de Puygaillard, ancien capitaine au régiment de la Couronne, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de dame Marie-Thérèse-Victoire de Maurès de Malartic, naquit au château de Raully, juridiction de Puygaillard, le 11 janvier 1762. Baptisée le 13 en la paroisse de Saint-Maffre, elle eut pour parrain Jean-Vincent de Malartic, lieutenant au régiment de Beauvoisis, et pour marraine Paule Dumas, veuve de messire de Lupé, seigneur comte de Taybosc, procureurs de Pierre-Hippolyte-Joseph de Malartic, seigneur de Montricoux, et de dame Suzanne Dumas, épouse de messire de Lafont, seigneur de Pessoulous. Elle épousa, le 2 août 1782, par contrat de Pellet, notaire à Montricoux, Jacques Chaudruc, écuyer, seigneur de Crazannes en Saintonge, capitaine des canonniers gardes-côtes, fils de Jean Chaudruc, écuyer, ancien capitaine de dragons, et de feue dame Louise-Esther Boneau. Il était assisté de ses tantes paternelles ; de Jean-Daniel et Jean Chaudruc, ses frères ; de Louis Torterue Boneau, seigneur de Grosland, écuyer, et de Louise Chaudruc, épouse dudit Boneau ; de messire de Balgarie de Larmande, écuyer ; baron de Galapian, ancien capitaine de cuirassiers au régiment de Brie. La future était assistée de ses père et mère ; de Henry Dumas, conseiller honoraire en la souveraine cour des aides et finances de Montauban ; de haut et puissant seigneur Amable-Gabriel-Louis-François de Maurès de Malartic, seigneur comte de Montricoux, Saint-Geniès, Saint-Antonin et autres places, président de la cour des aides, etc. La bénédiction nuptiale fut donnée en l'église Saint-Maffre, commune de Bruniquel, canton actuel de Monclar, le même jour, sur un certificat de publication d'un ban en l'église Sainte-Madeleine de Crazannes, des dispenses des deux autres fournies par Hardy, vicaire général de Saintes. Madame de Crazannes vécut tour à tour au château de ce nom et en son hôtel de Saintes. (Voir *Un château de Saintonge. Crazannes*, par M. Denys d'Aussy dans le *Bulletin de la société des Archives historiques*, t. II, p. 338). Son mari avait acquis la charge de chevalier d'honneur au bureau des trésoriers de France de La Rochelle, où siégeait déjà Gabriel Massias, son beau-frère, marié en 1785 à Paule-Alexandrine Dumas, sœur de Suzanne. (*Inventaire général des archives de la Charente-Inférieure*).

En 1793, Suzanne Dumas était veuve, et un passeport ci-après nous donne son signalement. Il est accordé par la municipalité de Saintes à la citoyenne Dumas, veuve Chaudruc, voyageant avec deux enfants et se rendant à Layrac : « Passeport n° 1388. La nation et la loi. Département de la Charente-Inférieure. District de Saintes. Municipalité de Saintes. Laissez passer Suzanne Dumas, veuve Chaudru, avec deux enfants en bas âge et une servante, à Saintes, âgé de trente ans ; de la taille de quatre pieds 8 pouces ; visage rond, cheveux châtons foncés, sourcils, idem ; yeux noirs ; front rond ; nez bien fait ; bouche petite ; menton rond ; et prêtez-lui aide et assistance en cas de besoin. Déclare vouloir aller à Leirac, département de Lot-et-Garonne et s'arrêtera à Bordeaux. Certifions que ladite citoyenne n'a point émigré et qu'elle s'est comporté en bonne patriote. — Délivré à la maison commune le douze juin 1793, l'an 2^e de la république française ; et à la dite Suzanne Dumas signé : DUMAS, VEUVE CHAUDRU. DRAVIGNY, notable. BOISNARD, maire. Par la municipalité : CRUGY, secrétaire greffier ».

Un de ses enfants, Jean-Marie-César-Alexandre, baron de Crazannes,

habitait alors le château de Crazannes, près de Saintes : il entretenait avec elle une correspondance suivie ; nous avons entre les mains plusieurs des lettres que Malartic lui écrivait et qui ne manquent pas d'intérêt : car elles traitent de la plupart des événements de l'époque. A la date du 20 juin 1782, il fait part à sa nièce des grands travaux que le gouvernement a arrêtés et dont l'exécution devait commencer le 1^{er} novembre suivant : « Il est question de procurer au port de Rochefort tous les avantages dont il est susceptible, et d'assurer la salubrité de l'air de cette province par le dessèchement de plusieurs marais qui nous environnent. Les travaux seront considérables ; on doit y employer 6,000 hommes de troupes ; le quartier général est fixé à Saintes, où l'on placera 3,000 hommes ; les autres 3,000 hommes seront à Taillebourg, Saint-Savinien, Crazannes et les environs. Les troupes se rendront dans les différents quartiers qu'on va reconnaître pour y former les établissements nécessaires dès le mois d'octobre. M. le marquis de Voyer (1) [gouverneur], l'intendant [marquis de Reverseaux ²], M. de La Tour du Pin et l'état major des régiments employés à ces travaux, passeront l'hiver à Saintes. Notre intendant ira à Saintes, la semaine prochaine. Je le vois souvent et je suis assez lié avec lui. C'est un homme de beaucoup d'esprit, très honnête, quoique un peu froid dans le premier abord. »

Chaudruc de Crazannes (3) avait offert sa maison de Saintes au

maître des requêtes au conseil d'état, un archéologue connu, naquit à Crazannes. C'est lui qui vendit Crazannes en 1828.

M^{me} Chaudruc, veuve, se remaria avec son cousin germain Moïse de Lafont de Cavagnac, ancien officier de la maison du roi, chevalier de Saint-Louis, déjà veuf et père du général de ce nom qui commanda l'artillerie de la garde royale sous la restauration et fut député du Lot-et-Garonne. Elle mourut à Montauban, le 27 janvier 1847. Elle avait eu de ce second mariage Andrée-Françoise-Zoé de Lafont de Cavagnac, mariée à Layrac, le 19 septembre 1828, à Paul-Louis de Frétard, marquis d'Ecoyeux, dont postérité. M^{me} de Lafont avait été fort belle et intelligente. M. le baron de Crazannes possède un portrait et une miniature d'elle, qui confirment cette tradition.

(1) Marc-René, marquis de Voyer, né en 1722, mort en 1782, se distingua à Fontenoy ; lieutenant général en 1752, puis gouverneur de Vincennes, et commandant en Saintonge, Aunis et Poitou, à partir de 1775. (Voir sur ce projet de dessèchement des marais le *Bulletin*, XI, 368).

(2) Jacques-Philippe-Isaac Guéau, marquis de Reverseaux, né à Paris en 1739, mort victime de la révolution en 1794. Intendant de La Rochelle en 1781, il fut le dernier intendant de cette généralité. Son nom est resté connu par la grande part qu'il prit aux travaux de dessèchement des marais de La Rochelle, Brouage et Marennes.

(3) Jacques Chaudruc, chevalier, chevalier d'honneur au bureau des finances de la chambre des domaines en la généralité de La Rochelle, seigneur de Crazannes, décéda en son hôtel à Saintes, paroisse Saint-Pierre, le 14 décembre 1788. Il est qualifié « écuyer, seigneur châtelain de Crazannes,

gouverneur, qui mourut au moment où il allait profiter de cette offre. Malartic écrit à ce sujet : « 22 septembre 1782. M. le marquis de Voyer vient de mourir ; je suis très sensible à cette perte par l'amitié et la confiance dont il m'honorait. » (1)

A sa séance du 26 juin 1782, l'académie de La Rochelle avait nommé Malartic second secrétaire perpétuel ; c'est en cette qualité qu'il harangua M^{me} de Reverseaux, femme de l'intendant, et qu'il lut *Les adieux difficiles* (2), à une « séance publique à laquelle assistaient madame la comtesse de Puységur (3) et

ancien capitaine de dragons, capitaine des canonniers gardes-côtes de la direction de Soubise », sur l'acte de baptême de son fils, Eulalie-Paul-Daniel, né à Saintes le 13 juin 1786 et tenu sur les fonts baptismaux par Paule Dumas, comtesse de Lupé, et veuve de Lupé, baron de Taybosc.

(1) On lira sur cette question du dessèchement des marais le livre si plein d'intérêt de M. le comte de Dienne, *Histoire du dessèchement des lacs et marais en France avant 1789*. (Voir *Bulletin*, XI, 330 et p. 386, un article sur la tentative faite par Voyer d'Argenson, le comte de Broglie et le marquis de Reverseaux. Voir aussi, XII, 89).

(2) Revenu des erreurs d'une folle jeunesse,
 Je m'occupe dans la vieillesse
 A réfléchir sur le passé ;
 Et je trouve, tout compensé,
 Que mon sort est plus agréable.
 A l'amitié toujours aimable
 Bornant mes plaisirs et mes vœux,
 Je vois renaître ce bel âge
 Où la candeur de nos ayeux
 Du sentiment étoit le gage.
 Voir mes concitoyens heureux
 Est le bonheur que j'envisage ;
 D'avance avec eux je partage
 Ce doux espoir de mes travaux,
 Plus d'amour.....
 A Puységur, il [l'Amour] reinet son empire,
 Et de sa fille animant tous les traits,
 Près d'elles, bien mieux qu'à Cythère,
 Il apprend avec l'art de plaire
 Celui de ne changer jamais.

(3) Pierre-Louis de Chastenot, seigneur de Borrast, dit le comte de Puységur (1727-1803), maréchal de camp en 1762, grand'croix de l'ordre de Saint-Louis en 1780, lieutenant général en 1781, gouverneur de La Rochelle, d'Aunis et de Saintonge en 1785, ministre de la guerre du 30 novembre 1788 au 12 juillet 1789. Sa seconde femme, N. de Mostuéjouls de La Roquerieville, veuve d'Orcival, avait une fille, Bonne-Aimée-Victoire d'Orcival, mariée en 1774 à Marie-Alexandre-Bonaventure, baron de Nédonchel, lieutenant général, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, député en 1789, mort en 1832. Le frère de Pierre-Louis, Barthélemy-Athanase-Hercule de Chastenot, vicomte de Puységur, maréchal de camp en 1780, avait épousé en 1765 Angélique-Anne-Charlotte Petit, dame du Petit-Val, dont le fils, Pierre-Gaspard-Herculin, né à La Rochelle en 1769, fut pair de France en 1823.

madame la baronne de Nédonchel, sa fille. » (1) Il adresse un bouquet au comte de Puységur, le jour de Saint-Pierre, sa fête (2).

Mais la patrie d'adoption de Malartic devait bientôt lui demander un service plus important, celui de remplir les fonctions de maire : il fut élu maire de La Rochelle par le corps municipal, dans la séance du 27 décembre 1783. C'est alors que commence pour lui une ère nouvelle ; nous allons voir combien il prit au sérieux la charge qui lui incombait et avec quel dévouement constant il se consacra au service de la ville, malgré la maladie et la souffrance. Voici en quels termes il parle à sa nièce de sa nomination : « Je reçois avec autant de plaisir que de reconnaissance les compliments que vous voulez bien me faire sur la place qu'il ne m'a pas été permis de refuser. M. le maréchal de Ségur (3) m'a forcé de l'accepter, en me laissant cependant la liberté de la laisser, lorsque le roi jugera à propos de faire assembler mon bataillon. Comme les places sont ce qu'on les fait, j'espère que celle-ci me fera honneur. Je m'occuperai de tout ce qui pourra la rendre utile et avantageuse à mes concitoyens. L'amitié et la confiance dont m'honorent les commandants en chef et l'intendant de cette province m'en fourniront peut-être les moyens, et quel que soit le dérangement des affaires de cette ville, peut-être serai-je assez heureux pour y remédier. »

Sa santé était déjà fort ébranlée. Dans une lettre du 8 avril 1784, il lui échappe quelques plaintes sur ses souffrances ; mais elles ne lui font pas négliger les intérêts de la ville. « Le meilleur remède qu'on me pourrait donner serait un secours de 500,000 livres que le gouvernement accorderait à la ville de La

(1) Voici le programme de cette séance du 18 mai 1785 : Martin de Chassiron, trésorier de France, *Evénements relatifs à l'académie* ; Debaussay, négociant, *Le fruit du temps*, imitation en vers de Tibulle ; Nicolas, prêtre de l'oratoire, *Des avantages que la société retirerait de l'éducation des jeunes personnes si elles étaient élevées par leur mère* ; Chassiron, *Le lierre et l'ormeau*, fable ; Carayon, négociant, *Essai sur les moyens de perfectionner la distillation des vins* ; Malartic, *Les adieux difficiles*, en vers.

(2)

Ici du vrai bonheur
Son nom seul est le gage :
Qu'il est cher à mon cœur !
Puissons-nous d'âge en âge
L'apprendre à nos neveux !
Puisse-t-il, avec eux,
Sourire à son ouvrage !

(3) Philippe-Henri, marquis de Ségur, né en 1724, mort en 1801, fit les campagnes de Hanovre pendant la guerre de sept ans, et fut fait prisonnier à Clostercamp, après avoir été mis hors de combat par plusieurs blessures. Ministre de la guerre de 1780 à 1787, maréchal de France en 1783, on lui doit la formation d'un corps permanent d'officiers d'état major.

Rochelle, pour la mettre au courant de ses affaires et me libérer de ses créanciers. »

Le 27 avril, il répond à sa nièce qui lui proposait de venir à la campagne : « Je ne puis plus disposer de ma liberté ; je l'ai engagée pour les intérêts de notre patrie, et ma santé n'est plus ce qu'elle était. Je suis désolé que les affaires de la ville ne m'aient pas permis d'aller à Crazannes ; mais elles me tiennent tellement à l'attache qu'à peine, depuis dix jours, j'ai pu m'absenter pendant 5 heures que j'ai été passer à Périgny. » Le 30 mai, il se plaint des souffrances que lui cause la goutte : « Je viens de prendre congé de ma béquille ; mais il s'en faut de beaucoup que je marche aisément à l'aide d'une canne. » Puis au mois de novembre, il écrit : « Je suis seul à faire ici la chouette à tous les demandeurs qui ont des affaires avec la ville et à dresser des requêtes et mémoires pour éluder tous les coups qu'on cherche à nous porter. »

A cette époque, la chambre de commerce et le corps de ville sollicitèrent du gouvernement l'établissement à La Rochelle d'une école d'artillerie coloniale. Malartic fut chargé de rédiger un mémoire qui obtint l'approbation de ces deux corps, sans avoir d'autre résultat.

Mais la triste situation des affaires de La Rochelle continue à être son unique préoccupation ; il revient encore sur ce sujet dans une lettre du 25 janvier 1785 : « J'ai une assemblée générale à laquelle je viens d'être autorisé par le ministre de convoquer les députés de tous les corps ; et cette assemblée est fixée au mercredi 11 février. Je ne puis pas espérer que les affaires majeures qui y seront discutées puissent être terminées dans une séance. Personne ne peut me remplacer pour cet objet, et, ayant le mot du contrôleur général, je ne peux pas le confier à d'autres. »

Le 12 décembre 1785, le corps de ville (1) se réunit pour procéder à l'élection du maire et de deux échevins, dont le temps d'exercice était expiré. Les lettres patentes du 3 décembre 1774 ne permettaient pas de comprendre, parmi les trois candidats à la mairie présentés au roi, le maire dont les fonctions venaient d'expirer ; alors le premier échevin, Carré de Candé, déclara que, « dans les circonstances où se trouvait actuellement la commune, tant pour l'amélioration des affaires de la ville que pour l'acquittement de ses dettes, il serait bien à désirer que M. de Malartic fût continué au-delà de ses deux années, vu le zèle et l'activité qu'il a témoignés pour le bien général ». Et il fut unanimement arrêté que le commandant en chef de la province et l'intendant seraient suppliés de vouloir bien obtenir du roi la continuation dans ses fonctions de M. de Malartic pendant deux nouvelles années, et qu'il serait en conséquence

(1) Le corps de ville était ainsi composé : le maire, 4 échevins, 10 conseillers, 1 procureur syndic. Renouvelés chaque année par moitié, eux-mêmes désignaient 3 candidats, parmi lesquels le roi choisissait.

sursis à l'élection des candidats. Trois jours après, le 15 décembre, Malartic écrivait à M^{me} de Crazannes au sujet de sa réélection : « Tout a conspiré et conspire encore contre ma liberté : M. de Puységur m'a mandé que je l'affligerais sensiblement si je refusais de me rendre aux raisons qu'il me donne pour continuer l'exercice de la mairie. De son côté le corps municipal a sursis à la nomination de mon successeur, et a écrit au commandant et à l'intendant pour les engager à présenter leur demande au roi et qu'il m'autorise la continuation de mon exercice, suivant le vœu de tous les citoyens. C'est la première fois que cela est arrivé depuis que la commune existe. On ne peut imaginer rien de plus flatteur, de plus honnête et de plus marqué que ce qui s'est passé lundi à mon égard dans l'assemblée générale. J'écrivais mardi au ministre que ma santé ne me permettait plus le moindre travail suivi ; mais M. de Puységur désirant que je reste en place, le ministre décidera suivant son avis ; le roi sera censé avoir prononcé, et je continuerai de ramer sur la galère à laquelle on vient de m'attacher de nouveau. »

Malartic avait bien mérité de ses concitoyens le renouvellement de son mandat : pendant la disette de 1785, il fit tous ses efforts pour maintenir le pain à un prix raisonnable, obtint des approvisionnements des chefs de l'armée et travailla au remaniement de la taxe imposée aux boulangers, mémoire dont les conclusions furent discutées par le corps municipal de 1786 à 1789.

En 1785, il y eut à La Rochelle un grand incendie ; on s'en était rendu maître difficilement, vu la faiblesse des moyens d'action dont on disposait pour l'arrêter ; l'année suivante, par suite de craintes de ce genre, le corps de ville, contrairement à l'avis de Malartic, refusa d'accorder la grande salle de l'hôtel-de-ville pour y donner des bals pendant le carnaval, en offrant d'en faire profiter les pauvres. Il fallut que le ministre intervint et ordonnât cette concession. Ce débat ne troubla cependant pas la bonne intelligence entre le corps de ville et le maire.

Au commencement de l'année 1786, Malartic contribua à rendre à la ville de La Rochelle un service essentiel ; il coopéra à la conservation de l'hôtel des monnaies et obtint l'autorisation d'y fabriquer de nouvelles espèces d'or. Cette même année, il lut à l'académie une notice sur un aignel (1) d'or, en remettant cette monnaie au médailler, et peu de temps après il lut un morceau essentiellement administratif : *De nouveaux éclaircissements sur le tarif proposé pour la taxe des différentes espèces de pain*. On voit que rien de ce qui intéresse la ville n'était étranger à l'académie.

Cette même année 1786, M. de Malartic fut parrain d'une

(1) On nomme aignel une ancienne monnaie d'or qui portait l'empreinte d'un agneau.

cloche possédée actuellement par l'église de Saint-Rémy-en-Plaine (Deux-Sèvres). L'inscription est ainsi conçue :

† PARRAIN MRE AMBROISE EYALIE DE MALARTIC CHEVALIER LIEV-
TENANT COLONEL COMMANDANT DV BATAILLON DE † GARNISON DV RE-
GIMENT DE POITOV † CHEVALIER DE LORDRE ROYAL ET MILITAIRE DE
ST LOVIS † MAIRE ET COLONEL DES MILICES † BOVRGEOISES DE LA
VILLE DE LA ROCHELLE EN EXERCICE † ET MARRAINE DAME FRANÇOISE-
EUGENIE CLAESSEN SON EPOVSE † LE P. BARTHELEMY DE LEZAY AN-
CIEN LECTEUR DE THEOLOGIE GARDIEN †

Et au bas, à droite et à gauche du piédestal d'une grande
croix aux bras fleurdelés, la signature du fondeur :

† F. † LAVOZELLE FONDEVV MA FAITE A LA ROCHELLE † LAN
1786 †

La *Revue poitevine*, numéro du 15 janvier 1891, a consacré
une notice à la description de cette cloche. Suivant l'auteur de
cet article, la cloche n'aurait pas été fondue pour l'église de
Saint-Rémy où elle est aujourd'hui : la mention du gardien et
la forme du nom de ce gardien lui font supposer qu'elle pro-
vient d'un couvent de capucins, et qu'elle fut sans doute fondue
pour le couvent des capucins de La Rochelle. Peut-être fut-
elle vendue à l'époque de la révolution et alors achetée par
l'église de Saint-Rémy.

En 1787, on avait reçu avec de vives expressions de recon-
naissance le don d'une statue de Henri IV. Cette statue, de
grandeur naturelle et d'une ressemblance parfaite, avait été
exposée aux Tuileries en 1780. Œuvre d'un sculpteur, dont le
nom et le secret sont restés inconnus, elle était d'une compo-
sition particulière qui, en imitant les chairs aussi bien que
la cire, avait toute la dureté de la pierre. M. de Pressigny, fer-
mier général, s'en était rendu acquéreur et songeait à en faire
don à la ville de Pau, quand son cousin, Choderlos de Lar-
clos (1), presque rochelais par son mariage avec M^{lle} Solange
Duperré, le détermina à l'offrir à la ville de La Rochelle;
pour être placée à la maison commune. Sur la nouvelle
qu'il en donna au maire, le corps de ville vota l'insertion de
la lettre sur le registre des délibérations, en chargeant le
maire d'exprimer au donateur et à M. de Larclos toute sa recon-
naissance pour un si précieux présent. Dans une séance sui-
vante, Malartic appela le conseil à délibérer sur les moyens de

(1) Pierre-Ambroise Choderlos de Larclos, capitaine d'artillerie, ami et
compagnon de Philippe-Egalité, construisit l'arsenal de La Rochelle et épousa
(3 mai 1786) M^{lle} Duperré, sœur de l'amiral. Il est tristement célèbre par
son immoral ouvrage, *Les liaisons dangereuses*. Une plaque de cuivre,
déposée dans les fondations de l'arsenal et trouvée en 1833, porte que la
pierre de fondation fut posée par M^{lle} Marie-Solange Duperré, le jour même
de son mariage, et ajoute : « Le même jour a vu s'établir le fondement de
cet arsenal et celui de son bonheur. » Le bonheur dura-t-il autant que
l'édifice ?

transporter à La Rochelle la statue et le globe de verre qui la recouvrait, et sur le lieu où elle serait placée ; il prit ensuite la parole :

« Rappelez-vous, dit-il, que Henri IV a passé les plus beaux jours de sa jeunesse au milieu de vos pères ; qu'un de vos concitoyens a eu le bonheur de dérober aux flots de la mer la personne auguste de ce prince. Nos archives sont pleines des témoignages d'affection dont il avait honoré les Rochelais, ses bien bons amis ; et cependant nul monument n'est encore consacré dans notre ville à sa mémoire : car on ne peut donner ce nom à l'effigie en terre cuite qui surmonte le fronton du dôme de l'escalier de l'hôtel de ville, et que les secours de l'art ne peuvent plus défendre contre la main du temps. » Il fut décidé qu'on prierait Baudouin de La Noue, alors à Paris, de se charger de toutes les mesures que nécessiterait l'expédition à La Rochelle de la statue, et qu'elle serait placée dans la salle des assemblées ordinaires, qu'on appela dès lors la « salle Henri IV ».

Aux mois de juin et de juillet 1787, nous voyons, d'après sa correspondance, Malartic encore aux prises avec ses occupations multiples. Le 19 juin : « Il y a plus de 4 mois que je n'ai pas un instant de loisir. J'ai eu plusieurs affaires à traiter et, pour en venir à bout ou pour remplir, autant qu'il était en moi, les différentes tâches qui m'étaient imposées, j'ai souvent été forcé de prendre sur mon sommeil et d'interrompre mes correspondances ordinaires avec mes amis. Les nouveaux édits n'ont point encore paru, quelques uns auront été enregistrés samedi au parlement. Nous ne pourrons les avoir que vendredi. Notre administration provinciale se tiendra à Saintes. Vous savez que M. le duc de La Rochefoucauld (1) en est président ; elle sera composée de 24 membres dont 6 gentilshommes, 6 du clergé et 12 du tiers état. » (2)

Une lettre du 3 juillet nous apprend une certaine amélioration dans sa santé : « Sans le travail et les affaires qui m'occupent, je ne me plaindrais pas de ma santé ; je me porterais au mieux, si je pouvais prendre un peu plus de sommeil et quelques mo-

(1) Louis-Alexandre, duc de La Rochefoucauld et de La Roche-Guyon, prince de Marsillac, marquis de Barbezieux, né en 1743, colonel du régiment de la Sarre, puis maréchal de camp, député de la noblesse de Paris aux états généraux de 1789, fit partie de ceux qui se réunirent au tiers état, devint président de l'administration du département de Paris, et se retira à Gisors, où il fut massacré le 14 septembre 1792. (Voir sur son assassinat le *Bulletin*, VI, 399).

(2) Arthur Young, dans son *Voyage*, à la date du 29 août 1787, disait aussi : « Nous avons soupé avec le duc [à Barbezieux]. L'assemblée provinciale de Saintonge devant bientôt se réunir, il reste pour la présider. » On sait comment des rivalités de villes empêchèrent cette réunion. Voir sur ce sujet important *Les états provinciaux de Saintonge*, par M. Louis Audiat (in-8°, 1870).

ments de liberté, mais je dois achever ce que j'ai commencé et enterrer la synagogue avec honneur. » Dans une dernière lettre datée de Périgny, 22 avril 1788, il annonce à sa nièce qu'il va enfin être relevé de ses pénibles fonctions : « Me voici presque à la veille de jouir du repos que j'ai bien gagné depuis 5 ans. Mon successeur sera nommé vendredi, et j'ai pris mes précautions à Versailles afin que son brevet fût promptement expédié. » Alquier le remplaça comme maire de La Rochelle.

*
*
*

Le vicomte de Malartic ne devait pas jouir longtemps de ce repos si désiré auquel il avait droit : ses services rendus allaient lui valoir le périlleux honneur de représenter la noblesse d'Aunis aux états généraux.

Le corps de ville de La Rochelle, à sa séance du 21 juin 1788, reçut avis de l'intendant de la convocation des états généraux ; le décret royal parut le 3 août, fixant leur ouverture au 1^{er} mai suivant. Les deux provinces réunies de Saintonge et d'Aunis formaient un pays d'élection, sous le titre de généralité de La Rochelle, alors administré par Reverseaux.

Tous les esprits étaient occupés d'une grave question, celle des états provinciaux. La Guyenne manifestait la prétention d'accaparer le territoire saintongeais pour la formation de ses états particuliers. Le comte de La Tour du Pin (1), partisan des idées nouvelles, venait d'être nommé commandant en chef de la Saintonge, de l'Aunis et du Poitou, en remplacement du comte de Puysegur, auquel il succéda plus tard comme ministre de la guerre ; on jugea le moment favorable pour l'affranchissement de la Saintonge, assujettie aux volontés d'un intendant. Les principaux habitants de la Saintonge se réunirent en deux assemblées, le 20 et le 31 décembre 1788 : l'assemblée conclut à refuser toute incorporation avec la Guyenne et à inviter les villes de Saint-Jean d'Angély et de La Rochelle à faire cause commune avec Saintes, pour la formation d'états provinciaux comprenant toute la généralité. Le duc de La Rochefoucauld fut spécialement prié de s'entendre à ce sujet avec le sénéchal d'Aunis.

Le 5 février, à Saintes, eut lieu la grande réunion des trois ordres, au palais royal ; ils é mirent différents vœux, entré autres de voir l'Aunis et la partie du bas Angoumois, comprise dans la généralité de La Rochelle, se rendre au désir unanime émis par la province de Saintonge pour ne former qu'un seul

(1) Jean-Frédéric, comte de La Tour du Pin-Gouvernet, né en 1727, mort en 1794, se distingua en Flandre sous le maréchal de Saxe et pendant la guerre de sept ans. Lieutenant général, député de la noblesse de Saintes il se rangea, avec la minorité de son ordre, du côté du tiers état. Ministre de la guerre du 4 août 1789 au 10 novembre 1790, il périt sur l'échafaud, victime des idées qu'il avait jadis défendues.

corps d'état. L'intendant fit un rapport au garde des sceaux le 18 février, se plaignant de ces assemblées illégales et sans objet, autorisées par La Tour du Pin.

Dès le mois de janvier, Saint-Jean d'Angély avait refusé de s'unir à Saintes pour la formation des états particuliers de la province. Peu de temps après, La Rochelle rejeta aussi les propositions d'union qui lui avaient été adressées par l'intermédiaire du duc de La Rochefoucauld. Dans ses assemblées du 21 et du 27 février, la noblesse de La Rochelle déclara refuser toute annexion avec la Saintonge, et vota l'établissement d'états particuliers pour l'Aunis (1).

Le 24 janvier, avait paru une lettre du roi, avec règlement à la suite, déterminant le mode de convocation des états généraux, et divisant le royaume en deux classes de bailliages et de sénéchaussées. Le règlement royal n'avait attribué qu'une députation à la province d'Aunis. Le 15 février, les gentilshommes de la ville et de la banlieue de La Rochelle adressèrent une lettre au directeur général des finances, demandant quatre députés, comme en 1614, époque où la ville et le port de Rochefort n'existaient pas encore. On ne fit pas droit à leur demande, et ils n'eurent qu'un député.

L'assemblée générale des trois ordres s'ouvrit le 16 mars, à 8 heures du matin, dans la grande salle du palais royal, sous la présidence du grand sénéchal, Green de Saint-Marsault, comte de Châtelailлон (2). L'appel nominatif dura trois jours consécutifs, les 16, 17 et 18.

A dater du 19, chaque ordre se réunit dans le local qui lui avait été assigné pour la préparation de ses cahiers et la nomination de ses députés. Les commissaires de la noblesse furent : Goguet, Martin de Chassiron, Chambon, Rougier, Cacqueray de Valmenier, Baudouin de La Noue, Froger et Griffon de Romagné. Les secrétaires : le vicomte de Malartic et Charpentier de Longchamps (3).

Le 26 mai, l'ordre arrêta définitivement son cahier de doléances (4) et choisit Malartic comme député ; Ancelin de

(1) Voir les documents publiés dans *Les états provinciaux de Saintonge*.

(2) Henri-Charles-Benjamin Green de Saint-Marsault, comte de Châtelailлон, né en 1739, mort en 1819, capitaine au régiment de Bresse infanterie, chevalier de Saint-Louis, avait succédé en 1786 à son beau-père, le marquis de Châtelailлон, comme grand sénéchal de La Rochelle et du pays d'Aunis.

(3) M. Antonin Proust a publié, dans le t. vi des *Archives de l'ouest*, le cahier de l'ordre de la noblesse de la ville et gouvernement de La Rochelle; puis le cahier du tiers de la ville et gouvernement de La Rochelle; le cahier du tiers état de Rochefort; du clergé de Saint-Jean; de la noblesse, du clergé et du tiers de Saintes; de la ville de Chalais; de l'île de Ré.

(4) Voir à l'*Appendice* la pièce numéro 1.

Saint-Quentin fut nommé député suppléant (1). L'ordre discuta ensuite les termes de l'instruction particulière (2), et du mandat impératif qu'il devait remettre à son député (3).

* *

Malgré l'ébranlement de sa santé, Malartic ne crut pas pouvoir refuser la mission de confiance qui lui était donnée par sa patrie d'adoption : il quitta La Rochelle le 15 avril, avec M. de Chambon, et arriva à Paris le 18, à cinq heures du soir. Ces

(1) Louis-Gabriel Ancelin de Saint-Quentin, chevalier, seigneur de Chambon et d'Angoute, membre associé de l'académie de La Rochelle, député suppléant de la noblesse d'Aunis, né le 15 mars 1735 de Gabriel-Antoine Ancelin, chevalier, seigneur de Saint-Quentin, Savarie et Chambon, capitaine au régiment de la reine infanterie, chevalier de Saint-Louis, mort en 1740, et de Marie-Josèphe Ancelin. Il mourut sans postérité à La Rochelle, le 2 février 1807. Voir *Bulletin*, VII, 402.

(2) « L'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de la ville et gouvernement de La Rochelle, voulant faire connaître ses intentions à son député pour porter son vœu à l'assemblée des états généraux, a arrêté ce qui suit : « Le dit ordre exhorte M. de Malartic à se réunir, autant qu'il le pourra, aux députés des sénéchaussées du Poitou, de Saintes, Saint-Jean d'Angély et d'Angoumois, pour tous les objets qui pourront concerner l'intérêt général de ces provinces et qui ne seront pas contraires aux intérêts particuliers de l'Aunis... »

Il est signé : Green de Saint-Marsault, comte de Châtelailillon, grand sénéchal ; de Chambon ; Goguet ; Rougier ; de Chassiron ; Baudouyn de Lannoë ; Cacqueray de Valmenier ; Froger ; Charpentier de Longchamp ; Griffon de Romagné ; Malartic.

M. Antonin Proust a publié cette pièce en entier dans le t. II des *Archives de l'ouest*, p. 94.

(3) L'ordre donne pouvoir et mandat spécial à M. de Malartic de représenter la noblesse de la sénéchaussée de La Rochelle dans les états généraux du royaume, en tant qu'ils seront composés de membres librement élus ; donne pouvoir général et spécial pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration et la prospérité générale du royaume ; lui donne mandat spécial, vu l'insuffisance de la représentation accordée à la sénéchaussée de La Rochelle dans les états généraux, convoqués pour le 27 avril prochain, de solliciter et obtenir une seconde députation ; il fondera les motifs de sa demande sur ceux exposés dans la lettre que les trois ordres ont adressée aux ministres de sa majesté. Dans le cas où le gouvernement refuserait d'accorder cette seconde députation, l'ordre charge son député de notifier aux états généraux la nomination et la mission de son suppléant. Il insistera pour la faire agréer, et obtenir qu'en cas de maladie ou autre empêchement, lui, député, soit remplacé de droit par le suppléant, qui dès lors aura entrée et voix délibérative aux états généraux, en vertu des pouvoirs que l'ordre lui a également confiés ; à tout ce que son député estimera en son honneur pouvoir contribuer au bonheur de la patrie, ne doutant pas qu'il ne soit toujours dirigé par la justice, la modération, la fidélité envers le roi, le respect des propriétés, l'amour de l'ordre et de la tranquillité publique.

Fait à La Rochelle, le 26 mars 1789. »

Mêmes signatures qu'à la précédente pièce, publiée comme elle, t. II, page 95.

détails sont consignés dans le « Journal de sa députation aux états généraux », qui comprend les événements du 15 avril au 30 septembre 1789. Tantôt Malartic fait un récit impersonnel, tantôt il entre lui-même en scène, et juge les hommes et les faits.

Ce journal est assez intéressant, mais ne jette pas un jour nouveau sur les événements si connus de cette époque ; nous nous contenterons de l'analyser, et nous ne citerons que les passages ayant trait à notre personnage et aussi ceux où il exprime une opinion personnelle.

« Le 19 et le 20 avril, dit-il, je me suis présenté à Paris, chez les ministres, pour remplir la mission particulière dont j'étais chargé au sujet de l'arrêt du conseil qui a cassé l'ordonnance du sénéchal. Les ministres étant à Versailles, excepté M. de Villedeuil, malade, et M. de Necker qui, à cause du travail dont il est chargé, avait fait défendre sa porte, je n'en ai pu voir aucun. Le 23 avril, je me suis rendu à Versailles, dans l'espoir d'y avoir audience de MM. le garde des sceaux de Villedeuil (1) et Necker ; toutes mes tentatives ont été inutiles. Je n'ai pu voir que M. le comte de Puységur, chez qui j'ai dîné et avec qui j'ai eu deux conférences, matin et soir. Le 25, je suis revenu à Versailles, où M. le comte de La Tour du Pin, arrivé de La Rochelle, m'avait donné rendez-vous ; le 2 mai, je m'installai à Versailles, 45, rue de l'Orangerie. »

Le 3 mai, les députés d'Aunis, de Saintonge et d'Angoumois se présentèrent chez les ministres, et ne furent reçus que chez M. Necker et le comte de Puységur. Le 4 mai, office dans l'église de Saint-Louis ; l'appel fut fait dans l'ordre de la noblesse, suivant le rang des provinces, anciens duchés et comtés-pairies. Après la ville et vicomté de Paris, on appela le duché de Bourgogne, celui de Normandie, etc. La ville et gouvernement de La Rochelle fut appelé après le Dauphiné et avant l'Angoumois. « J'ai été étonné, dit-il, et presque révolté de l'affectation indécente du peuple à crier et à applaudir M. le duc d'Orléans, marchant au rang des députés. »

Suit alors le récit détaillé de l'ouverture des états généraux, puis le discours de Necker sur la situation financière, qu'il juge ainsi : « Il m'a paru en général que l'orateur revenait trop souvent à l'éloge du roi ; cet excès m'a paru porté jusqu'à l'adulation. On pardonnera difficilement à l'orateur de s'être trop replié sur lui-même pour faire ou laisser faire en toute occasion son propre éloge. Pourquoi parler toujours de soi, de ses peines et des contrariétés qu'il a à surmonter ? »

En finissant le récit de la séance d'ouverture, Malartic a une reminiscence de l'époque où il composait ses vers galants :

(1) Laurent de Villedeuil était en 1788 au conseil royal des finances, et fut nommé en 1789 secrétaire d'état de la maison du roi, poste qu'il occupa jusqu'en 1790.

« La salle était élégamment ornée, décorée avec simplicité, éclairée par le jour le plus doux ; elle offrait de nouveaux avantages à la beauté et à la parure des dames qui en forment un des principaux ornements. »

A la séance du 6 mai, l'ordre de la noblesse fut présidé par son doyen d'âge, le marquis de Montboissier. On décida de prendre pour secrétaire provisoire le plus ancien d'âge, parmi les députés qui auraient rempli dans leurs bailliages les fonctions de secrétaire : « Je me suis trouvé le sous-doyen et je me suis félicité d'être né trois mois plus tard, et que M. Chaillouet, conseiller au parlement de Rouen, ait à remplir des fonctions que le défaut de lumières et de connaissances ne m'eût pas permis d'accepter. » Le 16 mai, il fut nommé secrétaire adjoint.

L'assemblée eut à examiner l'élection du comte d'Artois, élu député de Tartas (1). L'Albret faisant partie de l'ancien patrimoine de Henri IV, la noblesse de ce pays avait désiré pouvoir être représentée par un des descendants de ce prince. Le 15 mai, le président, duc de Luxembourg, donna communication d'une lettre du comte d'Artois, « lettre très honnête et qui ne peut que flatter l'ordre de la noblesse ; elle exprime la reconnaissance du prince sur les preuves d'affection et de confiance qui lui ont été données par la noblesse d'Albret, sur l'honneur qu'il se serait fait de venir siéger avec les gentilshommes députés de la nation, sur l'avantage qu'il y aurait eu d'apprécier encore plus particulièrement les sentiments qui les animent et les distinguent, et ses regrets sincères de ce que des conditions particulières ne lui permettent pas d'accepter la députation qui lui a été proposée. » La lettre fut applaudie avec enthousiasme, et l'assemblée en demanda une seconde lecture.

Dès le 19 mai, l'ordre de la noblesse s'était ému, au sujet de l'expression nouvelle de « députés des communes » employée par messieurs du tiers. La lutte entre le tiers état et les deux autres ordres, qui s'était engagée dès l'ouverture des états, ne fit que s'envenimer. Le « Journal » fait le récit de tous ces événements bien connus, et de la résistance des deux ordres à s'adjoindre au tiers qui, le 17 juin, s'était déclaré constitué en assemblée nationale. La noblesse ne semblait pas vouloir céder aux instances du roi ni de la reine. Mais à la séance du 27 juin, le président reçut un billet du comte d'Artois, ainsi conçu : « D'après l'attachement que je vous connais pour moi, d'après celui que la noblesse m'a toujours témoigné, engagez-la à ne pas différer de se rendre dans la salle commune ; c'est le seul moyen de sauver l'état et le roi. Vous connaissez mon cœur et mes sentiments. » En même temps, on apprit que plusieurs compagnies des gardes françaises refusaient de marcher. « Alors,

(1) Tartas, sur la Midouze, près de son confluent avec l'Adour ; jadis titre d'une vicomté, aujourd'hui chef-lieu de canton du département des Landes.

dit Malartic, il suffit d'apercevoir le moindre danger pour le roi, pour ne plus se permettre la moindre réflexion ; et d'une voix unanime, il fut arrêté de se rendre tout de suite dans la salle commune. La noblesse n'eut plus qu'à consigner, dans un arrêté, les motifs qui la déterminaient à se rendre dans la chambre du tiers, et les réserves et restrictions qu'elle pouvait faire, pour justifier de sa fidélité et se conformer aux intentions et pouvoirs de ses commettants ; mais il serait impossible de rendre la tristesse et la consternation que le danger de l'état avait mis dans tous les cœurs et sur toutes les physionomies. »

A partir de cette réunion des trois ordres, Malartic contient difficilement son indignation. Le 2 juillet, il s'irrite des termes employés par Mirabeau contre le cardinal (1) de La Rochefoucauld : « On ne croira jamais, dit-il, que, dans une assemblée aussi respectable, le président ait pu souffrir qu'on manquât aussi essentiellement à toutes les convenances. »

Le 3, Talleyrand, évêque d'Autun, proposa l'annulation des mandats impératifs. On discuta pendant plusieurs séances pour savoir si l'assemblée avait le droit de délier les députés des serments prêtés entre les mains de leurs commettants. Malartic prit part aux débats, à la séance du 8 juillet.

Il raconte en ces termes son intervention :

« Je me suis avancé au bureau, et ayant obtenu la permission de parler, j'ai demandé à M. l'archevêque de Vienne (2) et à M. l'évêque d'Autun si, sous le nom de députés partiels de bailliages, ils entendaient comprendre les députés des ordres du clergé et de la noblesse. Je leur ai observé que ces deux ordres avaient été de tout temps deux corps très distincts dans l'état ; qu'ils avaient toujours envoyé directement leurs députés aux états généraux, et que, dans la formation comme dans les délibérations des états généraux, ils avaient conservé la même distinction et les mêmes formes observées dans leurs élections ; dès lors que la très-grande majorité des députés de ces ordres avait des pouvoirs impératifs pour une manière de voter différente de celle des députés du troisième ordre, elle ne pouvait être soumise à la prépondérance numérique qui, par une innovation aussi extraordinaire qu'inconstitutionnelle, avait été donnée, dans cette tenue des états généraux, au premier ordre. Les dé-

(1) Dominique de La Rochefoucauld, né en 1713, mort en 1800, archevêque de Rouen en 1759, cardinal en 1778, présida les assemblées du clergé en 1780 et 1782, refusa le serment constitutionnel, et émigra après le 10 août 1792.

(2) Jean-Georges Le Franc de Pompignan, né en 1715 à Montauban, mort à Paris en 1790, chanoine de Montauban, évêque du Puy, et archevêque de Vienne en 1774. Il appuya les prétentions du tiers état aux états du Dauphiné ; député aux états généraux, il se mit à la tête des membres du clergé qui, le 22 juin, se réunirent au tiers ; président de l'assemblée nationale, ministre d'état.

putés des deux premiers ordres devaient alors être considérés comme les représentants de deux parties intégrantes, qui, avec la troisième, formaient le tout. D'ailleurs, faire juger définitivement la motion proposée par le seul ordre du tiers état qui s'est attribué le titre et les droits de chambre nationale, c'est rendre ce même tiers état juge et partie, puisqu'il s'agit de prononcer sur les pouvoirs impératifs et que la plupart des membres du tiers état ont un pouvoir impératif pour opiner par tête. Ce serait d'ailleurs juger plusieurs questions importantes sur lesquelles l'assemblée n'a pas encore entendu prononcer, telles que la délibération exclusive par tête, la confusion des ordres en un seul, la suppression de la distinction et des droits des ordres, etc. M. l'évêque d'Autun n'a fait aucune réponse à mes objections. M. l'archevêque de Vienne m'a assuré que je pouvais être tranquille, que cette motion ne passerait pas et que, vraisemblablement, l'assemblée déciderait qu'il n'y avait pas lieu à délibérer. » Puis il ajoute : « N'ayant pas assez de voix et me trouvant très incommode depuis quelques jours, je n'ai pu faire en public la motion que je venais de discuter avec M. le président et M. l'évêque d'Autun. On fit le recensement des voix, et 700 contre 28 prononcèrent qu'il n'y avait pas lieu à délibérer. »

Ainsi, sur 1,128 députés que comprenaient les trois ordres, 728 seulement avaient pris part au vote ; beaucoup de députés de la noblesse, et Malartie était du nombre, ne se croyaient pas le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée nationale. Le 30 juin, il avait écrit à l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée du pays d'Aunis (1) que, forcé par l'instruction particulière de ses commettants de ne jamais voter que par ordre sur tout ce qui ne concernait pas l'impôt ou la répartition, il leur demandait de nouvelles instructions. En attendant, il ne voulait pas voter à l'assemblée nationale : nous en trouvons la preuve dans un discours (2) qu'il prononça le 11 juillet à la chambre de

(1) Le député de la noblesse de La Rochelle, forcé, par l'instruction particulière de ses commettants, de ne jamais se départir du droit de délibérer par *ordre* sur tous les objets qui ne concernent pas l'impôt ou la répartition, déclare qu'il ne peut participer en rien aux délibérations de l'assemblée jusqu'à ce que ses commettants aient pris, dans leur sagesse, le parti qu'ils jugent convenable ; en conséquence et d'après l'obtention de nouvelles lettres de convocation pour assembler la noblesse de la sénéchaussée de La Rochelle, le dit député fait toute réserve contre toute décision qui pourroit être prise dans la dite assemblée et il en demande acte.

A Versailles, le 30 juin 1789.

(2)

11 juillet 1789.

Messieurs, j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la chambre la singulière perplexité où je me trouve, et j'ai celui de la supplier de vouloir bien prononcer sur les moyens que j'ai à prendre pour concilier les obligations qui me lient à mes commettants avec la scrupuleuse observation des principes

l'ordre de la noblesse, pour réclamer la seconde députation de La Rochelle. « Je n'ai pu, dit-il, notifier aux états généraux la nomination et la mission de M. Ancelin de Saint-Quentin,

que l'ordre de la noblesse a adoptés et que je me suis promis de ne jamais abandonner.

Le second article de mes pouvoirs porte : « Lui donne mandat spécial, vu l'insuffisance de la représentation accordée à la sénéchaussée de La Rochelle dans les états généraux, de solliciter et d'obtenir une seconde députation. Il fondera les motifs de sa demande sur ceux exposés dans la lettre que les trois ordres ont adressée au ministre de S. M.; dans le cas où le gouvernement refuserait d'accorder cette seconde députation, l'ordre charge son député de notifier aux états généraux la nomination et la mission de son suppléant; il insistera pour la faire agréer, et obtenir qu'en cas de maladie ou autre empêchement, lui député soit remplacé de droit par le suppléant qui dès lors aura entrée et voix délibérative aux états généraux, en vertu des pouvoirs que l'ordre lui a également confiés. »

Je n'ai point encore notifié aux états généraux la nomination et la mission du second député ou suppléant, parce que j'ai cherché inutilement les états généraux et qu'il m'a été impossible de les trouver et reconnaître dans l'assemblée prétendue nationale.

Cependant, messieurs, je dois à mes commettants de remplir, autant qu'il est en moi, le vœu qu'ils ont formellement énoncé, et auquel la province que j'ai l'honneur de représenter et la chambre de commerce du pays d'Aunis attachent la plus grande importance. Mes co-députés de l'ordre du clergé et du tiers, n'étant point gênés par les mandats de leur ordre sur le vote par tête, viennent de se concerter pour faire admettre par l'assemblée nationale la seconde députation que mes commettants ont nommée, et qui a prêté serment, ainsi que nous, dans l'espérance de son admission par les états généraux, auprès desquels nous sommes chargés de nous pourvoir. Ils m'ont sollicité de me joindre à eux, pour voir à ce sujet M. le président de l'assemblée nationale et MM. du comité de vérification, afin de solliciter cette admission et discuter les motifs qui la justifient. Vos principes, messieurs, qui seront toujours les miens, ne m'ont pas permis d'adhérer à leur demande; ils vont le présenter sans moi, et dès lors je serai à découvert vis-à-vis de mes commettants, qui me reprocheront sans doute de n'avoir pas fait, pour seconder leurs vœux, ce qu'auront fait mes co-députés. Ils ne voudront peut-être pas distinguer les motifs qui ont guidé ma conduite; et la délicatesse de mes sentiments ne sera peut-être à leurs yeux que le prétexte de l'obstination et d'une inflexibilité déplacée dont ils m'accuseront. Veuillez, messieurs, prendre en considération l'embarras où je suis. A vous seuls appartient le pouvoir de le faire cesser. Veuillez accorder à M. Ancelin de Saint-Quentin une séance provisoire parmi nous. Je n'ai garde de vous solliciter de confirmer par votre aveu le jugement que rendra la prétendue assemblée nationale. Je cesserai de mériter d'être assis parmi vous si, pour arriver au but qui m'est désigné, j'avais la faiblesse de vous proposer de déroger à vos principes, et de solliciter en ma faveur, quelque intérêt que j'aie de l'obtenir, une exception à la loi que vous avez cru devoir vous imposer.

M. Ancelin de Saint-Quentin a prêté serment comme moi; il s'est rendu comme moi à la convocation des états généraux; il a reçu de mes commettants les mêmes pouvoirs et les mêmes instructions qui m'ont été données. Il est à Versailles depuis le 2 mai, et il attend avec la plus vive impatience que vous lui permettiez de s'occuper avec vous des intérêts que notre province lui a confiés et qu'elle ne pouvait placer en de meilleures mains.

second député ou suppléant, parce que j'ai cherché inutilement les états généraux et qu'il m'a été impossible de les trouver et reconnaître dans l'assemblée prétendue nationale. »

A cette même séance, il fut arrêté que toutes les fois qu'il serait pris, dans la dite assemblée nationale, un arrêté contraire aux droits du roi ou aux principes constitutifs de la monarchie, l'ordre de la noblesse se retirerait dans sa chambre, pour y faire et renouveler ses protestations. Divers projets ayant été déposés, on nomma six commissaires chargés de les fondre en un seul mémoire intitulé : *Compte-rendu de la noblesse par ses représentants aux états généraux*. Le baron de Landekberg, le vicomte de Malartic, le marquis de Gaillon, d'Espresmesnil, de Coussans et de Cazalès furent élus commissaires.

En réponse à la lettre du 30 juin, l'assemblée de la noblesse d'Aunis, à sa séance du 11 juillet, déclara révoquer, autant que de besoin, l'*Instruction particulière* (1) et s'en rapporter à la sagesse et aux lumières de son député ; puis elle lui fit écrire, par le comte de Châtel-Aillon, une lettre vantant la délicatesse de ses sentiments, la pureté de ses intentions, son activité infatigable, et lui exprimant la vive reconnaissance de l'ordre pour le zèle dont il faisait preuve (2). Ce sont là des témoignages extrêmement flatteurs, et dont Malartic avait droit d'être fier.

(1) Extrait des registres de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée du pays d'Aunis :

« Aujourd'hui onze juillet 1789, l'ordre de la noblesse assemblé par lettres d'invitation de M. le comte de Châtelailon, grand sénéchal du pays d'Aunis, en son hôtel rue Dauphine, M. le sénéchal a dit qu'ayant reçu le règlement fait par le roi, concernant les mandats des députés, du 27 juin 1789, dûment enregistré en ce siège et au bailliage secondaire de Rochefort ; une lettre de M. de Ville-Deuil concernant les formalités à remplir pour l'exécution de ce règlement ; une lettre de M. le vicomte de Malartic, député de l'ordre de la noblesse du pays d'Aunis, dans laquelle il expose les restrictions des pouvoirs qui gênent ses délibérations, il aurait convoqué l'ordre de la noblesse pour aviser au parti qu'il convient de prendre à cet égard. La matière mise en délibération, vu et après lecture faite des différentes pièces ci-dessus mentionnées, ensemble des pouvoirs généraux et des instructions particulières données au dit sieur de Malartic le 26 mars dernier, l'assemblée a reconnu que les pouvoirs étaient suffisants et illimités et entièrement conformes à la lettre du roi et au règlement y annexé, et que, son député ne pouvant être gêné que par l'instruction particulière, l'ordre déclare révoquer en tant que de besoin la dite instruction particulière, et s'en rapporter à la sagesse et aux lumières de son député.

Fait et arrêté les dit jour et an que dessus.

LE CHARPENTIER DE LONGCHAMPS, *secrétaire adjoint de l'ordre de la noblesse du pays d'Aunis.* »

(2) « L'ordre de la noblesse m'a prié, monsieur, de vous témoigner sa satisfaction du zèle et de la sagesse que vous faites paraître dans la place que ses suffrages vous ont déferée. L'expérience lui fait voir qu'il ne pouvoit mieux

L'assemblée nationale, à sa séance du 25 juillet, eut à examiner la réclamation de la sénéchaussée d'Aunis pour une seconde députation ; la demande fut rejetée. Les seconds députés nommés furent regardés comme suppléants et, comme tels, eurent une place marquée et distinguée dans les tribunes.

C'est au mois de juillet que Malartic écrivit, au nom des Rochelais, « dont Henri IV se disait le bon ami », une lettre au comte d'Artois remplie de sentiments chevaleresques (1).

Le 31 juillet, la discussion fut très vive à l'assemblée nationale, au sujet du baron de Besenval ; il fut enfin décidé que, là où on le trouverait, il serait mis en sûreté sous la garde de la loi et de la nation, dans la prison la plus proche du lieu de son arrestation. Voici le jugement de Malartic sur la conduite de l'as-

placer sa confiance et ses intérêts. La délicatesse de vos sentiments, la pureté de vos intentions et l'activité infatigable de vos lumières, laissent au moins à vos commettants, dans le bouleversement inimaginable où sont aujourd'hui les choses et les esprits, l'espoir énergique et vivifiant de ne jamais perdre l'honneur.

J'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le C^{te} DE CHATEL-AILLON, *grand sénéchal*.

A M. le V^{te} de Malartic. »

(1) « Monseigneur, la noblesse française n'oubliera jamais la sensible reconnaissance qu'elle dut aux marques d'estime et de confiance que vous voulûtes bien lui donner dans votre lettre du 15 mai 1789, et dans l'accueil flatteur et honorable que vous fîtes le même jour à son président, chargé de vous offrir de sa part ses remerciements, ses regrets et ses respects. Elle a toujours reconnu, monseigneur, dans votre altesse les sentiments d'un digne descendant de Henri IV. Elle sait que le sang de ce monarque chéri vous a été transmis dans toute sa pureté, et que, tant qu'il vous en restera une goutte dans les veines, vous prouverez à l'univers entier que vous êtes digne d'être un gentilhomme français. Ce titre nous est devenu plus cher par l'éclat que vous lui avez donné ; et le prix que vous y attachez fait aujourd'hui notre consolation. Il était sans doute réservé à un prince qui s'est toujours honoré de se trouver parmi des gentilshommes français, dont le désir le plus ardent eut été de siéger avec eux et de partager leurs délibérations, surtout dans une circonstance importante, il était sans doute réservé à votre altesse d'accueillir les regrets et les protestations de cette même noblesse qu'on voudrait anéantir. Le décret du 19 du mois dernier a réveillé dans nos cœurs les sentiments que nous devons à l'ordre auquel nous nous faisons gloire d'appartenir ; et si nous avons pu, de notre pur mouvement, souscrire à tous les sacrifices des privilèges utiles et pécuniaires, il nous a été impossible de composer avec notre honneur et de consentir à l'anéantissement de la monarchie, que nous défendrons toujours au péril de nos vies.

Les gentilshommes du pays d'Aunis, les Rochellois, dont Henri IV se disait le bien bon ami, me chargent, par la lettre qu'ils viennent de m'écrire individuellement, d'adresser à votre altesse la protestation que j'ai faite en leur nom contre le décret du 19 juin. Ils vous supplient de vouloir bien la recevoir comme un dépôt, et comme un nouveau gage de leur amour, de leur respect et de leur reconnaissance. »

semblée en cette affaire : « Ainsi, aux yeux de l'univers, l'assemblée a été forcée de consentir à une injustice pour éviter le malheur de voir assassiner celui qu'elle aurait voulu sauver, et pour ne pas exposer les véritables représentants de la municipalité de Paris à être massacrés par le peuple du Palais royal. Le Palais royal fait la loi à Paris ; Paris la fait à l'assemblée nationale et à tout le royaume ; le roi est sans pouvoir et ne compte pour rien. »

Le 1^{er} août, on mit en discussion le projet proposé de la constitution et plus particulièrement la *Déclaration des droits de l'homme*. « Il a été agité si cette déclaration comme préliminaire de la constitution était nécessaire et si elle serait admise ; plusieurs l'ont regardée comme inutile et dangereuse. » Quantité de motions furent proposées à cette séance : signalons celle de Bousche, demandant qu'à l'avenir, on ne pût parler plus de cinq minutes, pour ne pas perdre un temps précieux en vaines discussions et en longs discours !

Puis vient le récit de la fameuse séance du 4 août, où les deux premiers ordres luttèrent de générosité avec les communes.

Les séances suivantes furent employées à rédiger les divers articles pour l'abolition des privilèges. Certains députés de la noblesse écrivirent aux habitants de leurs fiefs et seigneuries, pour mettre de suite à exécution le décret prononcé. Un M. Cottin lut à l'assemblée, le 5 août, une lettre écrite en ce sens à ses gens d'affaires : « En admirant sa patriotique générosité, dit Malartic qui relate ce fait, je n'ai pu m'empêcher de blâmer son ostentation et sa fatuité. »

Le 7 août, grande discussion, à laquelle Malartic prend part, sur l'abolition du droit de chasse. Le compte-rendu de la séance du 29 août mérite d'être cité presque entièrement, car il donne une idée assez exacte de la situation des esprits à l'assemblée : « Depuis deux jours, les opinions ne cessaient de varier sur la manière d'entreprendre et de commencer l'ouvrage de la constitution. Les uns voulaient d'abord établir les principes du gouvernement français, les autres entamer la grande question de la sanction royale et de la permanence ou de la périodicité des états généraux. Plusieurs proposèrent de suivre ce qui était porté par les cahiers et d'adopter les principes qu'ils avaient évidemment établis. Cette idée a paru *gothique* et on l'a renvoyée au bon vieux temps. Après beaucoup de débats, on est enfin convenu de discuter la nécessité de la sanction royale. Mais comme cette sanction pouvait être plus ou moins bornée, suivant la permanence ou la périodicité de l'assemblée nationale, suivant la formation de l'assemblée en une ou deux chambres, il a été libre de discuter ces différentes questions en s'occupant de la principale, la sanction royale. »

Les séances de la fin d'août furent agitées par les menaces de la part du Palais royal. On proposa que MM. Bailly et de La Fayette vinssent déclarer à l'assemblée qu'ils répondaient de la tranquillité de Paris, et que, dans le cas où ils ne pourraient

pas en répondre, l'assemblée nationale se concertât avec le roi pour se transférer ailleurs. « Cette dernière partie de la motion fut vivement combattue, dit Malartic, et les partisans du Palais royal, qui étaient décontenancés, reprirent courage. Par des sarcasmes ingénieux, on parvint à engager l'assemblée à déclarer qu'il n'y avait pas lieu de délibérer. J'ai moi-même été de cet avis, et je m'en repentirais si ce que je raconterai bientôt ne me tranquillisait. »

Voici en quels termes il parle du malaise qui régnait à Paris, pendant les premiers jours de septembre : « On ne se fait point idée des contes ridicules et des comparaisons odieuses faites à ce sujet pour abuser les malheureux citoyens de la dernière classe. »

Du 1^{er} au 7 septembre, l'assemblée se consacra à la discussion de ces trois importantes questions : 1^o sanction royale ; 2^o permanence de l'assemblée nationale ; 3^o son unité ou la division en deux chambres, discussion dont nous publions le récit complet (1). Encore que le *Moniteur*, que le *Journal des débats et décrets* et autres aient reproduit ces débats, cependant il contient des renseignements assez curieux et des opinions personnelles de Malartic ; ce qui justifie cette reproduction.

Le 26 septembre, on discuta la proposition de Necker sur l'imposition du quart du revenu. Mirabeau prononça un violent discours que Malartic analyse ainsi : « M. de Mirabeau parle avec une force, une énergie et une éloquence qui électrise tous les cœurs. On se laisse entraîner, et, sans discussion, sans examen, d'après une simple lecture d'un assez long mémoire, dont il était impossible d'avoir saisi tous les rapports, on se décide à aller aux voix sur un objet qui demandait la plus grande et la plus sérieuse méditation ; quelques gens sages, moins vifs, mais aussi bons patriotes, plus réfléchis, proposent quelques réflexions, demandant le renvoi de l'examen et la décision à lundi ; ils réclament cet ajournement au nom de leurs commettants ; mais on étouffe leurs voix et on ordonne l'appel nominal pour délibérer sur la rédaction ainsi posée. »

L'assemblée nationale accepta de confiance le plan proposé par Necker : 129 députés seulement votèrent non, et 24 n'é mirent pas d'avis. « J'ai cru, dit Malartic, ainsi que M. Grifon (2), devoir dire non. Comment pouvais-je donner, pour moi et pour mes commettants, mon consentement à des dispositions que je ne connaissais pas et qu'on ne me permettait pas d'examiner ? Je puis disposer de mon revenu, mais non de celui de mes commettants. »

Le *Journal de ma députation* finit au 1^{er} octobre 1789, et il nous a été impossible, malgré nos recherches, d'en retrouver la suite.

(1) Voir à l'*Appendice* la pièce numéro II.

(2) Le député du tiers état de La Rochelle.

A partir de cette date, nous n'avons plus trace de la vie de Malartic. Nous savons seulement qu'il émigra en Allemagne, et qu'il vint habiter Hambourg en 1795.

Les registres du corps de ville de La Rochelle font mention que le 31 messidor an III (1^{er} juillet 1795) le bruit courut que le citoyen Malartic, émigré, avait paru à La Rochelle. On se doute des sentiments peu bienveillants avec lesquels cette nouvelle fut accueillie. On sut du reste bientôt qu'il y avait erreur et qu'il s'agissait de Mac-Carty.

Malartic mourut, sans postérité, à Hambourg le mercredi 17 février 1796, et fut inhumé le mercredi suivant, dans le cimetière de Pesthof. Son acte de décès fut transcrit sur le « *Liber defunctorum* » de la communauté catholique de la ville d'Hambourg ; la copie est signée du curé et contre-signée par le consul, à Hambourg, de sa majesté l'empereur-roi apostolique (1).

M^{me} de Malartic survécut à son mari. Le 10 mai 1793, elle avait demandé à la commune de La Rochelle la permission d'aller à sa maison de campagne de Périgny, et l'autorisation lui en avait été refusée ; en 1794, elle avait été enfermée à Brouage. Elle mourut dans sa ville natale, le 5 juin 1804 (2), âgée de 75 ans.

Comte GABRIEL DE MALARTIC.

(1) L'an 1796, le mercredi 17 février, est décédé haut et puissant seigneur messire Ambroise-Eulalie de Malartic, âgé d'environ soixante ans, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lieutenant-colonel commandant du bataillon de Poitou de France, époux de haute et puissante dame Françoise-Eugénie Claëssen, demeurant depuis un an dans cette ville, résidant ordinairement ville et diocèse de La Rochelle, royaume de France, et le mercredi 24 il a été inhumé dans le cimetière de Pesthof.

Collationné à la minute, certifié véritable et délivré par nous, prêtre de la mission du Nord, curé de la communauté catholique d'Hambourg et aumônier de la légation impériale et royale.

Fait à Hambourg le vingt-six des mois et an ci-dessus, et avons apposé le sceau de la mission.

(Place du sceau)

FRANÇOIS-OTTO HOVESTADT, *curé m. p.*

(2) Du six prairial an douze de la république française, à cinq heures du soir (5 juin 1804).

Acte de décès de Françoise-Eugénie Claëssen, propriétaire, décédée aujourd'hui à onze heures et demie du matin, en cette ville, rue de l'Escale, âgée de soixante-quinze ans, native de La Rochelle, veuve en premières nocces de Pierre-Henri Régnier et en secondes nocces d'Ambroise-Eulalie Malartic, fille de Nicolas Claëssen et de Catherine Dubois, mariés et décédés, sur la déclaration à moi faite par Claude-Jean-François Pichon, propriétaire, âgé de cinquante-cinq ans, et Aubin Barrelhier, notaire public, âgé de cinquante-neuf ans six mois, demeurant l'un et l'autre en cette ville ; et ont signé, après lecture à eux donnée. PICHON. BARRELHIER.

Constaté par moi, André-Didier-Daniel Raoult, adjoint et officier public de l'état civil de cette commune. RAOULT.

APPENDICE

I

Extraits des procès verbaux d'assemblées des trois ordres de la sénéchaussée, ville et gouvernement de La Rochelle :

« Et avenant, le lendemain vingt-quatre mars mil sept cent quatre-vingt neuf, neuf heures du matin, nous, grand sénéchal susdit, en conséquence de la prorogation de la séance à ce jour, nous nous sommes transporté dans la grande salle du palais royal de cette ville, où, étant avec notre lieutenant général, le procureur du roi et notre greffier, les trois ordres réunis, il a été rapporté que, dans la conférence tenue ce jour d'hier par les commissaires nommés pour la rédaction des trois cahiers dans un seul cahier, il se trouvait des objets de demandes sur lesquelles il n'avait pas paru qu'ils pussent se concilier et que la délibération que chaque ordre avait prise portait qu'il avait été résolu de procéder dans leur ordre particulier, tant à la rédaction de leur cahier qu'à l'élection de leurs députés.

Vu les dites délibérations dûment en forme et à nous remises ; où le procureur du roi, M. le sénéchal a dit et ordonné, dit et ordonne qu'il sera procédé séparément dans chaque ordre tant à la rédaction de leur cahier qu'à l'élection de leurs députés, comme aussi qu'il sera nommé, dans chacune des trois chambres, des commissaires pour procéder à la dite rédaction ; que chacun des dits cahiers signé par tous les commissaires, le président et le greffier, nous sera remis pour être par nous délivré ou par notre lieutenant général aux députés qui seront élus ; et qu'il sera procédé à l'élection, par la voie du scrutin, des députés de chacun des dits trois ordres, au nombre et dans la proportion déterminée par la lettre de sa majesté, savoir un du clergé, un de la noblesse et deux du tiers état ; qu'il nous sera remis ensuite ou à notre lieutenant général copies en forme des trois procès verbaux de l'élection des dits députés ; que les trois ordres seront tenus de se rendre à notre assemblée générale que nous avons indiquée au vendredi vingt-sept de ce mois, neuf heures du matin, pour y assister à la prestation de serment en la manière accoutumée des dits députés ; qu'il sera dressé procès verbal de tous les dits actes, ensemble des instructions et pouvoirs généraux et suffisants, qui seront donnés aux dits députés pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets du roi, lequel procès verbal restera déposé au greffe de notre siège, et trois copies dûment collationnées d'icelui seront remises aux dits députés avec les cahiers des trois états pour être par eux déposé au secrétariat de leur ordre respectif aux états généraux. Ce fait, la présente séance a été remise, comme dit est, audit jour vingt-sept de ce mois neuf heures du matin. Signé : Green de Saint-Marsault, comte de Châtellaillon, grand sénéchal ; Regnaud, Griffon et Regnault, greffier.

Et avenant le vingt-sept du dit mois de mars, au dit an mil sept cent quatre-vingt-neuf, neuf heures du matin, nous, grand sénéchal susdit, en conséquence de l'ajournement et de l'indication portée à la séance du vingt-quatre de ce mois, nous nous sommes rendus dans la grande salle du palais royal où, étant avec notre lieutenant général, le procureur du roi et le greffier, M. le sénéchal a dit et ordonné, dit et ordonne qu'il sera présentement procédé à la suite d'une opération ordonnée par la lettre du roi, le règlement y annexé en date du vingt-quatre dernier, des ordonnances rendues pour l'accomplissement et la perfection des dites opérations. En conséquence, l'ordre du clergé par le sieur Blavoult, curé de Saint-Pierre près Surgères, élu secrétaire de son ordre dans la circonstance, a représenté la délibération prise dans l'ordre du clergé et le cahier des doléances arrêté

dans le dit ordre le vingt-six de ce mois, la délibération portant nomination de ses députés en date du jour d'hier et de ce jour, par laquelle il appert, que messire Charles-Jean-Baptiste Pinnelière, prêtre, docteur en théologie, curé de la ville et paroisse de Saint-Martin, isle de Ré, a été élu député, et pour suppléant ou second représentant de l'ordre aux états généraux messire Jean-Denis de Leutre, bachelier en faculté de droit, prieur-curé de la paroisse d'Aitré, la dite délibération donnant aux députés tous pouvoirs généraux et suffisants pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume, la gloire de la religion, le bien de tous et de chacun des sujets du roi ; et encore avec recommandation expresse aux députés de se pénétrer des plaintes et demandes exprimées dans leur cahier pour les appuyer avec zèle et prudence ; la dite délibération signée en l'expédition : Moreau de Marillet, doyen de la cathédrale, présidant le clergé, et Blavout, prieur de Saint-Pierre, près Surgères, secrétaire de l'ordre du clergé.

De la part de l'ordre de la noblesse, M. le vicomte de Malartic, secrétaire élu dans la circonstance, a représenté le cahier des doléances de son ordre, arrêté le vingt-six de ce mois, ainsi que la délibération prise par le dit ordre, le dit jour et ce jour d'hui, signée, pour copie conforme au registre, Malartic, secrétaire ; par laquelle délibération il appert que messire Ambroise-Eulalie, vicomte de Malartic, chevalier, lieutenant-colonel, commandant du bataillon du régiment de garnison de Poitou, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, a été élu pour député, et messire Louis-Gabriel Ancelin de Saint-Quentin, chevalier, seigneur de Chambon et d'Angoute, pour député suppléant ; à laquelle délibération sont joints les pouvoirs donnés par le dit ordre à son député et député suppléant pour représenter la noblesse de la sénéchaussée et gouvernement de La Rochelle dans les états généraux du royaume, en tant qu'ils seront composés de membres librement élus, et encore pour généralement et spécialement proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration et la prospérité générale du royaume, et aussi avec mandat spécial de solliciter et obtenir une seconde députation sur les motifs déjà exposés dans les lettres des trois ordres adressées aux ministres du roi, et, en cas de refus de la part du gouvernement, de notifier aux états généraux la nomination du député suppléant de l'ordre de la noblesse pour le faire agréer et qu'il puisse de droit remplacer le député, avoir dans son absence entrée et voix délibérative aux dits états généraux ; les dits pouvoirs signés de M. le sénéchal, des neuf commissaires de l'ordre et du sieur de Malartic, secrétaire de l'ordre, qui a aussi signé l'expédition de la dite délibération.

Ensuite le cahier de plaintes et doléances de la sénéchaussée, ville et gouvernement de La Rochelle, arrêté dans l'assemblée du tiers état tenue le jour hier, ensemble la délibération prise dans la dite assemblée portant les pouvoirs de ses députés, par laquelle délibération il appert que MM. Pierre-Etienne-Lazare Griffon, chevalier, seigneur des Motais, Romagné, Mezeron et autres lieux, conseiller du roi, lieutenant général en la sénéchaussée de cette ville, maître en la chambre des comptes de Paris, a été nommé premier député ; maître Charles-Jean-Marie Alquier, premier avocat du roi de la sénéchaussée et siège présidial, maire et colonel des milices bourgeoises de cette ville pour second député, et pour députés suppléants le sieur Jacques-Alexandre Boutet, capitaine au long-cours de la marine, syndic de la ville de Saint-Martin, isle de Ré, et le sieur Pierre Ruampa, lieutenant des canonniers gardes-côtes, cultivateur.

Desquelles présentations de cahiers et de délibération portant nomination des dits députés qui ont été remises devant nous, nous avons donné acte, en

conséquence; ouï le procureur du roi en ses conclusions, qui a dit et ordonné, dit et ordonne que les dits députés seront admis à la prestation du serment au cas requis, et les dits sieurs Pinelière et Deleutre s'étant présentés à notre bureau, après avoir levé la main *ad pectus*, ont promis et juré de fidèlement s'acquitter de leur commission.

Ensuite, les dits sieurs vicomte de Malartic et de Chambon étant à notre bureau, après avoir levé la main ont promis et juré de fidèlement s'acquitter de leur commission.

Après quoi, les députés de l'ordre du tiers, s'étant pareillement avancés à notre bureau, ont fait le même serment, la main levée, à la manière accoutumée.

Et les dits députés ayant accepté leur commission, de tout quoi nous avons donné acte; nous avons dit et ordonné, disons et ordonnons que les dits cahiers seront remis aux dits députés avec copie dûment collationnée de notre présent procès verbal, pour être par eux déposé au secrétariat de leur ordre respectif aux états généraux, avec tous pouvoirs suivant qu'il est porté dans les dits actes de délibération et pouvoirs arrêtés dans les dits ordres pour, les dits députés, représenter leur ordre respectif pour toutes les opérations relativement à notre ordonnance ou de notre lieutenant général, lettre de sa majesté du vingt-quatre janvier dernier et du règlement y annexé pour la convocation des états généraux, et encore suivant les pouvoirs généraux et suffisants à eux donnés de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume, le bien de tous et de chacun des sujets de sa majesté.

Ce qui a été accepté par les dits députés, lesquels se sont chargés des cahiers des trois états et ont promis de les porter à l'assemblée des états généraux du royaume pour être par eux déposés aux secrétariats de leur ordre respectif aux états généraux.

De tout ce qui dessus a été dressé le présent procès verbal qui restera déposé au greffe de notre siège et dont copies collationnées, signées par notre greffier, seront remises aux dits députés qui ont signé avec nous. Signé : Green de Saint-Marsault, comte de Châtelailon, grand sénéchal; Pinelière, curé de Saint-Martin; Deleutre, prieur-curé d'Aytré; Malartic, de Chambon; Alquier, maire; Boutet, Ruamp, Regnaud, Griffon, député et lieutenant général. Regnault, greffier.

Collationné conforme à l'original par nous, greffier de la sénéchaussée de La Rochelle.

REGNAULT.

Vu et vérifié par MM. les commissaires, le 2 may 1789. LE BERTHON, *par l'absence de monsieur le comte de Mondoissier.*

Vu au comité général à Versailles, le 30 juin 1789.

Signé : † J. M., arch. de Bordeaux.

II

Discussion sur la sanction royale, la permanence de l'assemblée nationale, son unité, ou la division en deux chambres.

Séances des mardi 1^{er}, mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4, samedi 5, dimanche 6 et lundi 7 septembre 1789.

Ces trois questions ayant ensemble beaucoup de connexité, on est venu peu à peu à les traiter ensemble, et on a pris, ce me semble, un bon parti. La

sanction royale n'étant en effet que la faculté qu'a le roi d'approuver ou de refuser une loi, cette faculté ne devant naturellement être employée que pour l'avantage de la nation, il est aisé de concevoir que le droit d'en user en sera plus ou moins étendu, suivant que l'assemblée nationale sera plus ou moins longtemps réunie et suivant le plus ou le moins de moyens qu'aura l'assemblée de se tromper et de s'égarer, d'après sa composition et son organisation intérieure. On n'a point fait ces réflexions les premiers jours. On s'était restreint à discuter et combattre la sanction royale. M. Rabaud de Saint-Etienne fut un des premiers à connaître la nécessité de réunir les trois questions, pour les résoudre, ou pour les éclaircir avec plus de facilité et avec moins d'inconvénient. Les avis ont été réduits à un petit nombre. Les uns n'ont point voulu de sanction ; les autres ont voulu une sanction absolue ; les troisièmes une sanction purement et simplement suspensive. On a fait un même mot des termes sanction et veto royal, quoiqu'ils aient une signification différente. Mais les orateurs et auditeurs se sont entendus, et cela a suffi. Ceux qui ne veulent pas de sanction ont dit que le roi n'est que le délégué de la nation, qu'un délégué ne peut avoir la faculté de s'opposer à la volonté de ses délégués ; qu'il serait absurde d'imaginer qu'un seul homme peut avoir plus d'autorité que 25 millions d'hommes ; que c'est cependant ce qui arriverait si le roi avait le droit de refuser, suivant qu'il lui plairait, une loi que voudrait la nation ; qu'ainsi peu à peu il détruirait l'édifice de la liberté élevé à si grands frais et avec tant de peine ; qu'il empiéterait sur le pouvoir législatif, et que, lorsque pour s'y opposer celui-ci voudrait proposer des lois, le roi, en refusant de les sanctionner, les annulerait, ce qui pourrait nous ramener très promptement à un despotisme d'autant plus absolu qu'il n'y aurait nul moyen légal pour s'y opposer et que sa force serait dans la constitution même. Tels sont en abrégé les motifs qui justifiaient l'opinion de ceux qui ne voulaient point de veto ; ils les ont présentés de mille manières différentes. Ceux au contraire qui ont voulu établir la nécessité du veto royal ont commencé par poser en principe que la constitution appelant le roi au partage du pouvoir législatif, il s'ensuivrait nécessairement que le roi, en exerçant le droit d'empêcher, ne ferait point un acte de pur arbitraire, mais qu'il ne ferait qu'obéir à la nation, qui, en lui déléguant ce droit précieux, lui a fait un devoir de l'employer toutes les fois qu'il s'apercevrait que le pouvoir législatif voudrait entreprendre sur sa prérogative royale ou que les représentans du peuple, par erreur, par précipitation ou autrement, proposeraient et arrêteraient une loi qui serait défavorable aux intérêts du peuple. Ils ont démontré que, si les représentans n'étaient arrêtés par aucun frein, ils attaqueraient tous les jours la prérogative royale, ils s'arrogeraient bientôt le pouvoir exécutif ; qu'ils ne manqueraient pas de prétextes plausibles pour en usurper tantôt une partie, tantôt une autre ; que peu à peu ils opéreraient la confusion des pouvoirs, et qu'au lieu du despotisme d'un seul nous aurions à essuyer le despotisme de mille, ce qui, sans contredit, est le pire de tous les maux. Ils ont prouvé jusqu'à l'évidence qu'il est absolument nécessaire de contenir le pouvoir législatif, qui peut déterminer le despotisme ou l'anarchie en se livrant à son ambition, et qui peut également causer la ruine de plusieurs membres de l'état par des lois précipitées ou inconsidérées ; qu'alors il fallait ou que le peuple exerçât lui-même ce pouvoir réprimant, ce qui ne pouvait avoir lieu sans exposer l'état aux plus dangereuses convulsions, ou qu'il le fît exercer par quelqu'un qui eût le plus grand intérêt à surveiller les entreprises et les erreurs du corps législatif ; que le roi, seul dépositaire du pouvoir exécutif, était le seul qui pouvait sans danger pour la chose publique se charger de cette surveillance. Ils ont avoué que le roi pourrait peut-être, par ce moyen, priver le peuple de quelque bonne loi ; mais ils ont fait sentir en même temps qu'il valait mieux à tous égards avoir une bonne loi de moins que de risquer d'en avoir une mauvaise de plus. Mais la sanction

par laquelle le roi doit coopérer à la formation des lois doit-elle être absolue ? Sur cette question, plusieurs membres ont pensé que demander si le veto sera absolu c'est demander s'il y aura une sanction, et demander s'il y aura une sanction, c'est demander s'il y aura un roi. Si la loi proposée est avantageuse au bien général, le roi l'acceptera toujours ; si la loi est indifférente, le roi pourra y mettre de l'insouciance sans préjudice à l'état ; et si la loi est nuisible, il sera avantageux pour la nation que le roi la rejette. Cette opinion des partisans du veto absolu ou indéfini, qu'ils regardent comme un droit essentiellement attaché à la monarchie et comme le préservatif de l'instabilité des lois, source de l'oppression des peuples, a été vivement combattue par plusieurs membres. Ils ont regardé le veto absolu comme contraire à la souveraineté connue de la nation ; que la nation ne peut aliéner sa souveraineté, qui deviendrait illusoire dans l'hypothèse du veto absolu ; que c'est à la nation à vérifier les pouvoirs qui s'entre-choquent ; que la volonté d'un seul ne peut jamais enchaîner ni suspendre la volonté de tous, etc., etc.

Enfin, ceux qui ont adopté le parti mitoyen sont convenus que le veto royal devait être absolu pour les représentans, mais suspensif pour le peuple ; que l'emploi d'un pareil droit n'était autre chose qu'un appel au peuple, auquel le roi dénonçait comme mauvaise la loi que ses représentans avaient voulu insérer au code de la nation. D'après ce principe, les uns ont voulu que, chaque fois que le roi croirait devoir refuser une loi, il fût tenu de dissoudre à l'instant le corps législatif et d'en convoquer un autre qui lui porterait le véritable vœu que le peuple aurait formé dans les assemblées élémentaires, et auquel le roi serait tenu de se conformer ; d'autres se sont opposés à cette dissolution du corps législatif, réprouvant l'usage d'une séparation qui pourrait aigrir le peuple et qui serait employée indifféremment pour des lois qui tendraient à anéantir la constitution, et pour celles qui ne seraient que le résultat d'une précipitation du jugement ou d'une erreur de calcul. Ils ont proposé de faire imprimer la loi rejetée et de la faire distribuer au peuple qui, en la méditant, pourrait dire et donner son avis sur son utilité ou sur son inconvénient. D'autres ont rejeté tout appel au peuple comme étant du plus grand danger, comme tendant à rendre chaque individu juge de l'intérêt général du royaume ; et comme il serait moralement impossible que tous les bailliages du royaume fussent du même avis, ils ont fait sentir le danger que présenterait un pareil choc d'opinions, combiné avec la fermentation qui règne dans le royaume, et avec les moyens que chaque citoyen s'est arrogé de dire son avis. D'après ces considérations, ils voulaient que les membres du corps législatif n'eussent que des instructions et jamais des mandats, et que, lorsque les nouveaux membres du corps redemanderaient la loi, leur vœu pût être pris pour celui de la nation. Cette observation en a fait naître beaucoup d'autres. D'abord, pour s'entendre, on est convenu d'appeler législature le temps que chaque député serait en fonction. Ensuite comme on a senti que la permanence des législatures, ou leur retour périodique plus ou moins éloigné, influeraient singulièrement sur le veto royal, on a cru qu'il fallait statuer définitivement sur ce préliminaire. Il n'y a eu qu'un seul avis pour la permanence, dans ce sens que la nation aurait toujours ses représentans, ou assemblés ou prêts à se rassembler, sans autre besoin que celui de leur autorité. Aussi il a été décidé qu'il n'y aurait plus d'états généraux, qui ne pourraient avoir lieu que lorsque le roi les convoquait ; que les représentans de la nation auraient une session tous les ans, plus ou moins longue ; qu'en se séparant ils s'ajourneraient, eux ou leurs successeurs, à telle époque dont ils conviendraient, sauf à rapprocher le temps de l'ajournement si les circonstances l'exigeaient. On a ensuite discuté la formation du corps législatif comme devant influer beaucoup sur le jugement à porter sur le veto, puisqu'il devient plus nécessaire quand il n'y a qu'une chambre que lorsqu'il y en a deux. Il y eut deux avis sur cette question. Le comité de

constitution avait proposé deux chambres, un sénat et une chambre de représentants de la nation ; il voulait le sénat à vie et composé de membres de toutes les classes de citoyens choisis par le roi, sur la présentation des assemblées provinciales ; d'autres admettaient un sénat pris dans le corps des représentants, ils voulaient que chaque bailliage nommât trois députés, et que parmi ces trois il désignât celui qui entrerait au sénat, qui ne serait point à vie, mais qui se renouvellerait comme la chambre des représentants. Dans le premier avis, le sénat pouvait refuser son consentement à la loi ; et dans le second, il ne pouvait que la suspendre jusqu'à ce que, réuni à la chambre des représentants, il décidât à la pluralité des voix avec cette chambre, si la loi serait acceptée ou refusée. Le premier sénat avait quelque ressemblance avec la chambre des pairs anglaise ; il a été refusé par cette raison, et l'on a pris pour prétexte qu'en supposant la chambre des représentants de 600 membres et le sénat de 200, il en résultait que 101 sénateurs arrêteraient la volonté de 600 représentants et de 93 sénateurs ; le second sénat a été représenté comme ne formant qu'une section de la grande chambre, comme divisant le corps législatif en grands bureaux. Enfin, on a commencé par aller aux voix. On a d'abord décidé la permanence du corps législatif. On a décidé ensuite qu'il ne serait composé que d'une seule chambre ; et revenant ensuite au veto royal, on a décidé que le roi aurait la faculté de donner ou refuser son consentement à la loi qui lui serait présentée par le corps législatif. Il y a eu sur cet article une longue discussion sur la nécessité de ce consentement pour la constitution. On a allégué plusieurs raisons pour prouver que le roi n'étant que le pouvoir constitué, ne pouvait pas se refuser à la loi que le pouvoir constituant faisait pour établir ses droits. On disait en deux mots que la nation pouvait choisir le gouvernement, sous lequel elle voulait vivre ; et que si celui-là ne lui convenait pas, il était bien le maître d'y renoncer. M. Mounier a prouvé par les arguments les plus forts que le roi avait les droits les plus assurés à la souveraineté ; que nous avions été convoqués par lui et envoyés vers lui ; que nous ne pouvions sans son consentement faire une nouvelle constitution, à laquelle nos commettants ne nous avaient certainement pas autorisés. Ces motifs qui portaient du cœur n'étaient pas suffisants pour ébranler une multitude qui ne sent rien. M. Fretteau en est venu à bout en lui faisant peur ; il a représenté que si on présentait la constitution à la sanction royale et que le roi y trouvât quelque innovation qui lui fût défavorable, il ne manquerait pas, non de la refuser, mais de dire aux représentants que, n'ayant reçu de leurs commettants aucun pouvoir de faire pareille constitution, il en appelait au peuple, pour savoir si tel était réellement son vœu ; qu'un pareil appel pouvait achever d'incendier le royaume, et qu'il était on ne peut pas plus dangereux d'élever actuellement une pareille question. D'après ces réflexions, on a décidé que le roi avait la faculté de refuser son consentement à une loi qui lui serait présentée ; que ce refus ne serait que suspensif et nullement indéfini ; 613 ont voté pour le veto suspensif, 337 pour l'indéfini.

Lorsqu'on s'occupait de ces importantes discussions, lorsqu'on allait aux voix pour les décider définitivement, M. le président a reçu une lettre de M. Necker qui adresse à l'assemblée nationale un mémoire qu'il avait lu au conseil du roi sur cette question. On a mis en délibération s'il en serait fait la lecture oui ou non ; plusieurs avis ont énoncé que le ministre nous envoyant son mémoire de la part du roi, on ne pouvait se refuser à en entendre la lecture, puisque certainement on n'aurait pas refusé de l'entendre lui-même s'il s'était présenté à la séance ; d'autres prétendaient que ce mémoire pouvant influer sur la délibération de l'assemblée et l'assemblée devant être libre dans ses suffrages, on ne devait point en donner lecture. Cet avis a prévalu. Chacun s'est déterminé, dans cette occasion, par son

propre sentiment. Les partisans de l'autorité royale craignaient que le ministre, qui conduit le conseil, n'eût engagé le roi, sous le spécieux prétexte du bien public, à renoncer à son veto ; ils pensaient qu'il valait encore mieux que la nation en privé son monarque que de voir celui-ci en suppliant abandonner la plus belle prérogative de sa couronne. Ceux du parti opposé craignaient, au contraire, que le roi ne témoignât de la répugnance à se dessaisir de ce droit, et que cette répugnance connue du monarque ne diminuât l'influence de leur parti et ne fortifiât, d'autre part, celui des membres attachés aux anciens principes.

On a donc continué la délibération sur la sanction ; mais avant de statuer combien de temps pourrait durer le refus, on a établi comme préliminaire indispensable que les mêmes membres d'une législature ne seraient en place que deux ans, et qu'ils seraient renouvelés tous à la fois. Plusieurs personnes se sont opposées à cette décision, et ont voulu motiver leur avis. On allait enfin décider la grande question, lorsque M. Dupont, qui paraît être celui qu'on met toujours en avant, a proposé de suspendre cette décision jusqu'à ce que le roi eut sanctionné les arrêtés du 4 août et jours suivants. Cet incident a occasionné les plus vifs débats. L'avis a été adopté ; en attendant la réponse du roi, on a proposé de déclarer : Que la personne du roi était sacrée et inamovible ; que le trône était indivisible, et que la couronne était héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs enfants. On ne croira jamais que cette dernière proposition ait trouvé des contradicteurs et opposants dans l'assemblée nationale ; il s'est élevé plusieurs réclamations : elles ont été si vives et si indécement soutenues que l'assemblée a été au moment de se séparer. Les partisans du duc d'Orléans qui sentaient qu'une pareille décision jugeait ses prétentions mal fondées, ont fait l'impossible, pendant deux jours, pour l'empêcher. Cependant elle a passé malgré eux, avec cette clause qui avait été maladroitement proposée par un de leurs énergumènes, M. Target (1), sans entendre rien préjuger sur l'effet des renonciations. La réponse du roi est arrivée, elle est signée de sa main, pleine de bonté, de raison et de sentiment ; il approuve l'esprit de tous les arrêtés en général, mais il ne peut y donner sa sanction qu'après qu'il aura vu si les lois de détail qui doivent les expliquer n'entraîneraient aucune difficulté.

Il présente beaucoup de lois à l'assemblée et les soumet à ses réflexions. Il y en a sur le rachat des droits féodaux, sur l'abolition des dixmes, sur la vénalité des offices, toutes parfaitement justes, sagement discutées et entièrement fondées ; l'assemblée ne s'y est point arrêtée. Après les débats les plus bruyants, elle a chargé son président de se retirer devers le roi, pour demander la simple promulgation des principes contenus dans les arrêtés, lui promettant, lorsqu'elle s'occuperait des lois de détail, de prendre dans la plus grande et la plus respectueuse considération les avis que S. M. avait bien voulu lui donner ; ce qu'il y a vraiment d'incroyable, c'est que le mot *respectueuse considération* a excité des murmures et presque des réclamations dans une certaine partie des communes.

Pendant les longs débats qu'ont occasionnés ces diverses questions, on ne peut se dissimuler que les communes ont eu une grande influence. Plusieurs causes m'ont paru y contribuer : d'abord les gentilshommes de l'assemblée se connaissent à peine de vue ; il n'y a entre eux ni accord concerté à l'avance,

(1) Guy-Jean-Baptiste Target, né en 1733, mort en 1807, avocat, membre de l'académie française, député aux états généraux dont il fut président en 1790, refusa, sous prétexte de santé, de défendre Louis XVI. Juge au tribunal de Carcassonne sous le consulat, il prit part à la rédaction du code civil et du code criminel.

ni liaison intime d'amitié; chacun vient à la séance, sans avoir su ou prévu ce qu'on y délibérera, et sans s'être consulté en conséquence avec ses confrères. C'est encore pis chez le clergé. Il en est bien autrement dans la partie des communes, qu'on appelle le Palais royal : ils s'assemblent tous les jours dans différents clubs; les gentilshommes, leurs adhérents, s'y trouvent, ainsi que les curés qui leur sont dévoués; ils y combinent leurs diverses motions, et ils se présentent toujours à l'assemblée avec un plan formé, et cela leur donne un grand avantage. D'ailleurs, cette partie des communes est douée d'une impudence à toute épreuve. Lorsqu'elle s'aperçoit que quelque motion contraire à ses vues va passer, elle crie et, par des brouhahas continuels, lasse la patience des autres, empêche ceux du clergé ou de la noblesse qui veulent prendre la parole, et finit ordinairement par faire renvoyer la question à un autre jour: ce qui lui donne le temps d'intriguer et de cabaler, ou à faire revenir sur un décret prononcé. J'en ai vu plusieurs exemples dans ces discussions...

Toute la cabale est orageuse et impudente : elle se partage en deux gros corps, aux deux extrémités supérieures de la salle, et elle détache quelque composé des plus fortes voix dans les autres quartiers ; c'est ainsi que 150 ou 200 personnes maîtrisent l'assemblée.

A ces considérations il en faut joindre une autre : le clergé est nul ; il n'y a que deux évêques qui parlent et ils sont du parti des communes. Les seuls abbés Maury et Montesquieu ont élevé la voix ; mais ils sont hués dès qu'ils se présentent à la tribune ; il en est de même de ceux de la noblesse qui veulent parler, ainsi que de ceux des communes qui ne sont pas de cette minorité. Dès qu'ils laissent apercevoir un avis contraire aux idées du Palais royal, les brouhahas commencent et ne cessent point. Mais lorsque quelqu'un des *enragés* (on les nomme ainsi) parle, ils l'écoutent et applaudissent. Comme la majorité est plus honnête, elle ne se permet pas les libertés et les indécences auxquelles la minorité se livre. Enfin, on ne peut se dissimuler que la noblesse est subjuguée par la crainte. Le traitement que plusieurs gentilshommes ont éprouvé dans leurs châteaux, la terreur que leur ont inspirée trois millions d'hommes armés contre eux, leur a ôté cette ancienne énergie. Ils gémissent sur le sort de leur patrie, qu'ils voient perdue sans ressource ; ils n'ont plus le courage de se dévouer à une ruine presque certaine, qu'ils regardent comme inutile à la chose publique et incapable de reculer d'un pas l'horrible catastrophe qui s'annonce.

Le roi, sur la seconde demande de l'assemblée, répondit qu'il ne pouvait faire promulguer que ce qui était revêtu de sa sanction, et que ne pouvant imprimer ce sceau aux arrêts du 4 août, sans en avoir vu les détails, il allait non pas les promulguer, mais les faire publier dans tout le royaume. Cette réponse un peu jésuitique fut prise pour bonne et on continua la discussion relativement à la durée du veto suspensif. Après bien des débats, il a été décidé que le roi pourrait refuser son consentement à un acte du corps législatif pendant la durée de la législature qui l'aurait proposé, pendant la durée de la législature suivante, mais qu'il serait obligé de le donner à la troisième législature. C'est ainsi que s'est terminée cette grande question. On a essayé plusieurs fois de ramener l'assemblée à décider si le roi pourrait ou ne pourrait pas refuser son consentement à la constitution ; mais quelque adresse qu'on y ait mise, le piège a toujours été découvert et l'assemblée n'a pas voulu s'y laisser prendre...

Pendant la discussion de la sanction royale, onze femmes et filles d'artistes de Paris furent admises à la barre, pour présenter à l'assemblée nationale quelques bijoux d'or et d'argent à leur usage, dont elles faisaient hommage à la patrie; elles ont été très bien accueillies, assises dans des chaises dans le parquet, pendant la séance. Leur exemple a fait beaucoup de prosélytes. Parmi ceux qui ont donné, il y en a qui méritent d'être cités : il est venu

deux laboureurs de Charronneuil, élection de Mantes, qui ont apporté 800 liv. au nom de leur hameau. Ces bonnes gens ont fait grande impression, ainsi qu'un cultivateur qui a apporté 17 setiers de grain en nature. Un don qui a paru fort extraordinaire est celui qu'a fait M. de Montalembert, maréchal de camp, auteur du système de la fortification perpendiculaire et des travaux de l'isle d'Aix : il a offert à l'assemblée son cabinet de plans en reliefs, dont on a prétendu que des puissances étrangères lui avaient offert 12.000 louis. Le médecin de Rets, de Rochefort, a offert deux chevaux de cabriolet. Il a été arrêté de faire imprimer la liste de tous les dons patriotiques, et d'en tenir note exacte sur un registre à ce destiné.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

ARCHITECTURE ET SCULPTURE EN FRANCE, 6^e livraison, contient de M. L. Noé, *Eglise d'Aunay*, planches 38 et 39, et *Hôtel de ville de La Rochelle*, planche 42.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE BREST, t. xvi, 1891, contient de M. Kernéis : *Le chevalier de Borda*. Page 20, est une note sur Boux, fils d'un artisan de Rochefort, lieutenant de frégate par brevet du 30 août 1758, capitaine de brûlot, lieutenant de vaisseau à la suppression de ce grade le 3 février 1770, capitaine de vaisseau le 24 mars 1772, chevalier de Saint-Louis, retraité avec 1.000 écus de pension le 12 septembre 1777, décédé à Saint-Domingue en 1790.

BULLETIN HÉRALDIQUE DE FRANCE, de septembre 1891, publie un article généalogique : *Du Cheyron du Pavillon, de La Dulgare, de Beaumont et de Ribeyrolles*. Voir *Revue de Saintonge*, xi, 17.

COMPTES-RENDUS DE LA SOCIÉTÉ DE BIOLOGIE, 1890, page 89, publient de MM. Pouchet et Beauregard : *Echouement d'un cachalot à l'île de Ré*. Voir *Bulletin*, x, 89.

L'ESPÉRANCE, organe officiel des unions chrétiennes de jeunes gens de France, du 15 avril 1891, contient : *Une visite aux antiquités chrétiennes de l'Irlande. Notes et souvenirs de voyage*, par M. Eugène Moutarde ; et du même, n° des 15 décembre 1891 et 15 janvier 1892, *Les protestants français en Irlande, à propos d'une visite au cimetière des vieux huguenots à Dublin*.

LE BLASON HÉRALDIQUE, par P.-B. Gheusi. Paris, Didot, 1892, grand in-8°, 373 pages. Prix : 15 francs.

Ce « manuel nouveau de l'art héraldique, de la science du blason et de la polychromie féodale », est dressé d'après les règles du moyen âge par M. P.-B Gheusi (Norbert Lorédan) qui lui a donné pour épigraphe le mot de Gérard de Nerval : « La connaissance du blason est la clef de l'histoire de France. » L'importance du blason n'est plus à démontrer. A chaque pas, en effet, on rencontre un écu, sur un monument, église ou château, sur une estampe ou un tableau, même sur une voiture ou un couvert. Je ne parle pas de la langue héraldique, qu'il faut bien connaître un peu ; c'est une nécessité en ce siècle de démocratie surtout. Comme tout le monde est égal, c'est à qui ne sera pas l'égal de tous. De là cet amour des distinctions, cette soif de décorations. Il faut des rubans, et de toutes les couleurs. Chevalier de Saint-Louis, chevalier de la légion d'honneur, cela suffisait pendant la première moitié du xix^e siècle. L'empire avait créée en 1808 les officiers de l'université et les officiers des académies, titres attachés aux fonctions ; Napoléon III en fit des distinctions attribuées aux services de l'enseignement ; la troisième république les a prodiguées un peu à tout le monde ; de plus elle a inventé l'ordre du mérite agricole. Les convoitises se sont allumées ; aujourd'hui on veut avoir sa boutonnière ornée, puisque tout le monde l'a fleurie ; il serait déshonorant de n'être pas décoré comme son voisin. Et l'on recherche, dans ce passé qu'on dédaigne et qu'on dénigre, des ancêtres à particule, des aïeux que d'Hozier a blasonnés moyennant 20 livres. Que si, par le plus grand des hasards, on n'en trouve point, on en fabrique. Voilà comment il se fait que les armoriaux, les nobiliaires, les dictionnaires des familles, les généalogies ont tant de faveur : les uns y puisent des connaissances utiles, indispensables ; les autres, des armes — c'est le cas — pour leur vanité.

On comprend donc quels avantages offre un traité sûr, complet, sans être compliqué. Il n'en manque pas. Toutefois nous recommandons celui que vient de publier la maison Didot. Treize cents gravures l'ornent et l'expliquent ; or, rien ne remplace l'image en ces matières ; et la description la plus exacte, la plus minutieuse ne saurait figurer l'objet aux yeux des profanes ; on comprend mieux le texte quand il est illustré.

L'ouvrage est divisé en trois livres : 1^o les figures héraldiques, pièces honorables, meubles, partitions ; les figures naturelles, quadrupèdes, oiseaux, poissons, reptiles, végétaux, astres, instruments, etc. ; 2^o les ornements extérieurs de l'écu, supports, tenants, couronnes, pour le clergé, la magistrature, l'armée, même les villes, auxquelles l'auteur refuse impitoyablement un timbre quelconque sur l'écu ; et cela malgré l'autorité de Jacques Chevallier qui met hardiment une couronne de baron sur l'écu d'une baronnie, de duc pour un duché, de comte pour un comté. En revanche, il leur ôte sans respect aucun, et il a raison, la couronne murale dont l'empire avait gratuitement affublé le blason des bonnes villes. Le 3^e livre contient les applications,

c'est-à-dire l'exemple après la théorie ; nous trouvons là les armes d'une foule de familles dont un index facilitera la recherche : Arlot de Saint-Saud, Aubert de Courcerac et Aubert du Petit-Thouars, Aymer de La Chevalerie, Beauharnais, Bouchard d'Esparbès, Brossin de Méré, Comminges, Dampierre, Isle de Beauchêne, La Trémoille, La Tour du Pin, Lastic, Lauzon, Larocque-Latour, Le Veneur, Maurès de Marlart, Renaud d'Avesne des Méloizes, Rochechouart, Volvire-Ruffec, Voyer d'Argenson, etc.

J'aurais désiré quelques pages sur les anciens ordres de chevalerie.

MÉMOIRES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET ARTS DE MONTPELLIER, t. IX, p. 40, contiennent de M. l'abbé Ferdinand Saurel une étude biographique, *Marie-Nicolas Fournier, évêque de Montpellier, 1760-1834*, où l'on trouve, p. 113, chapitre IV, des détails sur Jean-Louis-Simon Rollet, secrétaire de l'évêché de Saintes, nommé en 1802 à l'évêché de Montpellier par l'influence de son frère utérin, le sénateur Lemercier, et qui apprit par un décret du 21 mars 1806, qu'il était démissionnaire de son siège et était chanoine de Saint-Denis.

Rectifions une erreur de la *Biographie saintongeaise* qui dit : « Rollet, né à Rochefort vers 1760, prêtre du diocèse de Saintes... fils de Jacques Rollet, commissaire de la marine, et d'Anne Lecercler, qui se remaria en 1754 avec Jean-Elie Lemercier. » Si Rollet était né en 1760 d'une femme remariée en 1754 à Lemercier, il devait s'appeler Lemercier ; en second lieu, s'il était né à Rochefort, il était prêtre du diocèse de La Rochelle.

Jean-Elie Lemercier fut veuf le 8 février 1749 d'Angélique-Elisabeth de Bonnemie ; son fils Louis-Nicolas, né le 28 décembre 1755 d'Anne Lecercler, eut pour parrain à Saint-Pierre de Saintes son demi-frère Simon Rollet.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE ROUBAIX, t. XII, 1889, contient, p. 25-237, de M. l'abbé Théodore Leuridan : *Le clergé de la Flandre wallonne pendant la révolution française*, où se trouve un chapitre sur la déportation à Rochefort.

La NATURE du 19 décembre contient de M. Brossard de Corbigny : *Les grottes de Meschers* (Charente-Inférieure), description avec figures et plan des grottes creusées dans les rochers qui bordent la mer et dont quelques unes sont encore habitées.

REVUE DE GASCogne de février contient la suite des inscriptions tauroboliques de Lectoure par M. Espérandieu ; *Histoire de la Gascogne*, suite, par M. Bladé, qui a une note biographique sur Pierre de Marca, né à Gan, près de Pau, en 1594, président au parlement de Pau, conseiller d'état, archevêque de Toulouse, auteur de l'*Histoire du Béarn*, qui fut aussi

abbé à Saint-Jean d'Angély ; une lettre de du Bartas, publiée par M. Tamizey de Larroque.

REVUE DU BAS-POITOU (4^e livraison de 1891) contient : 1^o, p. 411, la lettre (14 juin 1758) du maréchal de Sennecterre convoquant la noblesse de Saintonge et d'Aunis pour défendre les côtes menacées par les Anglais, publiée dans l'*Etat du ban de Saintonge* (A Saintes, de l'imprimerie Toussaint, 1758). Voir aussi *Etudes et documents sur la ville de Saintes*, p. 67 ; — 2^o de M. Baguenier-Desormeaux, *Etat politique et militaire de la Basse-Vendée et du Poitou en 1793*, d'après le rapport (14 août 1793) des adjudants généraux Hasard (1) et Grammont (2) aux généraux Rossignol, commandant en chef, et Ronsin, adjoint au ministre de la guerre. Voici ce qu'ils disent de La Rochelle (3) : « Il faut avoir vu la fédération du dix août dans cette ville pour juger la nécessité où est la république de porter un œil attentif sur cette place exposée à nos ennemis intérieurs et extérieurs : le maire (4), ami intime de Biron, à la tête de la cérémonie,

1) Hasard, ancien religieux génovéfain, avait donné les plus grandes marques de son ardeur républicaine, et fondé à Saint-Denis une institution pour l'éducation civique des fils d'aristocrates. Il devint chef de l'état-major général de l'armée des côtes de Brest.

(2) Nourry, dit Roselly, dit Grammont, né en 1752 à La Rochelle, débuta à la Comédie française le 5 février 1779, fut sociétaire en 1786, démagogue farouche en 1792, adjudant général en Vendée, puis chef d'état-major de l'armée révolutionnaire en 1793, condamné à mort et décapité le 11 avril 1794.

(3) Dans cette partie du rapport, on sent les basses rancunes de Grammont contre ses compatriotes qui n'ont pas su apprécier ses talents ; son désir de vengeance apparaît nettement contre tout ce qui tient un rang un peu élevé dans sa ville natale. Les Rochelais pourtant avaient embrassé de bon gré les principes révolutionnaires. Seules, un certain nombre de vieilles familles avaient montré peu de sympathie pour ce nouveau régime ; mais la masse de la population n'avait pu admettre la terreur ; au commencement de mars, 80 personnes au moins étaient déjà incarcérées pour leurs opinions modérées. La guerre de la Vendée causa de grandes craintes dans la ville, qui se voyait à la veille d'être attaquée du côté de la terre par les insurgés, et du côté de la mer par les Anglais, dont la flotte bloquait l'entrée du port. Les habitants formèrent de nombreux bataillons de volontaires, qui luttèrent avec ardeur contre les adversaires du gouvernement établi. Un misérable ouvrier horloger, nommé Parent, sans ressources, sans travail, arrivé de Paris à La Rochelle en 1790, dominait dans le club rochelais des Amis de la constitution. Il devint, dit Dupont, l'idole des plus ignobles terroristes et l'effroi des citoyens honnêtes. Cet homme fut l'âme de toutes les mesures de violence prises à La Rochelle, et l'organisateur des assassinats et des exécutions qui eurent lieu dans cette ville. Il ne faisait d'ailleurs que suivre les instigations de Billaud-Varennès, qui ne cessait de faire retentir la convention de ses déclarations contre l'incivisme de sa ville natale, poussant l'infamie la plus atroce jusqu'à désigner son propre père parmi les ennemis de la république qu'il importait de supprimer. (Dupont, *Histoire de La Rochelle*).

(4) C'était Dély ; il avait été élu le 2 décembre 1792. Il fit preuve d'une grande fermeté et, malgré des opinions avancées, d'une grande douceur envers les prisonniers. Surexcitée par la nouvelle de la défaite subie au pont de Saint-Fulgent par la garde nationale de La Rochelle (16 mars 1793), la population voulait se porter aux derniers excès. Dans la nuit du 20 au 21 mars, un individu nommé Lévêque, ayant témoigné son contentement du succès des Vendéens, allait être mis en pièces, quand Dély, accompagné des officiers municipaux Delacoste et

faisant crier : *Vive la République*, et se refusant à ajouter : *une et indivisible* (1), nous disant très sèchement que cette addition était sous-entendue; le général Verteuil (2), homme de paille, est le jouet des nombreux royalistes de cette ville; le commandant de la garde nationale, Tournon (3), faisant les fonctions d'adjudant général et de commandant temporaire de la ville, homme très suspect, souffrant que les grenadiers des bataillons, au mépris de la loi, portent encore des bonnets à plaques fleurdelisées, et des fleurs de lys sur les retroussis de l'habit. C'est ce même Tournon qui souleva ses bataillons et vint signifier en notre présence au général Verteuil, au moment où nous allions passer la revue de la force armée, que ses bataillons ne reconnaissaient que lui pour général, et nous força d'exhiber nos pouvoirs et d'en faire lecture au milieu de la place; c'est ce même Tournon qui engagea les chefs de bataillon à ne point passer notre revue, et fut cause que le nommé Donné à Dicu (sic), commandant du 5^e bataillon, s'y refusa formellement et manqua, comme nous l'avons déjà dit, de causer une insurrection générale; nous regardons Tournon plus coupable que Donné à Dieu, qui s'est laissé égarer.

Admyrault, se précipite au-devant de ses concitoyens, fait à Lévêque un rempart de son corps et le sauve par son courage, ainsi que les prisonniers royalistes qu'on voulait écharper. Malheureusement, il ne put, malgré son dévouement et l'énergie du commandant Thouron, sauver quelques heures plus tard la vie de quatre malheureux prêtres réfractaires, que la populace du port finit par égorger (*Ibid.*, p. 577 et 580).

(1) Pour bien se rendre compte de toute la perfidie d'une pareille dénonciation, il faut se souvenir que nous sommes au 15 août 1793, c'est-à-dire à quelques semaines seulement de l'écrasement des fédéralistes et des girondins, alors que Bordeaux n'avait pas encore ouvert ses portes à Tallien.

(2) Verteuil était lieutenant général avant la révolution. Lorsqu'éclata la guerre de Vendée, il commandait à La Rochelle la 12^e division militaire.

(3) Thouron était commandant de la garde nationale de La Rochelle dès la formation de ce corps. Au début de l'insurrection vendéenne, il forma avec sa troupe la majeure partie de l'armée du général Marcé, sous les ordres duquel il servit comme chef de la légion du centre, avec le grade d'adjudant général. Il assista à la bataille du 19 mars 1793, entre Chantonnay et Saint-Fulgent, où les troupes républicaines furent entièrement battues. Ce fut lui qui, par son courage, parvint, avec Boulard et Esprit Baudry, à sauver l'artillerie et les débris de l'armée. Il fut signalé à la convention pour sa bravoure dans cette occasion. (*Réimpression de l'ancien Moniteur*, xv, 784). Il ramena à La Rochelle sa troupe fort éprouvée. Hélas! un certain nombre des gardes nationaux de la ville avaient péri dans la défaite. La nouvelle de ce désastre amena une émeute, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Thouron, après avoir contribué par son courage à sauver, avec le maire Dély, les malheureux enfermés à la prison des Dames-Blanches, ne put, malgré ses efforts, arracher quatre pauvres prêtres à la fureur populaire. Dans cette circonstance, le chef de la garde nationale ne voulut pas, pour défendre les prisonniers, ordonner à sa troupe de faire feu sur la populace; sans doute ce fut une faute, mais peut-on la reprocher bien amèrement, en pleine guerre civile, à un homme qui venait de donner tant de preuves de son courage et de son dévouement, et qui d'ailleurs suivit en tous points les instructions du maire? Thouron, non content d'avoir payé de sa personne contre les ennemis de l'idée et du gouvernement qu'il servait, avança de sa bourse dix-sept mille livres pour l'organisation et l'équipement de la garde nationale, prévoyant bien pourtant qu'on ne pourrait le rembourser.

« Nous vous observons, citoyens généraux, que la tour de la Lanterne (1) renferme en ce moment plus de mille brigands prisonniers; il est instant de faire passer des ordres très prompts, pour leur translation dans l'intérieur, soit à Angoulême, soit au château de Jarnac; ces prisonniers disent hautement que, tant que Biron aurait commandé l'armée patriote, l'armée catholique était assurée de ses succès. La prison de la ville est également engorgée de personnes de différents sexes, tant émigrés qu'anglais; ils crient impunément: Vive Louis XVII! Il s'en est évadé huit le jour même de la fédération, et l'on n'a fait aucune recherche ni poursuite!!! (2). Cette indifférence nous paraît impardonnable, avec d'autant plus de raison que, dans la nuit même du 10 au 11, des placards contre la république, et au nom de Louis XVII, ont été affichés jusqu'à la porte du général Verteuil et dans tous les coins de la ville. Le décret contre les assignats royalistes a fait lever la tête aux aristocrates marqués; les armateurs, négociants et autres riches de la ville en sont gonflés de rage, mais ils sentent qu'il faut s'y soumettre. Nous observerons que la masse entière du peuple ne participe en rien à toutes ces infamies, et que lui seul fait éclater une joie républicaine (3). »

—

LA REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (REVUE BLEUE) du 6 février 1892, sous ce titre : *Souvenirs d'un prisonnier de guerre allemand (1870). L'île d'Oleron*, traduit un chapitre du livre de M. Théodore Fontane, *Kriegsgefangen*. M. Fontane avait été arrêté comme espion pendant qu'il visitait le lieu de naissance de Jeanne d'Arc; il fut enfermé d'abord dans la citadelle de Besançon, puis transféré à l'île d'Oleron; il raconte ses impressions sur Marennes, Le Chaput, surtout sur Le Château et la citadelle. Voir sur lui, dans le numéro du 12 décembre, un article de M. T. de Wyzewa.

(1) L'entrée du port de La Rochelle était défendue par les trois tours de la Chaîne, de Saint-Nicolas et de la Lanterne, cette dernière un peu sur la gauche en venant de la mer; puis, sur un plan plus éloigné, se trouvait la tour de l'Horloge. Une grande partie des malheureux enlevés ou faits prisonniers dans la Vendée avaient été dirigés sur La Rochelle. Dès le mois de juin 1793, la tour de la Lanterne en était encombrée; on dut bientôt leur affecter aussi les tours de Saint-Nicolas et de l'Horloge. A la fin, il sévit, parmi ces prisonniers accumulés dans des espaces trop restreints, une maladie contagieuse terrible, qu'ils communiquèrent aux juges qui les envoyaient à l'échafaud! Dans la seule tour de la Lanterne, il périt environ 250 prisonniers; 60 furent guillotins. Les autres, employés à divers travaux par la municipalité, survécurent à la pacification et furent renvoyés dans leur pays, après le 15 février 1796.

(2) L'état des prisonniers vendéens était tel qu'ils excitaient un intérêt général; à la municipalité, au club de Parent même, on les appelait les pauvres brigands. Le conseil de la commune dut s'occuper d'améliorer leur sort. (Dupont, *Histoire de La Rochelle*, p. 583).

(3) On pourra rapprocher cette lettre de l'article, *La Vendée en juin 1793*, dans la *Révolution française* du 14 novembre 1891 (Niort, 18 juin 1793, lettre des représentants à l'armée des côtes de La Rochelle au comité de salut public.

UNION CONSERVATRICE de Saint-Jean d'Angély, des 21 et 24 janvier, contient [de M. Denys d'Aussy] *Une cause célèbre au XVI^e siècle*. Il s'agit de la princesse de Condé, Charlotte de La Trémoille, accusée de l'empoisonnement de son mari à Saint-Jean d'Angély en 1588. L'auteur, après un examen approfondi et une discussion très serrée, une grande connaissance des faits et une très sage appréciation des détails, conclut qu'il est à peu près certain que la princesse n'est pas coupable.

L'UNIVERS du 1^{er} février publie en variétés un article, *Valeur historique ou traditionnelle des légendes des premiers évêques de la Gaule*. M. l'abbé Arbellot, chanoine de Limoges, président de la société archéologique du Limousin, un des grands défenseurs de l'apostolicité des églises de la Gaule, répond à un passage de M. l'abbé Duchesne, professeur à l'institut catholique de Paris, dans son mémoire : *Origines des sièges épiscopaux dans l'ancienne Gaule* (Voir *Bulletin*, xi, 215). M. Arbellot fait remarquer fort justement que ce dédain absolu des légendes, des vieilles chroniques n'est pas justifié, et que leur attribution à une époque postérieure à Charlemagne est fausse, au moins pour un certain nombre. En effet, une légende n'est pas toujours une fable ; elle contient la plupart du temps un fonds de vérité ; le véritable critique ne la rejette pas en bloc ; mais il dégage le vrai du faux, il tire le diamant de sa gangue et, si l'on veut, l'or du fumier d'Ennius. D'autant que cette proscription générale détruit complètement votre thèse. Si vous rejetez la légende, vous voilà forcé de renoncer à l'autorité de celui que vous donnez pour historien, pour le père de l'histoire ; Grégoire de Tours est pour vous parole d'évangile, parce qu'il combat la mission des évêques au premier siècle. Mais tout ce qu'il dit des premiers évangelisateurs, des antiques martyrs de la Gaule, où l'a-t-il pris ? dans les actes des saints, dans les traditions des églises, dans les légendes des fidèles. Il était postérieur de 3 ou 4 siècles aux personnages dont il parle. Q'avait-il pour raconter ces origines chrétiennes ? « C'est avec des légendes écrites avant lui qu'il a parlé de saint Saturnin de Toulouse, de saint Ursin de Bourges, de saint Martial de Limoges, de saint Privat de Mende ; c'est à l'aide de souvenirs légendaires qu'il attribue au pape saint Clément la mission de saint Eutrope de Saintes, qu'il parle de cette matrone de Bazas, qui était allée à Jérusalem recueillir le sang de saint Jean-Baptiste. Or, par quelle transformation merveilleuse ce qui était légendaire avant lui est-il devenu historique après lui ? Pourquoi, si vous reconnaissez aux légendes de Grégoire de Tours une valeur historique, refuserez-vous aux autres légendes une valeur traditionnelle ? Pourquoi êtes-vous plus sévère que l'église qui, en insérant dans le bréviaire romain les légendes de saint Denys et de sainte Marthe, a reconnu à ces légendes au moins une valeur traditionnelle ? »

Est-il vrai ensuite que la composition de toutes ces légendes

date du ix^e siècle seulement ? L'ancienne vie de saint Martial, où Grégoire de Tours a puisé le récit de trois miracles, est-elle postérieure à l'avènement de Charlemagne ? et aussi la légende de saint Ursin, que Grégoire a reproduite dans son *Historia Francorum* ? et la passion de saint Denys, qui figure dans les œuvres de Fortunat ? et la légende de saint Austremoine, composée au vii^e siècle par saint Priest, évêque de Clermont ? et celle de saint Clément de Metz, où Paul Warnefride, en 778, a pris ce qu'il dit de cet envoyé de saint Pierre ? et celle de saint Memmie de Chalons, que Mabillon date du vii^e siècle ? Les hagiologistes, les chroniqueurs, les savants du ix^e siècle, Adon de Vienne, Usuard, Notker de Saint-Gall, Hincmar de Reims, Hilduin de Saint-Denis, Jean Scot, Erigène Waladalbert, Raban Maur, ont-ils donc tous accepté aveuglement comme faits historiques « des conjectures artificielles, des fictions de lettrés », qui ne dataient que des dernières années du siècle précédent ? Evidemment, sur ce point, M. l'abbé Duchesne est allé trop loin. En élaguant la plante parasite, il a coupé la branche et le tronc ; en échenillant l'arbre, il a fait tomber fleurs et fruits.

La conclusion de M. l'abbé Arbellot, très modérée, est conforme à ce que nous disions dans le numéro de mai 1891 : « Il faut rejeter les légendes parmi les légendes, et ne pas donner comme authentiques et vrais des faits qui ne sont qu'hypothétiques. Mais de là à nier tout ce qui n'est pas appuyé d'un texte formel, à une époque où les textes sont rares ou ont complètement péri, il y a loin... Si Grégoire de Tours a parlé d'Eutrope envoyé par Clément, c'est qu'il avait derrière lui une « tradition écrite ou orale ».

L. A.

VICTOR HUGO APOLOGISTE. *Abrégé du dogme et de la morale catholique, extrait des œuvres de Victor Hugo, par l'abbé E. Duplessy.* Paris, Lecday, 1892, in-18, 214 pages.

Très sincère admirateur de Victor Hugo, qu'il appelle « un des plus grands hommes et le plus grand poète de ce siècle », M. l'abbé Duplessy, « qui reste comme étourdi sous le poids de cette intelligence, comme ébloui de l'éclat de ce génie », a voulu montrer que son idole n'était pas aussi diable qu'on le voulait bien dire, et il a publié ce livre où sont reproduits les passages exclusivement chrétiens et catholiques de ses nombreux ouvrages. En cela M. Duplessy a satisfait sa double passion : l'amour de Dieu et l'admiration de Victor Hugo !

Sans doute, ce livre n'a pas la prétention de nous donner complet le poète des *Odes*, du *Pape* ou des *Châtiments*, et qui voudrait juger son héros aurait à puiser ailleurs ; M. Edmond Biré, par exemple, lui fournirait d'autres documents. Mais enfin c'est un côté, et il est bon de rappeler, à ceux qu'ont attristés les funérailles grandioses et grotesques du mort illustre, tout ce qu'il avait écrit de vrai, de bon, sur Dieu, sur Jésus-Christ, sur l'église catholique, puis sur le devoir, la charité, la

vie éternelle. Ne vaut-il pas mieux admirer que médire ? l'enthousiasme est meilleur que le dénigrement ; l'amour est supérieur à la haine.

.*.*

M. l'abbé Duplessy vient de publier aussi (Paris, Loday, 1892, in-32, 152 pages ; Poitiers, typ. Oudin), un petit livre spécial, *Cérémonies de l'installation des curés, guide liturgique à l'usage des fidèles*. On y pourra, au point de vue historique, comparer les prises de possession aujourd'hui et il y a un siècle. Il y a beaucoup de détails semblables ; il y manque aujourd'hui la prise de possession du temporel de l'église, ouverture et fermeture des portes du presbytère, feu dans la cheminée, bris de branches d'arbres dans le jardin, arrachement d'une touffe d'herbe ou d'une tige, etc.

QUESTIONS ET RÉPONSES

I. — QUESTIONS

N° 501. *L'auteur inconnu d'un manuscrit sur la déportation.* — Le hasard m'a fait découvrir, chez un habitant de Saint-Jean d'Angély, le carnet de voyage d'un prêtre parti de Niort pour l'exil le 28 juillet 1792, et revenu dans cette ville le 27 novembre 1800, après bien des péripéties en Angleterre, en Belgique, en Hollande ; mais le nom de l'auteur n'y est pas mentionné. Je pose à mes confrères cette question :

Quel est le nom des trois prêtres partis de Niort pour l'exil le 28 juillet 1792, et dont l'un au moins revint dans la même ville le 27 novembre 1800 ? Y a-t-il eu à Niort des prêtres portant à cette époque les noms de Trianon, Mentor et Dufiguier, qui ont bien l'air d'être des pseudonymes ?

L.-C. S.

N° 502. Il a été publié, à Paris, chez Martin Lasnier, en 1625, un livre in-4°, « *Les triomphes de l'amour de Dieu et la conversion d'Hermogène*, par F. Philippe d'Angoumois, P. capucin. Dédié à Monsieur, frère du roi. » Hermogène, c'est le duc de Joyeuse. Mais quel est l'auteur de l'ouvrage, ce père capucin qui se cache sous ce nom : « Philippe d'Angoumois » ?

C.

N° 503. *Les Fleury de La Gorgendière.* — Jacques-Alexis de Fleury, baptisé en 1612 à Saint-Jean de Montaignu, diocèse de Luçon (fils de Jacques de Fleury et de Périne Gabar), qui passa en Canada vers 1677, eut de sa première femme, Marguerite de Chavigny, veuve de Thomas Douaire de Bondy, plusieurs

enfants, entre autres : Jacques de Fleury, fils aîné, ordonné prêtre le 26 août 1694 en France; Charles de Fleury, qui se fixa dans le diocèse de La Rochelle. Ce Charles a-t-il laissé postérité? Cette famille est-elle encore représentée? Ses membres se qualifiaient seigneurs ou sieurs de La Gorgendière, de La Janière, d'Eschambault, des Marets. Elle portait d'après un ancien cachet : *Parti, au 1, une rose en chef et un croissant en pointe; au 2, coupé: au 1 un chevron, au 2 une losange.*

P.

N° 504. *Le chevalier Deslandes et un imprimeur à Rochefort.* — *L'Intermédiaire des chercheurs*, 1891, en faisant des recherches (tome XXIV, col. 439, 594, 682 et 969) sur le chevalier Deslandes — André-François-Pierre Le Chat Deslandes, chevalier de Saint-Louis, selon les uns; André-François Boureau-Deslandes, selon la *France littéraire* de Quérard, qui donne la longue liste de ses ouvrages — né à Pondichéry en 1690, mort le 11 avril 1757, commissaire général de la marine à Rochefort et à Brest, selon M. Moy, pose, à propos du plus curieux de ses ouvrages, *Réflexions sur les grands hommes qui sont morts en plaisantant*, paru d'abord à Rochefort chez Jacques Le Noir en 1714, cette question : « Cette année-là, Deslandes était-il bien commissaire de la marine à Rochefort; mais dans cette ville tout récemment fondée par Colbert et Louis XIV, y avait-il alors une imprimerie? » Nous faisons la même question et en outre nous demandons des renseignements plus nombreux et plus exacts sur l'auteur.

B.

II. — RÉPONSES.

N° 79 et 329: tome I^{er}, page 315; V, 381; VI, 414; VII, 89 (et aussi 79); VIII, 458. *Usages, coutumes, superstitions en Saintonge.* — Il existe un usage singulier dans les paroisses de Saint-Thomas de Conac, de Saint-Fort sur Gironde et peut-être d'autres des bords de la Gironde. On met un sou dans la main des morts avant de les enfermer dans leur cercueil. C'est, disent les paysans, le sou que le mort doit donner à l'offrande. Evidemment c'est le denier à payer à Caron, dont le souvenir s'est christianisé. Je ne sais si l'on a signalé cette coutume ailleurs.

E. G.

— Voici — mises en vers et patois saintongeais — quelques superstitions de la contrée :

La brr'toune à la viève eit enflée. — In vipère,
M'en doute, l'a fîssée au remeuil. — No, mon père.
— A l'a menée au champ dan l'égal. — No, vou di :
L'a fr-r-mojhée hier qu'o-l-était vendredi.

Viève ne sera poin la femme à Jhan. — Prr'quoué ?
— Coume i passian tou deù in souer à dret in bouè,
Soun ancien amoreù a torsut ine riorte.
— Et c'eit-ô q'arrivit ? — La droleisse en eit morte.

Son prr'tendut devait tiré le sort, Zabeau
Tapine son jhilet, et prr'eite bein sûre
Qu'i-l-ameune in bon liméro
D'ine lengrotte a coud la coue en la doubiure.

De la fr'r'seie et dau pinson,
Neut et jhour, jh'entend la chanson ;
Qu'at-ô ? — Ta cousine Doxie,
Bounej'hen ! d'ar souer eit básie.

In jhour de fouère à Mirambiá,
Jhan sortait au matin sei boèx pr'allé lei vende ;
Ine érègne chésit tout dret su son chapiá :
« Chagrin ! c'-t'-i, reston, peusque a m'ou baye à
[comprende (1). »

Pepé, moué jhe sei thieùque choûse.
— C'eit-ô don ? — In nic. — Malhureù !
Le di pâ s'ou la teub've. — A couse ?
— La sarpan mignerait lei-z-eù.

Faut, qu'on dit, à la chandelour
Feire dei creipe tout le jhour :
Vou-z-aré de l'arjhan tout le long de l'an-née,
Et lei taupe en voù pré seran estarminée.

En Saintonjhe on dit bein souvent,
Quante-n-on vouet volé thieùque mouinière au vite,
Ou qu'on entend ronfié le vent
Dedan la cheminée : « Aron ine visite. »

Prr'guari lei fi, faut in poué : n-on prend, s'on peut,
Le drr'nié jhour de la lune, au cot de mineut,
Dei pezá, san conté, d'in sat ou d'ine grelle,
Que-n-on jheute en thiulan prr'dessù la marzelle.

Quante-n-on troue in œu coquatri, que-n-en feire ?
On l'ébouye à grand cot de bâton en soun eire,
Et n-on dit en cougnan : « Œu coquatri, te voué ;
Mei, bein sûr, o faura que tu moure avant moué. »

Si tu raconte su ta route
In sorcier thi te veut dau mau,
En passan conte l'animau
Di sept foué : « Sorcier, jhe te doute ! »

Quant t'entendrâ passé la chasse Galerite,
Sarre-te vite en ta garite,
Et n'en rethliâme pâ ton dret :
In membe de chrétien su ta teite chérait.

(1) Cité comme spécimen du patois parlé en Saintonge, *Géographies départementales de la France*. Charente-Inférieure, par J.-B. Tartière, inspecteur primaire. Paris, Gustave Guérin et C^e, éditeurs, 1891.

In souer d'hivar, jh'ei vut in groû mouton tout bian,
Couché dan in foussié térit ; tire ine motte,
I me course. Chein nou jh'arrivi tout trembian :
O-l-était ine ganipote.

Lei-z-étouèle qu'on vouet filé coume le vent,
O-l-eit, coume o m'a dit ma memé bein souvent,
Dei-z-âme à bout enfin de feire peurgatouère,
C'allan chein le bon Yeu. Moué jhe veû bein-z-ou crouère.

Quante-n-on passe au souer conte lei cementière,
Le long dei soubreture on vouet courit dau feu.
Combe a-t-ô de jhen thi demandan : C'eit ô thieu ?
O-l-eit dei-z-âme en peine ; a voulan dei pr'ryère.

Faut aû jhène marié le souer dei noce apprende
Qu'on det thitté brûlé la lampe tant qu'a veût ;
Que le premier dei deû thi la buffe, o-l-eit thieût
Thi sera le premier que la mort vinra prende.

PIARE MARCUT.

N° 267: t. IV, 174; VIII, 156; X, 356; XI, 72, 138. *Authon-Barberousse*. — *L'Intermédiaire des chercheurs et curieux* du 20 janvier 1890 (xxv^e année, col. 43), sous ce titre: *Barberousse, roi d'Alger, était-il français et se nommait-il Antoine d'Authon ?* publie de M. de La Coussière un résumé du débat qui s'est élevé sur ce point, dans la *Revue de Saintonge* et le *Bulletin de la société historique du Périgord*, entre M. Denys d'Aussy et M. de Roumejoux, et termine ainsi: « Il serait à désirer que quelque savant intermédiaire, par quelque document nouveau, vint détruire les arguments de M. d'Aussy qui s'appuie sur des *Chroniques*, dont l'une, d'un parent d'Antoine, n'en fait pas un pacha; et confirmât ceux de M. de Roumejoux, bien que son argument le plus sérieux soit tiré d'un conte donné comme tel par Brantôme, déjà peu véridique par lui-même. »

N° 467: t. XI, p. 136 et 281. *L'auteur du Maudit, de la Religieuse, etc.* — On lit dans la biographie de l'abbé Michon, par M. Ad. Varinard, avocat à Saint-Etienne, rédacteur de la *Graphologie* (Voir l'*Avenir de la Charente-Inférieure*, des 7, 14 et 17 juillet 1881), ces lignes: « Qui ne se rappelle, comme s'ils étaient d'hier, le *Maudit*, la *Religieuse*, le *Moine*, le *Jésuite*, le *Curé de campagne*, le *Confesseur*, le *Professeur*? L'abbé Michon n'avoua jamais la paternité de ces livres. Aujourd'hui nous le révélons sans remords dans cette notice nécrologique. Pourquoi jouerions-nous au mystère? Tout le monde sait que « M. l'abbé » a écrit le *Maudit* et la série qui l'a suivi; et personne ne l'en blâme, au contraire. » Il ne peut donc y avoir aucun doute sur l'auteur véritable.

N° 497: tome XI, page 39. *Les Jaubert et les Saulnier de Beaupine.*

Voici un essai de filiation d'une branche des Jaubert, celle des Jaubert des Vallons: Louis de Jaubert, écuyer, marié à Isabeau du Bois, eut Jean de Jaubert, écuyer, marié, en 1547, à Jacqueline Le Roy, dont vint François de Jaubert, écuyer, marié, en 1576, à Isabeau Guichard. Ils eurent François de Jaubert, écuyer, sieur de La Rouzle, marié, en 1630, à Esther Barbot, dont est issu Pierre, sieur des Vallons, marié, en 1659, à Louise Angebaud. Leurs enfants furent: 1° Louis de Jaubert, écuyer, sieur des Vallons; 2° Pierre, marié à Aimée Robinet; et 3° Nicolas, sieur de La Rouzle, marié, en 1699, à Marie Vigier. De Nicolas ou de Pierre — je n'ai pu savoir lequel — naquit Nicolas, sieur des Vallons, marié, en 1753, à Jeanne-Antoinette de Rava-Robert de Ferrachapt. Son fils, Pierre de Jaubert, né en 1758, capitaine de frégate, épousa, en 1791, Marie-Anne Navarre de Boisderet, dont vinrent deux enfants: 1° Constantin-Pauly de Jaubert, né en 1811, marié à Marie-Lowely Saunier de Beaupine, et 2° Marie-Anne-Marguerite-Odile, née en 1803, mariée, en 1820, à Jean-François-Joseph-Annet de La Charlonnie. Constantin eut Pauly de Jaubert et Marie de Jaubert, décédée.

A. L.

— Saint-Allais, *Nobiliaire universel de France*, xvii, 352-421, a publié une longue généalogie des Jaubert en Périgord, en Angoumois et dans toute la Guienne, en Champagne, en Lorraine, etc., dans laquelle il range tous les Jaubert, et les Jaubert de Saint-Gelais, et les Jaubert de Barrault, et les Jaubert en Quercy, dont les armes diffèrent. Les Jaubert de Saintes, Jaubert des Vallons, portent comme les Jaubert du Périgord, les Jaubert de Saint-Gelais, ce qui prouve une communauté d'origine. D'Hozier, *Armorial général*, v, 653, a publié la généalogie des Jaubert de Raffiols en Quercy.

M. de La Morinerie, p. 82, mentionne « Henri de Jaubert, demeurant à Chamberlan », qui comparut aux assemblées pour les états généraux, et il ajoute: « Cette famille est représentée par M. de Jaubert, ancien officier et ancien colonel de la garde nationale de Saintes, et des enfants de son mariage avec M^{lle} Saulnier de Beaupine »; et page 133: « N., mariée avec M. de Jaubert, ancien officier de cavalerie. » Armes: *D'azur à la fasce d'or, accompagnée de 6 fleurs de lys de même: 3 en chef, 3 en pointe.*

M. l'abbé Tricoire, dans son volume, *Le château d'Ardenne*, p. 81, mentionne: « Nicolas de Jaubert, écuyer, sieur des Vallons, époux de Marie-Antoinette Robert de Ferrachapt, dont vint Pierre de Jaubert, officier de marine, qui s'unit, le 25 janvier 1791, à Marie-Anne Navarre, fille de Pierre-Mathurin Navarre, sieur du Boisderet, et de Marie Nadault de Nouhère. Il émigra, et sa femme, pour conserver ses biens, fit prononcer le divorce, le 24 juin 1794. Elle alla le rejoindre à Hambourg, où il lui

naquit un fils, le 6 avril 1799. Rentré en France, chevalier de Saint-Louis, il fut maire de Moulidars de 1807 à 1817, et mourut au Boisderet, le 2 septembre 1817. Il eut : 1^o Adolphe-Constantin, né à Hambourg, mort à Paris, le 29 décembre 1815, dans sa 17^e année; 2^o Marie-Anne-Marguerite-Odile, née au Boisderet le 14 août 1803, mariée à Jean-François-Annet de La Charlonie de Villars-Morange et décédée le 1^{er} septembre 1822, laissant une fille, aujourd'hui veuve de M. Ernest Prévost du Las; 3^o Constantin-Pauly de Jaubert des Vallons, né au Boisderet le 12 juin 1811, ancien officier de cavalerie, » qui épousa Lovely Saulnier de Beaupine, dont une fille, décédée sans alliance, et un fils, M. de Jaubert, économe des Petits-Ménages, à Passy.

Sur les Saulnier de Beaupine, Courcelles, t. v, *Dictionnaire universel de la noblesse*, p. 333, a donné une note. Voir aussi *Ronce-les-Bains*, par Lételié, p. 238, 240, etc.

I. — Jean Saulnier, écuyer, seigneur des Hortes, épousa, le 10 octobre 1654, François Jeannot, dont

II. — Arnaud Saulnier, écuyer, seigneur de Beaupine, épousa : 1^o à Vandoire, en Périgord, le 15 novembre 1688, Suzanne Magnien; 2^o par contrat du 16 octobre 1708, demeurant au logis noble du Buguet, paroisse de Vandoire (ses père et mère sont dits décédés), dame Esther de Morel, dame des Rabainières, fille de feu Jacques de Morel, écuyer, seigneur de Salles, et de feu Esther Vigier, demeurant au logis noble des Rabainières, paroisse de Saint-Eutrope, veuve de N., dont elle a des enfants. Le mariage eut lieu en l'église Saint-Eutrope de Saintes, le 5 février 1709. Elle est dite veuve, en 1730, le 28 février, et demeurant à La Tremblade. De sa première union, Arnaud Saulnier eut : 1^o Jean, qui suit; 2^o Pierre; 3^o Gaston; 4^o Jean-Arnaud, brigadier des gardes du corps du roi, marié le 30 mai 1763 à Angélique Gardrat, fille de feu Pierre Gardrat, juge sénéchal de la baronnie d'Arvert et de Marie Mulon; 5^o Jeanne-Elisabeth.

III. — Jean Saulnier de Beaupine épousa, le 16 novembre 1733, Marie de l'Aigle de La Grange, à Berneuil en Angoumois, dont : 1^o Georges, qui suit; 2^o Catherine, et 2 filles mortes jeunes.

IV. — Georges Saulnier de Beaupine, seigneur de La Grange, cheval-léger de la garde du roi, épousa à La Tremblade, le 7 juillet 1782, Marie-Anne-Benoite Cotard de l'Isle (Voir *Documents sur la ville de Saintes*, p. 91), dont Jacques-Michel, et Catherine-Julie, née à La Tremblade, mariée, le 1^{er} février 1820, à Marie-Louis-Ambroise Cadoret de Beaupreau (qui mourut en 1854), morte le 22 juin 1853, à La Matassière, commune des Nouillers, ayant eu : 1^o une fille, Marie-Caroline-Julie, décédée, le 2 septembre 1878, à Saint-Jean d'Angély, enterrée à La Tremblade, mariée, le 20 août 1844, à Joseph-Edouard Perraudcau de La Matassière; 2^o Marie-Michel-Benoit-Auguste.

V. — Jacques-Michel Saulnier de Beaupine épousa, le 26 mai 1813, Marie-Julie Papin, dont sont issus : 1^o Alfred, mort

au 3^e régiment de dragons, en 1832 ; 2^e Jules-Michel-Auguste, marié à Paris, le 20 août 1859, à Henriette Jamme ; 3^e Julie-Marie, décédée en 1832 ; 4^e Henry ; 5^e Arthur ; 6^e Lowely, mariée à Paul ou Pauly de Jaubert, ancien officier de cavalerie, qui fut colonel de la garde nationale de Saintes en 1848, dont une fille et un fils, qui s'est marié à Cognac.

L. A.

BIBLIOGRAPHIE

Ecole Saint-Joseph dirigée par les frères de la doctrine chrétienne à Saintes. Rapport présenté au comité dans la séance du 28 décembre 1891. Saintes, imp. Hus, 1892, in-8°, 8 pages.

—
ESPÉRANDIEU (Le capitaine Emile-J.), correspondant du ministère de l'instruction publique. *Note sur le cachet inédit de C. Julius Atilianus.* Paris, G. Masson, 1891, in-8°, 26 p. (Extrait de la *Revue générale d'ophtalmologie*).

— *Inscriptions romaines du Kef, de TebourSouk et des environs.* Paris, Leroux, 1890, in-8°, 26 pages. (Extrait du *Bulletin archéologique des travaux historiques et scientifiques*).

— *Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité chrétienne* (année 1890). Lille, Desclée, 1891, in-4°, 20 pages. (Extrait de la *Revue de l'art chrétien*).

— *Les milliaires de Rennes*, par L. Decombe..., T. Bezier et le capitaine Espérandieu. Rennes, H. Caillière, 1892, in-8°, 60 pages ; planches xiv.

Note sur la découverte dans les murailles de Rennes de dix-neuf bornes milliaires ou fragments, avec inscriptions en l'honneur de Septime Sévère, Caracalla et Géta, de Maximin et de son fils Maxime, de Postume, de Victorin et de Tetricus le père. Notre confrère, M. Espérandieu, a apporté dans l'interprétation de ces textes épigraphiques sa sagacité et son savoir ordinaires.

—
PAGE (René). *Oleron. Impressions de vacances.* Tulle, imp. Crauffon, 1891, in-18, 116 pages.

Chaque année, depuis quelque temps, voit paraître une nouvelle brochure sur l'île d'Oleron. Les artistes, les poètes, les hommes d'étude, fatigués du labeur annuel, y viennent pendant un mois prendre des bains de mer ou d'air, se reposer, vivre de la vie animale, renouveler leurs forces, comme Antée, en foulant la terre, la véritable terre, faite de dunes de sable, de cailloux, et aussi d'herbes, de plantes et d'arbres, et non plus cette terre pavée, macadamisée des villes. Dans la paix du monde, dans le silence de la forêt, dans le murmure de l'océan,

ils passent un mois d'oubli, de far niente, de rêveries, un mois aussi de famille, tout entier à la femme et aux enfants. Parfois, ce baigneur, que les paysans et les matelots voient flâner dans les champs, sur la grève, travaille encore ; et rentré au logis, dans la maison du pêcheur où il a gité lui et sa nichée, il écrit ses impressions du jour. C'est ainsi que s'est fait le joli petit livre de M. René Fage, avocat à Limoges. Il a passé 30 jours à Saint-Trojan, et il nous raconte en fort aimable style ce qu'il a vu, surtout éprouvé : tableaux de village, scènes de pêche, accidents de promenade en mer, la vie du cultivateur, les périls et le dévouement du marin, avec des réflexions fort sages et des mots spirituels. Mais pourquoi ce causeur charmant, qui sait tant de choses, qui écrit des articles et des livres d'histoire si exacts, n'a-t-il pas touché un mot de l'histoire de Saint-Trojan, ou du Château, ou de Saint-Pierre, ou de Saint-Georges ?

—
FAGUET (Emile). *Notes sur le théâtre contemporain*, 3^e série. La Rochelle, imp. Siret ; Paris, Lecène et Oudin, 1891, in-18, 475 pages.

—
FAVRAUD (A.). *Le Noël de Theuet en patois du canton de La Rochefoucauld, avec une introduction et des notes*. Angoulême, imp. A. Debreuil, 1889, in-8°, 37 pages.

Cette élégante plaquette, tirée à 200 exemplaires, est ornée de vignettes représentant diverses vues de l'important château de La Rochefoucauld, blasons, etc. L'air du Noël est noté, qui se compose de 42 couplets, dont voici le premier :

Thevet erie dans sa boutique,
Que travaillave, une nué,
Quand une troupe angélique
A l'heure de plai minué,
Annoncitint que le Messie
Erie vingut
Et de la vierge Marie
Erie négut.

M. A. Favraud a bien fait de recueillir ce Noël, curieux spécimen d'un patois qui tient à la fois du poitevin et du limousin. Il l'a accompagné d'une traduction et fait précéder d'une étude savante sur le dialecte de La Rochefoucauld qui offre des particularités intéressantes.

—
FLEURY (Paul de). *Notes sur une horloge à pendule régulateur construite à Angoulême, quatorze ans avant la naissance d'Huygens*. Angoulême, imp. Chassagnac, 1891, in-4°, 16 pages. (Extrait à 200 exemplaires du *Bulletin de la société archéologique de la Charente*, année 1890).

F[OURNIER] (C.-Albert). *Les métamorphoses de La Rochelle à travers les siècles. Le port de La Pallice il y a huit cents ans.* La Rochelle, imp. Martin, 1890, in-8°, 19 pages et plan.

FRAGONARD (Paul). *Souvenirs du vieux Cognac. Cordeliers. Récollets. Les anciens hôtels de ville.* Cognac, G. Bérauld, 1891, in-8°, 82 pages. (Extrait à 100 exemplaires de l'*Ere nouvelle des Charentes*).

Nous avons parlé de ces divers articles quand ils ont paru dans le journal de Cognac. On les lira de nouveau et avec profit dans cette brochure. Les petites monographies sont bien étudiées, bien fouillées ; l'auteur pourrait très légitimement entreprendre d'autres travaux de ce genre et de plus longue haleine. Voir compte-rendu très élogieux dans la *Vérité* de Cognac, du 30 octobre.

FUZIER (T.). *Tenons ferme le chef.* Paris ; La Rochelle, imp. nouvelle Noël Texier, 1891, in-18, 31 pages.

GARNIER (Le docteur Paul). *La folie à Paris, étude statistique, clinique et médico-légale.* Préface de J.-C. Barbier. Paris, Baillière, 1890, in-16.

GAUTIER (B.) *Les vouèsins de Ragonaud.* Royan, Victor Billaud [1891], 81 dessins. Prix : 4 francs.

Traits de mœurs, sous une forme amusante, du paysan saintongeais, qui est bien un peu le paysan de tout pays, mais qui a aussi sa physionomie particulière.

— *A travers les Chérentes.* Royan, Victor Billaud, 1891, in-4°, 52 dessins. Prix : 4 francs.

Puisque nous ne pouvons reproduire les dessins si caractéristiques, citons quelques légendes : Un ouvrier, un paysan, le verre en main : « Ah ! là, Seigneur ; j'aurais dû queurver en même temps que ma vigne ; j'peux pas m'y faire à tieu boërage. » — Un enfant à une paysanne conduisant sa vache : « Pas vrai, mémé, que j'aurons tout c' que t'as, in coup que tu zi seras p'us ?... Pus' que m'man zou a dit. » — Deux paysans : « Mais enfin, tout c't argent que j'dounons pour les impôts, où passe-t-i ?... voéla c'que j'voudris savoir... I mangeant des bons poulets à nos dépens, m'en doute ». — Dialogue entre deux paysans dont l'un fume : « J'n'en brûle guière que pour in sou p'r jour... Ce n'est pas une conséquence. — Un sou p'r jour, ça fait trente sous p'r mois, mon boun' amit. — Foutt' vrai, tout d'même. » — Un paysan en deuil : « Pauv' vieux père !... j'aurit voulu qu'i vivisse cent ans. I nous coûtait pas in sou : i tirait une rente du gouvarnement. » — Du même genre : « Comme ça, vous allez marier vout' fi avec la Ragonaude ?... — Mon Dieu, quoiqu' a n'est pas riche, la drolesse peut n'en valoir ine autre. » — La politique du paysan : « J' l'ai dit au profet ; j'y

ai dit : « Tant qui y aura des radical dans nout' sein de conseil, » vous verrez la commune endettée de dettes. » Et c'est vrai ! » — La traduction de *O tempora ! o mores !* Un vieux soulevant un jeune, ivre-mort : « La v'la, tenez, la jenesse d'aujourd'hui ; ça n'a pas de kieur. Emmenez donc ça en queueque part ; dès la troisième bouteille, ça est mort. J'seus son vieux père ; mais je le feris queurver. » — La réponse à la demande en mariage : « Il a sept jornal de terre au soulail, tieu l'houme ici présent, tel que tu l'vois, et i tient deux bœufs... et Nastasie n'est point pour ton nez !... Argade don voir in ptit peu où les maçons n'avant pas mis de piarres !... » — Philosophie de la richesse : « Çartainement qu'il est riche, ton cousin Picoulet ; mais à quoi li sert-elle, sa fortune ? ça n'prend pas ine minute de bon temps. Tu l'as s'ment jamais vu sou ! »

Outre *Les vouèsins* et *A travers les Chérentes*, M. Gautier a encore publié : *Les gens de Mazerolles* (26 sujets ; 2 fr. 50) ; les *Croquis saintongeais* (100 sujets ; 10 francs) ; *Nouveaux croquis saintongeais* (60 sujets ; 4 fr. 50) ; *In pilot d'images* (26 sujets ; 2 fr. 50) ; *De Cougnat à Mazerolles* (53 sujets ; 4 fr.). Et sa verve n'est pas épuisée.

GÉRARD (Vicomte de) et comte DE SAINT-SAUD. *Sources du nobiliaire du Périgord*. Saint-Amand (Cher), imp. Destenay, 1892, in-18, 22 pages. (Extrait de l'*Annuaire du conseil héraldique de France*, 1892).

Brochure utile à consulter par ceux qui s'occupent de généalogies, même de généalogies saintongeaises.

GIRAUDIAS. *Qui donne aux pauvres prête à Dieu*. Paroles d'E. Giraudias, musique de L. Giraudias, dessin d'A. Giraudias. La Mothe-Saint-Héraye, autographie Guillet, 1891, in-4°, 3 pages.

GIRERD (Fernand). *Bluettes poétiques*. Cognac, S. Delnott, 1891, in-8°, 32 pages.

Citons quelques vers d'une des bonnes pièces :

Petits enfants, qui courez dans la plaine
Sans nul souci, le cœur toujours joyeux,
Quand le zéphir a de sa chaude haleine
Bien doucement caressé vos cheveux,
Vous souriez à la fleur qui s'agite
Sous les rayons d'un soleil de printemps ;
N'effeuillez pas une humble marguerite,
Petits enfants qui n'avez pas vingt ans.

GOURDON (GEORGES). *Le sang de France*, avec préface de Pierre Loti, de l'académie française. Paris, Albert Savine, rue des Pyramides, 12, 1890, in-18, 2^e édition. Prix : 3 fr. 50.

La presse a fait au nouveau recueil du poète saintongeais un accueil des plus sympathiques, et parmi les journaux ou revues qui l'ont mentionné très élogieusement, nous citerons : *Le Gaulois*, du 20 janvier 1891; *l'Observateur français*, du 25; *l'Autorité*, du 27; *le Charentais*, du 31; *le Progrès*, des 28 janvier et 18 février; *l'Echo rochelais*, du 25 février; *l'Eclair et la Bataille*, du 17; *la Correspondance Havas*, du 15; *la Gazette de France*, des 4 et 18 avril; *l'Ami des livres*, de février; *le Rappel*, du 25 mars; *le Journal des débats*, du 14; *la Nouvelle revue*, du 1^{er}; *la France militaire*, des 10 avril, 28 et 29 juin; *l'Avenir militaire*, du 10 avril; *le Monde*, du 2; *la République française*, du 14; *le Messenger de Toulouse*, du 11 mai; *l'Echo de la Somme*, du 1^{er}; *la Liberté*, du 1^{er} juin; *la Patrie*, du 2; *la Revue de la littérature moderne*, du 1^{er}; *les Etudes religieuses, philosophiques et littéraires*, du 30; *le Soleil*, du 30 juillet; *la Revue indépendante*, de juillet; *le Moniteur universel*, du 4 septembre; *les Etudes religieuses*, de septembre; *le Messenger de l'Allier*, du 1^{er} octobre; *l'Événement*, du 10 décembre, etc. Voir aussi *l'Histoire de Jeanne d'Arc*, par M. Sépet, et le V^e volume de *l'Histoire de la littérature française*, un ouvrage classique, par M. Charles Gidel, qui vient de paraître chez Lemerre et contient sur l'auteur des *Villageoises* et du *Sang de France* un jugement très flatteur : « Ce qui reste en nous de force et de vigueur peut être réchauffé par ces mâles accents, écrit M. Gidel du dernier de ces recueils. C'est de livres inspirés de cette ardente confiance que notre jeunesse a besoin. M. Gourdon honore notre poésie et l'école où il se range. »

Grand almanach de Saintes. Annuaire de l'arrondissement. Année bissextile 1892. Saintes, imp. Hus, 1891, in-18, 142 pages.

GRISON (Georges). *Le général Boulanger jugé par ses partisans et ses adversaires (janvier 1886-mars 1888).* Nouvelle édition, très augmentée du dossier du général Boulanger. Paris, librairie illustrée (s. d.), in-18.

— *Allez ! roulez ! revue en deux actes et 6 tableaux de MM. Michel Anezo et Georges Grison.* (Couplets et chœurs chantés dans la pièce). Paris, imp. Blot, 1^{er} janvier 1892, in-f°, 8 pages.

HUET (Paul). *Alamigeon en Périgord.* Paris, 1891, in-4°, 50 pages.

Généalogie avec pièces à l'appui. Notre confrère M. le comte de Saint-Saud a fourni des documents.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI 1892. — **CHRONIQUE** : Séance ; monument de Taillebourg ; revue de la presse. — **AVIS ET NOUVELLES** : Distinction honorifiques ; excursions ; dons ; expositions ; publications nouvelles ; concours ; sociétés savantes ; conférences ; *erratum*. — **NÉCROLOGIE** : Balard d'Herlinville ; Bonnet ; Benoist ; Boutet ; madame Callot ; Cardes ; prince de Chimay ; Couraud ; docteur Courtin ; Jules Delpit ; colonel Devillelégier ; Guibéga ; Harpedane de Belleville ; Hivert-Pellevoisin ; Jordan ; l'amiral Juin ; Lavergne ; madame Leclerc ; dom Massieu ; Merlande ; colonel Merlet ; Montigaud ; Morin ; marquise de Palaminy ; Henri de Poutier ; Ragueneau ; Arthur Rostand ; Roy ; sœur Sainte-Ambrosine ; Sutra. — **MARIAGES** : Babinot et Amélie Joyeux ; Buso et Georgina Capoulun ; Louis de La Trémoille et Hélène Pillet-Will ; Charles de Reboul et Sophie de Pindray ; baron Vast-Vimeux et Jeanne Régnault. — **ARCHÉOLOGIE** : Fouilles et découvertes, à Beaulieu, à Romegoux, à Saintes, au Château d'Oleron, à Saint-Germain du Seudre ; un statère de Philippe de Macédoine ; inscriptions à Saint-Pierre d'Oleron ; une crypte à Saint-Jean d'Angély. — **VARIÉTÉS** : La Guillaneu ; chartes d'Obazines relatives à Dolus et au Château d'Oleron. — **LIVRES ET PÉRIODIQUES** : Ce que sont devenus les régicides de la Charente-Inférieure ; la famille d'Alfred de Vigny ; les du Tillet ; Louis de Montberon ; Guéau de Reverseaux ; dom Faïdy ; Labroue de Vareilles ; Philippe de Poli ; Couet du Vivier de Lorry ; saint Martial ; catalogue de pièces relatives au maréchal d'Esquerdes, à Bretauville, à Chaudruc de Crazannes, à J. du Pavillon, aux habitants de La Rochelle ; Sanzay ; le méreau ; le décadé à Saujon, à Saint-Romain ; les prêtres orléanais à l'île d'Aix. — **QUESTIONS ET RÉPONSES** : Corbiran de Cardillac, Guy Lanier, abbé de Vaux ; le géographe Jouvin, de Rochefort ; le sculpteur François Béchet ; les frères Guillery ; le corsaire Authon-Barberousse ; la miraculée Marie Maillard, de Cognac ; un curé de Bois hérétique ; les Cosson de Guimps et les Delaage ; armoiries à déterminer ; plombs historiés à Barbezieux ; l'imprimerie à Rochefort ; un incendie en 1813 à Saint-Jean d'Angély ; le P. Boursaud, inventeur de l'eau dentifrice des bénédictins, de Soulac, la liqueur des Pharaons de Saintes et les huîtres au goudron de La Rochelle. — **BIBLIOGRAPHIE** : *I-LU*.

CHRONIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Séance du 7 avril 1892

Les procès verbaux de la séance trimestrielle et de la séance publique du 10 février sont lus et adoptés.

M. Moutarde remercie la société de l'avoir admis au nombre de ses membres dans sa précédente séance. M. le président ré-

pond que notre société se félicite d'avoir recruté un travailleur tel que lui.

M. Duplais-Destouches annonce l'envoi d'un dessin du monument commémoratif de la bataille de Taillebourg, tel qu'il existait en 1879, et offre la copie d'une inscription qu'il a relevée, à Saint-Julien-de-l'Escap, sur une pierre qui avait fait partie d'un pont construit en 1607.

Le président fait part à la société des vides regrettables que la mort vient de faire dans ses rangs, en frappant Jules Delpit, fondateur de la première société des Archives de province, celle de la Gironde; l'amiral Juin, président de la société de géographie de Rochefort; Arthur Rostand, vice-président du syndicat agricole (Voir plus bas, page 167).

Admissions de nouveaux membres.

Le relevé des souscriptions déjà reçues, pour le monument de Taillebourg, donne la somme de 659 fr. 40. M. le président nous fait part des démarches qu'il a faites auprès de MM. les maires du Port-d'Envaux et de Taillebourg.

M. Moularde, qui prépare les matériaux d'une histoire du protestantisme à Saujon, lit une requête adressée au régent par les habitants de Saujon, dans le but de faire accorder une pension au vicaire dont l'entretien est à la charge des fidèles; puis, un document du 2 décembre 1663 faisant connaître non seulement l'existence à Saujon, mais l'emplacement exact du temple protestant dont il ne reste aujourd'hui aucune trace.

La société de l'*Histoire de Paris* demande l'échange de ses publications avec les nôtres; cette proposition est acceptée.

L'excursion annuelle aura lieu le 14 mai (Voir plus bas, p. 161)

La société archéologique du Vendômois propose à la société la publication par moitié du cartulaire de La Trinité de Vendôme. Les chartes concernant la Saintonge formeraient un volume. Elle demande en outre de prendre part aux dépenses qu'entraîneront les recherches que doit entreprendre M. l'abbé Métais dans la bibliothèque de feu sir Phillips en Angleterre, afin de compléter les documents qu'il a déjà recueillis pour cette publication. Une somme de 300 francs est votée.

M. Philippe Delamain communique l'empreinte en cire rouge d'un sceau de 5 centimètres 1/2 de diamètre, représentant le Christ assis tenant de la main droite une croix, de la gauche le globe terrestre, vêtu d'une longue tunique, la tête entourée de l'auréole; dans le champ, de chaque côté, un croissant surmonté d'une étoile; en légende: † HONOR: SOLI: DEO: LVTTREA: MCCCCXXV. Ni les lettres ni le dessin ne sont du XV^e siècle.

M. Audiat présente un de ces objets en terre cuite, poids de pêcheurs ou de tisserands, sur lesquels les archéologues ne sont pas d'accord; celui-ci est percé d'un trou que traverse une tige de fer très oxydé (Voir plus bas, p. 179); enfin un débris de mosaïque gallo-romaine, composée de petits coquillages et de cubes de verre bleu, que M. Andréotti a trouvé dans un bassin

communiquant avec le grand aqueduc, débris qui faisait probablement partie du revêtement d'une salle de bains. (Voir page 181).

L'inscription de la plaque commémorative de la bataille de Taillebourg sera-t-elle française ou latine ? M. Audiat expose les raisons pour et contre ; pour lui, il préfère le latin comme la seule langue épigraphique. M. d'Aussy veut le français, qui est compris de tout le monde. La question ayant été mise aux voix, l'inscription en latin est votée. M. Audiat lit un projet d'inscription. Accepté, après discussion.

Lecture d'un travail de M. l'abbé de Cugnac sur une Saint-Légier qui accompagna en Espagne Elisabeth de France, épouse de Philippe II, et qui fut mariée à un grand seigneur d'Espagne ; de la généalogie de la famille Boisselleaud, extraite de l'ouvrage de M. l'abbé de Cugnac sur Ozillac ; par M. d'Aussy, d'une notice sur une crypte à Saint-Jean d'Angély, datant de la fin du XIII^e siècle ou du commencement du XIV^e. (Voir page 186).

La séance est levée à 4 h. 1/2.

LE MONUMENT DE TAILLEBOURG

Une circulaire a été adressée aux membres de la société pour demander une souscription au monument qu'elle projette :

« En 1851, avait été élevé à Taillebourg par souscription publique, sur le bord de la Charente, un petit monument destiné à rappeler la victoire de saint Louis sur les Anglais en 1242. La construction d'un pont tournant à cet endroit en a amené la démolition.

» La société des *Archives*, justement émue de la disparition de ce monument commémoratif, a cru qu'il était bon de rappeler la mémoire d'un événement aussi important. Elle a donc décidé que sur la vaste chaussée de Saint-James, théâtre principal de l'action, à l'arche la plus voisine du pont de Taillebourg, elle encastrerait un marbre rappelant ce mémorable épisode de notre histoire locale, qui a eu une si grande influence sur les destinées de la France. Pour cela il faudra refaire le parement de l'arche du XII^e siècle, ce qui causera des frais relativement considérables.

» La société fait appel à tous ses membres, à tous les amis de nos gloires nationales, à tous ceux qui croient qu'il est bon de rappeler les luttes glorieuses de nos pères pour l'indépendance de la patrie. »

Nous espérons que tous nos confrères voudront contribuer à cette œuvre, qui sera vraiment l'œuvre de la société si chacun répond à notre appel. Nous savons que chacun de nous a ses charges. Aussi n'avons-nous pas voulu un monument grandiose.

Nous remercions bien vivement nos confrères qui déjà ont envoyé leur souscription ; nous attendons des autres une of-

frande, quelle qu'elle soit. Nous comptons donner une certaine solennité à l'inauguration qui aura lieu au mois de juillet et à laquelle seront particulièrement invités les souscripteurs.

SOUSCRIPTION POUR LE MONUMENT DE SAINT LOUIS

Total des sommes versées précédemment. 1^{re} liste publiée dans le t. IX, p. 83: 290 fr. 50; 2^e liste, p. 229: 30 fr.; 3^e liste, p. 306: 20 fr. Total. 340 fr. 50

Alphonse Allègre, ancien notaire, à Rochefort . . .	5 fr.
M ^r Ardin, évêque de La Rochelle et Saintes . . .	50 »
Alfred d'Aussy, à Saint-Jean d'Angély . . .	5 »
Gustave Barraud, pharmacien, à Saintes . . .	5 »
Le comte Maxime de Beaucorps, président de l'académie de Sainte-Croix, à Orléans . . .	5 »
L'abbé Blanchet, supérieur de l'école Saint-Paul, à Angoulême . . .	2 »
M ^{me} la comtesse douairière de Callières, au château de Bonnières, par Sainte-Foi La Grande . . .	5 »
Chesnier du Chesne . . .	5 »
Justin Coutanseaux, négociant, à Saintes . . .	10 »
Le comte Albert de Circourt, à Paris . . .	5 »
A. Corbincau, préposé en chef de l'octroi, à La Rochelle . . .	5 »
L'abbé Bertrand de Cugnac, curé à Saint-Germain de Lusignan . . .	10 »
Le comte Charles de Cumont . . .	10 »
D'Olce, capitaine au 6 ^e d'infanterie, à Saintes . . .	2 »
Henri Drilhon, avocat, à Saintes . . .	5 »
Le comte Tanneguy Duchâtel, ancien ambassadeur, ancien député de la Charente-Inférieure, à Paris . .	50 »
L'abbé du Vauroux, chanoine de Rouen, secrétaire de l'archevêché . . .	10 »
L'abbé Gendre, chanoine honoraire, aumônier de la Providence, à Saintes . . .	5 »
Dumontet . . .	5 »
Marcel Geay, négociant, à Saintes . . .	5 »
Adolphe Gibouin, à Saintes . . .	10 »
Le colonel Gilbert de Gourville, à La Rochelle . . .	10 »
Eugène Giraudias, notaire et maire, conseiller d'arrondissement, à La Mothe Saint-Héray . . .	5 »
Le comte de Grailly . . .	100 »
Le marquis de Grailly . . .	100 »
Le docteur Marcel Guément, à Bordeaux . . .	10 »
Gury, bijoutier, à Saintes . . .	5 »
Amédée Jean, greffier de la justice de paix, à Saint-Pierre d'Oleron . . .	1 40
Anatole Lambert, ancien notaire, à Saintes . . .	5 »

Gustave Laurence, à Niort	10 »
Emile Maufras, ancien notaire, à Pons	10 »
Le comte de Maurès de Malartic, à Paris	10 »
Arthur Marchat, avoué, à Saint-Jean d'Angély	10 »
Abel Mestreau, négociant, à Saintes	30 »
Le docteur Moinet, sénateur.	10 »
Eugène Moutarde, pasteur à Saujon	2 50
Le baron Amédée Oudet, maire d'Ecurat.	10 »
M ^{sr} Fulbert Petit, évêque du Puy-en-Velay	20 »
La comtesse de Saint-Légier d'Orignac.	100 »
Le comte de Saint-Saud, au château de La Valouze, par La Roche-Chalais	10 »
Noël Texier, imprimeur à La Rochelle	5 »
M ^{sr} Thomas, archevêque de Rouen, primat de Nor- mandie	50 »
Total de la 4 ^e liste	727 90
Total jusqu'à ce jour	1.068 40

REVUE DE LA PRESSE

Ont publié le sommaire du numéro de mars : *L'Echo de Royan*, le *Journal de Marennes*, *l'Ere nouvelle*, le *Journal de La Pallice* du 6 ; *l'Union*, de Saint-Jean d'Angély, le *Barbezilien* du 10 ; *l'Eclaireur saintongeais* du 13 ; *l'Echo rochelais* du 16 ; le *Courrier de La Rochelle* du 17 ; le *Bulletin religieux* du 19.

Le *Conservateur de Marennes* et la *Seudre* du 6 mars extraient de la *Revue*, « toujours si intéressante » de la société des *Archives* l'article *Bréard-Baillet* et plusieurs notes sur la tour de Broue, la statue de Champlain, les cloches de Saint-Just et de Marennes.

Le *Mémorial de Saintes* du 6 a reproduit l'article *Superstitions, usages et coutumes en Saintonge*.

Le *Progrès de la Charente-Inférieure* du 23 mars publie *Les bergeronnettes*, poésie de M. d'Aussy, lue à la séance du 10 février.

La *Revue du Bas-Poitou*, 1^{re} livraison de 1892, mentionne dans notre numéro de mars « un intéressant article *Associations saintongeaises...* » et la question relative aux Fleury.

Le *Bulletin héraldique de France* de janvier 1892 a reproduit de notre numéro de novembre la note sur les Maurès-Malartic, et du numéro de janvier l'article *Nicolas de Voutron*,

de Lisleferme et de Lamberterie, la note sur Charles de Ravinel et Madame de La Quintinie.

Le *Bulletin de la société des études du Lot* (1891), page 244, signale dans la *Revue* du 1^{er} décembre, page 372, la note sur Jean-Louis Cayx, chanoine de Chancelade, prieur curé de Meux.

La *Revue catholique de Bordeaux*, numéro du 25 mars, dans son article *A travers les revues*, parle de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* : Son directeur est un excellent érudit ; elle est l'organe de la société des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*. La *Revue* donne à propos des décès et mariages de la région des notes généalogiques très précises, des articles de fond fort sérieux, par exemple la précieuse étude de M. Audiat, intitulée modestement *Note sur l'instruction primaire en Saintonge-Aunis avant 1789* ; des comptes rendus critiques fort détaillés ; une bibliographie méthodique de toutes les publications intéressant la région, quels que soient leur sujet ou leur importance. »

La *Légitimité* du 20 mars nous reproche — aigrement — de nous être borné à mentionner la reproduction partielle de notre article *Les Pelletan d'Archiac*, sans rééditer les réflexions dont elle l'a fait suivre. Cette omission nous vaut l'épithète de « *Revue trop incomplète*. » Où en serions-nous, bon Dieu ! s'il nous fallait imprimer *in extenso* tous les articles, travaux, mémoires, voire volumes que nous signalons ? C'est assez de les indiquer à nos lecteurs, qui y recourent si bon leur semble. La *Légitimité*, du reste, a commis elle-même le gros péché dont elle nous accuse : elle n'a reproduit de notre article que ce qui l'intéressait ; nous avons agi de même. Ah ! si Charles-Guillaume Nauendorff avait vu le jour en Aunis ! ou si sa fille, M^{me} Abel de Laprade, « M^{me} Amélie de Bourbon, fille de Louis XVII », était saintongaise ! Nous verrions. Circonscrivons notre terrain pour le cultiver mieux.

Ont rendu compte de la séance du 10 février :

Le *Moniteur de la Saintonge* du 14 : « Réunion très brillante : beaucoup de dames, plus que d'habitude, m'a-t-il semblé. Chacun est reçu avec la plus grande cordialité et une exquise urbanité... M. Audiat lit une biographie, *Maurès de Malartic*, par un petit-neveu du personnage. Cette lecture intéresse l'auditoire tant par la façon dont elle est faite que par les détails historiques qu'elle contient. M. Dangibeaud lit une notice d'un genre tout différent, et écrite par lui-même avec beaucoup de talent et

d'humour, sur Louis-Augustin Lemer cier. M. Audiat lit une pièce de vers charmants de M. Denys d'Aussy. Nous avons les plus sincères félicitations à adresser à l'auteur... *Saint Louis en Saintonge*. Cela n'est plus une lecture, mais une véritable conférence par un maître conférencier, dont aucune émotion ne saurait paralyser les moyens et qui va droit au but. La parole claire et incisive tranche autant que l'épée du roi très chrétien, dont la noble figure se détache de toute cette mise en scène, comme les personnages du premier plan dans un tableau d'histoire habilement peint. M. le baron Oudet s'est montré tout à la fois conférencier, historien et peintre... La séance se termine dans les éclats de rire que provoque le récit des aventures comiques du chevalier de Saint-Mandé, par M. d'Aussy. Ce récit, écrit avec beaucoup de verve et d'entrain, nous est la preuve que M. d'Aussy peut, quand il lui plaît, passer d'un genre à l'autre, sans que pour cela son talent soit diminué.

H.-I. P. »

L'Echo rochelais du 17 : « La salle suffisait à peine à contenir toutes les personnes qui avaient répondu à l'invitation. L'élément féminin dominait, et contribuait à donner un charme particulier à ce rendez-vous de la science. M. Audiat lit, avec un rare talent de diction, de clarté et d'exposition, une notice biographique fort intéressante et fort étudiée » sur Maurès de Malartic, maire de La Rochelle, député aux états généraux, par son petit-neveu, M. le comte de Malartic ; M. Dangi beaud, « une biographie très savante et pleine d'intérêt sur Louis-Augustin Lemer cier », oncle du maire actuel de Saintes, colonel, pair de France, sénateur, qui a été le créateur du musée de Saintes. « M. Audiat débite, avec le réel talent du charmant et fin diseur qu'il est, une pièce de vers toute printanière, pleine de grâce et de fraîcheur, *Les bergeronnettes* ». M. Oudet « retrace devant nos yeux une des pages les plus célèbres de notre histoire locale, la campagne de saint Louis en Saintonge (1242)... L'orateur possède à fond son sujet ; aussi est-ce avec une rare facilité d'élocution qu'il nous raconte les faits et gestes du roi de France dans notre pays. C'est un admirable portrait, plein de couleur et de vérité, que le conférencier nous fait de l'altière Isabelle d'Angleterre... Tout cela est traité de main de maître et avec beaucoup d'autorité par l'orateur. M. Oudet a toutes les qualités qui font le véritable historien : la clarté dans l'exposition des faits, la précision, le mouvement. Quel remarquable historien eut fait ce conférencier ! » Avec M. d'Aussy, « c'est la note à la fois humoristique et instructive. L'étude anecdotique qu'il nous a présentée sur le chevalier du Bois de Saint-Mandé a obtenu un vif succès... C'est sur cette lecture pleine d'esprit et d'humour qu'a été levée la séance, dont tout le monde a emporté le plus agréable souvenir. Nous ne terminerons pas le compte rendu de cette délicieuse soirée sans adresser nos plus sincères félicitations à M. Audiat et à ses collaborateurs

qui rendent ces réunions si suivies et si intéressantes par la façon vraiment charmante et agréable sous laquelle ils savent présenter la science. D^r PAUL B... »

La *Charente-Inférieure* du 17 : « M. Audiat donne lecture d'une intéressante notice de M. de Malartic sur son arrière-grand-oncle Ambroise-Eulalie de Malartic, né à Montauban en 1737, communication agrémentée par le lecteur de commentaires et de digressions qui en relèvent l'intérêt... Une autre biographie, due à la plume exercée de M. Dangibeaud, rappelle les qualités et les services par lesquels se distingua Louis-Augustin Lemer cier, né en 1787, mort en 1864, estimé de tous. C'est à sa générosité que Saintes est redevable de son musée de tableaux... Puis entremets des plus délicats, servi on ne peut mieux, *Bergeronnettes* ; ces vers ont une allure vive et gracieuse, tout à fait appropriée au sujet... M. Oudet, dans un récit clair et entraînant, nourri de faits, semé d'épisodes peu ou point connus, fait l'historique très complet de la campagne de saint Louis en Saintonge... Cette attachante et substantielle causerie a duré trois quarts d'heure sans fatigue pour le conférencier et sans lasser l'attention de l'auditoire captivé par le charme de sa parole autant que par l'intérêt du sujet. Une notice, *Un type d'autrefois*, est lue par l'auteur, M. d'Aussy, qui y raconte avec beaucoup de verve les excentricités et les farces auxquelles se livrait le chevalier de Saint-Mandé à la fin du XVIII^e siècle. Cette note gaie termine la séance. D. X... »

Les *Tablettes des deux Charentes* du 20, reproduites par l'*Union conservatrice* de Saint-Jean d'Angély du 25, l'*Ère nouvelle* du 28 et le *Barbezilien* du 10 mars : « Très brillante soirée ; tout le Saintes élégant était là... M. le baron Oudet, avec une grande facilité d'élocution, une vaste mémoire et des réflexions fort originales, a admirablement raconté les batailles de Taillebourg et Saintes. M. Denys d'Aussy a beaucoup égayé l'assemblée par les anecdotes du chevalier de Saint-Mandé. »

Le *Bulletin religieux* du 20 : « Tour à tour homme de guerre et homme de lettres, théologien et poète badin... tel fut le chevalier de Malartic que nous présente M. Audiat, au nom de M. le comte de Malartic, petit-neveu du héros et auteur de ce portrait si bien tracé. C'est un Saintongeais que veut bien nous faire connaître M. Dangibeaud, Louis Lemer cier, dont la vie tout entière d'obéissance et de devoir... connu plutôt le désenchantement que la gloire... Le chevalier de Malartic faisait des vers assez médiocres, qu'il lisait à l'académie de La Rochelle. On en lit aussi à la société des *Archives* et qui valent beaucoup mieux. Les *bergeronnettes* nous ont plu par leur chant doux et harmonieux. L'auteur de cette charmante pièce veut rester inconnu. Nous dirons seulement, comme l'a fait le président, que son nom commence par *d'Aus*, et finit par *sy*... Historien érudit, conteur aimable, conférencier habile,

M. Oudeta su intéresser et charmer son auditoire par sa parole claire, facile et distinguée et en même temps si simple... M. d'Aussy a bien voulu nous dire que la vieille gaité française n'existait plus ; mais la manière piquante dont il nous a parlé du chevalier de Saint-Mandé dément son affirmation. Pourquoi a-t-il pris plaisir à rechercher les gauloiseries de son chevalier, sinon parce qu'il a voulu faire rire ses auditeurs, ses auditrices surtout ? Il a pleinement réussi ; et certainement à cette heure il croit encore à la gaité française... »

Le *Mémorial de Saintes* du 28 : « Il ne nous avait pas encore été donné de voir un public aussi nombreux. Beaucoup de dames, beaucoup de jolies toilettes. Dès 8 heures et quart, il n'y avait plus de chaises disponibles. Plusieurs personnes n'ont pas craint de rester debout durant toute la soirée. L'assemblée a écouté avec beaucoup d'intérêt la curieuse biographie de Malartic lue avec un grand talent par M. Audiat..., la biographie de Louis Lemer cier écrite avec vérité et talent... M. Audiat a débité ensuite une charmante pièce de vers de M. d'Aussy. Après cette délicieuse friandise, M. Oudet a retracé la campagne de Louis IX en Saintonge. L'orateur, par la façon vraiment érudite dont il a traité son sujet et par son éloquence entraînante, a conquis entièrement son auditoire, qui par ses applaudissements lui a prouvé le plaisir qu'il avait à l'entendre. M. d'Aussy a terminé la séance par une spirituelle causerie sur le chevalier Dubois de Saint-Mandé... »

Le *Progrès* du 16 mars : « Brillante fut la séance des *Archives*, mais non moins intéressante. Le programme qui suit en témoigne suffisamment : Malartic, Lemer cier, *Les bergeronnettes*, poésie « qui détend nos esprits en les berçant quelques instants par un rythme agréable » ; saint Louis en Saintonge, enfin « les facéties et la vie funambulesque du chevalier de Saint-Mandé ... Il ne me reste, pour finir de parler de la bonne soirée que j'ai passée à écouter messieurs des *Archives*, qu'à les remercier et à reconnaître qu'une fois de plus ils se sont montrés à la hauteur de leur mission et de leur renommée.

J. A. J.-B. »

AVIS ET NOUVELLES.

Les membres de la Société sont priés d'envoyer exactement leurs nom, prénom, adresse et le changement de domicile quand il y a lieu. Une simple carte de visite suffit.

La société des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis* fera, le samedi 14 mai, dans l'île d'Oleron, son excursion an-

nuelle. Le rendez-vous est à la pointe du Chaput, à 9 heures 11.

Départ d'Angoulême à 4 h. 32; de Cognac, 5 h. 56; de Saintes, 6 h. 56; de Cabariot, 7 h. 55; de Saint-Jean d'Angély, 6 h. 33; de La Rochelle, 5 h. 52; de Rochefort, 6 h. 42.

Au retour, le soir, départ du Chaput à 7 h. 45; arrivée à Rochefort, 9 h. 5; à La Rochelle, 12 h. 51; à Saintes, 10 h. 44; à Cognac, 12 h. 12; à Jonzac, 1 h. 32.

Départ du Château pour Saint-Pierre à 9 h. 45; déjeuner à Saint-Pierre à 11 heures; dîner au Château à 5 h. 1/2 ou 6 heures.

On visitera au Château la citadelle; à Saint-Pierre, l'église et la lanterne des morts (la flèche), le château de Bonnemie; Dolus, Saint-Trojan (ascension à la tour), Ors (très riche station néolithique).

MM. les membres de la société qui désirent prendre part à l'excursion sont priés de se faire inscrire avant le 10 mai, dernier délai. Le prix des deux repas et de la voiture ne s'élèvera pas au-dessus de 8 francs. Un bateau à vapeur spécial sera à la disposition des excursionnistes.

Etat des impressions. — Tome XXI: feuilles tirées, 1-8; en pages 7-16.

Le tome XX contiendra la table chronologique des tomes XVI-XX; il sera tout entier consacré à Jonzac et Ozillac.

M. Amédée Jean, de Saint-Pierre d'Oleron, a offert à la société des *Archives* une pièce sur parchemin: Arrentement (novembre 1726) par « Marguerite Le Berton, demeurant en la maison noble de Rullon, présent bourg de Saint-Pierre d'Oleron, à Isaac et Jean Verdelet, marchans, demeurant audit bourg de Saint-Pierre, d'un pred appelé la Gastine, situé au lieu appelé les Marattes... moyennant douze livres de rente. »

Notre confrère, M. le marquis de Granges de Surgères, a été nommé par l'ambassade d'Espagne président du comité formé à Nantes pour organiser la participation du département de la Loire-Inférieure aux fêtes du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, qui auront lieu à Madrid en septembre.

Par brevet du 8 mars dernier, il a été nommé grand-officier de l'ordre pontifical du Saint-Sépulcre, et ensuite, par bulle du 29 du même mois, chevalier d'honneur et de dévotion de l'ordre de Malte, après avoir fait les preuves exigées par les statuts.

L'ouverture du congrès des sociétés savantes s'ouvrira à la Sorbonne, le 7 juin; il se continuera les 8, 9 et 10; le 11, aura lieu la séance générale présidée par le ministre de l'instruction publique. Les membres de la société qui veulent y assister

devront faire connaître leur désir avant le 8 mai; il leur est accordé une réduction de 50 % sur les chemins de fer.

Le 7 avril, M. Julien Viaud (Pierre Loti), lieutenant de vaisseau, chevalier de la légion d'honneur, né à Rochefort (Voir *Bulletin*, X, 206), a été reçu à l'académie française, assisté de ses deux parrains, MM. Ernest Renan et Sully-Prudhomme. M. Alfred Mézières a répondu à son discours.

M. Abel Mestreau a offert au musée de Saintes un fragment de colonne gallo-romain de 35 centimètres de diamètre, long de 1 mètre 35, y compris le chapiteau qui a 35 centimètres. Nous l'avons décrite, t. VII, 245, et lithographiée, planche III, p. 312.

M. Andréotti a donné au même musée les fragments de revêtement qu'il a trouvés dans ses substructions du sief des Sables (Voir plus bas, page 180).

Par arrêté du 5 avril, le ministre de l'instruction publique a, sur la proposition du comité des travaux historiques, nommé ses correspondants dans les départements, ce qui se fait tous les deux ans : il n'y a pas de changement pour la Charente-Inférieure, et MM. Audiat, Musset, Laferrière, de Richemond, sont maintenus.

Parmi les 18 amateurs qui ont exposé à Cognac les 23-26 février nous trouvons les noms de quelques uns des membres de la Société : M. Julien Roy, *Statue de François I^{er}, Allées du parc*, deux vues de *La Soloire* (photographies); et M. Dyke Gautier : *Garde-Epée, L'abbaye de Chastres, Le pont de La Trache, Vue de l'abbaye de La Couronne, Vieux château et Mommarin* (photographies) dont la plupart ont été prises dans les excursions de la société. Nommons aussi M. Ernest Hérisson et son fils, M. René Hérisson.

L'exposition de tableaux, peinture, pastels, dessins, émaux et gravures, organisée par la société des amis des arts, de Cognac, aura lieu à l'hôtel de ville du 1^{er} au 30 juin.

Le comité central de la société d'anthropologie de Paris a décerné une mention honorable à M. le docteur Berchon pour son mémoire, *L'âge du bronze spécialement dans la Gironde*, qu'il avait présenté au concours Godard en 1891.

Dans sa séance du 4 mars, le conseil municipal de Cognac a décidé de donner à la rue du Gaz le nom de Plumejeau et a

celle de Bellefonds celui d'Elisée Mousnier, deux citoyens de Cognac qui ont légué à la ville une partie de leur fortune. L'idée est excellente de perpétuer le nom des bienfaiteurs de la cité ; mais Bellefonds avait droit aussi à la reconnaissance. Rue du Gaz ne signifiait pas grand'chose ; mais rue de Bellefonds rappelait un défenseur de Cognac pendant le siège de 1651, Bernardin Gigault, marquis de Bellefonds (1630-1694), qui fut gouverneur de la ville pendant le siège, et reprit Barbezieux sur les rebelles. Quand donc les municipalités cesseront-elles d'effacer de leurs rues les noms historiques ?

On vient de frapper une médaille d'argent à l'effigie de Notre-Dame de Recouvrance de Pons ; de forme elliptique, elle a 18 et 15 millimètres. Sur la face est l'image de la Vierge aux roses ; en exergue : N.-D. DE RECOUVRANCE, PRIEZ POUR NOUS. Le revers est orné d'une tige de rosier en fleur. Au-dessus, on lit : N.-D. DE PONS, 1252, date de la découverte de la statue miraculeuse dans l'enclos des cordeliers ; et au-dessous : INSTITUTION DE PONS, 1858, époque où l'on commença la construction du sanctuaire actuel et du corps de bâtiment destiné à la division ecclésiastique.

La réunion générale de la société d'instruction populaire de la Charente-Inférieure a eu lieu à Saintes, le 6 mars, sous la présidence de M. Gabriel Dufaure. Outre le compte rendu financier par M. Paul Drillhon et le rapport de M. Lambert, secrétaire général, on a entendu une étude sur *La presse populaire en France et à l'étranger*, par M. Oudet, et une conférence de M. Brejon, avocat à la cour d'appel de Bordeaux, sur *Le livre*.

Le supérieur du petit séminaire de Montlieu, M. l'abbé Armand de Laage, a eu l'heureuse idée d'ouvrir, au mois de février dernier, un concours d'histoire entre les élèves des trois premières classes de son établissement. Les élèves avaient pris leurs sujets dans l'histoire de la Saintonge et de l'Aunis. Nous ne saurions trop féliciter M. le supérieur de cette heureuse initiative. M. le docteur Vigen et M. l'abbé Noguès ont fait aux élèves plusieurs conférences, l'un d'histoire, l'autre d'archéologie.

Le cercle rochelais de la ligue de l'enseignement avait donné cette année pour sujet de concours : « De l'enseignement à l'école des sciences physiques et naturelles dans leur application à l'agriculture. Programmes, méthodes, procédés. Prendre des exemples dans le département de la Charente-Inférieure. » Sur le rapport de M. Armand, directeur de l'école Réaumur, publié par le *Courrier de La Rochelle*, nos des 27 mars et 7 avril, il a été décerné, le 20 mars, les récompenses qui suivent : 1^{er} prix, 100 fr. et une médaille de vermeil, M. F. Charron, instituteur à Saint-Romain de Benêt ; 2^e prix, 50 fr. et une médaille d'ar-

gent, M. C. Labbé, instituteur à Corignac ; 3^e prix, 40 fr. et une médaille de bronze, M. F. Arramy, instituteur à Chives ; 4^e prix, une mention honorable et une médaille de bronze, M. E. Douhaud, instituteur à Saleignes.

Le 31 mars, a été publié le premier numéro de « l'*Avenir des cognacs*, journal commercial, viticole, agricole, horticole, industriel et d'annonces, paraissant le mercredi et le samedi », imprimé à Saintes par M. Chasseriaud. « Rédacteur en chef, Gabriel Moreau, ex - professeur de l'université ; rédacteur correspondant, Le Barbier de Pradun. » Prix de l'abonnement : 16 francs.

Le 17 avril a paru le « *Journal de Cognac*, organe républicain des intérêts agricoles, industriels et commerciaux de la région, » tri-hebdomadaire au prix de 18 francs par an pour le département.

Le 1^{er} fascicule du t. II du *Dictionnaire des familles du Poitou*, par M. Beauchet-Filleau, qui vient de paraître, comprend les lettres Bri à Chu. Citons les généalogies : Brisson, Brochard de La Rochebrochard, Brosse et La Brosse, Brossin de Méré, Brothier, La Broue, Brumauld, Bruneau, Bueil de Marans, Buor, Bureau, La Bussière, Cabaret, Cacault, Caillet, Cailleteau, Calais, Callandreaux, Calluau, Campet d'Estray et de Saujon, Carré de Sainte-Gemme et de Candé, Castello, Castellane, Cathelineau, La Celle, Ceretany, Ceris, etc.

Un nouvel album de M. Gautier vient de paraître, au prix de 4 francs, chez M. Victor Billaud à Royan ; chez MM. Prévost, Dulon, libraires à Saintes ; Noguès, à Cognac ; Augis, à Gemozac, *Les paysans d'Aneut*, 52 dessins in-4^e, reproduisant avec esprit et malice nos campagnards saintongeais, madrés et gouguenards, crédules et « serrés ». Une bonne partie de l'album est consacrée à des scènes électorales finement ébauchées. Voir pour les précédents albums le *Bulletin* de mars 1892, XII, 150.

Le 27 mars a eu lieu à Cognac la 1^{re} représentation de *Poste restante*, comédie en un acte par M. Le Barbier de Pradun.

Le journal *l'Eclaireur saintongeais* a publié son dernier numéro le 3 avril.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — Société de géographie de Rochefort, séance du 25 janvier : Nouvelles, rapports ; éléments de la grammaire Quichoa, par M. Pelletier ; — du 22 février : Contribution à l'histoire de Rochefort (*suite*) ; documents inédits sur l'histoire de Soubise, par M. Mageau.

-- Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure,

séance du 8 janvier : Présentation, par M. le président, des publications reçues depuis la dernière séance, parmi lesquelles le magnifique ouvrage de M. Chantre, sous-directeur du musée de Lyon, *Recherches anthropologiques dans le Caucase*, don de l'association française, présentation suivie de la lecture des notes qu'il a prises sur cet ouvrage. M. Beltrémieux lit ensuite le compte rendu des travaux de la société en 1891, rédigé par M. de Richemond, absent. Communication verbale de M. Boissellier sur la carte géologique de La Rochelle, qu'il vient de terminer, et dont il offre un exemplaire à la société ; sur les différentes espèces d'*ostrea* trouvées dans l'excursion géologique faite au Port des Barques en 1891 et caractérisant les différentes assises du terrain cénomanién de cette région. Résumé, par M. Termonia, de 12 articles des derniers numéros de la *Revue scientifique*. — Séance du 11 mars : Le président, M. Beltrémieux, présente deux exemplaires de la collection ornithologique de M. Lamoureux, un *gros-bec* et une *sittelle* d'Europe, récemment préparés par le donateur, auquel sont votés des remerciements ; il lit ensuite, en l'absence de l'auteur, un long et savant rapport de M. Boissellier sur l'excursion géologique du 10 mai 1891 au Port des Barques. Analyse, par M. Lusson, de divers articles des *Comptes rendus de l'académie des sciences*, au nombre desquels sont à signaler : 1° une note de M. Janssen sur l'ascension du mont Blanc, exécutée, au mois de janvier dernier, par quatre voyageurs intrépides qui ont constaté de visu le parfait état de conservation des constructions affectées au nouvel observatoire ; 2° une note de M. Châtelier sur la mesure optique des températures élevées. Compte rendu, par M. Termonia, de deux articles de la *Revue scientifique* du 2 janvier : *Les plantes utiles de l'avenir*, par M. Goodale ; *La photographie du mouvement*, par M. J. Passy. — Séance du 8 avril 1892 : M. Beltrémieux, président, signale l'envoi par M. Dollot d'une ammonite de grandes dimensions, provenant de la Dive, et de deux échantillons de bois fossile trouvés à Châtelailon, objets qui ne peuvent être présentés, en raison de leur volume et de leur poids. M. de Richemond lit un travail sur trois curieuses fêtes rochelaises en 1372, 1615 et 1796, dont la publication dans le prochain volume d'*Annales* est votée à l'unanimité. M. Termonia analyse divers articles de la *Revue scientifique*.

CONFÉRENCES. — Le 2 mars, à Cognac, par M. l'abbé Naudet : *Les catholiques et la situation actuelle* ; le 20, par M. Godet, avocat à Saint-Jean d'Angély : *La paix sociale* ; le 19 avril, par miss Maud Gonne, *l'Irlande et sa lutte contre l'Angleterre*.

Le 13, à Pons : *Nos hommes politiques*, par M. Lannes de Montebello, prince de Siévers.

Le 20, à Barbezieux, par M. le docteur Meslier, maire : *Barbezieux pendant la révolution de 1793*.

A Rochefort, le 21, par M. Vivier : *Questions maritimes*.

Le 2 avril, à La Rochelle, par M. Dupuy, étudiant : *Les quartiers populeux de Paris*; le 12, *A la conquête du Tchad. L'Afrique française et ses explorateurs*, par M. Harry Alis (H. Percher).

Le 20, à Saint-Jean-d'Angély, par M. l'abbé Garnier, *La question religieuse dans ses conséquences sociales et économiques*.

Le 18 avril, la société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure a fait une excursion scientifique à Angoulins.

ERRATA. — Tome XII du *Bulletin*, page 89, note 1, ligne 4^e : « en 1635 », lisez 1652; — page 146, 17^e ligne : lire *Boisderet*; — page 136, 4^e alinéa, on peut compléter ainsi la rectification de la *Biographie saintongeaise* :

Jean-Louis-Simon Rollet était né, à Rochefort, le 4 juillet 1746, de Jean-Jacques Rollet, conseiller du roi, prévôt de la marine, et de dame Anne Le Cercler des Ormeaux. Il avait une sœur, Marie-Anne Rollet, née le 6 août 1747.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

I. — DÉCÈS.

La société des *Archives* a trois nouvelles pertes à déplorer :

I. — Le 25 mars, est décédé, dans sa propriété d'Izon (Gironde) où il s'était retiré depuis quelques années, Jules Delpit, âgé de 84 ans, né en 1808, à Bordeaux, d'un conseiller à la cour de cassation, membre de l'académie de Bordeaux, secrétaire général, c'est-à-dire l'âme de la société des *Archives historiques de la Gironde*, qui, sous sa direction, a, de 1859 à 1884, publié 23 vol. in-4^o, presque un volume par an, et depuis, le 24^e en 1885, le 25^e en 1887 et le 26^e en 1889. A la suite d'une mission scientifique en Angleterre, il fit paraître le 1^{er} volume de la *Collection générale des documents français qui se trouvent en Angleterre* (1847). On a aussi de lui : *Notice d'un manuscrit de la bibliothèque de Wolfenbuttel : Recognitiones feodorum* (Paris, 1841, in-4^o) ; *Réponse d'un campagnard à un parisien ou réfutation du livre de M. Veuillot sur le droit du seigneur* (Bordeaux, 1857, in-4^o et in-8^o) ; puis *Le droit du seigneur*, « réplique d'un campagnard à un parisien » (Bordeaux, 1873, in-8^o) où, avec beaucoup de science et de talent, il avait réussi à être à côté de la vérité ; *Origines de l'imprimerie en Guyenne* (Bordeaux, 1869, in-8^o) ; *Le prince ridicule. Mazariade inédite composée en 1650* (Bordeaux, 1850, in-8^o) ; *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque municipale*, t. I^{er} (Bordeaux, 1880, in-4^o) ; *Un curé bordelais* (Sauveterre, 1881, in-8^o). Il a publié pour la société des bibliophiles de Guyenne : *Chro-*

niques de Gaufreteau, d'Etienne de Cruseau et de Métivier (6 vol. in-8°). La liste complète de ses ouvrages se trouve dans la *Biographie girondine* de M. Edouard Feret.

Son zèle, son désintéressement scientifique, ses travaux importants, les sociétés diverses qu'il créa lui avaient acquis l'estime des travailleurs et l'avaient rendu le maître écouté de ses collaborateurs dévoués: Les obsèques ont eu lieu le 28, au milieu de la population entière d'Izon et de ses nombreux amis accourus en foule de Bordeaux. Elles étaient présidées par son parent, M^r Gotzot, archevêque d'Auch. Des discours ont été prononcés sur sa tombe par M. Barkhausen, président de la société des bibliophiles de Guyenne; M. Habasque, président de la société des *Archives historiques*, et M. Marionneau, président de l'académie de Bordeaux. Il faut lire dans l'*Aquitaine* du 1^{er} avril une lettre de M. l'abbé Desfossez, curé d'Izon, qui vante les qualités domestiques et les actes de religion, de charité de celui qui fut son ami.

II. — Le 4 avril, est décédé à Paris âgé de 47 ans, Arthur-Bruno-Marie Rostand, fondateur et directeur général de la société coopérative de la Charente-Inférieure, et vice-président du syndicat agricole départemental. Il avait consacré une activité remarquable à cette œuvre qui avait pris sous son habile direction un accroissement considérable, puisqu'elle comptait 12.000 adhérents et était ainsi un des premiers syndicats agricoles de France. Issu d'une vieille famille d'armateurs marseillais, né à Marseille, le 25 juillet 1844, d'Albert-Bruno-Marie Rostand et d'Élisabeth-Lazarine-Antonine Chancel, il fut amené tout jeune par son père à Paris, où il fut initié de bonne heure à toutes les grandes questions de commerce, de banque et d'industrie, et acquit rapidement des connaissances qui devaient faire de lui plus tard un homme d'affaires remarquable. En 1870, il fit vaillamment son devoir comme officier dans l'état-major du général Ducrot. Après la guerre, il fut chargé par un groupe de financiers parisiens d'aller diriger une exploitation agricole très importante dans la République Argentine. Il y resta plusieurs années, et s'acquitta avec autant d'intelligence que de succès de sa mission agricole. Le 27 mai 1881, il épousa à La Rochelle Louise Guyot, née à Toulon, le 16 juin 1857, d'Auguste-Ulysse Guyot, officier de la légion d'honneur, lieutenant-colonel à l'état-major général du génie, mort à Paris le 12 décembre 1870. Fixé, il y a quelques années, dans la commune de Lagord, au château d'Huré, il entra dans le syndicat agricole et en devint un des membres les plus influents. Il laisse deux enfants.

La cérémonie des funérailles a eu lieu, le 6, dans l'église de Lagord et l'inhumation dans le cimetière de Saint-Eloi. Le curé a célébré la grande charité du défunt qui l'avait fait aimer de tous. Sur la tombe, M. Sauvé, avocat à La Rochelle, a éloquemment retracé la vie et les travaux de notre confrère.

III. — Le 4, est décédé à Rochefort, dans sa 69^e année, Louis Juin, commandeur de la légion d'honneur, contre-amiral en retraite depuis le 20 août 1885. Né le 20 août 1823, à Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), de Christophe Juin, entreposeur des tabacs à Rochefort, et d'Angélique Guyon, il fit ses études à Marennes, à Pons, à Rochefort, et se prépara à Angoulême à l'école navale, où il entra en 1839 et d'où il sortit en 1841. Il fut élève de marine de 1^{re} classe le 1^{er} avril 1843 ; enseigne de vaisseau le 1^{er} novembre 1845 ; lieutenant de vaisseau le 1^{er} octobre 1850 ; capitaine de frégate le 24 décembre 1861 ; capitaine de vaisseau le 11 août 1869 ; contre-amiral le 11 mai 1880 ; il fut fait chevalier de la légion d'honneur le 18 décembre 1848, officier le 13 août 1864 et commandeur le 30 juillet 1878. Il comptait près de 46 ans de services dont 26 à la mer et 3 longues campagnes dans l'océan indien, dans les mers de Chine et des Antilles. Président de la Croix-Rouge, société de secours aux blessés des armées de terre et de mer, président de la société de géographie de Rochefort et de la société des régates, vice-président de l'association des anciens élèves de Pons, il se donnait à tous et à tout, aimant particulièrement à rendre service, et trouvant son bonheur à faire des heureux. Défenseur énergique du port de Rochefort, il a publié articles et brochures, et a parlé en toutes circonstances pour en montrer l'importance et la nécessité.

Selon son désir, les honneurs militaires ne lui ont pas été rendus. A l'église, M. l'abbé Ernest Portier, archiprêtre, a fait l'éloge de l'amiral en qui la France perd un vaillant marin, la ville un citoyen dévoué, la fabrique de Saint-Louis un bon conseiller et le pasteur un ami. Au cimetière, trois discours ont été prononcés : l'un par le vice-amiral Ribell, préfet maritime : « Partout où l'amiral a servi, il s'est fait remarquer par le sentiment du devoir et de l'équité, par sa compétence et sa science professionnelle, par l'ardeur de son patriotisme ; c'était enfin un chef dont le caractère, le savoir et l'autorité s'imposaient et inspiraient la plus grande confiance. » M. le docteur Barthélemy-Benoît, médecin en chef de la marine en retraite, vice-président de la société de géographie, a parlé au nom de cette société dont Juin fut, pendant dix années presque consécutives, le président bien affectionné. » Lors des dernières assises, à Rochefort, du congrès des sociétés de géographie de France, « notre regretté président se prodigua sans réserve pour faciliter aux membres de cette réunion de savants, leurs excursions aux environs de notre localité, à l'embouchure de la Charente, afin de leur faire connaître et mieux apprécier les avantages naturels de notre port, et gagner ainsi de nouveaux adhérents à sa réhabilitation. C'était l'objectif constant de son ardent patriotisme pour Rochefort, pour la marine, et l'on peut dire qu'il en a poursuivi la réalisation jusqu'à ses derniers moments. Il nous semble encore entendre cette voix toute vibrante d'une émotion si sympathique, lorsqu'il inaugurait nos séances publiques annuelles par ces allocutions familières, sans prétention oratoire, qui entraînaient

les applaudissements chaleureux de l'auditoire. » M. le docteur Burot, médecin principal de la marine, a parlé au nom de l'association amicale des anciens élèves de Pons : « Vous savez avec quelle vénération on vous accueillait toutes les fois que vous pouviez, dans ces fêtes annuelles où les soucis de la vie sont un instant oubliés, vous réunir à vos camarades de tout âge et de toutes conditions. On se sentait ému lorsque, le soir, au banquet fraternel, votre voix chaude et patriotique retraçait le passé de ceux qui vous avaient précédé dans l'éternité, en laissant comme vous un exemple à suivre. Et quand le nom de la France venait sur vos lèvres, tous les cœurs vibraient à l'unisson du vôtre, et le souffle de votre âme généreuse remuait les plus indifférents. » M. le capitaine de frégate Cantaloube, au nom de la société de la Croix-Rouge, a rendu hommage au président de la section saintongeaise : « Longtemps je servis sous les ordres de l'amiral Juin, et j'ai pu apprécier son extrême bienveillance, les nobles qualités de son cœur. Dans les douloureuses circonstances de la vie, il était toujours là, nous tendant la main amie qui relève, trouvant les paroles qui réconfortent. Dévoué à toutes les œuvres salutaires, il montra une ardeur juvénile pour fonder parmi nous cette puissante ligue nationale de charité et de dévouement ; il se consacra corps et âme à cette entreprise, qu'il avait faite sienne, y voyant le meilleur moyen de servir sa patrie lors des prochaines hécatombes. »

Louis Juin avait un frère, Alexandre, capitaine d'infanterie tué à Solferino, et une sœur, Augustine, décédée à Rochefort le 13 février 1817, qui avait épousé Emile-Henri Girard du Demaine, receveur de l'enregistrement dans l'île d'Oleron, à Montargis, à Saintes, etc., dont une fille, Marie-Amélie-Augustine, mariée, le 1^{er} mai 1867, à Gustave-Théodule Legardeur de Tilly, fils de Charles-Mélanie-Jean-Louis de Tilly et de Philippine-Thérèse Arnaud de Nancas. Emile du Demaine, fils d'une Desbrosses, avait pour sœur Marie-Thérèse-Aglæ, décédée à Saintes, le 16 mars 1887, à 77 ans, veuve sans enfants d'Armand-Marie-Théodule Legardeur de Tilly de La Bristière. Il est mort à Saintes le 3 octobre 1857, marié en secondes noces à M^{lle} Bernau de Charans, dont cinq enfants : Henri, officier de la légion d'honneur, chef d'escadron d'artillerie au Tonkin ; Louis-Albert, commis principal à la préfecture de la Seine, s'est marié, le 8 août 1891, à Aix, à Mathilde-Marie d'Isoard de Chénérille, fille du comte de Chénérille ; Jean, employé au ministère des finances. Des deux filles : l'une a épousé M. Jocard, sous-intendant militaire.

L'amiral Juin avait épousé à Saint-Maixent, en 1850, Clémence Dubois, fille de Dubois, recteur de l'académie départementale de la Charente-Inférieure, et de Clémence Rouilher, dont il laisse quatre enfants, tous nés à Rochefort : Emile, en 1851, capitaine adjudant-major au 1^{er} régiment de zouaves ; Georges, en 1853, directeur de la société générale à Lorient ; Louis, enseigne de vaisseau, et Marie.

Le 4 janvier 1892, à Saint-Maigrin, est décédé, âgé de 93 ans, Jean Montigaud, né à Reignac de Jean Montigaud et de Marie Delage. Veuf après 50 ans de mariage, il s'était remarié pour la troisième fois à Marie Lacaille en décembre 1878, un mois après le décès d'un de ses petits-fils. Il laisse trois enfants âgés de 70, 67 et 65 ans. L'un d'eux, M. Montigaud, fabricant de billards, habite Cognac, rue de Marignan. Un de ses petits-fils, Damien cultivateur, signe comme témoin à l'acte de décès.

Le 6 janvier, est décédé à Marseille, âgé de 57 ans, Jules-Louis Merlande, commissaire de la marine, chef du service de la marine à Marseille. Né à l'île Bourbon, le 15 mai 1834, de Jules Merlande et de Louise Rivière, marié le 25 avril 1863 à Madeleine-Clémentine Giral, fille de M. Giral, agent administratif de la marine, il entra au service le 8 octobre 1853; fut commis de marine, le 26 février 1859; aide-commissaire, le 7 juin 1865; sous-commissaire, le 26 décembre 1872; commissaire adjoint, le 15 octobre 1880; commissaire, le 14 octobre 1885. Il avait été nommé chevalier de la légion d'honneur le 27 décembre 1881 et officier le 30 décembre dernier. Deux discours ont été prononcés sur sa tombe: l'un par M. le commissaire adjoint Fournier, commissaire de l'inscription maritime à Marseille, l'autre par M. Reboul, commis de 2^e classe du commissariat.

Le 12 janvier, est décédé à Lafond, commune de La Rochelle, âgé de 76 ans, François-Xavier-Louis Boutet, époux de Marie-Pauline Staup, chevalier de la légion d'honneur le 3 avril 1859, officier le 20 août 1870, décoré de l'ordre de la Valeur militaire de Sardaigne et de la médaille d'Italie, chef de bataillon en retraite. Né à La Rochelle de Louis et d'Eulalie Serra, élève de la maîtrise de la cathédrale de La Rochelle, puis de l'institution diocésaine de Pons où il avait eu pour professeur l'abbé Augustin Rainguet, dont le souvenir lui était toujours resté cher, il s'engagea à 19 ans, le 10 novembre 1834, et fut nommé sous-lieutenant le 11 septembre 1844, lieutenant le 11 avril 1848, capitaine le 30 décembre 1852, chef de bataillon le 3 août 1867; en 1862, il était capitaine au bureau de recrutement de la Somme et en 1863 au commissariat du dépôt de recrutement du Doubs. De 1851 à 1852, il était en Afrique; en 1859-60, en Italie; il fit partie en 1870 de l'armée du Rhin comme chef de bataillon au 18^e de ligne; il reçut une blessure à Frœschwiller le 6 août et fut fait prisonnier. A Reischoffen, il vit tomber tous les officiers de son bataillon, et après la plus énergique résistance put sauver son bataillon décimé. Admis à la retraite, il cultivait lui-même son jardin de Lafond. Il était resté fidèle aux principes de son éducation chrétienne, dit *l'Echo rochelais* du 15. Sur sa tombe, M. le commandant Mathieu a raconté sa vie et ses états de ser-

vices. (Voir l'*Echo rochelais* du 20). Il laisse un fils et une fille.

Le 21, est décédé à La Rochelle, âgé de 56 ans, Jean-Louis Sutra, époux d'Honorine-Félicité Milliassaud, capitaine des douanes et agent principal du service sanitaire du port de La Rochelle. Né à Ercé (Ariège) de Jean-Louis Sutra et de Françoise Pertus, il fut sous-officier, puis débuta à La Rochelle en 1863 comme simple préposé; il y revint en 1882 avec le grade de capitaine, après avoir passé par Marennes. Il avait 35 ans de services.

Le 24, est décédé à La Rochelle, âgé de 47 ans, Louis-Alexandre-Félix Merlet, officier de la légion d'honneur depuis 1889, lieutenant-colonel du 123^e régiment d'infanterie depuis le mois de juillet 1891, époux de Rose-Marie-Thérèse Pellet depuis 1878. Né à Blidah en Algérie, le 3 janvier 1845, de Pierre-Félix Merlet, capitaine de spahis, et de Chéridoine-Arlinde Abadi, il entra à La Flèche, puis à l'école Saint-Cyr le 8 novembre 1863 avec le numéro 8; il en sortit en 1865 avec le numéro 2. Sous-lieutenant au 2^e régiment de zouaves en octobre 1865, il fut promu lieutenant au même corps le 8 janvier 1868, capitaine au 12^e le 23 avril 1872, puis au 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique et au 58^e régiment d'infanterie; capitaine adjudant-major au 50^e, chef de bataillon au 42^e le 6 septembre 1883. Il avait fait les campagnes d'Allemagne, d'Afrique et était regardé comme un officier hors ligne. A la gare de l'état, d'où le corps a été dirigé sur Limoges, M. le colonel Lejoindre a retracé la carrière brillante du défunt et tout ce qu'il y avait de dévouement caché, de délicatesse filiale dans l'existence du jeune officier de bonne heure aux prises avec les difficultés de la vie. (Voir la *Charente-Inférieure* du 27).

Le 27 janvier, est décédé à Bordeaux, âgé de 65 ans, et a été inhumé à Cognac le 29, où ses frères MM. Aristide et Gustave habitent depuis 40 ans, Pierre-Adrien-Amédée Couraud, chevalier de la légion d'honneur depuis 1870, officier de l'instruction publique depuis 1886, doyen honoraire de la faculté de droit de Bordeaux. Né à Royan, le 24 février 1827, de Pierre Couraud et d'Alzire Broutet, il fut élève de l'institution diocésaine de Pons, de l'école de droit de Toulouse. Nommé professeur suppléant provisoire le 14 février 1855, puis agrégé en 1856, il enseigna successivement le droit romain aux facultés de Toulouse et de Grenoble; en 1861, il fut nommé professeur titulaire de la chaire de droit administratif à Grenoble, et en 1865 il était en outre chargé d'un cours d'économie politique; en 1869, il était nommé doyen. Il fut, en 1870, chargé par le gou-

vernement de la défense nationale d'organiser à Bordeaux la faculté de droit, dont il fut doyen jusqu'en 1886, puis il fut nommé doyen honoraire. Le 1^{er} novembre 1891, il fut admis à la retraite. Trois fois, en 1874, 1876 et 1880, il avait été membre du jury d'agrégation. Il était membre de plusieurs sociétés savantes : académie de législation de Toulouse, académies delphinale de Grenoble, académie des sciences et belles lettres de Bordeaux. On lui doit un *Mémoire sur l'épigraphie juridique* et une *Etude sur le maréchal et la maréchale de Beauvau*.

Le 2 février, est décédé à Lorignac, doyenné de Saint-Genis, âgé de 49 ans, Pierre Lavergne, curé de cette paroisse depuis 1890. Né en 1842, ordonné prêtre en 1866, il fut successivement curé de Barzan, de Bois en l'île de Ré, et de Jarnac-Champagne.

Le 11, est décédé à Bois, doyenné de Saint-Genis, où il était prêtre habitué, Jean-Jacques-Marie-Aimé Ragueneau, né en mars 1822 à Marennnes, ordonné prêtre en 1846. Il fut d'abord vicaire à Saint-Sauveur de La Rochelle, à Jonzac, à Saint-Vivien de Saintes en même temps curé — le premier — d'Ecurat, puis curé de Bois. M. l'abbé Denis, doyen de Saint-Genis, a retracé en chaire la vie de ce saint prêtre.

Le 20 février, est décédé à Plassay, canton de Saint-Porchaire, où il était curé depuis 1869, Claude Jordan, né en 1822 à Saint-Jean d'Aulph, département de la Haute-Savoie, de Jean-Claude Jordan et de Jeanne-Claudine Garnier, ordonné prêtre en 1860.

Le 10 mars, est décédé à l'abbaye de Solesmes (Sarthe), à l'âge de 66 ans, Aubin-Flavien Massiou, religieux bénédictin, né à La Rochelle, le 23 janvier 1825, de Louis-Eutrope Massiou et de Marie Drossard. Le défunt était le frère de M. Massiou, architecte à La Rochelle, et le neveu de l'historien Daniel Massiou. Avoué à La Rochelle, en 1863 il entra comme novice à l'abbaye de Solesmes et prononça ses vœux en 1866. Peu après il fut envoyé comme prieur à Marseille. Mais, par raison de santé il dut revenir à Solesmes. Les électeurs de Solesmes l'appelèrent au conseil municipal. Il eut la douleur de voir sa chère abbaye occupée par les Prussiens en 1870 et d'en être expulsé, lors des fameux décrets. B.

Le 11, est décédé à Saint-Jean d'Angély, à l'âge de 65 ans, Léopold-Henri, baron de Poutier, célibataire.

Le 13, est décédé à Saint-Jean d'Angély, âgé de 72 ans, Sosthène-Marie-Hélène-Philogone Balard d'Herlinville, docteur en médecine, époux de Marie-Sophie-Zénaïde de Lacombe.

Le 13, est décédé à Moings, âgé de 68 ans, Marie-Charles Harpedane de Belleville. Il avait épousé, le 10 janvier 1853, Angèle Fournier. Il était depuis plus de trente ans maire de Moings, où il avait conquis l'estime et l'affection de ses concitoyens. L'écharpe de maire est restée depuis 88 ans dans la même maison sans interruption, fait peut-être unique en France et tout à l'honneur des habitants qui ont su reconnaître les services rendus et demeurer fidèles à la même famille, sans s'occuper des bouleversements politiques et des revirements de l'opinion. Le défunt descendait de la puissante maison des Harpedane, seigneurs de Belleville et de Montaigu, qui s'illustra en Saintonge, où elle posséda de grands biens. Jean I^{er} Harpedane, sénéchal de Saintonge, présida en 1402 le cartel de Montandre, combat des sept preux. Son fils, Jean II, fut (1415) seigneur de Mirambeau et de Cosnac, et épousa Jeanne de Penthievre. Jean III épousa Marguerite de Valois en 1427. Françoise épousa Jacques de Pons, et lui porta la terre de Mirambeau.

Le 13, est décédé à La Rochelle, à l'âge de 85 ans, Antoine Hivert, né à Cognehors, banlieue de La Rochelle, ancien négociant, qui, parti de bas, s'était élevé par son travail, sa conduite et son intelligence à la fortune et à la considération. Il avait épousé, le 18 septembre 1832, la fille de son patron, Victoire-Amélie Pellevoisin. Il fut juge au tribunal de commerce, membre de la chambre de commerce, du conseil municipal, du conseil de la banque de France, administrateur de la caisse d'épargne, de l'assistance publique, de l'asile de Lafond. M. Faustin a prononcé sur sa tombe une allocution reproduite par *l'Echo rochelais* du 19.

Le 13, est décédé à La Rochelle, âgé de 46 ans, Charles-Pierre-Joseph Courtin, docteur en médecine. Né à Xanton-Chassenon (Vendée) en 1816, élève du collège de Fontenay-le-Comte, puis de la faculté de médecine de Paris, il fit la campagne de 1870 comme aide-major dans un bataillon de mobiles de la Vendée; en 1873, il reçut le grade de docteur et vint s'établir à Saint-Hermine où il resta 14 ans. En 1888, il se fixa à La Rochelle où l'appelait la famille de sa femme, Marie-Valentine Simouneau, qu'il avait épousée le 11 février 1884. M. le docteur Merle a prononcé sur sa tombe un discours reproduit dans la *Charente-Inférieure* du 16, le *Courrier de La Rochelle* du 17 et le *Libéral de la Vendée* du 18.

Le 17, est décédé à Saintes, âgé de 71 ans, Pierre-François-Nicolas Morin, né à Caplong (Gironde), le 11 avril 1821, de Pierre Morin et de Désirée Barraud, veuf de Marie-Louise Quéré. Il entra dans l'administration des contributions indirectes, le 17 mars 1851; il fut contrôleur à Saintes du 1^{er} mars 1867 au 1^{er} avril 1880, où il fut nommé receveur principal entreposeur à Cognac. Admis à la retraite en 1886, il revint à Saintes retrouver les amis qu'il y avait laissés. L'inhumation a eu lieu à Monpont (Dordogne). Il laisse une fille mariée à M. Albéric-Pierre Simon, receveur de l'enregistrement à Rochefort.

Le 27, est décédé au petit séminaire de Montlieu où il était professeur, Victor-Auguste Benoist, né à Etaules le 30 juillet 1864, élève du petit séminaire de Montlieu, puis du grand séminaire de La Rochelle, ordonné prêtre le 1^{er} septembre 1889. Il a été inhumé à Etaules; sur sa tombe, le supérieur de Montlieu a rappelé sa vie si courte mais si bien remplie.

Le 27 mars, est décédée à La Rochelle, âgée de 89 ans, Henriette-Clémentine Texier, née à La Rochelle, veuve de Pierre-Simon Callot, mort à La Rochelle le 16 mars 1878, ancien négociant, ancien maire de La Rochelle, conseiller de préfecture honoraire, chevalier de la légion d'honneur, auteur de plusieurs ouvrages sur La Rochelle; mère de M. Ernest Callot.

Le 29, est décédé à Bruxelles Marie-Joseph-Guy-Henri-Philippe Riquet de Caraman, prince de Chimay, ministre des affaires étrangères de Belgique depuis 1884. Né à Ménars (Loir-et-Cher) le 9 octobre 1836, il descendait en ligne directe de Pierre-Paul Riquet, seigneur de Bon-Repos, du Bois de La Ville, le célèbre créateur du canal du Languedoc. Il avait épousé, le 16 juin 1856, Marie de Montesquiou-Fezensac, dont il a eu six enfants; une de ses filles a épousé M. le comte de Greffulhe, député de Seine-et-Marne. Ajoutons que les Riquet, ou Riqueti de Caraman, branche des Riqueti, marquis de Mirabeau, ont possédé Courbiac, près de Saintes. En effet, Nicolas de Montaigne, seigneur de Courbiac, fils de Raymond de Montaigne, lieutenant général à Saintes, puis évêque de Bayonne, eut d'Hélène de Suberville une fille, Marie-Louise de Montaigne, dame de Courbiac, baronne de Puycherie, qui devint en 1702 la 3^e femme de Jean-Mathias Riquet, seigneur de Bon-Repos et du canal du Languedoc, président à mortier au parlement de Toulouse, fils du créateur du canal. (Voir *Revue de Gascogne* de mai 1877, ou *Nicolas Pasquier*, par M. Audiat, page 282).

Le 29, est décédé à Jonzac, âgé de 55 ans, Jean Bonnet, chevalier de la légion d'honneur, chef de bataillon de l'armée territoriale, capitaine en retraite depuis deux ans. Né à Embrun (Hautes-Alpes), il s'engagea à 18 ans et conquiert tous ses grades à la pointe de l'épée. Il était lieutenant porte-drapeau au 57^e régiment d'infanterie pendant la guerre de 1870, et fut fait prisonnier avec l'armée de Metz. Il avait épousé à Jonzac la fille d'un ancien inspecteur primaire, M. Corvisier, qu'il laisse veuve avec deux jeunes enfants.

Le 29 mars, est décédée à Toulouse, chez sa belle-fille où, malgré l'état précaire de sa santé, elle s'était rendue la sachant en danger de mort, la marquise de Palaminy, fille d'Antoine Bonnet de Lescure, maire de Rochefort de 1835 à 1843, « un des hommes qui ont le plus honoré et le mieux servi la ville de Rochefort. » Elle était la providence des pauvres, la tête de toutes les œuvres de charité, la première fondatrice des écoles chrétiennes. Une de ses filles a épousé M. de Perpigna.

Le 30, est décédée à La Rochelle, âgée de 80 ans, Thérèse-Eugénie Charlet, née au Château d'Oleron, veuve de Daniel-Julien Leclerc, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite.

Le 31 mars, est décédée à Saint-Jean d'Angély, âgée de 75 ans, Geneviève-Célestine Froger, en religion sœur Sainte-Ambroisine, de la congrégation des sœurs de la Sagesse, supérieure de la salle d'asile et, depuis 44 ans, vouée à l'éducation des pauvres de Saint-Jean d'Angély. Le maire, M. Vrignaud, a prononcé son éloge.

Le 2 avril, est décédé à La Rochelle, âgé de 85 ans, Jean-Bruno Devillelégier, commandeur de la légion d'honneur, colonel du génie en retraite, homme d'une rare modestie, d'un grand mérite et d'une inépuisable charité. Il était né à La Rochelle, le 25 avril 1806, de Mathieu Devillelégier et de Catherine-Thérèse Pinnelière.

Le 5 avril, est décédé à Clavette, Pierre Roy, maire de cette commune. Quatre discours ont été prononcés, par MM. Grimanelli, préfet de la Charente-Inférieure ; Chapron, ancien préfet ; Bonneau, juge de paix, et Pilot, ancien conseiller général du canton de La Jarrie.

Le 8, a eu lieu à Rochefort l'inhumation d'Auguste-Edouard Cardes, médecin de la marine de première classe, décédé, le 21

novembre 1889, à l'hôpital de Quang-Yen. (Voir *Bulletin*, X, 263). Au cimetière, M. le docteur Bourru, directeur intérimaire du service de santé, a esquissé la vie toute de travail de celui qui avait été son élève, et M. Gorron, médecin de première classe, a parlé au nom des camarades du défunt.

Le 10, est décédé à Rochefort, âgée de 33 ans, Laurent Guibéga, lieutenant au 7^e régiment d'infanterie de marine. Au cimetière, M. Déance, lieutenant d'infanterie de marine, a dit le dernier adieu au défunt au nom de ses camarades de promotion.

II. — MARIAGES

Le 8 octobre 1891, a été célébré au château de Malvillars, commune de Bois, le mariage de M. Charles de Reboul, né à Saint-Jean d'Angély le 3 juin 1858, lieutenant au 14^e régiment de chasseurs à cheval, un des quatre enfants de Charles de Reboul, chevalier de Saint-Sylvestre, et de Caroline de Beau-corps (Voir *Bulletin*, XII, 21, et *Annuaire de la noblesse*, 1891, page 192), avec Sophie de Pindray, fille du comte Paul de Pindray, aide-commissaire de la marine, chevalier de la légion d'honneur et des Saints Maurice et Lazare, médaillé de Crimée et d'Italie, commandeur du Nicham, décédé en 1881, et de Marie-Eugénie Parent. (Voir *Bulletin*, XI, 18).

La mariée est sœur de Marie-Sophie-Germaine de Pindray, qui a épousé, le 18 juillet 1888, à Malvillars, le vicomte René-Charles Le Nepvou de Carfort, chevalier de la légion d'honneur, lieutenant de vaisseau, fils du comte Henri-Marie-Joseph Le Nepvou de Carfort et de Constance-Anne Le Boucher-Ville-gaudin.

Le 1^{er} février 1892, a eu lieu en l'église Saint-Pierre de Chail-lot, à Paris, le mariage du prince de Tarente, Louis-Charles-Marie de La Trémoille, né le 28 mars 1863 de Charles-Louis de La Trémoille, duc de La Trémoille et de Thouars, prince de Tarente et de Talmont, et de Marguerite-Eglé-Jeanne-Caroline Duchatel, avec Hélène Pillet-Will, fille du comte Pillet-Will, gouverneur de la banque de France, petite-fille de M. Briatte, conseiller maître à la cour des comptes.

La sœur du marié, Charlotte-Cécile-Eglé-Valentine de La Trémoille, née en 1864, a épousé, le 19 octobre 1885, Charles comte de La Rochefoucauld, fils du duc de Doudeauville.

Le 20 février, a été béni en l'église Saint-Pierre de Marennes par M. l'abbé Faillofais, curé-archiprêtre, le mariage de M.

Albert Buso, conducteur des ponts et chaussées, avec Georgina Capoulun, fille de M. Capoulun, conducteur des ponts et chaussées de l'arrondissement de Marennes.

Le 23 février, a été béni en l'église Saint-Palais de Saintes, le mariage de Louis-Eugène-Achille Babinot, notaire à Burie, né le 20 mai 1862 au Treuil, commune de Chérac, de Henri Babinot, propriétaire, et de Léontine Bergeron, avec Clarisse-Marie-Louise-Amélie Joyeux, née le 11 octobre 1867 à Saintes, de Pierre Joyeux, pharmacien, et d'Hortense-Elodie Faneuil.

Le 23, a été béni en l'église cathédrale à La Rochelle, par M. l'abbé Faillofais, archiprêtre de Marennes, le mariage de Raoul-Charles-Louis-Angélique, baron Vast-Vimeux, lieutenant au 123^e régiment de ligne en garnison à La Rochelle, né à La Rochelle le 23 novembre 1860 de Charles-Antoine-Honoré-Alfred, baron Vast-Vimeux, officier de la légion d'honneur, député, ancien conseiller général, ancien colonel du 8^e régiment de mobiles, ancien sénateur, décédé à Péré le 20 juillet 1888 (Voir *Bulletin*, VIII), et d'Angélique de Rémont, avec Marie-Louise-Madeleine-Jeanne Regnault, fille de M. Jean-Baptiste-Antony Regnault, juge au tribunal civil de La Rochelle, né à Verrières (Vienne) le 17 juin 1836, et de Marie-Louise-Tulie-Marthe Lambert.

ARCHÉOLOGIE.

I

Dans la commune de Romegoux, canton de Saint-Porchaire, le nommé Geay, demeurant à Beurlay, a découvert des substructions gallo-romaines, briques, vases de terre noire, une monnaie romaine, etc.

Les nouvelles halles du Château, en l'île d'Oleron, construites par M. Senné, architecte à Marennes, et M. Sylvestre, entrepreneur, ont été inaugurées le 28 février dernier. Elles remplacent d'autres halles fort anciennes, qu'on a détruites au fur et à mesure de la construction des nouvelles. En les démolissant on a trouvé deux chevilles de bois ; sur l'une on lit :

JESVS MARIE JOSEPH
POSÉE PAR LE 8^{er}
CHAIZE EMPLOYÉ DES FERMES DU ROY
EN 1771 LE 3 D OCT.

Sur l'autre, que je n'ai pas vue, on lisait le nom de madame de Saint-Dizant. Docteur Em. PINEAU.

II

FOUILLES A BEAULIEU.

Les fouilles de Beaulieu, commune de Germignac, dont nous avons parlé (*Bulletin*, XI, 255), n'ont pas été continuées avec beaucoup d'activité; et c'est dommage: il y a là de vastes substructions d'un caractère particulier.

Deux bassins séparés par un mur de 0^m 30 d'épaisseur, mais communiquant au fond par un tuyau de plomb, ont: l'un 1^m 70 sur 1^m 60, l'autre 1^m 70 sur 2^m 60; la profondeur est de plus de 1^m 80. Ils sont revêtus d'une couche de béton de 0^m 03 d'épaisseur, qui les rend parfaitement étanches. Un conduit de 0^m 71 de large et long de 4^m 85 réunissait le premier bassin à un troisième, parallèle aux deux autres et ayant 3 mètres de long sur 1^m 70 de large. A une distance de 2^m 45 sur la même ligne que le 3^e, un quatrième bassin de 2^m 45 de long sur 1^m 75 de large. Au fond est un trou en forme de cuvette de 1^m 10 de diamètre et 0^m 50 de profondeur. Enfin, plus loin, deux autres bassins contigus de même forme et de même dimension, ayant aussi une cuvette au fond. Parmi les débris de céramique de tous genres, citons un fragment de vase en terre rouge qui porte un nom de potier. En effet, le fond de 0^m 05 de diamètre montre ces lettres: CRESSI M, ce qui veut dire: *de la main de Cressus*; M est l'abréviation de *manu*.

Je signale particulièrement un poids en terre de brique, de forme quadrangulaire, usé aux angles, de 0^m 10 de hauteur; il est percé d'un trou à l'extrémité. Jusque là, rien de bien singulier, et celui-ci ressemble à tous les objets de même nature, poids de filets de pêcheur, poids de tisserand, ou même poids pour peser. Mais voici ce qui est à noter: dans le trou est passée une tige de fer de 0^m 08, dont une extrémité est amincie comme un clou.

On a aussi rencontré une monnaie de Henri IV.

Nous engageons fort le propriétaire de Beaulieu, M. Augustin Lamoureux, d'Angle, à poursuivre ces recherches qui expliqueront très nettement la destination de cet établissement, et lui réservent sans doute des surprises agréables.

Le logis de Beaulieu, qui appartenait à la famille de Rippe avant la révolution, a une baie avec une belle lucarne en style de la renaissance, sur laquelle se lit cette date: 1575.

Le village d'Angle, séparé de Beaulieu par le Né, limite des départements de la Charente et de la Charente-Inférieure, a conservé son église; la cloche a une inscription fort fruste: on y lit cependant quelques mots, entre autres le nom de LOVIS D'ANDREVILLE.

III

FOUILLES A SAINTES.

Au faubourg Saint-Eutrope de Saintes, près de la croix Ber-

naud, à 100 mètres du bureau d'octroi, sur la route de Marennes, à main gauche en sortant de la ville, est un champ qui a appartenu à M^{lle} Dières, maintenant à ses héritiers. En défonçant ce terrain pour y planter de la vigne, on a mis à découvert plusieurs sépultures par incinération, des olla contenant les os calcinés du mort, avec de petits vases de terre et de verre, tels qu'on en trouve dans toutes les sépultures de ce genre, puis des débris de vases de terre rouge ; un doigt avait encore son anneau, très oxydé. C'est là qu'en 1867 j'avais recueilli plusieurs de ces olla pleins d'ossements passés au feu ; l'incendie de la mairie en 1871 les a brûlés une seconde fois — *bis cuits* — et cette fois définitivement. (Voir *Une sépulture gallo-romaine à Saintes*, page 73, t. I des *Annales de la société des arts, sciences et belles lettres de Saintes*). C'est aussi, en face, de l'autre côté de la route, dans le jardin de M. Joyer, qu'a été découvert le tombeau d'une romaine, qui est au musée de Saint-Germain.

Les monnaies d'Auguste, à l'autel de Lyon, indiquent l'époque de ce champ funéraire, qui était situé le long de la voie romaine partant des arènes, nommé aujourd'hui le chemin des Anglais, parce que le prince de Galles le fit réparer.

Signalons aussi des squelettes enterrés près de là : plusieurs avaient encore aux jambes des entraves rivées, *compedes* ; quelque uns avaient un seul anneau au pied. Si l'on rapproche cette trouvaille d'une semblable faite en 1879, et dont on peut voir les résultats au musée de Saintes, tibias encore entourés d'un anneau, on sera convaincu que c'était là le champs des suppliciés, les gémonies des arènes ; comme dans nos cimetières était le coin réservé aux guillotins ou suicidés.

* * *

Au fief des Sables, les fouilles (Voir la *Revue*, de mars, XII, 72) ont déblayé complètement le bassin dont nous n'avions vu qu'une partie. Il a 6^m sur 5^m 20 ; un escalier de 5 marches descend jusqu'au fond. Or dans ce bassin on en a construit un autre, mais postérieurement, qui occupe un quart du premier ; il a aussi un escalier de 5 marches. L'eau s'écoulait dans l'aqueduc par un tuyau en plomb, comme nous l'avons dit. Ce bassin était plein de fragments d'un revêtement en maçonnerie incrustée de cubes de diverses couleurs et de coquillages, formant le tout une ornementation rustique d'un assez joli effet. Ces fragments ont été offerts au musée de Saintes par M. Andréotti.

L. A.

IV

FOUILLES A SAINT-GERMAIN DU SEUDRE.

M. Marchay, de Roussillon, commune de Saint-Germain du Seudre, a trouvé, près de l'ancien château de la famille de Blois, sous une couche assez épaisse de scories de charbon, une salle

pavée et des assises de murs, puis dix flèches ou fers de lances en bronze, variant de 0^m 131, 0^m 110, à 0^m 066 et 0^m 058, plates ou triangulaires ; une statuette de bronze de 0^m 075 de hauteur, conservant encore des traces de couleurs, convexe, percée de 2 trous ; des monnaies, notamment une de bronze montrant la tête de Crispine, fille de Bruttius Præsens, mariée à Commode en 177, reléguée pour cause d'adultère à Caprée, où elle fut mise à mort vers 183. En légende CRISPINA AVGVSTA ; au revers Cérès assise, et en légende : s c, *senatus consulto*.

Le journal *le Peuple* du 20 mars, qui signale cette découverte, voit dans Crispine, non pas Crispine, mais Agrippine, « sœur de Caligula et fille de Germanius, en l'honneur de qui fut élevé l'arc de triomphe de Saintes — qui n'a jamais été ni arc de triomphe et ni élevé en l'honneur de Germanicus — petite-fille de Julie, fille d'Auguste, née sur les bords du Rhin, dans la cité des Ubiens... Les mots *Crispine Auguste* seraient le premier, le nom de la famille du second mari d'Agrippine Crispinus — pardon ! le second mari d'Agrippine était son oncle, l'empereur Claude, Tiberius Claudius Drusus ; et depuis quand les femmes romaines prenaient-elles le nom de leur mari, même du second ? — et *Auguste*, le nom de cette dernière (Agrippine), parce qu'elle descendait d'Auguste. » Hélas ! non, Agrippine s'appelait Agrippine et Julia, parce qu'elle était de la gens Julia, comme Jules César, comme Auguste. *Augusta* était un terme honorifique commun à tous les empereurs et toutes les impératrices. Cette interprétation trop fantaisiste a été, du reste, rectifiée en ce sens dans le numéro du 30.

D'autres monnaies, nous écrit M. Egréteau ont été aussi trouvées : doubles tournois, pièce de Henri IV, pièce de Maximilien de Bethune, duc de Rosny, un jeton large comme une pièce de 10 centimes, montrant sur une face trois fleurs de lys et la couronne royale avec la légende : INITIVM SAPIENTIÆ TIMOR DNI.

—
V

LA PÉRIODE PALÉOLITHIQUE

Je demande à M. Edmond Bordage la permission de faire deux observations au sujet de son fort intéressant travail sur *La période paléolithique dans le bassin de la Charente*.

Il dit, page 81 : « Nous citerons enfin, comme station moustérienne dans la Charente-Inférieure, la caverne de Soute, près de Pons. Outre des silex caractéristiques, cette station contenait des restes du mammoth, etc. » Or, cette soi-disant caverne était tout simplement une fente dans la craie moyenne, remplie par une terre limoneuse mélangée de cailloux roulés et de sable emportant des ossements d'animaux quaternaires, mais ne contenant aucun silex travaillé, aucune trace de l'industrie humaine. (Voir Chaudruc de Crazannes, *Académie des sciences*, 1834 ; W. Manès, *Description physique, géologique et minéra-*

logique du département de la Charente-Inférieure; Combes, *Bulletin de la société des sciences naturelles de La Rochelle*, etc.). J'ai bien souvent fait des recherches à Soute, et je n'ai jamais trouvé que du néolithique en fait de silex travaillés.

Plus loin, page 83, il dit encore : « Il a été trouvé des silex magdaléniens (lames ou couteaux, grattoirs, etc.) dans la plupart des ballastières que nous avons citées dans ce département, à propos du chelléen et du moustérien, etc.). » Mon savant confrère est-il bien sûr de ce qu'il avance là ? A-t-il réellement trouvé du magdalénien dans les ballastières ? Je les ai à peu près toutes étudiées, et j'avoue que je n'y ai jamais rencontré la moindre trace de magdalénien ; personne, que je sache, n'a signalé pareille trouvaille, qui, si elle était confirmée, me semblerait renverser la théorie actuellement admise sur la formation des dépôts de graviers quaternaires, ou tout au moins la classification de M. de Mortillet.

E. MAURFRAS.

VI

UN STATÈRE DE PHILIPPE II DE MACÉDOINE

« On écrit de Bergerac, dit la *Chronique des arts* du 2 janvier, qu'il a été trouvé, dans la propriété d'un négociant de cette ville, une pièce de monnaie en or, digne d'attirer l'attention des numismates. C'est un statère ou tétradrachme de Philippe II de Macédoine. Il pèse 7 grammes 50. Cette pièce a dû être frappée par les Gaulois deux ou trois siècles avant notre ère. Si l'on s'en rapporte aux renseignements donnés par le savant numismate François Lenormant, il n'existerait encore qu'une pièce de ce genre, découverte à Pons en Saintonge. Nous signalons la trouvaille de cette monnaie, qui peut avoir de l'intérêt pour les historiens et les numismates ; elle est assez bien conservée, malgré ses vingt-deux siècles. Elle est entre les mains de M. Labroue, agrégé d'histoire, principal du collège de Bergerac. »

C'est Bourignon, *Recherches sur les antiquités de la Saintonge*, page 252, qui a signalé, il y a plus de cent ans, la découverte de cette monnaie de Philippe II :

« On a trouvé, de tous les temps, à Pons, dit-il, des médailles impériales et même une médaille grecque, en or, d'un roi de Macédoine ; elle est de la plus parfaite conservation et représente, d'un côté, la tête laurée de Philippe, père d'Alexandre ; sur le revers qui est concave, on voit un bige, ou char à deux chevaux, au-dessous duquel est un trident renversé ; légende ΦΙΛΙΠΠΟΥ, *Philippi*. Elle est dans la collection de M. de Bremond, jeune amateur, également recommandable par son caractère et par son goût éclairé pour les sciences. »

Cette pièce est au musée de Saintes avec les autres léguées à la ville par le comte Pierre de Bremond d'Ars.

VII

QUELQUES INSCRIPTIONS A SAINT-PIERRE D'OLERON

Outre les deux textes épigraphiques qu'a publiés l'*Epigraphie santone*, page 288, on peut citer encore les suivants :

Une pierre longue de 0^m75, large de 0^m87, épaisse de 0^m09, trouvée à Saint-Pierre d'Oleron et acquise pour le musée de Saintes, porte un large cartouche rond affreusement martelé, qui contenait probablement un écusson ; il n'est pas possible d'y rien distinguer. Au-dessous de l'écusson sont ces deux noms :

IEHAN : REOLLE : S. R.
OZANNE BLANCHART.

En haut de la pierre, de chaque côté de l'écusson :

ON A BEAV SA MAISON BASTIR	SI LE SEIGNE... NI MET LA MAIN
CE N'EST QUE BASTIR EN VAIN	FAUT EN DIEV ESPÉRER

C'est la traduction du verset I de David, psaume CXXVI :
Nisi Dominus ædificaverit domum, in vanum laboraverunt qui ædificant eam...

..

L'abside de l'église de Saint-Pierre d'Oleron offre encore à l'extérieur, nous dit M. Augier, des indices qui font reconnaître l'époque romane de la première construction.

Le côté nord de la nef présente quelques restes de moulures et contreforts qui annoncent le XV^e siècle, époque à laquelle elle dut être reconstruite. L'intérieur, restauré à différentes époques a un mauvais aspect.

L'ancien retable du siècle dernier, décoré de colonnes en bois avec un grand tableau qui représente la dation des clefs, a été relégué contre le mur. L'autel placé en avant a été remplacé par un autel de pierre blanche, suivant la mode du jour.

Le clocher a été construit par Jean Denis, comme on peut le voir par l'inscription gravée autour de la voûte pour le passage des cloches :

DIEU SUR TOUT JEAN DENIS FILS DIT LA SINCÉRITÉ DE COGNAC
APPAREILLEUR DE CETTE OUVRAGE EN 1776.

C'est le même architecte ou entrepreneur qu'on trouve à Marennes ; en effet, aux voûtes de l'église on lit le nom de IEAN IACQUES DENIS LE CADET SOVS APPAREILLEVR ; puis DIEV SVRTOVT LA VERTV DE COGNAC DIT IEAN-IACQUES DENIS FILS ET APPAREILLEVR DE CET OVRAGE. Voir *Archives historiques*, t. IV, page 452, où « le sieur Denis » est qualifié « architecte ».

Il a aussi son nom gravé dans la sacristie de l'église Saint-Léger de Cognac. (*Bulletin*, VII, 269).

* *

L'inscription de la cloche de Saint-Pierre est ainsi conçue :

† J'AY ETE FONDUE A ROCHEFORT L'AN 1789 DU DONT DES PAROIS-
SIENS DE S^t-PIERRE ISLE D'OLERON AINSI QUE DU S^t RIVIERE CURE ET
ARCHIPRETRE DE LA DITTE PAROISSE ET ISLE.

POID ° 745 °

Les registres paroissiaux nous ont conservé le souvenir de deux autres cloches, antérieures à celles-ci. Voici le procès verbal de la bénédiction de la première :

« Aujourd'hui vingt-deux décembre dix-sept cent trente-neuf, j'ai béni la cloche de cette paroisse, pesant six cent soixante-cinq livres. Le parein a été messire François-Joseph Dalesme, conseiller honoraire au parlement de Guiene et seigneur de la terre de Limœuil en cette paroisse (1), en laquelle terre est située cette église. La mareine a été dame Henriete Rocaute, épouse de messire Pierre de Cazau, président à mortier audit parlement de Guiene (2), l'un et l'autre absents ; ils ont fait présenter ladite cloche par maitre Jean Gillis, juge dudit seigneur (3), et par dame Magdeleine Philippe, épouse de messire Louis de La Chasse des Tricoles. Présents à cette cérémonie : messire Michel Malherbe, curé de Moisy, diocèse de Blois ; messire Jacques Ballanger, curé de Saint-Denis en cette isle ; messire Louis Charon, premier vicaire de cette paroisse, et messire Antoine Royre, second vicaire, et plusieurs gentilshommes, bour-

(1) Charles-Nicolas d'Alesme, marquis de Limeuil, seigneur du Pian, gouverneur de l'île et du Château d'Oleron, colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, ministre plénipotentiaire à la cour de Manheim, marié avec Caroline-Françoise-Josèphe-Charlotte, comtesse de Welbruck, obtint en 1761 l'érection en marquisat de sa terre de Saint-Pierre de Limeuil-en-Sourivaut. Il mourut le 23 février 1767 en sortant de diner chez le duc de Choiseul, son ami et son protecteur. Il ne laissa que trois filles, dont l'une Honorine-Etiennette d'Alesme épousa, le 17 avril 1782, Jean de Raimond de Lalande, avocat général au parlement de Bordeaux, fils de Pierre de Raimond de Lalande, marquis de Castelmoron, conseiller au parlement, et de Jeanne de Lalande-Goyon.

(2) Pierre de Cazaux, conseiller au parlement de Bordeaux depuis le 5 décembre 1711, avait été pourvu, le 17 mars 1711, de la charge de président à mortier.

(3) Je trouve — est-ce le père de celui-ci ? — un Jean Gillis, juge sénéchal du marquisat de Saint-Pierre d'Oleron, l'un des syndics généraux des îles abonnées de Saintonge pour cette isle d'Oleron, et subdélégué de l'intendance de La Rochelle, époux d'Angélique Neau ; sa fille fut à Saint-Pierre, par contrat du 10 juin 1773, reçu Rousselin, notaire royal, mariée à Charles-Vincent Georget de La Violière, sieur de La Morinière, ancien capitaine des milices de l'île de La Martinique, veuf d'Esther Daudenet de La Touche, né à Tours, habitant depuis huit ans Saint-Georges d'Oleron, fils de René, ancien conseiller du roi, notaire de la ville de Tours, et de feu Catherine Gohier. La mariée était sœur de Jean-Célestin Gillis, avocat au parlement de Paris, conseiller du roi, receveur des tailles de l'élection de Marennes, marié à Claire-Victoire Lozeau, dont il eut Catherine-Angélique, Marie-Anne, Geneviève-Marguerite Gillis, Agathe-Honorée-Victoire Gillis, épouse de messire Claude-Louis de Chasse, écuyer.

geois et autres habitants, et sieur Antoine de Semon, fabriqueur en charge de cette église. CHABIRAND, *P. curé de Saint-Pierre et archiprêtre de l'isle d'Oleron.* »

Le procès verbal de bénédiction de la seconde est plus court : « Le cinquième jour de février mil sept cent quarante-trois, fut faite la bénédiction de la seconde cloche sous la protection de sainte Anne ; en a été parrain messire François-Joseph Dalesme, conseiller au parlement de Guyenne, seigneur de cette paroisse ; et mareine dame Anne Dalesme, veuve de messire Antoine de Fenault, baron de Cadillac. L.-A. DELHUMEAU, *curé de Saint-Pierre.* »

La cloche, qui fut refondue en mai 1889 par M. Georges Bollée, fondeur à Orléans, portait la date de 1821 et une inscription que nous avons publiée dans le *Bulletin*, x, 422. Elle a pour parrain M. Jules Péponnet, et pour marraine M^{lle} Marie-Antoinette Normand d'Authon.

*
* *

Dans l'ancien cimetière, aujourd'hui place publique de Saint-Pierre d'Oleron, au pied de l'élégante lanterne des morts, une pierre tombale porte cette inscription :

CI GIT M^r. I. O.
DES MORTIER
ÉPOUX DE M^{te}
GRENOT [NE]
A JARNAC LE 25
8^{bre} 1760 DÉCÉDÉ
LE 29 MAI 1821.

Les registres protestants de Saint-Pierre d'Oleron donnent l'acte du mariage des deux époux : « Le 17 janvier 1786, avons imparti la bénédiction nuptiale, après la publication des annonces par trois dimanches consécutifs, sans qu'il nous soit apparu aucun empêchement siville ny canonique, au sieur Jacques Desmortiers, fils légitime de feu sieur Jacques Desmortiers et de feu demoiselle Marie-Anne Videau, de la ville de Jarnac-Charente, et à demoiselle Margueritte Grenot, fille légitime de feu sieur Jean Grenot et de défunte Elisabeth Cormier, du bourg de Saint-Pierre, isle d'Oleron, en présence de Pierre-Elle Fleurisson et Pierre Dollier, négociants, de Montauzan, et Thimotée Biscon, Jean de La Jaille, qui ont signé. MARGUERITE GRENOT DESMORTIER. JACQUES ALLARD. J. DESMORTIER. J. RENAUDIN. DEJAU, veuve DESMORTIER. ALLARD, né GRENOT. ALLARD JEANNE, née GRENOT. RENAUDIN, née GRENOT. BISCON, née GRENOT. SICARD, né PERROQUELT. BISCON, veuve GRENOT. PAILLET. A. BISCON. ANGÉLIQUE ALLARD. P. BISCON. DOLIER. DE LA JAILLE AÎNÉ. F. ALLARD. FLEURISSON. MAZAURIC, *pasteur.* »

VIII

UNE CRYPTÉ A SAINT-JEAN D'ANGÉLY

A Saint-Jean d'Angély, on remarque, à l'angle de la rue Gambetta et de celle des Jacobins, une maison bâtie en pierres de grand appareil, ayant tout le caractère d'une construction du XVI^e siècle. Aucun détail d'architecture ne la signale extérieurement ; mais on nous avait indiqué ses caves comme présentant certaines particularités curieuses, et nous les avons récemment visitées en la compagnie de M. Audiat, l'honorable président de la société des *Archives*. On y descend par un escalier tournant de la même époque que la maison, et donnant aussi accès aux étages supérieurs. Après avoir franchi quelques degrés, en s'arrêtant sur un étroit palier, on constate que, pour donner passage à cet escalier, on a crevé la partie supérieure d'une voûte ogivale dont les nervures prismatiques, noyées dans la maçonnerie, sont encore apparentes ; dans un angle, soutenant la retombée des voûtes, on distingue une console ornée de feuillages au-dessus d'une figure grimaçante. Quelques mètres plus bas, on pénètre dans une cave dont la voûte élevée au-dessus du sol d'environ sept mètres, est partagée par des nervures en arc brisé en deux travées, la troisième se trouvant, comme nous l'avons dit, confondue avec la maçonnerie de l'escalier ; elle est éclairée au midi par une longue et étroite fenêtre ajourée seulement dans sa partie supérieure, en forme de soupirail ; il serait difficile de se rendre compte de la dimension primitive de cette ouverture qui a été prolongée à sa base pour former un placard. Les nervures de la voûte aussi bien que les détails des clés et des consoles sur lesquelles elle repose permettent de faire remonter à la fin du XIII^e ou au commencement du XIV^e siècle l'époque de sa construction. Perpendiculairement à la partie de la cave que nous venons de décrire, s'ouvre un large arceau qui la fait communiquer avec une autre cave, voûtée en arc légèrement brisé, mais sans nervures et construite à une époque plus récente, sans autre destination apparente que celle de servir de cellier : l'ensemble affecterait ainsi la forme d'un T, dont la partie supérieure aurait été édifiée au XIV^e siècle, au plus tard, et la partie inférieure en même temps que la maison elle-même. Mais cette cave, nous affirme le propriétaire, s'étendait à l'est sous la maison voisine ; on y voyait les mêmes voûtes ogivales et, en plus, des colonnes à chapiteaux historiés. Tout a été détruit, il y a quelques années, lors de la reconstruction de cette maison ; il est à supposer que la partie aujourd'hui disparue formait le bras supérieur de la croix, et que nous sommes en présence d'une crypte ou chapelle souterraine, dont la nef est représentée par la partie reconstruite au XVI^e siècle, le transept par les trois travées ogivales dont deux existent encore, et l'abside ou le chevet par la partie aujourd'hui disparue et qui se prolongeait sous l'immeuble portant le n^o 5 de la

rue des Jacobins. Le sol de cette cave a été surélevé de deux mètres par M. Fougerat, père du propriétaire actuel, de telle sorte que la hauteur sous voûtes était d'environ dix mètres, dont neuf au-dessous du niveau de la voie publique.

Il existe à La Rochelle (1) des caves voûtées en ogives reposant sur des faisceaux de colonnettes avec clés ornées ; tout récemment, on a découvert dans un jardin de la cour des Anglais, une crypte de forme rectangulaire comprenant trois nefs de deux travées chacune, dont les voûtes s'appuient sur deux colonnes monolithes et dix faisceaux de colonnettes engagées. Ces salles souterraines devaient servir, en temps de guerre, de lieu de dépôt pour les marchandises et les meubles les plus précieux (2). Lors de la construction de l'hôtel de ville de Saint-Jean d'Angély, nous nous rappelons avoir visité une cachette de ce genre, voûtée en ogives, et à laquelle on accédait par un trou rond ménagé dans la voûte ; on pourrait encore trouver dans la ville d'autres caves présentant les mêmes conditions d'élégance et de solidité, mais rien, ni dans leurs dimensions ni dans leurs dispositions, ne les rapproche de notre crypte, aucune surtout ne s'élève au-dessus du sol et ne prend comme elle jour à l'extérieur. Nous croyons donc que cette crypte dépendait d'un des édifices religieux détruits au XVI^e siècle par les protestants et sur les ruines duquel a été élevée la maison existant aujourd'hui.

Reste à déterminer quelle était cette église. Nous savons qu'indépendamment de l'abbatiale, il y avait à Saint-Jean d'Angély trois autres églises : Notre-Dame, Saint-Révérent et Saint-Pierre. La première préexistait à l'abbaye : c'était l'église paroissiale de l'ancien *Angeriacum* ; elle conserva ce titre jusqu'au commencement du XIV^e siècle, époque où, comme nous le dirons plus bas, elle fut incorporée à l'abbaye des bénédictins. La situation de cette église est bien connue : elle s'élevait sur l'emplacement du palais de justice actuel ; et, lorsqu'on en creusa les fondations, en 1868, on mit à découvert une partie de la crypte au-dessus de laquelle elle était construite. Saint-Révérent dut être édifiée à la fin du X^e siècle, lorsque le corps de ce martyr fut transféré de Nouâtre, en Touraine, à Saint-Jean d'Angély. Cette église, détruite en 1568, s'élevait au nord de la place du Minage. Quant à Saint-Pierre, confondue à tort par Guillonnet-Merville avec la chapelle des Jacobins (3), son emplacement ne nous est pas connu ; mais il est bien évident que cette église devait avoir une situation centrale, puisque toutes les autres, y compris l'église abbatiale, se trouvaient à peu de distance des remparts. Or, la maison bâtie à l'angle de la rue Gambetta et de celle des Jacobins est exactement au centre de l'ancienne enceinte de la ville, également distante des quatre

(1) Rue Saint-Sauveur, n^o 1, et rue des Gentilshommes, n^o 23.

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, t. XI, p. 33.

(3) *Recherches topographiques et historiques sur Saint-Jean d'Angély*.

portes qui la fermaient autrefois ; elle est contiguë au carrefour, anciennement appelé des Changes ou des Bancs, où les changeurs tenaient leurs comptoirs fréquentés par la foule des pèlerins qui venaient vénérer les reliques de saint Jean-Baptiste en se rendant à Saint-Jacques de Compostelle. On comprend donc parfaitement les raisons qui avaient motivé la construction d'une église dans le quartier le plus peuplé et le plus riche de la ville. La crypte que nous avons visitée ne remonte pas, nous l'avons dit, plus haut que la fin du XIII^e ou le commencement du XIV^e siècle ; celle qui fut découverte sur l'emplacement du palais de justice était de la même époque. Nous savons qu'une bulle du pape Clément V, donnée à Lyon le 8 février 1305, unit à l'abbaye des bénédictins de Saint-Jean d'Angély les trois églises de Notre-Dame, de Saint-Révérent et de Saint-Pierre. Ce fut dans la première moitié du XIV^e siècle, au temps où la prospérité de la ville et de leur abbaye était à son apogée, que les bénédictins transformèrent leur église abbatiale, et, tout en conservant les parties bâties au siècle précédent, lui donnèrent une ampleur et une majesté attestée encore aujourd'hui par ses ruines ; il est donc à présumer que les églises nouvellement incorporées à la mense abbatiale furent, au commencement du XIV^e siècle, réédifiées dans des conditions identiques, c'est-à-dire au-dessus de chapelles souterraines ou cryptes.

Si, comme on n'en saurait douter, les trois travées de voûtes encore existantes dans la maison portant le n^o 3 de la rue des Jacobins, ont appartenu à un édifice religieux, nous croyons que ce ne peut être qu'à l'église Saint-Pierre, ruinée, comme toutes celles de la ville, par les protestants pendant la seconde guerre de religion ; à défaut d'un texte écrit qui lèverait tous les doutes, il nous serait impossible, eu égard à leur situation, d'indiquer un autre monument religieux auquel ces débris auraient pu appartenir. Enfin, nous ferons observer que la maison qui s'est élevée sur l'emplacement précédemment occupé par l'église Saint-Pierre, a dû être bâtie avec les pierres mêmes provenant de cette église. C'est ce qui explique son aspect monumental, d'autant plus remarquable qu'à cette époque, à Saint-Jean d'Angély, presque toutes les constructions privées se faisaient en bois.

DENYS D'AUSSY.

VARIÉTÉS

I

LA GUILLANEU

Rien n'est plus répandu dans nos contrées que la chanson de *La Guillaneu*, où l'on a voulu voir un souvenir christianisé de

la fête gauloise du gui sacré, *Au gui l'an neuf*. Firmin Joussemet, de La Roche-sur-Yon, a publié, en 1855, dans la *Revue des provinces de l'ouest*, 3^e année, page 240, une chanson sur ce sujet recueillie par lui à Saint-Cyr en Talmondaïs :

Y at in àbre en les fouras
Qui passe les crêtes daux chagnes,
Querne les vergnes et les fragnes
Passent l'aronde et le garas.

Je note que l'aronde, *arundo*, est le grand roseau ; le garas, en saintongeais *caras*, est le petit roseau à feuille triangulaire.

Notre Seigneur on est le tronc ;
Les apôtres on sent les bronches ;
Chaque onge de ses ales blanches ;
Fait deux feuilles entour sen front.

Le refrain est :

Oh ! bregers et bregères,
La guillaneu vous faaut chonter ;
Oque entre nous venez donser,
Donser sus les fougères.

M. Emile Grimaud, de Nantes, a mis en un français élégant ces couplets naïfs dans la même *Revue*, 2^e année, page 110 :

Il est un arbre en nos forêts
Qui passe la crête des chênes,
Comme les vergnes et les frènes
Passent la ronce en nos guérets.

Oh ! bergers et bergères,
La guillaneu vous faut chanter ;
Venez danser, venez chanter,
Sauter sur les fougères.

Notre Seigneur en est le tronc ;
Les apôtres en sont les branches.
Des chérubins les ailes blanches
Forment des feuilles sur son front...

J'ai recueilli, il y a trente ans, au Château d'Oleron, les couplets suivants. On verra que sur un fond, semblable en quelques traits, il y a des variantes singulières :

Dans la mer y at un arbre
Qu'on a jamais vu le pied.
La bonne Vierge en est les branches ;
Jésus-Christ en est le pied.

Ah ! tâtez dans la poche ; ah ! tâtez jusqu'au fond ;
S'il n'y a pas de liards, les sous marqués sont bons.

Apportez-nous-en donc :
C'est notre guillaneu que nous vous demandons !

A la porte de Pilâtre,
Où les Juifs l'ont mené,
Ils l'ont battu comme plâtre
Avant de le crucifier.

Sainte Marie-Madeleine
Était au pied de la croix ;
Non loin de là saint Etienne,
Le prédicateur de la foi.

Autre forme, ou déformation, populaire de ce dernier couplet :

Sainte Marie-Madeleine
Veux-tu venir avec moi,
A la messe de saint Etienne,
Prier le bon Dieu pour moi !

La chanson saintongeaise est beaucoup plus longue. Je demanderais à mes confrères des *Archives* de vouloir bien compléter, s'ils le peuvent, cet essai de poésie populaire.

La chanson de *La Guillaneu* se chante un peu dans tous les pays : Gascogne, Agenois, Périgord. Le *Recueil* manuscrit des *poésies populaires de France*, t. V, cite ce couplet qui se chante à Yvetot, en Normandie, à l'occasion de l'épiphanie :

Monsieur de céans et madame aussi,
Donnez donc l'aumône à ce pauvre ici.
Si vous n'voulez n'en donner,
Ne faites pas tant attendre :
Car il fait un si grand froid
Que mon camarade tremble.
Pour Dieu, donnez-nous l'aumône ;
Pour Dieu,
Donnez-nous la part de Dieu.

L'île d'Oleron traduit ainsi :

Ne nous faites pas attendre,
Si vous n'voulez n'en donner :
Car il souffle dans les jambes
Un gueux de vent de nord-est ;
Et comm' nous sommes mal vêtus,
Ce vent nous monte jusqu'au c...

Le vers sent un peu le matelot ; mais M. Zola le trouverait bon.

E. GUIONNEAU.

—

II

DEUX CHARTES D'OBAZINE RELATIVES A L'ILE D'OLERON

On a vu, dans le *xix^e* volume des *Archives*, page 220, des chartes par lesquelles les habitants de l'île d'Oleron se donnent, eux et leurs biens, à la Sainte-Larme de Vendôme. Un érudit limousin, M. Louis Guibert, dont les excellents travaux ont été souvent cités dans le *Bulletin*, veut bien transcrire pour nous deux pièces relatives aussi à l'île d'Oleron. Elles sont extraites du cartulaire d'Obazine, abbaye du diocèse de Limoges, canton de Beynat (Corrèze), à 16 kilomètres de Brive. Ce cartulaire, du *XII^e* siècle, a été récemment acquis par la bibliothèque nationale. Il s'agit de donations faites au monastère par des habitants de l'île. Par la première, folio 78 (1169), sous le règne de Louis VII, l'épiscopat d'Adhémar de Charbonneau, Guillaume Pepin, de Dolus, sa femme Jambetorte, sœur du prêtre Hugues, et Guillaume, leur fils, d'un côté, de l'autre, Guillaume Maurans et son frère Mainard, donnent à Obazine ce qu'ils possèdent dans le marais de Folie-Chantarel, en présence de Robert, abbé de La Frenade, Guillaume, cellerier d'Obazine, Pierre de Paulac et Pierre d'Avalon, convers, Geoffroy, prieur de Saint-Nicolas, et autres. Arnould Gautier, de Dolus, et Michel son frère, font de même :

« Willelmus Pipini de Doslux et vxor ejus, soror Ugonis sacerdotis, Chambatorla, et Willelmus, filius eorum, dederunt Obazinensi monasterio omne quod sui juris fuerat in mareschio quod vocatur Folia Chantarel. Hoc autem factum est audientibus Rotberto, abbate de La Fraineda, Willelmo, cellarario Obazine, Petro de Paulac, Petro de Avalo, conversis ; Gaufrido, priore Sancti Nicholai, Petro Politi, Constantino Vicarii, Petro Maltozel. Similiter Willelmus Maurans et frater ejus Mainardus dederunt eidem monasterio omne quod sui juris fuerat in eodem mareschio, audientibus predictis testibus. Hoc autem totum factum est anno ab incarnatione Domini *m^o c^o lx^o viii^o*, rege Lodovico et episcopo Ademaro ; Ænrico rege Anglorum principe.

» Arnaldus Gauterii de Doslux et Michael, frater ejus, dederunt Obazinensi monasterio omne quod sui juris fuerat in mareschio quod vocatur Folia Chantarel, audientibus Bernardo de North, Arnaldo Boschetti, Umberto Ruste, Willelmo cellarario Obazine, Petro de Paulac, Maurino. Anno ab incarnatione Domini *m^o c^o lx^o viii^o*, rege Lodovico et episcopo Ademaro ; Ænrico rege Anglorum principe. »

La seconde, folio 70 (1184), est aussi la donation d'un champ près de la maison de La Maurinière, faite au Château d'Oleron par Guillaume Austrils et Etienne son fils, sous le règne de Philippe-Auguste, l'épiscopat du même Adhémar, Richard étant comte de Poitiers :

« Willelmus Austrils d'Olaïro, et Stephanus, filius ejus,

dederunt Deo et Obazinensi monasterio quendam campum qui est secus domum de La Maurinia, pro cccc^{ta} solidis inforciatis, in manu Petri de Ortis, prepositi, et Willelmi Gaucelini, et Petri Coti qui fecerunt fiduciam p..... si quis in hoc aliquid calumpniari voluerit. Hoc autem factum est apud Castrum d'Olairo, présente fratre Johanni, qui istud donum recepit, anno ab incarnatione Domini m. c. lxxx. iiii^{to}. Rege Philippo et episcopo Ademaro ; Richardo comite Pictavensi. »

Rappelons que l'abbaye Notre-Dame de La Frenade, commune de Merpins, près de Cognac, dont le premier abbé, Robert (1164-1176), disciple de saint Etienne d'Obazine, est témoin dans un de nos actes, était une fille d'Obazine fondée vers 1148. Le dernier abbé fut le célèbre Jean-Siffrein Maury. Voir *Archives*, t. iv, 173.

M. Louis Guibert ajoute qu'un abbé de Tulle, Géraud d'Escorailles, dota plus tard le couvent d'Obazine de possessions dans notre contrée, comme il résulte d'une autre charte du même recueil datée de 1180, mais sans indications bien précises.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

L'ACADÉMIE DE SAINTE-CROIX D'OLÉANS, t. VI (1891), publie de M. G. Le Rubercy, *Les du Tillet de La Bussière* (Loiret), généalogie d'une « maison, dit Saint-Allais, une des plus anciennes du royaume », et qui a joué un certain rôle en Angoumois. Citon Jean du Tillet, évêque de Saint-Brieuc et de Meaux ; Louis, chanoine d'Angoulême et curé de Clais, qui reçut chez lui Calvin.

LES ANNALES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU GATINAIS publient, dans le troisième trimestre de 1891, un article intitulé : *La famille d'Alfred de Vigny*. L'auteur nous montre que les historiographes du poète ont inexactement reproduit la généalogie de la famille de Vigny. Leur erreur vient des écrits mêmes d'Alfred de Vigny, dont l'imagination se plaît à grossir l'origine et l'ancienneté de sa race. L'illustre poète n'a aucun lien de parenté avec les de Vigny, seigneurs de Courquetaine et de Cervolles, dont un des membres fut, en 1700, maréchal des camps et armées du roi. Alfred de Vigny descend de la famille Vigny d'Emerville, dont l'auteur fut François de Vigny, roturier de naissance, qui, sous Charles IX, obtint des lettres de noblesse pour les services rendus à la cause du roi. En 1568, ce François de Vigny épousa une demoiselle Liée Lallemant, fille de Jehan Lallemant, président au parlement de Rouen. Il acheta en 1579 le domaine d'Emerville, près Pithiviers, d'où le

nom de Vigny d'Emerville. François de Vigny laissa sept enfants, dont cinq filles. Dans la généalogie du poète nous trouvons ensuite Etienne de Vigny, Jean de Vigny, Claude de Vigny et Léon de Vigny, le père d'Alfred de Vigny. Ce dernier naquit à Loches le 27 mars 1797, et devait être le dernier de sa race et le plus grand. Vigny habita la Charente quelque temps, au château du Maine-Giraud, commune de Champagne, canton de Blanzac ; il fut même en 1848 candidat à la députation ; il obtint une centaine de voix dans tout le département.

B.

L'ANNUAIRE-BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE (tome XXVIII, 1891), publie un article de M. Perret sur *Le maréchal d'Esquerdes et la république de Venise*, Philippe de Crèvecœur, plus connu sous le nom de maréchal d'Esquerdes, né vers 1418, qui, après la mort de Charles le Téméraire, passa ouvertement dans le parti de la France et reçut de Louis XI, entre autres titres, celui de gouverneur et capitaine de La Rochelle. Le 30 novembre 1483, dans la quittance de ses gages d'une demi-année comme gouverneur et capitaine de La Rochelle, à Guillaume du Val, receveur ordinaire de Saintonge, il se qualifie de « seigneur d'Esquerdes et de Lannoy, conseiller et chambellan du roi, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, lieutenant et capitaine général d'Artois et de Picardie, gouverneur et capitaine de La Rochelle. » Philippe de Crèvecœur céda, avec le consentement de Charles VIII, son gouvernement de La Rochelle, « dont le revenu montait à 6,000 écus et 1,000 francs, à M. des Halles (1488). » Le maréchal d'Esquerdes mourut le 22 avril 1494, près de Lyon, et fut inhumé dans l'église Notre-Dame à Boulogne sur Mer, suivant ses dernières volontés.

Dans l'*Inventaire de la collection Godefroy*, par Ludovic Lalanne, publié au même *Bulletin*, nous remarquons : Lettre de créance de Charles VIII pour M. de Taillebourg, envoyée à Pierre, duc de Bourbon (7 août 1495) ; propositions faites aux Rochelais assiégés (18 mars 1573) ; lettre de Henri IV à Bretauville, lui ordonnant de remettre M. et M^{me} de Miossens dans leur château à Pons (27 mai, sans date) ; requête des officiers de la cour des Salins [juridiction établie à La Rochelle par un édit de décembre 1639 pour connaître des différends relatifs aux salines, supprimée par édit de septembre 1643], au chancelier Séguier, lui demandant l'entérinement des supplications et remontrances qu'ils lui adressent.

H. G.

ANNUAIRE DU CONSEIL HÉRALDIQUE DE FRANCE (5^e année, 1892 ; Paris, rue des Acacias, 45 ; in-18, LV-288 pages), sous la direction habile de notre confrère, M. le comte Oscar de Poli, contient d'abord la liste des membres toujours plus nombreux du conseil héraldique de France, parmi lesquels nous trouvons

quelques uns de nos confrères, MM. Audiat, Alfred et Denys d'Aussy, le marquis de Bourdeille, le comte Anatole de Bremond d'Ars, Arthur de Brezets, la comtesse de Callières, le comte de Dienne, Faucher de Saint-Maurice, le marquis de Granges de Surgères, Maurice de Jarnac de Gardépée, René de Martin de La Bastide, Claude Monti de Rezé, le comte Louis de La Rochebrochard, le comte de Saint-Saud, Tamizey de Larroque, etc., puis les *Sources du nobiliaire de Périgord* (Voir Bulletin, XI, 151), du *Dauphiné, de la Corse, de l'Orléanais*; Les *onze premiers grands-maîtres de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, par M. de Poli; *La législation nobiliaire*; *La famille de Bayard*; un *Mémoire sur les droits honorifiques de l'église de Jans*, où l'on voit la famille Simon, dont était Jeanne Simon, épouse de Guillaume Raoul, et mère de Jacques Raoul, sieur de La Guibourgère, sénéchal et maire de Nantes, qui, après la mort de sa femme, Yvonne de Chavette, devint en 1631 évêque de Saintes, puis de Maillezais en 1646, de La Rochelle en 1648, et mourut à 77 ans en 1661. Une note de Léon de Beaumont met Marie Aimar, fille d'un ancien maire de Saintes, au lieu de Jeanne Simon. (Voir *Etudes et documents sur la ville de Saintes*, p. 135). Mais M. de La Nicollière Teijero a écrit *Jeanne Simon*, d'après les actes authentiques; *Marie Aimar* est donc une faute du docte évêque de Saintes, ce qui est bien surprenant.

A lire encore des notes sur le *Dictionnaire du Poitou*, sur Lodois de Roumefort, sur le *Héros ignoré* de M. Tamizey de Larroque, le *Dessèchement des marais* de M. de Dienne, etc.

—
ARCHITECTURE ET SCULPTURE, 1892, 6^e livraison, contient les planches suivantes : lanternes des morts de Saint-Pierre d'Oleron, de Fenioux, de Cellefrouin.

—
Le BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ DE TARN-ET-GARONNE, t. XIX, 2^e trimestre, contient une étude de M. l'abbé Camille Daux, *L'abbaye du Mas-Grenier aux XVII^e et XVIII^e siècles* (suite et fin). On rencontre, parmi les noms des religieux, page 93, celui de dom Philippe-Laurent Faidy, né en 1617 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), profès le 31 août 1637, mort à l'abbaye le 13 mai 1700. Grand prédicateur et habile controversiste, il coopéra, à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, aux missions envoyées (1686) en Saintonge, pour travailler à la conversion des protestants; il prêcha surtout à Cognac et à Saint-Jean d'Angély. « On ne s'ennuyait pas à ses sermons, bien qu'ils fussent d'une longueur extraordinaire. Prêchant le carême à Fécamp, le vendredi saint, il monta en chaire à 6 heures du matin et il n'en sortit qu'à 11, sans que le temps parût long à ses auditeurs. » Il était très sobre: « ce qu'il mangeait en huit jours aurait à peine suffi pour un seul jour aux religieux les plus sobres. Il dormait peu: son usage était d'étudier jusqu'à 10 heures; après quoi il se mettait à genoux

sur son lit, sa couverture sur les épaules, penchait la tête et les mains sur son chevet et dormait environ trois heures » ; puis Charles de Ribeyrès, né au château du Moulin-Bâti, diocèse de Limoges, mort à Saint-Jean d'Angély le 1^{er} août 1735 ; dom François-Augustin Clausade, né à Toulouse en 1739, détenu pendant la révolution à Bordeaux, ensuite conduit à Rochefort en 1794 sur le navire *le Républicain*, et dom Pierre Dostes (d'Hostes), né à Toulouse (1742), détenu en 1793 à Bordeaux, conduit en 1794 à Rochefort sur le navire *le Dunkerque*, et libéré enfin en rade du Port des Barques, le 12 avril 1795.

Citons pour mémoire dom Joseph Martin et dom Maximilien Duez, dont il a été parlé, tome XI, page 279. H. G.

Le BULLETIN D'AUTOGRAPHES, de M. Charavay (mars-avril), annonce une lettre de René Caillé, « célèbre voyageur, qui pénétra le premier à Tombouktou, à M^{me} Aimé Martin. Beurlay, 5 novembre 1842 », 3 pages in-4° ; rare. Très belle lettre où il la prie de le faire recommander à Guizot par M. Thiers ; et une lettre autographe de J.-Fr. du Cheyron du Pavillon, « célèbre marin, auteur de *La tactique navale*, né à Périgueux, tué en 1782, dans un combat naval, sous la Dominique, à M. de La Touche. Rochefort, 3 janvier 1778 », une page in-4° ; rare. Il sollicita une place d'aspirant élève constructeur pour un jeune périgourdin, nommé Pierre Gay.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES de janvier 1892 publié. p. 34, d'après l'original conservé au grand séminaire de Poitiers, *Mémoire de Henri-François de La Broue de Vareilles, évêque de Gap, sur sa conduite dans son diocèse depuis mars 1789 jusqu'en juillet 1792, avec la réponse faite à ce mémoire par le cardinal Gerdil, le 11 septembre 1793*, [Hyacinthe Sigismond, savant théologien et philosophe, 1718-1802, créé cardinal en 1777]. Né le 2 septembre 1734, le second des dix enfants du baron Jean-François de Vareilles, seigneur de Sommières, étudiant à Saint-Sulpice, ordonné prêtre, nommé chanoine de Meaux en 1760, en 1763 vicaire général du cardinal de Montmorency-Laval, évêque de Metz, son parent, il reçut en 1770 le titre d'abbé commendataire de La Grâce-Dieu, au diocèse de La Rochelle, puis fut préconisé évêque de Gap le 21 février 1784, sacré à Metz le 25 juillet, prit possession le 27 octobre. En 1792, le 11 juillet, après avoir couru de grands dangers, il fut contraint de quitter son diocèse et se retira à Fribourg ; démissionnaire en 1815, il fut nommé chanoine de Saint-Denis en 1825, et mourut à Poitiers le 25 novembre 1881, âgé de 98 ans.

BULLETIN ET MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE, t. XXI, 1^{re} partie (1891), contient, *Les états provinciaux des Gaules* et *Les invasions de la fin du III^e siècle*, par M. V. Rabillon, qui conclut que les villes des

Gaules furent généralement fortifiées à l'époque des invasions barbares, par exemple Saintes.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DUNOISE d'avril 1892 (Châteaudun, imp. Pigelet) contient la monographie de *Beaumont les Autels*, canton d'Authon, dans le Perche. Parmi les seigneurs nous trouvons Louis de Montberon, chevalier, seigneur de Fontaine-Chalendray en Saintonge, qui eut Beaumont par son mariage avec la fille et unique héritière de Jean de Blosset, Claude de Blosset, décédée en 1598. Lui mourut en 1621, comme l'indique son épitaphe dans l'église : CI GIST LE CŒUR DE HAVLT ET PVISSANT SEIGNEVR MESSIRE LOVIS DE MONTBRON, CHEVALIER DE L'ORDRE DU ROY ET DHONNEVR DE LA FEVE REYNE MARGVERITE, SEIGNEVR DE FONTAINE DE CHALENDRAY DE BEAVMONT MIERMAIGNE ET NOVLHARD, QVI DÉCÉDA A PARIS LE 28^e MAY 1621, PRIEZ DIEV POVR SON AME. Le domaine de Beaumont passa à son fils Jean de Montberon qui épousa Louise de L'Aubespine, vivante encore en 1649, et mourut avant 1645 — lisez : le 31 mars 1645 — laissant pour fils aîné Charles qui, le 10 juillet 1655, vendit Beaumont à sa parente Elisabeth de L'Aubespine, veuve d'André de Cochefilet.

Tout cela ne ressemble guère à ce que dit Anselme, *Généalogie de la maison de Montberon*. Voici en effet, d'après l'*Histoire des grands officiers*, t. VII, page 24, la filiation : Louis de Montberon, II^e du nom, seigneur de Fontaine et de Chalendray, mort à Bayonne en 1527, épousa en secondes noces Louise de Beaumont. Son fils, Louis III, épousa, en 1553, Claude Blosset, fille de Jean, seigneur de Torcy. Le fils, Louis IV, mort en 1621, fut l'époux (1580) d'Héliette de Vivonne, fille de Charles, sénéchal de Saintonge, décédée en 1625; et il plaidait en 1604 contre Jean de Hotot, seigneur de Beaumont. On voit par là les singulières confusions du *Bulletin* de Châteaudun.

Le dernier seigneur de Beaumont fut Isaac Guéau de Reverseaux, dernier intendant de La Rochelle, dont le nom « en souvenir de sa bonne administration » fut donné « à un des quais de la ville de Rochefort — lisez « un des quais, et un des cours de la ville de Saintes ». Châtelain de Theuville, Allonnes, seigneur de Rouvray-Saint-Florentin en Beauce, Montainville et autres lieux, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes honoraire de son hôtel, Reverseaux acheta, le 28 mars 1775, de Ricouart, comte d'Hérouville, moyennant 22,6400 livres, la chàtellenie de Beaumont, de Miermaigne, etc., que Louis XVI, pour récompenser ses services, érigea, le 2 septembre suivant, en comté avec Miermaigne et Argenvilliers. La révolution trouva Reverseaux occupé de l'amélioration de son domaine. « Le roi lui confia la délicate mission de convaincre les états de Bretagne qui se refusaient à voter les subsides. M. de Reverseaux se présenta devant la noblesse comme commissaire du roi; il eut l'honneur de recueillir toutes les opinions et à la suite d'un discours aussi habile qu'éloquent il obtint ce que Louis XVI désirait. Il fut alors question de lui

confier un ministère ; mais devant l'opposition de Necker, qui le considérait toujours comme un adversaire, il se retira dans sa campagne de Reverseaux (Rouvray-Saint-Florentin). Après le 10 août 1792, sentant venir l'orage, il mit d'abord en sûreté sa femme et ses enfants ; mandé lui-même à Chartres pour répondre à une accusation fausse, il se disculpa complètement et put se croire désormais à l'abri de tout danger. Il n'en était rien : il fut arrêté le 9 août 1793, à Chartres, dans sa maison de la rue de Beauvais, sur la désignation de Bentabole, représentant en mission, qui déclara néanmoins que ses capacités et sa science étaient au-dessus de « tout éloge » ; transféré à Paris le 28 janvier suivant, on le déposa à la conciergerie, d'où l'on ne sortait guère alors que pour monter à l'échafaud. Un interrogatoire auquel le marquis répondit avec bonheur, une éloquente plaidoirie de Chauveau-Lagarde, le grand avocat chartrain qui venait de défendre Marie-Antoinette, firent croire à un acquittement ; mais l'arrêt était rendu à l'avance ; on voulait la tête de l'ancien intendant, qui fut condamné à mort le 12 février 1794, sous prétexte qu'il était convaincu « d'avoir entretenu des intelligences avec les ennemis extérieurs de la république, tendant à faciliter l'entrée des troupes coalisées sur le territoire français, pour parvenir à dissoudre la représentation nationale et les autorités légitimes, et à rétablir la royauté en France, et d'avoir tenu des propos tendant à empêcher le recrutement pour que les frontières demeuraient dégarnies ». Il fut livré à l'échafaud le lendemain. » Il y a là, je crois, quelques erreurs : Reverseaux fut dénoncé le 19 octobre 1793 par un de ses fermiers, pour avoir dit, lors de la levée des 300.000 hommes, que les citoyens feraient mieux de rester chez eux ; il nia ce propos. Une enquête fut faite par Pion, brigadier de la gendarmerie nationale, et Amable Prévot, gendarme ; on entendit quinze témoins. Le propos, s'il avait été tenu, n'était pas bien grave ; mais Fouquier-Tinville y reconnut « facilement l'homme qui a fait gémir Moulins et La Rochelle sous son oppression, lorsque ces contrées ont eu le malheur de l'avoir pour intendant ».

Sa femme, Elisabeth-Charlotte Barthélémot-Sorbier, mourut à Chartres, le 22 septembre 1801. Sa fille, Henriette-Elisabeth, avait épousé, à Beaumont en 1787, Pierre-Marie-François, vicomte de Courten, chevalier, seigneur de Berlize (Aisne), chevalier de Saint-Louis, capitaine d'infanterie, lieutenant au régiment des gardes suisses de Courten, dont son père avait été colonel.

« La mémoire du marquis de Reverseaux est encore vénérée à Beaumont, et le souvenir du bien qu'il a fait dans cette localité où il était aimé et respecté de tous, s'est transmis jusqu'à nous. »

Le CATALOGUE de la librairie Saffroy, au Pré-Saint-Gervais (Seine), de mars 1892, annonce la vente des articles suivants : « Mandement des trésoriers de Charles VII à Paris à Huguet

Saulvestre, receveur ordinaire de La Rochelle, de compter 100 sols tournois à Huguet Viau, clerc, pour avoir apporté au roi « certain traitié touchant le fait de Gennes et comment autres- » soiz ilz vindrent en l'obéissance dudit seigneur. » Paris, 18 décembre 1446 » parchemin in-4 oblong ; cachets ; 4 francs ; « Mandement des généraux conseillers de finances à Guillaume Vincent, receveur des aides au pays de Saintonge et au gouvernement de La Rochelle, de compter 15 livres tournois à Philippe Bigot, chevaucheur d'écurie, pour porter lettres closes du roi Charles VII, de Paris en Saintonge. 2 décembre 1437 ; » cachets ; 12 francs ; Une charte sur parchemin, Paris, 25 août 1487, in-4 oblong ; 15 francs : « Mandement des gens des comptes du roy à Paris, au premier sergent royal requis, d'ajourner à un mois Guillaume Duval, receveur ordinaire de La Rochelle et Saintonge, pour en venir compter les années qu'il doit, Pierre Fourgon et autres qui se sont endemis des recettes des aydes et gens d'armes en Saintonge et la Rochelle pour les années finies, cccc^{xx} ii iii iii et v pour en compter, et les héritiers de feu Etienne Cadiot, en son vivant receveur des traites des vins et blez de Saintonge et la Rochelle, pour compter pour lui ladite traite des blez pour cinq années finies Lxx viii, et semblablement ses plaiges et cautions : Jean Sauraing, bourgeois de La Rochelle, Pierre Dupuis, de l'île de Ré, Gille Rabeau, de Soubise, et Mathurin Bérault, de Saint-André, sur peine chacun des quatre marcs d'argent d'amende au cas que défaut y aura. Et vous prendrez sur chacun d'eux pour votre salaire. 20 sols tournois ; » Mémoire « concernant les remarques faites sur le projet de La Rochelle, suivant les ordres du marquis d'Asfeld, du 12 août 1730. Bayonne, 30 août 1730. Manuscrit in-fol. de 11 pages signé Tauras. 3 francs ; importants travaux de fortifications, assainissements, transformations, etc. » ; Lettre de P. Charles de Ruamps, député en 1791, membre de la convention pour la Charente-Inférieure, « né à La Motte-Aubert en 1750, au comité de sûreté générale : « *A la citadelle de Besançon, tous jours au secret, le 9 fructidor an III.* 2 pages in-4, 8 francs ; intéressante lettre où il décrit le triste état de sa santé et de sa fortune. Il prie ses collègues de lui sauver la tête » ; Lettre du baron Chaudruc de Crazannes, correspondant de l'institut, né à Crazannes, à Boudon de Saint-Amans ; 33 pages in-8 et in-4 ; 10 francs.

Le CATALOGUE DES PROCÈS VERBAUX DES CONSEILS GÉNÉRAUX, DE 1790 A L'AN II, publié par le ministère de l'instruction publique, renferme, pages 34-37, la liste des procès verbaux du conseil général de la Charente-Inférieure. Les originaux d'un certain nombre font partie de la collection de M. le baron Eschasseriaux ; ce sont ceux des sessions des 28-29 juin 1791, du 16 novembre au 14 décembre 1791, le compte rendu par le directoire du département au conseil général réuni en session

le 16 novembre 1791, le procès verbal des séances du conseil du 16 frimaire au 4 nivôse an II, le compte rendu par le directoire du département au conseil réuni en session le 1^{er} décembre de l'an II. Les procès verbaux de la session préliminaire, de la session de 1790, de la session extraordinaire de 1791, des sessions permanente et ordinaire de 1791. 1792 et 1793, sont conservés aux archives du département de la Charente-Inférieure.

H. G.

LE CATALOGUE GÉNÉRAL DES MANUSCRITS DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE FRANCE (tome XIII) donne l'énumération complète des manuscrits de la bibliothèque de Saintes, au nombre de cinquante-trois, extraite du *Catalogue de la bibliothèque de la ville* (Saintes, 1885, in-8°) dressé par M. Louis Audiat, bibliothécaire.

LE CORRESPONDANT des 25 janvier et 10 février publie de M. Edzar Bouloton une curieuse étude, *Comment finirent les régicides, 1793-1854*.

Le sentiment qui régla les actes de la convention ne fut pas l'audace, malgré la célèbre apostrophe de Danton, mais bien la peur, et les membres de cette assemblée furent pour la plupart plutôt des trembleurs ; ils tuaient pour ne pas être tués.

Billaud-Varennès a dit : « Les décisions que l'on nous reproche tant, nous ne les voulions pas le plus souvent deux jours, un jour, avant de les prendre ; la crise seule les suscitait. » C'est la crainte qui fit tomber la tête de Louis XVI : car, s'il y eut à cette époque des croyants, des fervents et même des martyrs de leurs opinions, c'est du côté des victimes de la convention que nous les trouvons.

La guillotine, la mort firent justice d'un bon nombre de ces régicides. Au 18 brumaire, il en restait encore 207 ; « l'intérêt et l'ambition poussèrent aux genoux de Bonaparte 202 de ces incorruptibles ennemis de la tyrannie. » Ils avaient coupé le cou au débonnaire Louis XVI, cet affreux despote ; ils léchèrent la botte et le fouet de Napoléon. Le nouveau sénat, le corps législatif, les préfectures, les recettes générales, les tribunaux, l'enregistrement, les eaux et forêts donnèrent asile à ces nouveaux convertis. La nouvelle noblesse recruta parmi eux un duc, dix comtes, quinze barons et onze chevaliers. De 1800 à 1815, 101 moururent, tous dans les places et les honneurs. On comprend le profond mépris de Bonaparte pour ces hommes.

La mort de « Louis Capet » fut votée, le 17 janvier 1793, par 366 voix, contre 361 pour le bannissement ou la détention. (1)

(1) Au point de vue de « la composition du jury », Louis XVI, dit l'auteur, fut condamné à mort par un prince du sang, son cousin, Philippe duc d'Orléans, dit l'Égalité ; par 1 aubergiste, 1 épicier, 1 boucher, 1 parfumeur, 1 chimiste, 1 imprimeur, 1 commis greffier, 1 voiturier par eau, 1 graveur, 1 ouvrier.

Signalons, d'après M. Bourlonton, les régicides de la convention qui se rattachent de près ou de loin à notre région :

Billaud-Varennes, de La Rochelle, député de Paris, fut condamné à la déportation. Exilé à Sinnamary, il s'occupait d'élever des perroquets, sans doute pour retrouver l'illusion de la tribune législative. En 1816, il parvint à s'enfuir de la Guyane et à gagner Haïti, où il demeura jusqu'à sa mort (3 juin 1819). Ses uniques ressources consistaient en une petite pension que lui accordait le président de la république d'Haïti.

Lozeau, de Marennnes, député de la Charente-Inférieure, mourut des suites d'une longue maladie un peu avant le coup d'état du 18 brumaire (9 novembre 1799).

Le docteur Guillemardet, député de Saône-et-Loire, mourut fou le 4 mai 1809, après avoir été tour à tour ambassadeur en Espagne, préfet de la Charente-Inférieure, puis de l'Allier.

Garnier, de Saintes, avocat, député de la Charente-Inférieure, fut un de ceux qui, à la convention, demandèrent la peine de mort contre tous les émigrés, sans distinction d'âge ni de sexe, qui avait voté la mort du roi sans appel et sans sursis, et proposé de déclarer Pitt ennemi du genre humain. Après les cent jours, banni à perpétuité, il se réfugia à Bruxelles ; puis contraint de quitter cette ville, il protesta dans un écrit contre ce qu'il appelait « l'exil de l'exil », et se réfugia en Amérique où il eut une fin dramatique ; il se noya dans l'Ohio avec son fils, pendant une promenade en pirogue (1819).

Niou, de Rochefort, ingénieur de la marine et député de la Charente-Inférieure, prit peur lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816 qui bannissait à perpétuité « les régicides qui avaient accepté un emploi public sous les cent jours, ou signé l'acte additionnel en mai 1815 ». Bien que Niou ne fût pas atteint par cette loi, il s'enfuit à Bruxelles, quoique malade et goutteux. Mais il se lassa bientôt de cet exil volontaire et revint en France en juin 1817. Il jouit jusqu'à sa mort de sa pension de retraite comme ancien ingénieur de la marine.

Vinet, de Saint-Ciers du Taillon, député de la Charente-Inférieure, était conseiller de préfecture à La Rochelle en 1812 ; il signa le fameux acte additionnel et dut obéir à la loi d'exil. Le 2 avril 1816, il partit de sa propriété de Saint-Ciers du Taillon dans une petite carriole, se dirigeant sur Blaye avec l'intention de s'embarquer pour les Etats-Unis. La maladie l'arrêta en

armurier, 1 tonnelier, 1 maître de poste aux chevaux, 1 instituteur, 1 acteur, 1 peintre, 1 apothicaire, 1 administrateur d'hôpital, 1 horloger, 1 cardeur de laine, 1 diplomate, 2 maîtres de forges, 2 ingénieurs, 2 chirurgiens, 2 précepteurs, 2 maîtres de pension, 3 auteurs dramatiques, 3 huissiers, 4 pasteurs protestants, 4 professeurs, 5 avoués, 5 hommes de lettres, 6 employés, 5 propriétaires, 7 juges de paix, 8 journalistes, 11 cultivateurs, 13 notaires, 19 magistrats, 20 médecins, 21 négociants ou industriels, 25 officiers de terre ou de mer, dont 8 chevaliers de Saint-Louis, 30 fonctionnaires, 30 prêtres (dont 2 évêques constitutionnels, 5 vicaires épiscopaux, 1 vicaire général, 8 curés, 2 chanoines, 2 vicaires, 6 oratoriens, 1 docteur, 1 bénédictin, 1 cordelier, 1 capucin), et par 123 avocats, procureurs ou hommes de loi.

route; il entra à l'hôpital de Blaye et y resta deux ans. C'est de cette ville qu'il adressa au gouvernement royal une lettre dans laquelle il reniait ses erreurs politiques. Cette rétractation intéressée lui valut néanmoins un sursis indéfini. Il mourut le 16 décembre 1826, à l'âge de 79 ans.

Bernard, de Saintes, dont il a été amplement question dans le *Bulletin* (Voir t. IX, p. 61), vota pour la mort en disant : « En ma qualité d'homme de bien, je regarde le roi comme coupable; c'est pourquoi je vote la mort du tyran dans le plus bref délai, étant intimement convaincu que le plus grand service à rendre à l'humanité est de délivrer la terre des monstres qui la dévorent. » Dans la question de l'appel au peuple il lança ces paroles typiques : « C'est trop d'honneur pour le crime et le criminel. » C'est lui qui, commissaire du gouvernement dans la Côte-d'Or et dans l'Eure, expédiait à Paris des fournées d'aristocrates « pour ne pas laisser jeûner la guillotine. » Quand parut la loi de 1816, Bernard ne trouva rien de mieux que de simuler la folie; en vain. Forcé de s'exiler, il voulut encore essayer de gagner du temps et écrivit au préfet de la Charente-Inférieure, lui demandant un sursis pour vendre toutes ses propriétés. Il dut partir, le 20 février 1816, avec un passeport pour Guernesey, qu'il fit à Bordeaux viser pour la Nouvelle-Orléans. Le 9 mars, il s'embarqua sur le navire américain l'*Harriot*. La tempête le jeta sur les côtes de Madère, d'où il écrivit à Paris pour obtenir un sursis. N'ayant pas reçu de réponse, il ne se découragea pas, et envoya une nouvelle supplique datée de Funchal, île de Madère, le 9 novembre 1816. Sa supplique était accompagnée d'un travail ayant pour titre *Quelques réflexions sur les moyens de bonifier les finances*. Sa fille, qui à cette époque habitait Saintes fit aussi des démarches auprès du gouvernement royal, mais sans résultat. Bernard mourut à Madère en 1819.

Ribereau, député de la Charente — et non de la Charente-Inférieure — fut sous l'empire employé dans les bureaux de la loterie. Révoqué en 1814, il signa l'acte additionnel pour retrouver sa place, puis dut s'exiler en Prusse le 15 mars 1816; il revint bientôt et se cacha à Paris. Le 8 février 1817, il y était arrêté, conduit par les gendarmes à la frontière belge et mourait en exil.

Bréard qui, en mission à Brest l'an 1793, appuyait ses décrets révolutionnaires de cette affirmation : « Je suis né dans un pays libre (le Canada) et j'ai sucé le lait d'un sauvage », fut, sous l'empire, employé dans les droits réunis; en 1813, il fut mis à la retraite avec une pension de 1,622 francs. Il signa l'acte additionnel en mai 1815; la loi de 1816 lui enleva sa pension et le condamna à l'exil. Il exposa alors au ministre l'état précaire de sa fortune et demanda un secours; on lui accorda 600 francs, et bientôt après 900 francs, ce qui lui permit de se retirer à Mons. Le 24 janvier 1817, il écrivit à sa femme, demeurée en France, « que sa position est des plus fâcheuses, qu'il a des dettes et qu'on va l'expulser de Mons. » Sa femme multiplie

alors les demandes de secours au ministre. Elle-même se trouvait dans la plus noire misère, avec cinq enfants. Le ministre consentit à lui accorder encore de nouvelles subventions. La révolution de 1830 permit à Bréard de regagner la France. Il vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans, et mourut à Paris, le 2 janvier 1840.

Joseph Eschasseriaux fut obligé de s'exiler à Bruxelles lors de la promulgation de la loi de 1816. Mais en 1819 la restauration prit quelques mesures de clémence, et Eschasseriaux fut de ceux qu'elles atteignirent. Il rentra en France, se retira dans sa propriété des Arènes, commune de Thenac, où il se livra à des études littéraires. Il mourut, le 24 février 1823.

Chazaud, de la Charente, devenu receveur général du Gers, puis de la Vienne, retiré à Confolens en 1804, « perclus de gouttes, avec des ulcères aux jambes, une hernie irréductible », implora la clémence du roi : « Pour achever mon supplice, on peut se fier à mes remords. » Il fut dispensé de partir, et mourut d'apoplexie, le 4 novembre 1818.

L'auteur ne peut s'expliquer la faveur dont fut l'objet « Richard (de la Sarthe), préfet, baron de l'empire, destitué en 1815 au nom du roi, puis rappelé au même poste sept jours après par le roi, démissionnaire au moment de la loi de 1816, gracié aussitôt et gratifié en outre d'une pension de 6,000 francs ». Nous pouvons lui donner quelques détails significatifs d'après les *Documents sur la ville de Saintes*, page 3 : « Joseph-Etienne Richard, homme de loi à La Flèche, député à l'assemblée législative, puis à la convention où il vota la mort du roi sans appel et sans sursis, chargé en 1793 de mission dans les départements de l'ouest, fut tour à tour secrétaire de la convention, commissaire à l'armée du nord, membre du comité de salut public. Quand Bonaparte arriva au pouvoir, il fut des plus empressés à faire sa cour au nouveau maître, ce qui lui valut d'être nommé en 1800 préfet de la Haute-Garonne et baron. En 1806, il passa à la préfecture de la Charente-Inférieure où il sut se concilier l'estime par son habileté à ménager les différents partis. A l'avènement de Louis XVIII, il alla à Paris se jeter aux pieds du roi qui le maintint dans sa préfecture. Il donna ensuite sa démission. Depuis 1816, il vécut dans la vie privée à La Bauche, près Saintes, d'une pension de 6,000 francs sur la cassette que lui faisait Louis XVIII, pour des services rendus à la duchesse d'Angoulême. En 1831, les habitants de Saintes l'élurent conseiller municipal. Le baron Richard mourut à Saintes, rue de la Comédie, le 17 août 1834, à l'âge de 73 ans ».

PAUL B.

ETUDE HISTORIQUE SUR L'ANCIENNE VIE DE SAINT MARTIAL ET LES ORIGINES CHRÉTIENNES DE LA GAULE, par l'abbé Arbellot, chanoine titulaire, président de la société archéologique et historique du Limousin. Paris, Haton, 1892, in-8°, 48 pages.

M. l'abbé Arbellot n'en démordra pas : il faut que l'évangélisation des Gaules ait eu lieu au premier siècle, et que saint Martial ait été envoyé à Limoges, en Guienne, en Saintonge par saint Pierre lui-même. Il a trouvé un argument dans une vie du saint, qu'il date du V^e siècle, qui a servi à une vie plus développée d'un auteur inconnu qu'on a cru longtemps être Aurélien, second évêque de Limoges, et où Grégoire de Tours a lui-même puisé. C'est une confirmation de la thèse dont nous avons parlé (*Bulletin*, XII, 140), que l'évêque de Tours avait écrit son histoire sur des documents antérieurs aujourd'hui perdus. Il conclut ainsi : « La légende de saint Martial, par le pseudo-Aurélien, sur laquelle Fortunat a composé des vers dont nous venons de prouver l'authenticité, est donc antérieure à Fortunat et remonte au plus tard au milieu du VI^e siècle. Il est vraisemblable que Grégoire de Tours l'a connue, puisqu'il dit, dans son livre *De la gloire des confesseurs*, en parlant des deux prêtres, compagnons de saint Martial, que cet évêque « les avait amenés avec lui d'Orient dans la Gaule, *quos secum ab Oriente adduxit in Galliam*. » Or, il a dû puiser ce détail, qui a étonné les critiques, plutôt dans la légende d'Aurélien, où il se trouve, que dans la tradition orale. Apparemment il a cru que cette légende était dans l'erreur sur l'époque qu'elle assigne à la mission de saint Martial, puisqu'il a adopté, pour l'époque de cette mission, la date du consulat de Déce (an 250) qu'il a trouvée dans une légende interpolée de saint Saturnin ; mais sur ce point, sa critique a été en défaut... L'hagiographe qui a composé cette légende a voulu, pour lui donner plus de crédit et d'autorité, la faire passer pour l'œuvre de saint Aurélien, successeur de saint Martial ; mais il s'est trahi lui-même en accommodant les choses du I^{er} siècle aux manières et coutumes de son temps. Il y a dans son ouvrage des détails fabuleux et de pure imagination ; mais ce qui n'est pas fabuleux, c'est ce qu'il a puisé dans l'ancienne vie de saint Martial sur la mission que l'apôtre de l'Aquitaine a reçue de saint Pierre. Cette ancienne vie — document sincère et de bonne foi — est antérieure à la légende d'Aurélien ; et si, dans la seconde partie de cette ancienne vie, quelques miracles ont été ajoutés dans le cours du VI^e siècle, la première partie, qui relate la mission de saint Martial, ses prédications et sa mort, cette première partie, disons-nous, a dû être rédigée au V^e siècle, à l'époque où, dans les cérémonies liturgiques, on lisait les actes des saints. Cette ancienne vie, qu'on ne peut suspecter, a une grande valeur traditionnelle dans ce qu'elle rapporte de la mission de saint Martial ; et la concordance des traditions des églises de l'Aquitaine, de Rome et de la Toscane avec la tradition du Limousin, donne à cette mission de saint Martial une valeur historique.

Toute la question est là : cette *Vie* est-elle bien du V^e siècle ? Ce n'est pas l'avis de M. l'abbé Duchesne, qui, lui non plus, n'en veut pas démordre. Est-ce qu'il y a quelque chose avant Grégoire de Tours ? Il répond par une note du *Bulletin critique*

du 1^{er} avril, page 138: « M. Arbellot se trompe en voulant reculer jusqu'au V^e siècle la légende aurélienne et sa rédaction jusqu'au VI^e. Les arguments qu'il allègue en faveur de cette dernière attribution sont dépourvus de valeur. Le poème de Fortunat n'est pas de Fortunat; le martyrologe de Florus n'existe pas; Usuard et Hilduin ne trahissent aucune connaissance de la légende pour laquelle on les cite. Quant au *liber miraculorum* invoqué, il ya deux recensions: une du IX^e siècle, qui n'a rien à voir avec la légende; une autre, qui en dépend, n'est que du XI^e siècle. M. Arbellot ferait bien d'abandonner son prétendu Fortunat, et d'établir par de bonnes preuves que le faux Aurélien était connu au X^e siècle. Les textes qu'il a produits jusqu'ici pour le faire remonter au-delà du temps où vivait Adémar, ne résistent pas à un examen sérieux et désintéressé. »

LA MORT DU COMMANDANT DE POLI. Episode de l'histoire d'Orléans, par A. Couret, ancien magistrat, avocat à la cour d'appel d'Orléans... Orléans, imp. G. Michau, 1892, in-8°, 56 pages.

Dans le cimetière Saint-Vincent, à Orléans, est une pierre tumulaire, sobrement ornée, avec cette inscription: AU COMMANDANT JEAN-PHILIPPE DE POLI, DÉCÉDÉ LE 3 MARS 1848, LA VILLE D'ORLÉANS RECONNAISSANTE. Ce sont ces cinq lignes dont M. A. Couret a expliqué, développé la laconique simplicité. Il a raconté la vie du personnage. Né à Bastia le 23 août 1803, 4^e des 7 enfants de Philippe-Louis, ancien sous-préfet, et de Marie-Rose Casabianca, il descendait d'une ancienne famille d'épée, originaire du comté de Nice. Engagé le 22 novembre 1822, il fut sous-lieutenant le 24 mai 1826, lieutenant le 2 septembre 1831, capitaine adjudant-major le 29 juin 1836, chef de bataillon le 14 juin 1844 au 21^e de ligne. Dans l'émeute qui troubla la ville d'Orléans, les 24, 25 et 26 février 1848, le commandant de Poli, chargé d'arrêter la foule furieuse qui voulait détruire le chemin de fer, parvint, par son attitude ferme, par sa parole loyale, à faire reculer les bandes ameutées qui voulaient le pillage, et cela sans effusion de sang. Mais un pavé lancé sur lui l'atteignit à la poitrine, attaqua le poumon; deux jours après il mourait presque subitement. C'est cette mort héroïque qu'a racontée avec une émotion communicative M. Couret; dans ses pages simples et sobres, il vous fait aimer et admirer ce brave soldat, si noble dans sa vie, si brave dans sa mort. Le commandant de Poli, à son retour de l'expédition de Morée, avait épousé le 25 janvier 1834, à Rochefort, Clémentine-Félicie Hémery, sœur de madame Privat de Garilhe, fille de Louis-Henri, négociant, et de Marie-Anne Perrineau. (Voir *Bulletin*, X, 264); dont deux fils: 1^o Henri-Philippe-Louis, né à Avignon le 14 novembre 1834, officier de marine, commandeur de Saint-Grégoire le Grand, chevalier de 1^{re} classe de l'ordre royal et militaire de François 1^{er}, décoré des médailles d'Italie et de Crimée, décoré de la croix

Pro ecclesia et pontifice, naturaliste distingué, sans alliance ; 2° Oscar-Philippe-François-Joseph, né à Rochefort le 12 mai 1838, ancien zouave pontifical, ancien préfet, auteur d'un grand nombre d'ouvrages fort appréciés, président du conseil héraldique de France, etc., marié le 20 mai 1855 à Alexandra-Idalie-Mathilde de Choiseul-Gouffier, dont : a. Alice, mariée le 22 décembre 1887 à Jean Courtin de Neufbourg, et b. Isabeau, mariée à Gabriel de Caix de Saint-Aymour.

LES PRÊTRES ORLÉANAIS DANS LES PRISONS DE LA GIRONDE ET SUR LES PONTONS DE LA CHARENTE, par Amicie Foulques de Villaret (Voir *Bulletin*, XI, 142).

Plusieurs fois déjà nous avons parlé des travaux faits sur la déportation ecclésiastique de 1793-1794. (Voir *Bulletin*, VII, 181 ; XI, 131). Nous avons analysé les deux volumes de M. l'abbé Manseau, le premier volume de M. l'abbé Dubois, et publié des notices sur un assez grand nombre de victimes de la persécution religieuse dans nos contrées. Nous signalons aujourd'hui le volume de M^{lle} Amicie Foulques de Villaret ; il est relatif aux prêtres de l'Orléanais. Qu'il est à souhaiter que chaque diocèse ait ainsi la liste d'abord, la biographie ensuite de ses martyrs ! Pareil travail ne peut être fait que sur les lieux mêmes où ils ont vécu : on évite ainsi les erreurs, si faciles, de noms, de dates et de détails. En outre on remet en lumière les exemples admirables de foi, de constance, de dévouement qui peuvent avoir leur utilité : 1892 est bien voisin de 1793 ; on sait combien l'histoire se répète et que les siècles qui proclament le plus la tolérance sont les plus persécuteurs.

Après quelques chapitres généraux sur les souffrances des déportés dans les prisons d'Orléans, dans le trojet du Loiret au port d'embarquement, sur les horribles pontons de l'île d'Aix, l'auteur a fait le biographie de 60 ecclésiastiques du diocèse d'Orléans qui ont subi la déportation, à Rochefort, à Blaye, à Bordeaux, à la Guyane. Quelques unes de ces notices sont suffisantes ; beaucoup d'autres, et je le regrette, ne sont guère que la reproduction des notices déjà publiées. Ainsi, sur le père Donatien, capucin de Rochefort, Jean-François Gréard, né à Orléans, mort à l'île d'Aix, le 25 mai 1794, je n'ai lu que ce qu'en a dit l'abbé Guillon. Je sais bien que, où il n'y a rien, l'historien perd ses droits ; mais c'est où il n'y a rien qu'on trouve : et ces monographies ne valent que par la foule de petits détails qui fixent le personnage.

L'auteur, qui fait mourir, « le 25 août 1794 », et inhumer « dans l'île d'Aix » le frère Roger des écoles chrétiennes, Pierre-Sulpice-Christophe Faverge, d'Orléans, me reproche d'avoir prolongé sa vie jusqu'au 12 septembre et de l'avoir enterré dans l'île Madame. Il a pour lui M. l'abbé Manseau (oh ! le bon billet qu'a La Châtre !) et la liste du grand séminaire d'Orléans, « dressée par des prêtres d'Orléans », ce qui est quelque chose. Mais

j'ai pour autorités un déporté, compagnon de souffrances et témoin de la mort du frère Roger, Lequin, qui dit, page 29 de sa brochure (1796) : « mort le 12 septembre 1794, enterré à l'île Citoyenne » ; j'ai le *Martyrologe* ; j'ai l'abbé Guillon (*Martyrs de la foi*), puis La Biche de Reignefort, qui disent tous : « 12 septembre, île Citoyenne. » Cela vaut la liste du grand séminaire qui n'offre aucun caractère d'authenticité et M. Manseau, qui se trompe si souvent. A défaut d'acte officiel, je crois qu'il faut s'en rapporter à Lequin. J'ajoute, puisque nous en sommes aux rectifications, que c'est le 28 novembre et non le 23 que frère Roger partit de Moulins pour Rochefort. Enfin, si le biographe désire, au lieu d'une mention un peu banale, quelques détails sur celui dont La Biche disait : « Pieux, zélé pour l'instruction de la jeunesse, il possédait dans un degré peu commun l'esprit de gouvernement... », je puis lui rappeler qu'il avait une calligraphie admirable, dont on conserve pieusement quelques spécimens, entre autres un *Miserere* figurant en arabesques bizarres une croix. Il avait été baptisé à Saint-Victor, le 25 juillet 1745, fils de Pierre-Sulpice Faverge et de Catherine Legout ; il fut admis au noviciat de Maréville le 30 août 1769, fit ses vœux de trois ans le jour de l'ascension 28 mai 1772 et ses vœux perpétuels le 18 octobre 1778 ; il fut dénoncé le 4 février 1791, par Mallet, procureur de la commune de Moulins, etc.

La brochure de M^{lle} de Villaret nous fournit des documents nouveaux. Elle restitue définitivement à Guillaume Mopinot, chanoine d'Orléans, l'idée et la rédaction de l'association de prières formée par les déportés du *Jeanty*, du *Républicain* et du *Dunkerque*, que l'abbé Briand, après lui M. l'abbé Manseau ont attribué au chartreux Gillet ; le texte latin est ici cité pour la première fois, et il est facile de voir que les reproductions de La Biche et autres ne sont que des traductions. La notice sur Mopinot est fort intéressante ; les autres nous fournissent aussi des documents nouveaux. Souhaitons que tous les diocèses, qui n'ont pas encore leur martyrologe de 1793, imitent l'exemple de M^{lle} de Villaret.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE MONTBÉLIARD. Le XXII^e volume (1891) est tout entier consacré à *Montbéliard au XVIII^e siècle*, très complète étude de M. Cl. Duvernoy.

Les MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DES DEUX-SÈVRES (2^e série, t. VIII, 1891) publient une étude de M. Henri Gelin : *Le méreau dans les églises réformées de France*. L'auteur s'est borné à résumer les études sur les méreaux protestants publiées depuis peu d'années ; il a puisé une notable partie de son fonds dans l'étude de Jules de Clervaux, *Lemériau ou médaille des églises du désert* publiée par les *Annales de la société des sciences, lettres et arts de Saintes* (1870, I) ; dans un travail de M. Delorme, *Le méreau dans les églises réformées*

de France, analysé dans le *Bulletin des archives de la Saintonge* (tome III, page 298), et *Le méreau dans les églises réformées de France*, dans un article de la *Gironde littéraire et scientifique*, du 17 septembre 1882 (Voir *Bulletin*, IV, 136, et VIII, p. 404); on y trouve des indications précieuses sur les méreaux de la Saintonge. Un extrait du registre du consistoire d'Archiac (page 138) et une citation (page 140) de l'*Histoire des églises réformées de Pons, Gemozac et Mortagne*, démontrent que les premiers méreaux fabriqués en Saintonge sont ceux d'Archiac (1602) et de Pons (1683). On ne les a pas retrouvés, parce qu'avant la révocation de l'édit de Nantes l'usage des méreaux en Saintonge n'était ni général, ni obligatoire. Après 1740, les méreaux deviennent plus nombreux: aussi en possède-t-on quelques spécimens. Leur utilité et leur rôle sont relatés dans l'article 64 des statuts des comitants de La Rochelle, du 11 septembre 1761, et l'article 3 du colloque de Saintonge, des 1^{er} et 2 décembre 1758 (pages 164 et 165). De 1830 à 1840, ils tombèrent peu à peu en désuétude. M. Gelin rapporte que Labbé, pasteur à La Tremblade, auteur d'une communication sur le méreau de La Tremblade et ceux de la Saintonge, publiée en novembre 1852 par le *Bulletin de l'histoire du protestantisme français*, « administrait, un jour de l'année 1835, la cène dans l'église de Chez-Piet, près de Jarnac, lorsqu'un campagnard très âgé se présenta et commença par déposer sur la table une pièce. « Je pris d'abord cette pièce pour un sou, dit Labbé. Ce ne fut qu'à l'issue du service que je pus l'examiner, et que la chose me fut expliquée. » Le vieillard appelait cette pièce un marron, et c'est le nom sous lequel on la connaissait dans la contrée. » L'auteur décrit à la fin les méreaux de La Tremblade, de Gemozac, de Jonzac et du seul moule saintongeais retrouvé, celui de La Tremblade (page 213), représentés sur des planches gravées à la fin de l'étude.

H. G.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE... D'ANGERS, V, 1891, contiennent : *La coutume de Mirebeau et de Faye la Vineuse*, *La coutume de Vendôme*, par M. G. d'Espinay; *Jehan, sire de Joinville, et les Angevins*, par M. Joseph Denais, etc. Dans *Saint-Michel du Tertre d'Angers*, par M. Ch. Rondeau, nous trouvons une note sur Couet du Vivier de Lorry, né à Metz en 1730, évêque de Tours en 1764, de Tarbes en 1769, d'Angers le 4 août 1782, retiré à Rouen en 1791, nommé évêque de La Rochelle en 1802, mort en 1803. Citons encore de M. Eusèbe Pavie *Marin Liberge*, l'historien du siège de Poitiers (1569), qu'il rapproche de François Le Poulchre de La Motte-Messemé.

Le MÉMORIAL DE SAINTES du 3 avril, reproduit par l'*Echo rochelais* du 9, contient de M. Eugène Moutarde : *La célébration*

du décadi pendant la révolution à Saujon, et la Fraternité aussi du 3, Le décadi en Saintonge pendant la révolution, suite du même article, extraits d'un ouvrage en préparation sur l'histoire du protestantisme dans la région de Saujon.

Citons à cette occasion l'extrait suivant inédit du registre des délibérations du conseil municipal de Saint-Romain de Benet, canton dudit Saujon :

« Le 23 thermidor an VI de la république française, nous, agent et adjoint municipaux de la commune de Saint-Romain de Benet, vu la loi du 10 thermidor an IV... considérant qu'il est du devoir de tout bon républicain de rappeler par une fête solennelle cette glorieuse époque de la révolution, nous aurions dès la décade dernière annoncé aux citoyens, verbalement et par la voie des affiches, que cette mémorable journée devait se célébrer cejourd'hui, et qu'un chacun eut à se trouver au temple à 8 heures du matin. Ayant dès 4 heures du matin fait sonner la cloche, nous nous sommes rendus au temple à l'effet d'annoncer aux citoyens l'époque glorieuse que représente cette journée, et les préparer à la célébrer par des chants d'allégresse et des danses. Ayant inutilement attendu jusqu'à l'heure de midi sans qu'aucun citoyen ne se soit présenté, nous nous sommes retirés et avons dressé procès verbal. *FOUCAUD, agent municipal. BARRAUD, adjoint municipal.* »

La REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES DE PARIS, dans son dernier numéro de 1891, signale l'ouvrage de M. Georges Musset, *Faïenceries rochelaises*. Elle rend justice à notre confrère pour ce travail consciencieux et plein de recherches sur la céramique rochelaise qui apparut vers 1721 pour prendre fin en 1786, à l'époque de la guerre d'Amérique.

RECUEIL DES NOTICES ET MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE, XXVI^e vol. (1890-1891), contient *Vicaires et comtes d'Afrique* (de Dioclétien à l'invasion vandale), par M. Pallu de Lessert; *Inscriptions diverses de la Numidie et de la Mauritanie sétifienne*, par M. A. Poulle, etc.

La REVUE ENCYCLOPÉDIQUE du 5 avril publie, de M. Edmond Bordage, la biographie de Jean-Louis-Armand de Quatrefages de Breau, membre de l'académie des sciences et de l'académie de médecine, professeur au muséum d'histoire naturelle, né le 10 janvier 1810 à Berthezène (Gard), décédé à Paris le 12 janvier dernier. Ses *Souvenirs d'un naturaliste* (2 vol. in-12; Paris, Charpentier, 1854), contiennent les *Côtes de Saintonge* : 1^o *La Rochelle*, 2^o *Esnandes et Châletaillon*, qui occupent près de la moitié du second volume.

La REVUE HISTORIQUE DE L'OUEST (1^{re} livraison de 1892) publie un article de M. Guet, *Le colonel François de Collart et la Martinique de son temps*, où l'on trouve, p. 136, des renseignements intéressants sur deux membres de la maison de Bremond, les Bremond de Bossée, renseignements qui complètent ce qu'a dit l'*Histoire généalogique de la maison de Bremond d'Ars*, page 215 : ce sont Claude et Madeleine de Bremond de Bossée ; la première se maria avec un du Prey, et la seconde épousa Claude de Collart, dont elle eut un fils, François de Collart, qui devint colonel des milices de la Martinique.

REVUE POITEVINE des 15 janvier, 15 février, 15 mars, 15 avril. Dans un mémoire très neuf d'idées et de faits, Sanxay, M. Lièvre, bibliothécaire de Poitiers, examine l'hypothèse du père Camille de Lacroix : lieu de réunion temporaire, où les Romains amenèrent les Gaulois à tenir leurs comices politiques, afin de détourner à leur profit ces assemblées et peu à peu de les transformer en lieu de plaisir et de fêtes ; ils y bâtirent un temple, un théâtre, un balnéaire, une hôtellerie. Ce qui appuie cette idée, c'est l'absence de maisons et de cimetière.

D'abord, comme l'avait déjà fait remarquer M. Hild, il faudrait une preuve de ces assemblées politiques ; il n'y en a pas. Puis les maisons gauloises n'étaient que bâties en pisé et en torchis ; elles n'ont pu laisser de traces, pas plus que les églises mérovingiennes construites en bois ; donc le manque d'habitations privées ne peut faire conclure à un lieu de réunion temporaire. Le temple avait-il un autel ? ne se composait-il pas non seulement d'un sanctuaire, mais encore d'une vaste cour, enceinte sacrée, *nemet* ? cette cour, entourée de portiques, recevait les fidèles, qui, après avoir fait leur offrande au dieu, festinaient sous les arceaux.

Ce mémoire est des plus judicieux et des plus fondés. Il conclut ainsi, en rendant pleinement hommage au père de La Croix : « Qu'il l'admette ou non, c'est bien une ville qu'il a exhumée dans la vallée de la Vonne, une ville qui a eu ses habitants, une vraie ville par conséquent et une ville qui a eu quelque importance, à en juger par les trois monuments qu'il a mis au jour. Nos remarques contribueront peut-être à élucider quelques unes des questions qu'il a soulevées ; elles ne sauraient, en tout cas, rien enlever à l'intérêt de ses fouilles, ni atteindre la reconnaissance qu'on lui doit pour l'habileté et la persévérance qu'il a apportées dans ses recherches et les sacrifices au prix desquels il a pu les mener à bonne fin. Nos critiques, d'autres auraient pu les faire ; qui de nous à sa place aurait déblayé Sanxay ? » Nous applaudissons des deux mains à cette courtoisie d'adversaires. On discute, mais on estime ; et en ruinant une thèse, on rend pleine justice à qui l'a produite.

QUESTIONS ET REPONSES

I. — QUESTIONS.

N° 505. — On demande quels documents peuvent exister relativement à Corbiran de Cardillac (ou Cardaillac), seigneur de Sarlabouz, gouverneur du Havre de 1563 à 1584, capitaine de 50 hommes de guerre, chevalier de l'ordre royal, conseiller d'état, gentilhomme de la chambre du roi, connu surtout sous le nom de *Sarlaboz mort au siège d'Oleron* (île d'Oleron), en 1586.

T.

N° 506. — Pourrait-on dire à quelle famille appartiennent les armoiries dont voici la description incomplète d'après un cachet ancien : *D'azur mantelé de gueules au chevron de... chargé de trois étoiles de... brochant sur le tout, et accompagné de deux étoiles de... en chef et d'une étoile de... en pointe* ? Le cachet a été trouvé dans les fossés d'un château du canton de Cognac, le château Chesnel, commune de Cherves, voisine celle de Burie (Charente-Inférieure).

M. d'A.

N° 507. — Le *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, dans son numéro de janvier-février 1892, page 36, demande des renseignements sur François Béchet, « maître sculpteur », de Sainte-Radégonde des Noyers, diocèse de La Rochelle (aujourd'hui de Poitiers), qui habita Périgueux et s'y maria le 17 janvier 1690, en l'église Saint-Front, avec Jeanne Yver. De ce mariage naquirent cinq enfants : Marguerite, le 12 mars 1691 ; Raymond, le 10 septembre 1692 ; autre Raymond, le 23 mars 1694 ; Nicolas, le 19 juillet 1695 ; Antoine, le 10 février 1697. C'est vers 1697 que François Béchet quitta Périgueux. Nous transmettons la demande à nos confrères

P. B.

N° 508. — Guy Lanier, né à Angers le 14 février 1603, chanoine de Saintes en 1619, nommé abbé de Vaux le 31 janvier 1627, dont il prit possession le 14 février, après avoir passé sa vie à Angers où il fit beaucoup de bien, se retira vers 1677 à Saintes, auprès de son neveu, Guillaume de La Brunetière, qui venait d'en être nommé évêque ; il mourut dans cette ville, le 20 avril 1681. C'était un homme considérable en Anjou ; il contribua à l'établissement du séminaire d'Angers. Il a dû emporter en Saintonge ses manuscrits, ses lettres. N'a-t-on rien publié sur lui ? Lui-même n'a-t-il imprimé aucun ouvrage en Saintonge ? Que sont devenues ses lettres, parmi lesquelles s'en trouvent

plusieurs de personnages très éminents? Possède-t-on son portrait?

U.

N° 509. — Je lis dans le *Bulletin de la société des antiquaires de Picardie*, 1891, page 548 : « *Le voyageur d'Europe*, de A. Jouvin, de Rochefort, imprimé à Paris en 1672... Les impressions du voyageur saintongeais... » Voilà un nom nouveau à inscrire dans nos biographies, puisque je l'y ai cherché vainement. Quelqu'un pourrait-il me donner quelques renseignements sur cet *aunisien*, « Jouvin, de Rochefort »?

A.

N° 510. — Puisqu'il est question des célébrités saintongaises de la guillotine (*Bulletin*, XII, 66), permettez-moi de vous poser une question. Il s'agit non plus du bourreau ni de l'instrument du supplice, mais d'une victime. On connaît les exploits et la mort des frères Guillery, fameux brigands, détrousseurs de grand chemin, qui ont fini par se faire pendre ailleurs, ici et là. Le chef de la bande fut exécuté à Saintes. Mais Merlin, *Archives historiques de la Saintonge*, V, pages 129 et 148, dit que ce fut à La Rochelle, en 1606. Qui croire?

L.

N° 511. — Le *Rappel charentais* du 6 mars, reproduit par le *Progrès* du 11, raconte la curieuse anecdote suivante, découverte dans un livre publié en 1698, à La Haye : *Mémoires et observations faites par un voyageur en Angleterre sur ce qu'il y a trouvé de plus remarquable...* [Henry Misson de Valbourg] : Une jeune fille, Marie Maillard, de Cognac, fille de Jean Maillard, armurier, réfugiée à Londres à la révocation de l'édit de Nantes, avait alors treize ans passés, et depuis l'âge de treize mois elle boitait à la suite d'une affection de la hanche. Son infirmité la rendait la risée des gamins de Londres. Or, un dimanche, après la lecture du deuxième chapitre de saint Marc, elle s'indigna de l'incrédulité des juifs à l'occasion de la guérison miraculeuse du paralytique, et ajouta : « Je croirais bien, moi, si pareille chose m'arrivait et je courrais bien vite. » Sur ces paroles s'étant levée, elle s'aperçut qu'elle ne boitait plus. Le piquant de cette aventure, ajoute l'auteur, c'est « ce miracle relevé par des protestants, eux qui d'ordinaire n'acceptaient pas et n'acceptent pas encore, surtout dans les temps modernes, le merveilleux ni le surnaturel ». Pourrait-on me donner quelques détails sur cette Marie Maillard ainsi miraculisée? car la *France protestante* l'a oubliée.

P. B.

N° 512. — *Trois plombs historiés*. Il y a environ quinze ans, en démolissant à Barbezieux une vieille maison de bois ayant appartenu à M^{lle} Nalbert, on a trouvé dans la charpente trois

plombs frustes du module d'une pièce d'un franc, portant encore les marques de cordes qui les traversaient. En voici la description :

1^o Au droit et au revers, écu rond à trois fleurs de lis. Légende effacée. Le millésime 1730 se lit à droite de l'un des écus.

2^o Très fruste d'un côté; on distingue seulement la lettre N. De l'autre côté, écu rond à trois fleurs de lis. On lit à gauche R. DE, et en plus petits caractères, au-dessus de l'écu, OZ.

3^o Meilleure conservation. D'un côté trois cœurs dans un petit écu. Légende circulaire à gauche en deux lignes, dont l'une, en gros caractères, est illisible. Dans la seconde ligne, en plus petits caractères, on lit distinctement SAMET. IBART. Au-dessus de l'écu, les chiffres 37. Au revers trois fleurs de lis ou peut-être trois croix sur fond d'azur dans un écu rond entouré de palmes qui rappellent le type de l'écu aux palmes de Louis XIV. Pas de traces de légende.

Pourrait-on me dire quelle était la destination de ces plombs historiques? Il a été trouvé dans la même charpente un jeu de cartes très ancien et très grossièrement fabriqué, dont la presque totalité est tombée en poussière au contact de la main. Les plombs font partie de ma collection, ainsi que le deux de carreau.

J. P.

N^o 513. — On désirerait quelques courts renseignements biographiques sur le ministre Pineau, qui alla en novembre 1597 de La Rochelle à Bergerac, pour être pasteur de l'église réformée de cette dernière ville.

De St-S.

N^o 514. — On demande si M^e Guionnet de Merville, avoué à Paris, qui eut pour clercs Balzac et Scribe, était parent de L.-F. Guionnet de Merville auteur des *Recherches topographiques et historiques sur la ville de Saint-Jean d'Angély* (1830).

A.

II. — RÉPONSES

N^{os} 40 et 344 : I, 170, 267, 298 ; II, 136, 173 ; III, 34, 158, 288, 362, 406 ; IV, 232 ; VI, 252, 340 ; XII, 148 : *Imprimerie en Saintonge-Aunis*. — Un arrêt du conseil du 21 juillet 1704 classe Rochefort parmi les villes qui ont droit à un typographe; cet arrêt fut confirmé par celui de 1739. Il est donc à croire qu'une ville qu'habitait un intendant aussi lettré, aussi amateur de beaux arts que Begon, avait un imprimeur. Pourquoi n'aurait-ce pas été, en 1714, Jacques Lenoir?

Je trouve à ce propos un *Arrêt du conseil d'état du roi*, 25 mai 1781, qui ne manque pas d'un certain intérêt :

« Extrait des registres du conseil d'état. Le roi étant informé

que les nommés *Bonhomme* et *Masseau*, qui font le commerce de la librairie dans la ville de Rochefort sans y avoir été autorisés, après avoir rempli les formalités prescrites par les règlements pour parvenir à la maîtrise, ont osé s'annoncer par un prospectus imprimé, comme les distributeurs d'un ouvrage défendu qui a pour titre : *Histoire philosophique et politique de l'établissement et du commerce des Européens dans les deux Indes*, Sa Majesté s'est déterminée à punir avec la plus grande rigueur une contravention aussi répréhensible. A quoi voulant pourvoir, le roi étant en son conseil, de l'avis de M. le garde des sceaux, a déclaré et déclare lesdits Bonhomme et Masseau incapables de parvenir à la maîtrise de librairie ; en conséquence, ordonne que tous leurs magasins seront saisis, et les livres y contenus vendus au profit de la Chambre syndicale de Poitiers ; condamne lesdits Bonhomme et Masseau en trois mille livres d'amende, qui seront déposées entre les mains des syndic et adjoints de la Chambre syndicale de Poitiers pour en être fait l'emploi qu'il plaira à Sa Majesté de fixer. »

L'arrêt devait être, et il l'a été, « imprimé, publié et affiché partout où besoin sera, et transcrit sur les registres de toutes les chambres syndicales du royaume ; le tout commis à la diligence de Meulan d'Ablois, intendant et commissaire départi à La Rochelle, et à La Bourdonnaye de Blossac, intendant et commissaire départi à Poitiers ».

N° 135 : t. II, 140, 182. *Le P. Boursaud, de Soulac, inventeur de l'eau dentifrice des bénédictins*. — L'histoire est jolie et je vais la conter, ou plutôt la raconter : car, si l'on veut consulter le *Bulletin des archives*, II, 182, on verra que l'anecdote n'est pas nouvelle ; mais qui se souvient d'octobre 1880, et qui se rappelle le sceau de P. Boursaud, prieur de Saint-Martial de Vitaterne, devenu prieur de Soulac en 1373 et inventeur de l'eau dentifrice des pères bénédictins olivétains dudit lieu ? Grâce à M. l'abbé C... et à dom Maguelonne, on a lu, on lit encore, à la 4^e feuille des journaux de toutes opinions et de toutes dimensions, l'éloge, sous des formes multiples, souvent imprévues, de cet élixir merveilleux qui supprime « les maux de dents » d'abord, et ensuite donne mille qualités physiques et hygiéniques aux chalands.

La première annonce au commencement de 1880 était modeste et simple... pour une annonce :

« Plus de maux de dents par l'emploi de l'élixir dentifrice des RR. PP. bénédictins de l'abbaye de Soulac (Gironde). Dom Maguelonne, prieur. Inventé en l'an 1373 par le prieur Pierre Boursaud. Prix du flacon, 2 fr. » Et c'est tout, avec l'adresse de l'agent général et du dépositaire.

Puis *crescit eundo* ; l'affiche montre deux gravures : un écusson armorié : d'argent à 3 calvaires de sable surmontés d'une croix de même ; puis un sceau ovale : un personnage dans une

niche, évêque ou abbé. O'était évidemment l'inventeur qu'on offrait à l'admiration de tous ; c'était aussi le cachet armorié du prieuré ancien, ou plutôt de l'abbaye nouvelle, à en juger par le chapeau avec ses houppes.

Le cliché, qui varie suivant les journaux, contient aussi un « extrait de la notice » ; on y lit ces lignes : « La formule de Pierre Boursaud et ses procédés primitifs sont scrupuleusement respectés. Cet élixir de nos pères jouit des plus précieuses propriétés. Il prévient la carie des dents, qu'il blanchit et consolide. Il chasse le sang des gencives, qu'il tonifie et raffermir, et dissipe ainsi tout gonflement. Il purifie l'haleine et assainit parfaitement la bouche, à laquelle il laisse une délicieuse et durable fraîcheur. Il prévient et guérit les maux de gorge, les enrrouements, les inflammations, les aphthes et irritations de toutes sortes. En un mot, l'usage journalier de l'élixir des RR. PP. bénédictins assure la santé perpétuelle de la gorge et de la bouche. Comme on le voit, le spécifique cinq fois séculaire de nos révérends pères n'a rien de commun avec les produits seulement agréables répandus dans le commerce : ils s'en distinguent autant par ses vertus préventives que par son action curative, énergique, rapide et sûre. Vu et approuvé : le Prieur, dom MAGUELONNE, Bén. Oliv. »

Je passe les clichés où l'on voit un bénédictin contemplant ravi un flacon du père Boursaud, ou bien, selon le goût des lecteurs, une belle dame à sa toilette se nettoyant les dents avec l'élixir.

La formule du XIV^e siècle servait sous plusieurs formes : élixir, pâte et poudre, et sous toutes les formes on la vantait. Les faits-divers apprirent à l'univers ses résultats prodigieux : ici c'était un riche mariage manqué faute d'eau dentifrice, là tout un pensionnat de jeunes filles préservé de fluxions et de carie par l'emploi de l'élixir mystérieux (1).

(1) Il est inutile de reproduire toutes les variétés d'annonces et de réclames. En voici seulement un spécimen : « Savez-vous pourquoi cette dame, dont les cheveux blonds forment sur sa tête un vénérable diadème, a conservé belles et blanches ses dents quinquagénaires ? Est-ce un hasard, un caprice de la nature ? Non ; c'est que, désireuse de garder intactes les précieuses perles dont le créateur a doté sa bouche, elle n'a pas oublié, un seul jour, d'entourer ce don inestimable de tous les soins d'une hygiène bien comprise. C'est que, mise en garde contre certains dentifrices souvent sans efficacité et quelquefois nuisibles, elle a constamment fait usage de l'élixir dentifrice des RR. PP. bénédictins de l'abbaye de Soulae, lequel, ainsi que l'expérience le démontre tous les jours, raffermir les gencives, consolide les dents ébranlées et entretient l'haleine dans un continuel état de fraîcheur. »

Ailleurs on dit : « Coquetterie et hygiène. Nos élégantes — pour montrer toujours une rangée de perles dans le sourire de leurs lèvres roses — ont bien soin de ne se servir que du dentifrice à la mode, dont l'efficacité est confirmée par un exemple de chaque jour. Mais ces soins de la bouche sont indispensables à tous : car tous veulent assurer la régularité de leurs fonctions digestives, et s'il est une vérité reconnue, c'est que, pour obtenir ce résultat, il faut pouvoir opérer une complète mastication que l'absence des dents rendrait impossible. Soignez donc vos dents avec ce dentifrice renommé, le seul qui puisse vous les conserver toujours solides et fraîches. Mais est-il besoin de nommer ce produit

L'effronterie alla si loin qu'enfin — après onze ans — il y eut une protestation : « Dom Bernard Maréchaux, moine olivétain, curé de Soulac, écrivit du « monastère de Soulac, le 23 juin 1890 », la lettre suivante à l'*Univers* qui la reproduit dans son numéro du 29 : « Le nom des RR. PP. bénédictins de Soulac est livré à une publicité qui étonne et même scandalise le public religieux. Il figure sur les réclames légères, et parfois des plus inconvenantes, d'un certain *élixir dentifrice*, dont on lit les annonces dans tous les journaux de la France et de l'étranger. Ces réclames sont de nature à induire le public en erreur et à compromettre la dignité d'une congrégation bénédictine ayant naguère à sa tête le regretté cardinal Schiaffino. C'est pourquoi les supérieurs de l'ordre déclarent par ma bouche qu'ils n'ont autorisé personne à se servir de leur nom et de leurs armes sur des réclames industrielles quelconques. Pareillement, les religieux de Soulac déclarent qu'ils sont absolument étrangers à la fabrication de l'*élixir dentifrice* de la maison Seguin, et ils protestent avec indignation contre les procédés qu'elle emploie. » (1)

Reste toujours un point obscur : Au mois de juin 1879, dans

merveilleux, cet *Elixir dentifrice des RR. PP. bénédictins de l'abbaye de Soulac* dont plus de cinq siècles de succès ont assuré à jamais la réputation. »

Où bien encore : « Curieuse lutte. Dans une des villes baignées par le Rhône brumeux, si fatal aux dentitions les plus solides, deux pensionnats de jeunes filles rivalisaient d'ardeur à attirer, chacun à lui, la riche clientèle de la région. Dès que l'un apportait une amélioration à son système d'éducation, l'autre s'emparait aussitôt de l'idée et la mettait, lui aussi, à profit. L'avantage ne se dessinait pour aucun des adversaires. Un jour, cependant, on vint à remarquer que les élèves d'une des maisons rivales n'avaient plus ni fluxions ni carie aux dents, et qu'elles semblaient défier les effets du brouillard continu. Grand émoi dans l'autre camp. On apprit que la directrice de la pension avait prescrit à ses élèves l'usage d'un dentifrice mystérieux. A tout prix, il fallait savoir quel était ce dentifrice. Peines, argent, diplomatie, rien ne fut épargné, et on parvint enfin à découvrir le dentifrice employé ; c'était l'*élixir des RR. PP. bénédictins de l'abbaye de Soulac*. » Curieuse lutte !

Où enfin : « A toutes et à tous ! C'est, en effet, une vérité reconnue que le précieux *Elixir dentifrice des RR. PP. bénédictins de l'abbaye de Soulac* est indispensable à toutes et à tous..... C'est le salut de l'enfant chez lequel le travail de la dentition s'opère et dont les douleurs sont calmées par quelques gouttes de l'*élixir*..... La jeune femme, fière de la beauté de ses dents, sait bien que, pour les conserver, il suffit qu'elle ne cesse pas de faire usage du fameux *élixir des moines bénédictins*, et la dame âgée n'ignore pas davantage que c'est grâce à ce merveilleux produit qu'elle pourra préserver ses dents et éviter la paralysie qui pourrait se produire par suite de mastication incomplète et de digestion laborieuse. En présence de ces résultats bienfaisants, rien ne saurait détruire l'antique réputation de cet incomparable dentifrice qui remonte à cinq siècles et s'est répandu aujourd'hui dans toutes les parties du monde. »

(1) Malgré cette protestation formelle, l'*Echo de Paris*, dans un article de M. Dubrujeaud, intitulé *La Mode*, reprochait encore, le 21 août ce trafic si hautement condamné : « Les RR. PP. olivétains de l'abbaye de Soulac (Gironde) ont imaginé de placer leur *élixir* sous la protection divine. Mêler le bon Dieu, l'archéologie, le R. P. Boursaud, le prieur de 1373 et « le meilleur curatif des affections dentaires », cela n'est-il pas fait pour inspirer quelques plaisanteries aux sceptiques ? Qu'un laïque, mû par l'appât naturel du gain, se livre à un pareil boniment, je le comprends ; mais élaborer des réclames de cette nature à l'abbaye de Soulac, à l'ombre des sacrés arceaux, sous l'œil peut-être du grand crucifié, voilà de quoi courtoiser..... »

les déblais de l'ancien prieuré du Vieux-Soulac (Gironde), fut découvert un sceau de cuivre ovale, qui est exactement celui que reproduisent toutes les affiches et tous les clichés de M. Seguin, « agent général ». La légende : S. P. BORSAUDI. PARIS, a été bien traduite : « Sceau de P. Boursaud, prieur », par le R. P. dom Léon Maguelonne, alors « prieur des bénédictins du Mont-Olivet de Notre-Dame des fins des Terres au Vieux-Soulac », celui-là même qui a son visa, son approbation et sa signature au bas des réclames : « Vu et approuvé. Le prieur, dom Maguelonne, bén. oliv. ». Mais la fin de la légende était : VITAE ETERNE SA[ntonensis], qu'il n'a pu ou voulu lire ; de sorte que ce prieur de Saint-Martial de Vitaterne en Saintonge, canton de Jonzac, a été fait prieur de Soulac en Médoc.

Il n'y a à cela qu'une légère erreur : prieur de Soulac ou de Vitaterne, on ne doit pas s'étonner ; les savants en font bien d'autres. Mais comment P. Boursaud — Pierre ou Paul ; on a choisi *Pierre* — est-il devenu l'inventeur d'un élixir, d'une poudre et d'une pâte pour la mâchoire ? Sa « formule et ses procédés primitifs » ont été retrouvés, puisqu'ils « sont scrupuleusement respectés ». Où ?

*
* *

A la même époque où ce spécifique bénédictin se répandait, un distillateur de Saintes lançait le « vieux breuvage des Pharaons », qui a fait lui aussi son chemin dans le monde des gourmets. « Cette liqueur merveilleuse, disait le prospectus, fut découverte, ainsi que sa recette — à Soulac, il n'y a pas le dentifrice lui-même, mais seulement sa « formule » — par l'un de nos plus savants antiquaires — Soulac, plus hardi, nommait nettement Pierre Boursaud — lors de son voyage aux Pyramides ; elle se trouvait logée dans de grandes amphores cachetées de bitume de Judée et murée dans l'épaisseur des pyramidales murailles. Sur un papyrus antique aux armes de M^{me} Putiphar, on put voir des griffonnages hiéroglyphiques tracés de la main de cette princesse... » Et des chromos montrent la princesse, des palmiers, des crocodiles et l'entrée de la pyramide de Chéops où étaient et la liqueur et la recette « inventée par un chimiste du temps ». Puis vient une histoire idiote et le panégyrique du breuvage, qui donne « grâce, esprit, prudente audace et vertu. » Suis-je bien sûr que les « Pharaons » n'ont pas inspiré l'idée de Soulac et le vieux chimiste du père Boursaud ? Est-il bien certain que la « formule » de l'un sous une forme sérieuse et la « recette » de l'autre sur un ton jovial ne sont pas une plaisanterie de M. l'abbé Caudéran ou de M. Massiou ?

Il faut donc répondre nettement à la question posée : Oui. P. Boursaud a existé ; ce n'est pas un mythe : nous avons son sceau. Il vivait au XIV^e siècle, et était prieur de Vitaterne. L'imagination a créé complètement et le millésime 1373, et son invention dentifrice. Plaisanterie d'abord, supercherie ensuite. Y a-t-il des gens qui ont cru à ce secret perdu depuis cinq siècles

et tout à coup providentiellement retrouvé « dans les déblais du Vieux-Soulac » ?

* *

Après tout, la crédulité humaine est si phénoménale ! Nous rions bien de la naïveté de nos pères qui croyaient à mille prodiges, nous qui nous passionnons pour l'hypnotisme de temps en temps. Les charlatans ont raison ; qu'ils comptent sur la bêtise de leurs contemporains ; ils ne seront pas dupés. En 1885, un industriel, à La Rochelle, a fabriqué pour l'exportation des « huîtres ferrugineuses » et des huîtres au goudron. Le prospectus in-4°, de 2 pages, sans lieu ni date, n'a pas été répandu, à ma connaissance, dans le département ; un exemplaire m'est arrivé de bien loin. Il porte en tête : « Huîtres de Richelieu — je supprime le nom du marchand « N. O... et C^{ie} ». — La Rochelle. Huîtres ferrugineuses naturellement recommandées aux personnes anémiques. Huîtres au goudron, remplaçant avec avantage tous les autres modes d'emploi de ce médicament. »

Ici une « vue générale de l'établissement », qui est vraiment splendide, dans l'imagination du graveur. « Notre important établissement, le plus vaste de tout le littoral, met à la disposition de MM. les consommateurs de ce précieux mollusque, des huîtres de Marennes premier choix ; et moyennant la somme de sept francs, nous faisons l'envoi d'une caisse contenant : 50 FLEURS DE MER, grosses extra ; ou 60 CHARS DE VÉNUS, grosses joli choix ; ou 90 ONDINES, belles moyennes ; ou 120 NÉRÉIDES, petites ordinaires. » Il ajoute : « L'analyse qui a été faite de ces huîtres par des savants distingués ne laisse aucun doute sur leurs précieuses qualités. » Or, le vendeur sait fort bien que l'huître ne s'assimile ni le goudron ni le fer. Et puis, mangez donc des huîtres au goudron. Horreur !

Ah ! l'élixir du P. Boursaud peut tenir dans le même flacon que le rhum du P. Labat, autre invention bordelaise, et la liqueur des Pharaons. Plaçons à côté l'huître au goudron.

—

N° 267 : IV, 174 ; VIII, 156 ; X, 356 ; XI, 72, 138 ; XII, 145. Authon-Barberousse. — C'est encore l'*Intermédiaire* du 20 mars qui traite ce sujet. En réponse à la question « Barberousse, roi d'Alger, était-il français et se nommait-il Antoine d'Authon ? » il publie une note de M. A. de Roumejoux. Le contradicteur de M. d'Aussy cite toujours Brantôme et essaie d'expliquer le mot conte du chroniqueur qui « sous sa plume et dans son style veut dire aussi bien *récit*, *histoire*, que *œuvre d'imagination*, *lecture*, *anecdote* ». Du reste, il n'est plus aussi convaincu et bat prudemment en retraite. « J'ai voulu seulement consigner un fait curieux et intéressant... Cette concordance m'a paru bonne à constater dans un travail livré au public

pour attirer son attention sur ce fait et remémorer cette légende. D'Authon n'est pas Barberousse, soit; je ne veux pas et ne puis pas insister. » Ni nous non plus. Donc la cause est entendue.

N° 490; XI : 389; XII, 49. *Un curé de Saintes, hérétique. Pierre Cuppé.* — Dans sa brochure M. Audiat dit, page 5 : « On a publié à Londres en 1768, in-8°, un opuscule intitulé : » *Le ciel ouvert à tous les hommes*, ou traité théologique par lequel on prouve que tous les hommes sont sauvés, par feu » Pierre Cuppé, prêtre du diocèse de Xaintes. » C'est une inexactitude : le titre de l'édition de 1768 ne porte pas le nom de l'auteur et est ainsi libellé : *Le ciel ouvert à tous les hommes ou traité théologique.*

M. Audiat parle plus loin d'une nouvelle édition « revue, corrigée et augmentée sur le manuscrit de l'auteur. Londres, 1783 ». Je possède cette seconde édition, mais je n'y trouve pas la mention : « revue, corrigée et augmentée. » La similitude de date ne me permet pas de croire qu'en cette même année, 1783, on ait imprimé deux éditions l'une avec et l'autre sans la mention sus-indiquée; mais alors d'où vient cette différence?

Sur mon exemplaire, on a écrit au crayon la note suivante : « Dom Louis, ex-bénédictin de Saint-Denis; manuel *Police de Paris*, t. II, p. 262 », qui pourrait laisser croire que l'ouvrage est attribué à dom Louis; c'est une simple faute d'attention : car le nom de Pierre Cuppé figure sur le titre. Cette note, empruntée à Barbier, s'applique, comme le dit M. Audiat, à un ouvrage intitulé : « *Le ciel ouvert à tout l'univers*, par... J. J. Non mortuus est; sed vivit. 1782 ». Sur mon exemplaire je lis, à la page qui précède celle du titre, la note suivante écrite au crayon : « Par J.-J. Rousseau; ne se trouve point dans ses œuvres. » Est-ce bien de J.-J. Rousseau, et l'auteur de cette note ne s'est-il pas un peu trop avancé? En 1782, Rousseau était mort depuis trois ans; ce n'est donc pas à cette époque qu'il aurait pu publier cet ouvrage. D'un autre côté, on lit au commencement de cet ouvrage : « Représentation d'un simple Chrétien à l'auteur de la Requête des fidèles à Nosseigneurs les Evêques de l'Assemblée générale du Clergé de 1779. » Or, Rousseau, mort en 1778, ne pouvait pas citer la date de 1779. Le « non mortuus est, sed vivit », qui figure sur la page titre, me paraît moins écrit pour éclairer le lecteur que pour le tromper.

La préface de l'ouvrage de Pierre Cuppé, qui figure sur l'édition de 1783, manque à celle de 1768; l'épître de la seconde édition est la reproduction de l'avant-propos de celle de 1768, sauf quelques corrections.

M. Audiat parle, page 7, de « l'avertissement de l'éditeur ». Dans mon exemplaire, qui cependant me paraît complet, je ne trouve pas cet avertissement; n'y aurait-il pas erreur de la part de M. Audiat?

A l'examen des deux éditions ci-dessus, il est facile de reconnaître que, contrairement à ce qui se fait trop souvent de nos jours, la seconde édition est réellement une révision et une correction de la première; l'impression est beaucoup mieux soignée, et si la première a été faite sans goût, on éprouve la satisfaction de constater le contraire dans la seconde.

Quant au manuscrit annoncé en 1881 par Forget, de Niort, dans son *Catalogue*, et daté de 1732, il y a lieu de croire qu'il n'y a pas erreur de date: en effet si 1732 n'était pas la date véritable, il faudrait lire 1752 ou 1782; or, le manuscrit ne pourrait pas être postérieur à 1748, année de la mort de Pierre Cuppé; et dans tous les cas, l'année 1782 ne serait pas admissible, puisqu'à cette époque, la première édition avait déjà paru et la seconde était à la veille de paraître.

Il est étonnant que Cuppé ait conservé son manuscrit pendant 16 ans sans le faire imprimer; mais M. Audiat nous dit, lui-même, que tout ne fut pas rose dans l'existence du malheureux Pierre Cuppé; il ne serait donc pas surprenant qu'à cette époque il ait été plus occupé à se défendre qu'à livrer aux presses le manuscrit en question. Après la mort de Cuppé, le manuscrit est resté encore 20 ans dans les mains de ses héritiers. Quelle est la personne qui a entrepris la publication de cet ouvrage? Quelle est encore celle qui a eu l'heureuse idée de revoir et corriger la première édition pour faire publier la seconde? M. Audiat pourrait peut-être nous le dire.

M. M.

— Je réponds quelques mots à ce qui m'est personnel dans la note de M. Maurice M.

Je ne sais si l'on a imprimé la même année deux éditions du *Ciel ouvert*; ce que je sais fort bien, c'est que mon exemplaire a XVI-177 pages, plus une page pour *erratum*, 2 pages pour l'« avertissement de l'éditeur », 2 pages pour le titre, que voici, en entier : « LE CIEL OUVERT A tous les Hommes, ou Traité Théologique, PAR LEQUEL, sans rien déranger des Pratiques de la Religion, on prouve solidement, par l'Ecriture-Sainte, et par la raison, que tous les hommes sont sauvés; PAR feu M. PIERRE CUPPÉ, Prêtre-Bachelier en Théologie, Chanoine Régulier De Saint Augustin, Prieur-Curé de la paroisse de Bois, Diocèse de Xaintes. » A la suite : « NOUVELLE ÉDITION, revue, corrigée et augmentée, sur le Manuscrit de l'Auteur. A Londres. MDCCLXXXIII. » Ce qui est exactement la reproduction de ma brochure.

J'ai cité l'*Avertissement de l'éditeur* : c'est qu'il y a un « avertissement de l'éditeur. » J'y ai lu et j'y lis : « Il a paru en 1768, un Ouvrage portant le même titre que celui-ci : le même sujet y est traité, du moins en apparence, et dans le même ordre; mais ce n'est qu'un Ouvrage informe, et qui n'a pas dû sortir, aussi mal digéré, des mains de son Auteur... La présente édition est d'après le Manuscrit original de l'Auteur, et tout y an-

nonce qu'il y a mis la dernière main. La Préface qui y précède son Epître, manque dans l'Edition tronquée dont on vient de parler... » Le mot « manuscrit de l'auteur » est encore répété là; on voit donc qu'il n'y a pas erreur de ma part.

Il ne faut pas s'étonner que Cuppé ait « conservé pendant 16 ans son manuscrit, sans le faire imprimer ». En effet, il avait couru manuscrit et l'auteur le désavoua, en fit amende honorable; il ne pouvait donc le publier. J'ai dit que le traité avait été imprimé après la mort de l'auteur.

L. A.

N° 498: XII, 40. — *Les Cosson et leurs armoiries.*

Voici quelques Cosson de Guimps que je trouve dans le volume *Etudes et documents sur la ville de Saintes*, page 75:

I. — Louis Cosson, conseiller du roi, receveur des tailles à Angoulême, fut maire de cette ville en 1731. Il fut père du suivant :

II. — Pierre Cosson de Guimps, grand-maitre enquêteur et général des eaux et forêts de France au département de Poitou, Aunis, Saintonge, Angoumois, Limousin, Marche et Nivernais.

III. — Son fils Jean-Anne est pourvu de cet office, le 27 février 1788, à la place de son père. Sa fille, Marie-Anne-Charlotte Cosson, épousa Jérôme-Jacques-Hélie Delaage, conseiller du roi, receveur des tailles en l'élection de Saintes (1), dont vinrent : 1° le 9 janvier 1742, Marie-Louise, présentée au baptême par son grand-père, Louis Cosson de Guimps, et par sa grand-mère, Marie-Madeleine Roffay de Silhouette, veuve de Hélie Delaage; 2° le 8 mai 1744, Charles, etc.

François-Roger Cosson, capitaine attaché au régiment de la reine cavalerie, fut avec Jean-Anne Cosson représenté par Anne-Jérôme Delaage aux assemblées de la noblesse de Saintonge pour les états généraux de 1789.

« Louis Cosson, receveur alternatif des tailles, dit Vigier de

(1). Il était fils d'Elie Delaage, mort le 24 janvier 1729, qui avait été, par lettres patentes du 11 septembre 1713, autorisé à réunir les « deux offices de receveur ancien et alternatif des tailles, deniers communs et d'octroy de l'élection de Saintes, dont il a été pourvu le 6 août de la présente année au lieu de Jacques de Laage, son frère », qui avait eu cet office à l'âge de 25 ans par lettres patentes du 15 septembre 1709, sur la résignation de Charles-François de Bessé, qui le tenait d'Etienne Ferrand de Saint-Dizant (1699), propriétaire dudit office par le décès de Nicolas Tuquoy — parent, frère sans doute de Pierre Ferrand, curé de Saint-Lambert en Médoc.

Jérôme-Jacques-Elie Delaage fut, le 18 mars 1761, pourvu par le roi de l'office de conseiller secrétaire du roi, maison, couronne de France et de ses finances, dont était pourvu Joseph Roslin, qui en jouissait à titre de survivance, avec les « franchises, immunités, prérogatives, prééminences, privilèges de noblesse, rang... ». Jérôme-Jacques-Elie Delaage, baptisé le 14 août 1710 à Saint-Didier de Poitiers, obtint, avec dispense d'âge, le 24 mars 1729, des provisions pour l'office de conseiller du roi, receveur alternatif de l'élection de Saintes que tenait et exerçait deffunt Elie Delaage son père, présenté par Marie Roffay, veuve d'Elie Delaage, demeurant à Saintes, paroisse Sainte-Colombe, pour être pourvu dudit office.

La Pile, *Histoire de l'Angoumois*, p. xcv, a été nommé maire le 11 mars 1731. Il a exercé pendant sept ans, deux mois, quelques jours. Il a été maintenu dans sa noblesse par arrêt du conseil du mois d'avril 1711. Il a plusieurs enfants : deux dans l'état ecclésiastique et un troisième qui est aussi receveur des tailles. »

Faut-il citer un Cosson, ministre de Saint-Fort sur Gironde en 1574 ; un autre à Archiac en 1576-1601 ; un autre dans l'île de Ré en 1681 ?

L. A.

— « Louis Cosson, écuyer, seigneur de la baronnie de Guimps, receveur des tailles de l'élection d'Angoumois, père de Pierre Cosson, écuyer, seigneur de Guimps, lieutenant particulier du présidial d'Angoumois », lequel Pierre épousa dame Marie Garnier (Déroutède, notaire à Angoulême ; acte du 8 mai 1752, aux archives départementales de la Charente). Par le « testament de messire Louis Cosson, écuyer, seigneur de Guimps, demeurant de présent au bourg de Baignes, en Angoumois », on voit qu'il avait plusieurs enfants : « François-Charles Cosson, curé de Sainte-Radégonde, est curé par goust et par estat, et a une vie tranquille et réglée. » Un autre de ses fils, Louis Cosson de Nontrun (?), était « religieux de l'ordre de saint Benoist ». Dans ledit testament, il nomme aussi ses filles : Marthe, religieuse de Sainte-Ursule, à Libourne ; Magdelaine, Louise et Thérèse. Il « donne à ladite dame Thérèse, épouse du sieur du Chambon, (Henri Gandillaud, chevalier, seigneur du Chambon), sa moitié appartenant audit seigneur testateur dans les plats d'argent qu'il a achetés dudit sieur du Chambon et payé, lesquels sont marqués aux armes dudit sieur du Chambon. » Louis Cosson de Guimps signait « de Cosson ». (*Idem* ; acte du 24 décembre 1759).

D'autre part, voici un acte de baptême :

Le 2 juillet 1758, baptême en l'église de Saint-Paul d'Angoulême, de « Louis-Auguste, fils de messire Pierre Cosson de Guimps, chevalier, conseiller du roy en ses conseils, grand-maitre des eaux et forests au département de Poitou, et de dame Marie Garnier. Parrain : messire Louis de Cosson, receveur des tailles de l'élection d'Angoumois ; marraine : dame Louise Guibert de Lande, ayeul paternel et ayeule maternelle, représentés par Jean-Joseph Autier et Angélique Laval, domestiques. » (Registre de Saint-Paul, aux archives communales d'Angoulême).

Dans mes « *Grands amateurs angoumoisins* », *Bulletin de la société de la Charente*, IX, 1887, j'ai mentionné un Cosson de Guimps parmi les bibliophiles de notre pays. Son ex-libris a été dessiné et gravé par de Monchy. La bibliothèque de la ville d'Angoulême a recueilli un certain nombre de livres provenant de ce personnage ; j'en ai aussi quelques uns. Ils portent un petit « *ex libris de Guimps* », finement « gravé par de

Monchy ». Cette marque se compose d'un cartouche aux armes de Guimps : De sable à trois volatiles 2 et 1. Je dis volatiles (1), attendu que je crois y voir des coqs.

EMILE BIAIS.

N° 500 : t. XII, 42. *Un incendie à Saint-Jean d'Angély, le 3 mars 1813.* — L'abbé Augustin Rainguet nous a laissé dans la vie de Dargenteuil le récit très détaillé de l'incendie qui détruisit une aile de l'ancienne abbaye de Saint-Jean d'Angély transformée en séminaire. Dans la nuit du 3 au 4 mars 1813, les élèves furent réveillés par un bruit sourd et prolongé, accompagné de vives lueurs qui leur firent jeter des cris d'effroi, et se précipiter à demi vêtus dans la cour. La première pensée de Dargenteuil, à cette nouvelle, fut pour les enfants qui lui étaient confiés : « Seigneur, sauvez mes enfants ; ne permettez pas qu'aucun périsse ! » Il chargea les maîtres de les réunir à la chapelle et de veiller sur eux ; aucun ne fut blessé.

De toutes parts la population accourait au son du tocsin. MM. Griffon, sous-préfet, Sérigny, maire, Brillouin, à peine arrivés, organisèrent des secours et maintinrent l'ordre. Déjà Dargenteuil avait fait établir des échelles et réunir des seaux d'eau du côté de l'église ; les pompiers rivalisèrent de dévouement avec les ouvriers de la ville pour le maniement des deux pompes amenées en toute hâte et qu'alimentaient les eaux de La Planche, du faubourg Taillebourg, du pré des cordeliers, sans compter les puits environnants. Mais que pouvait-on faire avec de si faibles moyens pour éteindre un incendie qui avançait avec une rapidité de vingt pieds par minute ? Enfin un charpentier, nommé Bonnet, parvint à abattre le faitage des bâtiments et à couper la charpente, ce qui sauva d'une destruction complète le corps principal où était établi le collège ; désormais on était maître du feu qui brûla encore pendant deux jours.

Le séminaire était entièrement détruit, les élèves furent reçus avec empressement dans les maisons particulières jusqu'à ce que Dargenteuil eut avisé aux moyens de les réunir de nouveau. Il loua d'abord un vaste bâtiment On lui vint en aide pour l'aider à reconstruire son séminaire ; l'université renonça pour cinq ans à la rétribution que lui payait l'école ecclésiastique ; le département vota une somme en faveur de la maison ; des quêtes furent faites dans le diocèse, et on envoya du linge et des vêtements pour remplacer ceux que les élèves avaient perdus, comme l'indique la lettre pastorale de Gabriel-Laurent Paillou, évêque de La Rochelle, publiée dans la *Bulletin*, page 42. Malgré tous ces sacrifices, les ressources réunies étaient in-

(1) Ces trois volatiles ne seraient-ils pas trois cosses, éperviers, ou bien trois *coscards*, nom vulgaire de la buse ? *Cosse* et *coscard* ont quelque parenté avec *Cosson*. N'est-ce pas assez pour qu'un d'Hozier quelconque ait donné ainsi des armes parlantes à nos Cosson ?

suffisantes: les dégâts causés par l'incendie s'élevaient à 150,988 francs (Archives de la mairie de Saint-Jean d'Angély; premier registre des délibérations, p. 247), et Dargenteuil dut vendre tout son patrimoine pour aider à la reconstruction de la maison, dont il fut ainsi le second fondateur et qui ne dut qu'à son zèle de pouvoir se relever de ses ruines.

B. C.

N° 501 : XII, 142. *L'auteur inconnu d'un manuscrit sur la déportation en 1793.* — Voici l'état du clergé de Niort de 1784 à 1792; cette liste pourra peut-être mettre sur la voie pour trouver les noms des trois prêtres déportés, dont l'un nous a laissé le récit de sa déportation.

Paroisse de Notre-Dame : Jean Goizet, curé du 1^{er} janvier 1774 au 5 juin 1791; il a refusé le serment et fut remplacé par Coudert-Prévignaud, curé de Saint-Florent, qui, ayant prêté le serment, a été curé constitutionnel le 21 juin 1791. Il était encore en exercice en 1797. (Voir sur ce personnage le *Bulletin*, VIII, 77-81). Les vicaires étaient : Cuzin, du 27 juillet 1791; il figure en 1792; Festy, du 24 juin 1791; Alexis-Benjamin Bernard-Chambinière, du 5 juin 1789 à 1791; Jean-Philippe Marchand, de 1789 à 1791; Pierre Landry, du 18 avril 1789 à 1790; Charles-Gabriel Dury, du 7 janvier 1788 à 1790; Auguste-Henri Chauvin, du 17 septembre 1786 à 1792. Prêtres habitues : Robier, 1789; Laurent-Jean-Madeleine Piet, 1784; Belliveau, 1784; Philippe-Louis Arnauldet (1783), prêtre-curé de Sainte-Soline en 1787-1792.

Paroisse de Saint-André : François-Nicolas Bridier, curé du 30 août 1780 au 4 juillet 1791; Frigard, du 3 août 1791-1792. Les vicaires : Ayrault, 1789, 1^{er} vicaire 1790-1792; Desplans, du 8 juillet 1788 à 1791; Petit, du 2 février 1789 à 1792; J. Crespeaux, du 12 décembre 1791, 3^e vicaire en 1792; Tavard, du 14 juin 1792.

L.

BIBLIOGRAPHIE

INQUINBERT (Louis), docteur en droit. *Droit romain : de la juridiction du sénat à l'égard des magistrats sous la république. Droit français : de la responsabilité pénale et civile des ministres* (thèse). Laval, imprimerie Jamin; Paris, Rousseau, 1890, in-8°, 408 pages. — L'acte public a été passé le 22 mai 1890.

LA MARSONNIÈRE (J.-L. de). *Aux beaux jours de Sanxay. Claudia Varenilla. Récit des temps gallo-romains.* Paris, Lecène, Oudin, 1891, in-18, xii-348 pages. Prix : 3 fr. 50.

Œuvre à la fois de science et d'imagination, ce livre plaira à beaucoup de gens, s'il ne satisfait pas complètement les érudits qui regardent comme sacrilège ce mélange du faux et du vrai. Où, en effet, s'arrête le rêve? où commence la réalité? L'auteur sait beaucoup et il met son érudition dans le roman : c'est le moyen de vulgariser, de répandre les connaissances archéologiques; les mœurs, les usages sont exacts; les personnages ont vécu. Seules, les actions qu'il leur prête sont supposées. Et pourtant qui oserait affirmer que les événements racontés n'ont pas eu lieu? M. de La Marsonnière excelle à faire revivre les civilisations, les époques disparues. On n'a pas oublié : *Un drame au logis de la lycorne*, récit du xvi^e siècle, ni *Le carrefour de la maison aux trois girouettes*. En faisant ses réserves sur certaines théories que la science n'a pas encore acceptées — qu'elle a peut-être même déjà rejetées — on ne pourra s'empêcher d'admirer une grande érudition répandue dans ce livre comme en se jouant. Tout le Poitiers, tout le Poitou gallo-romain, y compris l'étonnant Sanxay, bien entendu, revit dans ce volume qui sera aussi goûté que ses devanciers.

—
LA MORINERIE. *Associations saintongeaises du dessèchement des marais de Blaye et de Blanquefort*. Jacques Michel. La Rochelle, imp. nouvelle Noël Texier, 1892, in-8°, 7 pages (Extrait à 30 exemplaires de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* de mars 1892).

—
LARONZE (C). *Quas ob causas rupellensis respublica perierit, thesim proponebat facultati litterarum parisiensi C. Laronze*. La Rochelle, imp. de A. Siret, 1890, in-8°. (Voir XI, 150, 221).

—
LOTI (Pierre). *L'œuvre de Penbron*, près *Le Croisic* (Loire-Inférieure). Tours, imp. Mame, 1891, in-8°.

— *Fantôme d'Orient*. Paris, C. Lévy, 1892, in-18. Prix: 3 fr. 50.

Les œuvres complètes de Pierre Loti, de l'académie française, sont jusqu'ici : *Au Maroc*, *Aziyadé*, *Fleurs d'ennui*, *Japoneries d'automne*, *Le mariage de Loti*, *Mon frère Yves*, *Pêcheur d'Islande*, *Propos d'exil*, *Le roman d'un enfant*, *Le roman d'un spahi*, *Le livre de la pitié et de la mort*, *Madame Chrysanthème*.

—
LUGUET (Marcel). *Le monde thermal. Tendresse*. Paris, Savine, 1891, in-18, 420 pages.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUILLET 1892. — **CHRONIQUE :** Séances, admissions, monument de Taillebourg, revue de la presse. — **AVIS ET NOUVELLES :** Fête à Taillebourg ; dons à la société ; nos artistes au salon ; la société de statistique de Niort ; publications nouvelles ; sociétés savantes ; le congrès de la Sorbonne ; l'excursion dans l'île d'Oleron ; *errata*. — **NÉCROLOGIE :** L'abbé Bertrand, Louis de Bremond d'Ars, Elie Gendre, Huas, Jules Jacques, le P. Levé, Hippolyte Maufas. — **MARIAGES :** Paul Clavel et Marie Menard, Gaston du Fayet et Jeanne Bourru, Jean Fournier et Adrienne Pavy, Claude Gouraud et Anne Devers, Maurice de Morel et Suzanne Choumeils de Saint-Germain. — **ARCHÉOLOGIE :** Un soldat de la XIV^e légion ; fragments d'inscriptions. — **VARIÉTÉS :** Chanson sur la bataille de Taillebourg ; deux lettres de Louis XI ; la nouvelle de l'assassinat de Henri IV à Pons ; Philippe-Auguste en Saintonge ; la légende du *Vengeur* ; les anciennes foires : Cognac, Parcou, Mornac ; Leidet, historien du Périgord. — **LIVRES ET PÉRIODIQUES :** Les mainteneues du Poitou ; Laval de Bois-Dauphin, évêque de La Rochelle ; les Harouard et les seigneurs de Saint-Sornin ; les cloches protestantes ; sainte Eustelle ; le Mont-Dore. — **QUESTIONS ET RÉPONSES :** Aux de Lescout ; M^{me} de Saint-Dizant ; Guillonnet de Merville ; Allart-Méritens ; Achard-Bouchard ; Guillery ; essai de réforme de l'impôt en 1719 ; Jouvin, de Rochefort ; histoire de l'île de Ré ; plombs historiés ; proverbes saintongeois ; us et coutumes en Saintonge. — **BIBLIOGRAPHIE ; MA-OR.**

CHRONIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Séance du 27 mai (Bureau et conseil).

Le président annonce la mort de deux de nos confrères, MM. l'abbé Gendre et l'abbé Jacques (Voir plus bas, page 253).

Admission de nouveaux membres (Voir plus bas, page 226).

M. d'Aussy lit le compte rendu de l'excursion dans l'île d'Oleron. Des remerciements sont votés à ceux qui ont si courtoisement accueilli les membres de la société (Voir plus bas, page 242).

Lecture de la correspondance.

L'état ayant refusé (5 mai) le marbre pour le souvenir commémoratif de la victoire de Taillebourg, n'ayant « actuellement

dans le dépôt de l'administration des beaux arts de bloc de marbre répondant aux dimensions indiquées », un généreux sociétaire, M. le comte Anatole Lemer cier, l'a offert.

L'inauguration aura lieu le 24 juillet, anniversaire de la bataille de Saintes. MM. les maires de Taillebourg et du Port d'Envaux seront priés de se charger des frais de la fête : estrades, décorations de la chaussée, tentes, etc.

Nouvelle liste de souscription (Voir page 227).

M. Rullier, architecte, qui assiste à la séance, donne des détails sur les ouvrages à faire, et se charge de faire graver la plaque.

Séance du 18 juin (Bureau et conseil)

Lecture par M. le docteur Termonia du procès verbal de la séance du 7 avril. Adopté.

Admission de nouveaux membres.

M. Dangibeaud s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande au conseil d'administration l'autorisation de vendre des titres de rentes. Ajourné jusqu'à plus ample informé.

M. Louis Audiat, délégué de la société à la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, rend compte du congrès (Voir plus bas, page 238), particulièrement de la communication faite par M. Ant. Thomas d'une chanson contemporaine sur la bataille de Taillebourg (Voir plus bas, pages 240 et 261).

Lettre de M. Eduardo Saavedra sur une Saint-Léger fixée en Espagne par son mariage après 1559.

La société royale d'archéologie de Stockholm demande l'échange. Accepté.

Lettre du ministre de l'instruction publique accordant à la société une subvention de 1.000 francs, et du directeur des beaux arts, deux ouvrages.

M. l'abbé Métais prépare le cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme, qui sera prêt en septembre.

Lettre du maire de Taillebourg relative à l'inauguration du marbre commémoratif de la victoire de saint Louis.

L'inauguration est fixée au 24 juillet. La présidence est offerte à M. Lemer cier qui, outre ses titres de président du conseil général, maire de Saintes et député, y a droit par l'offre généreuse qu'il a faite du marbre destiné à recevoir l'inscription.

MM. Denys d'Aussy et Maurice Martineau sont particulièrement chargés des préparatifs de la fête.

Le président propose, si l'on en obtient le coin à la monnaie, de faire frapper la médaille de Louis IX et de graver au revers le souvenir de Taillebourg.

Dans sa dernière séance, la Société a admis comme membres : MM. Emile Beauvillain, préposé en chef de l'octroi, à Saintes, présenté par M. Louis Audiat et M. Georget ;

Le docteur Armand Candé, médecin, à Touchelonge en Marennes, présenté par M. Richer et M. Audiat ;

Raphaël Expert, à Rochefort, présenté par M. A. Mageau et M. Audiat ;

Marcel Fonreau, ingénieur, fournisseur de la marine et de la guerre, à Paris, présenté par M. Joyer et M. Audiat ;

Robert Gaschet, professeur au lycée, à Pau, présenté par MM. Louis et Edouard Audiat ;

Guionneau, pharmacien, au Château d'Oleron, présenté par M. le docteur Pineau ;

Albert Joyeux, licencié en droit, à Saintes, présenté par M. Audiat et M. Babinot ;

Georges Julien-Derbau, conseiller d'arrondissement, à Nieuil-le-Virouil, présenté par M. le docteur Sabourin et M. Audiat ;

Le vicomte de La Chapelle d'Apchier, à Bergoide, par Vergongheon-Arvant (Haute-Loire), présenté par M. Louis Audiat ;

Dast Le Vacher de Boisville, à Bordeaux, présenté par M. le comte de Saint-Saud et M. René de La Bastide ;

L'abbé Charles Métais, archiviste du diocèse de Chartres, présenté par M. Audiat et M. d'Aussy ;

L'abbé A. Mondon, curé de Chazelles (Charente), présenté par MM. Louis et Gabriel Audiat ;

L'abbé Moreau, curé-doyen à Saint-Pierre d'Oleron, présenté par M. Carrière et M. le docteur Anfrun ;

L'abbé Nanglard, vicaire général, à Angoulême, présenté par M. l'abbé Courivault de La Villatte et M. l'abbé Blanchet ;

Pelletier, notaire, au Château d'Oleron, présenté par M. le docteur Pineau et M. Audiat ;

Le docteur Alexandre Sostrat, médecin à Mirambeau, présenté par M. Audiat et M. Barraud.

SOUSCRIPTION POUR LE MONUMENT DE SAINT LOUIS A TAILLEBOURG
Cinquième liste.

MM. Edouard Alexandre, lithographe, à Saintes . . .	3	»
Louis Arnoux, député de la Charente, à Barbezieux.	20	»
Edouard Audiat, médecin de marine de 2 ^e classe, à Cherbourg	2	»
Gabriel Audiat, agrégé des lettres, professeur de rhétorique au lycée d'Angoulême.	2	»
Le duc d'Aumale, à Chantilly	200	»
Ferdinand Babinot, notaire, suppléant du juge de paix à Saintes	5	»
Anatole de Barthélemy, membre de l'institut . . .	10	»
Louis Béraud, avocat à La Rochelle.	5	»
William Bouguereau, membre de l'institut. . .	20	»
Le comte Anatole de Bremond d'Ars	10	»
Charles Cantaloube, capitaine de frégate en retraite, à Saintes	5	»

Gaston Charrier, maire de Plassay	5	»
Le marquis de Chasseloup-Laubat, à Paris . . .	40	»
L'abbé Courivault de La Villatte, à Angoulême.	5	»
Le marquis Elie de Dampierre (2 ^e souscription).	20	»
Maurice d'Auteville, à Angoulême	5	»
Le docteur Des Mesnard et ses enfants.	7	50
Le comte de Dienne, au château de Cazideroque	3	»
Henri Joyer, sous-commissaire de la marine. . .	5	»
Le baron Léon de La Morinerie, à Paris	5	»
Théodore Nicolle, à Tesson.	10	»
Papillaud, instituteur en retraite à Montboyer .	1	»
Théodore Phelippot, au Bois, île de Ré.	5	»
Louis Planty, négociant, à Saintes	5	»
Le marquis de Rabar-Sauvagnac, à Paris. . . .	5	»
Le marquis de Reverseaux, ministre plénipoten-		
tiaire, agent et consul général de France en		
Egypte, au Caire	40	»
Sorbier-Bey, rédacteur au ministère égyptien des		
affaires étrangères, au Caire (Egypte)	10	»
Tortat, juge au tribunal civil, à Châtellerault .	10	»
L'abbé Volleau, archiprêtre, Saintes	10	»
L'abbé Vincent, curé de Saint-Trojan	5	»
	478	50

Total des précédentes listes. 1,068 40

M. le comte Lemer cier a offert le bloc de marbre.

Nous prions nos confrères qui n'ont pas encore souscrit de nous envoyer leur offrande le plus tôt possible.

REVUE DE LA PRESSE

Ont publié le sommaire du numéro de mai : l'*Echo de Jonzac*, du 8 ; l'*Echo rochelais*, du 11 ; le *Courrier de La Rochelle*, du 12 ; le *Bulletin religieux* et la *Charente-Inférieure*, du 14 ; l'*Union*, de Saint-Jean d'Angély, du 19 ; le *Progrès*, du 25.

Le *Polybiblion* de juin reproduit le sommaire des numéros de janvier, mars et mai.

Le *Tout-Bordeaux*, du 25 juin, mentionne dans notre numéro de mai l'article *Jules Delpit* et « de très intéressants détails sur des fouilles et des découvertes en Saintonge et en Périgord ».

L'*Intermédiaire de l'ouest*, dans son numéro spécimen, a reproduit le sommaire de notre numéro de mars.

La *Revue historique*, de mai, signale dans notre numéro de mars : *Les monnaies romaines*, *Dessèchement des marais*, et *Malartic* ; et la *Revue historique de l'ouest*, de mars, *Un aque-duc et un bassin gallo-romain à Saintes*, *monnaies romai-*

nes, cloches protestantes, période néolithique, enfin « une très intéressante étude sur Malartic ».

Ont rendu compte de l'excursion du 14 mai : *Le Moniteur de la Saintonge* du 19, reproduit par le *Conservateur de Marennes*, *La Seudre* du 22, le *Progrès* du 25, *l'Avenir des cognacs* du 26 et le *Journal de Marennes* du 29 : « Que de beaux points de vue nous offre l'île elle-même, dans toute la fraîcheur de sa robe de mai ! La vue panoramique générale du haut du clocher de Saint-Pierre, le coup d'œil sur la partie méridionale, le pertuis de Maumusson, les dunes d'Arvert et l'embouchure de la Seudre ; du haut du belvédère de la forêt de Saint-Trojan ; le tableau plus rapproché et plus net dans ses détails dont on jouit du haut des glacis de la citadelle du Château, voilà assurément de quoi récompenser les amateurs de paysages et surtout de paysages maritimes. On viendrait volontiers de plus loin pour contempler des spectacles à la fois aussi grandioses et aussi gracieux. Sur le port du Château, des pêcheuses d'huîtres, dans le costume aussi pratique que pittoresque qu'elles ont adopté depuis peu d'années, forment des groupes très attrayants et pleins de haute couleur locale..... Que dire maintenant de l'accueil fait aux excursionnistes par les autorités municipales du Château et de Saint-Pierre, ainsi que par le commandant de la citadelle ? Imaginez tout ce que vous voudrez de plus courtois, de plus cordial, de plus aimable, et vous serez encore au-dessous de la réalité. Aussi, est-ce de tout cœur qu'au moment où démarrait du Château le vapeur pavoisé qui nous ramenait sur le continent, nous avons poussé le cri unanime : « Vive l'île d'Oleron ! »

La Charente-Inférieure du 21 : « La Société... a l'habitude d'être bien accueillie partout où elle va ; cette année elle a été particulièrement bien fêtée. C'est qu'elle visitait l'île d'Oleron et que l'île d'Oleron, comme l'a rappelé le président, a une réputation d'hospitalité qu'on constatait dès le XI^e siècle. » Les voyageurs « ont été fort agréablement surpris de voir tout pavoisé le bateau qui les devait transporter du Chaput au Château »..... Au Château et à Saint-Pierre, les maires, M. Bouineau et M. Barreau, se sont fait un devoir de les saluer à leur arrivée. « Au départ du Château, le quai garni de curieux, les remparts de soldats, la fanfare jetant ses notes aux brises de l'océan, les vivats échangés du bateau et du rivage, tout cela présentait un spectacle charmant. Oui, l'on se souviendra de cet accueil si courtois et de cette affabilité si cordiale..... L'archéologie n'avait peut-être pas une part bien importante dans cette excursion scientifique : un dolmen, deux menhirs, voilà pour l'archéologie préhistorique, que M. le docteur Pineau explique très instructivement ; le moyen âge a l'élégante et fine lanterne des morts de Saint-Pierre ; le XVII^e siècle, la citadelle du Château. Mais il n'y a pas que des archéologues dans la

société des *Archives*, il y a des artistes, il y a des amateurs, il y a des dames, et tous, y compris les deux ou trois archéologues, ont admiré les sites variés, les paysages riants, les villages blancs semés çà et là, et la mer, du haut de l'impériale des omnibus, du haut de l'observatoire de Saint-Trojan, du clocher de Saint-Pierre et des glacis de la citadelle. »

Le *Mémorial de Saintes* du 22 : « Elle a eu un très grand succès, favorisée par un temps magnifique. Elle comptait plus de trente personnes, parmi lesquelles sept dames. La compagnie des transports du Château avait mis à la disposition des promeneurs un bateau spécial..... A Saint-Pierre, on déjeûne et bien. Le président boit à la santé de tous, voyageurs et voyageuses, de la municipalité, des confrères présents, de ceux qui ont témoigné leurs regrets de ne pas être là, par exemple M. Paul Normand d'Authon, malade, et qui aurait tant voulu recevoir chez lui les excursionnistes..... On visite l'église ; on admire la lanterne des morts, monument presque unique dans la Charente-Inférieure, et les tapisseries de l'hôtel-de-ville ; on jette un coup d'œil sur le château de Bonnemie..... A Ors, M. le docteur Pineau nous montre le dolmen qu'il a découvert et parle des riches trouvailles qu'il y a faites. Au Château, M. le commandant nous fait visiter avec beaucoup de complaisance tous les détails de cette curieuse citadelle à triple enceinte. Le maire du Château, M. Bouineau, reçoit les visiteurs aux sons de la fanfare qui égaie ensuite le dîner. Au dessert, remerciements chaleureux de M. Audiat.

L'Echo rochelais du 25 : « Tout à coup les habitants de la pointe du Chaput virent un groupe de beaux messieurs et de charmantes dames groupés devant un bateau richement pavoisé ; ils portaient tous à la boutonnière une gracieuse décoration. C'était l'insigne de la société des *Archives*, c'étaient des savants !..... L'île n'offre pas au point de vue archéologique nombre de stations remarquables ; mais il serait difficile d'imaginer un but de promenade mieux choisi pour le plaisir des yeux. Elle fut charmante par ce beau temps, la courte traversée de la pointe du Chaput au Château, dans un des bateaux de la compagnie Bouineau ; fier de sa belle toilette, fier surtout de porter M. Audiat et ses fidèles compagnons, notre navire filait allègrement entre les côtes de Marennes et l'embouchure de la Seudre. Nous admirions au passage le vieux fort du Chaput si décoratif en mer ; nous avions en face la forêt verte et sombre de Saint-Trojan ; au pied, le village se détache en pleine blancheur ; voilà la forêt d'Arvert et le pertuis Breton, silencieux aujourd'hui. On sent que ce coin de terre est fait pour être éperdument aimé de ses fils..... Au port du Château, nous sommes admirablement reçus par le maire de la ville entouré de plusieurs membres de la société des *Archives*, venus au devant de leurs collègues du continent ; les enfants joyeux agitent leurs chapeaux pour nous saluer. Combien elle est in-

intéressante la population du Château ! quelques types de costumes pittoresques, pêcheuses en culottes bleues, bas sans pieds, formant molletières, et la coiffure des campagnes de l'Aunis, la *kissnot*, d'origine anglaise, quant au nom tout au moins : *kissnot*, « ne m'embrassez pas » ; est-ce une défense ? est-ce un appel ?... En voiture pour Saint-Pierre. Sur un tableau dans l'église, nous lisons : « 1568. Destruction de la magnifique église de Saint-Pierre. — 1606. Reconstruction. — 1621. Elle est de nouveau pillée et saccagée. — 1623. Son rétablissement. — 1756. Construction du clocher moderne. » Les guerres étrangères et religieuses ont fait ces ruines.... Nos aimables collègues de Saint-Pierre ont voulu arroser de vins excellents le déjeûner de l'hôtel. M. le maire de la ville a pris place à la table, en face de notre vaillant président, M. Audiat. C'est lui qui, au dessert, a porté un toast à nos hôtes et collègues, avec ce bonheur d'idées et d'expressions auquel il nous a depuis longtemps habitués. Visite à la lanterne des morts, ou flèche, qui est le monument archéologique le plus intéressant de Saint-Pierre... Voici Dolus. Dans l'église se trouve la partie supérieure d'un bel autel du XVII^e siècle. Tout le bas, l'autel lui-même, a été remplacé par un autel dans le goût du jour, comme on en voit partout. Nous longeons la forêt de Saint-Trojan. Sous les pins verts, les genêts tout fleuris d'or emplissent l'air de leurs parfums. Saint-Trojan ! voici le village qui, chaque année, voit sa population de baigneurs augmenter à souhait..... Ors, station néolithique très curieuse ; la mer découvre sur la côte une foule de pierres taillées. Sur cette plage, sans rocher, encore un dolmen ; c'est évidemment une pierre apportée du continent. ... Le Château ! Visite à la citadelle, sous la très gracieuse conduite du chef de bataillon commandant la garnison. La citadelle est un dépôt de disciplinaires. Fortifications du XVII^e siècle, comme toutes les fortifications de cette époque, mais grandioses. En nous promenant dans une douve, on nous fait voir sur un mur un écusson qui montre enlacées les deux lettres A. R., Armand Richelieu : au-dessus le chapeau de cardinal, au-dessous une ancre. Richelieu était grand-amiral de France... Un arbre de la liberté sous Richelieu ! cela fait rêver. L'arbre est un ormeau deux fois centenaire ; les noces viennent le visiter, danser autour ; on leur accorde pour cela l'entrée de la citadelle..... et les mariées plantent dans son écorce des épingles pour avoir des enfants ; et de fait on nous montre quelques épingles tout oxydées, piquées dans l'écorce du vieil arbre. C'est l'heure du dîner ; M. le maire du Château prend place à notre table. La fanfare fait entendre les meilleurs morceaux de son répertoire. En citant le texte d'une vieille chartre qui déjà célébrait les vertus hospitalières de l'île, *quam amœnitas incolarum nobilitat*, notre président rend encore hommage à l'accueil si cordial et si gracieux que nous avons reçu de tous dans l'île. La fanfare du Château nous reconduit jusqu'au port, où sont venus nous saluer d'aimables Oleronnais ;

d'autres s'embarquent avec nous sur le steamer pavoisé, ne voulant nous laisser qu'au dernier moment, à la gare du Chaput. Pour terminer cette charmante journée, encore quelques instants d'une traversée merveilleuse, où le soleil empourpre de ses derniers rayons toute cette côte de Marennes et le petit fort crénelé du Chaput et les flots calmes sur lesquels nous glissons sans bruit. Charmante excursion, délicieuse journée; je la marque ici d'un caillou blanc, et vous engage cordialement à vous laisser entraîner une autre fois, n'importe où, par le président Audiat. »

L'Ere nouvelle de Cognac du 26, reproduit par le *Conserveur* de Marennes et la *Seudre* du 29 : « Il y a plus d'un an que l'excursion d'Oleron était projetée, étudiée, organisée. Le temps, tout le premier, a bien fait les choses. Une vapeur légère, chassée des vastes plaines de l'océan par une brise d'ouest, délicate de rapidité et de fraîcheur, gazait la crudité du paysage et tempérerait l'ardeur d'une journée véritablement estivale. Partis, quelques uns avant le jour, tous les excursionnistes du continent descendaient du premier train qui arrive au Chaput à 9 heures 11 : les hommes, l'insigne à la boutonnière; les dames, les mains pleines de muguet et pleines de roses. Comment la mer n'aurait-elle pas été clémente à ces charmantes et intrépides voyageuses ? Aussi, la traversée se fit-elle comme sur une belle rivière d'une lieue de largeur sans le plus petit roulis, au point qu'un quart d'heure après avoir dépassé les jetées du continent on stoppait entre celles de l'île. Compliments du maire, assaut des voitures, dont les impériales font prime, traversée du Château, très propre et très coquet dans sa ceinture de remparts et d'ormes séculaires, et ses vastes glacis plantés, comme un parc, de toutes sortes d'essences desquels émergent le clocher, deux phares, les bâtiments de la citadelle — et en avant sur la route de l'île. Elle a une histoire, cette route : refusée indéfiniment par les ponts-et-chaussées, qui ne voulaient pas créer un nouveau numéro de routes départementales, on l'obtint le plus naturellement du monde, un jour que le conseiller général, — je crois que ce fut Omer Charlet, — s'avisait de demander simplement le prolongement jusqu'à Chassiron de la route départementale de Saintes au Chaput.... On en rirait bien en Chine !... Douze kilomètres, et voici Saint-Pierre ; sa tour, dont la cime est peinte en blanc pour servir d'amar aux navires, ses beaux ombrages, son église propre et spacieuse, quelques vieilles inscriptions, les tapisseries de l'hôtel de ville, le château féodal de Bonnemie, bien diminué, encore habité du moins par les derniers des Le Berthon, enfin et surtout la si connue et si remarquable lanterne des morts, qui se dresse au milieu d'un square, ancien cimetière de la paroisse, nous ont retenus jusqu'à 2 heures et demie. A Saint-Trojan, M. le curé Vincent, qui nous attend, nous montre son église, quelques tableaux, des ex-voto de naufrages, et l'on

grimpe à la tour-vigie qui domine la plus haute dune de la forêt. Malheureusement le ciel manque de limpidité, et l'on ne voit que bien confusément l'immense panorama qui s'étend de la Charente à la Gironde. A Ors, une dernière station avait été décidée pour visiter un des plus beaux dolmens de la contrée. Encastré dans le cordon littoral même, c'est un monolithe triangulaire de 16 mètres de circonférence reposant sur quatre piliers, dont trois au sud et un seul au nord. M. le docteur Pineau, qui le devina, le fit dégager et en pratiqua les fouilles il y a une dizaine d'années (*Voir Comptes rendus des congrès de l'association pour l'avancement des sciences*, session de Blois), raconte ses trouvailles, les traces d'exhumations successives en dehors des piliers, les ossements, les vases, les pierres taillées, le polissoir ; il montre, à quelques centaines de mètres, dans l'ouest, les débris d'un autre dolmen, et dit que cette seule station lui a donné, rien qu'en grattoirs, plus de 3,000 pièces : par celles-ci, qu'on juge des autres. En effet, la plage en semble en partie formée, et, en peu de minutes, quelques membres de la société en recueillent un certain nombre..... Au Château, visite rapide de l'église, construction du génie militaire au siècle dernier..... Le commandant Cerogiolli, à l'urbanité parfaite duquel tous ont rendu hommage, a bien voulu lui-même nous conduire partout : souterrains, casemates occupées par les disciplinaires, terrasses qui dominent la mer, salle d'armes, boulangerie, cellules, sans oublier l'orme qui, planté en panache au front du plus haut rempart, défie le vent, au pied duquel viennent, dans la belle saison, danser les noces de campagne, et qu'on nomme encore dans le pays « l'arbre de Richelieu »..... Mais on n'a plus qu'une heure et il faut dîner..... Malheureusement, la route a été longue et les appétits n'en finissent plus. Aussi, si à Saint-Pierre on avait eu le loisir d'écouter tout à son aise le toast très trouvé de M. Audiat, qui, jonglant avec les dénominations imposées aux localités de l'île pendant la période révolutionnaire, terminait en disant que c'était bien à propos qu'on avait appelé ce pays l'île de la Fraternité, au Château, toujours archéologue, le président dut, lui-même, écourter un discours très spirituellement commencé, pour donner le signal du départ. Le maire du Château ne put lui répondre et les petits verres restèrent vides. Il était 6 heures et demie ; la fanfare qui nous avait accueillis nous accompagna jusqu'au quai, mais elle n'eut pas le dernier mot : car, au moment où le bateau, encore spécialement chauffé pour nous (que le directeur de la compagnie, M. G. Bouineau, en soit ici remercié), se mettait en marche, un formidable cri de : « Vive l'île d'Oleron ! » ébranlait l'air, comme une explosion de dynamite !..... »

AVIS ET NOUVELLES.

Le jeudi 7 juillet, aura lieu, à 1 heure 1/2, la réunion trimestrielle de la société. Nos confrères sont priés d'y assister.

Le dimanche 24 juillet, à une heure, aura lieu l'inauguration du marbre commémoratif de la bataille de Taillebourg et Saintes, au jour anniversaire de la victoire de 1242. Elle sera précédée d'une conférence sur la campagne de Louis IX en Saintonge. M. le comte Anatole Lemercier, président du conseil général de la Charente-Inférieure, maire de Saintes et député de l'arrondissement, présidera. Les membres de la société sont invités à cette cérémonie, munis de leur insigne. A cette occasion, une médaille au type de saint Louis sera frappée.

La chanson de Taillebourg (1242) sera probablement chantée avec la musique de l'époque par l'orphéon la *Lyre saintaise*.

La statue d'Eugène Pelletan, né à Saint-Palais, mort sénateur à Paris, doit être inaugurée à Royan, le 4 septembre prochain.

M. le ministre de l'instruction publique et des beaux arts a (3 juin) accordé à la société des *Archives* une subvention de mille francs pour publication du *Chartrier de Pons*, 2^e volume.

M. le ministre de l'instruction publique a accordé (4 juin) à la société pour sa bibliothèque les ouvrages suivants : *Comptes rendus des réunions des sociétés des beaux arts*, années 1877-1891, 15 volumes in-8° ; *Inventaire général des richesses d'art de la France*, 11 volumes in-8°, savoir : *Paris, monuments civils*, tomes 1 et 2 ; *monuments religieux*, tomes 1 et 2. *Province, monuments civils*, tomes 1, 2, 3 et 5 ; *monuments religieux*, tome 1 ; *Archives du musée des monuments français*, 1^{re} et 2^e parties.

Par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux arts, en date du 5 avril, « M. Louis Audiat, président de la société des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* à Saintes, » a été nommé correspondant du ministère de l'instruction publique.

État des impressions : Le tome XXI des *Archives* est achevé ; on fait la table ; le t. XX est commencé ; ils seront livrés en même temps.

La fête du drapeau a été célébrée par le 6^e régiment de ligne, à Saintes, le 24 juin, anniversaire de la bataille de Solferino, et à La Rochelle, par le 123^e, le 26, anniversaire de la bataille de Fleurus.

M. l'abbé Valleau, archiprêtre de Saintes et doyen de Saint-Eutrope, a fait placer dans l'église cathédrale de Saint-Pierre un tableau où sont inscrits les noms des évêques de Saintes.

Un médaillon en marbre de Pierre-Louis de La Rochefoucauld, dernier évêque de Saintes, massacré aux Carmes pour la foi en 1792, œuvre de M. Mora, sculpteur à Bordeaux, a été placé, le 25 juin, dans la cathédrale de Saint-Pierre.

Dans sa séance du 29 mai, la société nationale d'encouragement au bien a décerné ses récompenses annuelles, sous la présidence de M. Jules Simon. Parmi les lauréats nous trouvons le nom du regretté contre-amiral Louis Juin, commandeur de la légion d'honneur. Voir *Bulletin*, XII, page 169.

M. Charles-M. Lenoir, de Fouras, élève de M. Bouguereau, a obtenu une 3^e médaille (section de peinture) pour un tableau exposé au salon des Champs-Élysées, *A vingt ans*.

A l'exposition de *Blanc et noir*, notre confrère M. Ernest Lesieux, professeur de dessin au lycée de Rochefort, a obtenu une médaille d'argent de première classe pour deux fusains : l'un *Souvenir d'Espagne*, l'autre un *Etang dans les Landes*.

A la vente de la célèbre collection de tableaux de M. Alexandre Dumas, le 12 mai, un tableau de Corot, *La Rochelle*, a été vendu 3.450 francs.

Le 3 juin, a été inauguré, par une visite du préfet de la Charente-Inférieure, du sous-préfet et du maire de Cognac, le salon de peinture installé à Cognac par la société des Amis des arts.

NOS COMPATRIOTES AU SALON

Voici les noms des artistes de la Charente-Inférieure dont les œuvres figurent cette année au salon des Champs-Élysées :

PEINTURE. — L.-Aug. AUGUIN, né à Rochefort : 33. *Solitude. Forêt de Contis* (Landes); 34. *Le soleil dissipant la brume. Matinée d'octobre à Saint-Georges*. — William-A. BOUGUEREAU : 223. *Le quépier*. — Max BOUTET, né à La Rochelle : 240. *La cabane des douaniers, le matin, à Saint-Brieuc*; 241. *Marée montante, le matin, à Pornichet*. — L.-G. BRILLOUIN, né à Saint-Jean d'Angély : 253. *Les prédictions de Nostradamus ou l'almanach nouveau*; 250. *Le dernier jour d'un condamné*. — Victor FLIPSEN dit Philipsen, né à La Rochelle : 891. *Grosse houle, pêcheurs de harengs*. — Jean GEOFFROY, né à Marennes : 752. *La leçon de lecture*; 753. *Un jour de composition*. — Ch.-M. LENOIR, né à Châtelailon : 1.061. *A vingt ans*. — F.-H.

LUCAS, né à Rochefort : 1.115. *Portraits de M^{me} M. R. et de sa fille*. — GASTON ROULLET, né à Ars en Ré : 1.465. *Rade de Saint-Louis (Sénégal), effet du matin*.

DESSINS. — BRILLOUIN : 1.555. *L'art pour tous*, pastel. — LUCAS : 2.025. *Portrait de M^{me} L. L.* — M^{lle} Claire MOUFFLET, née à Rochefort : 1.073. *Portrait de M^{me} E. M.*, miniature. — M^{lle} Marguerite TURNER, née à Saintes : 2.179. *Pierrot à l'anémone*.

ARCHITECTURE. — MAURICE BRINCOURT, né au Thou : 3.312. *Château de Gros-Bois*, vue d'ensemble, côté du parc ; 3.313. Le même, vue d'un angle de la façade du côté du parc.

GRAVURE ET LITHOGRAPHIE. — WILLIAM BARBOTIN, né à l'île de Ré : 3.503. *Portrait de M. Elisée Reclus* ; 3.504. *Portrait de Proudhon*. — GEOFFROY : 3.703. *Etude de têtes d'enfants* (lithographie).

Par arrêté préfectoral en date du 23 avril, la société de statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres a été dissoute. « Cette mesure est profondément regrettable, dit la *Revue poitevine* du 15 mai. La société, unique réunion des travailleurs et des érudits du département... n'ayant pas d'existence légale, était à la merci de toutes les fantaisies, et par ce seul fait de sa dissolution se trouve dépouillée de ses collections, qu'elle avait mis plus de cinquante ans à réunir. » Le motif de cet acte de violence, c'est l'inobservation d'un article du règlement intérieur sur le mode de votation ; depuis nombre d'années les membres absents votaient par correspondance, comme cela se pratique dans un grand nombre de sociétés à Paris et en province. Mais quatorze membres protestèrent en novembre dernier ; et, au lieu d'essayer d'amener leurs confrères à changer l'usage et, au besoin, de donner leur démission s'ils n'étaient pas contents, ils eurent recours au bras séculier. Faute capitale ! disputons-nous, querellons-nous, mais entre nous. Une académie est une « honnête fille ». Que ses défauts, ou ses fautes, ne soient point livrés par nous en pâture à la curiosité des malins ou d'un public incompetent ou forcément mal informé. D'autre part, l'administration a d'autre chose à faire que s'occuper des discussions des savants, et le préfet eut dû dire avec Martine :

Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe !

Cette ingérence intempestive amena le conflit ; la société, soucieuse de son indépendance, ne voulut pas casser l'élection faite ; l'on voit la suite.

La *Revue poitevine* donne le motif secret de cet amour subit pour un règlement qu'on avait violé sans remords pendant des années, et de cette haine « contre un mode de votation, jugé admirable tant qu'il fut favorable aux opposants d'aujourd'hui ».

Elle ajoute : « La société s'était refusée à élire à sa tête certaines personnalités plus encombrantes que scientifiques, mais bien en cour... C'est la première fois qu'une société savante est ainsi supprimée parce qu'elle a cessé de plaire, sans qu'elle soit jamais sortie de ses attributions spéciales. » Une protestation, signée d'un certain nombre de membres, a été adressée au ministre. Espérons que l'esprit libéral de M. Bourgeois comprendra que les sociétés savantes doivent être libres de voter pour qui et comment elles veulent; que le préfet n'a rien à voir dans ces élections-là. Espérons aussi que l'exemple de la société des antiquaires de Poitiers, il y a deux ans, qui a failli être gravement endommagée, parce qu'un débat intérieur a été porté devant le public par la presse; que l'exemple de la société de statistique de Niort apprendront à nos confrères à ne jamais immiscer les profanes dans nos dissensions intestines.

M. le comte Guy de Bremond d'Ars vient de publier à la librairie académique Didier, *Les temps prochains*. Voir dans la *Revue politique* du 28 mai un compte rendu par M. Emile Fa-guet.

La bibliothèque nationale vient d'acquérir un placard in-folio, de 38 lignes, en caractères gothiques, qui concerne les indulgences accordées aux bienfaiteurs de l'église de Saintes. Il commence par ces mots : « Le pardon de Xaintes. S'ensuyvent les clauses extraictes des bulles originales de Xaintes, par lesquelles nostre saint père le pape déclairet que son entention est que, non obstant quelxconques révocations ou suspensions des indulgences en général ou en particulier..., il veult que lesdits pardons, indulgences, graces et facultés, auctroyées par luy et ses prédécesseurs à ladicté église de Xaintes, sortent plainyè-rement leur effect... »

A partir de juillet, paraîtra à Niort, chez M. Clouzot, libraire, par fascicules in-8° de 32 pages, *l'Intermédiaire de l'ouest*, revue bibliographique, au prix de 6 francs, et 15 francs pour l'édition sur papier de Hollande, avec quatre eaux fortes de M. Octave de Rochebrune. « Il a pour but de faire connaître les publications nouvelles et d'en favoriser la diffusion par des appréciations sérieuses et impartiales. Il rendra compte de tous les livres dont il lui sera adressé deux exemplaires, sans s'attacher plus spécialement à telle ou telle province. » Un numéro spécimen a été répandu en mai.

En souscription, *La réforme en Saintonge. Les églises réformées de Saujon et de la presqu'île d'Arvert*, esquisse historique par Eugène Moutarde, pasteur à Saujon; un volume

in-8° de 150 pages environ, imprimé avec soin sur papier vergé anglais, et expédié franco aux souscripteurs au prix de 2 francs payable à la réception du volume.

EXCURSIONS. — Le 14 mai, de la société des *Archives* (Voir plus bas, page 242) ; le 19, de la commission des arts, à Champagnolles, Saint-Fort, Saint-Germain du Seudre, château du Tirac ; le 29, de la société des sciences naturelles de La Rochelle, à Soubise, Moëze, Hiers-Brouage ; le 26 juin, à Saint-Jean d'Angle et à Saint-Just, et le 3 juillet, à Martrou, etc.

CONFÉRENCES. — Le 7 mai, à Rochefort, par M. Charles Moinet, sénateur : *Les élections municipales* ; le 12 juin, à Saintes, *Questions sociales*, par M. le comte Lannes de Montebello.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — Société de géographie de Rochefort, séance des 16 mai et 27 juin : Deux ans à la Guyane. Souvenirs du *Colibri*, par M. Robin.

Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure. Séance du 10 juin 1892 : M. le président présente : 1° Trois oiseaux préparés et offerts au musée départemental par M. Lamoureux, de Saintes, à qui sont votés des remerciements ; 2° des photographies très réussies des deux monuments de Moëze, prises par M. Dollot pendant la dernière excursion. La proposition de M. Beltremieux, relative au choix de l'ouvrage que la société offrira, cette année, comme prix, au lycée de La Rochelle, est mise aux voix et adoptée. Admission de trois nouveaux membres. M. Foucaud ayant remarqué que l'*ænanthe peucedanifolia* de beaucoup de flores et d'herbiers de l'ouest et du centre de la France est une espèce différente, *ænanthe silaifolia*, signale cette erreur botanique et présente, à l'appui de sa rectification, des échantillons de ces deux espèces bien distinctes ; il lit ensuite son rapport sur l'excursion botanique du 24 avril. M. Lusson analyse divers articles des derniers *Comptes rendus de l'académie des sciences* : sur le climat de l'Oued-Rhir et la culture des dattes ; sur le passage de Strabon, relatif à un traitement insecticide de la vigne ; sur les greffes des crucifères ; sur un moyen mécanique d'émulsionner, sans addition de mucilage, des liquides non miscibles, etc.

LE CONGRÈS DE LA SORBONNE

Les congrès des sociétés savantes de Paris et des départements a eu lieu à la Sorbonne, du 7 au 11 juin. Quatre membres de la société des *Archives* y ont pris part : MM. Louis Audiat, Emile Cantaloube, Georges Musset et Henri Stein. Dans la

section d'histoire et de philologie, le 7, M. Louis Audiat a lu une note sur Guillaume-Vivien Leidet, de Pons, chanoine de Chancelade, mort à Rouffiac, après avoir rassemblé un nombre considérable de pièces pour l'histoire du Périgord, qu'il se proposait d'écrire (Voir plus bas, page 269).

A la section de géographie, séance du 8, M. Georges Musset a communiqué un mémoire : *Les pêcheries françaises et principalement rochelaises à Terre-Neuve au XVI^e siècle*. « L'article 13 du traité d'Utrecht, dit le *Journal officiel* du 11, enlevait Terre-Neuve à la France, mais accordait aux français le privilège de pratiquer la pêche et la préparation du poisson sur une partie nettement limitée de la côte du cap Bona-Visa à la Pointe-Riche. Etablir par des documents positifs l'ancienneté de l'organisation des pêcheries françaises à Terre-Neuve, et la nature de ces pêcheries, tel est le but du mémoire présenté. M. Musset démontre, par des documents rochelais du XVI^e siècle, que les français avaient eu l'initiative d'un grand nombre d'expéditions pour la pêche à Terre-Neuve; que, mieux que tous les autres, ils avaient organisé ces expéditions aussitôt après la découverte; enfin, que les conditions de la pêche d'alors ressemblent complètement à celles d'aujourd'hui. » A cette occasion, M. Marcelin a rappelé que dans les *Fœdera* de Rymer, il est constaté qu'en 1502 se trouvaient, à Terre-Neuve, vingt-sept pêcheurs rochelais et bretons, et regrette que les documents rochelais ne remontent pas au-delà de 1523. M. Labrousse a exprimé le regret que les anciennes campagnes de pêche des gens du Cap-Breton n'aient pas été l'objet d'un travail analogue à celui dont les voyages rochelais viennent d'être l'objet de la part de M. Musset.

M. Cantaloube, capitaine de frégate en retraite, à Saintes, a exposé les résultats de ses études sur le *Périple de Marcien d'Héraclée*. « Le document, dit le *Journal officiel* du 11, reproduit exactement l'ordre adopté dans les tables de Ptolémée pour l'énumération des points importants de l'ancienne Gaule. Les noms sont les mêmes et les distances entre les localités sont exprimées de part et d'autre en stades; seulement, on attribue deux nombres différents de stades à chaque distance. M. Cantaloube explique ces différences en supposant que le périple n'est qu'un résumé fidèle du travail de Ptolémée, que les distances ont été, soit calculées d'après les tables, soit relevées sur les cartes en degrés, en fractions de degrés, mais que pour les convertir en stades on a employé deux évaluations différentes pour la valeur du degré, 500 et 700 stades. M. Cantaloube croit être arrivé à ce résultat en comparant les deux distances du périple avec celles qu'il a calculées d'après les tables de Ptolémée. » Une discussion s'est engagée entre MM. Himly, G. de La Noë et Cantaloube sur la valeur des mesures de Ptolémée, sur les commentaires dont ses chiffres ont été l'objet à diverses reprises et sur l'étendue des erreurs que l'on y relève, particulièrement en ce qui concerne la Gaule.

M. Henri Stein, correspondant du ministère à Fontainebleau,

a communiqué, le 8, à la section des beaux arts, ses *Recherches iconographiques* sur Charles de France, duc de Berry, de Normandie et de Guyenne, frère de Louis XI, dont il prépare une monographie complète.

Nous citerons, en outre, les lectures suivantes faites sur des sujets qui intéressent notre circonscription :

M. l'abbé Noguès avait envoyé à la section de géographie, séance du 9, un travail : *Les habitations rurales d'autrefois en Saintonge et en Aunis*, où « il fait connaître bon nombre de détails inédits et intéressants sur l'ethnographie des populations de l'ouest avant 1830 », dit le *Journal officiel* du 11.

M. Labroue, principal du collège de Bergerac, a fait, le 8, à la section d'archéologie une communication sur un statère d'or de Philippe II de Macédoine fabriqué en Gaule et qui a été découvert à Fontgravière, commune de Prigonrieu (Dordogne). Le droit de cette monnaie porte une face d'Apollon couronnée de lauriers, et le revers est orné d'une double tête de cheval très effacée. Son poids est inférieur de plus de 1 gramme à celui des statères originaux de Philippe. Voir *Bulletin*, XII, 182.

Le 7, « M. l'abbé Arbellot, dit le *Journal officiel* du 8, signale la découverte d'une sépulture romaine d'un type particulier récemment faite à Limoges auprès de l'hospice. Elle consistait en lames de verre formant une sorte de boîte carrée au centre de laquelle étaient déposées les cendres du défunt. M. Salomon Reinach rappelle qu'une découverte analogue a été signalée en 1873 à Saintes. Celle de Limoges est intéressante en ce qu'elle confirme et explique la précédente. » A la séance du 8, M. Paul Ducourtieux a aussi rendu compte de fouilles faites en janvier 1892 à Limoges dans un ancien cimetière, qui n'a cessé d'être en usage depuis l'époque romaine jusqu'au XIII^e siècle, placé en dehors de la ville sur la voie de Lyon à Saintes. Les tombes se superposent sur trois couches ; plusieurs objets y ont été trouvés qui ont beaucoup de rapport avec ceux des tombes découvertes à Saintes en 1873.

Le 8, à la section d'histoire, M. Thomas, professeur à la Sorbonne, a communiqué une chanson française en 7 couplets par un trouvère champenois sur les batailles de Taillebourg et de Saintes en 1242, auxquelles il avait assisté. Le Roux de Lincy avait vainement cherché le texte de cette chanson pour son *Recueil des chants historiques français* en 1841 ; il a été trouvé, l'an dernier, à Modène, par M. le professeur Camus, qui l'a publié dans la *Revue des langues romanes*, mais sans commentaire. Il est très important surtout au point de vue historique. « Grâce au trouvère, dit le *Journal officiel* du 9, nous connaissons les noms de six seigneurs français qui se sont distingués dans ces deux journées ; parmi eux, on remarque le futur connétable de France, Imbert de Beaujeu, et Erard de Valery, si souvent cité par Joinville comme le modèle de la chevalerie, qui tous les deux ont dû faire leurs premières armes dans cette campagne. Le témoignage du trouvère est également important en ce qui

concerne Archambaud, sire de Bourbon, que la plupart des biographes font mourir à Taillebourg ou à Saintes ; il résulte de ce témoignage que le sire de Bourbon n'a pas assisté à ces deux batailles. S'il est mort un peu plus tard, le 23 août, à Cognac, en Angoumois, ce ne peut être, comme on l'a dit, des suites des blessures reçues à Taillebourg ou à Saintes ; il fut sans doute une des victimes de l'épidémie qui décima l'armée française et qui l'obligea à la retraite. » Voir plus bas, page 261.

M. Lecoq, à la séance du 9, a lu une note sur le mot *Abraxas*. Ce mot expliqué comme formé de 365 en lettres grecques désignait chez les gnostiques Basilidiens le dieu suprême ou Plérôme, et visait aussi les 365 anges créateurs, déploiements du Plérôme. La formule énumérative religieuse suivante pourrait bien être l'original qui a été copié dans *ABRAXAS-365*. C'est une formule indoue dénommant à la fois les éléments et leur figuration érigée dans le stôpe... Le terme *Abracadabrac* et la formule *brac 1*, *cabaracam*, se reliaient évidemment aux deux termes précédents. Voir, pour l'*abrazas* de Saintes, *Bulletin*, VI, 232.

Enfin, à la section des beaux arts, séance du 10, M. Anatole de Montaiglon a parlé, dit l'*Officiel* du 11, sur le mode en France des grottes décorées de coquilles et de coquillages. La plus ancienne est celle, peu connue, du château de Fontainebleau ; elle est cachée dans un coin du jardin des Pins, derrière le mur qui le sépare du boulevard. Elle est du temps de François I^{er} et sur sa façade et *gresserie* quatre Termes encadrent la porte et les deux fenêtres. La voûte ne contient plus que des débris informes de peintures et aussi dans le ciment des restes de coraux et même de cristaux de roche. On sait que Bernard Palissy a fait deux grottes rustiques : une pour le connétable de Montmorency, sans qu'on sache si elle était faite pour Ecouen ou pour Chantilly, ni même si elle était achevée. Celle du jardin des Tuileries est mieux connue par un dessin étudié plusieurs fois et par un dialogue longtemps ignoré qui en est une description. Il y en a une au château d'Anet, dont on ne connaît l'existence que parce que le cabinet d'histoire naturelle, créé au dix-huitième siècle, a eu comme plusieurs fonds la destruction de la grotte, ce qui prouve que les minéraux et les coquillages qui y avaient été employés étaient précieux en eux-mêmes... »

Qu'il nous soit permis d'émettre un vœu. Cette réunion des sociétés de province à Paris a de très grands avantages, qu'il est inutile de rappeler ici. Mais il nous semble qu'elle pourrait être encore un peu plus profitable. Ce qui manque aux sociétés savantes, c'est un lien ; le défaut, c'est l'isolement, et un congrès annuel ne remédie qu'imparfaitement aux inconvénients de cet isolement. Les résultats du labeur particulier bien souvent échappent à ceux qui ont le plus d'intérêt à les connaître, et le public les ignore à peu près complètement. Que de décou-

vertes en histoire. en archéologie restent enfouies dans nos mémoires, qui profiteraient à beaucoup ! Nous voudrions que chaque société envoyât chaque année au comité compétent un rapport sommaire sur ses propres travaux et les résultats de ses recherches. Un rapport général serait présenté au congrès par les divers comités qui appelleraient ainsi l'attention sur les mémoires importants. Ainsi les sociétés seraient excitées à travailler, et le public connaîtrait ce qu'elles font. On serait peut-être étonné du labeur prodigieux qui s'accomplit sans bruit dans nos académies de département, et l'on profiterait davantage du fruit de leurs découvertes. Nous n'avons cessé de signaler ici tout ce qui, dans les travaux de nos confrères, en France et à l'étranger, intéressait notre région. Mais un rapport fait par le ministère et pour la France entière, non plus pour la Saintonge seulement, aurait un autre retentissement que notre modeste *Bulletin*.

EXCURSION DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES A L'ILE D'OLERON

L'île d'Oleron est peut-être la partie de la Saintonge la moins explorée ; elle est cependant une des plus intéressantes, et c'est une heureuse inspiration qui l'avait fait choisir cette année, par la société des *Archives*, comme but de son excursion. Le 14 mai, par un de ces temps légèrement brumeux, qui en adoucissant les teintes printanières semblent y ajouter un charme de plus, 18 membres de la société étaient réunis à la gare du Chaput, MM. le commandant Arnoux, Louis Audiat, Denys d'Aussy, Babinot, notaire, le docteur Bachelier, Barraud, pharmacien, Louis Béraud, avocat, Caillon, percepteur, Duplais-Destouches, Gautier, Giraudias, notaire, Maurice Martineau, le baron Oudet, Rullier, architecte, de Saint-Martin, Noël Texier, Thoyon, le docteur Turner, auxquels s'étaient jointes comme toujours nos aimables et intrépides excursionnistes : Mesdames Babinot, Martineau, Audiat, Barraud, Oudet, Rullier. Notre confrère, M. le docteur Pineau, du Château, est venu les attendre.

Tous se groupent autour de M. Audiat, président, et se rendent à l'embarcadère où les attendait un bateau à vapeur chauffé pour eux, pavoisé comme aux grands jours de fête, gracieuse attention du directeur de la compagnie. Elle n'est pas longue, la traversée ; mais encore a-t-on le temps de voir s'enfuir et disparaître peu à peu dans la brume bleue « la grand'terre », comme disent les marins, et d'admirer le pittoresque aspect du donjon du Chaput. Ce fort, bâti à la fin du XVII^e siècle, n'est plus aujourd'hui, comme les canons des invalides, qu'un glorieux souvenir du vieux temps ; devenu inutile, l'état l'a mis en vente. Avis aux amateurs qui veulent bercer au bruit des flots leurs rêveries solitaires.

Sur le quai du Château, M. Bouineau, maire, et M. Guion-

neau, notre confrère, nous souhaitent la bienvenue, et sans plus tarder nous remplissons deux vastes omnibus, tels qu'on en voit rarement circuler dans l'île, si nous en jugeons du moins par la stupéfaction qu'ils excitent au passage. Nous nous dirigeons directement sur Saint-Pierre.

Aussi bien, puisque le trajet doit durer une heure, et qu'on ne doit point s'arrêter en chemin, vous plairait-il d'ouïr la vieille chronique d'Oleron ? Là où l'archéologie perd ses droits l'histoire doit reprendre les siens. Je vous fais grâce des temps géologiques et préhistoriques, alors que Maumusson ne faisait pas encore entendre sa voix mugissante, et que la côte est de l'île allait rejoindre les falaises de la rive droite de la Gironde. A une époque de quelques milliers d'années plus récente, pendant la période gallo-romaine, Oleron était comme un immense parc peuplé de gibier de toute espèce. A la fin du V^e siècle, Sidoine Apollinaire l'écrivait à son ami Numatius, en l'engageant à abandonner l'affût des lapins pour lancer sa meute contre les sangliers. Ce Numatius, officier chargé de défendre la côte contre les incursions des pirates saxons, avait sous ses ordres (passez-moi cette expression consacrée) d'autres « fameux lapins » : c'étaient les marins insulaires dont Sidoine Apollinaire exalte la vaillance ; ceux-là, du moins, la terre d'Oleron les a toujours conservés. A propos de lapins, citons encore ce fait, qu'à la fin du XIV^e siècle, après que la Saintonge eut été pillée et dévastée par les routiers anglais, les bourgeois de Saint-Jean d'Angély, pour repeupler leurs garennes, firent venir des « conilz » de Saint-Trojan. La paire de lapins se payait alors 16 à 17 francs de notre monnaie.

Un très curieux mémoire, publié en 1699 par le baron Marc-Antoine Le Berton de Bonnemie, prétend que, dès la fin du X^e siècle, les habitants d'Oleron avaient été complètement affranchis par le duc d'Aquitaine et mis en possession du droit de tester et de disposer librement de leurs biens ; au siècle suivant, Geoffroy Martel abandonnait à l'abbaye de la Trinité de Vendôme un quart du territoire d'Oleron ; sa veuve y fit aussi avec ses enfants de larges libéralités au profit du monastère de Sainte-Marie de Saintes ; enfin, nous trouvons au XII^e siècle l'île d'Oleron partagée entre quatre seigneurs sous la suzeraineté du roi d'Angleterre, successeur des ducs d'Aquitaine. Ces seigneurs étaient : le comte d'Angoulême, le vicomte de Thouars, le seigneur de Didonne et celui de Mornac. Leur juridiction fut remplacée par celle du maire d'Oleron, lorsqu'en 1199 la reine Eléonore d'Aquitaine eut concédé aux habitants de l'île, en même temps qu'à ceux de La Rochelle, les privilèges de la commune de Rouen. Un manuscrit conservé à la bibliothèque bodléienne d'Oxford (1) et publié dans ces dernières années, nous donne de très intéressants détails sur l'organisation de

(1) *The black book of the admiralty*, edited by S. Travers Twiss. London, 1873.

cette commune et sur le fonctionnement de la cour du maire, dont les arrêts en matière maritime donnèrent naissance aux fameux *Rôles d'Oleron*, aussi célèbres pendant le moyen âge que les lois rhodiennes dans l'antiquité, et qui forment encore la base de notre droit maritime moderne. A cette époque l'île d'Oleron était en partie couverte de bois ; sans parler des nombreuses garennes, accessoire obligé de tout manoir féodal, la forêt d'Availles avait une grande importance : c'était le domaine exclusif du roi, et si elle ne nourrissait plus ces grands fauves, dont, suivant les pieuses intentions du duc d'Aquitaine, les peaux devaient servir à couvrir les missels des religieuses de l'abbaye de Saintes, mais, comme au temps de Sidoine Apollinaire, elle abondait encore en lièvres, faisans et autres menus gibiers. Le livre des « Bonnes coutumes d'Oleron » mentionne le sel, le blé et le vin comme faisant la base du commerce d'exportation ; mais alors l'île n'était pas encore en état de complète culture ; il est question de landes et de bruyères, et la disposition de la coutume, qui obligeait à les laisser en « communau », n'était pas propre à les faire disparaître. Ces landes ainsi que les marais étaient soumis à la vaine pâture, de même que les prés après la fauchaison. Ce coutumier que nous espérons bien publier quelque jour, car il jette une lumière très vive sur l'organisation sociale au XIII^e siècle, ne nous révèle aucune trace du servage qui, du reste, à cette époque, avait disparu dans toute la Saintonge ; c'est à peine s'il mentionne les prérogatives et les droits féodaux qui tiennent une si large place dans les coutumes rédigées au XVI^e siècle ; ses dispositions s'appliquent à des citoyens également libres et jouissant de droits identiques. Au surplus, l'analyse ne saurait donner qu'une faible idée de cette législation ; c'est dans le texte même qu'il faut aller chercher ce sentiment profond de l'équité, et au risque de paraître commettre un anachronisme, au moins dans l'expression, cet esprit vraiment libéral inspiré aux rudes populations de l'île saintongeaise par l'étendue et la fréquence de leurs relations avec les principaux centres d'activité commerciale.

Cette prospérité, les habitants d'Oleron la devaient à la sage et paternelle administration des princes anglo-normands ; aussi leur témoignèrent-ils, en retour, un inaltérable dévouement. En 1242, nous voyons le maire d'Oleron prêter au roi Henri III le concours le plus actif dans sa campagne contre saint Louis ; en 1265, lors de la sédition qui faillit renverser de son trône le roi d'Angleterre, la commune d'Oleron envoya à la reine Aliénor, par Foucaud Richard, un de ses membres, un premier subside de 124 livres poitevines, bientôt suivi d'un second de 390 livres, don libre et gratuit comme le reconnaît la charte donnée à Saint-Maixent, le 14 février 1265, par la reine Aliénor de Provence, femme de Henri III.

Lorsque le prince Noir, qui avait reçu en apanage la terre d'Oleron, céda aux instances de son oncle Guy de Lusignan et

lui transmet cette partie de ses domaines, l'île d'Oleron protesta énergiquement, déclarant qu'elle ne pouvait être distraite du domaine royal ; elle obtint la révocation de la cession faite par Edouard III à son fils. Pendant la guerre avec l'Angleterre, l'île d'Oleron changea souvent de maîtres ; tombée au pouvoir de Philippe de Valois, celui-ci s'empressa de la concéder à son cousin, Louis d'Espagne, qu'il jugeait mieux à portée que lui-même de la défendre contre les anglais ; mais, comme nous l'apprend une charte conservée aux archives des Basses-Pyrénées, l'île d'Oleron, « desnuée de gentz et d'autres chouses à la deffense d'icelle nécessaires », fut reprise par les anglais qu'en chassa à son tour le sire de Royan, Foulques de Matha ; le roi de France confirma cette conquête en lui abandonnant tous droits de juridiction et de domaines quelconques. Cette charte est du 13 février 1347 ; or, la copie du coutumier dont nous avons parlé plus haut est de l'année 1344 ; il est donc probable que, jusqu'à l'année 1359 que l'île fit retour au domaine royal par suite de la mort du concessionnaire, les bourgeois d'Oleron eurent quelque peine à maintenir leurs privilèges ; mais ils durent les reprendre après le traité de Brétigny (1360) qui les rendit à l'Angleterre ; et ce qui le prouve, c'est que, quand la Saintonge eut été définitivement réunie au royaume de France par les armes de Charles V, les bourgeois d'Oleron, comme ceux de La Rochelle, demandèrent à être unis au domaine royal : c'était une garantie pour la conservation des franchises dont ils jouissaient. Cependant, bien que leur demande ait été accueillie, l'île d'Oleron ne tarda pas à être distraite du domaine royal, et cette aliénation se fit dans des conditions telles qu'elles eurent une importance capitale au point de vue de l'autonomie communale de l'île.

La politique exigeait du roi de France qu'il se fit des partisans parmi les plus puissants seigneurs des contrées dont il méditait la réunion à la couronne. Le même jour où il déclarait prendre fait et cause pour les barons de Gascogne contre Edouard III d'Angleterre et son fils, Charles V accordait à Regnaud, sire de Pons, deux mille livres de rente sur les territoires à enlever aux anglais ; en 1381, Regnaud de Pons obtint que l'assiette de cette rente fût établie sur les terres domaniales d'Oleron. A partir de cette concession, les sires de Pons, ne tenant aucun compte de leur qualité d'engagistes, se prétendirent seigneurs directs d'Oleron sous la seule suzeraineté du roi et exigèrent l'hommage des divers châtelains de l'île. Ils ne devaient pas s'arrêter dans cette voie ; et, en 1440, ils démembrement la baronnie d'Oleron (c'est le nom qu'ils donnaient aux domaines dont ils étaient engagistes), en sous-inféodant à Jeanne de Pons la terre des Châteliers. En présence de semblables prétentions, le maire d'Oleron ne dut pas conserver longtemps l'autorité dont il avait joui sous le gouvernement des princes anglo-normands. Sa juridiction disparut et fut remplacée par la justice féodale ; la coutume tomba en désuétude ; aussi, lorsqu'au

XVI^e siècle fut rédigé le coutumier de Saintonge, rien absolument ne vint révéler que l'île d'Oleron avait eu sa législation particulière ; et cette partie de la province demeura soumise à « l'usage » qui avait force de loi entre la Charente et la mer. Ce changement s'accomplit d'autant plus facilement que les bourgeois d'Oleron ne trouvèrent auprès du roi aucun appui contre leur puissant dominateur. On comprend, en effet, les motifs qui pouvaient faire redouter au roi de France la quasi indépendance d'une île où les anglais avaient sans doute conservé de nombreuses sympathies, et où, d'un moment à l'autre, ils pouvaient opérer un débarquement. Ce sont ces raisons de sécurité nationale qui, contrairement aux tendances traditionnelles de leur politique, les empêchèrent de soutenir l'indépendance municipale des habitants d'Oleron contre les prétentions de la maison de Pons.

Onze heures !... Nous sommes à Saint-Pierre. Nos confrères, M. le docteur Anfrun, M. Paul Carrière, M. Amédée Jean, nous attendent. On parcourt la ville. L'église, comme toutes celles de l'île, saccagée et ruinée à diverses reprises par les huguenots, a été rebâtie en 1623 ; elle est richement décorée à l'intérieur, et nous y remarquons un retable du XVII^e siècle d'une belle ordonnance, mais qui jure un peu avec l'autel ogival et l'ornementation du chœur. Les excursionnistes qui se sont un peu éparpillés par la ville se retrouvent au déjeuner. Ce n'était pas la partie du programme la moins intéressante pour des appétits aiguisés par l'air de la mer. Ah ! je comprends maintenant pourquoi le cardinal de Mazarin recommandait à sa nièce, l'inconsolable Marie de Mancini, d'aller se récréer pendant quelques jours à l'île d'Oleron ; je m'explique pourquoi Gargantua, le goinfre légendaire, y a apporté sa « cuillère », et comment, à la suite de quelques repas plantureux, comme ceux que nous avons faits, il y a oublié sa « galoche (1) » ! A Saint-Pierre, comme au Château, nous avons été traités de manière à couvrir de confusion les meilleurs hôtels du continent (2), et notez que ce n'est point la conséquence du progrès moderne, mais bien plutôt le respect des traditions du passé : nous en attestons la superbe enseigne sculptée dans la pierre et promettant aux voyageurs, à la date de 1588, « bon vin, bonne table et bon gîte. » Au dessert, M. Barreau, maire de Saint-Pierre, porte un toast à la société des *Archives*. M. le président le remercie dans les termes les plus gracieux ; il rappelle une étymologie

(1) La « cuillère » et la « galoche » de Gargantua sont deux monuments mégalithiques de l'île d'Oleron.

(2) A titre de curiosité et aussi pour l'édification des excursionnistes futurs, nous copions ici le menu copieux servi, en l'an de grâce 1892, à l'hôtel de la Renaissance :

Palourdes, radis, beurre. Buisson de crevettes. Langouste à la mayonnaise. Pâté de foie gras truffé. Saumon. Asperges, petits pois. Bifeck. Dessert assorti. Prix : 2 francs par tête ; 50 centimes le café.

Nota bene. Dans ces 2 francs 50 ne sont pas compris les vins de Bordeaux et de Champagne offerts par nos confrères.

fantaisiste d'un des sinistres proconsuls de 1793, Lequinio, qui prétendait faire d'Oleron « l'isle des larrons », comme pendant sans doute à l'île de Ré, « insula reorum, l'île des coupables » ; mieux inspiré était-il quand il baptisait Saint-Pierre « la cité de la Fraternité » ; on le reconnaît en ce jour en voyant l'accueil si cordial et si sympathique fait aux membres de la société des *Archives*, par le maire et les autorités de Saint-Pierre, par nos confrères de l'île, accueil dont ils conserveront le meilleur souvenir.....

Voici à peu près comment s'est exprimé M. Louis Audiat : « Monsieur le maire, je suis l'interprète de tous les excursionnistes en vous remerciant de votre toast et de votre si cordial accueil. Il y a cent ans, à moins de cinq mois près, dans un banquet populaire, un grand pique-nique — qui certes ne valait pas le simple et succulent menu qu'on vient de nous servir — deux représentants du peuple en mission, Lequinio et Laignelot, l'un avocat, l'autre auteur dramatique, tous deux d'ailleurs, d'assez triste mémoire, et dont Rochefort, particulièrement, a conservé un souvenir sanglant, se remémorant qu'ils étaient dans l'île d'Oleron, et s'imaginant peut-être assister à un congrès de société savante, apprirent à leurs convives étonnés qu'*île d'Oleron* voulait dire *île des Larrons*.

» L'étymologie n'était peut-être pas d'une exactitude bien rigoureuse ; et plus d'un linguiste parmi vous, messieurs, trouverait à redire ; mais c'était la philologie de l'époque : Saintes devenait Xanthe, en mémoire du fleuve de la Troade que Schliemann a retrouvé ; Saint-Trojan, *Troianus*, que nous allons voir, avait été fondé par un Troyen échappé au fer d'Achille, et sans doute aussi la charmante station balnéaire de Royan, [*T*]roianus. Didon n'était pas morte sur le bûcher de Carthage ; c'était le doux Virgile qui avait voulu nous apitoyer sur son sort : elle avait bien suivi Enée, qui n'avait pu s'en séparer ; et quand le volage avait épousé Lavinie, elle était venue cacher sa honte et son dépit à Saint-Georges de Didonne. *Beurlay*, où nous avons passé dans une de nos dernières excursions, tire son nom du *beurre*, qui est *laid*. Dolus, près d'ici, alors ville des Sans-Culottes, a pour étymologie *dolus*, ruse, tromperie : n'est-elle pas dans l'île des Larrons ? Gautier, *Statistique*, écrit que c'est une abréviation de *dolorosus*, chemin douloureux, sans doute par antiphrase : car nous avons très mollement été conduits, j'en atteste nos intrépides voyageuses et notre habile conducteur, M. Mémain. Et l'île de Ré, messieurs, ne tire-t-elle pas son origine de *reus*, *rea*, *reum*, *insula Rea*, île des criminels, sans doute parce que tous les malfaiteurs des deux royaumes s'y donnaient rendez-vous et y trouvaient asile et refuge, traçant ainsi la voie à tous ceux qui entreront dans la carrière quand leurs aînés n'y seront plus, pour y retrouver la poussière et la trace de leurs vertus. Est-ce que l'île de Ré n'était pas nommée ainsi, parce qu'elle devait être — effet d'atavisme en retour — le dépôt provisoire de tous les honnêtes gens que la

Nouvelle-Calédonie ne nous envie pas ? En tous cas, ile des Larrons, ile des scélérats, cela fait la paire complète.

» Nos deux représentants donc, d'ile des Larrons, par un arrêté solennel qui fut envoyé à la convention, imprimé et répandu partout, firent l'ile de la Liberté ; et comme le nom de votre ville, Saint-Pierre, rappelait, messieurs, les souvenirs du fanatisme, ils la baptisèrent ville de la Fraternité. (1) J'ajoute que Saint-Georges s'appela l'Unité ; Saint-Denis, la Réunion ; Le Château, l'Egalité ; Saint-Trojan, la Montagne. Or, si tous, au nom de la science, nous protestons contre la première étymologie, au nom du bon accueil qui nous y est fait aujourd'hui, nous acceptons avec grande joie la seconde dénomination : Saint-Pierre d'Oleron, ville de la fraternité. Je bois à la ville de Saint-Pierre, à son maire ici présent, à sa municipalité qui a tenu à être de la Société, à nos confrères de l'ile qui ont préparé tous les détails de cette journée avec un zèle empressé et minutieux, à ceux aussi qui nous ont exprimé le regret de n'être pas ici, en particulier à M. Paul Normand, qui, m'écrit-il, aurait été, sans la maladie, si heureux de nous recevoir tous. Je bois aussi à ces voyageuses qui, pour voir l'ile, ont affronté les périls de la mer et le mal d'icelle. Nous avons lu, messieurs, en arrivant ici, une vieille enseigne d'auberge :

CEANS A BON VIN BON LOGIS.

Constatons avec étonnement, mais avec grand plaisir, que c'est la première fois que pareille enseigne tient ses promesses et amplement. »

Avant de remonter en voiture, on a le temps de visiter à la mairie une ancienne tapisserie d'Aubusson parfaitement conservée, et de monter au clocher d'où la vue s'étend sur la presque totalité de l'ile. On admire aussi la belle lanterne des morts, haute de vingt mètres, qui fait aujourd'hui le principal ornement de la grande place.

En route pour Saint-Trojan !... où nous devons être à trois heures. Nous jetons en passant un coup d'œil sur l'ancien manoir de Bonnemie qui fut une des seigneuries les plus importantes de l'ile. Le 27 août 1363, Jean de Fors, seigneur de Bonnemie, rendait hommage au roi d'Angleterre, dans l'église des frères mineurs de La Rochelle. Cette famille de Fors qui a donné un évêque à l'église de Saintes et un amiral à la flotte du roi Richard Cœur-de-Lion, a été en Angleterre la souche des comtes d'Albemarle. Bonnemie, au XVII^e siècle, appartenait déjà à la famille Le Berton, qui le possède encore aujourd'hui.

J'aurais bien quelque velléité de reprendre notre causerie et de dérouler les annales de l'ile d'Oleron pendant les trois derniers siècles ; mais qui m'écouterait ?... Toute notre attention

(1) Voir le procès verbal (12 octobre 1792) dans le *Bulletin*, VII, 73. On pourra aussi consulter la rubrique : *Noms de lieux et d'hommes de la période révolutionnaire*.

est passée dans nos yeux : nous traversons de riantes campagnes coupées de bouquets d'arbres, de champs où verdoyent de riches moissons, de marais salants étincelant comme des miroirs d'argent perdus dans les hautes herbes; à gauche la mer se montre par intervalles, à droite la ligne sombre des pins de Saint-Trojan, dernier vestige de l'antique forêt d'Availles..... On signale Saint-Trojan, où nous accueille M. l'abbé Vincent, notre confrère. Ce charmant village ambitionne, dit-on, le titre de station balnéaire; nous ne le lui souhaitons pas, tout en désirant que beaucoup de privilégiés viennent à l'ombre de ses pins respirer les brises de la mer. Qu'ils se hâtent de profiter du calme et de la tranquillité de ce petit coin de terre, avant que les tramways, les casinos, les pianos et autres noms barbares et inventions modernes y aient acquis droit de cité. Du haut de l'observatoire de Saint-Trojan, la vue est splendide : c'est l'océan dans sa majestueuse immensité. La société des *Archives* a porté ses pas et fait connaître son nom jusqu'aux extrémités du vieux monde ! Que n'allons-nous voir sortir du sable un de ces menhirs découverts par notre confrère, M. le docteur Pineau ? Nous les dresserions sur la côte, et nous y placerions cette inscription que d'audacieux voyageurs ont autrefois gravée sur les rochers de la Finlande :

Hic tandem stetimus, nobis ubi defuit orbis !

Avant de rentrer au Château, nous visitons le dolmen d'Org, découvert et fouillé par M. Emile Pineau. Cette pierre est intéressante à bien des points de vue; d'abord, elle est une preuve évidente de l'affaissement du sol sur cette partie de nos côtes : car sans les digues récemment construites, elle serait aujourd'hui comme autrefois recouverte par la haute mer; il n'est pas admissible qu'une sépulture ait été établie dans de semblables conditions. En second lieu, la table de ce monument qui ne mesure pas moins de 16 mètres de circuit, sur 0^m70 à 0^m90 d'épaisseur, est d'un calcaire très différent de celui qu'aurait pu fournir l'île, et M. le docteur Pineau lui trouve une grande analogie avec la pierre de Thenac, près de Saintes; si ses conjectures sont fondées, on doit en tirer cette conséquence qu'un bloc de cette dimension a dû être transporté dans un temps où l'île d'Oleron était encore rattachée au continent. Tout autour de ce dolmen on trouve quantité d'éclats de silex qui prouvent l'importance de cette station préhistorique.

La citadelle du Château n'offre à l'archéologue rien de bien intéressant. Elle a été construite en 1630, sous le ministère du cardinal de Richelieu, par l'ingénieur d'Argencourt qui a aussi édifié les remparts de Brouage. Elle sert aujourd'hui de lieu de détention pour les condamnés militaires; en d'autres temps, pendant la révolution, des prêtres insermentés y furent enfermés. M. le commandant Cerogoli, avec une bonne grâce parfaite, veut bien nous accompagner et nous signaler les parties

les plus intéressantes de la forteresse. On remarque notamment dans un des remparts un écusson où, contrairement à l'usage qui y plaçait des armoiries, les initiales du grand cardinal sont gravées en haut relief ; ce n'est pas seulement cette pierre qui conserve son souvenir, un orme plusieurs fois séculaire porte aussi le nom d' « arbre de Richelieu » ; il est le but d'un singulier pèlerinage. Au lendemain de leur mariage, les nouveaux époux, sans doute comme gage de leur fidélité, viennent ficher une épingle dans son écorce ; nous en comptons un grand nombre, dont quelques unes tout récemment placées. Comment le souvenir du terrible ministre du roi Louis XIII se trouve-t-il associé aux espérances des couples amoureux ? Il y aurait là matière à de savantes dissertations. Pour nous, nous croyons que l'arbre en question indique l'emplacement de quelque lieu consacré ; peut-être est-il lui-même un débris de quelque « lucus » antique ; dans tous les cas, il n'aura pris le nom de Richelieu qu'après avoir été enfermé dans l'enceinte de la citadelle.

A l'hôtel une surprise nous était réservée : nous sommes accueillis par les joyeux accents de la fanfare du Château qui, pendant le diner, nous fait entendre les plus brillants morceaux de son répertoire. Jamais, il faut bien le dire, la société des *Archives* n'avait été reçue avec de semblables honneurs et excité un pareil enthousiasme. Aussi le président s'est-il fait l'interprète de tous les excursionnistes dans un toast que l'heure du départ a un peu écourté :

« La plus ancienne pièce où, après les écrivains de l'époque romaine, il soit question de l'île d'Oleron, nous parle de la fertilité de son territoire et de l'affabilité de ses habitants ; c'est la charte de fondation de l'abbaye de Saintes en 1047. Le comte d'Anjou, Geoffroy Martel, et sa femme, Agnès de Bourgogne, donnent au nouveau monastère des terres dans l'île d'Oleron, entre autres Saint-Denis et Chassiron, que le temps ne nous a pas permis d'aller voir à notre grand regret, puis la dîme des peaux de toutes les bêtes rousses qu'on abattait dans l'île, pour relier les livres du couvent (1) ; ce qui prouve qu'il y avait des livres dès cette époque. Enfin, la charte ajoute — ici, mesdames, fermez vos oreilles, je vais citer une phrase latine, et le latin dans les mots brave l'honnêteté — « ad recreandam femineam imbecillitatem » — que pour aider un peu à la faiblesse humaine, pour chasser la monotonie du cloître, il donne aux religieuses la permission d'envoyer chaque année un chasseur « venatore suo » pour y prendre un sanglier et sa laie, un cerf

(1) « Damus quoque in insula, cui Olarion nomen est, quamque famosissimam soli fertilitas et amenitatis commoditas nobilitat, ecclesiam S. Dionisii... item decimam omnium rofarum cervorum cervarumque, que in ipsa insula capte fuerint ad librorum volsuras. » Charte (1047) de fondation de l'abbaye de Saintes par Geoffroy Martel, comte d'Anjou, et Agnès de Bourgogne sa femme, veuve du duc d'Aquitaine Guillaume le Grand.

et sa biche, un daim et sa daine, un chevreuil et sa chevrette et deux lièvres (1).

» Aujourd'hui, si les sombres bois ont disparu pour faire place à de riches cultures, et si ce qui reste de la forêt ne recèle plus ces hôtes charmants, parfois incommodes, il y a quelque chose qui n'a pas péri dans l'île, c'est l'excellence des produits du sol, c'est l'urbanité parfaite des insulaires. Nous y avons trouvé partout courtoisie, affabilité, prévenances attentives. Vous saviez qu'il y aurait des dames à l'excursion, monsieur le maire, et votre galanterie a voulu qu'elles fussent agréablement surprises et flattées par les sons de votre fanfare. Je ne dirais pas que c'était, selon le mot impertinent du grand seigneur du XI^e siècle, « ad recreandam femineam imbecillitatem », puisque je sais « sur ce point bon nombre d'hommes qui sont femmes » : car nous tous nous en avons profité et avec enchantement. Aussi tous nous emportons le plus agréable souvenir de l'île d'Oleron, de tout ce que nous y avons vu, surtout de l'accueil que nous y avons reçu, de toutes vos délicates attentions. Nous avons constaté qu'après neuf siècles l'expression du comte d'Anjou était encore d'une rigoureuse exactitude ; qu'à travers tant de changements, tant de vicissitudes de toutes sortes, la tradition d'hospitalité s'est perpétuée chez vous, et nous allons répéter partout qu'Oleron est célèbre par la fertilité de son sol et l'aménité de ses habitants. »

Il faut se presser. On se lève ; on se met en marche, aux sons de la musique. Que dire du départ ? Des quais que garnit la foule, des remparts où les soldats de la garnison sont pittoresquement groupés, de notre bateau partent des hourras et s'élèvent des vivats ; mais un cri finit par dominer tous les autres : car il part en même temps de tous les cœurs : « Au revoir !... » Quelques minutes après nous sommes sur la terre ferme, et nous prenons congé de M. le maire du Château et de nos confrères, qui ont poussé la courtoisie jusqu'à nous accompagner pendant la traversée. La locomotive nous attend, la vapeur nous emporte...

Adieu, mon beau navire
Au grand mât pavoisé !

DENYS D'AUSSY.

ERRATA. — Dans le premier volume des *Archives*, publié en 1874, se trouvent (pages 163 et 180) les testaments de deux personnages de la même famille, Guillaume et Gombaud de Balanzac. Le premier en date du 11 avril 1232, communiqué par Gustave Babinet de Rencogne, contient une erreur d'indication que depuis longtemps nous voulions signaler. Le savant archi-

(1) « Insuper Christi pietate compuncti statuimus ut quotannis abbatissa, misso venatore suo quoquomodo poterit, habeat de prefata silva ad recreandam femineam imbecillitatem, caprum unum cum sue fera, cervum cum cervâ, damum cum damâ, capream cum caprea, duos lepores... » *Idem*.

viste de la Charente ayant découvert le testament de Guillaume de Balanzac dans les archives de l'abbaye de La Couronne, pensa tout d'abord à *Blanzac* près Matha, au lieu de songer à *Balanzac* près Saintes, comme Courcelles avait pensé à *Balzac* à propos de l'exécuteur testamentaire de Jeanne d'Albret, femme de Renaud de Pons. De là vint la lecture erronée de ce nom de lieu. Cependant si l'on lit avec attention le texte de ces deux testaments, il ne peut y avoir de doute sur l'identité des deux localités. Guillaume de Balanzac, chevalier, qui teste en 1232, avant son départ pour Saint-Jacques de Compostelle, fait, comme le fera son descendant en 1340, des legs aux églises et monastères de son voisinage, Saint-Martin et Saint-Vivien de Pons, Saint-Léger et Notre-Dame de l'Isle en Pons, Ardenne, Cormeil, etc. Un de ses témoins est encore un de ses voisins, P. de Rabayne, chevalier ; ce que rappelle dans l'intéressante généalogie des Rabayne notre érudit confrère, M. Charles Dangibeaud, qui n'a pas sans doute remarqué tout d'abord comme la plupart des lecteurs, cette faute de transcription commise par Gustave de Rencogne.

A. B. A.

Dans le *Bulletin*, tome XI, page 432 à la table, article *La Morinerie*, effacer 109, et l'ajouter à *La Mounerie*.

Tome XII, p. 180, 2^e ligne, lire : « à main droite », au lieu de « à main gauche » ; p. 184, note 3, rétablir aussi les dernières lignes : « La mariée était sœur de 1^o Jean-Célestin Gillis, avocat au parlement de Paris, conseiller du roi, receveur des tailles de l'élection de Marennes, marié à Claire-Victoire Lozeau ; 2^o de Catherine-Angélique ; 3^o Marie-Anne ; 4^o Geneviève-Marguerite Gillis ; 5^o Agathe-Honorée-Victoire Gillis, épouse de messire Claude-Louis de Lachasse, écuyer. » Ajoutons que madame de La Viollière mourut à 29 ans et fut enterrée le 29 octobre 1777 dans la chapelle de la Vierge à Saint-Georges d'Oleron. Jean-Célestin Gillis mourut à Saintes le 10 août 1822. Jean Gillis, sénéchal, avait épousé le 25 juin 1739, à Saint-Georges, Angélique Neau.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

I. — DÉCÈS

La société des *Archives* a deux nouvelles pertes à déplorer.

I. — Le 20 avril, est décédé à Surgères, âgé de 63 ans et après 38 ans de prêtrise, Jules Jacques, curé doyen de cette paroisse depuis 1877. Né à Montandre le 13 avril 1823, élève de l'institution diocésaine de Pons, puis du grand séminaire de La Rochelle sous Pallu du Parc, depuis évêque de Blois, il fut fait prêtre le 10 juin 1854, nommé professeur de sciences d'abord, de lettres ensuite, au séminaire de Montlieu, où le supérieur, l'abbé

Rainguet, lui confia le soin d'abrégier l'excellent catéchisme de l'abbé de Lantages. Vicaire de Royan le 26 juin 1859, où il fut le collaborateur dévoué du vieux curé Charpentier, vicaire à Rochefort en 1870, et en même temps aumônier de la Providence, curé en 1870 de Saint-Bonnet, il fut appelé, en 1873, à Saujon pour succéder à l'abbé d'Isle dans la direction de l'école libre de Saint-Louis de Gonzague. Le 20 janvier 1877, il remplaça à Surgères le curé doyen Jamain. A l'époque de la laïcisation, il créa l'école libre de filles confiée aux sœurs de Saint-Vincent, et plus tard le pensionnat des ursulines de Chavagnes. C'est sous son administration que fut réparée l'église de Surgères, monument historique. Vingt-deux prêtres, et on peut le dire toute la paroisse, assistaient à ses funérailles. Les obsèques ont été présidées par M. l'abbé Portier, archiprêtre de Rochefort, qui a fait l'éloge du prêtre et de l'ami. Voir le *Bulletin religieux* du 30 avril.

II. — Le 17 mai, est décédé à Saintes, dans sa 58^e année, Elie Gendre, chanoine honoraire de La Rochelle et du Puy, aumônier des religieuses de la Providence de Saintes. Né à Jonzac, le 15 mars 1835, de Pierre Gendre et de Barbe Chaillaud, élève du petit séminaire de Montlieu, du grand séminaire de La Rochelle, où il fut le condisciple de M^r Fulbert Petit et de M^r Fallières, restés ses amis, il fut ordonné prêtre le 29 mai 1858 et nommé vicaire à Saint-Sauveur de La Rochelle sous l'abbé Brassaud, puis à la fin de juillet 1859 de la cathédrale à la place de M. l'abbé Birot, en même temps aumônier du pensionnat et de l'orphelinat des religieuses de la Providence dont il eut pendant 22 ans la direction spirituelle. En février 1881, il fut, un peu malgré lui, nommé supérieur du séminaire de Montlieu où il avait été élève ; sa santé ne lui permit pas de garder longtemps ce fardeau ; il s'en démit en septembre, et fut nommé aumônier des religieuses de la Providence de Saintes où, comme ailleurs, il sut se faire estimer et aimer. Il avait été fait chanoine honoraire de La Rochelle en décembre 1874 et du Puy en Velay le 8 décembre 1890.

L'abbé Gendre, outre ces fonctions sacerdotales, s'est spécialement donné à deux œuvres littéraires et religieuses : le *Bulletin religieux du diocèse* et les *Annales de l'œuvre des séminaires*. Le *Bulletin religieux* s'était fondé le 24 juin 1864, sous le patronage de l'abbé Chartier, vicaire général de Landriot. M. l'abbé E. Voyé, vicaire de Saint-Sauveur de La Rochelle, aujourd'hui curé doyen de La Jarrie, en était le rédacteur. Quand envoyé en disgrâce (mai 1866) curé de Sainte-Eugène, pour une très inoffensive remarque sur le *concours régional de l'ouest à La Rochelle*, il dut quitter la direction de la feuille officielle, Gendre fut choisi pour le remplacer. « Durant quinze ans, écrit M. l'abbé Savineau, son condisciple et son ami, il n'a cessé de lui consacrer sa plume infatigable, lui donnant une impulsion nouvelle et lui assurant un succès mérité par une

rédaction supérieure à celle de bien des *Semaines religieuses*. Que de veillées pénibles après les fatigues du ministère, passées au dépouillement des journaux, des correspondances, à la composition, à la correction de ces pages, dont la lecture coûte si peu à l'abonné, et parfois impose tant de travail obscur à l'écrivain ! » Aux comptes rendus des cérémonies religieuses toujours un peu les mêmes, aux nouvelles générales qu'ont déjà publiées d'autres feuilles, aux articles d'enseignement ou de piété, Gendreau ajoutait des morceaux littéraires et des études historiques. C'est là que furent publiés le récit des souffrances des déportés en 1793 par M. l'abbé Manseau, l'hagiographie du diocèse par l'abbé Théodore Grasilier, des études historiques par Rainguet, l'abbé Cholet, l'abbé Braud, l'abbé Lacurie, M. Audiat et tant d'autres.

Le directeur payait de sa personne. En 1862 il fit son premier pèlerinage à Rome, pour la canonisation des martyrs japonais. A son second en 1869 pour le concile du Vatican, il envoyait de là bas ses impressions de voyage. Dans chaque numéro on lisait des articles de doctrine ou d'enseignement, des comptes rendus divers, des analyses d'ouvrages. Sa part de collaboration était considérable. Puis venaient l'agencement des matières, la correction des épreuves, souvent des articles, détails qui absorbent de longues heures, mais qui font la vie et le succès de l'œuvre. Il eut pour successeur au *Bulletin religieux* (août 1881) M. l'abbé Chadeyras, qui fut remplacé par M. l'abbé Bouge, puis par M. l'abbé Barillon, qui ont continué la tradition.

C'est lui qui fut chargé par M^r Ardin de combler dans la caisse des séminaires le vide fait par la retrait des subventions du gouvernement. Il se mit à la tâche avec son ardeur accoutumée et son expérience consommée ; il créa les *Annales de l'œuvre des séminaires*, dont le premier numéro est de novembre 1884, et qu'il a été obligé au mois d'avril dernier d'abandonner au rédacteur du *Bulletin religieux*, M. l'abbé J. Barillon. Son ouvrage capital est le livre *Statuts synodaux*, où il a réuni et commenté les règlements diocésains, « vrai labour de bénédictin ». Ses amis, dit M. Savineau, « l'ont vu pendant trois ans acharné, jusqu'au scrupule, au contrôle des décisions les plus récentes, des textes des auteurs, consultant même des livres de savants canonistes et travaillant jour et nuit à rendre digne de sa destination cette œuvre de législation ecclésiastique qui nous est enviée par d'autres diocèses. On a encore de lui quelques brochures, presque toutes extraites du *Bulletin religieux* ou des *Annales* : *Sacre de M^r Fallières* (1890) ; *L'homme intérieur dans le B. Jean-Gabriel Perboyre* (1890). Il laisse beaucoup de notes recueillies dans les archives à La Rochelle et à Paris, notamment des documents sur le couvent de Saint-Joseph de la Providence (Voir *Archives*, I, 330). Ses obsèques ont eu lieu le 20, au milieu d'un grand concours d'ecclésiastiques (plus de 50), de fidèles et de tout le personnel de la Providence. Après la messe, M. l'abbé

Valleau, archiprêtre de Saint-Pierre, a, du haut de la chaire, prononcé l'éloge du défunt avec une émotion à grand'peine contenue :

« Depuis quelque temps, des vides nombreux se sont faits dans les rangs du clerge du diocèse ; la mort a choisi parmi les meilleurs et les plus jeunes. Aujourd'hui elle nous frappe d'un coup sensible, en enlevant l'un des ecclésiastiques les plus distingués du diocèse. De tout temps nous avons reconnu dans le regretté défunt un esprit d'élite. Placé pendant son éducation sacerdotale entre ses deux illustres amis, M^r Fallières et M^r Petit, son esprit était moins souple, mais lorsqu'il avait mûri une question par la réflexion, ses décisions n'étaient ni moins sûres, ni moins profondes. Des études sérieuses avaient développé ses aptitudes naturelles. Il avait acquis des connaissances approfondies aussi bien sur le droit civil que sur le droit ecclésiastique, et nous avons entendu des hommes compétents vanter sa science, sous ce rapport. Ses supérieurs, connaissant sa haute valeur, lui confièrent la rédaction des statuts du diocèse. Ce fut pour lui un travail acharné de jour et de nuit. Le travail s'acheva ; mais la santé du vénéré défunt en fut profondément atteinte. Il sut par son dévouement poser l'œuvre des séminaires sur de solides bases ; ce ne sera pas le moindre de ses titres à la reconnaissance du diocèse. Longtemps rédacteur du *Bulletin religieux*, il y mit cet esprit de modération et ce discernement dont il donna la preuve dans les diverses positions qu'il occupa, comme aumônier de la Providence de La Rochelle, supérieur du petit séminaire de Montlieu et aumônier de la Providence de Saintes. Mais je serais bien incomplet si je ne parlais des qualités de cœur qui le distinguaient. Vous avez connu sa vie si profondément sacerdotale. Il eut des tristesses et des désillusions ; grâce à sa bonté, à sa résignation et à son humilité, il les accepta comme des épreuves. Sous des dehors quelquefois rudes, il cachait un cœur d'or. Ceux qui l'entouraient concevaient vite pour lui une estime profonde. Il n'avait qu'une pensée, qu'un but, le salut des âmes. Combien il aimait sa chère maison de la Providence ! il y consacra les dernières années de sa vie, et ne fut pas étranger à la prospérité de cette maison, une des gloires de notre ville. Cher et vénéré défunt, vous n'avez pas voulu de couronne sur votre cercueil ; nous avons d'autant plus volontiers obéi à votre désir, que nous sommes persuadés que Dieu en a mis là haut une immortelle sur votre front. Nous élevons notre cœur vers Dieu pour qu'il vous accorde pitié et miséricorde. »

Voir le *Bulletin religieux* des 21 et 28 mai et les *Annales de l'œuvre des séminaires* de mai-juin.

Le 16 décembre dernier, est décédé en Poitou, à l'âge de 78 ans, Pierre-Louis-René comte de Bremond d'Ars du Masgelier, fils aîné de Gustave-René-Antoine comte de Bremond, marquis

du Masselier, et d'Anne-Thais d'Abzac de Sarrazac ; il avait épousé, le 16 février 1846, Hortense-Arabelle de Bermondet de Cromières, fille du marquis de Cromières et de la marquise, née Tryon de Montalembert, dont il ne laisse pas de postérité. Le défunt était le chef de la 4^{me} branche de sa famille.

Le 18 avril, est décédé à Pons, âgé de 71 ans, Jules-Victor-Hippolyte Maufra, secrétaire général de l'association amicale des anciens élèves de Pons, qu'il avait fondée et à laquelle il se consacrait depuis 32 ans. Une médaille d'or lui devait être offerte le 21 juin, pour célébrer la 30^e année de la fondation de l'association des anciens élèves ; elle était portée par un élève de l'institution, M. Eugène Charropin. Né à Pons le 21 juillet 1820, il était fils de Louis-Auguste-Stanislas Maufra, né à Blanzac le 25 juillet 1792, engagé volontaire en 1812, qui fit la campagne d'Allemagne, quitta l'armée le 15 novembre 1819 avec le grade de lieutenant, fut nommé directeur des postes à Pons en février 1820 et décéda à Pons le 7 février 1863. Sa mère était Julie-Joséphine Rouhaud, née à Pons en 1802, où elle est morte le 29 mai 1865. Hippolyte Maufra, élève au collège de Pons en 1833-1840, entra en 1843 dans les postes, fut surnuméraire à Alençon, au Mans et à Brest, et en avril 1848 fut nommé directeur à Pons, en remplacement de son père. Il prit sa retraite en janvier 1877. En février 1850, il épousa Catherine-Félicité-Corésy Chambor, dont un fils, M. Emile Maufra, qui a été notaire à Pons. En 1879, il tenta de relever la fortune du pays compromise par le phylloxéra, en cherchant à y propager la culture de la betterave à sucre.

A l'église, M. l'abbé Eyssautier a résumé cette vie de dévouement, « dont le trait principal est la fidélité à son vieux collègue et à ses convictions chrétiennes ». M. Bertifort, vice-président de l'association, a rappelé l'honorable carrière de l'homme de bien et offert à son vieil ami la médaille d'or qui devait orner son triomphe. M. Georges Gourdon a dit aussi un éloquent adieu, parti du cœur.

Le 26 avril est décédé, presque centenaire, dans la résidence des pères jésuites, à Laval, le R. P. Levé, né en 1797, nommé à 30 ans, en 1827, supérieur du petit séminaire de Pons, qu'il dirigea pendant 12 ans, et en 1840 devenu novice de la compagnie de Jésus.

Le 4 mai, est décédé dans son presbytère de Champagnac, où il était curé depuis 1868, Louis-André Bertrand, âgé de 69 ans, après 40 ans de sa prêtrise. Né à Saint-Germain-de-Marencennes, le 18 mars 1823, élève de Rémy Roul, alors curé de Surgères, puis du séminaire de Pons en 1842, et du grand séminaire de La Rochelle, il fut ordonné prêtre par Villecourt le

4 juin 1851, fut vicaire de Saint-Pierre d'Oleron, curé de Saint-Martin-de-Coux pendant 17 ans, puis de Champagnac. C'est en allant visiter un malade, très loin du bourg, qu'il contracta le mal qui l'emporta. Il était très aimé de ses paroissiens. Pour occuper ses loisirs, pour édifier aussi particulièrement ses parents, il a écrit la biographie d'un des hommes les plus distingués de l'Aunis, le cardinal Péraud, né à Marencennes, évêque de Gurck et de Saintes, légat du saint-siège, ambassadeur, etc., *Biographie du cardinal Péraud*, 1887, in-12, v-54 pages.

Le 17 mai, est décédé en Annam, tué dans un engagement avec les rebelles, J.-F. Huas, lieutenant d'infanterie de marine. Né le 26 juillet 1864 de Félix Huas, commissaire de la marine décédé il y a un an (Voir *Bulletin*, XI, 253), il était entré au service en 1885 comme engagé volontaire au 3^e régiment de marine; admis le 1^{er} avril 1889 à l'école d'infanterie de Saint-Maixent, il avait été promu sous-lieutenant le 24 mars 1890 et lieutenant il y a quelques mois.

II. — MARIAGES.

Le 4 avril 1892, a été célébré à Rochefort le mariage de Jean Fournier, lieutenant au 7^e régiment d'infanterie de marine, né le 15 octobre 1858, à Fournoules (Cantal), avec Adrienne-Ernestine Pavy, née à Rochefort le 4 décembre 1871 de Paul-Camille et d'Ernestine Maingot.

Le 20 avril, en l'église Saint-Louis à Rochefort, a été béni par M. l'abbé Bonhomme, professeur à l'institution diocésaine de Pons, le mariage de M. le docteur Amédée-Jean-Baptiste-Jérôme-Gaston du Fayet de La Tour, médecin à Melle, né le 4 avril 1865, à Bassignac (Cantal), de Jean-Baptiste-Augustin et de Marie-Joséphine Duroux, avec M^{lle} Marie-Louise-Marguerite-Jeanne Bourru, née à Rochefort, le 12 juillet 1873, de M. le docteur Joseph-Henri Bourru, officier de la légion d'honneur et de l'instruction publique, médecin en chef de la marine, et de Marie-Caroline-Zoé Loyauté, sa première femme. Les témoins étaient: pour le marié, M. le docteur Léopold Gautier, médecin à Melle, et M. Emile Carré, ancien magistrat; pour la mariée, M. de Bergevin, avocat à Paris, et M. le docteur Gorrion, médecin de 1^{re} classe de la marine.

Les Fayet de La Tour, seigneurs de La Borie, de La Tour, de Girazac, de Fournols, de Clavières, etc., en la prévôté de Mauriac, ont une filiation suivie depuis 1416. Giraud du Fayet est qualifié damoiseau, cette année là. En 1789, ils comptaient plusieurs chevaliers de Saint-Louis. Ils portent: *D'azur à la tour crénelée d'argent, maçonnée et ajourée de sable,*

adextrée d'un croissant d'argent et senestrée d'une étoile d'or.

Le 26 avril, a été béni en l'église Notre-Dame de Rochefort, par M. l'abbé Périer, pro-curé, le mariage de M. le docteur Paul-Marie Clavel, médecin de 1^{re} classe de la marine, major du 7^e régiment d'infanterie de marine, né à Saint-Savinien, le 27 avril 1858, de Jean-Séraphin Clavel et de Madeleine-Hortense Abelin, avec M^{lle} Madeleine-Eléonore-Marie Ménard, de La Belle-Judith, née à Rochefort, le 31 janvier 1865, de Jean-André-Alphonse Ménard, propriétaire, et de Marie-Justine-Emeline Martin. Les témoins de l'époux étaient son frère, M. le docteur Charles Clavel, médecin principal du corps de santé des colonies, et M. Vital Drouet, pharmacien ; ceux de la mariée, son cousin, M. Gualbert Martin, et M. Duportal, député et maire de Ruffec.

Le 26, dans l'église de Saint-Jean d'Angély, a été béni le mariage de Claude Gouraud, fils du médecin en chef de l'hôpital de La Roche-sur-Yon, avec M^{lle} Anne Devers, fille du docteur Devers, médecin en chef de l'hôpital de Saint-Jean d'Angély.

Le 26, a été béni à La Rochelle le mariage de Marie-Pierre-Elie-Joseph-Maurice de Morel, attaché au crédit lyonnais à Bruxelles, avec M^{lle} Suzanne-Marie-Joséphine Choumeils de Saint-Germain. La famille de Choumeils de Saint-Germain, originaire d'Auvergne, anoblie par la magistrature, porte : *Parti, au 1 d'azur à 3 barres d'argent ; au 2, échiqueté d'argent et de sable.*

En décembre dernier, décédait à Bordeaux M^{me} Choumeils de Saint-Germain, mère de M. Etienne Choumeils de Saint-Germain, avoué à la cour de Bordeaux, dont la fille, Marie-Louise, a épousé, le 16 juillet 1891, M. Fabien Varon.

ARCHÉOLOGIE

I

UN SOLDAT DE LA XIV^e LÉGION

Le *Bulletin*, X, 319, a publié l'inscription trouvée à Nérès en 1888 et mise par M. Bertrand, vice-président de la société d'émulatation de l'Allier, dans sa riche collection gallo-romaine. Elle porte le nom d'un soldat de la XIV^e légion, natif de Crémone, de la tribu de l'Anio, Sextus Cliternius, comme Lucius

Furius, dont la pierre a été trouvée à Aunay. M. Allmer qui publie la stèle de Nérès, page 133 de la *Revue épigraphique du midi de la France*, décembre 1891, fait ces réflexions :

« Après la défaite de Civilis en 70, au commencement du règne de Vespasien, une occupation temporaire d'un point stratégique important du territoire lingon par des détachements tirés de cinq des légions envoyées contre ce chef rebelle, a laissé son souvenir sur des tuiles aux noms de *vexill(at)ones legionum, I, VIII, XI, XIII et XXI*, trouvées à Mirebeau, dans les environs de Dijon ; puis, dix-neuf ans plus tard et alors sous Domitien, à la suite de la tentative de révolte du commandant de l'armée du haut Rhin, Antonius Saturninus, en 88, réprimée dès son début par le légat de Pannonie, Lucius Appius Norbanus, a eu lieu une nouvelle occupation par la légion VIII^e, sous la conduite du même Appius, devenu, en récompense sans doute de sa fidélité, légat de la Germanie supérieure. Des tuiles à la légende *leg(io) VIII Aug(usta), L. Appio leg(ato)*, découvertes à Mirebeau, et non loin de là, à Bézouotte, et beaucoup plus avant dans l'intérieur de la Gaule, à Nérès, chez les Bituriges, et même dans la Narbonnaise, à Viviers, chez les Helves, nous montrent ces endroits comme garnisons temporaires de cette légion. L'épithaphe de Cliternius, bien qu'elle ait été trouvée à Nérès et que le défunt fût de son vivant soldat de la légion XIII^e, ne paraît cependant pas pouvoir être rattachée à l'un ou à l'autre de ces mouvements de troupes. Les indices d'ancienneté fournis par la forme des lettres, par la rareté du nom *Cliternius* sous l'empire, par l'absence de cognomen et par le fait qu'un des premiers soins de Vespasien parvenu au pouvoir fut d'éliminer les italiens du recrutement légionnaire, la reculent à une époque certainement antérieure et probablement au temps de Tibère. Déjà, à l'occasion d'épithaphe, découvertes à Aunay en Saintonge, de soldats des légions de la Germanie supérieure (deux appartenant comme Cliternius à la XIII^e et comme lui dépourvus de cognomen, un troisième à la légion II^e *Augusta*, et tous trois morts comme lui aussi en activité de service), nous avons rapporté au règne de Tibère l'établissement présumé d'un corps de troupes à Aunay, l'*Aunedonacum* des Santons, après l'apaisement de l'insurrection d'une partie de la Gaule centrale, en l'an 21, le seul événement politique qui, de la mort d'Auguste à la chute de Néron, ait d'ailleurs pu motiver une telle mesure. A cette même époque et en raison des mêmes circonstances, y aurait-il eu temporairement à Nérès un semblable établissement militaire ? Une simple épithaphe dans une station balnéaire n'autorise sans doute pas sûrement une conjecture d'une si grosse portée ; mais toujours est-il que, tandis que les Séquaves et les Eduens, qui avaient joué le principal rôle dans le soulèvement, pouvaient être facilement contenus par le voisinage des camps du Rhin et de la cohorte en résidence habituelle à Lyon, des postes à Nérès et à Aunay, l'un et l'autre sur une grande route, auraient été placés au mieux pour surveiller

et tenir en respect les peuplades de la moyenne et de la basse Loire, et l'on sait que le signal était parti des petits districts des Turons et des Andecaves. »

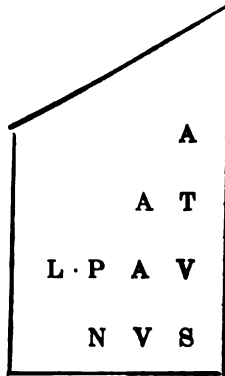
Le même numéro de la *Revue épigraphique* contient une importante étude du directeur sur les Bituriges, résumé de tout ce que l'on sait de certain sur ce peuple d'après les monuments.

—

II

FRAGMENTS D'INSCRIPTIONS

Une pierre, ou plutôt une moitié de pierre, formant triangle au sommet, porte ces lettres :



Il est bien difficile de tirer un sens de ces bribes de mots. A la 3^e ligne, il pourrait y avoir L[ucius] PAV[lus]. La pierre de très mauvaise qualité, fort dégradée, a de la base au sommet 0^m50, 0^m28 à la base, et d'épaisseur 0^m08. Elle a été trouvée dans une muraille de sa maison par M. Maurice Martineau, qui l'a offerte au musée de Saintes.

*
* *

Une dalle de schiste noir, reléguée dans un coin de la sacristie de Saint-Pierre, et dont il ne reste que la moitié, montre en haut un écusson orné des attributs de l'épiscopat, crosse et mitre, chapeau à 3 rangs de houppes. L'écu est entouré d'un cordon, auquel pend une croix qui ressemble à une croix du Saint-Esprit ; c'est le cordon de chanoine comte de Lyon. La croix de ces chanoines était d'or à 8 pointes terminées par quatre couronnes de comte avec quatre fleurs de lis dans les angles, et au milieu un médaillon représentant d'un côté saint Jean-Baptiste, de l'autre saint Etienne. Le ruban était rouge liseré de bleu.

Au-dessous on lit :

HIC JACET
D. D.
GERMANUS.....

Il s'agit en effet de Germain Chasteigner de La Chasteigneraie, né à Sainte-Foi d'Anthé, commune de Tournon d'Agenais, le 20 avril 1712, évêque de Saintes en 1763, mort en son palais épiscopal le 29 septembre 1781, âgé de 69 ans, et inhumé dans sa cathédrale le 2 octobre. Voir *Bulletin des Archives*, I, 246 ; *Saint-Pierre de Saintes*, p. 63, 259. Ses armes gravées sur la pierre sont : *D'or au lion de sinople*.

M. Maurice Martineau a trouvé dans son jardin, jadis couvent des dominicains, à Saintes, un buste d'homme, de 0^m20 de haut, 0^m25 de large aux épaules. Le vêtement, une espèce de houpelande, entr'ouvert sur la poitrine, est relié par des brandebourgs. La tête manque. Cette pierre a été déposée au musée.

VARIÉTÉS

I

CHANSON SUR LA BATAILLE DE TAILLEBOURG (1)

1242

Molt lieement dirai mon serventois :
Car j'en trius bien en mon cuer l'achoisun.
Li Poitevin, li Gascun, li Anglois,
Li cuens Raimunz et li rois d'Aragun
Unt Mahon de leur en prisiun.
Par devers aus est tornez li Sordoïs.
Diux ! gardez nos le seignor des François,
Charle et Anfor et le comte d'Artois.

Molt fist li cuens de le Marche que fos
Qui mit sun cors et sa terre a bandon
Contre le roi. Ce fist il por le los
De sa femme qui ne quiert se mal non.
Mes l'on i a si pelé le grenun
K'a toz jorz més en iert pis a ses iois (?)
Diux ! gardez nos.

Li Poitevin, li Gascun, li Anglois
Garderent mal le pont de Tailleborc,
Que malgré aus i passèrent François

(1) Publiée par la *Revue des langues romanes*, 1891, page 212, d'après le manuscrit de Modène, fonds étranger, n° 45, *chanson* n° 17 (p. 220 ed). Nous espérons donner dans le prochain numéro du *Bulletin* un commentaire historique et philologique de cette chanson, dont le texte ici n'est pas correct. Voir plus haut, page 240.

Et chacerent et mitrent en retor.
Dusqu'en Seintes n'i firent nunc q'estor.
Et sachoiz bien la fu pris li Barois.
Diux ! gardez nos...

La bataigle li conte Boloigneux
Vint premieren a cel asemblement.
Molt i fu pruez Raos de Clarmontois ;
Cil de Pontis i conquist los molt grant.
Dusqu'a portes les menerent batant ;
A mie nuit s'enfoi il lor rois.
Diux ! gardez nos...

Après caus vint Ansiau de Triaigniel
Et ses compainz Heraz de Valeri.
Bien fu armez chascun sur un morel ;
Cil de Beaujen et Uges d'Antegni.
Lors furent li Anglois enval ;
En la ville les mistrent, suer loz pois
Diux ! gardez nos...

Molt fist li rois que pruez et que vaigllanz,
Li cuens d'Artois et li cuens de Poitiers,
Qui monterent por sequeurre lor gent,
Armé de fer sur les corrans detriers.
Li messagier aurunt mauvés loiers
Qi le dirunt le conte d'Aubigois.
Diux ! gardez...

Mun serventois envoi au Champenois
Et Archebaut, aus seignor de Borbun,
Et au Flamanz, et au conte de Blois,
Et a celi qui tient Biaune et Digun,
Q'envers le roi ne pensent se bien non,
Loial soient, si ferunt que cortois.
Diux ! gardez nos...

II

ERREURS OU OMISSIONS D'AUTEURS SAINTONGEAIS

(Voir *Bulletin*, III, 184)

PHILIPPE-AUGUSTE EN SAINTONGE (1194)

L'Histoire de la Saintonge et de l'Aunis, par Daniel Massiou, est loin d'être sans mérites ; mais l'imagination trop vive de l'auteur l'a entraîné dans des erreurs qu'un peu de réflexion et d'esprit critique lui eût facilement évitées ; nous avons eu déjà occasion d'en signaler quelques unes ; celle que nous relevons aujourd'hui offre une certaine importance : car elle met en jeu un roi de France et un roi d'Angleterre, Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion.

En l'année 1194, le 12 mai, Richard, à peine délivré de sa prison d'Allemagne, débarquait en Normandie pour s'opposer

au progrès des armes du roi de France qui venait d'assiéger et de piller Dieppe ; Philippe revenait chargé de butin, lorsque, entre Freteval et Blois, son adversaire, qui lui avait tendu une embuscade, surprit son arrière-garde, la mit en déroute et s'empara des bagages les plus précieux, notamment des sceaux et des archives du royaume, que le roi de France faisait porter avec lui. Sans chercher à poursuivre ce premier succès, Richard se transporta en toute hâte dans le Poitou et la Saintonge, où les barons s'étaient ouvertement déclarés pour la France ; une rapide campagne les fit bientôt rentrer dans le devoir et, à la date du 22 juin, il écrivait à l'archevêque de Cantorbéry, son ministre, pour lui annoncer « que toutes les terres de Geoffroy de Rancon, seigneur de Taillebourg, ainsi que les villes d'Angoulême et de Châteauneuf, étaient en sa possession... » Cependant Philippe-Auguste, après son échec de Freteval, n'avait pas tardé à reprendre l'offensive. C'est ici que Daniel Massiou le fait apparaître en Saintonge : « Déjà il avait pénétré dans la haute Saintonge, lorsque Richard partit d'Angoulême et marcha au devant de lui ; les deux armées se rencontrèrent près d'un bourg appelé le Petit-Niort, au sud de Mirambeau. A l'aspect l'un de l'autre, les deux rois firent halte et campèrent sur les bords d'un ruisseau qu'on appelait *La Gaure*, mais dont le nom est depuis tombé dans l'oubli... » Cette marche audacieuse du roi de France qui traverse trois provinces et franchit la Charente sans être inquiété sur son passage, aurait dû, ce semble, éveiller l'attention de l'écrivain ; elle est tellement en désaccord je ne dirai pas avec les principes les plus élémentaires de la tactique militaire, mais avec le caractère bien connu des deux rois, qu'elle contredit toutes les données admises au sujet de la prudence de Philippe et de la bouillante ardeur de Richard Cœur-de-Lion. Au surplus, si l'historien avait bien voulu lire le texte du chroniqueur provençal dont il invoque l'autorité, il aurait vu qu'il ne fait pas s'avancer le roi de France jusqu'à Mirambeau, au risque de laisser à son adversaire toutes facilités pour lui couper la retraite, mais qu'il le fait avec plus de vraisemblance s'arrêter à *Niort*. « S'il foron amdui en camp ob tota lor gen ; et era sobra la riba d'un flum que a nom Gaura, lo quals passa al pe de Niort... » Il est difficile de retrouver la Sèvre dans le nom de *Gaura* donné au fleuve qui est dit baigner les murs de Niort ; aussi Massiou n'hésite-t-il pas à le transformer en « ruisseau, dont le nom depuis est tombé dans l'oubli » ; et ce ruisseau se trouvait près de la localité, dénommée en Saintonge « Le Petit-Niort ». Mais si le nom a disparu, il ne doit pas en être de même du cours d'eau ; or, Le Petit-Niort est éloigné de tout fleuve, de toute rivière, et c'est tout au plus si dans les environs on rencontre un humble ruisseau qui va se perdre dans les marais de la Gironde, et auprès duquel pourraient seuls camper les héros de la *Batrachomyomachie* d'Homère. En présence de ces difficultés, un devoir s'imposait : examiner le degré de véracité du récit provençal et comparer ce

texte à ceux des chroniqueurs contemporains ; Massiou eut alors acquis cette conviction que le troubadour dont Raynourard nous a transmis le texte, était placé trop loin du théâtre de la guerre pour être exactement renseigné, qu'il a pris le Poitou pour la Normandie, Niort pour le château de Vaudreuil, et qu'il a baptisé l'Eure du nom de Gaura. C'est ce qui résulte des termes très précis du poème de Guillaume le Breton (*Philippeide*, ch. 5) et des annales de Roger de Hoveden (an 1194, p. 569).

Pendant que Richard réduisait à l'obéissance les barons de Saintonge, Philippe-Auguste avait repris Evreux et était venu attaquer les anglais qui, sous le commandement de Jean-sans-Terre, assiégeaient le château de Vaudreuil, situé dans une île formée par l'Eure, en face de Notre-Dame de Vaudreuil. C'est là que furent entamées entre Richard et Philippe les propositions d'armistice, qui aboutirent à la trêve conclue à Verneuil le 22 juillet 1194. Cette trêve ne se prolongea pas au-delà de quelques mois, et fut obtenue par l'intervention d'un légat du saint-siège, le cardinal Melior. C'est ce qui explique pourquoi le chroniqueur provençal nous parle des gens d'église qui par leurs prières décidèrent le roi Richard à accepter la paix : « et li saint home vengront ab los crotz en bratz encontra li rei Richart... et per los preces dels bos homes de religion et per lo conseil d'els siens baros si fetz la patz... » Il y a, comme on le voit, dans ce texte un certain fonds de vérité ; mais il est accompagné de détails qui, pour avoir séduit Daniel Massiou par « leur originalité méridionale », n'en sont pas moins absolument controuvés.

Delayant, dans son *Histoire du département de la Charente-Inférieure*, s'était proposé tout à la fois d'abrégier l'ouvrage de Massiou et de rectifier ses erreurs : « Je croyais, dit-il, pouvoir rapprocher de lui ceux qui l'ont blâmé et, à l'aide de leurs écrits, verser sur l'histoire un jour nouveau ; épreuve faite, j'ai trouvé des dissidences fortement accentuées sur la manière d'apprécier les faits plus que sur les faits eux-mêmes, des rectifications nombreuses, mais sur des détails ordinairement trop petits pour trouver place dans un abrégé. Rien qui change ou qui ajoute quelque chose à ce qui constitue réellement l'histoire... (p. 6) ». Il nous semble cependant que, dans le fait que nous venons d'étudier, il y avait matière à exercer son esprit d'examen et de critique, d'autant qu'il a soin d'éveiller notre défiance sur les « tensons des troubadours, qu'il faut prendre tout au plus comme des tableaux de mœurs ». Avec un peu plus de réflexion, il eut contrôlé les dire de Massiou, évitant ainsi pour lui-même « la mystification » dont il prétend que Philippe-Auguste aurait été la victime (1).

DENYS D'AUSSY.

(1) Rainguet, dans ses *Études historiques sur l'arrondissement de Jonzac*, a réédité l'erreur de Massiou (p. 271) ; la bataille du « Petit-Niort » aurait, d'après lui, fait perdre à Philippe-Auguste « l'espérance qu'il avait conçue, de reculer

III

DEUX LETTRES DE LOUIS XI

Le prétendu empoisonnement de Charles de France et de sa maîtresse la duchesse de Thouars a été ici même assez longuement traité et la question a, je crois, été assez définitivement résolue (Voir *Bulletin*, IV, 166-172), pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Toutefois, les *Lettres* de Louis XI, dont la société de l'histoire de France a confié le publication à M. Joseph Vaesen, touchent à quelques points qu'il est bon de signaler (1).

C'est d'abord une lettre (Montils les Tours, 18 septembre 1471) tome IV, p. 273, qui annonce à Jean de Chambes ou Jambes, seigneur de Montsoreau et d'Argenton, chambellan, puis premier maître d'hôtel de Charles VII, capitaine d'Aigues-Mortes (1428), puis de Talmont sur Gironde (1451), gouverneur de La Rochelle après André de Villequier (1455), commis (1469) « à faire les monstres en Saintonge, Périgort, Angoumois et haut Limousin », que le roi « envoie Guillaume Compaing et Jean Peslieu pour régler le douaire de madame de Thouars », Colette de Chambes, sa fille.

Le 22 décembre, Louis XI mande au grand-maître de l'hôtel, vicomte de Dampmartin, page 295 : « Monseigneur de Maillé [Hardouin IX, baron de Maillé, seigneur de Rochecorbon, conseiller et chambellan du roi, sénéchal de Saintonge, capitaine de Mantes] est aujourd'uy arrivé, qui a laissé monseigneur de Guienne à Saint-Sever, malade de fièvres cartes ; et sont maintenant realiez le seigneur de Lescun et le gouverneur de La Rochelle [Thierry de Lenoncourt, conseiller et chambellan du roi] contre madame de Thouars et le seigneur de Grandtmont, et couche le seigneur de Grandtmont avecques luy ; et le moyne est du costé du seigneur de Lescun ; et tasche monseigneur de Lescun à approucher mon frère de Bretagne et de la amener jusques à Xaintes. Je vous prie que, se vous savez rien de nouveau, advertissez m'en. »

On voit déjà dans cette lettre paraître « le moyne » qui joue un rôle dans le drame et qui n'est autre que Jourdan Faure ou Favre, de Die en Dauphiné, religieux de Saint-Benoit, con-

jusqu'aux Pyrénées et aux bornes fixées par Charlemagne, les limites de son empire » ; il ajoute que l'expression saintongeaise *se gaurer* pour *se tromper*, *se fourvoyer*, n'a pas d'autre origine que la mésaventure de Philippe-Auguste sur les bords de La *Gaure* !!!

(1) Le 17 septembre 1471, il donne ordre « au sire de Précigny » de faire enregistrer à la chambre des comptes les lettres de don accordées à Dunois, baron de Châtelailon, des foi et hommage d'Auneau et de Courville, et des 100 livres tournois de rente annuelle dues par l'abbé de Bonneval à la recette de Chartres, en échange des hommages de Laleu, Lhoumeau et du Plomb. Le roi avait donné au comte du Maine ces trois seigneuries et celles de Marans et de l'île de Ré, en échange du comté de Guise et de la seigneurie de Nouvion en Thiérache, cédées par celui-ci au comte de Saint-Pol ; puis il substitua aux dites seigneuries de Marans et de Ré celle de Talmont-sur-Jard.

seiller et aumônier du duc de Guyenne qui le fit nommer abbé de Saint-Jeand'Angély (1471-1472) à la place du conseiller Balue.

La lettre du 29 décembre, p. 300, annonce au comte de Dampmartin : « Madame de Thouars est morte, et ilz en ont amené à Jaune [Geaune, canton de Saint-Sever, Landes] monseigneur de Guienne, qui a les fièvres cartes. »

En effet, Colette de Chambes-Montsoreau, mariée le 5 mai 1465 à Louis d'Amboise, veuve le 28 février 1470, aussitôt après maîtresse de Charles de Guienne (*Bulletin*, III, 333), était morte le 14 décembre, laissant deux filles.

Louis XI, dont la présence est constatée à Saintes le 28 mai 1472, écrit de Montilz les Tours, le 18, au grand maître d'hôtel de France : « Depuis les derrenières lettres que je vous ay escriptes, j'ay eu nouvelles que monseigneur de Guienne se meurt, et qu'il n'y a point de remède en son fait... et ne croyt pas qu'il soit vif à quinze jours d'icy... Afin que soiez seur de celui qui m'a fait savoir les nouvelles, c'est le moyne qui dit les heures avecques monseigneur de Guienne... » Et chose singulière, le même jour (18 mai) il écrit de Montreuil-Bellay aux habitants de Bayonne : « Nous avons sceu la mort de nostre beau frère, dont Dieu ayt l'âme... » La date doit être fausse ; il faut lire 28 : il ne peut pas écrire le même jour de Tours et de Montreuil et dire : « Il en a pour 15 jours », et : « Il est mort. »

Le même tome IV contient en appendice, p. 367, une lettre d'Yvon du Fou à Louis XI, datée de Cognac, le 3 mai 1472 :

« Sire, je vous renvoye les gens du prévost des mareschaulx pour ce que monseigneur d'Archiac m'a rendue sa place et fait très bonne obéissance, et aussi que ledit seigneur d'Archiac est délibéré de vous bien servir. Mais il est encores prisonnier jusques à ce qu'il ait païé deux mil francs aux compagnons, et dès qu'il les aura paiez, je vous les envoiray pour vous faire le serment.

» J'ay promis ausdiz compagnons, pour l'avoir d'eulx, cinq cens escuz pour vous, pour les chevaulx qu'ilz y perdirent à le prandre. Et pour ce, sire, s'il vous plaist, vous ne me laisserez point encourre des diz cinq cens escuz, car il les me fauldroit paier; et je n'en ay pas besoing maintenant.

» Au regard du pannetier qui fut prins le jour que mondit seigneur d'Archiac le fut, il est à moy, et est à Lezignen, et, toutes et quantes folz qu'il vous plaira, je le vous envoiray; mais que ce ne soit pas pour luy trancher la teste. Il n'y a homme qui l'eust de moy pour vingt mil escuz, mais pour l'amour de vous vous en aurez beaucoup meilleur marché. Son frère, l'abbé de Saint-Jehan, doit estre brullé ceste sepmaine prouchaine à Bourdeaux, comme l'on dit.

» Sire, aussi touchant monseigneur de Miranbeau, je luy ay promys de le faire estre de vostre maison, et que lui ferez beaucoup de biens. Il est très gentil compagnon et homme de qui vous pourrez bien servir. Et pour ce, sire, je vous supplie

qu'il vous plaise l'avoir pour recommandé, et, si vous lui rescripriez unes lettres bien bonnes, en le remerciant de l'obéissance qu'il vous a faicte, il vous serviroit de meilleur courage et garderoit que homme ne viendroit plus du pais de Guyenne ou pais de Xaintonge,

» Sire, mandez-moy vostre bon plaisir pour l'accomplir au plaisir Dieu, auquel je pry qu'il vous doint bonne vie et longue et accomplissement de tous voz desirs. Escrypt à Coignac, le III^e jour de may.

» Vostre très humble et très obéissant subject et serviteur,

Y. du Fou. »

Yves ou Yvon, seigneur du Fou en Poitou, conseiller et chambellan de Louis XI, son échançon en 1462, capitaine de la ville et du château de Lusignan, capitaine de Cherbourg, grand-veneur de France en 1472, gouverneur d'Angoumois, etc., frère de Raoul du Fou, évêque d'Angoulême, et de Jean du Fou, grand-échançon de France, mourut le 2 août 1488. Son fils aîné, Jacques du Fou, maître particulier des eaux et forêts en Poitou, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi, épousa Jeanne d'Archiac, d'après le père Anselme, VIII, 703.

« M^r de Mirambeau », dont il est question dans cette lettre, est sans doute Guy Harpedane de Belleville, seigneur de Mirambeau. Quant au seigneur d'Archiac, ainsi sauvé, ce doit être Jacques d'Archiac, chevalier, seigneur d'Archiac, baron de Lonzac, capitaine du château de Chinon, fils de Jacques d'Archiac, qui épousa Marguerite de Lévis et eut quatre filles dont l'une, Marguerite, dame d'Archiac, fut mariée à Adrien de Montberon, et une autre, Catherine, dame de Lonzac, devint la femme de Jacques Ricard de Genouillac, seigneur d'Aoier.

Le roi, par une lettre du Plessis du Parc, 7 mai, au gouverneur de Roussillon, vicomte de La Bellière, chambellan du roi, témoigne son mécontentement de la conduite d'Yvon du Fou, page 318 : « M^r le gouverneur, je vous envoie unes lettres que messire Yvon m'a envoiées, et les lettres que je lui escry. Ouvrez-les, et puis les lui envoyez. Il m'a escrypt des choses qui ne me sont guères plaisans touchant cest Arciac, après le tour qu'il m'a joué de le sauver à l'apetit d'aucuns et contre ma voulenté, qui l'ay nourry, et croy qu'il se mocque de moy, de le me vouloir maintenant envoyer fayre le serment... »

L. A.

IV

LA NOUVELLE DU MEURTRE DE HENRI IV DONNÉE A PONS

Mathieu Guérin, notaire royal, ancien et scribe du consistoire de Pons, consignait sur les derniers feuillets du registre des

notes de l'état civil de ses coreligionnaires confié à ses soins, nombre de faits l'intéressant particulièrement, tels que les naissances et baptêmes de ses enfants, les mariages et les décès des siens ou de ses amis, ses parrainages, etc. Il les entremêlait de mentions diverses, dont une sur l'assassinat de Henri IV, qui m'a paru bonne à recueillir et à conserver.

La nouvelle de l'assassinat, transmise par des courriers exprès était arrivée à Saint-Jean d'Angély le dimanche soir, 16 mai 1610, pendant la réunion du synode provincial. Le pasteur de Pons, récemment installé, Pierre Pêris (1), quitte brusquement la séance, et voyageant de nuit, vient annoncer le fatal événement à son troupeau, le lendemain, 17, dès 7 heures du matin.

Voici la note de Guérin, écrite plusieurs jours après :

« Le vandredy quatorziesme may mil six cens dix, le roy Henry quatriesme a esté assaziné et tuhé d'ung couteau par un pernicious et détestable nommé Ravallard d'Angoulesme, sur les cinq heures du soir. Et estant les nouvelles venues à Saint-Jehan où estoit le synode, M^r Pêris, ministre de ceste ville, vint de nuit et arriva le lundy sur les sept heures en ceste ville, et incontinant prinmes les armes et fismes garde; mesmes plusieurs de Jonzac habitans vindrent en ceste ville nous assister. Et le vandredy après, ayant le roy et la royne escript en ceste ville, le roy Louys treziesme, aagé de neuf ans, a esté recongneu pour roy et publié par tout le peuple. Le jeudy avant que le roy feust thué, il avoit fet couronner la royne et déclarer réjente du royaume, et avoit levé vne grande armée, et le mardy son filz devoit estre couronné; ce qu'il fut le sabmedy et recogneu par toutes les courtz de France, choze esmerveillable et de la dillagence prompte. »

A présent un mot sur le narrateur.

Mathieu Guérin, notaire royal à Pons, avait été reçu ancien du consistoire le 5 décembre 1609. Il avait pour mère Marie Mestivier, sœur de Daniel Mestivier, notaire royal. Sa femme, Jeanne Collineau, qu'il avait épousée le 19 décembre 1596, appartenait à l'une des familles les plus marquantes de Pons. Elle était fille de M^e Odet Collineau, avocat et juge de la ville, et de Marguerite de Jau. En novembre 1611 il fut député avec le pasteur Pêris, pour assister au synode réuni à Saint-Jean d'Angély, sous la présidence de Henri de Rohan. On trouve aussi quelques lignes de sa main sur le registre relatives à la composition du synode. Il se démit de ses fonctions à la fin du mois. Ses enfants sont au nombre de sept : Mathieu, Marie, Abigail, Bertrand, Julienne, Marguerite et Daniel, nés de 1597 à 1610.

LA M.

(1) Était pasteur de Verteuil, lorsqu'il fut nommé à Pons, par ordonnance du synode de La Rochelle, en date du 29 mars 1609. On trouve, au tome XVI des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*, neuf lettres de Pêris, 1619-1625, publiées par M. Paul d'Estree.

V

UN ANNALISTE DU PÉRIGORD. DOM LEIDET.

Lu à la Sorbonne, le 7 juin 1892.

Il existe aux manuscrits de la bibliothèque nationale une ample collection de documents originaux, 183 volumes in-folio, bien connue des érudits, et qu'on appelle *Fonds Périgord*.

C'est un recueil de titres sur cette province recueillis par les révérends pères Prunis et Leidet et par l'abbé de Lespine. Extraits ou copies d'actes anciens, ces pièces concernent les villes et les monastères, les familles et les communes du Périgord. C'est le résultat du dépouillement des chartiers des abbayes et des municipalités. Les originaux ont péri en grande partie dans la tourmente de 1789 ; mais les pièces subsistent, grâce aux notes prises par ces trois érudits, qui ont ainsi rendu à la science historique un service inappréciable (1). Or, un des trois infatigables et dévoués savants, Leidet, que le Périgord réclame comme un des créateurs de son histoire, appartient à la Saintonge par sa tombe et son berceau. Un heureux hasard nous a fait rencontrer un document, deux documents importants qui compléteront le peu que l'on sait de lui.

Dans la petite église de Rouffiac, canton de Pons, il y a deux inscriptions : l'une est sur une pierre tombale placée dans la chapelle de la sainte Vierge. *L'Epigraphie santone*, page 217, l'a publiée ainsi :

CI GIT LE COR DE [P]I[E]RR[E]

puis un blason : une tête de bœuf surmontée d'une étoile. De chaque côté des cornes, ce millésime :

17

62

La dalle, usée par les pieds des fidèles, ne laisse voir que ces caractères. Autrefois, j'avais déchiffré MOINE DE FLÉAC qu'on n'y voit plus maintenant. Il ne peut du reste y avoir aucun doute : les armes, que *L'Epigraphie* a gravées p. 215, sont bien celles des Moynes de Fléac, de L'Epineuil, de Champclou, de Puychevin : *D'or au rencontre de gueules, bouclé de même et surmonté d'une étoile d'azur*. En outre, l'acte de décès qui est aux registres paroissiaux suppléera aux lacunes de l'inscription et rectifiera *L'Epigraphie* :

« Le trente septembre 1762, a esté inhumé dans l'église le corps de messire Pierre-Charles Moine, seigneur de Fléac sur Charente, paroisse de Montils, décédé d'hier après avoir reçu les sacrements. L'enterrement fait en présence des soussignés : BOUCARD, curé de Saint-Sever. L. BARRAUD, curé d'Orlac. CHAPPEL, curé de Montils. DE SAULNIER, prieur de Rouffiac. Par moy, LATACHE, curé de Dompierre. » Saulnier signe ailleurs « sacriste de Saint-Vivien lès Saintes, et prieur de Saint-Vivien de Rouffiac, son annexe. » C'était assurément un lazariste.

(1) *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, t. I, p. 158, et IV, 202. Renseignements que nous devons à l'obligeance de M. Villepelet.

Dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste on voit une autre inscription funéraire : c'est une plaque de cuivre encadrée dans la muraille :

Ci, git
Guillaume Vivien Leidet, Prêtre
Chanoine - R - de S^t Augustin
Très pieux, Très sçavant, Très
Digne Enfant d'Allain
de Solminiac
Nat. Pontibus Sant. 16 7^{bris} 1736
Obiit 12 maii 1776

Avec cette épitaphe il n'était pas bien difficile d'avoir d'abord l'acte de décès ; c'est ce que les registres paroissiaux déposés à la mairie nous ont vite donné :

« Le 12 may 1776, est mort, après avoir reçu les derniers sacrements de l'église, et a été inhumé le treize du même mois et an dans l'église de Saint-Vivien de Rouffiac, Vivien Leidet, prêtre, chancine régulier de Saint-Augustin, congrégation de Chancellade, titulaire de l'hermitage du dit Chancellade ; témoins, les soussignés. JEAN BOMPAIN. ALLAIN. DURAND, prieur de Rouffiac. »

Comment Leidet se trouvait-il à Rouffiac ? Avait-il là quelque parent ? Son épitaphe nous apprend qu'il était né non loin, à Pons, 14 kilomètres de Rouffiac. M. Noël Texier a bien voulu copier pour nous dans les registres de la paroisse Saint-Vivien de cette ville l'acte de naissance suivant :

« Le dix-sept septembre 1736, a été baptisé par moy soussigné, Guillaume-Vivien Lédet, fils naturel et légitime de maître Guillaume Lédet, avocat en parlement, et de demoiselle Marie-Françoise Richard, ses père et mère. A été parrain Jacques Bouche et marraine Jeanne Bouraud. FLEURY, prieur et curé de Saint-Vivien de Pons. »

La vocation religieuse du jeune Guillaume-Vivien Leidet s'éveilla de bonne heure. A seize ans, le 21 septembre 1752, il prenait l'habit blanc des moines augustins à l'abbaye de Chancelade. L'abbaye de Chancelade, arrondissement de Périgueux, et l'abbaye de Sablonceaux, arrondissement de Saintes, étaient deux sœurs qui, depuis la réforme d'Alain de Solminiac, vivaient étroitement unies. Les deux monastères échangeaient volontiers leurs religieux. Leidet, de Pons, enseigna la philosophie à Chancelade ; Labrousse de Beauregard, de Montignac-le-Comte, la professa à Sablonceaux ; le premier fut l'historien du Périgord, le second fut élu par la Saintonge député aux états généraux.

Leidet fit profession le 1^{er} septembre 1753. Neuf ans plus tard, il enseignait la philosophie. C'était le moment où le goût de l'histoire provinciale s'éveillait, où l'amour du passé natal

saisissait des âmes généreuses. Les bénédictins avaient donné l'exemple, et les historiens du Languedoc, de la Bretagne, de la Bourgogne, de la Lorraine étaient des modèles qui excitaient une noble émulation.

On se prit à vouloir pour sa province un monument semblable, et l'on se mit à l'œuvre. Le temps ne permit pas qu'on achevât une si belle entreprise, ni la révolution qui supprima les moines, brûla les chartiers, dispersa les matériaux péniblement amassés. Ainsi dom Fonteneau avait rêvé pour le Poitou et la Saintonge un monument semblable à ceux de la Bretagne ou du Languedoc, à celui que le père Arcère avait réalisé pour la seule ville de La Rochelle. Le Périgord dès 1718 avait songé à son histoire.

Lagrange-Chancel, l'auteur des *Philippiques*, avait en 1728 créé à Périgueux une académie dont les protecteurs étaient le duc d'Eu et la duchesse du Maine. C'est un chanceladais, le père Bernard Labrousse de Beauregard (1), poète et professeur de philosophie, qui nous apprend le dessein formé par l'auteur des *Philippiques* de travailler à une histoire du Périgord. Le manuscrit, que la mort de l'auteur a laissé inachevé, existe à la bibliothèque nationale. Les chanceladais songèrent à le terminer ; pour cela ils adressèrent un pressant appel dans la France entière à tous les amis des études historiques. Les documents qu'on demandait et qu'on espérait devaient se concentrer entre les mains de Baudeau. Hélas ! l'entreprise avorta. Ce fut alors que Guillaume-Vivien Leidet reprit l'idée, mais sur un plan plus vaste. Dans sa pensée, il fallait une histoire complète, sérieuse, puisée aux sources, établie sur des documents authentiques, sur des textes originaux, comme le faisaient les bénédictins. L'entreprise ne laissait pas d'être difficile : « Le Périgord, écrivait-il lui-même en 1765, est une des provinces de France les plus dépourvues de manuscrits et de monuments particuliers qui puissent fournir une histoire suivie. Les faits qui l'intéressent sont répandus dans un très grand nombre de pièces et il n'y a qu'un intérêt de patrie qui puisse soutenir le courage de celui qui voudrait les réunir. » Sans se décourager par ces obstacles et l'insuccès de Baudeau, il se mit résolument à l'œuvre. Dans son histoire de *L'abbaye de Chancelade*, M. l'abbé Riboulet a consacré le chapitre V, « l'école de Chancelade », à raconter les péripéties de l'œuvre et les efforts de notre compatriote. C'est à ce travail consciencieux que nous empruntons tous ces détails. (2)

(1) Né en Périgord, à Montignac-le-Comte, le 2 juin 1735, religieux augustin à Chancelade, professeur de philosophie à l'abbaye de Sablonceaux, auteur d'un *Poème sur l'Allemagne* (1757), d'une *Ode sur la mort de M. de Lagrange-Chancel* (1759), d'une autre sur *Les progrès de la philosophie* (1760), d'une *Épître* à Baudeau, etc.; prieur curé de Champagnolles, député du clergé de Saintes aux états généraux, il fut déporté en Espagne.

(2) *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, t. IX, p. 504 (1882).

Leidet commença par dresser une liste, huit pages in-folio, des manuscrits et des livres à consulter, « liste raisonnée, qui décèle autant de critique que d'érudition. » Puis, comme la bibliothèque de l'abbaye, malgré sa richesse, était insuffisante, il recourut aux bibliothèques étrangères. Turgot, alors intendant à Limoges, mettait la sienne à sa disposition, — nous en avons la preuve dans une lettre qu'il lui écrivait de La Rochelle le 10 novembre 1764 (1) — puis Nadaud, curé de Teyjat, dont les travaux historiques sur le Limousin sont si appréciés, puis l'évêque de Périgueux, Macheco de Premeaux, riche en livres sur le Périgord, et d'autres qu'il cite. Les religieux, stimulés par son exemple, se mirent à l'œuvre sous sa direction, se distribuant le travail suivant leurs aptitudes, leurs connaissances, leurs goûts, déchiffrant les chartes, collationnant les manuscrits, rédigeant des mémoires, faisant des recherches dans les dépôts publics et privés.

Pendant plusieurs années Leidet et trois de ses confrères, Charles-Antoine Lambert, Calès et Joseph Prunis, sillonnèrent le Périgord en tous sens, visitant les archives des monastères et des châteaux; ils sont à La Roque-Gajac, où on leur communique les papiers du chanoine Tarde; à Cadouin, qui conservait les procès verbaux de visite des rois et des reines au saintuaire; à Sarlat, à Biron, à Bergerac, à Bourdeille, à Brantôme, à Saint-Astier, à Ligueux, au château de Montaigne, où Leidet découvrit le manuscrit ignoré du *Voyage en Italie* de l'auteur des *Essais*. Il se rendit ensuite à Nérac, puis à Pau pour y dépouiller les titres du comté de Périgord; il y passa une année. Tant de labeurs altéra gravement sa santé; il dut s'arrêter.

Le savant religieux avait un frère, Gabriel Leidet, né aussi à Pons le 3 janvier 1731 (2), jurisconsulte distingué, qui remplit les fonctions les plus élevées de la magistrature dans le ressort de Poitiers. Avocat au parlement de Bordeaux comme son père, il fut un des jurats de cette ville de 1783 à 1789, dit Rainguet. Le 17 octobre 1795 (25 vendémiaire an IV), il fut par 171 voix élu dans l'assemblée électorale un des vingt juges titulaires du

(1) Lettre de Turgot (La Rochelle, le 10 novembre 1764) « à M. Leydet, chanoine régulier à Chancelade, par Périgueux. Je suis fort aise, monsieur, que le livre que j'avois prêté à M. le curé de Teyjat [l'abbé Nadaud, auteur du *Nobiliaire limousin*] ait pu vous être de quelque secours dans vos recherches pour perfectionner la connoissance de l'ancienne Gaule. Si vous avez fait quelques observations sur l'ouvrage de M. d'Anville, vous luy ferés grand plaisir de les luy communiquer; il les recevra avec reconnaissance et en profitera avec candeur. Vous pourrés me les envoyer, et je me chargerai très volontiers de les luy faire passer. J'ay l'honneur d'être très parfaitement, monsieur, etc. » *Bulletin de la société historique du Périgord*, II, 268, et IX.

(2) Aujourd'hui, ce quatre janvier mil sept cent trente-un, a été baptisé par moy soussigné, Gabriel Lédet, fils naturel et légitime de maître Guillaume Lédet, avocat au parlement, et de demoiselle Marie-Françoise-Elizabeth Richard, ses père et mère. Ont été parrin Gabriel Ratier, notaire royal, et marraine Marie Seguin, en présence des soussignés. Ledit enfant est né le trois dudit mois, à trois heures du matin. MARIE SEGUIN. RATIER. BODIN. GRIMAUD. BARBOT. BOURDEILLE. TRÉBUCHET. FLEURY, curé de Saint-Vivien de Pons.

tribunal de la Charente-Inférieure et nommé par ses collègues président d'une des deux sections du tribunal; Briault l'était de l'autre. A la suppression du tribunal du département, 1^{er} messidor an VIII (20 juin 1800), Gabriel Leidet fut nommé vice-président du tribunal d'appel de Poitiers. En 1804, il devint premier président par intérim et, en 1811, premier président titulaire. Il mourut le 10 octobre 1820. La *Biographie saintongeaise* raconte que, sous la restauration, un jour, à la même heure, Gabriel Leidet présidait à Poitiers la cour royale, chambres réunies; son fils aîné, Gervais, la cour d'assises de la Vienne, et son second fils, Gabriel, le tribunal de première instance de Poitiers, fait peut-être unique dans les annales de la magistrature.

C'est chez Gabriel Leidet que se retira l'annaliste du Périgord pour rétablir un peu sa santé. Il y était encore au mois de septembre 1772. Puis nous le retrouvons à Pau avec Prunis. Ils avaient le projet d'aller à Paris; le ministre d'état Henri Bertin, contrôleur général des finances, les y appelait. Prunis seul s'y rendit; lui, resta à Chancelade, mettant en ordre les matériaux amassés et rédigeant des mémoires. C'est dans ce labeur assidu et utile qu'il consuma le peu de forces qui lui restaient. A ce moment, sorti du chaos pour ainsi dire, débarrassé des langes, victorieux des tâtonnements et des débuts, l'esprit sûr de soi, il allait prendre son plein essor. L'ouvrier avait recueilli péniblement les matériaux; l'artiste pouvait construire le monument. Hélas! le monument est resté et restera longtemps sans être commencé. Leidet mourut dans la force de l'âge, à 40 ans.

Son épitaphe l'appelle « très pieux, très savant, très digne enfant d'Allain de Solminiac », et l'on a ajouté avec raison « savant laborieux, antiquaire érudit, bon observateur. »

LOUIS AUDIAT.

VI

LES ANCIENNES FOIRES

A. — LES FOIRES DE COGNAC

Les documents sur le commerce et l'industrie dans notre circonscription sont assez rares. On serait heureux de connaître en détail l'histoire du mouvement qui porta peu à peu nos ancêtres à se réunir en assemblées périodiques pour l'écoulement des produits de leur sol et de leur travail. On sait que, dès 1318, Barbezieux avait des foires qui se tenaient le 15 août (1). Le

(1) Voir pour les foires de Barbezieux, Cognac et Jarnac, le *Recueil de documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en Angoumois*, par G. Babinet de Rencogne (*Bulletin de la société archéologique de la Charente*, années 1876, p. 335, 345, 373). Voir aussi du même auteur, dans le même *Bulletin*, année 1865, p. 137, *Inauguration d'une foire en Angoumois sous Henri IV* (6 mai 1598); il s'agit de la foire de Deviat, commune de l'arrondissement de Barbezieux.

20 avril 1491, étaient publiées à Saintes les lettres patentes obtenues par Charles, comte de Taillebourg, baron de Raix, seigneur de Cozes, pour l'établissement dans cette dernière ville de deux nouvelles foires par an, l'une le trente juin et l'autre le quatre octobre, outre les deux foires anciennes qui se tenaient déjà. Au mois de juin 1679, Louis XIV établit à Meschers un marché par semaine et sept foires par an. Le 12 août 1685, il créait à Rochefort trois marchés francs de chevaux, les 4 mars, 11 juillet et 11 novembre de chaque année, pour favoriser l'élevage des chevaux dans le pays d'Aunis et les marais de Tonnay-Charente (*Archives*, VIII, 442). Quant à Cognac, dont nous nous occupons, il en est fait mention pour la première fois dans les lettres patentes de Louis XIV, données à Poitiers en décembre 1651. Elles avaient pour but de récompenser les habitants de Cognac de leur courageuse résistance à l'armée de Condé, obligé de lever le siège de la place. Voici la disposition finale de cet acte, célèbre par les privilèges qu'il concédait à la ville : « Leur avons, en outre, accordé et accordons par ces présentes quatre foires qu'ils établiront en ladite ville de Cognac, en tel endroit qu'ils estimeront le plus à propos, avec les mesmes franchises, privilèges et exemptions qui sont accordées et dont jouissent les habitants de nos villes de Niort et de Fontenay, chacune desquelles foires dureront trois jours entiers et consécutifs, dont la première commencera le troisieme jour du mois de février prochain, la seconde le quinziesme may suivant, la troisieme le jour et feste de saint Jean-Baptiste et la quatriesme et dernière le jour et feste de saint Martin. »

La perte des archives municipales nous met dans l'impossibilité de savoir si l'établissement de ces foires fut marqué par des incidents dignes de mention. Ce que nous pouvons dire, en suivant l'ordre des temps, c'est que Louis XV, en février 1719, continua la concession de son aieul. Mais, le 28 avril 1724, Charles-Annibal de Rohan-Chabot, comte de Jarnac, obtint un arrêt du parlement de Paris portant défense à la ville de Cognac de tenir la foire de la Saint-Martin. Le grand seigneur voyait diminuer le nombre des marchands à la foire de Jarnac du 21 octobre, et par suite les droits qu'il percevait diminuaient aussi. Dans sa séance du 19 juin 1724, le corps de ville, réuni sous la présidence du maire Jean Chabot, décida qu'un pourvoi serait fait devant le conseil du roi, et qu'en attendant la décision, les foires se tiendraient aux jours accoutumés.

Quatre foires par an, de trois jours chacune, avaient paru suffisantes à une époque où le commerce était bien moins actif qu'aujourd'hui. D'ailleurs les troubles de la fronde qui avaient accumulé tant de ruines devaient être pendant longtemps encore un obstacle au développement des transactions. Mais, quand les affaires eurent pris peu à peu cette extension qui devait faire de Cognac une place de commerce si importante, on comprit qu'il serait plus avantageux d'augmenter le nombre des foires, sauf à en diminuer la durée.

C'est dans ce but que fut prise, le 27 janvier 1754, une délibération du corps de ville, sous la présidence de Pierre Dexmier de La Groix, maire et receveur des tailles de l'élection. Il fut décidé que le comte de La Vauguyon, gouverneur de Cognac, ayant promis ses bons offices pour amener la réussite de ce projet, on lui enverrait toutes les pièces et mémoires utiles pour obtenir l'établissement des foires en question, et qu'on le prierait de les faire remettre à un avocat au conseil.

Le 1^{er} juin 1758, le maire demanda et obtint l'autorisation de prendre sur les fonds des octrois toutes les sommes nécessaires pour mettre cette affaire en règle, la procédure devant le conseil nécessitant beaucoup de frais. Le corps de ville ordonna en outre la transcription sur ses registres d'une lettre de Blair de Boisemont, intendant de la généralité de La Rochelle, qui se montrait favorable au projet.

Les foires avaient déjà été autorisées par lettres patentes données à Versailles, le 9 mai 1758. Celle qui se tenait le 11 novembre de chaque année et qui durait trois jours, était maintenue et les habitants autorisés à établir dans tel endroit qu'ils jugeraient convenable onze autres foires qui se tiendraient le second samedi de chaque mois, et dont chacune ne durerait qu'un jour. Permission était accordée aux habitants d'emprunter par contrat de constitution de rente au denier vingt les sommes nécessaires pour l'acquisition d'un champ de foire et de lever et percevoir « un droit d'octroi sur les vins qui se débiteront lesdits jours dans le champ de foire et aux environs, pareil à celui qui se perçoit de tout tems dans ladite ville et banlieue, et encore de lever et percevoir un droit sur chaque tête de bétail qui entrera dans ledit champ de foire, sur le même pied et ainsi qu'il se pratique dans les foires des lieux voisins, savoir : trois deniers pour chaque bœuf, vache, cheval, jument, mulet et bête asine, et un denier pour chaque cochon, brebis, mouton et chèvre, et en outre un sol par pied de terrain quarré que chaque marchand quinquallier, chaircuitier ou autre voudra occuper le jour de chaque foire, lesquels droits seront perçus par un commis ou fermier préposé à cet effet, pour les deniers provenans desdits droits être employés au remboursement du capital et intérêts de l'emprunt qui sera fait pour l'acquisition dudit champ de foire, et, après ledit remboursement, à l'entretien des édifices publics de ladite ville. »

Ces lettres patentes furent suivies d'une enquête de *commodo et incommodo* qui aboutit à un avis favorable donné, suivant la législation du temps, par les officiers de l'élection de Cognac.

Le 2 août 1761, Jean Perrin de La Coinche, maire de Cognac, acheta de plusieurs particuliers l'emplacement destiné à tenir la foire, et qui a eu cette destination jusqu'à la construction du nouveau palais de justice et de la nouvelle sous-préfecture. Il fut convenu dans cet acte que Guy Gautier, négociant, l'un des vendeurs, recevrait dans la cour de son domaine de

La Predasse, contigu au champ de foire, l'étalage de la charcuterie.

Le corps de ville s'occupa ensuite de faire publier les foires et de porter le tarif des droits de plaçage à la connaissance du public, ce qui est attesté par une quittance ainsi conçue : « J'ay reçu de M. Gautier la somme de vingt-une livres pour l'écriture en or du tableau qui contient la pence des droits de foires de la ville de Cognac, de laquelle somme je le tiens quitte. A Cognac, le neuf octobre mil sept cent soixante-deux. PELLERIN. » C'est le même Pellerin qui fut chargé, en 1772, du numérotage des maisons de Cognac, le premier dont il soit fait mention dans les archives municipales.

D'autres détails d'organisation nous ont été conservés par le registre des délibérations. Le 11 juillet 1768, le corps de ville nomma Dupuy et Perrin de Boussac fils commissaires, pour veiller au bon ordre dans les foires et réprimer les abus qui pourraient s'y glisser.

Les droits de foire produisaient un des principaux revenus de la ville, qui délivrait des mandats sur le receveur de ces droits pour acquitter ses dépenses. Parmi ces mandats je trouve, le 21 janvier 1769, la pièce que voici : « Le sieur Noël donnera aux sieurs Abaisse, père et enfants, princes maronites catholiques, la somme de vingt-quatre livres, à titre de charité au nom de la ville, ce qui a été pratiqué dans toutes les villes où ils ont passé, en conséquence des ordres du roi, pour se rendre à Toulon, laquelle somme lui sera allouée en dépense dans son compte du produit des droits de foire. » Une autre fois, Noël était chargé de payer à Labrousse, archer de ville, cent dix livres dix-sept sous six deniers, montant des avances qu'il avait faites pour le feu de joie allumé le 28 octobre 1775, par ordre d'Elie de Beaumont, intendant des finances du comte d'Artois.

Les états du produit des foires sont curieux à étudier. Le plus ancien, qui commence à la foire du 11 novembre 1761 et se termine à celle du 13 août 1768, est établi sur neuf colonnes intitulées : « Années, mois et jours des foires. — Droit sur le vin. — Droit de charcuterie. — Total des deux articles ci-contre. — Deux sols pour livre. — Droits de péage. — Total général. — Dépense. — Observations.

Les sommes portées en dépenses étaient minimes ; il s'agissait des journées des hommes employés à percevoir le péage de la charcuterie. Les foires des 11, 12, 13 novembre et 12 décembre 1761 donnèrent 10 livres 8 sous 9 deniers de droits sur le vin, 83 livres 10 sous de droits de charcuterie, 2 livres 9 sous 10 deniers de droits de péage.

Il y eut des foires où on n'amena pas de bétail. Celles qui tombaient en carême ne donnaient lieu à aucun droit sur la charcuterie, puisqu'on n'y vendait pas de viande.

Un compte produit le 14 juin 1772 par Leneveux et Gautier aîné, partant du 11 novembre 1761 et se terminant le 11 juin

1763, constate que, pendant cette période, le droit d'étalage des charcutiers avait produit 399 livres 14 sous 9 deniers ; le droit de péage et d'étalage des quincailliers, 149 livres 16 sous ; les droits d'octroi, 96 livres 15 sous.

On pourrait croire que l'établissement des foires et la perception des droits autorisés par les lettres patentes de Louis XV avaient amené une augmentation du revenu de l'octroi. Ce fut cependant tout le contraire qui arriva. Le 28 février 1781, Hardy, maire de Cognac, exposait au corps de ville que, depuis quelques années, ces droits d'octroi avaient tellement diminué que, de 2,200 livres qu'ils étaient affermés dix-huit ans auparavant, ils étaient tombés successivement à 700 livres par le bail adjugé à Pierre Martineau, jardinier, le 17 février précédent. Cette diminution considérable provenait de la grande quantité de tavernes construites hors des murs de la ville, depuis l'établissement des foires, et de ce que les taverniers prétendaient n'être assujettis aux droits d'octroi que les jours de foire, bien que l'intention des officiers municipaux qui avaient sollicité les douze foires accordées par Louis XV, fût d'assujettir indistinctement aux octrois municipaux les taverniers hors de ville comme ceux de la ville.

Le maire fut autorisé à solliciter le renouvellement et confirmation des privilèges de la ville, et notamment l'extension des octrois municipaux sur tous les cabarets et auberges édifiés depuis vingt ans hors les portes de Saint-Martin et Angoumoisine, et qui pourraient se construire par la suite dans les environs du champ de foire, à la distance de ceux qui en étaient alors le plus éloignés.

Les lenteurs administratives furent telles que, lorsque la révolution arriva, cette question n'était pas encore vidée. Le 18 février 1788, les cabaretiers du territoire de Saint-Martin, au nombre de neuf, présentaient une requête aux officiers de l'élection de Cognac, pour former opposition à la contrainte décernée contre eux par le corps de ville pour le paiement du droit d'octroi sur les vins qu'ils débitaient. Cette opposition était fondée : 1^o sur ce que les lettres patentes de Louis XV autorisaient bien les maire et échevins à faire l'acquisition d'un champ de foire dans la ville, mais non pas hors de l'enceinte et dans un quartier qui n'était point assujetti aux droits d'octroi ; qu'ils étaient donc fondés à s'y soustraire et à maintenir, les jours de foire comme les autres jours, le privilège de leur quartier, faisant partie d'une communauté de la campagne distincte de la ville par les rôles d'imposition ; 2^o sur ce que les maire et échevins n'avaient pas le droit de décerner des contraintes qui ne pouvaient avoir lieu que pour les deniers du roi.

Le 28 avril 1788, le corps de ville arrêta que l'intendant serait supplié d'indiquer le parti le plus convenable dans cette contestation et d'accorder ses bons offices auprès du conseil, dans le cas où elle y serait portée. L'affaire se poursuivit devant l'élection de Cognac avec de nouvelles complications. Le 11 juil-

let 1789, Noël, procureur à la sénéchaussée et adjudicataire des octrois, assignait le maire et les échevins pour qu'ils eussent à le faire jouir de tous les biens et revenus de l'hôtel de ville portés dans son bail, à faire juger le procès pendant entre eux et les marchands de vin et à faire cesser les contraintes décernées contre lui. Il se prétendait aussi créancier de 1,196 livres 6 deniers, ayant été privé jusqu'alors de la perception du droit d'octroi sur les vins.

Après la suppression de l'élection, l'affaire fut portée devant le tribunal du district de Cognac, où Noël était avoué, et elle se termina, le 24 avril 1793, à Angoulême, par la sentence arbitrale de Pierre-Ausone Chancel et François-Joseph Ganivet, avocats, qui déclarèrent Noël débiteur de la ville.

Bien que cette note ait trait aux anciennes foires de Cognac, je la terminerai en donnant aussi quelques renseignements sur les marchés qui se trouvent dans les almanachs du temps. Je lis dans l'*Almanach du commerce et des voyageurs* de 1777, à l'article Cognac : « Marché tous les samedis pour la vente des eaux-de-vie. » Roumage, marchand à Segonzac, dans son *Almanach curieux et historique contenant les foires de la Saintonge et Bas-Angoumois*, à Limoges, chez Farne, 1777, dit : « qu'il y a marché à Cognac tous les mercredis et samedis. » L'*Almanach général des marchands*, pour 1779, nous apprend que le marché du samedi se tenait pour les eaux-de-vie et celui du mercredi pour les grains et fruits. Les *Ephémérides de la généralité de La Rochelle*, pour 1787 et 1789 (à Saintes, chez J.-A. Meaune), disent : « Il y a douze foires établies pour le bétail dans la ville de Cognac, lesquelles se tiennent le second samedi de chaque mois, et quatre autres foires pour les marchandises ; mais il ne se tient plus que celle de la Saint-Martin.

Les almanachs de la révolution, notamment l'*Almanach nouveau et historique pour l'an VI de la république* (Angoulême, chez Michel Vinsac), donnent les foires et marchés avec les modifications introduites par le calendrier républicain : « Il y a douze foires, dont onze qui sont tous les seconds nonidis de chaque mois, et une foire nationale, le onze novembre, avec le marché tous les nonidis. » L'*Almanach du département de la Charente-Inférieure pour l'an huitième* nous instruit d'une innovation consistant dans la création de deux foires nationales de quatre jours chacune, les 26, 27, 28, 29 brumaire et floréal, au lieu d'une seule qui ne durait que trois jours et commençait le 17 brumaire.

Le 5 janvier 1806, le préfet de la Charente prit un arrêté fixant les foires de Cognac aux 8, 9 et 10 mai et novembre, et au 8 de chaque mois ; mais, sur une réclamation de la ville, les foires mensuelles furent fixées au deuxième samedi.

Je ne puis dire quand les foires de trois jours furent tenues pour la dernière fois. J'avais pensé qu'elles n'avaient pu résis-

ter à la perturbation jetée dans les affaires par les guerres de l'empire et le blocus continental; mais il paraîtrait qu'on les tenait encore sous la restauration : car j'ai trouvé une circulaire du préfet de la Charente, du 8 juin 1830, sur les élections générales qui suivirent la dissolution de la chambre des députés, où il est dit : « Le local où se tiennent les foires royales à Cognac est l'édifice où siègera le collège du troisième arrondissement électoral. »

Quoiqu'il en soit, les foires de trois jours étaient tombées en désuétude depuis longtemps, sans qu'à ma connaissance aucun acte de l'autorité les eût abolies, lorsqu'elles ont été rétablies par un arrêté du préfet de la Charente du 24 avril 1878, qui, aux yeux de beaucoup de gens, a passé pour une nouveauté, tandis qu'il faisait revivre un état de choses créé par Louis XIV.

JULES PELLISSON.

B. — LES FOIRES DE PARCOUL

Parcou, *Paracollum*, jadis paroisse du diocèse de Saintes, un des sièges de la sénéchaussée de Saintonge pendant le moyen âge (Voir *Archives*, t. I, p. 411), aujourd'hui commune du département de la Dordogne, eut des foires établies par Henri IV, en juillet 1593, à la requête de Jean Green de Saint-Marsault.

Voici les lettres patentes du roi, transcrites par notre confrère M. René de Martin de La Bastide, d'après l'original sur parchemin aux archives du château de Parcou :

« Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Receue avons l'humble supplication de notre cher et bien aimé Jehan de Grain de Saint-Marceau, chevalier, seigneur et baron de Parcou et de Rochemeaux, lieutenant de la compaignye du sieur de Biron admiral de France (1),

(1) Jean Green de Saint-Marsault, chevalier, baron de Parcou, vicomte de Rochemeaux, seigneur de Peudry, gentilhomme de la chambre du roi (1585), capitaine de 100 hommes d'armes et gouverneur des ville et château de Dijon (1595), épouse en 1582 Françoise de Sainte-Maure dont il eut une fille unique. Voir la généalogie des Green de Saint-Marsault dans Lainé, *Archives de la noblesse*, II, 25. Il rendit hommage au roi pour ses terres de Parcou et de Peudry, le 11 août 1593, ainsi qu'il résulte du certificat suivant, dont nous devons aussi la communication à M. de La Bastide : « Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à nos amez et léaux les gens de nos comptes, à tous sénéscaux de Xaintonge et Angoulesme ou leurs lieutenants, et à nos procureurs et receveurs ordinaires esdits lieux, en leurs substitutz et commis, salla. Sçavoir faisons que nostre bien aymé Jehan de Grain de Saint-Marsaud, chevalier, sieur et baron de Parcou, Rochemeaux et Peudrix, gentillomme ordinaire de nostre chambre, lieutenant du sieur de Biron admiral de France, nous ad ce jordhuy faict au bureau de nostre dicte chambre les foy et hommage qu'il nous estoict tenu faire pour raison desdites terres, seigneuries et chastellainies de Parcou et de Peudrix, leurs appartenances et dépendances, tenues et mouvante de nous ; à sçavoir ladite terre et seigneurie de Parcou à cause de nostre chasteau de Xaintes, et ladite terre et seigneurie de Peulrix à cause de nostre chasteau d'Angoulesme, audict de Grain de Saint-Marsaud escheues par la succession de Robert de Grain de Saint-Marsaud son père ; à quoy il a esté receu, sauf nostre droibt et

contenant que ledit lieu de Parcoult est ung bon et gros bourg, auquel habondent grande quantité de biens, tant en droict de baronnys que pour estre assiz sur ung grand chemin et en pays fort fertile, et auquel, por le bien et commodité de ses subjectz dudit lieu, de ses voysins et du publicq, il désireroit fere establir quatre foires par chacun an et ung marché le jour du mercredy de chacune sepmaine ; sçavoir la première des foires, le jour de la Saint-Mathias, la secunde à la Saint-Mathieu, la troisième, le jour de la Saint-André et la quatrième à la Saint-Barnabé, s'il nous plaisoit les y créer, dont il nous a très humblement supplyé et requis. Sçavoir faisons que nous, désirans bien et favorablement traicter ledit suppliant, avons audit lieu de Parcoult, en notre pays de Xainctonge, créé et estably, créons et établissons par ces présentes lesdites quatre foires par chacun an por y estre doresnavant perpétuellement et à tousjours tenues et entretenues ; sçavoir la première audit jour Saint-Mathias, la secunde à la Saint-Mathieu, la troisième le jour dudit Saint-André et la quatrième ledit jour Saint-Barnabé, et ledit marché par chacune sepmaine audit jour de mercredy ; ausquels tous marchans et autres personnes pourront librement traffiquer, vendre, marchander et eschanger toutes sortes de marchandises et denrées licites et honnestes, non prohibées, et joyr de tous et semblables privilèges que l'on a accoustume en autres foires et marchez de notre royaume ; pourveu que à troyes lieues à la ronde dudit lieu de Parcoult n'y ayt ausdits jours dessus dits aucunes autres foires ausquelles ces présentes puissent nuire. Sy donnons en mandement au sénéchal de Xainctonge ou son lieutenant au siège de Xainctes, et à tous autres noz justiciers que de noz présens création et établissement de foires et marché ils souffrent, facent et laissent ledit suppliant joir et user paisiblement, paisiblement et perpétuellement, ensemble lesdits marchans, trafficquans et aultres, sans leur faire, ny souffrir leur estre fait mie, ou donné aucun arrest, trouble ou empeschement au contraire ; luy permectant faire bastir et construire halles, bancz, estaulx et autres choses nécessaires por tenir lesdites foires et marchez ; et à ce fere et y obéyr contraignez et faictes contraindre ceulx qu'il appartiendra, et pour ce seront à contraindre par toutes voyes et manières deues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelzconques

l'autrui. Sy vous mandons et à chescuns de vous sy comme à luy appartiendra que, sy pour les causes desdits foy et hommage à nous non fait, lesdites terres, seigneuries et chastellainies ou aucunes de leurs appartenances et dépendances sont ou estoient mises en nostre main ou autrement, enpescher les luy mettre ou faites mettre incontinant et sans délai au premier estact, pourveu que dans le temps deu il en bailhe par escript en notre dicte chambre ses adveu, dénonbrement, face et paye les autres droitz quy nous sont pour ce deubz, sy fait et payer ne les a. Donné à Tours le unziesme jour d'aoust, l'an de grâce mil cinqcent quatre-vingt treze, et de nostre règne le cinquiesme.

» Ainssy signé par le conseil estant en la chambre des comptes. VERTAMON.

» Collationné par moy conseiller, notaire, secrétaire du roy et audancier des chancelleries de Bourdeaux et chambre de Guyenne, JOLY. »

par lesquelles, et sans préjudice d'icelles, ne voulons estre aucunement différé: car tel est notre plaisir; et afin que ce soyt chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait mectre notre sel à ces dites présentes, sauf en autres choses notre droict et l'aultruy en toutes. Donné à Chartres, au moys de juillet, l'an de grâce mil cinq-cens quatre-vingtz-treize, et de notre règne le quatrième. Par le roy : LEPREVOST. »

Ces lettres patentes furent enregistrées le 11 janvier suivant au greffe du présidial de Saintes, comme il résulte de la pièce suivante, aussi sur parchemin : « Aujourd'hui unzième janvier mil cinq-cens quatre-vingts-quatorze, pardevant nous Jacques Guytard, escuier, conseiller du roy, lieutenant général en Xaintonge au siège de Xaintes, c'est comparu hault et puissant Jean de Grain de Saint-Marceau, chevalier, seigneur baron de Parcoult et de Rochemeaux, par maistre Jean Lescuyer, son procureur; lequel, en présence de maistre François Poictevin, procureur du roy au présent siège, nous a dict et remonstré qu'il a pleu au roy par ces lettres patentes données à Chartres au mois de juillet de mil V^e quatre-vingts-treize, signée sur le repli: par le roy, Leprevost; et scélée du grand seau de cire verte et lac de soy rouge et vert, créer, ériger et establir audit lieu de Parcoult quatre foires l'an: la première au jour de Saint-Mathias, la secunde à la Saint-Mathieu, la troisième le jour et feste de Saint-André, et la quatrième à la Saint-Barnabé, et ung marché chacune sepmaine au jour de mercredy; lesdites patantes à nous adressantes par lesdits sieur (?) est mande de fère joir ledit sieur de Parcoult, ensemble les habitans dudit lieu, marchans allant, venant, séjournant, passant, repassant, traficquant desdites foires et marché, avec permission de fère bastir halles, bancs, estaulx, nous requérans ledit sieur procureur dudit sieur de Parcoult en proceddant à l'enregistrement desdites patantes suivant qu'il est mandé dans icelle. Icelui seigneur estre mis en possession... » Le reste est illisible par suite de moisissure du parchemin, sauf quelques mots. L'acte est signé : GUISTARD. PERRIN, greffier.

C. — LES FOIRES DE MORNAC

Il y avait d'anciennes foires à Mornac. De vastes halles le prouvent encore. César-Léon Boscal de Réals, seigneur baron de Mornac, Breuillet et autres lieux (1), en demanda au roi la con-

(1) Aux renseignements fournis sur ce personnage par le *Dictionnaire des familles du Poitou*, t. I, p. 633 (1891), nous pouvons ajouter d'après les registres paroissiaux de Mornac, qu'outre les 3 enfants indiqués, Michel-César, Marie-Madeleine et Charles, il eut encore de Marie-Perrine de Saligné de La Chaise: 1^o Gabriel-Léon de Réals, né et ondoyé le 8 septembre 1710 à La Rochelle; 2^o Henriette-Perrine, baptisée à Mornac le 7 mars 1713; 3^o Marie-Charlotte, marraine de sa sœur. Il mourut en 1726 et fut inhumé le 29 octobre dans le tombeau des seigneurs de Mornac, « comte de Mornac, marquis de La Chaise, seigneur de Bonnefon, Givran, Breuillet et autres places, brigadier des armées du roi, chevalier de Saint-Louis. »

firmation et en même temps l'établissement de trois nouvelles. Les lettres patentes de juin 1719 furent enregistrées au parlement de Bordeaux le 23 août suivant. Elles sont aux archives de la Gironde :

« Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous, présens et à venir, salut. Notre amé et féal, le sieur Cezar-Léon Boscal de Réal, seigneur comte de Mornac, Breuillet, La Chaize et autres lieux, colonel d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, nous a fait remontrer qu'il a esté anciennement établi, en la ville de Mornac, trois foires qui se tiennent : la première, le 22 may ; la seconde, le 28 aoust, et la troisième le 2 novembre de chaque année, et un marché le vendredy de chaque semaine ; et que ladite ville de Mornac se trouvant située dans un pays fertile et abondant, lesdites foires ne suffisent pas pour le débit et la consommation des denrées et marchandises, en sorte qu'il conviendrait que le nombre en fût augmenté de trois nouvelles pour être tonues : la première, le 22 février ; la seconde, le 8 avril, et la troisième le 2 juillet de chaque année, s'il nous plaisoit accorder à cest effet nos lettres patentes nécessaires, en confirmant en tant que de besoin celles qui sont anciennement établies en ladite ville de Mornac, et le marché qui se tient le vendredy de chaque semaine ; à ces causes et l'arrêt de nostre cher cousin le duc d'Orléans, petit-fils de France, régent de notre royaume, voulant..... » Et les foires sont accordées. Actuellement Mornac a encore ses six foires : le 3^e lundi de mars, mai, juin, juillet, août et octobre.

VII

LA LÉGENDE DU VENGEUR

Il revient, le vaisseau fantôme ; il revient dans nos récits, il revient dans les journaux ; il revenait jadis dans nos chansons. Avons-nous, quand nous étions au lycée, avons-nous chanté, crié, braillé même un peu :

Aux cris : « Vive la république ! »
Sombra le vaisseau *Le Vengeur*.

Cela se répétait en 1848 :

L'amiral Villaret-Joyeuse
Avait quitté le port de Brest.
La mer était un peu houleuse ;
L'escadre cinglait au sud-est.

Et toujours la ritournelle :

Des marins de la république
Montaient le vaisseau *Le Vengeur*.

Assurément ces vers ne sont pas forts, et l'on en trouverait beaucoup de semblables autour des mirlitons. Mais nous étions jeunes ; l'air était entraînant, et si le refrain eût été :

Des marins de la monarchie
Montaient le vaisseau *Le Vengeur*,

nous l'aurions tout de même redit en chœur. Aujourd'hui on ne chante plus *Le Vengeur*, mais on en parle. Il revient, ou plutôt on y revient ; on le discute, hélas ! On va peut-être nous prouver qu'il n'a jamais existé, comme feu Napoléon I^{er}. Les dieux et les légendes s'en vont. « Il faut respecter les légendes ; elles sont la poésie de l'histoire. » Mais il faut aussi respecter la vérité ; elle en est la condition.

..

Dans la *Revue politique (Revue bleue)* du 28 mai, M. Maurice Loir nous raconte *Le Vengeur d'après les documents des archives de la marine*, à propos d'un nouveau panorama, *Le panorama du Vengeur*, que M. Poilpot, peintre, exhibe en ce moment avec grand succès aux Champs-Élysées. Le 9 prairial an II — 28 mai 1794 — vingt-huit vaisseaux commandés par Villaret-Joyeuse sortaient de Brest pour protéger un convoi de grains venant d'Amérique. Ils rencontrent les 25 navires de l'amiral Howe. Escarmouche. Le lendemain, second combat, plus sérieux, tout aussi indécis. Enfin, le 13 — 1^{er} juin — une grande action s'engage, qui dure de neuf heures du matin jusqu'à plus de deux heures de l'après-midi, soutenue de part et d'autre avec une impétuosité extraordinaire. Notre escadre eut plusieurs milliers de morts et de blessés. La bataille était perdue, mais avec gloire, et non sans fruit, puisque le convoi, impatientement attendu, put arriver en France et conjurer la disette pendant quelque temps. Voilà le fait dans toute sa simplicité : une lutte acharnée, une défaite héroïque, la France sauvée de la famine.

Un vaisseau avait péri, *Le Vengeur du peuple* ; il était commandé par Jean-François Renaudin, né au Gua, ayant pour capitaine en second son cousin, Mathieu-Cyprien Renaudin, de Saint-Denis d'Oleron. Les matelots avaient été recrutés en grande partie sur les côtes saintongeaises, et il n'y a pas bien longtemps encore, chaque année, les journaux de la Charente-Inférieure annonçaient le trépas du dernier marin du *Vengeur*.

« Chose curieuse, remarque M. Maurice Loir, le rapport de Villaret-Joyeuse, adressé au ministre de la marine le lendemain du combat, est muet sur le compte du *Vengeur*... Le représentant du peuple Jean-Bon Saint-André, en mission sur le vaisseau amiral, ne fait dans son journal aucune mention de la fin du *Vengeur*... Un autre représentant du peuple, Prieur, de la Marne, envoyé à Brest pour visiter l'escadre, rend compte de son voyage à la date du 23 prairial, et ne souffle mot du *Vengeur*. Quand Barrère annonce le combat à la convention, dans la séance du 17 juin, il ne prononce pas davantage le nom du *Vengeur*... Le mot d'ordre dans les régions officielles était de faire l'oubli sur le *Vengeur*. » Le malencontreux vaisseau

s'est bien vengé depuis et de sa défaite et de cet oubli systématique.

C'est le rapport de lord Howe qui apprit à la France la fin sublime du malheureux bâtiment : « Il a coulé bas presque aussitôt qu'on s'en est emparé. » Des journaux anglais citaient des lettres d'officiers ou de matelots de l'escadre qui louaient l'intrépidité de leurs adversaires, la résistance désespérée : « L'histoire ne nous fournit point de trait de bravoure semblable. » Aussitôt grande émotion à Paris et dans les clubs. Barrère se ressouvient, monte à la tribune, le 9 juillet, « et y prononce le plus lyrique discours qu'assemblée n'ait jamais entendu. » *Le Vengeur*, s'écrie-t-il, « voit tout son équipage saisi d'une sorte de philosophie guerrière. Il préfère s'engloutir au fond de la mer que de tomber aux mains de la tyrannie... Un instant, ils ont dû délibérer. Mais non, citoyens, nos frères ne délibèrent plus ; ils voient l'Anglais et la patrie ; ils aimeront mieux s'engloutir que de se déshonorer par une capitulation... » Quel pavé sur ces braves gens ! Hélas ! ils se sont bel et bien rendus ; donc ils sont déshonorés ; et nous, nous avons bien tort de rendre hommage au courage malheureux.

C'en est fait ; à l'issue de cette séance, « l'histoire, la crédule histoire inscrit sur ses tablettes que *Le Vengeur* « avait coulé » plutôt que de se rendre ». Ecouchard Lebrun chante l'anthithèse du feu et de l'eau :

L'airain lui déclare la guerre ;
Le fer, l'onde, la flamme entourent ces héros.
Sans doute ils triomphaient ; mais leur dernier tonnerre
Vient de s'éteindre sous les flots.

Chénier pindarise aussi :

Lève-toi, sors des mers profondes,
Cadavre fumant du *Vengeur* !
Toi qui vis le Français vainqueur
Des Anglais, des feux et des ondes.

Parny délire :

A nous déshonorer pouvez-vous bien prétendre ?
Les Français aujourd'hui ne savent plus se rendre...
Les chapeaux qui couvraient leur tête
Sont élevés dans l'air comme en un jour de fête.
La mer s'ouvre...

Et depuis, le cliché se reproduit : « On sait, dit un livre classique, on sait quel équipage du *Vengeur*, plutôt que de se rendre aux Anglais, se laissa engloutir dans la mer au cri de : « Vive la république ! » Or, on sait si bien que l'équipage sombra « plutôt que de se rendre », qu'il amena pavillon, et que les Anglais recueillirent sur le *Culloden* et l'*Alfred* 267 naufragés. Il faut bien en croire les officiers qui se sauvèrent, et des premiers.

Le procès verbal officiel signé des « capitaines, officiers, sous-chef civil et autres personnages de l'équipage du vaisseau

Le Vengeur, coulé bas le 13 prairial dernier », et daté du 1^{er} messidor — 19 juin — au cantonnement de Tavistock, en Angleterre, moins enthousiaste, moins prétentieux, est plus émouvant, parce qu'il est plus simple et vrai :

« Nous étions tous épuisés de fatigue ; les pavillons étaient amarrés en berne. Plusieurs vaisseaux anglais ayant mis leurs canots à la mer, les pompes et les rames furent bientôt abandonnées. Ces embarcations, arrivées le long du bord, reçurent tous ceux qui les premiers purent s'y jeter. A peine étaient-ils débordés que le plus affreux spectacle s'offrit à nos regards : ceux de nos camarades qui étaient restés sur *Le Vengeur*, les mains levées au ciel, imploraient, en poussant des cris lamentables, des secours qu'ils ne pouvaient espérer ; bientôt disparurent le vaisseau et les malheureuses victimes qu'il contenait. Au milieu de l'horreur que nous inspirait à tous ce tableau déchirant, nous ne pûmes nous défendre d'un sentiment mêlé d'admiration et de douleur. Nous entendîmes, en nous éloignant, quelques uns de nos camarades former encore des vœux pour leur patrie ; les derniers cris de ces infortunés furent ceux de « Vive la république ! » Ils moururent en les prononçant. Plusieurs hommes revinrent sur l'eau, les uns sur des planches, d'autres sur des mâts et autres débris du vaisseau. Ils furent sauvés par un cutter, par une chaloupe et quelques canots, et conduits à bord des vaisseaux anglais. »

Tel est le récit des survivants du drame. « Son accent de sincérité n'échappera à aucun de ceux qui le liront. On n'y trouve pas de phrases à effet, pas de périodes emphatiques, comme on avait coutume d'en employer alors... Il faut donc accepter leur témoignage sans conteste, et, en dépit des beaux accents de Barrère, en dépit des strophes de Lebrun, de Chénier et de Parny, il faut rétablir les faits d'après ce procès verbal. » La scène d'ailleurs n'est-elle pas assez grandiose : ces marins qui luttent six heures durant, un contre trois, et ne se rendent qu'« au moment où l'eau est venue envahir leurs batteries, noyer leurs poudres, éteindre la mèche de leurs canons », n'y a-t-il pas là un spectacle admirable ! Cette mort, même après le pavillon en berne, n'est-elle pas héroïque ! Quel mauvais tour leur a joué Lebrun-Pindare en allant chercher toute la friperie mythologique pour les louer plus dignement :

Argo, la nef à voix humaine
Qui mérita l'Olympe et luit au front des cieux,
Quel que fut le succès de sa course lointaine
Prit un vol moins audacieux. (1)

(1) Il faut lire cette ode en entier, chef-d'œuvre de galimatias ; voici quelques strophes du début :

Au sommet glacé du Rhodope,
Qu'il soumit tant de fois à ses accords touchants,
Par de timides sons le fils de Calliope
Ne préludait point à ses chants.

* * *

Mon Dieu ! nous savions un peu tout ce que vient de nous narrer la *Revue bleue* d'après « les documents des archives de la marine ». Lisez le *Bulletin de la société des Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*, t. VI, page 264, et *passim* ; lisez l'*Avenir de la Charente-Inférieure* des 30 avril, 7, 15, 19 et 22 mai 1881, le *Progrès de la Charente-Inférieure* du 20 juin 1886 ; lisez l'article *Renaudin* dans le *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*, où Jal a accumulé tant de détails tirés « des archives de la marine ». Cependant il est bon de mettre partout la vérité à la place de l'erreur, cette vérité ne fut-elle pas toujours bonne à dire. M. Maurice Loir a eu ce courage, il faut l'en féliciter. J'aurais voulu toutefois qu'en rendant justice à la bravoure des soldats, il blâmât la couardise des chefs, qu'après des éloges aux matelots, il flétrit la conduite des Renaudin et des Pillet.

Jean-François Renaudin était né, le 13 juillet 1750, de François Renaudin et d'Elisabeth Thibaut, au Gua, canton de Marrennes, où il est mort le 1^{er} mai 1809, époux de Marie-Anne Charbonnier. Maire de sa ville natale, chevalier de la légion d'honneur à la création de l'ordre, pensionné le 4 février 1802 (4,000 francs), contre-amiral le 29 octobre 1794, préfet maritime à Toulon (le 17 juin 1799) pendant 15 mois, il eut tous les honneurs et toutes les dignités. Illettré, de matelot il était devenu contre-amiral, mais était resté matelot, et à l'aimable lettre que lui écrivait le capitaine de la marine royale d'Angleterre, Georges Oakes, pour lui annoncer qu'il était échangé, lui dire son admiration pour son courage, lui offrir ses services et sa bourse (1), Renaudin répondait presque grossièrement : et

Plein d'une audace pindarique,
Il faut que, des hauteurs du sublime Hélicon,
Le premier trait que lance un poète lyrique,
Soit une flèche d'Apollon.

L'Etna, géant incendiaire,
Qui d'un front embrasé fend la voûte des airs,
Dédaigne ces volcans dont la froide colère
S'épuise en stériles éclairs.

A peine sa fureur commencée,
C'est un vaste incendie et des fleuves brûlants.
Qu'il est beau de courroux lorsque sa bouche immense
Vomit leurs flots étincelants !

Tel éclate un libre génie,
Quand il lance aux tyrans les foudres de sa voix ;
Telle, à flots indomptés, sa brûlante harmonie
Entraîne les sceptres des rois...

Et le malheureux vaisseau *Le Vengeur* que vous chantez, où est-il en tout cela ?

(1) Le capitaine Georges Oakes, qui avait été pris par le contre-amiral Van Stabel, demanda à l'amirauté anglaise d'être échangé contre Renaudin ; il l'obtint et vite le manda au commandant français dont il loue la bravoure !... « J'ai

dans quel style ! « Eloignez d'un vrai républicain les louanges que vous voulez bien faire sur la manière dont je me suis comporté à l'affaire dernière. C'est celle de mon devoir... Je désire, aussitôt mon arrivée en France, d'avoir l'occasion de me mesurer avec vous... » Dans les dernières années de sa vie, son unique occupation était de regarder dans une longue-vue.

Il lui a manqué une statue. Il a failli l'avoir. Le Gua voulait avoir son monument ; la commune, qui se compose de 2,000 habitants, n'en pouvait faire les frais. On ouvrit une souscription. Il était plus facile d'obtenir un décret d'autorisation que des sous. Sur la proposition du ministre de l'intérieur et le rapport du préfet de la Charente-Inférieure, Jules Grévy le signa, le 8 août 1881. Mais il arriva un tout petit fait qui ruina tout. Le ministre de la marine, le vice-amiral Cloué, apprit par le *Journal* qu'on élevait une statue à un marin. Il voulut savoir les services signalés qui valaient à ce contre-amiral des honneurs publics : « Apportez-moi son dossier. » Il lut : « Les embarcations (anglaises) reçurent tous ceux qui les premiers purent s'y jeter. A peine s'étaient-elles éloignées que le plus affreux spectacle s'offrit à nos regards. Ceux de nos camarades qui étaient restés sur *Le Vengeur*, les mains levées au ciel, imploraient, en poussant des cris lamentables, des secours qu'ils ne pouvaient plus espérer ; bientôt disparurent et le vaisseau et les malheureuses victimes qu'il contenait. » Indigné de voir un commandant de navire s'embarquer le premier dans une chaloupe anglaise, et laisser ses marins devenir ce qu'ils pourront, quand l'honneur lui ordonnait de ne quitter son bateau qu'après avoir pourvu au salut du dernier de ses hommes : « Vous allez rapporter ce décret ; Renaudin était un lâche, qu'il aurait fallu dégrader et flétrir. » Le décret fut rapporté le 20 septembre. La souscription du reste se faisait sans enthousiasme. A Rochefort, la ville maritime, à la suite d'une conférence sur l'héroïque *Vengeur*, elle avait produit 3 francs.

Mais à défaut du capitaine, on avait le second, même l'enseigne ; *primo avulso non deficit alter*. Renaudin manquait ; on se rabattit sur Pillet. Louis-Gabriel Pillet, né à Arces le 10 septembre 1760, était mort à Cozes le 26 septembre 1856, lieutenant de vaisseau en retraite et chevalier de la légion

le plaisir de vous annoncer qu'un ordre a été envoyé aujourd'hui pour vous relever de votre parole, à la condition que je sois relevé de la mienne. Je vous félicite sur cet événement et vous souhaite un heureux passage en France, et le plaisir de retrouver votre femme et votre famille en bonne santé... Lorsque j'ai été prisonnier, j'ai reçu beaucoup d'honnêtetés de la part du capitaine Pillet qui commandait le *Jean-Bart*. Si vous le connaissez et si vous avez occasion de le voir, je vous prie de lui dire que je me ferai toujours un plaisir de rendre dans ce pays tous les services qui seront en mon pouvoir à lui et à ses amis qui pourront tomber dans nos mains... Si vous avez besoin de quelque chose qui soit en mon pouvoir de vous offrir pour faciliter votre retour en France, vous avez mon adresse ; j'aurais beaucoup de plaisir à vous être utile. Il pourrait se faire que vous eussiez besoin de quelques guinées... »

d'honneur. C'est à lui qu'on songea. Dans ses nombreuses lettres où l'enseigne du *Vengeur* demandait la croix à Napoléon I^{er}, à Louis XVIII, à Charles X, à Louis-Philippe, il n'y a pas un mot du glorieux vaisseau. Ainsi avaient fait Villaret, Saint-André et Prieur; c'est pourtant à ce nom, soigneusement caché par lui, qu'il dut ce regain de renommée posthume. Cette fois, mieux inspiré, ou plutôt averti par l'échec, on acheta un terrain (56 francs 55); on éleva une pyramide de 4 mètres 80 (450 francs) entourée d'une grille (200 francs). Il n'y eut pas d'inauguration. (Voir *Bulletin*, VI, 261). Pour ces 706 fr. 55, depuis 1886, les voyageurs peuvent, de leur wagon, lire à la station de Cozes : « A LOUIS-GABRIEL PILLET. » La valeur héroïque du *Vengeur*, sa mort, la mort de ces 456 marins qui périrent pour la patrie, tués ou noyés, méritaient mieux.

LOUIS AUDIAT.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU (1892). Ce volume, le XXII^e de la collection, comprend la première partie des *Maintenues de noblesse prononcées par MM. Quentin de Richebourg et Desgalois de La Tour, intendants de la généralité de Poitiers 1714-1718* (428 pages), et une petite préface importante sur les vérifications, les recherches de noblesse, sur l'anoblissement, les sources de la noblesse : noblesse d'épée, noblesse inféodée, noblesse de robe, noblesse de cloche (on sait que quinze villes en France avaient le privilège de noblesse pour leurs maire et échevins, parmi elles Poitiers, Angoulême, Niort, La Rochelle, Cognac et Saint-Jean d'Angély), enfin le catalogue des nobles, par M. de La Bourlière (LIV pages). Les nobles maintenus sont : Acton, Adam, Amproux, Arnould, Arnouldet, Aubery, Avice, Aymer, Aymon; Baconnet, Baignac, Ballon, Barbarin, Bardin, Barlotière (La), Barrault, Baucher, Baudry, Baudry d'Asson, Beauregard, Béchillon, Béjary, Bellanger, Bellère, Belleville, Bellin, Bellivier, Bermondet, Bernardeau, Berthelin, Bertineau, Berton, Bessac, Bessay, Beufvier, Beugnon, Bezannes, Bidault, Blacvot, Blom, Bodet, Bodin, Boisse, Boisson, Boixon, Bonnin, Bony de La Vergne, Borgnet, Bosquevert, Bouhet, Bouhier, Boutou, Boynet, Branchu, Bremond, Brethé, Breuil (du), Brissac, Brisson, Brochard, Brossard, Brouilhac, Bruneau, Brunet, Brusse, Buor, Busca, Bussy, Butigny; Cadaran, Caillet, Callais, Campet, Cantineau, Catineau, Caumont, Chabot, Chaffaut (du), Challet, Chalmot, Chamborant, Champelon, Chantreau, Chapelle, Charbonneau, Charron, Chasteigner, Châteauneuf, Chauvelin, Chergé, Chessé, Chevalier, Chevalleau, Cheigné, Chevreuse, Chitton, Clabat, Claveurier, Clément, Clervaux, Collasseau, Compaing, Condé, Constant, Conty, Coral,

Cornillon, Coullaud, Courtinier, Coytard, Crugy, Crux, Cumont; Dabillon, d'Alouigny, Allegret d'Aulede, d'Appelvoisin, d'Anché, d'Arcemalle, Dargence, d'Armagnac, Darrot, d'Asnière, d'Aux, Dauzy, David, Days, de Bermond du Caylard, de Bernon, de Bideran, de Bonnetié, de Bruc, de Bueil, de Caillant, de Choisy, de Cissay, de Conty, des Coublans, des Francs, des Herbiers, des Hommes, d'Eslenness, Desmontiers, des Melliers, des Nouhes, des Prez, des Roches, Desmier, de Tourais, de Tusseau, d'Orfeuille, Dorin, Doutrelleau, Drault, de Vaurigault, de Vay, Doyneau, Dreux, du Breuil-Hélon, du Chasteau, Duchastenet, Duchesne, du Chilleau, Duchaffault, Dubois, Duboulet, Dufay, Dupeyrat, Dupin, Dupuy, du Rousseau, Dutrochet, Dumont, Dury, du Plantis du Landreau, du Teil, du Vau, du Vergier, Durand, Duretal, du Tréhan, du Vigier; Eschollé, Espinasseau, des Villattes, Eveillard; Faudry, Ferré, Ferrières, Ferron, Feydau, Filleau, Fleury, Fontlebon, Froment, Foucher, Fouquet, Fumée, de Gaborit, de Gastinaire, de Goret, de Gransaigne, de Haute-faye, d'Hémery; Gacoin, Garipault, Garnier, Gaulier, Gautreau, Gauvain, Gay, Gazeau, Gebert, Gentet, Gentil, Giboreau, Gigou, Girard, Girardon, Giraud, Giron de Bessay, des Gittons, Glenest, Goudon, Goué, Goulard, Gourjault, Gourdeau, Gourdon, Gouron, Grandsaigne, de Granges de Surgères, Green de Saint-Marsault, Grelrier, Grignon, Grimault, Grimouard de Saint-Laurent, Grolleau, Guérin, La Guérinière, Guerry, Guichard, Guignard, Guignardeau, Guillaumet, Guillemar, Guillot, Guillotin, Guinebault, Guist, Guy, Guyon, Guyot; de Hillerin; de Laage, de La Barre, de La Bignollay, de La Boucherie, de La Bussière, de La Cantinière, de La Chastre, de La Chaussée, de La Chesnaye, de La Olau, de La Court, de La Coutune, de La Croix, de La Dive, de La Faye, de La Ferté, de La Fitte, de La Fontenelle, de La Guérinière, de La Haye, de La Jaille, de La Lande, La Riche, de La Pisse, de La Porte, de Lasto, de La Sayette, de La Tousse, de La Varenne, de Lécorce, de Lespine, de Liniers; de Maillé, de Maisange, de Maurat, de Mellet, de Messemé, de Monneys, de Montlouis, de Nuchèze, de Pérez, de Pressac, Rangot, de Saint-Fief, de Saint-Gareau, de Saint-Georges, de Saint-Savin, de Sarode, de Sauzay.

Nous avons suivi l'ordre de la maintenue qui range au D une foule de noms commençant par de, mais en mettant dans chaque lettre l'ordre alphabétique.

BULLETIN HÉRALDIQUE DE FRANCE de mars contient, *Beauchamp*, notice généalogique extraite du *Dictionnaire des familles du Poitou*, t. I^{er}, p. 355; — d'avril, *Brochard de La Rochebrochard*, extrait aussi du même *Dictionnaire*.

BULLETIN RELIGIEUX DU DIOCÈSE DE LA ROCHELLE ET SAINTES du

30 avril, dans un article *Saint Savinien et saint Eutrope*, rappelle les souvenirs communs de Sens et de Saintes, et la légende de saint Savinien. Voir à ce sujet dans le *Bulletin critique* du 1^{er} avril 1892 (n^o 7), un article de M. l'abbé Duchesne sur l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens*, qui conclut : Les légendes des saints Savinien et Potentien, de saint Altin et de saint Eodald ne sont pas antérieures au XI^e siècle, et c'est faire preuve d'absence d'esprit critique que de les invoquer dans une histoire des origines de l'église de Sens ; — numéro du 28 mai, *Martyre de M^{or} de La Rochefoucauld, dernier évêque de Saintes*, extrait de l'*Histoire de l'église santonaise*, de l'abbé Briand ; — numéro du 4 juin, de M. Georges Musset, un *Mémoire relatif à la procession qui fut faite à La Rochelle le 16 août 1711*. Il s'agit des célèbres missions prêchées par le bienheureux Grignon de Montfort ; on y trouve certaines particularités qui donnent une idée de l'ascendant que le saint missionnaire avait su prendre sur les populations ; — numéro du 11 juin, *Livre d'or de la basilique et cathédrale de Saint-Pierre de Saintes*, c'est-à-dire le sommaire des faits principaux qui se rattachent à cette église : construction, restauration ; bienfaiteurs et visiteurs illustres ; conciles, saints, cardinaux, évêques.

MÉMOIRES DE LA COMMISSION DES ANTIQUITÉS DU DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR, t. XI, 1885-88 : *Histoire d'une église. Saint-Seine — jadis Seugne — l'Abbaye*, par M. Henri Chabeuf ; *Le théâtre à Dijon (1422-1790)*, par Louis de Gouvenain.

LA REVUE CATHOLIQUE DE BORDEAUX du 25 avril, extrait (auteur M. A. de Lantenay) des *Innocentii P. P. epistolæ ad principes, années I-IV, 1676-1680*, du P. Berthier, les *Lettres d'Innocent XI aux évêques de la province ecclésiastique de Bordeaux*, et reproduit une lettre (10 mars 1677) accordant à l'archevêque de Bordeaux, Henry de Béthune, abbé commendataire des abbayes de Cormery au diocèse de Tours, de Mauléon (aujourd'hui Châtillon sur Sèvre) au diocèse de La Rochelle, la permission sollicitée de donner en commende à certains ecclésiastiques séculiers quelques bénéfices réguliers dépendant de ces abbayes ; une autre lettre à Henri-Marie de Laval-Bois-Dauphin, fils aîné de la célèbre marquise de Sablé, évêque de La Rochelle depuis 1661, « un des 19 évêques qui, en 1664, appuyèrent les quatre évêques rebelles aux condamnations du jansénisme, approuva en 1669 le rituel d'Alet condamné bientôt par Clément X, s'associa en 1670 aux audaces liturgiques des évêques de l'assemblée générale du clergé, et en 1676 publia de concert avec Henri Arnaud, évêque d'Angers, Henri de Barillon, évêque de Luçon, le *Catéchisme des trois Henri*. Un tel prélat devait avoir des contradicteurs ; peut-être aussi en rencontra-t-il dans l'exercice légitime de sa charge. Il s'en plaignit

au pape, et ne manqua pas d'assurer sa sainteté de sa constante et éternelle déférence pour tout ce qui était émané et émanerait du saint-siège. Croyant — ou feignant de croire — que les adversaires de l'évêque de La Rochelle étaient tous des calomniateurs, Innocent XI le rassure et lui rappelle que les évêques persécutés pour l'accomplissement de leur devoir n'ont qu'à se réjouir de la récompense qui leur est réservée dans le ciel ; mais en même temps il n'oublie pas non plus d'exprimer son désir de voir l'évêque de La Rochelle et ceux de France suivre la pratique de l'église romaine en tout ce qui regarde les rites sacrés, la célébration des divins offices et en général la discipline ecclésiastique. Comment Laval-Bois-Dauphin répondit-il à ce vif désir du pape ? En donnant à son clergé le bréviaire de La Rochelle, *Breviarium Rupellense*, qui fut imprimé à Paris, chez Dezallier, en l'année 1686. »

La REVUE DE GASCogne d'avril 1892 contient, du R. P. Delbrel, *Mgr de La Tour du Pin-Montauban*, archevêque d'Auch au moment de la révolution ; P.-B. Barthe, évêque constitutionnel du Gers ; — n° de mai, suite des *Inscriptions lactores* de M. Espérandieu, et une lettre du P. Jean Baiole au P. Sirmond, publiée par M. Tamizey de Larroque. Jean Baiole, fils de Gaillard Baiole, docteur en médecine, et de Catherine de Vigier, était frère de Marie Baiole, mariée à l'historien Scipion du Pleix, de deux autres sœurs et de deux frères, tous deux jésuites, Jean-Jérôme et André. André Baiole, né à Condom, auteur de *La vie intérieure* (1649), mourut le 11 mars 1660 à Saintes, où il fut enterré dans la chapelle du collège.

La REVUE DU BAS-POITOU, 1^{re} livraison de 1892, publie de M. René Valette, son habile directeur, *Les châteaux de la Vendée. Saint-Sornin*. Parmi les possesseurs sont cités Saturnin Grassineau, conseiller du roi au présidial de La Rochelle, qui, en 1689, partage avec ses deux neveux, Joseph Grassineau, fils de René, et Jacques Grassineau, la succession de Jacques Grassineau, seigneur de La Blanchardière. Sa fille unique Marie-Anne épousa Nicolas Gabaret, chevalier, gouverneur pour le roi dans les îles françaises de l'Amérique, dont le fils, Gabriel-Jean-Nicolas de Gabaret, chevalier, seigneur châtelain de La Court de Saint-Sornin, prit pour femme, Marie-Suzanne Harouard du Beignon. Le 5 mars 1750, Louis-Michel de Marconay, chevalier, seigneur de Mornay, et Charles de Beaumont, seigneur d'Echillais, héritiers de Gabriel-Jean-Nicolas de Gabaret, vendirent Saint-Sornin à Etienne-Henri Harouard du Beignon, écuyer, seigneur de La Jarne, conseiller secrétaire du roi à La Rochelle, qui prit le nom de Saint-Sornin. François-Henri Harouard, seigneur de Croix-Chapeau, La Garde-aux-Valets, Charmeneuil, etc., vendit, le 15 mars 1771, Saint-Sornin et La

Barre, acquise (1751) par son père de Jean-Baptiste de Castellane, à Julie-Marie-Louise-Renée d'Espinay, veuve de René-François de Lantivy, se réservant le droit exclusif de porter sa vie durant le nom de Saint-Sornin. M^{me} de Lantivy, qui n'avait pu payer son acquisition, céda pour 180,000 fr. le château et le domaine de Saint-Sornin à Jacques-Henri-Salomon Levesque de Puiberneau de La Boislinière, époux de Marie-Barthélemy de Mac-Carthy. Le domaine passa par héritage à Henri-François-Denis-Salomon Levesque de Puiberneau, mari de Bibiane-Charlotte-Henriette de Citoys ; à sa mort, Saint-Sornin échut à son fils Louis-Benjamin-Léopold, missionnaire de la compagnie de Jésus, décédé en Chine l'an 1864, puis à Mathilde de Puiberneau, veuve de Ranfray de La Bajonnière, qui, le 8 décembre 1871, l'attribua à sa fille aînée, « épouse de M. Merveilleux du Vignaux, premier président en retraite de la cour de Poitiers, qui s'y est définitivement fixé à la suite de son épuration en 1883. » Une partie de l'ancien domaine, La Garenne, échut à Marie-Bonne de Puiberneau, mariée en 1846 à Auguste-Marie de Larocque-Latour, morte en 1889 (*Bulletin*, IX, 97), laissant trois fils et trois filles ; l'un, M. Raymond, marié à M^{lle} de La Roche Saint-André (*Idem*, p. 294), y a fait construire un élégant petit château.

La REVUE HISTORIQUE DE L'OUEST, mars 1892, publie la 3^e partie de l'étude de M. I. Guet, *Origines de La Martinique. Le colonel François de Collart et La Martinique de son temps, 1626-1720*. Il y est question de Le Vassor de La Touche-Tréville, surtout de Charles de Courbon, comte de Blenac, maréchal des camps, sénéchal de Saintonge, gouverneur général des Antilles le 13 mai 1677, mort à La Martinique en 1696, qui avait pour chef d'état-major le chevalier de Bernessart, sans doute Christophe Ancelin, seigneur de Bernessart et de La Garde-aux-Valets, neveu de M. de Gemozac (N. Ancelin, seigneur de Gemozac), lieutenant du roi chargé de l'intérim au Fort-Royal pendant que le gouverneur serait absent.

La REVUE POITEVINE, 9^e année, n° 101, 15 mai 1892, contient *Savary de Mauléon et le Poitou à son époque*, par M. Bélisair Lédain ; *Notes sur les rapports du duc de Berry avec le Poitou, 1374-1377*, par M. Alfred Richard ; *Théophraste Renaudot à Montpellier*, par M. de La Bouralière ; *Les réformés et les cloches pendant les guerres de religion*, par M. H. Gélén, suite de son article sur *Les cloches protestantes*. (Voir *Bulletin*, XII, 75). L'auteur rappelle que les cloches passèrent d'un culte à l'autre. A Saint-Maixent les images des églises furent brisées le 28 mai 1562 ; mais la cloche servit à appeler les calvinistes dans l'église des cordeliers ; en septembre 1569, nouveau pillage ; mais le clocher fut épargné et servit d'échauguette. En janvier 1568, les réformés de Marans dévastèrent l'église du

Langon et rompirent les voûtes pour descendre les quatre cloches ; le lendemain, ils « rasèrent les cloches » à Mouzeuil ; le 12 février suivant, douze à treize cents religieux, venus de La Rochelle et de Marans, rompirent les six cloches de la cathédrale de Luçon, les quatre de Saint-Mathurin, et les emportèrent toutes les dix ; quelques uns, le 20 février, allèrent à Sainte-Gemme casser les cloches et brûler ce qui était dans l'église ; d'autres à Pouillé et à Petosse, et y firent si grand feu dans les églises que les cloches de Pouillé fondirent dans le clocher. Au commencement de mai 1569, d'Andelot envoya des soldats au château de l'Hermenault, où les catholiques avaient mis leurs meubles, leurs cloches, leurs approvisionnements ; tout fut pris. « Les procès verbaux des conseils de la reine de Navarre, tenus à La Rochelle en juin-août 1569, nous font connaître que les cloches enlevées aux églises étaient, comme du reste les autres éléments du butin, transportées dans cette ville, où les réformés avaient établi leur quartier général. Il y est dit que, le 14 juin, M. de Barbezières fut invité à « délivrer es mains des commissaires-députés à la recherche des biens ecclésiastiques, deux cloches qu'il a en sa maison » ; que le 2 août, Jehan du Breuil présenta une requête « disant qu'il avait » fait arrêter en un village, près de Brisembourg, trois cloches » qu'il a fait transporter en lieu de sûreté, et qui peuvent valoir 200 livres » ; que, ce même jour, Jehan Blouin déclare avoir « acheté du capitaine La Touche, lieutenant du sieur de » La Cressonnière, quelques cloches prises par ledit La Touche » dans le château de La Forêt-sur-Sèvre », et que, en outre, du Breuil et Blouin obtinrent l'un et l'autre du conseil la permission « d'amener ces cloches à La Rochelle afin de les y » vendre ».

Et celles dont ils ne se servaient pas, ils les vendaient. En 1568, dans un grand conseil tenu à Niort sous la présidence de Jeanne d'Albret et des princes, et auquel assistaient le maire de La Rochelle et six membres du corps de ville, raconte M. Georges Musset (*Recueil de la commission des arts*, XI, 267), les huguenots, pour remédier à l'insuffisance de ressources produites par les impôts arbitraires sur la classe riche de La Rochelle, les deniers levés sur les prises maritimes, ne trouvèrent d'autre moyen « plus prompt ni plus raisonnable » de remplir leurs coffres que de décréter la saisie et la vente des biens ecclésiastiques. « Prendre le bien d'autrui pour satisfaire un besoin naturel constitue un vol pour un particulier et est puni comme tel. Cela devient un droit, presque un devoir dans l'esprit des masses populaires, des partis ou même des gouvernements, qui eux n'ont pour excuse ni la faim ni la misère, quand il s'agit d'imposer aux minorités une idée, un système mystique, philosophique ou religieux. »

Les ecclésiastiques, dit l'acte du 29 janvier 1569, « estant, par leurs menées et complotz secretz, causes du renouvellement de ses troubles, méritent bien (afin aussy que tout moyen de con-

tinuer leur idolâtrie leur soit osté) que la plus grande partie des frais de ceste guerre soyent pris sur eulx, qui, n'ayant aucun zèle ou affection de leur religion, y estans retenus seulement par le moyen des grans et amples patrimoynes, revenus et es-molumens que l'antechrist leur avoit constitué et ordonné pour se faire adorer et reconnoistre Dieu en terre, se voyant de ce privés et frustrés, pourront plus aisément se destourner des-dites superstitions et idolâtries et se ranger en vray, pur le service de Dieu et à l'observation de la vraye religion. »

Un contrat passé à La Rochelle, le 17 juin 1569, entre des marchands basques, bordelais et rochelais, nous apprend ce que devinrent les cloches ainsi volées. Jean de Picassary, basque d'origine, rochelais d'adoption, Guilon de Morlanne, marchand de Bordeaux, et Jean Moulineau, de La Rochelle, s'associent pour acheter aux princes les cloches des églises et revendent le métal jusqu'à la quantité de cent milliers pesant à un autre basque, Domingo de Harismendy, marchand à Saint-Jean de Luz. Les cloches s'embarquent à La Rochelle et à Tonnay-Charente, débarquent à Saint-Jean de Luz, et y sont transformées en canons. Et voilà comment, remarque M. Musset, on perd son temps « à rechercher dans nos églises les cloches qui chantaient les joies et les tristesses des Saintongeais du moyen âge... »

Dans le midi on transforma des cloches en canons. Ainsi les réformés, commandés par Mathieu de Merle, s'étant emparés de Mende, la veille de Noël 1559, « fondirent les belles cloches de la cathédrale pour en faire des canons ». Celles qui furent apportées à La Rochelle eurent le même sort. La *Chronique du Langon* le dit expressément (p. 110) : « Et néantmoins (malgré la paix de Longjumeau, signée le 23 mars 1568), les Rochelais se fortifièrent, tant de remparts que de pièces d'artillerie, qu'ils faisoient des cloches des paroisses, qu'ils avoient emmenées. »

LA REVUE THERMALE ET BALNÉAIRE du 29 mai (n° 3 de la première année) est consacrée au *Mont-Dore* (8 pages in-4°) : Vue générale du Mont-Dore (aspect, climat, culture) ; le casino, établissement thermal, les sources et leurs propriétés, emploi des eaux, régimes, maladies soignées au Mont-Dore, etc. Tout cela donne une idée sommaire, mais exacte de cette bienfaisante station, qui s'accroît et s'embellit chaque jour, sous la direction active du concessionnaire, M. Chabaud. Le numéro est signé d'un de nos concitoyens, M. le docteur Geay, de l'île d'Oleron, médecin consultant au Mont-Dore, qui continuera, nous l'espérons, dans une prochaine livraison, à nous décrire les paysages ravissants du lieu, l'agrément après l'utile, cet agrément qui est si nécessaire à la cure. Des dessins illustrent ce petit guide du Mont-Dore, représentant la ville, l'établissement, les chaises à porteurs et quelques sites.

SAINTE EUSTELLE, VIERGE ET MARTYRE, par M. l'abbé Camiade. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1892, 139 pages. Prix : 1 fr. 50.

La vierge santone, sainte Eustelle, aura bientôt, je crois, plus de biographes, de panégyristes, de poètes que son père spirituel saint Eutrope. Il y a deux ans, M. l'abbé Plumeau, curé de Brives, publiait sur elle un drame qui a été fort répandu au loin ; cette année, M. l'abbé Camiade, chanoine honoraire de La Rochelle, a édité une fort jolie plaquette, presque luxueuse, que notre habile typographe, M. Noël Texier, a ornée de son mieux. Cette douce physionomie de martyr séduit l'imagination, frappe l'esprit, attire la sympathie ; la légende l'entoure d'une auréole charmante ; la foule pieuse qui, chaque année, accourt vénérer le chef de saint Eutrope, ne manque jamais d'aller rendre une visite à la fontaine qui porte son nom ; coutume païenne à l'origine, habitude chrétienne depuis dix-huit siècles ; le culte de la font Saint-Eustelle est populaire en Saintonge. Depuis qu'en 1876 monseigneur Thomas a, par un poétique mandement et par la grande cérémonie des 20 et 21 mai, renouvelé le souvenir toujours vivant de la patronne de la jeunesse, il y a, outre des hommages plus fréquents et plus nombreux, un plus vif désir de savoir les actes de la sainte.

L'histoire raconte peu de choses sur sainte Eustelle ; les actes authentiques de saint Eutrope n'en font pas mention ; et tandis que le nom du premier évêque de Saintes est universellement répandu en France, que dans tous les diocèses on trouve son patronage, chapelle, autel, lieu de pèlerinage, Eustelle est inconnue ; il a fallu attendre jusqu'en 1876 pour qu'une église, la chapelle des religieuses de Sainte-Marie de la Providence, à Saintes, lui fût dédiée. En 1881, les félibres la choisissaient pour patronne sous le nom d'Estelle, détail qu'a oublié son biographe.

L'ouvrage de M. Camiade ne peut donc être qu'un livre de piété, avec quelques faits concernant surtout Eutrope. N'y cherchons donc aucune étude critique : où et quand s'est formée la légende ? depuis quelle époque l'épithète de martyr lui a-t-elle été décernée ? quels sont les vestiges de son culte avant notre siècle ? quelles traces a-t-elle laissées dans l'iconographie ? L'écrivain s'est borné à raconter ce que d'autres ont dit ; il a accepté sans contrôle la tradition, postérieure de beaucoup à saint Eutrope.

Cependant si M. Camiade n'a pas voulu faire œuvre d'érudition, il a cependant touché à certains points d'histoire ou d'archéologie. Il a pris beaucoup, on le voit, même quand il ne le dit pas, au volume *Saint Eutrope dans l'histoire, la légende et l'archéologie* ; mais il ne s'est pas astreint à suivre en tout les idées de l'auteur. Ainsi, il compose le nom d'Eustelle de deux mots, l'un grec, εὖ, bien, l'autre latin, stella, étoile, formation hybride, contraire à toutes les règles de l'étymologie ; le mot ne viendrait-il pas mieux de εὐσταλής, alerte, dis-

pos ou *frugal*, de εὔ, et στέλλω, comme Eutrope, εὖ et τρέπω?

M. l'abbé Camiade croit encore au capitole et à l'arc de triomphe de Germanicus à Saintes, et cela d'après « nos vieux chroniqueurs » : car il écrit, page 20 : « Elle possédait, d'après les récits de nos vieux chroniqueurs, un capitole, un arc de triomphe élevé à Germanicus César. » Ah ! qu'il serait aimable de nous citer « ces vieux chroniqueurs » qui parlent du capitole de Saintes ; M. Musset et moi, nous les avons cherchés, et inutilement ; où se cachent-ils ? (Voir *Le capitole de Saintes* (1881) et *Bulletin de la société des Archives*, III, 59, 223).

Quant à l'arc de triomphe, il suffit de lire l'inscription que porte le monument romain,

... cet arc dont Prévot a rajeuni le faite,

en 1843, pour s'assurer qu'il n'a jamais été ni une porte. ni un arc de triomphe ; cette inscription a été publiée des centaines de fois. (Voir entre autres *Epigraphie santone*, p. 10 ; surtout *Epigraphie romaine du Poitou et de la Saintonge*, p. 75).

En outre il croit « aux combats d'animaux » et « à des joutes nautiques » dans l'amphithéâtre de Saintes. Pour les animaux, je n'en sais rien ; mais je sais que Nîmes n'en avait pas et que ce genre de spectacle, très rare dans les provinces, était presque exclusivement réservé à Rome. Seul, dans la vallée du Rhône, Arles avait des combats d'animaux. Quant à la naumachie, les fouilles récentes n'en ont révélé aucune trace, et, s'il y a eu de l'eau aux arènes, c'est depuis que l'enlèvement des terres a creusé là un agréable cloaque où, dans l'hiver, les eaux pluviales mêlées aux infiltrations des eaux de la Charente, forment un petit lac, où il ne manque plus que des barques ou des pirogues.

Il croit, d'après Massiou qu'il cite, qu'« il y avait au confluent de la Charente et de la Seugne, un temple consacré au culte de Rome et d'Auguste. » Hélas ! non ; cet autel — on l'a démontré bien des fois — (Voir *Deux notes d'archéologie* (1889). *Comme quoi les Saintongeais ont déplacé la Charente et non pas l'arc de triomphe* (*Bulletin*, V, 193) était situé à Lyon, et le confluent dont il s'agit est le confluent de la Saône et du Rhône. Ce n'est pas la même chose. Le dessin de cet autel a été publié dans le *Bulletin*, VIII, 418.

Ces erreurs, que l'auteur eut évitées facilement en consultant avant d'écrire les ouvrages spéciaux et récents, n'otent rien à l'attrait d'un volume destiné surtout à des jeunes filles comme livre d'édification, encore qu'il soit inutile d'y glisser des faits erronés. On peut, même en écrivant bien, avec élégance, avec onction, en soignant son style, en portant les âmes à la piété, « qui est le tout de l'homme », respecter l'histoire, voire l'archéologie. Il n'y a pas d'incompatibilité entre la science et la théologie ; on peut produire d'excellents sentiments dans l'âme des enfants sans leur donner des notions fausses de chronologie. Il importe peu à la gloire d'Eustelle qu'il y ait eu à Saintes

un capitolé ; pourquoi raconter aux jeunes filles qu'il y en avait un ? Eutrope ne perdra pas un millimètre de sa place au paradis s'il n'y a point eu de temple au confluent de la Seugne et de la Charente ; pourquoi en bâtir un en l'honneur de Rome et d'Auguste ? D'autant que si vous tenez à parler de l'autel des trois Gaules à Lyon, rien ne vous force à dire qu'il était à Saintes.

Un appendice raconte le culte de sainte Eustelle à travers les âges, les vicissitudes du temple qui a abrité ses restes et ceux d'Eutrope, jusqu'au renouvellement de son culte en 1876 par les lazaristes, préposés à la garde du double tombeau depuis 1871, ecclésiastiques expulsés en 1891, au grand regret et au grand dommage de la paroisse avec les sœurs de Saint-Vincent qui tenaient la asile, école, ouvroir et soignaient les malades. Voir à ce sujet le *Bulletin religieux* du diocèse du 18 avril 1891 qui se plaint de voir en elles « la justice et le droit violés au nom de la légalité. »

L. A.

QUESTIONS ET RÉPONSES

I. — QUESTIONS.

N° 514. — De qui était fils et petit-fils le marquis d'Aux de Lescout, qui succéda à la pairie de son beau-père Lally-Tolendal ? Je me plais à compter sur l'obligeance d'un aimable bordelais pour obtenir ce renseignement.

LA M.

N° 515. — Serait-il possible d'avoir la copie figurée de l'inscription gravée au nom de M^{me} de Saint-Dizant sur l'une des chevilles de bois récemment découvertes lors de la démolition des anciennes halles du Château d'Oleron ? (Voir *Bulletin*, mai 1892, XII, page 178). M^{me} de Saint-Dizant, Marie Sary de La Chaume, était la femme de Jacques Michel, baron de Saint-Dizant, le seigneur du Château.

LA M.

N° 516. — On demande des documents sur le bailliage appelé : *Les quatre bailliages royaux de Saintonge*, sa juridiction, ses juges, etc.

LA M.

N° 517. — Les Bouchaud, qui se qualifiaient marchands à la foire, étaient de très bonne bourgeoisie, et anoblis par les charges municipales et celles de la chambre des comptes. Charles Bouchaud, né à Nantes, fut baptisé le 10 février 1712 à Saint-Nicolas ; il fut inhumé le 7 juillet 1782 à Saint-Domingue, paroisse de Limonade, dans l'église de cette paroisse, du côté

de l'épître. Son acte de décès le qualifie « écuyer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ». Charles Bouchaud avait épousé Marie-Marthe Achard. De ce mariage naquirent : 1° un fils non marié ; 2° Madeleine, mariée en 1760 à Charles de Pernet, baron du Recout ; 3° Adélaïde, religieuse, morte à Brassac (Puy-de-Dôme) ; 4° Jeanne-Aimée, mariée en 1768 à Joseph du Croc, seigneur de Brassac en Auvergne. On demande des renseignements sur la famille de Marie-Marthe Achard, son état social et quelques noms de ses ascendants, ainsi que la description de ses armoiries, si cette famille en possédait.

DE C.

N° 518. — *Essai d'impôt dans la généralité de La Rochelle.* En 1719, sur la proposition du duc de Saint-Simon, qui raconte tout au long l'anecdote dans ses *Mémoires* (livre XI, chapitre XI), le régent donna audience à deux économistes qui venaient lui soumettre le projet d'une « taille proportionnelle ». C'étaient MM. d'Allemans, « homme fort distingué parmi la noblesse du Périgord », et Renaud, dit le Petit Renaud, ancien lieutenant général des armées navales, tous deux disciples de Malebranche. Saint-Simon ne les appelle pas des économistes, puisque le mot n'existait pas encore, mais les traite d'excellents et zélés citoyens. Toujours est-il qu'après la lecture de leur plan commun, il fut convenu qu'on ne prendrait de décision qu'au bout d'un an, lorsque l'expérience aurait démontré la valeur de l'essai tenté précédemment par le Petit Renaud dans la généralité de La Rochelle. Mais les obstacles suscités par une nouveauté « toujours suspecte en matière d'impôts », fatiguèrent tellement le Petit Renaud qu'il dut, pour se reposer, aller prendre les eaux de Pougues. Il s'en gorgea au point d'en mourir ; et M. d'Allemans, retourné chez lui, ne lui survécut que peu de mois. « Tout ce projet s'en alla en fumée », dit Saint-Simon. Mais a-t-il jamais été connu ? et quelle était l'économie de cette taille proportionnelle tentée par le Petit Renaud dans la généralité de La Rochelle ?

D'E.

N° 519. — Hortense Allart, qui épousa en 1843 Louis de Méritens, a publié en 1832 un roman, *Sextus ou le romain de Marennes*. Je ne pense pas qu'il soit dans ce livre question de notre chef-lieu d'arrondissement, mais très probablement des *Maremnes* ; mais je voudrais savoir quel lien rattache l'auteur aux Méritens de l'île d'Oleron en particulier.

B.

II. — RÉPONSES

N° 79 et 329 : I, 315 ; V, 381 ; VI, 414 ; VII, 89 et 79 ; VIII, 458 ; XII, 143. — *Usages et coutumes en Saintonge. L'obole*

à Caron. — L'usage de placer une pièce de monnaie, généralement un sou, entre les doigts des morts, est constaté dans un grand nombre de communes de la Gironde. Et il donne l'explication de la trouvaille fréquente de ces pièces de monnaie, isolées, quand on remue la terre des cimetières ruraux. J'ai signalé le fait à la société archéologique de Bordeaux, dans la séance du 9 mai 1890. Je venais de trouver, à Saint-Julien du Médoc, en faisant l'autopsie médico-légale d'un vieillard de 80 ans, dont les mains étaient jointes et entourées d'un chapelet, un sou ordinaire placé entre les deux pouces superposés du mort.

D^r BERCHON.

N^{os} 178, 196, 197, 337 et 398 : t. III, p. 169, 205, 244 ; V, 109, 146, 222 ; VI, 73, 251, 336 ; VII, 196 ; VIII, 84, 380, 467. *Proverbes saintongeais*.

S'on trr'chait au fond de châ vice,
O se peûrait que n-on z-y visse
D'aute vice bein assortit.
O n'a pu gorman qu'in chétit.

Thieû que la mort vint crit à toute âge a l'emporte.
Chein tou' lei boucher dau canton
N-on vouet pendié sou z-eû porte
Pâ mein de piâ d'ignâ que de piâ de mouton.

Thieû monsieu n'eit point minprisan,
Faut que jhe vou n-en avrr'tisse :
I bouérait avec in peisan.....
Prr'vu que le peisan péyisse.

Thieû Brr'nard, comb'de foué jh'ei souetté qu'i basisse,
Combe ei-jhe dit : « Ah ! si thieûque mouche le fisse,
Qu'o set putoû in tuon qu'ine mouche ! » Ou : « Jhe cré
Que bein sûr i serait meû en terre qu'en pré. »

Quant pepé soutire son vin
Bein sûr qu'i n en gavagne yeire ;
O vaut meû n-en bouère deû verre,
C'-t-i qu'i dit, que de n-en parde in.

Lei peisan labouran lei vigne
Et lei monsieu beuvan le vin.
O-l-eit coume l'avouène : l'in
La gâgne et l'aute la migne.

Sêjhe poin, Ujhène,
Ingrat de ta peine.
Peine de vilain
Ne conte prr' rein.

Jhan que prr' le coté faut dei pincette... encouère !
Hier au souer a fouetté toute sa soupe douère.
— Prr'quoué ? — Paç'que dessû il a vut in grand piau.
Prr' de sûr, o n'a pâ pu ziroû qu'in salau.

Paul, le nouviâ valet, parlé d'in boun apête !
I flatte le brr'jhoué conte l'in, conte l'aute ;
I ne se fera poin vouer ithi d'in boun œuil :
Ne cré poin qu'il emporte en boujhan le tereuil.

Quoure ba-tu ton bié ? — D'ithi troué jhour ou quate,
Si seû paré, mei tant qu'arei dau grain à batte,
Jhe pôrrei bein trr'jhou dire que seû çertain
Si n'ei poin de bonbon au mein que j'hei dau pain.

Qu'eit-ô que vou disé de l'ami Giraudiâ ?
Il eit de la nâtion, creirt beun, dei cagouye :
I se sârre à l'abrit quant o leit qu'o fait biâ,
Et se proumeune quant o mouye.

Couman voulé vou qu'ente
Paran i s'accordan,
Quand lei tripe dau vente
Z-elle otout se gronnda ?

PIARE MARCUT.

N° 492 : t. XI, 391. Une *Histoire* manuscrite de l'île de Ré.
— Les manuscrits de Bourru, notaire à La Flotte (1816-1824), sur l'île de Ré, ont été acquis, il y a une trentaine d'années, par M. le baron Eschasseriaux, qui, à la nouvelle donnée par le *Bulletin* qu'on les recherchait les croyant perdus, s'est empressé de les remettre au petit-fils de l'auteur, M. le docteur Henri Bourru, médecin en chef de la marine à Rochefort.

A.

N° 505 : t. XII, 211. *Le géographe A. Jouvin, de Rochefort.*
— Etait-il de Rochefort sur mer ? Dans *Limoges d'après ses anciens plans* (Limoges, 1884, in-8°, extrait du *Bulletin de la société archéologique du Limousin*), M. Paul Ducourtieux, à propos du plan de Limoges dressé en 1680 par Jouvin, de Rochefort, donne, page 19, quelques renseignements sur ce géographe, fournis par M. Louis Guibert : « Il devait s'appeler Jouvin tout court, comme les titres de ses ouvrages semblent l'indiquer. Il ne devait ajouter *de Rochefort*, nom probable de sa ville natale, que pour se distinguer d'autres Jouvin, littérateurs, qui vivaient à cette époque. » Il était trésorier de France à Limoges, charge qu'il dut acheter au retour de ses voyages de 1676 à 1680 ; il devait jouir d'une certaine fortune : car cette charge dans la généralité de Limoges, rapportait 3,000 livres de revenus. Son prénom est *Ant.*, sans doute *Antoine*. Outre ses plans, on a de lui un ouvrage : « *Le voyageur d'Europe*, où sont les voyages de France, d'Italie et de Malte, d'Espagne et Portugal, des Pays-Bas, d'Allemagne et de Cologne, d'Angleterre, de Danemark et de Suède, par A. Jouvin, de Rochefort. Dédié à M. de Pomponne, 1672. » Or, ce Rochefort, quel est-il ? Il y a bien des Rochefort en France. Le *Traité historique de l'état des trésoriers de France*, par Gironcourt, ne le nomme

pas. La question reste donc posée : D'où était Jouvin, de Rochefort ?

N° 510 : XII, 211. *Guillery*. — Le couplet saintongeais suivant, que j'ai entendu lorsque j'étais enfant, se rapporte-t-il à l'un des frères Guillery, « célébrités saintongeaises de la guillotine ? » Le même couplet est-il accompagné de plusieurs autres ?

L'enfant :

Ma mère ! Ma mère !
Guillery m'a pris ma pouère.

La mère :

Guillery,
Moun ami,
Rends la pouère à thieu petit ;
Guillery, grand gormand,
Rends la pouère à thieu-l-enfant.

PIARE MAROUT.

N° 512 : t. XII, 211. *Trois plombs historiés trouvés à Barbezieux*. — Ces plombs devaient servir de contrôle sur les pièces d'étoffes. On les appliquait sur les marchandises quand elles étaient de bonne qualité, avaient les dimensions nécessaires et les qualités exigées par les règlements. Une ordonnance du 13 décembre 1737, de Barentin, intendant de la généralité de La Rochelle, relative à l'apposition d'un nouveau plomb de contrôle sur les pièces et ballots d'étoffes, placard in-folio aux armes de France, sans nom d'imprimeur, est à la bibliothèque de Cognac, fonds Albert, manuscrits, t. LI, p. 3 ; nous la publions d'après une copie de M. Jules Pellisson : « De par le roy, Charles-Amable-Honoré Barentin, chevalier, seigneur d'Hardivilliers, les Belles-Rueries et autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la généralité de La Rochelle ; sur ce qui a été représenté que le plomb de contrôle, apposé sur les pièces d'étoffes, pouvoit facilement s'ôter de celles revêtues des formalitez requises par les réglemens, et s'appliquer de même aux étoffes qui n'ont pas les largeurs ni les qualités prescrites, et que cet abus avoit également lieu à l'égard des ballots d'étoffes qui se transportent par terre et par mer, sur lesquels il n'étoit pas moins facile aux marchands mal intentionnés d'appliquer des plombs de contrôle sans qu'on s'en aperçût, d'où il résulte des inconvéniens très préjudiciables au commerce des étoffes en général, et que pour y remédier il seroit nécessaire d'ordonner l'application d'un plomb qu'on ne pût changer ; vu les ordres du conseil à nous adressés par M. Orry, ministre et contrôleur général des finances, le 25 novembre 1737, ensemble l'instruction pour l'usage du nouveau plomb de contrôle dont le modèle nous a été remis ;

» Nous ordonnons qu'à commencer du 1^{er} janvier 1738, les gardes-jurés des marchands de draps des villes de cette généralité seront tenus de se servir pour la marque du contrôle des étoffes de laine ou mêlées de laine, soye, poil, fil, coton et autres matières, et des balots des mêmes étoffes, d'un plomb semblable à celui dont le modèle sera déposé au bureau du contrôle établi dans chaque ville, sur lequel plomb sera gravée d'un côté l'année de l'exercice desdits gardes-jurés avec la première lettre du nom et surnom en entier de l'un desdits gardes, et de l'autre le nom de la ville et le mot de contrôle, conformément à l'arrêt du conseil du 9 février 1734 et à l'ordonnance de M. Bignon, du 9 novembre 1736, le tout sous les peines y portées, et de cinquante livres d'amende contre lesdits gardes-jurés qui auront manqué d'aposer ledit nouveau plomb, et de faux contre ceux qui s'en seront servis d'autres. A l'effet de quoy ils seront incessamment tenus de se pourvoir d'outils et ustanciles portés par l'instruction qui sera jointe à la présente ordonnance. Faisons très expresses défenses aux fabricans et marchands de drap d'exposer en vente aucunes marchandises et de transporter aucuns balots d'étoffes, sans que les unes et les autres soient marquées dudit nouveau plomb de contrôle, aussi sous les peines prescrites par les arrêts qui ont ordonné le plomb de contrôle; enjoignons à nos subdélégués et aux inspecteurs des manufactures de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sera lue, publiée et affichée dans l'étendue de la présente généralité, et un exemplaire d'icelle affiché dans chacun des bureaux de contrôle. Fait à La Rochelle, le 13 décembre 1737. Signé Barentin. Et plus bas, par monseigneur : Le Roy. »

N° 514 : t. XI, 212. — Guillonnet-Merville (et non *Guionnet*), avoué et juge de paix à Paris, qui eut pour clerc Scribe et Balzac, était frère de Louis-François Guillonnet-Merville, docteur en médecine, auteur des *Recherches topographiques et historiques sur Saint-Jean d'Angély*, et de Jean-Baptiste-François Guillonnet-Merville, conseiller à la cour de cassation, mort à Paris le 18 avril 1832. Tous les trois étaient fils de François-Jacques Guillonnet-Merville, seigneur de Fief-Brun, et de Henriette-Françoise de Bonnégens.

D.

BIBLIOGRAPHIE

MALARTIC (Le comte GABRIEL DE MAURÈS DE). *Le vicomte de Maurès de Malartic (Ambroise-Eulalie), maréchal de camp, maire de La Rochelle, député aux états généraux*. La Rochelle, imp. nouvelle Noël Texier, 1892, in-8°, 43 pages. (Extrait de la

Revue de Saintonge et d'Aunis, XII, p. 96, numéro de mars 1892).

MALEPEYRE (F.-L.), juge d'instruction au tribunal de Châlons sur Marne, et EDMOND MESNARD. *La réforme des frais de justice. Commentaire pratique de la loi du 26 janvier 1892*. Paris, Marchal et Billard, 1892, in-8°. Prix : 3 fr. 50. (Extrait des *Lois nouvelles*).

MARBOT (E.), chapelain de Notre-Dame de La Seds, aumônier du Saint-Sacrement à Aix en Provence. *Vie de la révérende mère Marie-Saint-Maurice, fondatrice des missions de la présentation de Marie au Canada, et troisième supérieure générale de cette congrégation*. Aix, imprimerie Mahaire, in-16, 1891, XVI-352 pages et portrait. Prix : 3 francs.

Mémoire sur le port militaire de Rochefort, présenté au nom du conseil municipal à la commission parlementaire chargé d'examiner les projets de loi sur la marine militaire. Rochefort, imp. Paul Prioux, 1890, gr. in-8°, 8 pages, deux planches.

MESNARD (Edmond), procureur de la république au tribunal de Châlons sur Marne. Voir MALEPEYRE.

MÉTAIS. *Trois chartes saintongeaises sur la Sainte-Larme de Vendôme*, publiées par M. l'abbé Ch. Métais. La Rochelle, imp. Noël Texier, 1891, in-8°, 16 p. (Extrait du t. XIX des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*).

MOINET (Le docteur Ch.), médecin consultant à Cauterets, ex-médecin de la marine, chevalier de la légion d'honneur. *De l'emploi thérapeutique de l'eau-de-vie de Cognac et des Deux-Charentes*. Paris, Masson ; Rochefort, imprimerie Paul Prioux, 1891, in-18, 63 pages. La couverture contient la liste des précédents ouvrages de l'auteur, au nombre de vingt.

MORICE (Le docteur). *Sur le degré de perméabilité de l'aliol*. Paris, 30, rue du Dragon, 1891, in-8°. (Publication de la *Société française d'hygiène*).

NADÉAU (Alfred). *Saint-Trojan...* (Voir *Bulletin*, XI, 294). « Le but de cet opuscule, dédié « à M. Hild, professeur à la faculté des lettres de Poitiers », est, dit l'auteur, d'amener à Saint-Trojan « tous ceux qui ne le connaissent pas. » De là des descriptions poétiques et un enthousiasme un peu officiel, avec prix des denrées, des courses, de l'hôtel des bains (5 fr. 50 par jour) ou,

si « vous aimez mieux vous constituer de nouvelles pénates », d'une maison particulière (1 franc par chambre). Un peu d'histoire m'aurait aussi fort intéressé.

NATIER (Le docteur Marcel). *Policlinique de Paris. Service de rhinologie, d'otologie et de laryngologie*, dirigé par le docteur Marcel Natier, avec le concours de M. G. Darzens, externe des hôpitaux, chef de clinique, et M^{lle} J. Leclerc, externe des hôpitaux, aide de clinique. Statistique pour l'année 1890-91. Clermont (Oise), imp. Daix frères ; Paris, Doin, 1891, in-8°, 16 pages.

— *Polypes muqueux des fosses nasales (chez les enfants jusqu'à l'âge de quinze ans)*. Idem, 84 pages.

NEUCOMM (Edmond) et PAUL D'ESTRÉE. *Les Hohenzollern*. Paris, Perrin, 1892, in-18, 347 pages.

Les margraves de Brandebourg, le grand électeur, Frédéric premier, Frédéric-Guillaume, Frédéric-le-Grand, Frédéric-Guillaume II, Frédéric-Guillaume III, IV, Guillaume I^{er}, Frédéric III et Guillaume II, tels sont les chapitres de ce volume, et l'énoncé seul en indique l'intérêt. C'est l'histoire des rois de Prusse d'après Monbijou, le musée Hohenzollern, ce nouveau musée des souverains inauguré en 1886, histoire anecdotique des rois et des mœurs du peuple, pleine de détails curieux, qui mieux qu'un récit suivi, fait connaître une nation et ses souverains. L'idée était originale, et elle a été habilement mise en œuvre par les deux auteurs dont l'un est un de nos confrères, instruit, chercheur, et travailleur consciencieux.

Ordo divini officii recitandi sacrique peragendi a clero rupellensi... pro anno domini 1892. Rupellæ [La Rochelle, imp. Noël Texier], 1891, in-18, 81-73 pages.

ORDONNEAU [né à Saintes le 16 juin 1854], ALBIN VALABRÈQUE et HENRY KÉROUL. *Les Boulinaud*, comédie-vaudeville en 3 actes. Paris, Tresse et Stock, 1891, in-18, 126 pages. Théâtre du Palais-Royal. Première représentation le 14 janvier 1890.

ORDONNEAU (Maurice) et Henry KÉROUL. *L'oncle Célestin*, opérette en trois actes ; musique de M. Edmond Audran. Paris, Choudens fils, 1891, in-18. Représentée pour la première fois à Paris, sur le théâtre des Menus-Plaisirs, le 24 mars 1891.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1892. — **CHRONIQUE** : Séances ; souscriptions ; revue de la presse. — **AVIS ET NOUVELLES** : Distinctions honorifiques ; buste de Guillotin ; statue d'Eugène Pelletan ; plaque du général Lapasset ; discours de distribution des prix ; publications nouvelles. — **VARIÉTÉS** : Inauguration du monument de saint Louis à Taillebourg ; compte rendu, discours, poésies, conférence. — **LIVRES ET PÉRIODIQUES** : Saint-Martial de Limoges et l'évangélisation de la Gaule ; statistique de la population de la Charente-Inférieure au 1^{er} janvier 1892 ; Pranzac, les Clermont-Dampierre et Jacques Roux ; La Quintinie ; Chabot de Jarnac ; Boudens de Vanderbourg, etc. — **QUESTIONS ET RÉPONSES** : Un médecin bibliophile mort à Saint-Jean d'Angély en 1569 ; la corporation des notaires à Cognac ; *Le purgatoire des huguenots* ; le marquis d'Aux de Lescout ; essai d'une nouvelle répartition de l'impôt dans la généralité de La Rochelle. — **BIBLIOGRAPHIE** : *PA-RI*.

CHRONIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Séance du bureau (27 juin)

Lecture du procès verbal de la séance du 18 juin.

Souscriptions pour le monument de Taillebourg.

M. le comte Lemer cier accepte de présider la fête du 24 juillet.

M. Vekerlin, bibliothécaire du conservatoire de musique de Paris, bien connu par ses études sur la musique du moyen âge, a bien voulu adapter à la chanson de la bataille de Taillebourg (1242) une mélodie de cette époque. Remerciements. Le président communique la chanson de la bataille de Taillebourg, d'après la *Revue des langues romanes*. (Voir plus bas, page 338).

L'orphéon, la *Lyre saintaise*, a été prié de chanter cette chanson, le 24 juillet.

M. Rullier, architecte, soumet des projets d'encadrements de la plaque de marbre.

M. Martineau rend compte de ses démarches pour l'installation à Taillebourg d'estrades sous la halle et à la chaussée.

On demandera l'autorisation de visiter le parc du château de Taillebourg, le 24 juillet.

Examen et choix du type de médaille de saint Louis à faire frapper.

Cette médaille sera distribuée en bronze aux souscripteurs de 20 francs et au-dessus ; en argent, à ceux de plus de 50 francs ; et offerte à ceux qui se sont particulièrement occupés du monument. Quelques exemplaires pourront être vendus au prix de 5 et de 20 francs.

Adoption de la légende qui sera gravée au revers.

Séance trimestrielle (7 juillet)

Lecture du procès verbal de la séance du 27 juin.

Souscriptions pour le monument de Taillebourg (Voir plus bas).

La société des amis des sciences, à Rochechouart, demande l'échange. Accordé.

M^{me} la marquise de Saint-Légier d'Orignac communique un mémoire sur les anciens seigneurs d'Orignac.

M. Dumontet, d'Archiac, envoie une plaque de bronze représentant la Vierge à l'enfant, trouvée par M. Ferdinand Geais, facteur rural, près du village Le Grand-Breuil, commune de Saint-Palais du Né. Le caractère assez grossier ne permet pas de lui attribuer une date fixe ; elle paraît cependant relativement moderne.

M. le marquis de Granges de Surgères communique un marché conclu en 1615 entre Michel Raoul, doyen de Saint-Pierre de Saintes, et Antoine Blasselle, maître sculpteur à Nantes, pour un crucifix de 5 pieds de haut, accompagné des figures de la Vierge et de saint Jean, au prix de 180 livres tournois. Qu'est devenu ce crucifix ?

On règle divers détails pour la fête du 24 juillet.

Séance du 30 juillet (Bureau et conseil)

Lecture du procès verbal de la séance du 7.

Admission de nouveaux membres.

Compte rendu de la fête de Taillebourg. (Voir page 322).

Projet de fêter par une excursion et un banquet la publication du XX^e volume des *Archives*.

M. Duplais des Touches offre à la société le dessin du monument de Taillebourg, tel qu'il existait en 1879.

SOUSCRIPTIONS POUR LE MONUMENT DE SAINT LOUIS A TAILLEBOURG

Sixième liste

MM. Emile Beauvillain, préposé en chef de l'octroi, à	
Saintes.	2 »
Théophile de Bretinaud de Méré.	5 »

Paul Cheron, professeur d'anglais au collège de Saintes.	2	»
Camille Chesnier du Chesne, au château de La Roche, par Amboise.	5	»
Edouard Georget, receveur municipal à Saintes.	2	»
Guillonneau, pharmacien au Château d'Oleron	5	»
Antoine Duplais des Touches, à Fouras.	5	»
Théophile de Laage de Meux, conseiller général à Saint-Savinien.	20	»
Eugène Létélié, à Cherveix	2	»
François Pinasseau, notaire à Saintes.	5	»
Gaston Pommereau, à Cravans.	5	»
L.-C. Saudau, à Saint-Jean d'Angély.	2	»
Un lecteur de l' <i>Echo rochelais</i>	5	»
Total.	65	»
Total des listes précédentes.	1.546	90

REVUE DE LA PRESSE

Ont publié le sommaire du numéro de juillet :

L'*Echo rochelais* et la *Charente-Inférieure* du 6 ; le *Courrier de La Rochelle* et l'*Ere nouvelle* du 7 ; le *Progrès* et le *Phare des Charentes* du 8 ; le *Bulletin religieux* du 9 ; l'*Echo de Jonzac*, l'*Echo de Royan*, l'*Avenir des cognacs*, du 10 ; l'*Indépendant* du 12 ; l'*Union conservatrice* du 14 ; l'*Intermédiaire de l'Ouest* de juillet.

La *Revue poitevine* du 15 juillet y signale la note sur la dissolution de la société de statistique des Deux-Sèvres.

Le *Recueil de la commission des arts*, qui a paru le 18 juillet, a reproduit *La chanson de la bataille de Taillebourg* sans en indiquer la source, puis le *Progrès* et le *Moniteur de la Saintonge* du 24.

La *Légitimité* du 3 juillet reproduit notre réponse du 1^{er} mai et ajoute : « Nous tenons à être très courtois avec la *Revue de Saintonge*, qui est un excellent journal ; mais nous ne pouvons cependant lui reconnaître le droit, au sujet d'un point historique quelconque, de présenter comme certain ce qui est démontré faux ou du moins fortement contesté. » Démonstré ! En êtes-vous bien sûr, mon cher confrère ? Vous ajoutez vous-même : « ou fortement contesté. » Et cela nous met tout à fait à l'aise. Donc Pelletan croyait bien, et son fils aussi, avoir autopsié au Temple le fils de Louis XVI. La *Légitimité* veut que nous ajoutions que Jules Favre ne le croyait pas du tout, et

que l'avocat des Nauendorf soutenait même le contraire dans l'intérêt de ses clients; nous lui accordons volontiers cette satisfaction... jusqu'à ce que nous en ayons fini avec les *Pelletan d'Archiac*.

Le *Bulletin de la société historique du Périgord*, août 1892, p. 257, note dans le *Bulletin* de juillet *Dom Leidet et Les foires de Parcoult*. A ce propos, M. Villepelet établit, page 265, que c'est Prunis et non Leidet qui découvrit le manuscrit du *Voyage en Italie* de Montaigne.

Le même numéro contient de notre confrère, M. le comte de Saint-Saud, *Note sur les familles de Martin en Périgord*, pages 350-352.

Le « *Courrier de l'Allier*, journal politique quotidien », du 24 août, reproduit l'article *La légende du Vengeur*.

Le *Journal de Marennes* des 10, 17, 24 juillet reproduit de notre numéro de juillet l'article *Excursion dans l'île d'Oleron*; le 31, *Les foires de Mornac*.

Le *Polybiblion* d'août rend compte, page 114, de la *Note sur l'instruction primaire en Aunis-Saintonge avant 1789*, publiée dans le *Bulletin* de décembre 1890 par M. Louis Audiat, « qui apporte un important contingent de faits nouveaux et nous fait connaître parfaitement, avec des textes, la condition des vieux maîtres d'école si sévèrement jugés par leurs successeurs... »

La *Revue des sciences naturelles de l'ouest* du 2 avril analyse l'article de M. Bordage *La période paléolithique dans le bassin de la Charente*, dans notre *Revue de mars*.

Les *Annales du midi*, numéro de juillet, mentionnent, p. 408, dans nos numéros de janvier-mai, les articles de MM. Bordage, de La Morinerie, de Malartic, Denys d'Aussy, et les deux chartes d'Obazine relatives à l'île d'Oleron; et p. 429, le sommaire du t. XIX des *Archives*.

Ont rendu compte de la fête de Taillebourg :

Les *Tablettes des deux Charentes* du 26 juillet, reproduit par l'*Echo rochelais* du 27, l'*Union conservatrice* du 28, le *Progrès* du 29, l'*Ere nouvelle* du 31, le *Messager de l'Allier* du 3 août, etc.: « La pittoresque et riante petite ville de Taillebourg était en fête. Les habitants des pays environnants, venus en foule, ont passé une heureuse journée. » M. Lemer cier « a prononcé un discours patriotique, très applaudi. Une étude érudite et éloquente de M. le baron Oudet sur la campagne de saint Louis en Saintonge, a été fort bien lue par M. Pierre de

Croze. M. Marcel Pellisson a dit ensuite des vers amusants en patois sur Taillebourg, et M. Louis Audiat a lu une belle pièce en l'honneur du 6^e régiment d'infanterie, dont l'excellente musique a ravi l'auditoire à diverses reprises... L'orphéon la *Lyre saintaise* a chanté à merveille la curieuse et entraînante chanson de la bataille de Taillebourg, paroles de l'époque et musique ancienne adaptée par Wekerlin... La séance, à la fois intéressante et variée, a continué par un savant et fort attachant discours de M. Louis Audiat, relatif à saint Louis et au monument érigé; puis le lieutenant-colonel Blin a prononcé d'une voix vibrante quelques paroles émues sur le patriotisme et sur la France, toujours éprise des idées généreuses. Des vers très chaleureux de M. Edmond Maguier ont été lus ensuite; et pour bien terminer la fête, M. Gabriel Audiat a dit à souhait une poésie pleine de souffle de M. Georges Gourdon. Cette pièce, ardente et convaincue, en l'honneur de saint Louis et de la patrie, est tout à fait digne du poète qui a loué Jeanne d'Arc avec tant d'enthousiasme et de succès... Une visite à la vieille tour de Taillebourg, couverte de lierre et si imposante, et une promenade dans le parc magnifique qui domine la contrée, ont charmé la foule avant la conférence. Rien de plus attrayant que la vue de tout ce monde endimanché et vraiment heureux, appuyé sur le vieux balcon de pierre... ALEXANDRE PIÉDAGNEL. »

Le *Rappel charentais* du 27, reproduit en partie par le *Journal de Marennes* du 31 : « Cette cérémonie avait attiré à Taillebourg une grande affluence... Nous y avons eu une conférence, des discours, des vers et l'éclat un peu trop vif du soleil par-dessus tout... Nous savons, quand les circonstances l'exigent, oublier nos divisions politiques pour célébrer en commun le culte de ceux qui ont travaillé, sous quelque forme que ce soit, à faire la grandeur et la gloire de la France... La cérémonie a commencé par une conférence de M. le baron Oudet. C'est un mémoire consciencieux et précis d'histoire locale; l'auteur nous fait une peinture saisissante de la bataille de Taillebourg », travail « qui a été supérieurement lu par M. de Croze. M. Audiat lit une pièce de vers; la pensée est fort jolie, la facture non moins belle... M. Pellisson a été très applaudi » pour sa poésie patoise; « il excelle dans ce genre. »

A la chaussée, « M. Lemer cier prend le premier la parole; il envisage Louis IX au triple point de vue du saint, du roi, du soldat : « Saint Louis était brave autant que chevaleresque; il ne s'occupait pas de ce qui était derrière lui, et comme Henri IV il allait de l'avant pour la France. C'est un grand service rendu par la société des *Archives* et son président d'avoir élevé un souvenir modeste à saint Louis. Je suis très fier de la ville de Saintes; je l'aime comme un fils aime sa mère; mais si je ne parle pas ici de la victoire qui fut le complément de celle de Taillebourg, c'est que j'espère qu'un jour saint Louis aura sa statue à Saintes. » M. Audiat nous parle longuement de saint Louis, des revers et des triomphes de la France « que rien n'a

- découragée et qui a toujours retrouvé sa grandeur parmi les autres nations... » Le colonel Blin prononce une allocution ; « sa parole vibrante émeut profondément son auditoire. M. Audiat lit une poésie de M. Edmond Maguier :

Roi, dors en paix...

Après cette diction joliment bien détaillée par M. Audiat, M. Lemercier déclare qu'il tient à féliciter personnellement M. Maguier pour ses vers si éloquents et si pleins de patriotisme. C'était justice. La cérémonie se termine par une pièce en vers de M. Gourdon lue par M. Audiat fils... »

La *Charente-Inférieure* du 27 : « M. le baron Oudet a fait un tableau vraiment saisissant de la bataille de Taillebourg..... M. le comte Anatole Lemercier a prononcé un discours fort applaudi... montré la France, grâce aux efforts des pouvoirs publics, aujourd'hui prête à tenir tête à toute l'Europe... fait un rapide portrait de saint Louis, brave autant que chevaleresque. Après M. Lemercier, M. le colonel Blin a également pris la parole. Puis MM. Audiat sont venus lire chacun une poésie : la première de M. Maguier, la seconde de M. Gourdon... Disons que cette fête, dont l'heureuse initiative revient de droit à la société des *Archives*, a excité parmi nos populations un élan de réel patriotisme et montré, selon l'expression du poète, que : « Notre âge aime à confondre nos gloires afin de les léguer ensemble à la postérité. »

Le *Courrier de La Rochelle* du 28, reproduit par le *Mémorial de Saintes* du 31 : « La chanson de la bataille de Taillebourg a été chantée avec infiniment d'art et de sentiment par la *Lyre saintaise*. Deux discours ont été prononcés : par M. Louis Audiat sur saint Louis et par M. le lieutenant-colonel Blin, du 6^e de ligne, sur la noblesse et les sentiments généreux qui distinguèrent de tout temps la nation française. Plusieurs pièces de vers, animés d'un souffle patriotique très ardent, ont été lues par MM. Edmond Maguier et Gabriel Audiat. Nous avons retrouvé dans l'un de ces morceaux la verve chaleureuse et le remarquable talent poétique de notre excellent confrère des *Tablettes*, M. Georges Gourdon. La foule, émotionnée et ravie, s'est ensuite répandue dans le parc magnifique qui domine la vallée, et où elle s'est promenée jusqu'au soir, au milieu des fleurs et de la verdure, grisée de poésie et de souvenirs historiques glorieux. »

L'*Indépendant de la Charente-Inférieure* du 28, reproduit par l'*Echo de Jonzac* du 30 : « La foule était nombreuse. Nous avons remarqué parmi les assistants MM. de Luze, sous-préfet de Saintes, Quéré, adjoint au maire de Taillebourg, plusieurs membres de la société des *Archives*, ainsi que plusieurs conseillers municipaux de Saintes ; MM. Bron, conseiller général,

Chauvin et Loizeau, conseillers d'arrondissement, Pellisson, le docteur Foubert, Ed. Maguier, délégués cantonaux ; Rullier, architecte, Boinot, agent voyer. Des allocutions ont été prononcées par MM. Lemerancier, Audiat, président de la société des *Archives*, et le lieutenant-colonel Blin. La *Lyre saintaise* a chanté avec un grand succès la *chanson de Taillebourg*. Enfin, sur la chaussée, deux poètes, MM. Maguier et Georges Gourdon, ont évoqué en vers superbes les souvenirs qui se rattachent au grand et glorieux anniversaire du 24 juillet 1242. »

Le *Moniteur de la Saintonge* du 28 reproduit partie l'article des *Tablettes*, partie l'article du *Rappel* ; et le *Phare des Charentes* du 29 répète un peu le *Courrier de La Rochelle* du 27.

La *Croix de Saintonge et d'Aunis* du 31 : « La fête a eu un caractère essentiellement patriotique, attirant des campagnes et des villes voisines une foule nombreuse, chez laquelle le souvenir de saint Louis s'est traditionnellement conservé... » M. P. de Croze a lu le « magnifique travail » de M. Oudet. « Il restora comme le dernier mot de la science historique sur les pages les plus glorieuses de nos annales... Après une poésie saintongeaise pleine de verve et de sel gaulois de M. Marcel Pellisson, la *Lyre saintaise* exécute la vieille chanson de la bataille de Taillebourg... On se rend ensuite à la chaussée où est érigé le monument. Il se compose d'un édicule en maçonnerie placé sur une arche et portant une plaque de marbre blanc. C'est d'un style fort simple et du meilleur goût... M. le comte Lemerancier prend la parole : il envisage dans saint Louis le saint, le roi et le soldat... M. Audiat rappelle avec une science d'érudit tous les endroits de la Saintonge, témoins de la présence de saint Louis. Puis M. le lieutenant-colonel Blin, d'une voix habituée au champ de manœuvres, fait passer dans tous les cœurs un frisson patriotique. Enfin, deux pièces de vers bien frappés terminent cette séance fort intéressante. »

La *Croix* ajoute : « Ombres au tableau. La municipalité a cru qu'il était de son devoir de s'abstenir. Elle a même refusé, dit-on, pendant très longtemps l'entrée de la mairie aux organisateurs de la fête. » Ces faits, fussent-ils exacts, étaient si minces qu'aucun journal ne les avait remarqués et qu'il était inutile de leur donner de l'importance en les signalant. Qu'importent deux bonshommes qui veulent faire une niche à saint Louis et un quidam qui se cache dans l'espoir qu'on le remarquera ! La municipalité a cédé gratis, ce jour-là, la halle à la société des *Archives* qui a pu y installer estrade, bancs et chaises à son gré ; elle a en outre payé les frais des affiches et permis aux gendarmes et aux pompiers de faire le service d'ordre au milieu de cette foule compacte. Si le maire n'était pas à la mairie au moment où député, sous-préfet, conseillers généraux, officiers s'y sont présentés et s'il n'a pas paru de la journée, l'adjoint averti s'est aussitôt hâté de réparer ce manque de savoir-vivre, a assisté à

la fête et s'est mis avec un très louable empressement à la disposition des organisateurs. (1)

« La religion, répète la *Croix*, après le *Nouvelliste*, aurait dû avoir sa part dans cette fête, d'autant plus que saint Louis est le patron du diocèse et que nous avons vu figurer dans la souscription plusieurs membres éminents du clergé. » Et ailleurs : « La fête de Taillebourg a été très réussie, grâce à la société des *Archives historiques* [qui l'avait organisée]. Nous regrettons qu'il lui ait manqué le caractère religieux : car elle devait glorifier un grand saint et un vaillant soldat. Quelques officiers avec la musique du 6^e de ligne représentaient l'armée ; mais il n'y avait que quatre ecclésiastiques. » C'est vrai ; les ecclésiastiques auraient dû venir en foule, comme la foule ; mais les cinq que nous y avons comptés, — parmi eux se trouvaient l'archiprêtre de Saintes, les curés de Taillebourg et de Saint-Sornin, sur les territoires desquels avait lieu la cérémonie, — suffisent à prouver qu'il n'y a pas eu abstention. Enfin, le clergé, — c'est, ce nous semble, l'avis de l'auteur. — aurait pu en cette occasion, ce que la société des *Archives* ne pouvait faire, chanter, par exemple, un *Te Deum* en l'église de Taillebourg, auquel auraient assisté tous ceux qui l'auraient voulu.

Le *Charentais* d'Angoulême du 1^{er} août, dans un très long article signé trop modestement « Un membre de la société des *Archives* » et où l'on peut reconnaître l'enthousiasme d'un poète, dit : « Il est bien modeste le monument, mais il prélude à une glorification prochaine et plus complète du héros : car nous avons retenu cette bonne et encourageante parole du discours de l'honorable comte Lemercier, député et maire de Saintes : « Je ne parle pas aujourd'hui de saint Louis à la bataille de Saintes, qui fut à la fois plus générale et plus glorieuse peut-être pour nos armes, parce que j'espère qu'on songera bientôt à lui élever un monument plus grandiose et plus digne de lui sur l'une des places publiques de notre chère cité ; là, j'en parlerai. »

» Il faut d'abord payer à qui de droit la part qui lui est due. D'abord nommons M. Louis Audiat, l'intelligent et distingué président de la société des *Archives* : c'est lui qui fut le véritable initiateur de l'œuvre, qui la conçut, et, non sans quelques obstacles, vient de la mener à bonne fin. Toujours si actif et si persévérant quand il s'agit de rechercher dans le passé de notre histoire, d'élucider et fixer ce qui peut intéresser notre région et rehausser la part qu'elle y prit, M. Audiat, un beau jour, s'est croisé, de même que le saint roi se croisa jadis ; mais, plus heureux que son admirable modèle, une fois en guerre, il n'a plus trouvé d'infidèles à combattre : il n'a rencontré que de

(1) « Drôle de pays ! disait un étranger. A Cognac, c'est le ministre invité qui ne vient pas quand le maire est là pour le recevoir ; à Taillebourg, c'est le maire qui se sauve quand les invités arrivent. »

généreux donateurs, et parmi eux des illustres ; de sorte que cette campagne, si vaillamment entreprise, n'a été pour lui qu'une suite de triomphes et qu'il a pu rapidement exécuter son projet, dès longtemps caressé, d'élever un monument où, sur une plaque de marbre blanc qui y est encadrée, il a tracé de sa main érudite, en quelques mots latins, nets et concis, cette héroïque épopée. En accomplissant cette œuvre, M. Audiat a dépensé autant d'ardeur, a mis autant d'empressement généreux que s'il se fût agi d'un devoir sacré. A lui donc toute notre gratitude et nos vifs éloges. M. Maurice Martineau fut l'organisateur courtois et affable de la fête. Nous savons ce qu'il a dépensé de bon vouloir et même de fatigues dans cette circonstance ; nous l'avons vu à l'œuvre ; il a donné de sa personne ; il s'est montré en même temps qu'organisateur ingénieux, très prudent négociateur. Il a su faire cesser des appréhensions ridicules et ramener à une plus nette appréciation des choses l'opinion qui menaçait de s'égarer sous l'inspiration peut-être malveillante, mais surtout ignorante, de quelques politiciens de village... Nous devons aussi être reconnaissants à l'honorable M. Quéré, adjoint, qui s'est mêlé constamment aux promoteurs de la réunion, et s'est employé si obligeamment à écarter jusqu'à l'ombre d'une difficulté...

» Du haut de la terrasse du château, les premiers venus pouvaient contempler un large horizon et distinguer sur toutes les routes aboutissant à Taillebourg les foules qui s'avançaient, avides d'entendre discourir sur des faits historiques si lointains, mais si glorieux pour ce coin de terre de France. » A une heure les portes s'ouvrent. Le service d'ordre est fort bien fait par les gendarmes et les sapeurs-pompiers... Pas une place n'est disponible... La parole est donnée à M. le baron Oudet qui, « atteint d'une extinction de voix subite », ne peut parler. « Quels regrets pour ceux qui avaient eu parfois la bonne fortune d'entendre cette parole si aisée, si savante et si châtiée ! Fort heureusement le lecteur choisi pour le remplacer, M. Pierre de Croze, est un maître lecteur, et si clair, si facile à suivre, ponctuant si nettement, que nos regrets deviennent moins amers. Que dire de ces pages sinon qu'elles résument de la façon la plus consciencieuse et la plus saisissante, en même temps que la plus académique, ce point fameux de notre histoire ? Aussitôt après cette lecture, M. Audiat dit un sonnet de sa composition ; ce sonnet, tout de circonstance, est de facture hardie : il soulève les bravos de l'assemblée. Après lui, M. Marcel Pellisson lit un morceau en vers patois, qui fourmille de traits heureux, d'expressions justes, de sentiments qui, même sous cette forme, sont d'un bon patriote. Le public lui en témoigne toute sa satisfaction par des applaudissements fréquents et unanimes.

» A ce moment, la *Lyre saintaise* chante avec brio la chanson de la bataille de Taillebourg. Les paroles sont du temps ; mais la musique, inspirée tout au moins par celle du temps, a dû être transformée et adaptée par le maître Wekerlin. Ce chœur,

très réussi, est un joyau. Il a été très applaudi. Nous nous plaisons à rendre hommage au talent d'exécution de nos choristes saintais. »

A la chauscée, « M. Lemer cier prend la parole, et nous devons de suite reconnaître qu'il l'a fait avec tact et grand art. Il l'a fait aussi avec indépendance, comme il convenait à un homme de son caractère et de ses croyances. Dans un magistral discours, souvent souligné de bravos, l'orateur a célébré le vainqueur de Taillebourg « comme saint, comme roi, comme guerrier », et si nous faisons quelques réserves sur un ou deux passages de cet émouvant discours, au moins hors de saison, nous reconnaissons volontiers que l'ensemble était empreint d'un patriotisme ardent et sincère. M. Audiat prononce ensuite un grand et beau discours que nous lirons bientôt tout entier dans le *Bulletin des Archives*. Nous n'avons pas besoin de dire que ce discours a été fréquemment et chaudement acclamé. M. Audiat lit ensuite une pièce de vers magnifiques, de belle et grande allure, due à notre poète saintais, M. Maguier, dont nous avons appris depuis longtemps à aimer et apprécier la manière. Ces vers sont, en effet, dignes de celui qu'ils glorifient. M. Maguier a traité pieusement d'un roi pieux ; nous ne saurions trop le reconnaître et l'en féliciter. M. Lemer cier, frappé par cette lecture, remercie en termes louangeux l'auteur qu'il aperçoit devant lui. M. Blin, le lieutenant-colonel, prononce quelques paroles si françaises, si entraînantes, si chaudes de patriotisme, qu'elles soulèvent l'enthousiasme de l'auditoire charmé. Enfin, pour la clôture de cette journée déjà si remplie de belles et magnifiques choses, M. Gabriel Audiat vient lire une pièce en vers de notre ami Gourdon, le sympathique rédacteur des *Tablettes des deux Charentes*. Ne pouvant citer ces vers superbes, nous adressons au cher poète les mêmes félicitations, les mêmes éloges qu'à M. Maguier ; il nous semble les mériter au même titre.

» Ainsi, dans cette journée qui a été pour tous à la fois patriotique et littéraire, il nous a été donné d'entendre chanter les louanges et la gloire de saint Louis, tour à tour par l'éloquence, la poésie, la musique, en prose, en vers, en français, en latin et même en patois ! Nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous déclarer satisfaits d'une telle abondance de biens. Et nous nous associons de grand cœur aux compliments qui sont venus de partout à M. Audiat et à ses collaborateurs sur la pleine réussite de la fête qu'ils ont si bien conçue et si bien organisée... »

Le *Mémorial de Saintes* du 7 août : « M. Pierre de Croze lit un remarquable travail de M. le baron Oudet, souvent applaudi, sur la campagne de saint Louis... Une esquisse rapide du XIII^e siècle montre ensuite l'essor jusque-là inconnu du commerce, de l'industrie, des lettres, des sciences et des arts... M. Pellisson débite une pièce de vers en patois..., interrompue par de fréquents applaudissements ; il a obtenu un vrai succès.

La Chanson de Taillebourg a vivement ému les auditeurs et les a reportés un instant au XIII^e siècle... Sur la chaussée pavée les orateurs prennent place. M. Lemercier, dans un discours patriotique, montre saint Louis au triple point de vue du saint, du roi et du chevalier. M. Audiat le remplace, et son discours est couvert d'applaudissements. Après la lecture de deux très belles pièces de vers, la *Lyre saintaise* chante de nouveau la *Chanson de Taillebourg*... Il est 5 heures ; la foule se retire lentement, emportant le meilleur souvenir d'une aussi belle journée. »

Le *Nouvelliste* de Bordeaux du 27 : « M. le baron Oudet, qui devait prendre la parole, a été remplacé par M. de C... qui a bien voulu lire un récit intéressant sur saint Louis... M. Lemercier a pris la parole, retracé ce que furent le moyen âge et la féodalité du XIII^e siècle, le rôle de saint Louis dans la campagne, etc. A son tour, le président de la société des *Archives* a esquissé à grands traits ce règne sous toutes ses faces historiques et politiques... Une spirituelle fable de M. Pellisson, juché à Barbezieux, a été dite. Enfin, une cantate de circonstance, exécutée sous la direction de M. Lamour, par la *Lyre saintaise*, a complété la première partie... » Il est inutile de faire remarquer les erreurs de ce compte-rendu. Le récit lu par M. de Croze est la conférence que devait faire M. Oudet ; M. Lemercier, M. Audiat n'ont pas dit un mot de ce qu'on leur prête ; la pièce en vers patois n'est pas plus une fable que M. Marcel Pellisson, de Saint-Seurind'Uzet, n'est M. Jules Pellisson, de Barbezieux. On a oublié l'allocution du lieutenant-colonel Blin, les vers de MM. Audiat, Gourdon et Maguier.

La *Liberté*, reproduit par le *Courrier de l'Allier* du 30 : « La société des *Archives* de Saintonge vient de donner un bon exemple de patriotisme rétrospectif en élevant un modeste monument sur la chaussée de Saint-James, à Taillebourg, en souvenir de la victoire remportée par saint Louis... C'est une date nationale au même titre que Bouvines. La pose de la plaque, destinée à rappeler aux passants cet événement mémorable, a eu lieu en grande pompe... »

Presque tous les journaux : le *Temps* du 26, la *Gazette de France*, la *Gironde*, l'*Intermédiaire de l'Ouest* d'août, la *Petite Gironde*, l'*Univers*, l'*Autorité*, ont raconté plus ou moins brièvement la fête ; le *Bulletin religieux* du diocèse de La Rochelle, qui consacre trois pages au général Lapasset dont la plaque commémorative s'inaugurait à Saint-Martin quelques jours après, n'a pas entendu parler de la fête à Taillebourg : il eut certainement dit aussi quelques mots de saint Louis.

AVIS ET NOUVELLES.

Le présent numéro, qui devait paraître le 1^{er} septembre, a été retardé de quelques jours.

La séance trimestrielle de la société aura lieu le jeudi, 6 octobre, à 2 heures, au siège de la société.

A la fin d'octobre, paraîtront en même temps les tomes XX et XXI des *Archives*. Ils seront, ainsi qu'à l'ordinaire, expédiés directement comme colis postal aux souscripteurs qui ont demandé et payé ce mode d'envoi (85 centimes). Pour les autres membres de la société, leur exemplaire sera adressé, comme précédemment, chez nos correspondants :

A Paris, chez M. Picard, libraire, rue Bonaparte, 82 ; à Angoulême, chez M. Paul de Fleury, archiviste, à la préfecture ; à Bordeaux, chez M. Férét, 13, cours de l'Intendance ; à Cognac, chez M. Callandreau, notaire ; à Jonzac, chez M. Gaboriau, imprimeur ; à La Rochelle, chez M. Georges Musset, bibliothécaire, rue Gargouilleau ; à Marennnes, chez M^{me} Gautier-Abram, libraire ; à Niort, chez M. Clouzot, libraire, place des Halles ; à Pons, chez M. Charropin, pharmacien ; à Rochefort, chez M. Allègre, ancien notaire, rue Nartrou, 6 ; à Saintes, chez M. Audiat, bibliothécaire ; à Saint-Jean d'Angély, chez M. Saudau.

Par une circulaire du 12 août, le ministre de l'instruction publique annonce l'ouverture du 31^e congrès des sociétés savantes de Paris et des départements à la Sorbonne pour le mardi 4 avril 1893. « L'expérience faite après 1887 n'ayant pas répondu à son attente », il rétablit pour cette réunion « la date abandonnée des vacances de pâques. » Il demande que les sociétés indiquent d'avance au comité des travaux historiques les sujets qu'elles désireraient voir au programme, et que les mémoires lui soient adressés avant le 1^{er} février prochain.

Dans sa séance du 12 août, la société archéologique de Bordeaux a nommé membre correspondant M. Louis Audiat, président de la société des *Archives*.

Par arrêté du ministre de l'instruction publique en date du 25 juillet, notre confrère, M. Ernest Callot, a été nommé officier de l'instruction publique.

Le prix d'histoire et de géographie, accordé par la société des *Archives* à la classe de rhétorique du collège de Saintes, a été obtenu cette année par le jeune Albert Talbot, de Cozes.

Le journal l'*Avenir des cognacs* a cessé de paraître le 31 juillet.

Au commencement de juillet, a paru le premier numéro de l'*Echo de Châtelailhon*, hebdomadaire, imprimé à Niort par M. Chiron.

Le 24-26 juin, a paru, imprimé à Saint-Jean d'Angély, par M. Ch. Renoux, le 1^{er} numéro de « *La Croix de Saintonge et d'Aunis*, supplément hebdomadaire à *La Croix de Paris* » avec la devise de Saintes, AULTRE NE VEUX, aux pieds du Christ.

Le *Progrès de la Charente-Inférieure* a commencé dans son numéro du 3 juillet un feuilleton de son rédacteur en chef, M. Paul Troche, *Les Braves*, où l'on voit figurer une foule de personnages historiques : La Rivière-Puytaillé, le capitaine Romegoux, Acarie du Bourdet, de Crazannes, etc.

L'*Echo de Jonzac* a commencé dans son numéro du 17 juillet la publication d'un roman de M. Paul Troche, *Le capitaine Dure-Dent*.

Le 9 octobre, à 2 heures, aura lieu l'inauguration, à Marennes, du monument de Charles Le Terme.

Le ministre de l'instruction publique, M. Léon Bourgeois, a commandé à M. Henri Bouillon, sculpteur, un buste en marbre blanc du célèbre médecin Ignace Guillotin, destiné à la salle du jeu de paume de Versailles.

Par arrêté du 1^{er} août, le ministre de l'instruction publique et des beaux arts a accordé à la ville de La Rochelle, pour être placé en dépôt à l'hôtel de ville, un buste de Jean Guiton, maire de cette ville à l'époque du fameux siège de 1628, œuvre de M. Gibault qui l'a exposé cette année au salon des Champs-Élysées.

Dans sa séance de juin, le conseil municipal de Fouras a décidé de donner à la grande rue du bourg le nom de *Rue amiral Juin*, en souvenir des services rendus par le regretté amiral, qui fut président de la société des régates de Fouras.

Un comité de dames de Bretagne s'est formé pour élever un monument à la mémoire de la compagne de Jeanne d'Arc, Perrinaie, brûlée par les Anglais, en 1430, sur le parvis Notre-Dame, à Paris. Catherine, de La Rochelle, prise avec elle, échappa au feu; mais, chassée de Paris, elle erra par les chemins et périt à l'aventure. (Voir *Bulletin*, XII, 42). A défaut de monument, ne pourrait-on, à La Rochelle, avoir une inscription qui rappelât le nom de cette compagne rochelaise de la Pucelle ?

Le 29 juillet, anniversaire de sa naissance, a eu lieu à Saint-Martin de Ré, avec le concours de la musique du 123^e d'infanterie, l'inauguration d'une plaque de marbre sur la maison où est né — ce que les habitants ignoreraient encore sans M. le docteur Kemmerer — le général Lapasset, dont la conduite fut si glorieuse au siège de Metz. (Voir *Bulletin*, XI, 294). L'inscription est ainsi conçue :

ICI EST NÉ LE 29 JUILLET 1817
FERDINAND-AUGUSTE LAPASSET
MORT GÉNÉRAL DE DIVISION
LE 16 SEPTEMBRE 1875

et au-dessous ces paroles que l'imagerie a popularisées :

LA BRIGADE NE REND PAS SES ARMES ; ELLE LES BRULE.
ARMÉE DE METZ, OCTOBRE 1870.

En présence du général, du colonel du 123^e, de M. Barbedette, sénateur, de M. Delmas, député, du fils aîné du général, M. Joseph-Bernard-Désiré-Valentin Lapasset, capitaine d'infanterie, officier d'ordonnance, détaché au ministère de la guerre pour la section de géographie, le maire de Saint-Martin, M. Bouthillier, a prononcé un discours que publie le *Courrier de La Rochelle* du 31. Le matin avait eu lieu à l'église un service funèbre, auquel assistait une foule considérable. M. l'abbé Manseau, curé doyen, a fait l'éloge du général Lapasset. Son discours a été publié dans le *Bulletin religieux* et l'*Echo rochelais* du 6.

Ferdinand-Auguste Lapasset, fils de Bernard Lapasset, chevalier de la légion d'honneur, capitaine aide de camp, 33 ans, demeurant à Saint-Martin, marié le 7 février 1815 à Saint-Martin avec Elisabeth-Félicité Rousseau, 19 ans, est né à Saint-Martin de Ré le 29 juillet 1817, comme l'indique son acte de naissance dressé par le maire Henri-Louis Lecercler, chevalier de Saint-Louis, en présence du baron Louis Ordonneau, chevalier, maréchal de camp, commandant supérieur de l'île de Ré, chevalier de Saint-Louis, officier de la légion d'honneur, et de Louis-Aimé Dubreton, colonel, ex-lieutenant de roi, chevalier de Saint-Louis et de la légion d'honneur. A huit ans, il quittait Saint-Martin ; il fit ses études dans une maison religieuse de Toulouse ; élève de La Flèche, de Saint-Cyr, puis de l'état-major, sous-lieutenant à 23 ans, Lapasset est en 1840 envoyé en Afrique où il passa vingt ans et où un village conserve son nom ; en 1865, ayant à peine 48 ans, il était général de brigade. En 1870, à la tête de la fameuse brigade mixte, il accomplit des prodiges de valeur à Borny, Gravelotte, Saint-Privat, Peltre ; à Rezonville, blessé deux fois, il laissa sur le champ de bataille 45 officiers et 959 soldats. Il fut promu général de division. Il est mort, le 16 septembre 1875, à Toulouse.

L'inauguration de la statue d'Eugène Pelletan, œuvre de M. P. Aubé qui l'a exposé au dernier salon des Champs-Élysées, a eu lieu, le 4 septembre, à Royan, sous la présidence de M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique. Le piédestal porte cette inscription :

1813-1884
EUGÈNE PELLETAN
CORPS LÉGISLATIF
GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE
ASSEMBLÉE NATIONALE
SÉNAT

—
PROFESSION DE FOI DU XIX^e SIÈCLE
NOUVELLE BABYLONE
NAISSANCE D'UNE VILLE
JAROUSSEAU LE PASTEUR DU DÉSERT
ETC., ETC.

Et Tribaldo, le plus connu ! et la *Lampe éteinte* !

Le conseil municipal de Royan, dans sa séance du 25 août, avait voté pour la fête une somme de 30.000 francs. Aussi les fêtes ont-elles été magnifiques. On en peut voir le compte rendu dans tous les journaux locaux, particulièrement dans la *Gironde* des 5, 6 et 7 septembre, la *Petite Gironde* du 5, le *Rappel charentais* du 7, le *Moniteur de la Saintonge*, l'*Indépendant* du 8 ; surtout la *Gazette de Royan* du 11, qui reproduit tous les discours, et la *Gironde illustrée* du 11, qui donne le dessin de la statue, le cabinet de travail et la façade du chalet, à Saint-Georges. M. Combes, sénateur, président du comité de la statue, M. Frédéric Garnier, maire de Royan, M. Bourgeois ont prononcé des discours, et M. Victor Billaud, de Royan, a fait lire une pièce de vers. Il y a eu visite à la maison de Pelletan à Saint-Georges de Didonne. Le soir, au banquet, des toasts ont été portés par M. Grimanelli, préfet ; M. Garnier ; M. Baihaut, député, ancien ministre ; M. Lagniel, député des Bouches-du-Rhône ; M. Camille Pelletan et M. Bourgeois.

Le *Rappel charentais* et la *Gazette des bains de mer de Royan* du 4 septembre ont publié de notre confrère M. Alph. Vivier, avocat à Rochefort, une étude sur Eugène Pelletan. Disons à ce propos qu'il ne faut pas donner comme authentique tout ce que l'imagination de l'auteur a ajouté à la vie du pasteur Jarousseau. Nous tenons de Pelletan lui-même que notamment le voyage à Paris, l'audience de Louis XVI, la rencontre avec Franklin, tout cela a été inventé par son petit-fils, y compris l'introduction de la pomme de terre en Saintonge que les habitants connaissaient longtemps avant Parmentier sous le nom de patates.

—
La maquette en plâtre de la statue de Royan, recouverte d'un enduit bronzé qui la fait ressembler à du métal, a été offerte au

musée de La Rochelle par les fils de l'écrivain, MM. Camille Pelletan, député, rédacteur de la *Justice*, ancien élève de l'école des chartes, et André Pelletan, professeur à l'école des mines, et par ses gendres MM. Mocqueris, propriétaire à Royan, et Coulon, ancien directeur général des postes.

Le 23 août, un incendie dû, croit-on, à la malveillance, a détruit, près de Pons, le château d'Asnières, qui a appartenu à une branche de la famille des seigneurs de Pons, propriété depuis quelques années de M. Jean de Dampierre, louée depuis un an à M. Maurice Lannes de Montebello, prince de Siévers, qui y perd un ouvrage important d'histoire qu'il allait livrer à l'éditeur, puis des souvenirs, des papiers précieux, des pièces historiques. La perte est estimée 120.000 francs. On se rappelle qu'en 1889, le 28 septembre, le château de Saint-Simon, appartenant à M. le baron Roger de Dampierre, avait été aussi la proie des flammes.

DISTRIBUTIONS DES PRIX. — Les distributions des prix dans les divers établissements d'instruction secondaire ont eu lieu : le 23 juillet, à l'institution Notre-Dame de Saintes, sous la présidence de M. l'abbé G. Bertrin, agrégé des lettres, professeur de littérature ancienne à l'institut catholique de Paris, qui a traité *La religion dans l'école*; à l'école saint Paul d'Angoulême, sous la présidence de M. l'abbé J. Nanglard, vicaire capitulaire, M. l'abbé Mourier, économe de l'école, a traité *Des progrès de l'enseignement secondaire libre en France depuis la loi du 15 mars 1850*, discours imprimé en tête du palmarès; le 25, à l'institution diocésaine de Pons, sous la présidence de M. l'abbé Fabien, vicaire général, qui a pris pour sujet de son discours *La conscience*; le 26, au petit séminaire de Montlieu, sous la présidence de M. l'abbé Trébuchet, chanoine honoraire, curé-archiprêtre de Jonzac, qui a parlé de l'amitié; à l'école Fénelon de La Rochelle, sous la présidence de M. l'abbé Fonssagrives, aumônier du cercle catholique du Luxembourg, à Paris, qui a parlé des devoirs de la jeunesse chrétienne dans les circonstances présentes, et à l'institution de Saint-Jean d'Angély, sous la présidence de M. de Grieu, conseiller général de la Charente-Inférieure, qui a prononcé un discours sur ce que devra être la jeunesse, publié dans l'*Union conservatrice* du 31; le 30, au lycée de Rochefort, sous la présidence de M. le général Coronat, qui a prononcé quelques mots d'éloges pour les vainqueurs, d'espoir pour les vaincus; le discours d'usage, *Les lettres et l'esprit nouveau*, a été prononcé par M. G. Bouchard, professeur de rhétorique (Voir *Phare* du 30); au lycée de La Rochelle, sous la présidence de M. Barbedette, sénateur, qui a parlé des transformations de quelques institutions scolaires (Voir son discours dans le *Courrier* du 31); le discours d'usage, *L'écolier d'autrefois et l'écolier d'aujourd'hui*, a été lu par

M. Petit, professeur de 6^e ; à Saintes, sous la présidence de M. Combes, sénateur, qui a parlé de l'enseignement moderne : « En resterons-nous aux vieilles méthodes, au système gréco-latin?... La république par la volonté nationale... a détruit toutes les espérances monarchiques ; la légitimité est morte avec le comte de Chambord ; l'orléanisme, avec cette farce odieuse et abjecte qui a été le boulangisme. Par un phénomène qui est bien à signaler, elle a même converti la corporation qui fait métier de convertir les autres, le clergé... Nous pouvons espérer voir s'évanouir les divergences de doctrines et d'idées qui séparaient la jeunesse en deux camps. » (Voir l'*Indépendant* du 2 août et pour l'appréciation de ce discours le *Peuple* du 17 août). Le discours d'usage, *La littérature populaire*, publié dans l'*Indépendant* du 2 août, a été prononcé par M. Ausoleil, professeur de rhétorique, qui a dit : « L'ancien régime avait laissé la plèbe croupir dans l'ignorance la plus abjecte. » Voilà pourquoi, sans doute, clergé, noblesse, villes et particuliers créaient ces innombrables collèges et écoles, jusque dans d'infimes paroisses qui n'ont d'instituteurs que depuis fort peu d'années ; que le collège de Saintes et toutes les congrégations religieuses donnaient l'instruction gratuitement. (Voir *Note sur l'instruction primaire en 1789 en Saintonge-Aunis* (1891), ou *Bulletin*, X, 389, et surtout page 396). Plus loin : « Les nobles sires faisaient profession de ne savoir signer. » Et cela par la raison bien simple que personne ne signait, pas même le scribe qui avait écrit la pièce. (Voir *Bulletin*, XI, 82). Enfin : « C'est à Athènes que vous allez, disait Montesquieu ; respectez les dieux. » La phrase ne serait-elle pas plutôt de Pline le jeune, qui écrivait à son ami Maxime : « Habe ante oculos Athenas esse quas adeas... Reverere conditore Deos?... »

La société des amis des arts à Cognac et quelques amateurs ont acheté à l'exposition qui s'est terminée le 14 juillet, 76 œuvres d'une valeur d'environ 30,000 francs. Parmi les œuvres achetées citons : *Dans les prés de la Gironde*, par M. Auguin ; *Un coin de mon jardin, Fleurs* (aquarelles), par M. Furcy de Lavault ; *Tourterelle* (nature morte), par M. René Hérisson.

M. l'abbé Rousselot, professeur de langues romanes à l'institut catholique de Paris et directeur de la *Revue des patois*, ancien professeur au séminaire de Richemond, a soutenu sa thèse en Sorbonne pour le doctorat ès lettres, *Le patois de la commune de Cellefrouin (Charente)*.

Dans son rapport à l'académie des inscriptions sur le concours des antiquités nationales, M. le comte Robert de Lasteyrie a exprimé publiquement le regret, au nom de la commission,

que, eu égard à la force du concours, le petit nombre de récompenses dont elle dispose ne lui ait pas permis de donner une mention à notre confrère, M. l'abbé Métais, pour son *Cartulaire blésois de Marmoutier*.

MONUMENT DE SAINT LOUIS A TAILLEBOURG

I

INAUGURATION LE 24 JUILLET 1892

Sur la rive gauche de la Charente, en face de Taillebourg, on voyait, il y a quelques années,

Une pierre petite, étroite, indifférente
Aux pas distraits de l'étranger.

Ce n'était pas, comme pour le poète, un souvenir intime et douloureux que rappelait cette pierre, mais un des faits d'armes les plus glorieux de nos annales, la défaite des Anglais et la victoire de saint Louis à Taillebourg. Si le curieux s'approchait de ce monument tronqué, de ce piédestal sans statue, il lisait, non sans surprise, ces mots gravés au-dessous de la corniche : SOUSCRIPTION NATIONALE.

On a souvent cité de grands effets produits par de petites causes ; ici le contraire avait eu lieu ; aussi quelque passant malicieux avait-il sculpté dans la pierre une fleur de chardon, allégorique emblème d'un effort frappé de stérilité. A Dieu ne plaise que nous venions jeter le blâme sur nos devanciers ! Ils ont eu, les premiers, cette noble pensée de réparer un oubli six fois séculaire en élevant une statue à l'un des plus grands, et je puis le dire, sans crainte d'être démenti par ceux qui ont étudié son histoire, au plus grand de nos rois. Ce n'est pas eux que nous accuserons ; c'est cette indifférence coupable pour nos vieilles gloires nationales qui, il y a quarante ans, plus encore peut-être que de nos jours, régnait dans tous les esprits. Notre ignorance vaniteuse se complait dans la glorification des célébrités du jour ; à voir le peuple de bronze qui se dresse sur nos places publiques, ne croirait-on pas vraiment que la France date d'hier ? Oui, certes, ils ont obéi à un sentiment généreux et patriotique ceux qui, voici plus de quarante ans, voulurent élever une statue à saint Louis ; comme eux nous aussi l'aurions voulu, et ce n'est pas au bord du fleuve qu'elle aurait été placée, mais là haut, sur l'extrême pointe du rocher, dominant toute la vallée. Fièrement campé sur son grand cheval de bataille, le roi-chevalier, dans un geste superbe, eût élevé son épée au-dessus de ces campagnes délivrées par lui du joug de

l'étranger. Aujourd'hui, comme on le dut faire il y a cinquante ans, la société des *Archives historiques* a limité aux ressources dont elle pouvait disposer l'importance du monument ; mais elle lui a donné une forme moins ambitieuse : sur un bloc de marbre enchâssé dans un cadre de pierres du pays, est gravée une inscription latine rappelant, dans une élégante concision, les événements des 22 et 24 juillet 1242. Cette stèle, fort simple d'aspect, mais d'heureuse proportion, s'élève au-dessus d'une des arcades de l'ancienne chaussée de Saint-James, une de celles que l'on doit croire contemporaines de la bataille, et sur laquelle sans doute Louis IX sera passé à la tête de ses troupes victorieuses.

Le 24 juillet 1892, six cent cinquantième anniversaire de la bataille de Saintes, dont celle de Taillebourg n'avait été pour ainsi dire que le prélude, un an après l'inauguration officielle du pont tournant de Taillebourg (5 juillet 1891), la société des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* inaugurait cette inscription commémorative. L'affluence était considérable : on était accouru non seulement des villes voisines, mais aussi des campagnes environnantes, chez lesquelles vit toujours le souvenir du saint roi. Son nom, dans notre vallée de la Charente, comme ailleurs celui de Charlemagne, se retrouve au fond des légendes vagues et confuses, nées sans doute de l'impression profonde produite sur nos populations du XIII^e siècle par la double défaite de ces Anglais que nos marins saintongeais considèrent, encore de nos jours, comme l'ennemi héréditaire.

Plusieurs maisons de la ville étaient pavoisées.

Les membres de la société étaient nombreux ; citons : MM. Emile Alexandre ; Edouard Amouroux ; Louis, Gabriel et Edouard Audiat ; Denys d'Aussy ; Babinot, notaire ; le docteur Bachelier ; Barraud, pharmacien ; Beaussant, ancien préfet ; Emile Beauvillain, préposé en chef de l'octroi de Saintes ; Bouhard, notaire ; le docteur Bourru, médecin en chef de la marine ; Couneau, adjoint au maire de La Rochelle ; Pierre de Croze ; Henri Drilhon ; Georges Dumontet, notaire ; Georget, receveur municipal de Saintes ; Théophile de Laage de Meux, conseiller général de Saint-Savinien ; Anatole Lemer cier, député ; Mageau, instituteur ; Edmond Maguier ; Maurice Martineau, négociant ; Marcel Pellisson ; Louis Planty, négociant ; Pommereau ; Roy de Loulay, ancien sénateur ; Eustase Rullier, architecte ; Saudau ; le docteur Termonia ; Noël Texier, imprimeur de la société ; Valleau, archiprêtre de Saintes, etc.

On remarquait aussi : MM. de Luze, sous-préfet de Saintes ; Renaud, capitaine de gendarmerie à Saintes ; Blin, lieutenant-colonel ; baron d'Olce, capitaine au 6^e de ligne ; Quéré, adjoint au maire de Taillebourg ; le commandant Arnaud ; Courcelle-Seneuil, lieutenant de vaisseau ; Dallot, curé de Taillebourg ; l'abbé Fonssagrives, aumônier du cercle catholique du Luxembourg, à Paris ; le baron Amédée de Saint-Surin ; Bron, con-

seiller général de Saint-Porchaire; le docteur Foubert, maire de Saint-Savinien; Chauvin, conseiller d'arrondissement, etc.

En sortant de la gare, la société des Archives et ses invités furent admis à visiter les restes du château de Taillebourg. Ces ruines, entretenues avec un soin qui fait honneur à leurs propriétaires, nous ont paru en elles-mêmes peu intéressantes, quoique la vieille tour, toute garnie de lierre, soit, dans l'ensemble du paysage, du plus ravissant effet; mais nous parlons pour les archéologues. Cette tour date du xv^e siècle, alors que le château, démoli en 1389, après avoir été enlevé à une garnison de routiers anglais, fut réédifié soit par les Plusquallec, soit par la famille de Coëtivy. Les voûtes des salles basses sont postérieures à la construction de la tour. On sait que la maison de La Trémoille avait le dessein de relier par un magnifique corps de bâtiment les deux vastes ailes où cinq ou six familles trouvent aujourd'hui à se loger à l'aise. On comprend que les possesseurs du splendide château de Thouars n'aient pas été fort pressés de se bâtir une nouvelle résidence seigneuriale; mais dans quelles parties de leurs immenses domaines auraient-ils trouvé une plus admirable situation? Nous ne connaissons rien en Saintonge comparable à la vue dont on jouit du haut de la terrasse du château de Taillebourg. Sur ce rocher abrupt, que trente ou quarante générations ont successivement fécondé, s'élève un parc d'une végétation magnifique : au midi, toute la vallée, depuis Saint-Savinien jusqu'à Saintes, s'étend sous nos regards; les clochers de la vieille cité émergent au loin de grandes touffes de verdure, tandis qu'à nos pieds la sinueuse Charente, pareille aux fleuves des pays enchantés, que par réminiscence peut-être a décrit Fénelon, « semble s'attarder à plaisir dans les pays qu'elle arrose. » A Mirambeau, à Montandré, où les regards embrassent vingt lieues de pays et se perdent à l'horizon en des lignes indécises, on est plus étonné que ravi, mais l'on ne ressent pas le charme intime que vous fait éprouver la vue de ce gracieux et riant tableau.

A une heure, les portes des halles s'ouvrent devant la foule impatiente et bientôt le vaste local est insuffisant pour la contenir. M. Pierre de Croze veut bien donner lecture de la conférence que devait faire M. le baron Amédée Oudet sur la campagne de 1242; il est regrettable assurément que le savant conférencier n'ait pu, par suite d'une fâcheuse indisposition, lui-même donner tous les développements que lui aurait inspirés son sujet; nous ne voyons pas cependant ce qu'on pourrait ajouter à un travail aussi complet; et quelle que dût être d'ailleurs la séduction de sa parole, elle est au moins égalée par l'élégance de son style. M. Oudet ne nous donne pas un simple récit des événements tel que nous l'ont transmis les chroniqueurs du $xiii^e$ siècle; il étudie dans son origine et dans ses résultats la campagne de saint Louis; il la retrace avec une précision, une netteté qui nous font suivre pas à pas la marche de cette armée de soixante mille hommes, la plus nombreuse qui, depuis le temps des in-

vasions sarrasines, ait jamais foulé le sol de la Saintonge.

Après cette lecture justement applaudie, M. Louis Audiat dit un sonnet dédié au 6^e de ligne, dont l'excellente musique est venue rehausser notre fête. Les poètes sont toujours un peu prophètes : puissent les glorieuses destinées que notre président prédit au drapeau du 6^e, se réaliser quelque jour !

La valeur se transmet et la gloire se sème ;
Les victoires d'antan auront un lendemain ;
Le clairon sonnera pour la lutte suprême...
Et peut-être bientôt le drapeau du sixième,
Qui flotta sur l'Adda, flottera sur le Rhin...

M. Pellisson manie habilement notre vieux patois de Saintonge ; mais qu'on ne s'y trompe pas, il est de la famille de Burgaud des Marets, et c'est un érudit qui se cache sous ce costume campagnard ; malgré tout, pour être un peu endimanchés, les paysans qu'il promène dans les jardins d'Académus n'y sont pas déplacés. Ses vers, débités avec un excellent accent de terroir, ont à mainte reprise provoqué l'approbation des lettrés et le bon gros riro de la foule qui ne se sent pas d'aise à la peinture des Anglais « vrelutés dans la Chérante. »

Tout à coup un chœur de voix mâles et graves se fait entendre : c'est le *sirvente* du poète champenois auquel M. Wekerlin a adapté une musique du XIII^e siècle. La curiosité avec laquelle est accueillie cette harmonie, si différente de nos effets modernes, fait bientôt place à un autre sentiment : on se sent gagné, entraîné par ces accords puissants dans leur simplicité ; et la chanson de Taillebourg est couverte de longs applaudissements. Les trouvères des temps passés ont tressailli dans leurs tombes en entendant cette résurrection de leur œuvre, et l'un d'eux, peut-être ami de notre poète inconnu, a pu redire :

Chanson, va-t-en tout sans loisir
Te fair oïr à Taillebourg
A ceulz qui savent chans fournir
Là sont li bon entendéour (1).

La première partie du programme de la fête était épuisée. M. le comte Lemerancier, qui présidait la séance, nous donne rendez-vous sur les rives de la Charente. Là, s'élève une estrade pavoisée aux couleurs nationales ; et l'ancienne chaussée, au lieu même où combattit saint Louis, sert de tribune aux orateurs. Malheureusement le soleil veut aussi participer à la fête, il nous inonde de ses rayons les plus ardents ; en cherchant à s'en garantir on s'éloigne forcément des orateurs et la brise qui se lève empêche leurs voix d'arriver jusqu'à nous.

M. le comte Lemerancier prend le premier la parole ; il se propose de parler de saint Louis comme saint, comme roi, comme soldat, sujet bien vaste, thème heureusement choisi, auquel il a dû de

(1) Andrieu Contredit, cité par Paulin Paris. Nous changeons le second vers : *Au puy d'Arras le faire oïr*, licence qui n'a rien de poétique.

brillantes inspirations si nous en jugeons par les applaudissements fréquents et répétés qui accueillent son discours. Nous redoublons d'attention lorsqu'il nous semble entendre l'honorable maire de Saintes exprimer l'espoir de voir la statue du saint roi se dresser sur une des places publiques de Saintes... Mais autant en emporte le vent !

M. Blin, lieutenant-colonel du 6^e de ligne, prononce d'une voix sonore ces quelques mots vivement applaudis : « Mesdames, messieurs, je serai bref, très bref même : car trois voix plus autorisées que la mienne se sont fait entendre et vous ont dit ce qu'étaient saint Louis et son époque. Saint Louis a continué l'œuvre de ses prédécesseurs en brisant la puissance féodale des hauts barons. A chaque pas rétrograde de la féodalité notre unité se faisait grande et respectée. C'est ici que saint Louis a fondé la patrie française. Nos aïeux qui sont tombés glorieusement pour le succès de cette noble cause, sont dignes de notre admiration comme ceux qui ont combattu sur les champs de bataille de Valmy, Jemmapes, Fleurus, Wattignies. C'est au point de vue français, patriote et guerrier que nous honorons le vainqueur de Taillebourg et de Saintes. Autrefois, quand on mourait pour saint Louis, on mourait pour la France ; aujourd'hui, quand on meurt pour la patrie, on meurt comme autrefois aussi et toujours pour la France. Rendons hommage à saint Louis sur le terrain même de son triomphe, terrain immortalisé par la vaillance et le sang de nos ancêtres. Une dernière pensée, une pensée d'espérance : contemplons toujours avec un légitime orgueil les grands événements militaires de notre histoire, et, fiers de notre passé, ayons confiance dans l'avenir de nos armes ».

Quant aux discours de M. Audiat, de M. le colonel Blin, et aux poésies de MM. Maguier et Gourdon, les lecteurs de la revue les ont sous les yeux et ce serait peine inutile de les résumer ici : ils verront que tous, par la hauteur des pensées, la chaleur du sentiment patriotique, une réelle éloquence, se sont élevés au niveau du grand sujet qui les inspirait.

D. d'Aussy.

II

DISCOURS DE M. LOUIS AUDIAT (1)

Il y a 40 ans, l'historien de *Taillebourg et saint Louis*, qui préparait le monument de 1851, saluait d'avance « le jour où une multitude empressée viendrait inaugurer à Taillebourg l'érection de ce monument, élevé par le concours de tous, sans préoccupation de parti ni de secte, jour à jamais mémorable qui verra réunis dans une pensée commune, celle de Dieu et de la patrie, tous ceux qui, séparés par des dissensions politiques,

(1) *Discours* est un mot impropre ; c'est *rapport* qu'il faudrait dire.

se tendront une fois la main sur ce terrain de l'honneur et de la religion ». (1)

Cette heure solennelle que l'écrivain appela en vain — l'inauguration n'eut pas lieu — a sonné pour nous; et plus heureux, nous bénissons cet anniversaire de 650 ans, où tous nous voici rassemblés pour fêter une des gloires les plus pures de nos annales, n'ayant qu'une pensée, le culte des grands hommes qui ont illustré la patrie, vénération pour ses saints, reconnaissance pour ses serviteurs, admiration pour ses héros.

Dans un récit vif, animé, clair, savant, élégant, M. Amédée Oudet a raconté avec détails cette mémorable campagne dont ces lieux ont été les témoins, ces hauts faits où nos pères ont joué leur rôle, et il vous a exposé les résultats féconds de cette victoire de Louis IX (2). Il appartenait à notre vénéré président de célébrer avec l'autorité qui s'attache à son nom, à sa longue carrière de dévouement, aux dignités dont l'a revêtu le libre suffrage de ses concitoyens, à ce talent de parole qui l'a fait connaître au loin depuis si longtemps, de célébrer le grand roi, le grand saint, le grand guerrier, et tous nous avons applaudi et l'historien charmant et l'orateur éloquent.

D'autres chanteront saint Louis en des vers inspirés; leurs strophes vibrantes rediront aux échos de cette colline les vertus du vaillant capitaine (3); et les arches de ce vieux pont, les hauts murs de ce château, le sol de cette vaste prairie sont là pour répondre que les éloges des panégyristes, les exagérations des enthousiastes, les hyperboles des poètes ne sont ici que la pure et simple vérité.

Ma tâche est plus humble. Je n'ai à raconter que ce qui a été fait, ce que nous avons fait. Je dois d'abord remercier publiquement tous ceux qui nous ont aidés de leur bourse, de leurs conseils, de leur dévouement: nos confrères, M. Denys d'Aussy et M. Maurice Martineau, qui se sont multipliés pour les mille détails de cette fête; la presse, qui nous a aimablement prêté sa publicité; les représentants du gouvernement et les élus du pays, qui ont bien voulu nous donner par leur présence des témoignages d'intérêt; le 6^e de ligne, qui n'a pas oublié que Taillebourg est presque une victoire du régiment; vous tous, messieurs, qui êtes accourus pour vous associer à l'hommage que nous rendons à saint Louis.

★
★ ★

Le culte du fils de Blanche de Castille est une tradition saintongeaise; sa gloire, un patrimoine particulier de notre province; sa mémoire vit parmi nous, et le sol qu'il a foulé conserve la trace de ses pas. Ce château, qui a vu passer et Jacques Cœur, et les Coëtivy, et la fille de Charles VII et d'Agnès Sorel, et les La

(1) Henri Feuilleret, *Taillebourg et saint Louis*, page 52.

(2) *Saint Louis en Saintonge*. Voir plus bas, page 347.

(3) Voir plus bas, page 342.

Trémoille, était la demeure de son allié, Geoffroy de Rancon ; et il y a séjourné, à la veille de la bataille (1).

Cette chaussée l'a vu se battre en soldat et renverser sous ses coups les Anglais étonnés de cette furie française ; ces trente arches ont entendu, ces bois là-bas ont répété le cri de ses compagnons : « Montjoie ! Montjoie ! » (2) Le village de Saint-James n'offre-t-il pas une trace des ennemis qu'il y a vaincus ? La Charente garde encore au fond des eaux des armes de ses soldats ; et parfois le pêcheur retire avec étonnement de larges épées, des débris d'armures, des ossements,

Grandiaque effossis mirabitur ossa sepulchris.

Le hameau de Mont-Louis a pris de lui son nom. Le bois des Héros, tout près, est-il un souvenir des combattants de 1242 ? Beaucoup l'ont pensé et le pensent encore (3). Voyez-vous cette modeste église d'Ecurat ? Il y est entré, il s'y est agenouillé, il y a prié. Un vitrail, qu'y a fait placer le maire d'Ecurat, notre confrère, M. le baron Oudet, son historiographe, rappelle ce détail, que l'histoire n'a pu nier. Sous le dolmen de Sivrac, en la commune de Geay, dont, il y a peu d'années, la dernière pierre a disparu, la légende veut qu'il se soit reposé, encore qu'en dehors de sa route, qu'il y ait couché, entre le combat de Taillebourg et la bataille de Saintes.

Au portail de la cathédrale Saint-Pierre, une statue du XV^e siècle, quoique mutilée, conserve encore assez d'indices, deux lettres du nom et une couronne fleurdelisée, pour que j'aie pu y reconnaître notre héros (4). La cathédrale et l'hôpital de La Rochelle l'ont pris pour patron, et les églises de Rochefort, de Puilboreau et de Bourcefranc. Plus tard la cloche de Saint-Pierre, qu'on fonda en 1855, recevra des parrains Jean-Dulucissine Vacherie, maire de Saintes, et de Marie Appert, femme du président Savary, le nom de Louis, en l'honneur du roi qui, chrétien reconnaissant, vint humilier sur le pavé du temple son front triomphant et faire hommage au Dieu des armées de sa double victoire (5) ; et par décision du 15 mai 1887, le ministre de la guerre (6) appellera caserne de Taillebourg la caserne de l'abbaye de Saintes.

(1) « Cette ville (Taillebourg) est très fameuse : des vignobles fertiles la rendent riche ; elle a des prairies délicieuses et un fleuve fort agréable avec un beau pont sur la Charente, qui est profonde et non guéable. Lorsque le roi de France approcha de la ville, les habitants ne voulant ni ne pouvant lui résister avec vigueur prirent la résolution la plus salutaire pour eux ; et étant allés au devant de lui dans un appareil pacifique, se soumirent eux et la ville au roi de France... » *Grande Chronique* de Mathieu Paris. (Paris, 1840, t. V, p. 283)

(2) De Taillebourg au hameau de Saint-James, commune du Port d'Envaux, paroisse de Saint-Sornin, la chaussée a 1,255 mètres de long ; sa largeur est de 4 pieds, et sa hauteur 3 m. 50 Elle est percée de 30 arches. En 1852 on a consacré 30,000 francs à en réparer une partie ; on aurait pu, disent les habitants, réparer le tout pour la même somme ; il y eut gaspillage.

(3) Le mot *héros* est inconnu au XIII^e siècle. D'autre part, il y a au pays une famille Ayraud, Héraut.

(4) Voir *Epigraphie santone*, page 141.

(5) « In memoriam ludovici regis gratias agentis in ecclesia sancti petri hujus urbis post victoriam apud talleburgum in anglos reportatam anno MCCXLII.

(6) Le général Boulanger. (*Bulletin*, VII, 215).

Mais alors ce n'était guère là que des réoûts. Rien ne fixait la tradition. Il y avait bien le beau tableau d'Eugène Delacroix (1837) : Sous un soleil brûlant, pareil à celui d'aujourd'hui, luttent des soldats. Resserrés sur l'étroit espace d'un pont déjà étroit, ils se prennent corps à corps ; les épées à deux mains fendent les casques, les massues hérissées de pointes perforent et brisent les cuirasses. Le combat n'est qu'un duel multiple, mais un duel à mort, sans pitié, sans merci. Du parapet, des combattants tombent dans la Charente, hommes vivants encore ou cadavres sanglants. Au milieu de la mêlée, on distingue un guerrier ; à sa stature, à ses coups plus drus, à son intrépidité, on le reconnaît : c'est le roi !

En 1851, un professeur d'histoire au collège de Saintes, Henri Feuilleret (1), voulut réunir ces détails et vulgariser ces divers événements, imparfaitement connus ou consignés dans de gros volumes. Fouillant les anciens chroniqueurs, Guillaume de Nangis, Joinville, Mathieu Paris, puis Lenain de Tillemont, il tira de ces documents l'épisode de l'expédition de saint Louis en Saintonge (2) ; son opuscule plut, si bien qu'il en imprima une seconde édition la même année (3).

Ce fut le signal. Le 10 mars 1851, l'abbé Lacurie se rappela et rappela à la société d'archéologie de Saintes (4) qu'« au mois d'août 1849, il avait été chargé de demander au gouvernement une allocation pour ériger un monument à Taillebourg, et à Préan deux bornes monumentales commémoratives » (5). Le gouvernement n'ayant pas répondu, on renouvellera la demande, et en même temps on ouvrira une souscription publique, mais en

(1) Henri Feuilleret, né à Paris le 9 mai 1818, décédé à Bordeaux au commencement de décembre 1885, successivement clerc de notaire, professeur d'histoire à Saintes, à Aurillac, etc. (*Bulletin*, II, 16).

(2) *Taillebourg et saint Louis* ; Saintes, imprimerie de B. Lacroix, 1851, in-18, 82 pages.

(3) La Rochelle, imp. Gustave Mareschal, 1851, in-18, 88 pages. Cette seconde édition a de plus la liste des souscripteurs au monument projeté.

(4) La société d'archéologie, fondée en 1839 (sa première séance est du 19 janvier) par le comte Pierre de Vaudreuil, était alors composée du comte Pierre de Vaudreuil, président ; Surault, principal du collège de Saintes, vice-président ; l'abbé Lacurie, aumônier du collège, secrétaire ; Marc Arnould, banquier ; Forestier, ingénieur des ponts et chaussées ; Fontorbe, architecte ; Boucheron ; Léon Duret, substitut du procureur de la république, Phédora Gaudin et Emile Giraudias, avocats ; Henri Feuilleret, professeur ; Bouyer, médecin ; Guilbaud, juge ; Lœsueur ; Gillot de Kerardhène, professeur de philosophie au collège ; Anatole de Bremond d'Ars ; Potel, capitaine du génie. Sur 17 membres le personnel du collège fournissait près du quart. Trois seulement des membres de 1851 vivent encore : MM. Anatole de Bremond d'Ars, Léon Duret, et Potel.

(5) Nous ne connaissons pas autrement cette proposition. Le registre des délibérations de la société commence en 1839 et va jusqu'à la séance du 19 décembre 1846. A la suite de ce dernier procès verbal, Lacurie, secrétaire, a écrit cette note : 1851. « Après plusieurs années d'un travail soutenu, la société d'archéologie de Saintes a été condamnée à l'inaction. M le maire de la ville a cru qu'il était inconvenant de mettre les salons de la mairie à la disposition de la société pour ses séances mensuelles. Ainsi éconduits par M. Limail, les membres de la société ont dû travailler séparément. Cet état de choses a duré jusqu'en 1850. Enfin M. Vacherie, maire de Saintes, a bien voulu recevoir la société à l'hôtel de ville... »

se bornant à Taillebourg et laissant Préan, « que l'histoire ne cite pas. » (1)

Une lettre (15 avril 1851), signée Potel, Lacurie, Forestier, annonce la résolution prise « d'ériger à l'extrémité de la chaussée de Saint-James, devant Taillebourg, un monument commémoratif », fixe l'inauguration au 22 juillet, « jour anniversaire de ce beau fait d'armes. » Une « cassette en plomb, renfermant les noms des souscripteurs, sera scellée dans le soubassement du monument ». J'ignore si ceux qui ont détruit le monument ont trouvé la précieuse « cassette ». Les journaux, en tous cas, ont publié les listes.

Parmi les souscripteurs figurent le président de la république pour 100 francs ; les représentants du peuple de la Charente-Inférieure : Baroche, Chasseloup de Laubat, Delajus, Eschassériaux, Dufaure, de Nagle ; le préfet, l'évêque, le recteur Dubois, le sous-préfet de Saintes, le conseil municipal de Saintes (300 fr.), la commune de Taillebourg (89 fr. 50), celle de Saint-Saturnin (80 fr. 50) (2), l'académie de Bordeaux (50 fr.), la société d'archéologie de Saintes (100 fr.), le tribunal, le collège de Saintes, la pension Amouroux, la pension Dubreuil, le collège de Saint-Jean d'Angély, le séminaire de Montlieu, l'institution ecclésiastique de Pons, le journal *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, Moutin (pour 200 fr.) (3), le maréchal Bugeaud, le géné-

(1) Séance du 10 mars 1851. « M. le secrétaire fait remarquer qu'au mois d'août 1849, il avait été chargé de demander au gouvernement une allocation pour ériger un monument à Taillebourg et à Préan deux bornes monumentales commémoratives des victoires de saint Louis sur les Anglais en juillet 1242. La demande avait été accompagnée du plan des deux batailles. M. le ministre n'ayant pas répondu, M. le secrétaire propose de renouveler cette demande. M. Forestier fait observer qu'il est inutile de parler du hameau de Préan, que l'histoire ne cite pas, mais qu'il faut se borner à Taillebourg, lieu connu de tous les historiens... » Après discussion de Surault, Feuilleret, Lacurie, Forestier, « la société a adopté le projet d'élever à Taillebourg un monument commémoratif de la victoire de saint Louis sur les Anglais, le 22 juillet 1242. LACURIE. »

À la séance du 10 avril, on discute les voies et moyens. « La société s'arrête à un appel fait à tous les Français jaloux de conserver la gloire du pays. Le secrétaire est chargé de s'entendre avec les journalistes. » M. Potel voudrait qu'on mit « le conseil général en demeure de faire les fonds du monument. MM. Montois, sous-préfet, et Forestier combattent l'opinion de M. Potel ; il demeure arrêté que la société agira d'elle-même. M. Bourla, architecte, promet de dresser les plans et devis et de suivre gratuitement les travaux. »

(2) Séance du 5 mai. « Les maires de Taillebourg et de Saint-Sorlin ont été avisés des moyens de recueillir les souscriptions de leurs administrés. M. Montois, sous-préfet, est chargé de demander au propriétaire l'autorisation de placer le monument. » Nous avons, nous, demandé aux maires de ces deux communes de contribuer à la fête du 24 juillet. Celui de Taillebourg a mis la halle à notre disposition (lettre du 6 juin 1892), en y ajoutant toutefois cette clause qui mérite d'être citée : « que les conférences qui pourront y être faites seront purement patriotiques, et qu'aucune critique ne sera dirigée contre le gouvernement de la république, qui est celui de la majorité... des habitants de la commune. Veuillez agréer... Le maire, BRAUDEAU. »

Le maire du Port d'Envaux n'a pas daigné répondre.

(3) Séance du 21 novembre. (Il n'y a trace de séance du 5 juin pas au 21 novembre). « M. Forestier fait remarquer que M. Moutin, détenu dans la maison d'arrêt (*sic*), a proposé une somme de 200 fr. pour le monument de Taillebourg, et que la société, lui a-t-on dit, n'a pas voulu accepter cette souscription. M. le secrétaire répond qu'il a encaissé les 200 fr. et qu'il a remercié officiellement M. Moutin. »

ral de Bremond d'Ars, et puis MM. Théophile de Bretinauld, l'abbé Dallot, Gibouin, Gustave Martineau, Ruau. Je cite les noms des survivants. Vous y étiez, monsieur le président, et vous préludiez déjà à ces actes de générosité qui ont rendu votre nom populaire dans nos contrées.

Au 19 août, la souscription était de 1,180 fr. 75 ; au novembre elle s'élevait à 1,400 fr. C'est à peu de chose près (1,600 fr.) la somme que nous avons recueillie nous-même, mais seulement parmi nous. Les 104 souscripteurs sont, sauf trois, tous membres de la société des *Archives*.

Le 8 mai, « A. Bourla, architecte du théâtre de Saintes, » offre à titre de souscription d'exécuter « tous les dessins et détails que comporte le monument ». Notre confrère, M. Rullier, a suivi, sans s'en douter, l'exemple de générosité de son prédécesseur ; mais il ne l'a pas publié dans les gazettes. Cette modestie ne nous empêchera pas de l'en remercier ici.

Le monument dans la pensée de l'architecte se composait d'un socle et d'un piédestal, le tout d'une hauteur de 4^m 71, en pierre dure de Crazannes. Il avait rêvé « des ornements exécutés dans le style de l'époque, et dans la frise » devaient figurer « les armoiries des principaux seigneurs qui ont pris part au combat. Les chapiteaux des deux colonnettes de la face principale » seraient « copiés d'un chapiteau sculpté provenant de l'ancien château de Taillebourg ». Un buste le surmonterait. Ceux qui ont vu le monument ont pu juger combien la réalité s'était éloignée de la conception de l'artiste. C'était un tas de pierres presque informe. Les matériaux ont servi à notre construction.

L'inauguration, fixée d'abord au 22 juillet, anniversaire du combat de Taillebourg (1), puis remise au 25 août, fête de saint Louis, n'eut pas lieu. Il y eut brouille. L'architecte avait gravé une inscription de sa façon, rejetée par la société (2) ; la société

(1) Séance du 5 juin. « Le secrétaire est prié d'écrire à M. le président de la république et aux ministres pour leur proposer de s'associer au projet de la société. M. le secrétaire annonce que les ouvriers sont à la besogne, et que le monument pourra être inauguré le 22 juillet... Au sujet de l'inauguration « la société arrête..... qu'elle en fera une affaire de famille. »

(2) Voici la lettre de Bourla publiée dans les journaux (26 novembre 1851) : « J'ai offert pour ma part de me charger de faire un dessin du monument. M. Fouilleret vint me trouver et me fit voir dans un livre ce que M. de Caumont avait fait pour un semblable monument commémoratif d'une victoire, lequel consistait seulement en une pierre avec inscription.

» Je fis autre chose. J'ai présenté mon dessin à la société, qui l'a accepté et signé. C'est un piédestal de l'époque de saint Louis, que j'ai surmonté, selon mon espoir, de la statue de ce grand roi ; je l'ai représenté dans l'attitude d'un combattant, auquel le vaincu vient de rendre son épée. Jamais je n'ai eu la pensée de faire un monument à saint Louis ; tel n'était pas le programme ; j'aurais fait tout autre chose, je vous prie de le croire.

» Aujourd'hui tout est changé ; c'est, dit-on, un monument à saint Louis ; mais alors, je le répète, le monument est bien petit et la souscription bien faible pour un roi aussi grand dans l'histoire. Cependant c'est ce que je vois : « la société » d'archéologie de Saintes a décidé de faire mettre une plaque de marbre portant » cette inscription : A SAINT LOUIS VAINQUEUR DES ANGLAIS A TAILLEBOURG, LE 22 » JUILLET 1242. »

en avait adopté une autre; elle enleva celle de Bourla et rédigea la suivante :

A SAINT LOUIS
VAINQUEUR DES ANGLAIS
A TAILLEBOURG
LE 22 JUILLET 1242 (1)

Puis il ne fut plus question de rien (2).

Plus heureux, nous n'avons eu aucun contre-temps; il ne s'est guère produit entre nous qu'une divergence d'opinions : l'inscription serait-elle en français ou en latin ? Les uns représentaient, fort judicieusement, que l'inscription était faite pour être

» Comme la société ne s'est occupée nullement du monument et qu'elle m'en a laissé les charges, j'ai fait graver l'inscription que j'ai soumise à un grand nombre de personnes, très capables de juger; de ce nombre est M. le sous-préfet. J'en avais aussi référé à la société; mais, le jour désigné pour la réunion, contre-ordre fut donné. Le temps me pressait; je fis donc graver l'inscription suivante, la seule que je crois et raisonnable et vraie, puisqu'elle se trouvait dans la bouche de toutes les personnes qui passaient devant le monument :

« ÉRIGÉ EN COMMÉMORATION DE LA VICTOIRE REMPORTÉE AU PONT DE TAILLEBOURG PAR LE ROI SAINT LOUIS SUR L'ARMÉE ANGLAISE, LE 22 JUILLET 1242. »

» J'ai soumis au public, dans une exposition publique, à Saintes, le dessin du monument dont j'ai depuis envoyé une copie à M. le ministre de l'intérieur. Ce que l'on veut faire aujourd'hui est sans doute une satisfaction donnée à un amour-propre froissé. La société archéologique a jugé à propos de ne pas m'appeler dans son sein; c'est un remerciement des peines, soins et dépenses que j'ai faites; on m'avait prévenu de cela.

» Cependant je me crois un des plus forts souscripteurs, et comme tel je crois avoir le droit de donner mon avis, qui se résume à ceci : 1° c'est que le monument n'a pas été fait pour être inauguré comme élevé à saint Louis, mais bien en souvenir de la victoire de Taillebourg; 2° qu'il faut être vrai dans ce que l'on grave. Or, saint Louis n'a pas été vainqueur des Anglais, mais bien d'une armée anglaise, composée en grande partie de Gascons et Saintongeais au service du comte de La Marche. On n'est pas vainqueur d'un peuple pour un combat; et après notre malheureuse défaite de Waterloo, personne n'a dit que les rois coalisés avaient vaincu les Français, mais bien l'armée française... »

Quel pathos pour un homme qui habitait « grande rue, n° 56, à Saintes » et qui signait : « A. Bourla, architecte du théâtre de Saintes, du monument de Taillebourg, membre de la société libre des beaux arts et autres sociétés artistiques » !

La société répondit : « La société d'archéologie de Saintes s'empresse de reconnaître le talent, le zèle et les bons soins apportés par M. Bourla dans l'érection du monument de Taillebourg. Elle est donc loin d'avoir oublié le généreux concours d'un artiste distingué, qu'elle a l'honneur de compter parmi ses membres correspondants. Mais elle croit devoir rappeler que, dans la séance du 10 juillet, M. Bourla ayant soumis à la délibération de la société l'inscription gravée depuis sur le piédestal, cette inscription fut rejetée à l'unanimité moins une voix, et qu'une autre inscription toute différente fut adoptée en présence même de M. Bourla. »

(1) « MM. Forestier et Potel font remarquer que le monument de Taillebourg porte une inscription différente de celle qui fut adoptée par la société, et ils proposent de faire immédiatement biffer cette inscription. » Très vive discussion à laquelle prennent part Forestier, Arnould et Giraudias. « La société décide que l'inscription sera au plutôt (*sic*) grattée et qu'on la remplacera par celle qui avait été votée par elle-même. Cette inscription gravée sur une table de marbre devra remplacer l'inscription de l'architecte. » La fera-t-on disparaître immédiatement ? — Oui ! Elle fut ôtée; mais l'autre ne fut pas mise, et la pyramide resta anépigraphe.

(2) Le registre des délibérations de la société se termine au 29 novembre 1851.

lue et comprise ; à quoi les autres répondaient, non moins sagement, que le latin, étant la langue universelle, serait compris de tous, indigènes et étrangers ; que le français variait singulièrement d'un siècle à l'autre ; par exemple on ne comprenait plus — *on*, j'entends les lettrés — cette curieuse chanson de 1242 que nos aimables orphéonistes ont bien voulu apprendre pour nous, — tandis que le latin, cette langue morte, était la plus vivante des langues ; qu'on la parle dans tous les pays, parce que tout homme bien élevé, outre sa langue maternelle, possède le latin, et qu'elle vivra encore dans cinq ou six cents ans quand notre français de 1892 ne sera peut-être plus qu'un jargon.

La lutte a été longue ; les arguments solides lancés d'une main sûre portaient coups. Partisans du latin, tenants du français, combattaient avec énergie, à l'exemple du guerrier de Taillebourg. Enfin, après des efforts désespérés, — honneur au courage malheureux ! — les Français, ce jour-là, furent battus. Ils prendront leur revanche (1).

Le 21 novembre, la société d'archéologie, trouvant son œuvre incomplète et que ce piédestal vide ne faisait pas bon effet, décide qu'elle fera « appel aux princes de la famille de saint Louis ». Seul, le comte de Chambord, dont on n'osa pas prononcer publiquement le nom, envoya 300 francs par le duc des Cars (2). Le roi de Sardaigne, qui avait promis (3), répondit

(1) Voici l'inscription qui aurait probablement été gravée, si le latin n'avait été évincé :

LE . XXII . JUILLET . M . CC . XLII .
 LE . ROI . LOUIS . IX .
 SUR . CES . MÊMES . PONTS .
 A . REPOUSSÉ . L'ARMÉE . COMMANDÉE . PAR . LE . ROI . D'ANGLETERRE .
 ET . L'A . FORCÉE . DE . SE . REPLIER . SOUS . LES . MURS .
 DE . LA . VILLE . DE . SAINTES .
 OV . ELLE . A . ÉTÉ . COMPLÈTEMENT . DÉFAITE .
 LE . SURLÉNDEMAIN .
 XXIV . JUILLET . M . CC . XLII .



VOULANT . PERPÉTUER . LA . MÉMOIRE . DE . CE . FAIT . D'ARMES . GLORIEUX .
 LA . SOCIÉTÉ . DES . ARCHIVES . HISTORIQUES . DE . LA . SAINTONGE .
 ET . DE . L'AVNIS .
 A . INAUGURÉ . CETTE . INSCRIPTION .
 LE . XXII . JUILLET . M . DCCC . XCH .



(2) Paris, 28 juin 1852. Sur la demande du comte Pierre de Vaudreuil, j'ai reçu de M. le comte de Chambord l'ordre de transmettre une somme de 300 fr. pour le monument de Taillebourg. Descars.

(3) Le 1^{er} février 1852, Bertini, membre de la chambre des députés, écrivait à l'abbé Lacurie qu'une personne de ses amis avait présenté « la lettre à notre excellent et bien aimé monarque, qui daignera souscrire pour une somme qui contribuera à l'érection de la statue de Louis IX. Vous en recevrez incessamment l'annonce officielle par le surintendant général de la liste civile. »

officiellement non par le surintendant général de la liste civile; il craignait une réclamation diplomatique, et que ses alliés les Anglais ne fussent choqués de cette défaite rétrospective (1). Le ministre de la guerre, le général Randon, ne disposait « d'aucun fonds applicable à des dépenses de cette nature » (2) et le ministre de l'intérieur, Léon Foucher, en avait bien, mais il n'en avait plus (3). Le monument resta donc inachevé jusqu'en 1888; alors les nécessités du nouveau pont en exigèrent, dit-on, la démolition.

Après avoir essayé de le sauver de la destruction, après avoir prié en vain de reconstruire ce qu'on avait renversé, la société des *Archives*, à défaut d'autre (4), entreprit de le relever, sous une autre forme, fidèle à sa devise de conserver l'histoire de nos ancêtres et de la répandre parmi leurs enfants : *SERVARE, VULGARE*.

Mais que faire ? Saint Louis n'est pas une de ces illustrations de chef-lieu de canton, dont un piédestal, même surmonté d'un buste, glorifie l'obscur célébrité, un de ces bonshommes que

(1) « Turin, le 9 mars 1852. Surintendance générale de la liste civile. — Monsieur l'abbé, Sa Majesté le roi, mon Auguste Maître, a reçu le mémoire par lequel, en lui apprenant que la Société archéologique dont vous êtes le digne président, a fait élever un monument à saint Louis, à l'endroit même où le saint roi a forcé le passage de la Charente défendu par l'armée anglaise, vous sollicitez le concours de S. M. dans la souscription qui vient d'être ouverte pour l'achèvement du monument. S. M. ne peut que louer l'idée de la société archéologique de Saintes de perpétuer le souvenir d'une bataille qui forme une des anciennes gloires de cette noble armée française dont la bravoure a fait de tout temps l'admiration du monde; mais quelle que soit la sympathie du roi pour les traditions qui honorent la France, vous concevrez aisément, Monsieur l'abbé, qu'il peut y avoir des raisons de haute convenance qui ne permettent à S. M. de s'associer à une œuvre à laquelle doit naturellement se rattacher une signification politique... »

(2) « ... Quelles que soient mes sympathies pour l'œuvre nationale destinée à perpétuer le souvenir de cette victoire, je me trouve, à mon grand regret, dans l'impossibilité d'accueillir favorablement votre demande. » Lettre du 17 juin 1851.

(3) « J'aurais voulu accueillir favorablement cette demande; mais je ne dois pas vous dissimuler que la situation de mes crédits ne me le permet pas. » Lettre du 21 juillet. Le ministre ajoute : « En vertu d'une ordonnance du 10 juillet 1816, aucun monument de ce genre ne peut être érigé sans l'autorisation du gouvernement. » En conséquence, il engageait d'envoyer plans, dessins, devis, pour être approuvés par la commission des bâtiments civils.

(4) Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure. — Séance générale du 29 octobre 1885, sous la présidence de M. le comte Théophile de Bremond d'Ars :

« ... M. Denys d'Aussy avise la commission que la construction du nouveau pont de Taillebourg va entraîner la destruction du monument élevé près de la chaussée de Saint-James et rappelant la victoire de saint Louis en 1242. N'y aurait-il pas lieu de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation de placer, à l'entrée du nouveau pont, une pierre commémorative, et mieux une plaque de bronze avec inscription ? D'après M. Dangibeaud un bas-relief serait préférable. Après discussion, on nomme une sous-commission composée de MM. Dangibeaud, d'Aussy et de Lileferme, pour examiner les voies et moyens les plus propres à perpétuer le souvenir d'un des plus glorieux événements de notre histoire saintongeaise et nationale. »

Recueil de la commission, 3^e série, t. 1^{er}, 6^e livraison, 1^{er} avril 1886, p. 304-305.

sur un cippe à prix réduit, un sculpteur de pacotille orne de figures sans style et de lettres sans orthographe (1).

Pour le fils de Blanche de Castille, pour ce sage législateur dont les *Etablissements* provoquent encore l'étude des légistes et excitent l'admiration des politiques, pour l'artiste qui, un an avant Taillebourg, bâtissait ce bijou de la Sainte-Chapelle destiné à recevoir un fragment de la vraie croix et la couronne d'épines, qui développa, favorisa, créa pour ainsi dire cet art prodigieux du XIII^e siècle, objet de l'admiration de notre temps, pour ce chrétien dont la piété égalait la bravoure, pour ce souverain qui, par sa loyauté, son génie, régnait en Europe presque autant qu'en France, il ne pouvait être question d'une construction intermédiaire, de quelque stèle vulgaire ou d'une colonne banale. D'ailleurs, où placer un monument quelconque, sur le pont ou près du pont ? Cherchez, messieurs.

Il y avait un seul endroit. Là haut sur cette vaste terrasse, d'où tout à l'heure nous contemplions un splendide panorama, on aurait assis un gigantesque piédestal et posé dessus une statue colossale de saint Louis. Symbole à la fois et consolation. La forteresse a disparu ; sur ses remparts épais n'apparaissent plus les hommes d'armes bardés de fer ; ses tours crénelées ne se dressent plus dans l'espace, qui ont été si longtemps l'effroi des routiers et des malandrins. Louis IX serait là sur les débris du château-fort, lui qui a porté de si rudes coups aux grands vassaux toujours prêts à affaiblir la royauté capétienne, et il dominerait le pays qu'il a sauvé une fois du joug anglais.

A ceux qui souffrent, aux déshérités de la vie, aux vaincus du sort, aux affamés de justice, il rappellerait le chêne populaire du juge de Vincennes et aussi le rude justicier qui châtiât le prévaricateur ou l'oppresseur. « Si le roi le savait ! » Aux jours d'angoisse et de deuil pour la patrie, il dirait aux faibles, aux hommes de peu de foi : « Que craignez-vous ? Nous avons lutté, combattu ; victorieux partout ! Non, la victoire n'appartient pas qu'aux seuls braves : mais vaillants, courageux, toujours ; mais abattus, désespérés, jamais. »

Avons-nous manqué de confiance en n'essayant pas de réaliser ce rêve grandiose ? La facilité avec laquelle nous avons recueilli la somme qui nous était nécessaire, le nom de saint Louis si populaire et pour ceux « qui le prient comme chrétien et pour ceux qui l'honorent comme français », selon l'heureuse expression de notre président, permettait d'espérer qu'une souscription plus largement ouverte aurait réussi. Nous avons douté de nos forces. Et ne pouvant faire grand, ne voulant pas faire mesquin, nous avons fait modeste et simple : un bloc de marbre brut, avec une brève inscription. Puis une médaille frappée à cette occasion et représentant Louis IX avec ses attributs, roi, guerrier, juge, saint, artiste, conservera la date de cette inaugu-

(1) « SOUS LES HOSPICES DE M. ROULET, MAIRE... », inscription citée dans *Nicolas Pasquier*, page 68.

ration (1). Elle remplacera cette médaille apocryphe que Mézeray a publiée dans son *Histoire de France* : un pont, un trophée, la tour du château et cette légende :

COESIS. FVGAT. VICT. AD TALLEBVRO. PONTEM. ANGLIS.

Je suis heureux, au nom de la société, d'en présenter le premier exemplaire en argent à notre cher président, qui a offert le bloc de marbre.

Ainsi, messieurs, cette plaque qu'il fallait placer dans son cadre historique, ou sur le pont de Saint-Louis, qui n'existe plus, ou sur la chaussée, témoin de sa valeur, ce petit monument sans aucune prétention, rappellera pourtant un fait glorieux de nos chroniques, et prouvera que nos populations se souviennent.

En effet, sans la victoire de Taillebourg et de Saintes, c'en était fait de l'indépendance de notre pays. Louis défait, c'était la France devenue anglaise et pour jamais ; c'était la France partagée sans doute entre trois ou quatre grands feudataires. La guerre de cent ans a laissé d'assez terribles traces pour que nous sachions gré au roi de nous en avoir épargné les horreurs, un siècle plus tôt.

Ce sont les idées que fera naître ou rappellera cette simple pierre. Quelques lignes gravées sur un marbre suffisent pour évoquer les souvenirs, comme une croix sur la poitrine signifie honneur et loyauté, comme le drapeau, image de la patrie, fait battre le cœur des Français, quand il se déploie à l'étranger ou sur le champ de bataille.

Ainsi l'histoire, ainsi les traditions créent à travers les âges une confraternité véritable. La camaraderie du bivouac s'étend d'un régiment à l'autre ; il y a solidarité entre tous ceux qui ont porté, qui portent l'uniforme. Qu'ils soient tombés sous l'oriflamme, le drapeau blanc ou les trois couleurs, tous ceux qui sont morts pour la patrie ont droit à notre reconnaissance. Nous entourons d'une égale pitié les chevaliers de saint Louis, qui du haut du pont de Taillebourg étaient précipités dans la Charente, et les fantassins que la Bérésina a roulés dans ses flots glacés.

Comme ces preux qui jadis, entendant raconter les grands coups d'épée de Charlemagne ou de Roland, portaient involontairement la main à la garde de Durandal ou de Joyeuse, nous aussi, quand le clairon de l'épopée résonne, quand l'historien, par ses récits, emplit nos âmes de tristesse ou d'enthousiasme, oubliant le présent pour un instant, nous vivons dans les siècles passés, nous souffrons, nous triomphons tour à tour. Oui, nous étions à Taillebourg ; oui, nous avons chanté *Te Deum* dans la cathédrale de Saintes ; nous avons vu fuir le croissant sur les bords du Nil, nous avons été prisonniers à Damiette ; ô saint roi, nous étions avec Joinville près de Carthage, quand vous expiriez sur la cendre, ravis de tant de piété et d'humilité,

(1) La description de la médaille et l'inscription du monument paraîtront dans le prochain numéro du *Bulletin*.

après avoir admiré tant d'énergie hautaine et tant de superbe vaillance.

Nous partions au cri de Pierre l'Ermite : « Dieu le veut ! Dieu le veut ! » tout naïfs, nous demandant à chaque ville : « Est-ce là Jérusalem ? » Nous prenions d'assaut la ville sainte et délivrions le tombeau du Christ ! Oui, messieurs, nous sommes les descendants de ceux qui ont conquis la Palestine. Il n'y avait pas que des gentilshommes et des hauts barons avec Godfroy de Bouillon et Richard Cœur de Lion ; il y avait aussi, et plus nombreux, des paysans, des ouvriers, soldats ; oui, nous sommes tous les fils des croisés.

Azincourt, Crécy, Poitiers, Pavie étaient nos Waterloo et nos Sedan d'alors ; à Tunis répond Sainte-Hélène. Ce sont nos femmes, nos filles, nos sœurs qui ont filé la rançon de Duguesclin. Nous sommes entrés à Orléans avec la Pucelle, nous avons déployé à Reims cet étendard qui avait été à la peine ; nous pleurions au bûcher de Rouen avec ces braves gens du peuple qui cachaient leurs larmes en disant : « Nous venons de voir mourir une sainte. »

A Marignan nous avons avec Bayard ceint l'éperon et donné l'accolade au roi-chevalier ; c'est nous qui avons présenté à baiser au soldat sans peur et sans reproche la garde de son épée en guise de croix, quand, frappé par les lansquenets du connétable de Bourbon, il lui reprochait en mourant sa trahison. Nous tapissions d'étendards Notre-Dame avec Condé, Turenne et Luxembourg ; avec Villars, nous donnions à Philippe V des drapeaux pris à l'ennemi pour lit de camp. C'est nous qui à Fontenoy criions : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers. » Plus tard, nous étions, comme le chante le poète,

Aux bords du Rhin, à Jemmape, à Fleurus,
Ces paysans, fils de la république,
Sur la frontière, à sa voix accourus,
Pieds nus, sans pain, sourds aux lâches alarmes,
Tous à la gloire allant du même pas.

Vous étiez là, Lemercier, avec votre grand-père, Jourdan, à Wattignies et à l'armée de Sambre et Meuse ? Vous étiez là, Oudet, à l'armée de Mayence et d'Italie, quand votre grand-père, le colonel Oudet, blessé, répondait à ses grenadiers qui voulaient l'emporter pour ne pas le laisser à l'ennemi : « Repoussez l'ennemi, et mon corps ne lui restera pas. »

Oui, nous avons sous la mitraille, franchi le pont d'Arcole ; oui, nous sommes entrés, tambours battant, à Madrid, à Florence, à Berlin, à Moscou. Nous avons pris Alger et conquis l'Afrique. Nous étions à Sébastopol, en Crimée, à cette guerre singulière ; entre deux assauts, nous allions serrer la main des officiers que nous venions de fusiller, faire avec eux une partie de chasse, vous vous en souvenez bien, Termonia, et tendre notre pain de munition ou notre gourde d'eau-de-vie aux soldats russes, nos ennemis alors, nos alliés d'aujourd'hui, nos camarades, nos compagnons d'armes de demain.

N'est-ce pas, messieurs du 6^e, que vous étiez à Solferino ? vous qui, l'autre jour, en célébriez l'anniversaire avec quel entrain, nous le savons. Nul de vous n'assistait au combat. Et pourtant vous y étiez, parce que vous vous sentiez dignes d'y être, comme ce soldat, qui entendant la passion de Jésus crucifié par les juifs, s'écriait : « Ah ! si j'avais été là avec mes Francs ! »

Tous, même ceux que l'âge ou la maladie retenaient frémis-sants dans leurs foyers, oui, tous, nous étions avec vous, soldats, nos fils et nos frères, à Gravelotte, à Orléans, partout, avec Faidherbe, Chanzy, Bourbaki, avec Aurelles de Paladine ; à Patay nous relevions trois fois l'étendard de Charette ; nous chargions à Reischaffen et dans la sanglante mêlée, sous l'avalanche de fer et de feu, nous entendions ce cri arraché par l'admiration à l'ennemi : « Oh ! les braves gens ! Oh ! les braves gens ! »

Nous étions aussi à Metz, hélas ! Mais nous serons aussi là au jour désiré, jeunes et vieux, les jeunes pour frapper fort, les vieux pour applaudir au succès ; et ceux qui auront vu l'année terrible, s'ils sont déjà dans la tombe, tressailleront, ce me semble, dans la mort, en voyant les enfants laver dans le sang l'affront des pères, rendre à l'épée de la France son éclat un moment terni, et ramener dans la famille les exilés qui ne se consolent pas.

* * *

Voilà pourquoi nous élevons des monuments commémoratifs — et ce ne sera pas le dernier — afin que l'oubli ne prévale pas, afin qu'on se souvienne toujours. Voilà pourquoi aujourd'hui nous fêtons Taillebourg et saint Louis. Quand chaque année ramène l'anniversaire de Jeanne d'Arc, quand partout on dresse à l'héroïque jeune fille des statues, au lieu de sa naissance, au lieu de son triomphe, au lieu de son supplice, quand Domremy, Vaucouleurs, Orléans, Paris, Rouen, rivalisent de zèle pour celle que l'église sans doute un jour mettra sur ses autels à côté de saint Louis, nous ne pouvions pas laisser perdre la mémoire de faits aussi glorieux que le combat de Taillebourg et la bataille de Saintes. Il me semble voir ici sur cette chaussée le grand guerrier paraître pour nous crier : « Souvenez-vous qu'à pareil jour j'ai taillé en pièces l'ennemi séculaire de la France et sauvé l'indépendance nationale. »

III

LA CHANSON DE TAILLEBOURG

1212.

Le texte de la « chanson française sur la bataille de Taillebourg », publié par le *Bulletin* dans son dernier numéro (juillet 1892 ; XII, 261), d'après la *Revue des langues romanes* (4^e série, t. V, p. 242 ; avril-juin 1891), était incorrect, comme nous le disions. M. Antoine Thomas, maître de conférences à la faculté des lettres de Paris, dont notre annonce du 1^{er} mars dernier sur la prochaine « inauguration de la plaque commémo-

rative de la bataille de Taillebourg » avait éveillé l'attention, a fait prendre à Modène par un de ses amis, M. Jeanroy, une copie qui diffère en certains endroits de celle qu'a imprimée M. Jules Camus. Des mots avaient été mal lus par l'éditeur; d'autres, écorchés par le copiste italien. M. Thomas a corrigé « toutes les fantaisies orthographiques du scribe de Modène », qui écrivait suivant la prononciation italienne, *mun* pour *mon*, *bataigle* pour *bataille*, « de façon à donner à notre chanson un aspect moins incohérent. » Et il le publie dans le numéro 5, p. 362, des *Annales du midi*, qui a paru le 26 juillet. C'est cette version que nous reproduisons, et le savant commentaire dont l'auteur l'accompagne.

« J'ai trouvé, écrivait Legrand d'Aussy (*Fabliaux ou contes*, 1829; t. II, p. 277) chez nos poètes du XIII^e siècle, plusieurs chansons guerrières faites sur les différentes victoires remportées de leur temps, et une en particulier sur la bataille de Taillebourg gagnée par saint Louis; mais elles sont toutes si naïves et si plates que je n'ai pu me résoudre à les rapporter. » Or, ces couplets, que l'auteur traitait si dédaigneusement, que Leroux de Lincy cherchait si avidement et si inutilement en 1841 pour son *Recueil des chants patriotiques français*, M. Thomas les étudie avec le soin du philologue et la science de l'historien, et en montre tout l'intérêt. « Sans en surfaire le mérite, dit-il, il est permis de ne les trouver ni si plats, ni si naïfs que voulait le persuader l'excellent Legrand d'Aussy... La première strophe est comme un cri de triomphe assez fièrement poussé, et le trait décoché vers la fin au comte de Toulouse ne peut vraiment pas passer pour de la naïveté. »

« Notre chanson, ajoute M. Thomas, ne nous apprend rien de nouveau au point de vue stratégique sur le coup de main par lequel l'armée française força le passage du pont de Taillebourg et sur la marche générale de la bataille de Saintes; mais elle nous fournit le nom d'un assez grand nombre de chevaliers français qui se distinguèrent dans ces deux journées »; et entre autres « six personnages dont aucun texte historique, si je ne me trompe, ne mentionne expressément la belle conduite, ni même simplement la présence à la bataille de Saintes » : Raoul de Clermont, le comte de Ponthieu, Anseau de Trainel, Erard de Valery, Imbert de Beaujeu, Hugues d'Antigny.

Si, d'autre part, vous aviez été à Taillebourg le 24 juillet, pour le 13^e cinquantenaire de la célèbre bataille, et que vous eussiez entendu *La lyre saintaise* chanter cette chanson, « si naïve et si plate », vous n'eussiez pu vous empêcher d'applaudir à outrance presque à chaque vers et de répéter en chœur le refrain :

Dieu, gardez-nous le seigneur des François,
Alphonse et Charle et le comte d'Artois.

Etait-ce la musique de M. Wekerlin qui faisait ce prodige ?
Peut-être; mais une chanson est faite pour être chantée.

..

Mout lieement dirai mon serventois ;
Car j'en truis bien en mon cuer l'achois. (1)
Li Poitevin, li Gascon, li Anglois,
Li cuens Raimonz et li rois d'Aragon
Ont mal honte de leur enprision. (2)
Par devers aus est tornez li sordoïs. (3)
Diux, gardez nos le seignor des François,
Charle et Afor et le comte d'Artois. (4)

..

Molt fist li cuens de le Marche que fos
Qui mist son cors et sa terre à bandon (5)
Contre le roi. Ce fist il por le los
De sa femme, qui ne quiert se mal non. (6)
Mes l'on i a si pelé le grenon (7)
K'a toz jorz més en iert pis a ses ioirs. (8)
Diux, gardez nos.

..

Li Poitevin, li Gascon, li Anglois
Garderent mal le pont de Tailleborc,
Que malgré aus i passèrent François,
Et chacerent et mistrent en retor. (9)
Dusqu'en Saintes n'i firent onc estor. (10)
Et, sachoiz bien, la fu pris li Barois. (11)
Diux, gardez nos...

..

La bataille li conte Bolognois (12)
Vint premieren (13) a cel asemblement.

-
- (1) *Achoise, achoison*, occasion ; *achoisir*, échoir, arriver.
(2) M. Camus a lu : « Unt Mahon de leur en prisun » ; le texte porte : « Unt mahon de leur enpresun » ; M. Thomas interprète : « Ont mal joui de leur emprison », *emprise, entreprise*. Il me semble que *mal honte* se rapproche plus du manuscrit, *mahon*.
(3) *Sordoïs, sordeïs*, le pire, tout ce qui peut arriver de fâcheux.
(4) Charles, comte d'Anjou et roi de Naples ; Alfonse, comte de Poitiers et de Toulouse ; Robert, comte d'Artois, tous trois frères de saint Louis.
Afor, Aufos, Alphonse. « Comment le roy fist Afour, son frère, nouveau chevalier », dit Guillaume de Nangis, *apud* dom Bouquet, *Recueil des historiens*, xx, 335.
(5) *Mettre à bandon*, exposer.
(6) *Por le los de sa femme qui ne quiert se mal non*, pour la gloire de sa femme qui ne cherche rien sinon le mal.
(7) *Grenon*, moustache, menton.
(8) Que jamais il n'en ira pire à ses hoirs (héritiers).
(9) *En retor*, action de se retourner, en fuite, en retraite.
(10) *N'y firent onc estor*, n'y firent jamais combat, attaque, mêlée.
(11) Le Barois, c'est Jean des Barres. Il poursuivit les ennemis avec tant d'ardeur qu'il entra jusque dans Saintes, et fut fait prisonnier du coup.
(12) Le comte Bolognois est Alphonse de Portugal, comte de Boulogne, que tous les historiens nous montrent à la tête de l'avant-garde française, le jour de la bataille de Saintes.
(13) *Premeraien*, premièrement.

Molt i fu pruez (1) Raos de Clarmontois ; (2)
Cil de Pontis (3) i couquist los ruolt grant :
Dusqu'a portes les menerent batant.
A mie nuit s'enfui li lor rois.
Diux, gardez nos...

..

Après çaus vint Ansiau de Triaignel (4)
Et ses compainz Heraz de Valeri, (5)
— Bien fu armez chascun sur un morel — (6)
Cil de Beaujeu (7) et Uges d'Antegni. (8)
Lors furent bien li Anglois envaï ,
En la ville les mistrent, sor lor pois (9)
Diux, gardez nos...

..

Molt fist li rois que pruez et que vaillanz,
Li cuens d'Artois et li cuens de Poitiers,
Qui monterent por sequeurre lor gens, (10)
Armé de fer sor les corans destriers.
Li messagier aurunt mauvés loiers (11)
Qi le dirunt le conte d'Aubigois.
Diux, gardez nos...

..

Mon serventois envoi au Champenois
Et Archembaut, au seignor de Borbon,
Et au Flamanz, et au conte de Blois,

(1) *Pruez*, preux.

(2) Raos de Clarmontois est sans doute Raoul de Clermont, seigneur d'Ailly, 3^e fils de Raoul I^{er} de Clermont, d'après Anselme, vi, 47.

(3) Cil de Pontis. D'après l'*Art de vérifier les dates*, au moment de la bataille de Taillebourg, l'héritière des Ponthieu, Marie, était veuve de Simon de Dampmartin depuis le 21 septembre 1239. Elle se remaria en 1243 à Mathieu de Montmorency. On ne lui connaît que trois filles de son premier mariage. Avait-elle eu aussi un fils ?

(4) Ansiau de Triaignel est sans doute le fils d'un autre Anseau de Trainel, mort en Terre sainte, 3 ans auparavant. La maison de Trainel (Aube) était une des plus célèbres de la Champagne.

(5) Erard de Valery, seigneur de Saint-Valérien (Yonne), de Marolles, etc., plus tard chambrier de France et connétable de Champagne, mort en 1276 ou 1277.

(6) *Morel*, cheval brun, noir.

(7) Humbert ou Imbert de Beaujeu, seigneur de Montpensier-Aigueperse, etc., depuis connétable de France, mort en 1285.

(8) Hues d'Antegni. « Il s'agit évidemment du jeune seigneur qui fut fait chevalier en même temps qu'Alfonse de Poitiers, le 24 juin 1241, à Saumur. Hugues IV d'Antigny, fils de Hugues III et de Béatrix de Vienne, épousa Alice de Villiers ; il mourut vers 1277 et fut enterré dans l'abbaye de Beaume les Dames. »

(9) *Sor lor pois*, malgré eux.

(10) *Por secorre*, pour secourir leurs gens ; le manuscrit dit *sequeurre*, suivre, *sequer*, comme on dit en Saintonge ; du latin *sequi*.

(11) *Loier*, payement, récompense.

Et a celi qui tient Biaune et Dijon ; (1)
Q'envers le roi ne pensent se bien non, (2)
Loïal soient, si ferunt que cortois.
Diux, gardez nos...

IV

A TAILLEBOURG.

O petite cité, fameuse dans l'histoire,
Quel souvenir vers toi nous ramène aujourd'hui !
Six siècles et demi n'ont pas terni la gloire
De ce roi-chevalier devant qui l'autre a fui.

Jeune et beau comme un dieu qui n'eut pas son Homère,
Il a foulé le sol même que nous foulons ;
Ces flots l'ont vu, menant la charge légendaire,
Se dresser tel qu'un chêne en butte aux aquilons.

C'est ici, c'est ici que seul contre quarante,
A larges coups d'épée il prouva sa valeur,
Et que victorieux il franchit la Charente,
Culbutant devant lui l'Anglais envahisseur,

Poursuivant hardiment la besogne sacrée,
Que plus tard du Guesclin et Jeanne achèveront,
De tout joug il voulait la France délivrée.
Ce n'est que devant Dieu qu'il inclinait son front.

(1) « Les seigneurs mentionnés dans la dernière strophe ou envoi sont tous de grands feudataires du royaume faciles à reconnaître : le comte de Champagne ; le célèbre Thibaut II, le chansonnier ; le sire de Bourbon, Archambaud VI, de la maison de Dampierre ; le comte de Flandre, Thomas de Savoie ; le comte de Blois, Hugues de Châtillon, et enfin le duc de Bourgogne, Hugues IV. »

Quant à Archambaud VI de Bourbon, la plupart des dictionnaires de vulgarisation le font périr à la bataille de Taillebourg. Chazaud (*Etude sur la chronologie des sires de Bourbon* ; Moulins, 1865, p. 215) dit qu'il succomba, peut-être à la suite des blessures de Taillebourg, soit à Cognac (Charente), soit plutôt à Cognat (Allier), non loin de Pont-Rattier (aujourd'hui compris dans la commune de Charmes), prieuré de l'ordre de Fontevault, où était le tombeau de Mathilde, sa mère. » Or, la participation du sire de Bourbon à la campagne de Poitou et de Saintonge et sa mort pendant cette campagne sont formellement attestées par un contemporain, le chroniqueur-poète Philippe Mousket :

En ceste ost, Dieux ait l'arme en garde !
Moru mese iternous d'Audenarde...
Messire Erkenbaus de Bourbonne,
Qui tenoit grande tiere et bonne,
I mora, s'i ot petit més.

Archambaud est réellement mort à Cognac en Angoumois, non à Cognat, en Bourbonnais... il y est mort le 23 août 1242, et de maladie, non de ses blessures. C'est le moment où la plus grande partie de l'armée française opérant son retour : on peut supposer que le sire de Bourbon, après avoir pris congé du roi à Saintes, comptait rentrer dans ses terres par Angoulême et Limoges lorsque la mort le surprit presque au début de sa retraite.

(2) *Qui envers le roi ne pensent se bien non*, qui ne pensent rien sinon le bien.

Ah ! combien nous t'aimons, pays qui nous vis naître,
Terre des fiers marins et des vaillants soldats !
Au sang qui coule en eux on peut les reconnaître,
Et Courbet, hier encor, ne le démentait pas.

Saint Louis, Jeanne d'Arc et Courbet, c'est ton âme
Triplement incarnée et la même toujours,
Divin foyer qui verse à l'univers sa flamme,
Fleuve immense que rien n'interrompt en son cours.

Jeanne d'Arc !... un évêque à la chaude parole (1),
L'évoquant près d'ici, nous arrachait des pleurs,
Et demain, sa statue, avec une auréole,
Surgira comme un astre au ciel de Vaucouleurs.

En attendant qu'aussi l'art te fasse revivre
Dans un groupe superbe, intrépide et grand roi,
Indiquant au pays entier l'exemple à suivre,
Le cœur des Saintongeais s'est souvenu de toi.

Si modeste qu'il soit, accepte leur hommage.
Quand pour d'autres combats nous franchirons le Rhin,
De nos drapeaux vainqueurs entourant ton image,
Nous changerons ce marbre en monument d'airain.

Georges GOURDON.

V

LA BATAILLE DE TAILLEBOURG

(1242)

La bataille était rude et sanglante. La masse
Des Anglais arrêtait l'effort de nos soldats.
Sur le pont trop étroit on se heurte, on s'amasse.
On se bat, et l'on meurt sans avancer d'un pas.

Entre les deux partis la Fortune incertaine
Hésite, ne sachant comment se prononcer.
Depuis le simple archer jusqu'au fier capitaine,
Tous ont la noble ardeur que rien ne peut lasser.

Mais tout à coup voici Louis, le roi lui-même,
Qui veut, étant le chef, combattre au premier rang.
Son exemple aux Français donne l'élan suprême...
Leur troupe, brisant tout, passe comme un torrent.

A Saintes la victoire est ensuite achevée.
Eperdu, l'Anglais fuit... pour ne plus revenir ;
Et la Saintonge est libre, et la France est sauvée,
Prête à tous les destins de son grand avenir !

..

(1) Mgr Pagis, à Saintes.

Pourtant le roi Louis n'a pas fini sa tâche :
C'est le tombeau du Christ qu'il voudrait délivrer.
De plus en plus son âme à ce projet s'attache ;
Jérusalem appelle... et va désespérer !

Il part, mais par deux fois, hélas ! le sort contraire
L'écarte des Lieux Saints qu'il voulait conquérir.
La peste est du Croissant l'horrible auxiliaire...
Louis, devant Tunis, se couche pour mourir.

Alors, bien qu'au vouloir du Seigneur il se plie,
Qu'il attende la mort et qu'il aspire au ciel,
Il songe avec regret à l'œuvre inaccomplie...
Son esprit est hanté par un doute cruel.

Taillebourg ! Taillebourg ! sera-t-il éphémère,
Le succès sous tes murs naguère remporté ?...
Le doux pays de France, où tout rit et prospère,
Sera-t-il donc un jour par l'étranger dompté ?...

..

Roi, dors en paix. Tunis n'est plus aux infidèles.
Tunis s'éveille, à l'aube, au chant de nos clairons.
Ses minarets, où vont, l'hiver, nos hirondelles,
Portent superbement nos drapeaux à leurs fronts !

Tes enfants ont voulu que l'œuvre commencée
Atteigne, malgré tout, son but, un but divin !
Et le sang répandu, là, sur cette chaussée,
Des veines des héros ne coula pas en vain.

Au sud, au nord, partout, nous avons notre place.
Un point, un seul, là-bas, laisse notre âme en deuil...
Mais demain nous rendra la Lorraine et l'Alsace.
Demain Metz et Strasbourg palpiteront d'orgueil.

Nous laisserons ensuite un long repos au glaive...
Des douleurs trop longtemps on a porté le faix.
Que sur l'humanité l'aurore enfin se lève,
Qui doit donner à tous les douceurs de la paix !

..

Ainsi de siècle en siècle on créa la patrie,
Jour par jour, pas à pas, et lambeau par lambeau ;
Et chacun l'a servie, et chacun l'a chérie,
A l'heure du péril défendant son drapeau.

Nous l'acceptons ainsi que nos pères l'ont faite,
Sans vouloir rien ôter, sans vouloir rien changer :
Car, triomphe éclatant ou cruelle défaite,
Rien, dans son vieil honneur, ne nous est étranger.

Aïeux tombés ici dans les luttes anciennes,
Dites, vos descendants ont-ils démérité ?...
Notre âge a confondu vos gloires et les siennes
Pour les léguer ensemble à la postérité.

CHANSON DE LA BATAILLE DE TAILLEBOVRG 1242

Mise en musique sur un viel air par M^r Wekerlin

Tenors

Molt. lie - e - ment de - rai mon ser - van tois : car j'en .. tru - is en mon

Basses

cuer l'achoi son Li Poite. vin li Gascon, li Anglois

Li cueus Raimon et li roi d'A - ra - gon ont mal honte de

leur em pri si on . Par de vers eux est lor ne' li sor dois. Dieus

gar dez nous le sei gneur des Fran - cois Charle et An spr et le

comte d'Artois Dieus gar dez nous le sei - gneur des Fran cois

rall

Le passé, le présent, l'avenir, tout se lie.
De la chaîne on ne peut briser un seul anneau :
L'histoire d'un pays peut-elle être abolie ?...
Peut-on fermer les yeux à l'horizon nouveau ?...

Honte à qui parlerait de partis et de castes !
Ces mots, ces sentiments, nous devons les bannir.
Nos esprits sont plus fiers ; nos espoirs sont plus vastes...
Pour le beau, pour le bien, nous voulons nous unir.

Il n'existe entre nous aucune différence.
Quoi qu'on puisse nier, quoi qu'on puisse affirmer,
Nous savons seulement, ô noble et chère France,
Que nous sommes tes fils et qu'il nous faut t'aimer !

Edmond MAGUIER.

VI

A PRR'POU DAU MOUNIMAN DE TAYEBOURG

Jh'ei lisut, tout drôlat, dan in live d'histouère,
Qu'at oyut dan lei temp in fisolofe ancien,
Thi, chà souer et matin, en fasant sa prr'yère,
Remarciait le bon Yeu de vive citouéyen
De la Grèce, prr'mié, peû neissut en Athène.
Comb' de foué, m'en souvin, dei quante jh'étt jhène,
Ei-jhi pâ remarcié, chet su mei deû jheneuil,
De la goule et dau thieur, moué tout, la Prr'vidence
D'avouer parml primo que jhe neississe en France,
Et deûzio que duvrissse en Saintonjhe lei zeuil,
En Saintonjhe putoû qu'en ine aute prouvince.
Thieu-l-honneur qu'a m'a fait n'eit brigue dei pu mince.
Jh'ou di coume jh'ou pense, et, bein sûr, ne veûrl
Poin que prr' d'aute là n-on vîsse dau mimprl ;
Mei la Saintonjhe, ei pâ poûr qu'on me contr'diche,
Eit le pu biâ péyi, le pu sain, le pu riche
De la France qu'on sait c'eit in vrei paradi :
Jhe z-y son pû au Nord, poin-n-encouère au Midi ;
En été la chalour, en hivar la fr'dure
S'y trouvan partajhé dan la jhuste mesure ;
Tout z-y pousse : dau frut, pousse, pouère, coudin,
Et dau bié, dei patate, et, prr'sû tout, dau vin,
Ah ! dau vin que n-on fait avec ine eau-de-vie
C'eit chein lei fin gormand dau monde entié sarvie.
A bein dei jhen qu'o y at o n'en faurait pâ mei,
Pa'rei ? prr'eite fier de-z-eu prouvince ; mei
Thieu n'eit point tout : jh'avon ine pajhe en l'histouère
Thi peûrait abrr'yé tout in peup'ye de gu'youère.
Dei sièque avan passé, si et demit (l'eit long)
Dei sièque et combeun d'eive avec z-eû sous le pont,
Que la mer dau dépeû, s'a-l-eüsse été térie,
N-en arait bein dei foué poyut eite remp'ye,
Et coume au prr'mié jhour a trr'lûse à nou zeuil,
Pâ mein que su nou teite à midi le souleuil,
Et l'honneur qu'a contint à travâr-z-eu s'hérite.
— C'était-i don, disé, thieu thi le l'at écrite,

In grant houme. — Bein mei : n-on n-en a fait in saint.
— In saint ? — Voué, tout le monde et chaqu'in n-en convint.
— Prr'quoué ? Paç'qu'i rendait la jhus'ice à sa mode ?
— Cré poin : lei jhuje aneut trovinderian queumode,
En liour que d'étouffé, coume i fasan, au fond
D'ine chambe enfr'mée ente mûr et piafond,
Si-l-allian à l'eisit s'assire en la campagne,
En piein ar, à thiù piat, sous l'ombrajhe d'in chagne ;
O ne pieirait pâ mein aû partie, aû témoin.
— Eit-ô paç'qu'i prr'nait dei malhureû grand soin,
Et, qu'in jhour, i fasit migné li minme in ladre ?
— A parlé francheman, jhe cré pâ mei qu'o càdre
Margré que thieu ne set pâ yeire ragoûtan.
Tout thieu-t-eit bein jholit : il a meû fait prr'tan.
— Serait-ô don putoû paç'qu'en la Tunisie
(La chouse, jh'en convin, n'était pas trot eisie)
Coume dau piâtre il a battut le Serrazin ?
— Bein prou que jhe queuneû dan nin péyt vouésin
Battan le serrazin d'ine façon compiete,
Et toû lei-z-an. bein mei, quant la recolte eit faite ;
Jhe vou proumé qu'on fait yeire attention à-z-eû.
— C'ait-ô don que Loul-Neuf peut avouer fait de meû
Prr' avouer noute encen, mérité nou prr'yère ?
— Il at ithi frotté de la boune magnère
Lei-z-Ang'lei ; dan thieu temp c'élian poin-n-à demi
Nouî enneml, mei bein nou pu pire enneml.
Avec sei Saintonjhoué, à dist conte quarante,
I lei-z-a vrr'lûté trr'tou dans la Chérente.

Au bout dau pont longtemp in petit mouniman
Gardit le souvenit de thieu-l-événeman.
La maçoune était boune et pâ mal façounée ;
Mei follit qu'i chésisse ine belle jhônée
Que, p' rebâtît le pont pu fort et pu jholit,
On avait décidé qu'i fûsse démolit.
Jhe le releviyon pû biâ, et thielle histouère
Eit su-t-in live aneut digne de sa mimouère.
Dieu marcit à monsieu le conte Lemarcié,
Que de tout noute thieur jhe devon remarcié,
La pieue et la jhelée allan eite bravée ;
La vouélâ prr' dei sièque en le malbre engravée.

Qu'à nou pett nevoûr a sarve de léçon :
Lei-z-enneml de France avan in aute nom ;
Le dire eu thiellei vâr me pareit ainutile ;
Mei jhe cré qu'o faura qu'i séjhan bein habile,
Quand le grand jhour vindra, l-eit moué que n-en repond,
Prr' défende-z-eû tout la teite de z-eû pont.
De z-eû pont, vou savé, c'ait pâ su la Chérente
Mei qu'o coule dessout pu groû d'eive courante,
Et tan meû don, tan meû, mei sera grand le pot
Et mei jhe vou proumé qu'i bouéran de bon cot.
De nou pepé d'o y at si cent-z-an la bataye
Fera vouer que jh'avon le côrajhe et la taye ;
Le saint thi nou meindrat à trouvé s'rat eisit :
Parmi nou jhénéral o n'ara qu'à chouésit.

Piäre MARCUT.

VII

SAINT LOUIS EN SAINTONGE

Conférence faite à Taillebourg le 24 juillet 1892

Le 24 juin 1241, Louis IX tient une cour plénière à Saumur. Alphonse, son second frère, vient d'atteindre ses vingt-un ans ; le roi va l'armer chevalier et l'investir des fiefs qui lui avaient été destinés par Louis VIII, son père, à savoir : le Poitou, l'Aunis, une partie de l'Auvergne avec la suzeraineté de La Marche, de l'Angoumois et de la partie de la Saintonge, située au nord de Charente. Saint Louis voulut donner à cet acte la plus grande solennité ; Joinville nous a laissé le récit succinct, mais tout empreint des souvenirs de son admiration juvénile, de cette fête chevaleresque, la plus somptueuse peut-être qu'on eût vue jusqu'alors. Le banquet eut lieu sous les halles de Saumur, bordées d'une vaste galerie semblable aux cloîtres des monastères de l'ordre de Cîteaux.

La plupart des grands seigneurs du royaume entouraient le roi, vêtus de magnifiques costumes de satin, de drap d'or et d'argent, entre autres : Thibaut de Champagne roi de Navarre, Pierre de Dreux surnommé Mauclerc, comte de Bretagne, le duc de Bourgogne, le comte de Saint-Pol, le comte de Toulouse beau-père d'Alphonse, etc. La reine Blanche, la reine Marguerite, la comtesse de Chartres et l'abbesse de Fontevrault, sa sœur, cousines du roi, avec un nombreux cortège de grandes dames, plus de vingt archevêques et évêques et trois mille chevaliers étaient réunis dans ce banquet.

Parmi les plus importants personnages se trouvait Hugues de Lusignan, comte de La Marche, époux en secondes nocces d'Isabelle d'Angoulême, veuve elle-même de Jean sans terre et mère d'Henri III, roi d'Angleterre ; ce puissant seigneur pesait déjà sans doute dans son esprit les chances favorables ou contraires de la rébellion qu'il méditait. Sa femme, ambitieuse et hautaine, décriée pour ses vices sur le trône d'Angleterre non moins que haïe pour son orgueil, ne pouvait supporter d'être devenue, elle veuve et mère des rois anglais, la vassale d'un vassal du roi de France.

Telle était en effet la situation faite au comte de La Marche par l'investiture du comté de Poitou donnée à Alphonse. Toutefois il se résigna encore, lorsqu'au mois de juillet suivant saint Louis accompagna son frère à Poitiers pour l'installer lui-même dans la capitale de ses nouveaux états, à prêter le serment féodal à son jeune suzerain et même à lui restituer le pays d'Aunis et la ville de Saint-Jean d'Angély, qui lui avaient été remis après le traité de Vendôme comme dot d'Isabelle de France, sœur du roi, fiancée à son fils, projet de mariage abandonné depuis lors.

Cette restitution fut consignée dans un traité dont l'original avec toutes les signatures et les sceaux, subsiste encore aux archives nationales, et à l'occasion duquel le roi séjourna au château de Lusignan, l'une des forteresses les plus importantes

et les plus magnifiques du moyen âge, terre patrimoniale du comte de La Marche et berceau de son antique race.

Aussitôt après le départ du roi, Isabelle laissa éclater sa fureur jusque-là contenue ; elle fit immédiatement arracher toutes les tentures du château, enlever les tapis et les principaux meubles, et charger tous ces objets sur des chariots pour les emporter à Angoulême. Comme le comte essayait de la calmer et lui offrait d'acheter pour le château d'Angoulême toutes les tentures et autres meubles qu'il lui plairait d'y placer, elle lui répondit en pleurant de rage : « Vous êtes donc le plus lâche des hommes, vous qui vous laissez dépouiller de vos terres sans les défendre, qui laissez outrager votre épouse sans essayer de la venger ? N'avez-vous pas vu comme ils m'ont traitée à Poitiers, votre roi, sa reine, Alphonse et sa tolosine ? comme ils m'ont laissée debout parmi la foule, sans m'inviter à m'asseoir avec eux ? Je ne vous verrai plus désormais, résolue à mourir plutôt qu'à vivre sans vengeance et sans les faire repentir de leurs outrages. »

Cette femme, que ses sujets anglais avaient surnommée Jézabel, parce qu'ils la tenaient pour coupable ou capable de tous les crimes, était alors âgée de plus de cinquante ans ; mais elle n'avait point encore besoin de recourir à un art emprunté pour réparer des ans l'irréparable outrage ; sa beauté, longtemps célèbre, semblait indestructible.

Toute jeune elle avait été fiancée à celui qui devait un jour devenir son second mari. Un peu par contrainte, beaucoup par ambition, elle avait consenti à la rupture de cet engagement, lorsque Jean, roi d'Angleterre, surnommé plus tard Jean sans terre, en visite chez son père Guillaume Taillefer, comte d'Angoulême, s'enthousiasma de ses charmes et demanda sa main. Il fallait qu'elle eût laissé dans le cœur de Hugues de Lusignan une impression bien profonde pour que, malgré le souvenir de cet affront, devenu veuf lui-même quinze ans plus tard, il ait encore désiré pour épouse cette veuve impérieuse et violente, si méprisée pour ses désordres pendant son premier mariage.

Aussitôt après la scène que nous venons de rapporter, Isabelle partit pour Angoulême où le comte la rejoignit bientôt, mais où il dut attendre deux jours, avant qu'on lui ouvrit la porte du château et qu'elle l'admit en sa présence. Là, devant ses familiers, elle se répandit de nouveau en reproches et en larmes jusqu'à ce que son mari jurât de faire tout ce qu'elle ordonnerait.

Aussitôt le comte de La Marche commença à chercher des alliés, à fortifier et à approvisionner ses châteaux, en vue de la grande lutte qu'il allait provoquer. On sollicita le comte de Toulouse, le roi d'Aragon, le vicomte dépossédé de Béziers Trincavel, l'empereur d'Allemagne Frédéric II jaloux du prestige grandissant de la royauté française ; on fit même d'inutiles démarches auprès de Thibaut de Champagne et du comte Pierre de Bretagne. Mais celui dont on espérait le plus, c'était le fils de la comtesse de La Marche, le roi d'Angleterre Henri III, prince

faible, présomptueux quoique irrésolu, et qui, au mépris de la trêve jurée, entra aussitôt dans le complot.

A la Noël 1241, Alphonse invita à Poitiers les seigneurs ses vassaux à des fêtes durant lesquelles ils devaient, les uns lui renouveler leur hommage, les autres le lui apporter pour la première fois. C'était l'occasion attendue par le comte de La Marche ; il y vint des premiers, avec une suite nombreuse et, s'avançant vers Alphonse, déclara qu'il désavouait le serment qu'il lui avait prêté cinq mois auparavant et qu'il ne le reconnaîtrait jamais pour son seigneur. Se retirant aussitôt sous la protection de son escorte, il fit mettre le feu à la maison où il était descendu et rentra dans son château de Lusignan.

Bien que cette audacieuse provocation ne laissât aucun doute sur les intentions du comte, et que le roi fût déjà informé depuis trois mois, par un bourgeois de La Rochelle (1), homme des plus avisés et des plus résolus, de tous les détails de la conspiration ourdie contre lui, il voulut, selon sa coutume, épuiser tous les moyens pacifiques. Il écrivit donc au comte de La Marche pour l'inviter à rentrer dans le devoir ; n'en recevant point de réponse, il le cita devant sa cour de parlement, qui le déclara coupable de félonie et déchu de ses fiefs.

Pour mettre cet arrêt à exécution, saint Louis convoqua à Chinon, pour le 28 avril 1242, des forces considérables. Quatre mille chevaliers, vingt-quatre mille sergents et arbalétriers à cheval, de nombreux fantassins s'y trouvèrent réunis, en tout plus de cinquante mille hommes.

Le comte de La Marche avait déjà commencé les hostilités en ravageant les terres du roi. Celui-ci entra en campagne aussitôt et emporta rapidement les châteaux de Montreuil-Bonnin et de Béruges, à quelques lieues de Lusignan. Laissant de côté cette importante forteresse, dont le siège l'eut sans doute arrêté plusieurs semaines, il se dirigea vers le bas Poitou, aujourd'hui la Vendée, où il s'empara, après six jours de siège, du château de Vouvant, réputé imprenable. Geoffroy de Lusignan, cousin du comte, fit sa soumission et remit de plus au roi le château de Mervent, tout proche de Vouvant, où il reçut garnison royale.

Saint Louis, descendant aussitôt vers le midi, prit possession de la ville de Fontenay sur la Sèvre, et vint ensuite assiéger le château de Frontenay dont le comte de La Marche avait, par des travaux récents, fait une redoutable place d'armes, munie d'une double enceinte et qu'il jugeait capable, avec la garnison nombreuse et choisie qu'il avait placée sous le commandement d'un de ses fils, d'arrêter longtemps toutes les forces du roi de

(1) Ce bourgeois de La Rochelle, dont la très curieuse lettre en latin fut découverte en 1855, à la bibliothèque nationale, par M. Léopold Delisle, adressait ses rapports à la reine Blanche dont il paraît avoir possédé la confiance. Quelques uns ont voulu reconnaître en lui le théologien scolastique Jean de La Rochelle. Il nous semble plus naturel d'y voir un riche négociant de vins et peut-être un fournisseur de la cour. Voir *Bibliothèque de l'école des chartes*, t. XVII, p. 513.

France. Grâce à ses puissantes machines, mais non sans avoir livré plusieurs assauts, le roi l'emporta en quinze jours. On était alors à la mi-juin.

Cependant Henri III avait débarqué à Royan le 20 mai, avec trois cents chevaliers anglais, un millier d'arbalétriers et des sommes considérables que la comtesse-reine, sa mère, lui avait surtout demandées, l'assurant qu'avec de l'argent il trouverait en Poitou plus d'hommes qu'il ne lui en faudrait. Sa déception fut grande ; malgré ses efforts et ceux du comte son beau-père, il ne put réunir que seize cents chevaliers avec leurs sergents et vingt mille fantassins, en tout, y compris les arbalétriers, un peu moins de trente mille combattants. L'armée française qui avait reçu de nouveaux renforts, pouvait s'élever à un chiffre double.

C'est à Frontenay que Louis IX reçut la déclaration de guerre du roi anglais ; il fit aussitôt déployer l'oriflamme, donnant ainsi à la guerre le caractère national qui lui permettait de retenir, à ses frais, ses chevaliers au-delà du terme de leur service féodal. Quittant Frontenay que le roi fit raser et qui a retenu depuis le nom de Frontenay l'Abattu, l'armée s'empara des châteaux de Villiers, Saint-Gelais et Prahec près Niort, et descendit sur Saint-Jean d'Angély où Louis avait prescrit de réunir un grand nombre de barques, comme s'il eut eu dessein de passer la Charente vers son confluent avec la Boutonne ; dans ce but, en apparence, il marcha sur Tonnay-Boutonne, dont il prit et rasa le château.

Henri III était accouru avec toutes ses forces dans les prairies en face de Tonnay-Charente où il arma chevaliers les deux plus jeunes fils du comte de La Marche, ses frères utérins. Il s'apprêtait à disputer le passage du fleuve et pressait dans ce but l'arrivée des navires qu'il avait demandés à la ville de Bordeaux. Mais saint Louis, trompant les prévisions de son adversaire, revint brusquement sur Saint-Jean d'Angély par le château de Landes où il mit garnison, se porta ensuite à l'est sur les châteaux de Matha, Thors et Saint-Césaire, qu'il prit ou rasa, descendit par la vallée sur la rive de la Charente, et commença des préparatifs pour la franchir.

On ne pouvait, en effet, songer ni au pont de Cognac ni à celui de Saintes ; tous deux étaient commandés par les murailles de ces villes, munies de bonnes garnisons et situées sur la rive opposée. Restait le pont de Taillebourg. Le seigneur du château, Geoffroy de Rancon, avait à venger sur le comte de La Marche une grave injure et, seul de tous les châtelains de Saintonge, il avait refusé de participer à ses conciliabules. Néanmoins, pour éviter une attaque du roi d'Angleterre qu'il n'était pas en mesure de repousser, il avait su se maintenir à son égard dans une attitude équivoque jusqu'à ce que les succès du roi de France lui donnassent la certitude d'échapper à la vengeance du monarque anglais.

Saint Louis, instruit de ses dispositions, se transporta, le

samedi 21 juillet, des environs de Chaniers devant Taillebourg, suivi de toutes ses forces, et somma le châtelain de lui remettre la place. Celui-ci sortit aussitôt, vint s'agenouiller devant le roi qui reçut son hommage et le suivit dans le château où il passa la nuit. L'armée campa partie dans la ville, partie sur les coteaux qui l'entourent. Henri III, informé de la tentative du roi de France en amont de Saintes et de sa marche sur Taillebourg, était accouru de Tonnay-Charente avec toutes ses troupes et avait pris position dans la prairie en avant du village de Saint-James, plaçant une forte avant-garde à la tête du pont, sur la rive gauche.

Le dimanche matin, 22 juillet, les deux armées, séparées par le fleuve, étaient en vue l'une de l'autre. Dès l'aube et sous la protection des arbalétriers échelonnés sur la rive, on se hâta de former, à l'aide de tout ce qu'on avait pu réunir de barques et de bateaux, des ponts volants pour le passage de l'armée française.

Ce travail s'achevait à peine et le passage commençait, lorsqu'une petite troupe de chevaliers, emportés par leur ardeur, traversant rapidement le pont de pierre, se jette sur les Anglais qui en gardaient la sortie sur la rive gauche. Témoin de cette attaque, le roi veut en partager l'honneur et le péril et s'engage lui aussi, des premiers, sur le pont ; mais les Anglais résistent vaillamment ; les chevaliers se pressent sur ce pont très étroit pour porter secours au roi, mais ils ne peuvent avancer : car la sortie est obstruée par les combattants et plusieurs sont précipités dans le fleuve.

A ce moment le péril est extrême pour Louis IX ; car pour un homme que les Français avaient alors sur l'autre rive, dit Joinville, les Anglais en avaient bien cent.

La vaillance du jeune roi déjà si aimé, la vue du danger qu'il court exalte l'ardeur de tous ; les efforts désespérés des quelques braves qui avaient déjà franchi la Charente réussissent enfin à refouler l'avant-garde anglaise qui s'enfuit vers le gros de l'armée et à dégager le roi.

C'est alors qu'on put voir l'armée anglo-poitevine rangée à quelques centaines de pas en arrière des défenseurs du pont, et qui n'avait rien fait pour leur venir en aide, reculer encore toute sa ligne de deux portées d'arbalète.

Mais saint Louis sut contenir l'ardeur de ses chevaliers et ne tomba pas dans le piège qui lui était tendu. Aussitôt maître de la sortie du pont, il y place cinq cents sergents avec des arbalétriers pour le défendre contre un retour offensif des Anglais et, au lieu de se laisser entraîner à la poursuite des vaincus dans la prairie ainsi que le mouvement rétrograde de l'armée ennemie semblait l'inviter à le faire, dans l'intention évidente de l'envelopper et de l'accabler avant que les Français aient pu passer un nombre suffisant pour le soutenir, il rentre à Taillebourg pour faire consolider les ponts volants et surveiller lui-même le passage de ses troupes.

Le stratagème de l'ennemi n'avait pas réussi ; il pouvait encore, à la vérité, par une attaque rapide et un mouvement en avant de toutes ses forces, essayer de jeter dans la Charente les Français qui l'avaient franchie, mais il ne l'osa pas. Henri III et le comte de La Marche à qui il avait confié le commandement suprême échangeaient à ce même moment les plus vifs reproches et rejetaient l'un sur l'autre la responsabilité de leurs échecs.

Pendant ce temps, les forces du roi de France grossissaient rapidement sur la rive gauche et les Anglo-poitevins, fort démoralisés, se voyaient dans la nécessité d'accepter une bataille générale ou d'essayer une retraite que la poursuite inévitable d'adversaires victorieux et supérieurs en nombre allait changer en déroute. Une suspension d'armes pouvait seule les sauver du désastre : le roi d'Angleterre l'envoya demander par son frère Richard de Cornouailles. Celui-ci dépouillé de ses armes et revêtu du costume de pèlerin s'avança seul vers le pont et demanda le comte d'Artois qui le conduisit à son frère.

Saint Louis pouvait assurément refuser la trêve, tout à l'avantage de ses ennemis, et poursuivre vigoureusement son succès. L'heureuse issue de ce premier engagement devait lui donner pleine confiance dans le résultat d'une action générale, mais sa conscience, délicate jusqu'au scrupule, était toujours préoccupée de la crainte de s'écarter de cet idéal de justice évangélique et de magnanimité chevaleresque qui fut la passion dominante de sa vie. Il accueillit d'autant mieux le messager de paix habilement choisi par son rival, que Richard arrivait de Palestine avec un grand renom de bravoure et de générosité envers les prisonniers chrétiens et français dont un bon nombre lui devaient leur délivrance : « Je vous accorde trêve pour aujourd'hui et la nuit suivante, lui dit le roi, car la nuit porte conseil. »

Le conseil que Richard courut porter à son frère fut celui de fuir au plus vite, dès le soir même, et de chercher un abri derrière les murs de Saintes ; la supériorité numérique de l'armée française et surtout l'entrain et la vigueur de l'attaque du pont de Taillebourg ne laissaient plus aux conjurés aucune illusion.

On partit donc en grand désordre, mais avec le bonheur d'échapper à toute poursuite. Le lendemain lundi, les Français furent fort étonnés de ne plus voir personne devant eux dans la prairie de Saint-James. Toute la journée fut employée à ranger l'armée sur la rive gauche et à mettre en ordre les longues files de chariots qui, au nombre de seize cents, portaient les bagages et les machines de siège.

Le mardi 24 juillet on se mit en marche dès le matin. Dans quel ordre se fit cette marche et par quels chemins ? Sans nul doute, pendant la journée du lundi, des reconnaissances avaient été faites dans la direction de Saintes, d'abord par le chemin le plus direct de Taillebourg à Saintes qui longe le pied des coteaux et borde presque constamment la prairie jusque vers Saint-Thomas, et aussi par le chemin de Taillebourg à Saint-Georges

qui s'élève doucement au sud-ouest vers les plateaux, à travers les bois qui en recouvrent la pente. A une lieue environ de Saint-James ce chemin atteint la colline découverte de Peuvolant d'où le regard embrasse la petite plaine comprise entre Ecurat et Bellivet et aperçoit au fond les clochers de Saintes. Cette plaine est traversée dans toute sa longueur par le chemin de Saintes à Crazannes.

Les renseignements fournis par ses reconnaissances firent sans doute savoir au roi que toute l'armée anglaise s'était retirée soit dans Saintes même, soit au pied de ses murs, et qu'aucune troupe ennemie ne se laissait apercevoir dans la campagne. Toutefois, à une aussi faible distance de sa place de refuge, si le roi anglais avait voulu risquer une surprise, une attaque de flanc contre les Français s'avançant en une seule longue file par le chemin de Taillebourg, rien ne lui était plus facile que de porter inaperçues, dissimulées derrière les bois et en une heure de marche, une partie de ses troupes vers Bellivet et La Pommeraye, de déboucher de là, tout à coup, par les chemins qui relient ces villages à la route de Taillebourg et d'assaillir en flanc, sur deux points à la fois, cette longue colonne pendant que le reste des Anglo-poitevins arrêterait la tête et soutiendrait le premier choc sous les murs de Saintes.

Sans doute Henri III était dépourvu de toute audace et de tout talent militaire ; mais il avait avec lui son frère Richard et d'autres vaillants hommes de guerre capables de hardis coups de main. Il semble donc que la prudence militaire commandait à saint Louis, quels qu'aient été les rapports de ses explorateurs et quelques signes de découragement qu'ait pu donner l'ennemi, de se diriger de Saint-James sur Saintes par deux routes à la fois et d'y porter le gros de ses forces par le chemin de Taillebourg à Saint-Georges jusqu'à Peuvolant et, de là, par celui de Crazannes à Saintes. Ces deux voies convergeant vers le faubourg Saint-Vivien et ne cessant de se rapprocher à mesure qu'on s'avance vers la ville, le maintien des communications de l'une à l'autre ne présentait aucune difficulté.

A partir de Peuvolant, le roi s'avance en pays découvert, à travers une plaine qui permettait le développement de sa nombreuse cavalerie et d'où il pouvait, en se tenant de sa personne sur les hauteurs déboisées qui l'entourent, avoir constamment sous les yeux tout le pays jusqu'à Saintes. L'un et l'autre lui étaient impossibles par le chemin de Saintes à Taillebourg.

Cette dernière voie, sûrement la plus fréquentée et la mieux frayée des deux, dès cette époque, a dû être surtout utilisée pour faire arriver en bon ordre le soir même, au campement devant la ville, l'immense convoi de vivres, bagages et artillerie (le mot était déjà en usage pour les machines de guerre) qui ne comptait pas moins de 1.600 voitures.

C'est donc, selon toute apparence, par le chemin qui de Saint-James, monte doucement à travers le bois des Héros, puis, à partir du petit plateau de Peuvolant, par l'ancien chemin de

Orazannes à Saintes, que la plus grande partie de cette belle armée d'environ cinquante mille hommes, dont trente mille cavaliers, défila le 24 juillet 1242, sous les rayons du soleil du matin qui faisait étinceler les riches armures, les lances, les épées, les écus, les bannières aux couleurs variées, relevée d'argent et d'or. Nul doute que ce spectacle imposant, inconnu jusqu'alors pour cette partie de la Saintonge et qu'elle n'a jamais revu, n'ait produit sur l'imagination des hommes de ce temps une impression très vive; aussi ce souvenir s'est-il fidèlement transmis par la tradition populaire dont les indications, en parfait accord avec les conjectures que suggère la connaissance des lieux, complètent heureusement la brièveté des documents contemporains.

Des circonstances que ces documents nous ont transmises, nous voyons que la bataille de Saintes s'engagea comme par hasard. Les Anglais, en effet, n'étaient pas plus résolus que l'avant-veille à accepter le combat en rase campagne et paraissaient vouloir rester absolument sur la défensive derrière les murailles de la ville. L'armée de saint Louis était précédée d'une avant-garde de mille hommes, dont trois cents Flamands fournis et équipés par la ville de Tournay. Mathieu Paris les appelle des fourrageurs, *forratores*, ce qui indique qu'ils n'étaient pas seulement chargés d'éclairer la route, mais aussi de faire main basse sur le bétail et autres denrées nécessaires.

Cette avant-garde ne rencontrant aucune résistance et trouvant sans doute peu de provisions de bouche à recueillir dans la campagne déjà pillée par les Anglo-poitevins, parvint de bonne heure en vue de Saintes. Le comte de La Marche campé à Saint-Eutrope, prévenu de son approche, trouve l'occasion bonne pour réparer son honneur et se venger sur un détachement de l'armée française; il s'arme à la hâte avec ses fils, rassemble le plus de monde qu'il peut et se précipite sur les fourrageurs; ceux-ci reculent, mais en faisant bonne contenance; les Anglais accourent, la petite troupe lutte vaillamment et les trois cents Flamands sont tués jusqu'au dernier.

Pendant ce temps, le comte de Boulogne, neveu de la reine Blanche, qui conduit le premier corps de chevaliers, prévenu du péril de l'avant-garde, hâte sa marche et rejoint les Anglais qu'il arrête. De son côté, Henri III, averti par le bruit, de l'importance que prend le combat, accourt avec le reste de ses forces au secours de son beau-père. La bataille devient alors générale et acharnée; les deux armées, animées par la présence des deux rois, font de grands efforts. Les Français crient: « Montjoie! Montjoie! » Les Anglais: « Royaux! royaux! » Une foule d'actions particulières s'engagent entre les chevaliers; comme le terrain est couvert de vignes et coupé de chemins très étroits, les chevaux n'y manœuvrent qu'avec peine; beaucoup tombent avec leurs cavaliers qui sont alors tués ou pris.

Là se signalent parmi les plus braves, du côté des Français: Alphonse de Portugal, comte de Boulogne; Raoul de Clermont,

le sire de Beaujeu, les deux frères du roi : Alphonse comte de Poitiers et Robert comte d'Artois; Erard de Valery, Anselme de Traignel; parmi les Anglais : Simon de Montfort, Salisbury, Norfolk, Jean Mancel, Jean du Bourg, Renaud de Pons. Mais bientôt l'arrivée des autres corps de l'armée de saint Louis enlève aux Anglais l'avantage du nombre qu'ils avaient eu jusque-là; pressés de toutes parts par les Français devenus les plus nombreux, ils lâchent pied, suivant l'exemple de leur roi qui s'était enfui le premier, et se réfugient, en grand désordre, dans les murs de Saintes, vivement poursuivis par les vainqueurs dont quelques uns n'écoutant plus la voix de leurs chefs, entrent pêle-mêle dans la ville avec l'ennemi et y restent prisonniers.

La poursuite ne put être longue à cause de la faible distance qui séparait la ville du champ de bataille; aussi le nombre des prisonniers ne fut-il pas considérable, environ deux mille dont trois prélats de marque, une cinquantaine de chevaliers et cent vingt sergents ou écuyers. D'autres chroniqueurs, mais non contemporains, ont porté à quatre mille hommes la perte totale subie par l'armée d'Henri III; quant à celle des Français, les renseignements nous font absolument défaut pour l'apprécier.

Il ne saurait y avoir aucun doute sur la situation exacte des lieux où fut livrée la bataille de Saintes.

La tradition populaire, d'accord avec les brèves indications des chroniqueurs contemporains, en a toujours placé le théâtre sur le plateau limité par le vallon des arènes au midi et le chemin de Taillebourg, aujourd'hui route du Port-d'Envaux au nord, plateau dont le centre est occupé par le domaine connu sous le nom de Montlouis. La distance moyenne du champ de bataille aux murs de la ville aurait été d'environ douze cents mètres.

Dans son poétique récit de la campagne de 1242, le professeur Feuilleret, s'écartant de cette donnée traditionnelle, a voulu placer l'action principale autour du pli de terrain qui sépare le bourg d'Ecurat de la plaine de Bellivet dite : *Les grand'pièces*. Ce mamelon porte en effet le nom significatif de : *La bataille*, et, à diverses époques, on y a trouvé des armes et des débris d'armes anciennes. Mais comment supposer que l'avant-garde de mille hommes, dont nous venons de parler, ait pu rétrograder depuis Saint-Vivien jusqu'à deux cents pas d'Ecurat, c'est-à-dire pendant plus d'une lieue, sans cesser d'offrir à l'ennemi, aux chevaliers anglais et poitevins, cette vaillante et sanglante résistance qui nous est racontée par l'historien anglais lui-même? Comment cette poignée d'hommes se serait-elle arrêtée pour résister, si elle ne se fut sentie soutenue, à très petite distance, par des forces suffisantes?

Dans son désir de rattacher à saint Louis le bourg d'Ecurat par un souvenir ineffaçable, Feuilleret s'est fait aussi, bien qu'avec une réserve plus que légitime, l'écho d'une pieuse tradition locale qui veut que la charmante église, de style roman du XI^e siècle, voûtée en berceau, dont la simplicité est heureusement relevée par ses élégantes et harmonieuses proportions,

ait été bâtie par ordre du saint roi, comme un monument de sa victoire et de sa reconnaissance envers Dieu.

Les notions élémentaires de l'archéologie sont assez répandues de nos jours pour qu'il soit inutile de réfuter sérieusement cette supposition. L'église d'Ecurat était debout depuis un siècle et demi; le portail plus orné, intercalé plus tard dans l'ancienne façade, était achevé depuis cinquante ans au moins, lorsque l'armée de saint Louis passa en vue de son clocher, et aucune partie de l'édifice n'est due à la munificence de ce prince.

Il reste toutefois en faveur d'Ecurat une supposition qu'aucune circonstance historique ne vient contredire, c'est celle que son église aurait été visitée en passant par le saint roi et qu'il y aurait prié quelques instants. De la route que nous nous croyons en droit de penser qu'il a suivie, Louis IX n'a pu manquer d'apercevoir le village; il a même dû, pour hâter et faciliter la marche de ses troupes, les faire défiler à la fois par les divers chemins et sentiers aboutissant à la ville de Saintes, et dont l'un passe précisément par le bourg d'Ecurat. S'arrêter devant une église, descendre de cheval pour y pénétrer et y faire une courte prière, c'est là une action souvent répétée dans la vie de saint Louis et en si parfaite harmonie avec ses sentiments qu'il est invraisemblable, dans les circonstances que nous avons supposées, qu'il ait négligé de l'accomplir. C'est donc à bon droit qu'un vitrail du sanctuaire consacre aujourd'hui cette pieuse légende ou plutôt ce pieux souvenir.

La supériorité numérique des Anglais à la bataille de Saintes est un fait indéniable; on peut même admettre, comme le chiffre le plus probable pour l'armée de saint Louis, un total de plus de cinquante mille hommes dont quatre mille chevaliers et environ vingt mille sergents à cheval, tandis que l'armée d'Henri III n'atteignait pas trente mille hommes dont seize cents chevaliers, soit avec leurs écuyers, pages et sergents, à peu près huit mille cavaliers.

Cette disproportion considérable doit-elle diminuer la gloire de ceux qui combattirent dans ces deux journées pour l'unité nationale et la prédominance française? Nous ne le pensons pas. D'abord, en ne considérant que le seul champ de bataille sous les murs de Saintes, il est certain que les Anglais commencèrent par y avoir l'avantage du nombre et que les premières troupes françaises, engagées dans ces conditions défavorables, montrèrent la même énergie, le même élan qu'elles avaient fait paraître l'avant-veille au pont de Taillebourg où le roi, de sa personne, soutenu d'un petit nombre de braves, avait fait reculer une force très supérieure.

De plus, une partie de la gloire militaire consiste précisément à savoir préparer le succès en s'assurant la supériorité numérique à un moment et sur un point donnés; et c'est précisément dans de telles circonstances qu'ont été remportées quelques unes des victoires les plus fameuses de Napoléon.

La ligue formée contre saint Louis, contre la royauté et la

domination française, sous la direction du roi d'Angleterre, était formidable ; si tous les conjurés avaient su utiliser leurs ressources, se concerter habilement et attendre le moment favorable pour agir, ils pouvaient mettre dans le plus grand péril la monarchie capétienne. Les forces réunies du roi d'Angleterre, du comte de La Marche, du comte de Toulouse, du roi d'Aragon, sans compter la diversion espérée de l'empereur d'Allemagne Frédéric II, si elles eussent agi avec ensemble, auraient certainement dépassé la puissance que pouvait leur opposer Louis IX.

Celui-ci bien informé par des agents dévoués qui le renseignaient au péril de leur vie, comme le fidèle bourgeois de La Rochelle, sut agir avec une décision et une promptitude admirables, surtout à cette époque. Il surprit ses ennemis à l'état de préparation incomplète, et profitant de la mollesse et de l'incapacité de son principal adversaire, il l'écrasa avant que la plupart de ses alliés aient rien pu tenter en sa faveur. Soldat intrépide autant que chef habile, il trouva dans tous les rangs de son armée l'obéissance, l'ardeur et le dévouement ; tous, général et soldats, ont donc bien droit à l'admiration de l'histoire et à la reconnaissance de la postérité.

Voilà donc, le mardi soir 24 juillet, Louis IX devant Saintes, avec son armée victorieuse et campée sur les hauteurs, à Saint-Vivien, Saint-Macoux, Saint-Eutrope. L'armée d'Henri III s'est déjà en partie dispersée ; les seigneurs de la haute Saintonge, les sires de Pons, Mirambeau, Mortagne, Barbezieux, Archiac ont regagné leurs châteaux. Le roi d'Angleterre est dans Saintes avec son frère, tandis que son beau-père, le comte de La Marche, s'est déjà retiré jusqu'à Pons. Mais Henri sort de la ville dès le 25 au matin ; il fait une tournée à Pons, Barbezieux et Archiac et rentre à Saintes le 26 au soir ou le 27 ; on comprend qu'il ait senti le besoin de s'assurer des dispositions de ses alliés et de les consulter sur la possibilité de continuer la lutte.

Mais que faisait saint Louis pendant le même temps ? Comment expliquer son inaction apparente pendant ces quatre journées des 25, 26, 27 et 28 juillet ? Massiou suppose qu'un grand nombre de chevaliers, dont les quarante jours de service féodal étaient expirés, ont abandonné l'armée et que le roi a dû attendre l'arrivée de nouveaux renforts. Cette explication ne nous paraît pas la plus vraisemblable. Depuis Frontenay, la guerre était devenue nationale, et le roi pouvait retenir ses chevaliers en leur payant la solde d'usage. Or, on connaît la libéralité de saint Louis qui, grâce à l'ordre et à l'honnêteté qu'il avait introduits dans l'administration de ses finances, sut faire face à tant de dépenses de constructions, de guerre et de bienfaisance, sans imposer à son peuple ni à ses seigneurs aucune charge extraordinaire. Si donc quelque difficulté de cette nature eût été soulevée dans l'armée, sa générosité l'aurait vite résolue comme en tant d'autres circonstances.

Saint Louis faisait deux choses pendant ces quatre jours : il négociait les conditions de la paix avec ses vassaux révoltés et

vaincus, et il préparait en même temps l'investissement complet et subit de Saintes, de manière à enlever la ville tout à coup et à y capturer son rival avec ce qui lui restait de monde.

Dès le 25, l'évêque de Saintes et le comte Pierre de Bretagne qui servait dans l'armée de saint Louis, traitaient avec ce prince de la soumission du comte de La Marche ; ce pauvre Henri III était tellement méprisé de ses alliés qu'on le laissait dans la complète ignorance de négociations qui allaient aboutir à sa propre captivité. On comprend vraiment la fureur de son historien Mathieu Paris et l'indignation que le roi manifeste lui-même au sujet de la perfidie des Poitevins, dans la lettre, d'ailleurs tissée de mensonges, qu'il écrit six semaines plus tard, de Bordeaux, à son allié secret l'empereur d'Allemagne Frédéric II.

Et ce n'était pas trop, en vérité, de trois jours aux maîtres charpentiers et forgerons de l'armée de saint Louis pour vérifier, monter et réparer toutes les machines de siège et les disposer tout autour de la ville, de manière à pouvoir les approcher pendant la nuit du 28 au 29 et tenir, le 29 au matin, le roi d'Angleterre, son frère et ses chevaliers comme dans une souicière sans issue. Heureusement pour ce prince qu'il fut averti du danger par un message de Hugues le Brun, fils aîné du comte de La Marche ; au même moment, c'est-à-dire le 28, à la tombée de la nuit, un chevalier français, délivré en Palestine par Richard de Cornouailles, lui faisait dire de sortir de Saintes au plus tôt, s'il ne voulait s'y réveiller prisonnier ; les habitants, ajoutait-il, avaient fait leur paix avec le roi et devaient ouvrir eux-mêmes les portes. Henri, qui allait se mettre à table, ne prit le temps de toucher à aucun mets ; il sauta à cheval et, accompagné de son frère et de quelques chevaliers, sortit de la ville en ordonnant d'y mettre le feu. Tout ce qui lui restait de monde suivit bientôt son exemple.

Cette fuite ne pouvait-elle être prévue et ces fuyards ne pouvaient-ils être capturés ? Des ordres précis n'avaient-ils point été donnés, des mesures prises dans ce but ? La nuit suffit-elle seule à protéger leur évasion, et n'y eut-il aucune connivence de la part de quelques seigneurs redoutant de voir le roi d'Angleterre trop complètement battu et dépouillé, et l'autorité du roi de France, ennemi des violences et des guerres privées et sévère vengeur du droit, devenir trop prépondérante et trop irrésistible ? Quoiqu'il en soit, la fuite de Henri III fut des plus précipitées ; il ne s'arrêta qu'à Blaye, après avoir laissé sur la route tous ses bagages, y compris sa chapelle, c'est-à-dire les objets qui servaient à ses chapelains pour la célébration des offices pendant la campagne.

De son côté, le vainqueur ne perdait point de temps. Entré à Saintes le 29 juillet au matin par la porte dont l'emplacement est à peu près indiqué par la petite place qui en garde le nom, il en confirme les franchises et privilèges, et en repart presque aussitôt pour Colombiers, où il reçoit Renaud de Pons et les

filz du comte de La Marche qui lui apportent les conditions définitivement acceptées par leur père. Le roi couche à Colombiers, et le lendemain 30, dans la matinée, au milieu de la prairie en face de Pons, Hugues de Lusignan, comte de La Marche et d'Angoulême, et son orgueilleuse comtesse-reine Isabelle, à genoux tous deux devant Louis IX, confessent leur félonie et implorent leur pardon. Le vainqueur le leur accorde à la condition qu'ils jurent solennellement d'observer toutes les conditions qui ont été convenues. Le roi de France conserve toutes ses conquêtes sur le comte, qui gardera le reste de ses possessions pour lesquelles il renouvellera son hommage au comte de Poitiers, son suzerain immédiat; il recevra des garnisons royales dans plusieurs de ses châteaux et partira immédiatement avec le comte Pierre de Bretagne pour aller contraindre à rentrer dans le devoir Raymond VII, comte de Toulouse, qu'il avait lui-même entraîné dans sa rébellion.

A la vue de l'humiliation du comte de La Marche, Geoffroy de Rancon, seigneur de Taillebourg, dont nous avons dit la haine contre ce prince, sans pouvoir toutefois en pénétrer la cause, et qui avait fait le vœu solennel de se laisser croître cheveux et barbe jusqu'à ce qu'il eût été vengé par lui-même ou par autrui, fit dresser rapidement un tréteau préparé à l'avance et là, à la vue de tous et prenant l'armée à témoin que son vœu était accompli, il se fit tailler la barbe et les cheveux à la façon des chevaliers.

La rébellion était abattue; toutefois la sagesse, la prévoyance politique commandait au roi de France de profiter de ses avantages et de chasser définitivement les princes anglais du sol de l'ancienne Gaule, puisque l'agression sans excuse de Henri III, au mépris de la trêve jurée, lui en offrait une occasion si légitime. Aussi résolut-il de pousser jusqu'à Bordeaux sa marche victorieuse.

On était au mois d'août et la chaleur, cette année-là, fut extrême; l'armée vaincue plutôt que les habitants, bien que l'historien anglais n'en accuse que ces derniers, avait ravagé et épuisé le pays, détruisant ce qu'elle ne pouvait consommer, comblant et même essayant d'empoisonner avec des cadavres d'animaux les puits et les fontaines. Les chaleurs excessives, la rareté des vivres et surtout le manque de bonne eau potable paraissent avoir grandement incommodé les troupes. Dès les premiers jours d'août on campait à Cartelègue, à deux lieues de Blaye, dans une petite vallée arrosée par un maigre ruisseau. Rien de sérieux n'avait encore été entrepris contre le château de Blaye, que le roi d'Angleterre avait quitté dès le 30 juillet pour se réfugier à Bordeaux, mais où il avait laissé une forte garnison, lorsque la fièvre et la dysenterie se manifestèrent dans l'armée et se propagèrent rapidement; un grand nombre d'hommes succombait chaque jour. Parmi plusieurs seigneurs de marque, mourut alors Guillaume Malet, riche baron de Normandie, particulièrement estimé et aimé de toute l'armée.

Le roi lui-même fut atteint et pendant plusieurs jours on craignit pour sa vie.

Ces tristes circonstances étaient facilement exploitées par certains personnages, préoccupés avant tout de leur indépendance féodale et qui avaient des raisons de craindre, pour le présent et pour l'avenir, la justice d'un roi de France trop puissant. Saint Louis, abattu par la maladie et désolé des ravages chaque jour plus terribles qu'elle faisait parmi ses chevaliers et ses soldats, comprit que la providence elle-même marquait le terme de sa campagne et qu'il fallait licencier ses troupes au plus vite. C'est ce qu'il fit avant la fin d'août, mais non sans avoir perdu près de vingt mille hommes dont quatre-vingts chevaliers bannerets. Le roi repassa par Saintes où il ordonna divers travaux de fortification et regagna ensuite Paris et, bientôt après, Fontainebleau, son séjour préféré, où on le retrouve à la fin de septembre.

♦♦

Telle fut cette expédition militaire, la plus considérable et la plus heureuse dont la Saintonge ait été le théâtre et aussi l'une des plus importantes de notre histoire nationale : car l'importance d'une lutte militaire se mesure, moins au nombre des hommes présents sur le champ de bataille, au chiffre des morts, des blessés et des prisonniers, qu'aux avantages durables qui en résultent pour le vainqueur et aux dangers menaçants qu'elle lui a permis de conjurer.

Ces résultats se résument ici en trois mots :

La domination anglaise sur l'ouest de la France refoulée au-delà de la Gironde et la suprématie française reconnue jusqu'aux Pyrénées ;

La féodalité contenue et humiliée ;

L'unité nationale victorieusement défendue et sauvée d'un échec qui eût pour longtemps retardé ses progrès.

Que le chroniqueur contemporain Mathieu Paris se plaise, pour se consoler de la défaite de son maître, à célébrer la bravoure des chevaliers anglais à la bataille de Saintes, qu'il invoque le témoignage des Français eux-mêmes pour affirmer que, si les deux armées eussent été d'égale force, la victoire fut sûrement restée à ceux de sa nation, rien de plus légitime de sa part ; toutes les armées vaincues par un ennemi plus nombreux ont tenu le même langage. Et cependant, si grand que soit l'avantage du nombre, il s'en faut qu'il ait toujours décidé de la victoire, surtout dans les armées du moyen âge.

Pouvons-nous oublier, en effet, que cent ans après Taillebourg, à Crécy, une armée française conduite elle aussi par son roi, était totalement défaite et plus qu'à moitié détruite, dans un horrible carnage, par la petite armée du roi d'Angleterre Edouard III, cinq fois inférieure en nombre ? Et quatorze ans après cet immense désastre, ne voyons-nous pas Jean le Bon succomber à Poitiers dans des circonstances toutes pareilles ?

Enfin, un demi-siècle plus tard, à Azincourt, nouvelle défaite et nouveau massacre, et cette fois encore les Anglais victorieux comptaient à peine un homme contre quatre. Est-ce donc que les Français d'alors manquaient de courage ? Le grand nombre de ceux qui se firent tuer dans ces rencontres, plutôt que de se rendre ou de quitter le champ de bataille, ne permet pas de leur adresser cette injure. L'indiscipline, la vanité présomptueuse, la rivalité des chefs, l'incapacité du commandement suprême, voilà les seules causes de ces revers effroyables, à la suite desquels la patrie française parut en danger de disparaître.

Mais que ne peut l'ascendant d'une âme sublime et vraiment héroïque ? Quatorze ans après la dérouté sanglante d'Azincourt, Jeanne d'Arc paraît et, en quelques mois, la scène change ; les Anglais sont désormais battus dans toutes les rencontres, même par des forces inférieures. Après la mort de la grande martyre, son âme anime encore ses anciens lieutenants qui complètent son œuvre et achèvent de libérer le territoire.

Les liens de la discipline militaire étaient extrêmement faibles dans les armées féodales et peut-être en France plus qu'ailleurs, à cause de l'impétuosité, de l'ardeur irréfléchie qui paraît avoir été transmise à notre race par le sang gaulois. Pour donner une unité suffisante à ces rassemblements militaires, pour s'en faire obéir à peu près, pour manœuvrer ces forces avec quelque rapidité et quelque précision, il fallait exercer personnellement sur tous, chefs et soldats, un empire, un prestige, une autorité morale extraordinaire. Cette autorité, saint Louis, malgré sa jeunesse, la possédait déjà dans toute sa plénitude. La sagesse, la fermeté, l'admirable esprit de justice, dont il avait donné tant de preuves depuis le commencement de son règne, sa piété si profonde et si sincère, sa générosité envers ses chevaliers, ses soldats et ses serviteurs, son ardente charité pour les pauvres, lui avaient gagné le cœur de la nation tout entière. Il fut le prince de son siècle le mieux obéi et le mieux servi, parce qu'il fut le plus respecté et surtout le plus aimé.

A la mort de Louis VIII, la royauté capétienne dont on ne peut séparer les destinées de celles de la nationalité française, tombait pour la première fois en minorité et en tutelle ; grâce au caractère viril et à l'intelligence supérieure de la reine Blanche, elle avait franchi heureusement, mais laborieusement toutefois, cette période critique. La féodalité s'étonnait elle-même et s'indignait de s'être laissée si longtemps dominer ; son orgueil contenu, mais toujours frémissant, aspirait à la revanche. Si les conjurés eussent mieux dissimulé leurs desseins, et se fussent ainsi donné le temps de préparer plus sérieusement leur prise d'armes, et surtout s'ils eussent trouvé dans le roi d'Angleterre un chef moins dépourvu d'énergie et d'activité, l'issue de la lutte pouvait être bien différente. La défaite du roi de France, à ce moment, par les princes anglais unis à ses vasseaux révoltés, c'était la perte de toutes les conquêtes de Philippe-Auguste, c'était l'anarchie féodale rétablie pour longtemps,

c'était la destruction, ou tout au moins le brusque arrêt de ce magnifique mouvement civilisateur qui fit la France du XIII^e siècle si supérieure à tout le reste du monde.

C'est au XIII^e siècle, en effet, que la France a brillé pour la première fois, entre tous les peuples, d'un éclat qui lui fût propre; alors seulement il y eut en toute vérité une nation française, une langue française, un goût, un art français; les traits essentiels de son caractère national, mélange harmonieux des éléments qui l'avaient formé, sont fixés et ne changeront plus. Sa langue, la langue de la chanson de Roland, des trouvères, de Joinville, déjà admirée et apprise au dehors, ses mœurs plus policées, son industrie, son commerce, ses richesses, la parure monumentale incomparable qui décorait son territoire, ses arts surtout et parmi eux cette merveilleuse architecture, si improprement nommée gothique, tandis que, née et portée à toute sa perfection sur le sol français, elle a droit au seul nom de française, ses grandes écoles enfin où se pressait l'élite de la jeunesse studieuse du monde chrétien, ont fait de la France du XIII^e siècle un objet d'admiration pour l'Europe en même temps que son modèle et son initiateur dans toutes les voies de la civilisation.

Si les combats de Taillebourg et de Saintes ont contribué, pour une bonne part, à protéger dans son libre développement, et à assurer, dans son intégrité, à la patrie française, ce trésor de gloire, n'importe-il pas d'en perpétuer le souvenir, même parfois d'en préciser les détails et d'en rajeunir la mémoire, surtout parmi les habitants de la contrée qui en fut le théâtre ?

A. OUDET.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

ANNALES DU MIDI, 4^e année, n^o 15, juillet 1892, contiennent de M. l'abbé Duchesne, *Saint Martial de Limoges*, mémoire décisif dont la conclusion est : « Avant Adémar de Chabannes [né vers 988] diverses légendes populaires s'étaient déjà formées dans le pays de Limoges, notamment celle de sainte Valérie; mais elles n'ont ni la précision ni l'attestation voulues pour que l'histoire en puisse tirer parti. Tout ce que l'on peut savoir de saint Martial vivant, on le tient de Grégoire de Tours. » Attendons la réponse de M. l'abbé Arbellot; — *Les guerres de religion en Languedoc*, puis la *Chanson sur la bataille de Taillebourg* (Voir plus haut); *Comptes rendus critiques*, etc.

ARCHIVES DU POITOU, t. XXI. — Ce volume, comme le précédent, contient une série de documents tirés des registres de la chancellerie de France, publiés et annotés par M. Paul Guérin, archiviste aux archives nationales. Elle comprend une période

de 14 années, de 1376 à 1390. Nous citerons seulement ceux de ces documents qui se rapportent à la Saintonge et à l'Aunis :

14 février 1377. Lettres de rémission octroyées à Guillaume Larchevêque, sire de Parthenay, et aux officiers de Châtellailon, qui, de son commandement, avaient retenu prisonnier Arnaud Rosier et autres commissaires du duc de Berry, parce qu'ils avaient levé indûment un fouage dans ladite châtellenie et avaient refusé de restituer l'argent en provenant, malgré l'ordre du duc. — 14 février 1377. Autre rémission en faveur du même et de Jehan Morisset, son sergent en la châtellenie de Châtellailon, qui avait abattu une croix, plantée en signe de borne dans un endroit de la châtellenie par le prévôt royal de La Rochelle, et était emprisonné et poursuivi à ce sujet. — Septembre 1378. Cession faite par Charles V au vicomte et à la vicomtesse de Thouars, des châteaux et châtellenies de Benon, avec titre de comté, et de Frontenay-l'Abattu, en échange des deux tiers du comté de Dreux. — 10 août 1378. Lettres d'anoblissement octroyées à Denis Gillier (1). — Février 1383. Don à Jehan Harpedenne, écuyer, de tous les biens que son oncle, Thomelin Harpedenne, originaire d'Angleterre, avait possédés en Poitou, en Saintonge et en toutes autres parties du royaume pendant l'occupation anglaise, et restitution au même des héritages confisqués sur son père, Jehan Harpedenne, chevalier, demeuré au service de l'Angleterre. — Avril 1383. Don à Guy de La Trémoille, chambellan du roi, d'une rente annuelle de 300 livres, sur la terre de Nieul près La Rochelle, telle qu'en jouissait, par donation de Charles V, feu Jehan l'Espagnol. — Mars 1388. Rémission accordée à Elie Chaudrier, chevalier, et à ses complices, parmi lesquels son frère, Louis Chaudrier, écuyer, pour violences exercées à La Rochelle, sur la personne de Jeannette de La Roche, poitevine (2). — Juillet 1388. Rémission octroyée à Aimery de Chabanais, demeurant à Royan, capitaine d'une galiote armée et montée par 35 matelots « pour résister et contester au passage des ennemis... détenu prisonnier es prisons du vicomte de Thouars, en son chastel de Thalemont ». Le vendredi avant les rameaux 1387, ayant rencontré devant La Rochelle une embarcation espagnole, commandée par le capitaine Macheco, il s'était laissé persuader par celui-ci de donner la chasse et de capturer une barque sortie du port de La Rochelle, à destination de l'Espagne, que l'on disait porter des marchands sujets du roi de Portugal (3) ; mais en réalité ces marchands étaient Normands et leurs marchandises étaient des draps de Saint-Lô.

(1) De ce Gillier sont sortis les seigneurs de La Villedieu d'Aunay.

(2) Les Chaudrier étaient fils de Louis, ancien maire de La Rochelle, et de Jeanne de Parthenay.

(3) Les Portugais étaient en guerre avec l'Espagne comme ayant pris fait et cause pour le duc de Lancastre, gendre de Pierre le Cruel, qui s'était déclaré le compétiteur du roi de Castille.

Le BARBEZILIEU du 9 juin publie de M. le docteur Meslier, maire de Barbezieux, *Le tiers état dans la contrée de Barbezieux au commencement de 1789*.

Le BULLETIN D'AUTOGRAPHES (mai-juin), d'Etienne Charavay, annonce la vente des autographes suivants : « Joseph Bellot, lieutenant de vaisseau, qui prit part à l'expédition anglaise envoyée à la recherche de John Franklin, né à Paris en 1823, mort dans les mers polaires en 1853. Lettre autographe signée à l'astronome Mathieu. (Paris, 24 octobre 1852). Jolie lettre : De retour d'une campagne à la recherche de John Franklin dans les mers arctiques, il sollicite l'honneur de présenter ses hommages à M^{me} Mathieu. — Bernard de Nogaret, duc de La Vallette, puis duc d'Epéron, fils du mignon de Henri III, colonel général de l'infanterie, gouverneur de Guyenne, condamné à mort pour crime de haute trahison en 1639, et exécuté en effigie. Lettre à son frère le cardinal de La Vallette. (Bordeaux, 27 mai 1635). Importante lettre où il raconte qu'ayant appris le soulèvement des communes du Périgord, il est accouru avec des troupes « pour m'en aller la teste baissée droit aux séditeux, afin d'étouffer le mal dans sa naissance et tailler en pièces les croquans ». Il a dû venir jusqu'à Bordeaux pour tirer du château Trompette deux pièces destinées à forcer les ennemis, au cas où ils seraient barricadés. Il espère qu'on lui pardonnera d'avoir quitté la frontière sans attendre le commandement du roi et il explique qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour qu'il n'arrive rien de fâcheux en son absence. Il parle aussi de la maladie de son père, le duc d'Epéron. — François d'Espinay Saint-Luc, favori de Henri III, grand maître de l'artillerie de France, tué au siège d'Amiens en 1597. Lettre datée de Brouage, 1579. Tombé en défaveur près de Henri III, il prie la reine de lui conserver son gouvernement de Brouage ; il défendra la place aussi bien que Sansac à qui elle est promise ; s'il la perdait, il ne survivrait pas à un tel malheur.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN, t. XXXIX (1890).

Cet ample et copieux volume de 748 pages, grand in-8° orné de 12 planches, contient d'importants mémoires et documents : *Cartulaire de l'abbaye de Vigéois*, par M. Henri de Montégut ; *Notes pour servir à la sigillographie du département de la Haute-Vienne*, par M. Philippe de Bosredon (fin) ; *Les anciennes forges du Limousin*, par M. Champeval ; *Les manuscrits du séminaire de Limoges*, par M. Guibert ; *Notice sur les archives de M. Nivet-Pontaubert*, et *Catalogue de la bibliothèque de la société archéologique du Limousin*, par M. Alfred Leroux ; *Procès verbaux d'assemblées paroissiales*, etc.

La 1^{re} livraison du t. XL, 1^{re} partie (1892), contient *Zizim à Bourgneuf et à Rome*, par M. l'abbé Arbellot (Rien, absolument rien ne prouve que le prince ait été empoisonné; il est très probablement mort victime de son intempérance); *Les gravures originales de Léonard Limosin*, par M. Leymarie; *Les assemblées des habitants d'Aubusson*; *Essai de classification des anciennes porcelaines de Limoges, Saint-Yrieix, Solignac* (suite), par M. Leymarie; *Le chapelet à Limoges du XV^e au XVIII^e siècle*, par M^{re} Barbier de Montault; *Documents pour servir à l'histoire de l'industrie et des manufactures en Limousin* (imprimerie, tissage, céramique); *Etude historique sur l'ancienne vie de saint Martial*, par M. l'abbé Arbellot (Voir *Bulletin*, XII, 202 et 362); *Les frères prêcheurs de Limoges* (cartulaire); *Discours* (latin) *à la louange des Limousins*, etc.

Le BULLETIN DES LOIS, n° 1474, imprimé le 13 juillet, publié au mois d'août, contient les résultats du dernier recensement, qui sont déclarés seuls authentiques à partir du 1^{er} juillet 1892.

La Charente-Inférieure dans ses 6 arrondissements, 40 cantons, 480 communes, a une population de 456.202 âmes, ainsi répartie :

L'arrondissement de Jonzac, 7 cantons, 120 communes, 71.985 habitants. Ces cantons sont: Archiac, qui a 17 communes et 8.601 habitants; Jonzac, 20 et 10.890; Mirambeau, 19 et 13.005; Montandre, 19 et 6.978; Montguyon, 14 et 12.691; Montlieu, 14 et 8.160; Saint-Genis, 17 et 11.660.

L'arrondissement de Marennnes, 6 cantons, 34 communes, 56.590 habitants. Canton du Château, 3 communes, 6.613 habitants; Marennnes, 5 et 11.000; Royan, 7 et 11.780; Saint-Aignan, 10 et 7.134; Saint-Pierre d'Oleron, 3 et 10.577; La Tremblade, 6 et 9.486.

L'arrondissement de Rochefort, 5 cantons, 42 communes, 70.237 habitants. Canton d'Aigrefeuille d'Aunis, 11 communes, 8.808 habitants; Rochefort (canton nord), 3 et 16.870; (canton sud), 6 et 21.174; Surgères, 12 et 12.471; Tonnay-Charente, 10 et 10.914.

L'arrondissement de La Rochelle, 7 cantons, 56 communes, 83.010 habitants. Canton d'Ars en Ré, 5 communes, 5.877 habitants; Courçon, 14 et 12.331; La Jarrie, 14 et 9.192; Marans, 6 et 8.335; La Rochelle (canton est), 7 et 17.658; (canton ouest), 6 et 20.112; Saint-Martin de Ré, 4 et 9.499.

L'arrondissement de Saintes, 8 cantons, 111 communes, 102.300 habitants. Canton de Burie, 10 communes, 8,108 habitants; Cozes, 15 et 11.448; Gemozac, 16 et 12.947; Pons, 19 et 14.389; Saintes (canton nord), 8 et 17.858; (canton sud), 13 et 12.887; Saint-Porchaire, 16 et 12.354; Saujon, 14 et 12.349.

L'arrondissement de Saint-Jean d'Angély, 7 cantons, 102 communes, 72.080 habitants. Canton d'Aunay, 25 communes et 12.489 habitants; Loulay, 17 et 7.866; Matha, 25 et 15.013; Saint-Hilaire

de Villéfranche, 12 et 7.024; Saint-Jean d'Angély, 20 et 16.692; Saint-Savinien du Port, 12 et 9.102; Tonnay-Boutonne, 9 et 3.894.

La population de la Charente-Inférieure s'élevait en 1861, à 481.060 habitants; à 479.529 en 1866; à 465.652 en 1872; à 465.628 en 1876; à 466.416 en 1881; à 462.803 en 1886. Elle n'est plus en 1891 que de 456.202, d'où une diminution de 25.000 habitants environ dans ces 30 dernières années.

La population est à peu près la même en 1861 et 1891 pour les arrondissements de La Rochelle (83.469 et 83.010) et de Rochefort (70.285 et 70.237). Elle est un peu plus forte dans l'arrondissement de Marennes (55.925 et 56.590). Il y a décroissance notable pour les arrondissements de Saintes (107.095 et 102.300), de Jonzac (83.013 en 1861; 71.985 en 1891), de Saint-Jean d'Angély (83.273 et 72.080); c'est dire en moins 4.765; 11.028 et 11.193: total 27.010. Au total, la population de la France qui était en 1861 de 38.218.903 n'était en 1891 que de 38.343.192. C'est-à-dire que la population reste stationnaire; et sous peu, elle diminuera. Il en résulte que, dans 40 ou 50 ans, la population des états voisins de la France s'augmentant dans les proportions constatées ces dernières années, notre pays aura la moitié moins de population que l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. Voilà le suprême danger.

BULLETIN ET MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE LA CHARENTE (années 1890-91; 6^e série, t. I), contient d'amples procès verbaux où l'on trouve de précieuses notes: *Note sur une horloge* (Voir notre Bulletin, XII, 149); *Engolismenses episcopi* (*Idem*, XI, 399); *Coup d'œil sur les temps quaternaires dans la vallée de la Charente*, par M. Chauvet; *Monographie de Saint-Maurice-des-Lions*, par M. Touzaud; *Excursion à Châteauneuf, Bouteville et Bassac*, par M. Pierre Veillon; à Rouillac, Gourville, Lanville, Genac et Les Bouchauds, par M. Malard; *Les sépultures barbares d'Herpes*, par M. Philippe Delamain, mémoire publié dans notre Bulletin, X, 373; *Étude sur quelques cachets et anneaux de l'époque mérovingienne*, par M. Deloche, extrait de la *Revue archéologique* de décembre 1890 (Voir *Les bagues du cimetière d'Herpes* dans le Bulletin, XI, 168-172); *Monnaies barbares d'argent trouvées dans le cimetière mérovingien d'Herpes*, par M. Maurice Prou, extrait de la *Revue numismatique*, 2^e trimestre de 1891 (Voir *Monnaies mérovingiennes d'Herpes* dans le Bulletin, XI, 307); *Le cimetière wisigothique d'Herpes*, par M. le baron J. de Baye (Voir Bulletin, XI, 238); ces différents mémoires sont accompagnés d'un magnifique atlas de 26 planches dessinées par M. P. Mourier, lithographiées par M. F. Javanaud; *L'église et la collégiale de Pranzac*, par M. l'abbé Paul Legrand.

De quelle époque date la chapelle si remarquable de l'église

de Pranzac ? J'ai établi, en 1889, le premier, je crois, et à l'encontre de l'abbé Michon, qu'elle avait été bâtie par les Clermont-Dampierre ; que les armes qui s'y voient répétées, *deux clefs posées en sautoir et surmontées d'une couronne*, étaient non celles des Pérusse des Cars, *de gueules au pal de vair*, mais celles des Clermont, branche de Dampierre, issue des Clermont-Surgères, la couronne étant une brisure. (Voir *Bulletin*, IX, 165). J'ajoutai que la fondatrice était Catherine de Clermont-Dampierre. L'abbé Legrand est de mon avis, pas tout-à-fait cependant : car il dit en note qu'elle était « probablement de la famille des Dampierre-sur-Boutonne ». Il faut retrancher « probablement ». Puis il fixe la date de la fondation. « Vers 1555 et même avant, dit-il, Catherine de Clermont était dame de Pranzac, Angeac et Vibrac ; veuve d'abord de Jean Renouard, seigneur de Pranzac, elle se remaria à Guy, baron de Mareuil, qu'elle perdit aussi. » Voilà qui est net. Pourtant il y a là un point à élucider. Fille de François de Clermont et d'Isabeau Chaudrier (*Bulletin*, IV, 292), dame de Pranzac par son premier mari, Jean Renouard, écuyer, elle épousa, en juin 1513, d'après le P. Anselme, VIII, 923, Guy de Mareuil, dont elle eut une fille, Gabrielle de Mareuil. Il y a là évidemment une erreur. En effet, d'après des actes authentiques, Jean Renouard, écuyer, seigneur de Pranzac, vivait encore le 17 février 1520, jour où il fonde quatre stipendies dans l'église de Pranzac ; et son fils, Pierre Renouard, ratifie l'année suivante, 7 juin 1521, la fondation qui avait été faite par feu son père. Donc Catherine de Clermont, femme d'un premier mari encore vivant en 1520, n'en avait pas épousé un second en 1513. Faut-il lire 1523 ? ou ce Guy de Mareuil aurait-il été son premier mari, au lieu d'être le second ? mais dans, ce dernier cas, sa fille, Gabrielle de Mareuil, vivant encore en 1590, aurait été fort âgée.

Ce qui me confirme un peu dans cette pensée d'erreur de date, c'est un acte de cette même année 1525, 6 mai, où, dans une transaction (Voir *Archives*, XX, n° xxxvi), figure Catherine de Clermont avec cette qualification « dame de Mareuil ». En 1521, on l'a vu, son fils, ou peut-être son beau-fils, Pierre Renouard, était seigneur de Pranzac comme héritier de son père, Jean Renouard, mari de Catherine de Clermont.

C'est « Gabrielle de Mareuil, dame de Villebois, Bourzac, Angeac-sur-Charente et de la châtellenie de Pranzac », qui, faisant, le 4 mars 1590, une donation de 20 livres en faveur des quatre chanoines de Pranzac, qui n'en avaient que 40, raconte que « defunte de bonne mémoire Catherine de Clermont, quand vivoit dame de Mareuil et Pranzac, sa mère, après avoir fait l'acquisition de ladite terre et seigneurie de Pranzac, auroit voulu et ordonné que, par chacun an et jour, perpétuellement et à jamais, il fust dit et célébré en ladite église de Pranzac, par les chanoynes d'icelle, messe, vigille et autres prières à l'honneur de Dieu et intention de ladite dame de Clermont ». L'historiographe de Pranzac pourra peut-être trancher cette petite

question. En attendant, j'admettrais volontiers le changement de date 1523 au lieu de 1513.

Le plus fameux des chanoines de Pranzac est Jacques Roux, né à Pranzac, le 21 août 1752, de Gatien Roux, lieutenant d'infanterie en 1748, plus tard officier au régiment de Hainaut, puis juge assesseur au marquisat de Pranzac en 1780, et de Marguerite Montsalard, née le 28 mai 1721 à Bussière en Périgord, mariés le 19 août 1749. Le second de douze enfants, devenu l'aîné après la mort de son frère François, il reçut la tonsure à 15 ans, fut chanoine de Pranzac en 1767, et enseigna (1779) comme auxiliaire des lazaristes la philosophie au séminaire d'Angoulême, tout en prêtant son concours au curé de Saint-Martial pour son ministère. Prêtre en 1780, il fut nommé (1784) à la cure de Varaignes en Périgord. « Les événements politiques surviennent, dit l'auteur ; la tête surchauffée de Jacques Roux s'exalte ; suivant l'impulsion de son caractère violent, il annonce, dans des pérégrinations à travers la Saintonge, les bienfaits futurs de cette aurore qui se lève si rayonnante de promesses... ; il salue dans un enthousiasme délirant la chute de la Bastille... ; il sème tant de germes de dissension, particulièrement à Saint-Thomas de Cognac, que les troubles éclatent (1790). » Phrases un peu vagues « dans ses pérégrinations à travers la Saintonge ». Il était vicaire à Cozes en 1787, d'où il envoyait au *Journal de Bourignon* des vers ridicules et diffamatoires ; en 1788-1790, vicaire à Saint-Thomas de Cognac, où, le 28 août, en pleine église, il chante les vainqueurs de la Bastille et la révolution, prêche le refus des redevances, le partage des biens, etc. Et la foule ameutée brûle les châteaux et les études de notaires. M. Legrand dit que, « vicaire à Ambleville (mai 1790), les habitants font des démarches pour l'avoir comme curé : l'autorité religieuse refuse. » Je ne m'explique pas bien qu'il ait été en même temps vicaire à Saint-Thomas et à Ambleville. « Il quitte alors la province, après avoir été interdit de ses fonctions sacrées, et va s'établir à Paris (1791). » Et c'est tout ; mais l'auteur aurait pu ajouter la suite, qu'a racontée le *Bulletin*, VII, 187 : Roux prêta serment le 26 janvier 1791, fut vicaire de Sainte-Marguerite, membre de la commune de Paris en 1792, fut un des deux municipaux qui accompagnèrent Louis XVI à l'échafaud ; dénoncé, emprisonné, il finit par se tuer de cinq coups de poignard.

Jacques avait un autre frère prêtre, Louis Roux, chanoine de Pranzac en 1780, qui prêta le serment constitutionnel, fit les guerres de Vendée. On lit dans une lettre de lui (Luçon, 19 septembre 1793), l'expression de ses sentiments fraternels : « Vous me demandez si Jacques Roux est mon frère, oui. Je lis dans un papier nouvelle qu'il est arrêté comme suspect et renfermé à Sainte-Pélagie. S'il a changé de principes, il mérite la mort, et si j'étais son juge, je le condamnerais. »

M. l'abbé Legrand n'a sans doute imprimé là qu'un chapitre de sa monographie de Pranzac. Il nous doit le reste : on l'attend avec impatience. Plus tard, il nous donnera probablement aussi

Bouteville, sujet plus important. Pendant ce temps, son confrère, M. l'abbé Mondon, prépare Chazelles et Marthon. Ce petit coin de l'Angoumois aura donc été fouillé par deux patients et actifs chercheurs.

Le BULLETIN HÉRALDIQUE DE FRANCE de juin 1892 publie un article généalogique sur Bourdeille, où sont, outre Brantôme, prieur de Saint-Vivien de Saintes et de Saint-Pierre de Royan, cités : Henri-Joseph-Claude de Bourdeille, abbé commandataire de l'abbaye de la Trinité de Vendôme, pourvu en 1762 du siège épiscopal de Soissons, démissionnaire au concordat, et mort à Paris, dont le nom se trouve sur la cloche de Saint-Georges d'Oleron, et le chef de la branche de Matha, seule subsistante; Héliel-Louis-Charles-Gustave, marquis de Bourdeille, né le 12 juillet 1823 de Joseph-Maria-Armand, mort en 1845, et de Blanche-Adélaïde-Eudoxie Emé de Marcien, décédée en 1864, qui a épousé le 2 octobre 1856 Marie-Léontine-Alix de Galz de Malvirade, dont quatre enfants.

CATALOGUE DES ACTES DE FRANÇOIS I^{er} (Voir Bulletin, IX, 45 et 400). Tome III, du 1^{er} janvier 1535 au 30 avril 1539.

1535. — 22 mai. Provision des offices de sénéchal de Saintonge et de capitaine du château de Saint-Jean d'Angély en faveur de François de La Rochebeaucourt, au lieu de son père. — 6 octobre. Mandement à François de La Trémouille d'interdire toute traite de blé de son gouvernement de Poitou, Saintonge et La Rochelle. — 17 janvier. Lettres de jussion au parlement de Paris pour l'enregistrement des provisions de gouverneur et lieutenant général en Guyenne, Aunis et pays de La Rochelle, données le 29 août 1528 en faveur d'Henri d'Albret, roi de Navarre.

1537. — Don au sieur de Bury (Charles de Coucis, seigneur de Burie) en récompense de ses services et d'une somme de 10.000 livres tournois qu'il avait avancée pour la rançon du roi et dont il n'avait pu encore être remboursé, du revenu de la terre et seigneurie de Bouteville pendant 3 ans. — 18 avril-15 septembre. Don au sieur de Bury de la somme de 6.000 livres tournois outre et par-dessus les autres dons et bienfaits qu'il a eus ci-devant, et les gages et appointement qu'il a chaque année du roi. — 23 février. Lettre aux maire et échevins de La Rochelle, leur enjoignant de faire provision de 36.000 livres de salpêtre, la présente année et la prochaine, sur les deniers communs de ladite ville.

1538. — Confirmation du don viager de la terre de Saint-Mesme fait par le roi à son chambellan ordinaire, Jean de La Roche, seigneur de La Rochebeaucourt, et abandon audit seigneur de certains droits litigieux (13 mars). — Mars. Don à Gilbert de La Rochefoucauld, seigneur de Barbezieux, séné-

chal de Guyenne, en récompense des services rendus au roi par son père, feu Antoine de La Rochefoucauld, chevalier de l'ordre, de l'aubaine échue à sa majesté par la mort d'Antoine Moret, bâtard, qui n'avait pas obtenu de lettres de légitimation. — 10 août. Lettres de jussion pour l'enregistrement de celles du 13 mars 1538 concernant le don viager fait au sieur de La Roche-beaucourt des revenus viagers de la terre et seigneurie de Saint-Mesme. — 8 septembre. Don et quittance au sieur d'Estissac des lods et ventes et autres droits et devoirs seigneuriaux qu'il doit au roi pour l'acquisition qu'il a faite d'une partie de la terre et seigneurie de La Brousse en Saintonge. — 14 septembre. Don au sieur de Burie, gentilhomme de la chambre, de 4.000 livres tournois sur les deniers revenant bons de l'extraordinaire de l'artillerie pour compléter les 10.000 livres que le roi lui a promises afin de payer sa rançon et dont il n'a eu que 6.000 livres. — Septembre. Etablissement de deux foires par an et d'un marché chaque semaine à Bagnizeaux en Saintonge, à la requête d'Adrien de Monberon, seigneur d'Archiac. — 3 octobre. Don au sieur de Montpezat, chevalier de l'ordre, des biens, meubles et immeubles, confisqués sur Jouachin de Saint-Hermine, sieur du Fa, condamné à mort par contumace pour crime de fausse monnaie, suivant la sentence du sénéchal d'Angoumois confirmée par arrêt du parlement de Paris. — 17 décembre. Don de 10.000 livres à Louise de Polignac, dame du Vigan, veuve de François du Fou, chevalier, sieur du Vigan, capitaine de Lusignan.

1539. — 5 janvier. Mandement à Jean Laguette, trésorier et receveur général des finances extraordinaires et parties casuelles, de payer à Jean de Saint-Aulaire, chevalier, maître d'hôtel ordinaire du roi, 115 livres tournois pour s'être rendu, le 11 août 1538, en vertu d'une commission royale, de Chevagnes en Angoumois, pour faire une enquête sur les dégâts qu'avaient subis les bois et les châteaux royaux; à Thomas Rapouel, secrétaire ordinaire de la chambre du roi, qui a accompagné le sieur de Saint-Aulaire, et qui, de plus, a fait une enquête en Guyenne, Saintonge et Poitou sur la gabelle, 456 livres 5 sous tournois, et à François de Bar, lieutenant particulier et assesseur d'Angoumois, 138 livres tournois pour avoir accompagné et aidé le sieur de Saint-Aulaire et Thomas Rapouel. — Janvier. Etablissement de quatre foires annuelles et d'un marché hebdomadaire à Courpignac en Saintonge, en faveur de Blanche d'Aubeterre, dame du lieu, veuve de Robert, seigneur de La Rochandry. — Février. Etablissement en faveur de la même, de quatre foires annuelles et d'un marché chaque semaine à Neuvic en Saintonge. — 10 mars. Don à madame du Vigan, veuve de François du Fou, du revenu de la moitié de la forêt de Gastine et de l'étang de Tomberrard pendant 4 ans, 5 mois et 19 jours qui resteront à courir au moment de la mort de son mari sur les 9 années à lui concédées.

Tome IV, du 7 mai 1539 au 30 décembre 1545. — 1540, février.

Lettres de légitimation en faveur de Guy de Belleville, fils naturel de feu Guy de Belleville, seigneur de Mirambeau, et de Marguerite de Coué (1539, a. s.). — Juin. Création d'un office de monnaie en la monnaie de La Rochelle, en faveur de Guillaume Guyot; création d'un office d'ouvrier en la monnaie de La Rochelle, en faveur d'André Morisson. — 1541, mars. Lettres de légitimation en faveur de Pierre de Beaupoil de Saint-Aulaire, fils naturel de feu Jean et de Marguerite de Pommiers (1540, a. s.). — 17 juillet. Mandement au trésorier de l'épargne de payer une somme de 45 livres tournois à Nicolas d'Herbouville, archer de la garde, pour aller de Châteauroux en Saintonge prendre la compagnie du sieur de Buzançais, amiral de France, et la conduire en Bourgogne. — 28 juillet. Ordonnance pour la tenue des grands jours à Poitiers du 9 septembre au 10 novembre 1541, leur ressort devant comprendre le Poitou, l'Anjou, le Maine, l'Angoumois, la haute et basse Marche, le gouvernement de La Rochelle, la Touraine, le Berry, Blois, le Loudunois et le Perche. — Octobre. Lettres de sauvegarde accordées à l'abbaye de Saint-Jean d'Angély. — 1542, 9 janvier. Commission de lieutenant général pour le roi en la ville de La Rochelle et pais d'environ, accordée à Louis de La Trémoille, après la mort de son père qui était pourvu de la même charge (1541, a. s.). — 1^{er} mars. Provision de l'office de lieutenant général en Guyenne pour le sieur de Burie, en l'absence du roi de Navarre, gouverneur (1541, a. s.). — 6 août. Mandement à Charles Chabot, baron de Jarnac, gouverneur de La Rochelle, de se rendre promptement dans cette ville, d'y prendre toutes les mesures nécessaires à sa sûreté et conservation, de faire saisir les citoyens qui fomentaient des intrigues contre le roi et de les envoyer sous bonne escorte en Limousin ou en Auvergne. — 6 décembre. Commission adressée à Pierre Secondat, général des finances en la généralité de Guyenne, pour procéder contre ceux qui ont contrevenu à l'édit de la gabelle. Lettres données à Cognac, à Aunay, le 13. (Le roi est à Cognac du 6 au 13 décembre; à Chizé, les 19, 20, 21 et 22; revient à Aunay le 23, le 27 décembre à Chizé). — Déclaration au sujet des rébellions commises par les habitants de Marennnes, Oleron, Saint-Jean d'Angle, Saint-Just, Bourg-sur-Gironde, Libourne, Bordeaux, etc., à l'occasion des gabelles. Ajournement des prévenus à La Rochelle, le 31 décembre; les nobles comparaitront en personne et les communes par procureur; confiscation des marais salants en attendant le jugement définitif. — Décembre. Lettres de légitimation accordées à Jeanne Artaud, femme de Guillaume Pépin, demeurant à Saint-Jean d'Angély, fille de Louis Artaud et de Catherine Broussard. — Décembre. Lettres de légitimation accordées à François Berthomé, fils naturel de François Berthomé, prêtre, et de Marie Perronnelle, natif de Saint-Jean d'Angély. — Décembre. A Saint-Jean d'Angély, lettres de naturalité en faveur de Louis de Gabriac, fils naturel de Bego de Gabriac, chevalier de Rhodes. (Le roi est à La Rochelle le

1^{er} et le 2 janvier 1543). — 4 juin. Lettres du roi agissant comme administrateur et usufruitier des biens du dauphin, comte de Blois, nommant Guy Chabot, seigneur de Montlieu, capitaine de Coucy, en remplacement du comte de Buzançais, décédé. — 5 juin. Mandement pour l'enregistrement de la déclaration du 27 décembre 1542 relative à la confiscation des marais salants de Marennes, Oleron, etc. — Décembre. Edit de création d'un office de receveur des tailles en chacune des villes de Saintes, La Rochelle et Saint-Jean d'Angély, autrefois réunies en une même recette, avec règlement pour leurs fonctions. — 1544, 2 juin. Lettres autorisant la fabrication à la monnaie de La Rochelle, de testons et demi-testons, pendant une année, jusqu'à concurrence de 500 marcs d'argent, pour utiliser les lingots d'argent provenant des prises faites sur mer. — Juillet. Edit portant règlement pour les gabelles, les salines et les officiers, des droits sur le sel et premièrement sur les ysles et marais sallans de Guyenne, Saintonge, etc. (58 articles). — 1545, janvier. Edit de création d'un office de sénéchal de robe longue à Saint-Jean d'Angély (1544, a. s.). — 29 avril. Lettres portant défense aux gardes, receveurs et contrôleurs du magasin à sel de Cognac, de faire payer aux habitants de ladite ville les droits de gabelles dont ils sont dispensés par leurs privilèges, confirmés par le roi au mois de février 1515. (n. s.). — Juin. Edit de suppression de l'office de sénéchal de robe longue récemment créé à Saint-Jean d'Angély. — Septembre. Edit de suppression du comté de Civray, formé des châellenies de Civray, Melle, Chizé, Saint-Maixent et Aunay après la mort du duc d'Orléans, fils de François I^{er}, en faveur de qui il avait été érigé en 1541.

—
Le CATALOGUE DE LETRES AUTOGRAPHES D'AUTEURS DRAMATIQUES, D'ARTISTES DRAMATIQUES, etc., dont la vente a eu lieu les 20-22 juin par les soins de M. Etienne Charavay, note aux n^{os} 366-369 des lettres de Jean Mauduit de Larive, né à La Rochelle en 1747, mort en 1827 : 1^{re} Lettre à Mahérault (Paris, 28 vendémiaire), où il le prie de lui envoyer son brevet de pension. « Il paroît, par une lettre que je viens de recevoir, que la Comédie est décidée à m'envoyer dans l'isle de Lemnos le primidi ; et comme je crains que le nouveau Pirrhus n'ait pas assez de force pour m'en tirer, je me recommande à vos soins aimables pour me faire voyager à l'avenir dans des pays plus heureux. » 2^e Lettre à Louis Bonaparte (Paris, 18 février 1807), où il le prie de mettre sous les yeux de l'empereur un mémoire qu'il vient de faire sur l'art théâtral. 3^e Lettre signée par les actrices Devienne, Mézeray, Louise et Emilie Contat, Saint-Pol, La Chassaigne, et les acteurs Armand, Saint-Prix, Grand-Ménil, Molé, Dazincourt, etc., à Larive (Paris, 19 fructidor an IX), où ils lui témoignent leurs inquiétudes relativement au bruit qui a couru de sa retraite : « Nous nous flattons au contraire que vous continuerez d'honorer la scène française par l'exercice de vos talents, et d'instruire les jeunes

artistes par la tradition de votre expérience. » 4^e Lettre (Paris, 4 juin 1815), où il sollicite l'honneur d'être admis à l'institut.

EPHÉMÉRIDES COMMUNALES, par Arsène Thévenot. (Arcis-sur-Aube, Frémont, 1892, 8°, 45 pages).— L'auteur demande qu'il y ait dans chaque mairie un registre tenu en double par l'instituteur ou le secrétaire de mairie, où seraient inscrits tous les événements petits ou grands, dont la commune serait le théâtre : accidents, orages, incendies, morts ; faits religieux ou civils, découvertes, statistiques, etc. Son projet, soumis à la chambre des députés et adopté, est resté lettre morte ; il voudrait qu'on en fit une réalité. M. Thévenot a raison. Jadis on faisait ainsi. Quelles mentions de toute espèce d'événements ne trouve-t-on pas dans les anciens registres paroissiaux ! Encore maintenant bien des curés, et dans certains diocèses c'est pour eux une obligation, consignent sur un registre spécial tous les faits religieux, et quelquefois aussi les autres. Il serait bien à désirer que l'usage se généralisât. Parfois même, un *Bulletin paroissial* mensuel, imprimé et distribué, est un véritable journal de la paroisse, qui contient tous les événements du jour, avec quelques conseils de morale et les faits anciens, traditions, légendes, histoire. Je cite comme un modèle du genre le *Bulletin paroissial* que rédige avec un grand zèle et beaucoup de science M. l'abbé Moret, curé de Saint-Menoux (Allier), et j'y signale en particulier les *Souvenirs historiques et religieux de Saint-Menoux*.

L'ERE NOUVELLE, de Cognac, du 30 juin, contient sous ce titre *Société d'archéologie cognacaise. Un début sur les bords de l'Antenne*, le compte rendu d'une *Excursion à Richemont*, c'est-à-dire dans les grottes de cette localité.

Le GAY-LUSSAC (Limoges ; 3^e trimestre de 1891, paru le 7 août 1892) contient de M. Ch. Legendre une notice de 4 pages sur *Jean de La Quintinie*, « né à Chabanais, au mois de mars 1626 », à Poitiers dit son portrait gravé par Ponce d'après Marillier (Voir *Bulletin*, XII, 14), d'une famille originaire d'Eymoutiers, dont une branche se fixa à Chabanais et y est demeurée, fils de Jean de La Quintinie, procureur fiscal à Montembeuf. Il fut anobli en 1687 et eut pour armes : *D'argent à un chevron d'azur, accompagné en chef de deux étoiles de même et en pointe d'un arbre de sinople*, et mourut le 11 novembre 1688. On a reproduit le portrait qui est en tête de l'*Instruction pour les jardins*.

La REVUE DES AUTOGRAPHES, de juin 1892, indique de Gui de Chabot, baron de Jarnac, fameux par son duel avec La Châtaigneraye, une lettre à Catherine de Médicis, datée de Montlieu le 23 octobre 1558, où il lui annonce l'évasion du « capitaine Rochette qui estoit dedans le navire nommé l'Aigle, de La Ro-

chelle, prétendu avoir fait les déprédations et pirateries dont il pleut au roy et à vous m'adresser commission ». Le pilote du même navire a fait comme le capitaine; ils ont dû être favorisés, dans leur évasion, par le maire de La Rochelle, qui a la permission d'entrer dans les tours.

—
La REVUE DES DEUX MONDES, du 1^{er} août, contient de M. Georges Cogordan un article, *Le cardinal Maury*, d'après la *Correspondance diplomatique et mémoires inédits du cardinal Maury, 1792-1817*, publiés par M^{re} Ricard (2 vol., Lille, 8°, 1891). Jean-Siffrein Maury, fils d'un cordonnier de Valréas, fut abbé de La Frenade, diocèse de Saintes, commune de Merpins, près de Cognac.

—
REVUE RÉTROSPECTIVE, t. VII, contient *Correspondance* de Charles de Boudens de Vanderbourg avec G. Schweighaeuser, précieuse pour l'histoire des lettres et de la philosophie de 1802 à 1823, en particulier sur M. et M^{me} Suard et leur cercle.

—
L'UNION CONSERVATRICE de Saint-Jean d'Angély, des 30 juin, 21 et 24 juillet, contient *Varaize*, par M. Denys d'Aussy.

—
L'UNIVERS du 27 juin, disent les *Tablettes* du 20, publie, sous le titre *Origines chrétiennes de la Gaule*, un très intéressant article de M. l'abbé Arbellot, chanoine de Limoges, « qui réfute l'opinion de l'abbé Duchesne d'après laquelle la consécration et l'envoi dans les Gaules de saint Eutrope par le pape saint Clément, deuxième successeur de saint Pierre, ne seraient que des conjectures fondées sur un texte peu explicite de l'*Histoire de France*, de Grégoire de Tours. Le savant président de la société des *Archives historiques de Saintonge et d'Aunis*, M. Louis Audiat, a déjà établi, grâce aux ressources de sa très sûre érudition, l'autorité de la tradition qui fait venir saint Eutrope dans notre contrée, dès le premier siècle de l'ère chrétienne. »

M. Arbellot met en contradiction M. Duchesne avec lui-même. Grégoire de Tours, en effet, s'exprime ainsi : « Eutropius... a beato Clementi episcopo fertur directus in Gallias... » Ce qui signifie : « Eutrope est dit avoir été envoyé en Gaule par saint Clément. » M. Duchesne trouve là une hésitation, une conjecture : « La façon dont il parle [Grégoire de Tours], montre bien qu'il n'a derrière lui aucune tradition écrite ou orale, mais une simple conjecture. » — Or, répond M. Arbellot : « *Fertur*, on raconte, n'est-ce pas la tradition ? Comment peut-on soutenir que Grégoire de Tours n'a derrière lui aucune tradition écrite ou orale ?... Il ne s'agit pas ici de conjecture, mais de tradition, *fertur*. »

Le président de la société archéologique de Limoges relève

çà et là quelques expressions qui lui paraissent malsonnantes dans la bouche d'un professeur d'histoire ecclésiastique à l'institut catholique de Paris : « Fantaisies intéressées, conjectures artificielles, fictions de lettrés converties en traditions par un usage plusieurs fois séculaire, » à propos des traditions des diverses églises de France.

Quant à saint Trophime d'Arles, M. l'abbé Duchesne pour soutenir sa thèse, est forcé de mettre en suspicion la lettre des dix-neuf évêques de la province d'Arles, qui, dans leur lettre au pape saint Léon (milieu du V^e siècle), écrivent : « Tous les pays de la Gaule savent, et la sainte église romaine ne l'ignore pas, que la cité d'Arles est la première des Gaules qui ait mérité de recevoir pour pontife Trophime envoyé par le bienheureux apôtre saint Pierre : « *Prima intra Gallias Arelatensis civitas* » *missum a beatissimo Petro apostolo sanctum Trophimum habere meruit sacerdotem.* » (Epist. LXV). Or, en 417, le pape saint Zozime disait en parlant de saint Trophime d'Arles : « C'est de » cette source que toutes les Gaules ont reçu les ruisseaux de la foi... *Ex cujus fonte totæ Galliæ fidei rivulos acceperunt.* » (*Concilia antiqua Galliæ*, I, 43). Zozime n'ignorait pas que, dès le II^e siècle (177), les églises de Lyon comptaient déjà des martyrs et correspondaient avec les églises d'Asie ; donc il reconnaissait que l'église d'Arles, antérieure aux églises de Lyon et de Vienne, remontait au premier siècle. Ce témoignage des évêques d'Arles a paru décisif à l'illustre M. de Rossi, comme il l'avait déjà paru à Longueval, à Denys de Sainte-Marthe, à l'abbé Bourassé, et à d'autres, partisans pourtant de la thèse grégorienne. Comme l'évêque de Tours fait Trophime d'Arles et Gatien de Tours contemporains de Déce en 250, que va faire M. Duchesne, qui ne jure que par lui ? Les dix-neuf évêques ont tort ; ce sont eux qui ont inventé l'origine apostolique d'Arles. Soit ; alors saint Trophime n'est venu qu'au III^e siècle ? — Non. Grégoire de Tours se trompe : l'église d'Arles était déjà organisée au milieu du III^e siècle. Un évêque, Marcien, est mentionné dans la correspondance de saint Cyprien comme ayant suivi le parti de Novatien (254). Ce n'était pas le premier évêque d'Arles. Dès le commencement du V^e siècle la tradition reconnaissait ce titre à saint Trophime. — Et la tradition a donc du bon ! Vous reconnaissez que l'évêque de Tours a erré sur Trophime et la tradition a raison ; donc, Trophime qui, d'après cette tradition, a été envoyé par saint Pierre, est bien du premier siècle. — Non, cette tradition, constatée par dix-neuf évêques du V^e siècle, est fautive ! Arles n'a eu un évêque que dans la première moitié du III^e siècle. — Mais voilà précisément la conjecture. Vous avez deux textes : Grégoire de Tours, vous le rejetez pour cette fois, lui qui vous est parole d'évangile pour tout le reste ; les dix-neuf évêques, vous ne voulez pas de leur affirmation précise, authentique, solennelle, parce que les catalogues épiscopaux des églises de la Gaule dans les premiers siècles sont en petit nombre et ne remontent, en général, qu'au III^e

siècle, comme si ces catalogues étaient complets. Il y a donc conjecture de votre part, ce que vous reprochez aux autres ; il y a aussi contradiction dans votre raisonnement : car la tradition faisant saint Trophime disciple de saint Pierre, ne peut être fausse et vraie : vraie quant à l'époque reculée, fausse quant à l'époque précise. Voir plus haut, page .

QUESTIONS ET RÉPONSES

I. — QUESTIONS.

N° 520. *Un médecin de Saint-Jean d'Angély, bibliophile.* — Dans l'*Histoire universelle* de De Thou (édit. de 1734), on lit, t. V, page 658, ces lignes à propos du siège de Saint-Jean d'Angély en 1569 : « Il mourut à ce siège deux hommes célèbres, aussi unis par l'amitié qu'ils l'étoient par leur profession et qui avoient presque toujours demeuré dans une même maison, tant à l'armée qu'à la cour. Ce furent Jean Chapelain et Honoré Castellan, premiers médecins du roi et de la reine, riches l'un et l'autre, mais par la libéralité des princes qu'ils servoient, et non par les gains sordides qui déshonorent la plupart de ceux qui exercent cette profession. Le plus riche des deux étoit Chapelain : car, outre les bienfaits du prince, il avoit de grands biens de son père. Tous les troubles de la cour ne l'arrachèrent jamais à ses livres : il en avoit un grand nombre sur lesquels il avoit fait des notes très savantes et très judicieuses ; il les laissa en mourant dans sa magnifique bibliothèque ; mais ils se sont perdus ou dissipés pendant les troubles de Paris, vraie perte pour les lettres et pour la république ! Comme ces deux illustres amis avoient toujours vécu ensemble, ils moururent aussi en même temps dans la même maison et de la même maladie, qui avoit quelque chose de contagieux et qui, malgré les remèdes, emporta bien du monde. »

On demande quelques renseignements sur ces deux médecins et en particulier sur le bibliophile Chapelain. Étaient-ils saintongeais ?

P. G.

N° 521. *La corporation des notaires de Cognac.* — La corporation des notaires de Cognac avait des armoiries, ainsi qu'il résulte de l'autographe que voici, faisant partie de ma collection : « Nous, Jean Foucques, Pierre Petit, Jean Roux, Hélye André, Jean Giraud, Pierre Yvon et Pierre Lanchère, notaires royaux de la ville de Cognac, soubzsignés, avons arrêté que le payemant de la somme de soixante-dix livres dix sols, à quoy nous avons composé avec le sieur Dubois pour l'enregistrement des armoiries et cachets quy nous ont esté demandés à la requeste de monsieur Adrien Vanier, chargé par sa majesté du recouvrement desdites taxes, a esté fait entre nous par sep-

tiesme partye, et dont les quittances en seront retirées dans les noms desdits Petit, Roux et Lanchère, et les descharges seront dans les noms desdits Foucques, André, Giraud et Yvon ; et au cas qu'iceux soyent recherchés pour raison desdites armoiries et cachets, nous dits Petit, Roux et Lanchère promettons en supporter chacun une septiesme partye, ensemble des frais à proportion, et nous dits soubzsignés tous ensemble promettons de supporter à l'advenir toutes les taxes et demandes quy nous seront faites pour raison de nos dits offices de notaires chacun pour une septiesme partye en principal et frais. Fait à Cognac, ce 29^e may 1700. De ces présantes est demeuré un à chacun de nous soubzsignés. FOUQUES. PETIT. ROUX. ANDRÉ. YVON. LANCHÈRE. GIRAUD. »

Pourrait-on me dire en quoi consistaient ces armoiries ?

J. P.

N° 522. — Sur le *Purgatoire des Huguenots*. A-t-on imprimé un opuscule satirique, dont j'ai vu le manuscrit dans la bibliothèque d'Inguibert, à Carpentras (collection Peiresc, registre xxxvii, f° 432), et qui est intitulé bien singulièrement: *1^o Purgatoire des Huguenots, decouvert par un provençal, pendant le siège de La Rochelle, poème par lequel se void que, si la clémente du Roy n'eust passé par-dessus les loix militaires, une grande partie des habitans de La Rochelle eust faict le sault de l'eschelle* ? Le poème est dédié « à Monsieur de Peiresc, conseiller du roy en sa cour de parlement de Provence. » L'épître dédicatoire, laquelle est suivie d'un discours *Aux Huguenots de bonne espérance, si aucuns y a*, est signée J. B. Connait-on ces initiales ? L'opuscule se termine par un huitain adressé aux Huguenots, un autre huitain à la louange de Louis XIII, et un quatrain sur la prise de Privas.

J'ajoute que le même registre contient beaucoup de choses sur La Rochelle, notamment des vers de Jérôme Alcandre et du pape Urbain VIII sur la prise de cette ville, d'autres vers sur le même sujet d'Abraham Remmi, qui fut professeur au collège de France, une pièce de Thomas de Billon intitulée *Rupella domita* (avec anagramme tirée du nom du cardinal de Richelieu), etc. Signalons encore dans ce très riche et très curieux recueil une *Satire contre un homme de Saintonge*.

T. DE L.

N° 523. — Je possède un petit portrait in-octavo de François I^{er}, d'une bonne exécution, sans nom de dessinateur ni de graveur, avec cette indication : « 16^e livraison. 2^e portrait de la Charente, publié avec la 17^e livraison. » Pourrait-on me donner des détails bibliographiques sur cette publication, qui paraît avoir été faite vers 1830, et me dire quels sont les portraits charentais qu'elle comprend ?

J. P.

II. — RÉPONSES

N° 514 : t. XII, 297. *Le marquis d'Aux de Lescout*. — M. La M... « compte sur l'obligeance d'un aimable bordelais » pour connaître le fils, le père et le grand-père du marquis Henri-Raimond, comte patron d'Aux de Lescout, qui succéda à la pairie, par ordonnance royale du 13 décembre 1815, de son beau-père Trophime-Gérard, marquis de Lally-Tolendal. Si une aimable saintongeaise le lui apprenait, accepterait-il quand même le renseignement ? A tout hasard, je le copie dans une lettre : « L'arrière-grand-mère du marquis d'Aux était Marguerite-Henriette Chavaille de Fougerais, fille du chevalier Jean-François Chavaille de Fougerais, conseiller au parlement de Bordeaux, qui avait épousé Angélique de Laage. Sa grand-mère était une Marbotin de Conteneuil, et sa mère une Lally. Lui a épousé une Bouillé, dont les enfants ne sont pas encore mariés. »

A.

N° 515 : XII, p. 297. — La cheville gravée au nom de M^{me} de Saint-Dizant, dont il a été question, XII, 178 et 297, a été inconsciemment brûlée par la femme de l'entrepreneur.

P.

N° 518 : XII, 298. *Essai d'une nouvelle répartition de l'impôt dans la généralité de La Rochelle*.

La mairie de Saint-Laurent des Combes, canton de Brossac, arrondissement de Barbezieux, possède quelques pièces imprimées que veut bien nous communiquer notre confrère, M. Papillaud, de Montboyer. Elles prouvent que le nouveau mode de répartition de l'impôt fut tenté, au moins dans l'élection de Saintes, et qu'il avait été tenté avec succès dans l'élection de Niort. Il y a seulement une petite erreur dans Saint-Simon : il parle de 1719 ; c'est 1718 pour l'élection de Saintes, et assurément avant pour celle de Niort.

La première de ces pièces, placard de 0^m35 de haut sur 0^m43 de large, sans nom ni lieu, mais imprimée à La Rochelle par Pierre Mesnier, est l'« Arrest du conseil du roi pour l'établissement d'une nouvelle manière de lever la Taille dans l'élection de Saintes, Généralité de La Rochelle. Du 20 juin 1718. » Il commence ainsi : « LE ROY s'estant fait représenter l'Arrest rendu en son conseil le 31 janvier dernier, par lequel Sa Majesté auroit commis les Srs. chevalier (1) Renau, lieutenant général de ses

(1) A la fin de ce mois de mai, le petit Renaud fut renvoyé à Cadix pour y demeurer pendant toute la campagne. Il était chef d'escadre et avait fort la confiance du roi. On ne l'appela jamais que le petit Renaud, de sa taille singulièrement petite, mais bien proportionnée et jolie. Il était Basque, et il était entré tout jeune à Colbert du Terron, intendant de marine à La Rochelle [c'est-à-dire Rochefort], qui, ayant voulu acheter Rochefort, et le seigneur s'étant opiniâtré à ne le point vouloir vendre, de dépit y voulut être plus maître que lui... (Suivent des appréciations sur Rochefort qui semblent avoir fourni tous leurs arguments aux ennemis du port). Du Terron trouva de l'esprit et de l'application à ce petit Basque. Il le fit étudier, le jeta dans les mathématiques et tout ce qui pouvait l'instruire dans la marine, et trouva qu'il passait de bien loin les espérances qu'il en

armées; comte de Châteautiers, et de Vauguion, lieutenant général au bailliage et siège royal de Niort, pour procéder dans l'Election de ladite ville à l'Essay d'une nouvelle manière de lever la Taille dans les paroisses qui en auroient fait l'option; et Sa Majesté ayant esté informée qu'en conséquence dudit Arrest, presque toutes les paroisses de ladite Election ayant opté cette nouvelle forme d'imposition, malgré les oppositions de ceux qu'elle oblige de contribuer aux charges à proportion de leurs facultez, lesdits Commissaires l'auroient établie avec des précautions qui assurent mieux que par le passé la perception des deniers publics, et qui produit enfin cette répartition égale entre les contribuables depuis si longtemps et si justement désirée, de sorte qu'après un tel succez, on peut espérer de grands avantages de cet établissement, non-seulement dans ladite Election de Niort, mais encore dans les autres. Ce qui a porté la plupart des paroisses circonvoisines à présenter des Requêtes pour demander le même établissement à Sa Majesté, comme la plus grande grâce qu'elles pussent obtenir, soit pour faire cesser la disproportion si ordinaire dans les Impositions, où le crédit a souvent plus de part que la justice, soit pour diminuer les frais, et encourager les peuples à la culture des Terres et à la nourriture des Bestiaux. D'ailleurs Sa Majesté qui n'a rien tant à cœur que de faire connoistre à ses sujets combien Elle est touchée de leurs souffrances, et combien Elle souffre elle-même de ce que les grandes dettes contractées pour les indispensables besoins des guerres, ne luy ont pas encore permis de suivre tout ce que luy inspire son affection pour des peuples si zélez et si fidèles, reconnoissant avec joie que l'épreuve faite à Niort a mis lesdits Srs. Commissaires en état de perfectionner ce projet d'une nouvelle Taille, avec tant d'avantage pour les pauvres habitans de son Royaume, que non-seulement le courant des Impositions, mais encore les destes des années précédentes, pourront estre acquittez dans un certain temps, de la manière la plus convenable au soulagement dont les Paroisses ont tant de besoin; à quoy estant juste et nécessaire de pourvoir, oüy le Rapport, Sa Majesté estant en son conseil, de l'avis de monsieur le duc d'Orléans régent, a ordonné et ordonne que, dans l'Election de Saintes, ladite nouvelle ma-

avait conçues. Il épousa bientôt ses maltres et devint le sien à lui-même. Il fut bon géomètre, bon astronome, grand philosophe et posséda parfaitement l'algèbre; avec cela, particulièrement savant dans toutes les parties de la construction et de la navigation. C'était d'ailleurs un homme doux, simple, modeste, vertueux, fort brave et fort honnête homme. Il servit sur mer avec réputation. M. de Seignelay établit une école de marine tenue par lui, dont le roi n'exempta personne, et ce fut pour ne vouloir pas prendre des leçons publiques que Saint-Pierre et d'autres capitaines de vaisseau furent cassés. Renaud fut grand admirateur et grand ami du père Malebranche, connu et fort protégé des ducs de Chevreuse et de Beauvilliers, beaucoup aussi de M. le duc d'Orléans. Tout le monde l'aima et en fit cas. Il eut des actions heureuses à la mer, et son désintéressement lui fit beaucoup d'honneur. Il eut beaucoup d'emplois de confiance et de rapports immédiats avec le roi. Rien de tout cela ne l'éleva et ne le fit sortir de son caractère... (*Mémoires de Saint-Simon* (1840), VIII, 148).

nière de lever la taille et la capitulation à imposer pour les années 1719, 1720 et 1721, sur chaque taillable, sera établie ainsi qu'il ensuit, sans donner aucune atteinte aux droits du Clergé, de la Noblesse, ni des autres Privilégiez, et sans que le présent Règlement puisse avoir lieu dans la ville de Saintes, où la levée des impositions se fera en la forme ordinaire... »

Suit un règlement en XIII articles : La taille sera levée sur les terres labourables, vignes, prés, bois taillis et autres herbages, à raison de la dixième partie de tout ce qui se trouvera recueilli sur lesdites terres, et en argent, par rapport au commerce et industrie sur chaque taillable, même sur les enfants et domestiques au-dessus de vingt ans et au-dessous de soixante-dix, à raison de la dixième partie de ce que peut leur rapporter par an leur commerce ou industrie, suivant estimation, et de même sur les bestiaux ; l'imposition en argent sera payée en deux termes égaux, dans le courant de janvier et avant le 1^{er} juillet. Le droit de lever cette imposition en argent ou en nature sera mis en adjudication. Pour fixer le nombre et les qualités des taillables qui devront être imposés à raison de leur commerce et industrie, et pour les bestiaux, il sera dressé au 1^{er} novembre en chaque paroisse par les fermiers des adjudicataires, en présence de 4, 6 ou 8 des plus notables habitants choisis à la pluralité des voix, à l'issue de la messe paroissiale, un état contenant le dénombrement et les qualités desdits taillables avec une liste des bestiaux (1).

(1) Ecouteons Saint-Simon dans ses *Mémoires*, XXXIII, 96 : « M. d'Allemans, excellent citoyen, qui était depuis longtemps témoin oculaire des malheurs de la campagne, chercha des remèdes à ces maux. Il crut en avoir trouvé un dans une manière de taille proportionnelle. Il travailla son projet, et il en apporta des mémoires à Paris. Il me vint voir et il m'en parla. Je lui dis que le petit Renaud avait eu une idée pareille, que M. le duc d'Orléans aussi l'avait envoyé en quelques provinces faire quelques essais sur des paroisses en petit nombre, et Silly d'un autre côté, qui s'y était présenté, qui est le même Silly dont j'ai ailleurs raconté par avance la fortune et la catastrophe. Je crois aussi avoir fait connaître ailleurs ce petit Renaud, que tout le monde, et le meilleur, avec qui son mérite l'avait mêlé, appelait ainsi de sa très petite taille. Il était très savant, très homme d'honneur, modeste, désintéressé, zélé citoyen, avec de l'esprit et du monde, des distractions plaisantes de géomètre, consommé dans toutes les parties de la marine, fort brave, lieutenant général des armées navales, grand croix de Saint-Louis, qui avait fait en chef diverses expéditions, fort estimé du roi dont il avait des pensions, et de ses ministres ; et de tout temps aimé de M. le duc d'Orléans. Il était ami intime de Louville. Il était des miens, et, comme il était grand disciple du père Malebranche, il avait connu aussi M. d'Allemans. Ce dernier me lut un mémoire tiré de ses observations. Louville, qui le connaissait, et qui avait dîné avec lui chez moi, demeura présent à cette lecture.

» Le mémoire était beau et solide, et nous parut mériter d'aller plus loin ; mais avant d'en parler à M. le duc d'Orléans, nous jugeâmes qu'il fallait éviter d'être croisés, et qu'il était à propos de rassembler les lumières. Renaud était venu faire un tour à Paris ; nous en voulûmes profiter. Louville aboucha d'Allemans avec lui ; ils eurent plusieurs conférences chez Louville et une dernière chez moi. Réciproquement ils approuvèrent leurs vues et leurs moyens de les remplir. Réciproquement aussi ils trouvèrent des embarras et des obstacles. Deux hommes d'honneur et d'esprit, qui sincèrement ne cherchent que le bien et ne se proposent aucun but particulier, conviennent aisément, même sur ce qui reste en dispute entre eux ; ainsi, tout bien examiné, ils jugèrent que ce plan devait être proposé

La seconde pièce est aussi un placard de 0^m70 de haut sur 0^m47, « De l'Imprimerie de Pierre Mesnier, Imprimeur de Monseigneur l'Intendant, du Clergé et de la Ville. » C'est un règlement fort long et très minutieux en 34 articles sur la manière de lever cette taille. Citons une partie du XXVI^e : « Tarif pour la taxe de l'industrie. — Les juges des sièges royaux, prévôtés, vigueries, etc., paieront 15 livres ; leurs veuves, 7 l. 10 sols ; les assesseurs et procureurs du Roy des maréchaussées, commissaires et contrôleurs aux montres et gardes-marteaux des eaux et forêts, 10 l. ; leurs veuves, 100 s. ; les avocats et procureurs des sièges et juridictions royales, 10 l. ; leurs veuves, 100 s. ; les notaires et huissiers royaux, 6 l. ; leurs veuves, 3 l. ; les exempts et greffiers des sénéchaussées, 100 s. ; leurs veuves, 40 s. ; les archers des maréchaussées et leurs veuves, 20 s. ; les juges des seigneurs et procureurs fiscaux, 6 l. ; leurs veuves, 3 l. ; les notaires, procureurs, postulants et greffiers des seigneurs, 3 l. ; leurs veuves, 30 s. ; les sergens, 40 s. ; leurs veuves, 20 s. ; les médecins, chirurgiens et apothicaires, 6 l. ; leurs veuves, 3 l. ; les bourgeois vivant de leurs rentes, 15 l. ; leurs veuves, 7 l. 10 s. ; les bourgeois faisant commerce et les régisseurs de terres, 15 l. ; leurs veuves continuant leur commerce, 15 l. ; les mêmes veuves qui ne feront aucun commerce, 7 l. 10 s. ; les chapeliers, merciers portant malle, colporteurs, et autres personnes vendant de toutes espèces de marchandises et allant par les foires et marchez, 6 l. ; leurs veuves, 20 s. ; les métayers ou laboureurs qui ne font d'autre commerce que de vendre et acheter des bestiaux pour la culture de leur exploitation et consommation de leurs herbagés ne payeront aucun droit d'industrie ; tous artisans, ouvriers et autres de quelques métiers qu'ils puissent estre payeront 6 l. ; leurs veuves faisant exercer le même métier, 6 l. ; les mêmes veuves ne faisant aucun métier, 20 s. ; tous artisans et ouvriers ou gens de quelque profession et métier qu'ils soient, faisant commerce en vendant et achetant des marchandises autres que celles travaillées ou fabriquées de leurs métiers, 15 l. ; leurs

au régent et lu en leur présence, pour qu'il jugeât lui-même des points qui demeureraient indécis entre eux. Louville n'avait pas laissé de travailler aussi à la refonte des points convenus, sur plusieurs desquels Renaud et d'Allemans s'étaient conciliés ; il entendait bien la matière, et nous crûmes qu'il ne serait pas inutile.

» Je parlai donc à M. le duc d'Orléans de ce mémoire, et je lui proposai d'en entendre la lecture en présence de ces trois hommes pour en raisonner en même temps avec eux. Il me parut que la proposition lui plut ; il l'accepta avec plaisir ; il voulut aussi que j'y assistasse, et me donna jour au 2 août, trois ou quatre jours après ; nous allâmes donc, ce jour-là, de bonne heure l'après-dînée chez lui. Lecture et conférence durèrent quatre bonnes heures sans disputes et chacun ne cherchant que les meilleurs moyens à lever les embarras et les difficultés. La conclusion fut louanges et remerciements du régent et approbation du mémoire ; mais il fut convenu de voir pendant un an les difficultés et les succès de Renaud dans la généralité de La Rochelle, et de Silly dans une des élections de Normandie, où ils travaillaient à établir la taille proportionnelle, pour ensuite revoir avec eux ce même mémoire, et sur l'expérience de leur travail, et les lumières que donnait le mémoire, se déterminer, se fixer et travailler en conséquence dans tout le royaume, sur la manière de lever la taille. »

veuves faisant la même profession ou commerce, 7 l. 10 s.; les cabaretiers, aubergistes, vendant vin en gros et en détail, logeant hommes et chevaux, payeront 15 l.; leurs veuves faisant le même commerce, 7 l. 10 s.; les mêmes veuves ne faisant rien, 20 s.; les cabaretiers qui n'ont qu'un bouchon, sans loger hommes et chevaux, 6 l.; leurs veuves tenant bouchon, comme cy-dessus, 3 l., et celles qui n'en tiendront point, 20 s.; les manans, habitans et bordiers cultivant leur bien, payeront 3 l.; leurs veuves ne faisant rien, 20 s.; les maîtres et maîtresses d'écoles, 5 s., etc. »

Le 20 septembre suivant, « Jean-François de Creil, chevalier, marquis de Creil, Bournezeau, baron de Brillac et autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, maistre des requestes ordinaire de son hostel, intendant de justice, police et finances en la généralité de La Rochelle », ordonna l'exécution de l'arrêt et l'affichage par le syndic de la paroisse, sous peine de 50 livres d'amende.

Enfin, une proclamation adressée « aux maire, échevins, syndics et habitans de la paroisse de » — le nom laissé en blanc a été mis à la main : *Saint-Laurans des Combes* — par « le chevalier Renau, lieutenant général des armées du roy, grand'croix de l'ordre militaire de Saint-Louis, ayant lettres de service dans les généralités de La Rochelle et de Poitou », par Jean-François de Creil et « Louis de Foudras, chevalier, comte de Ohâteau-Tiers », est ainsi conçue : « Le succes de la première opération qui a été faite dans l'élection de Nyort en Poitou d'une nouvelle manière de lever la taille, en ayant fait connoistre tous les avantages et l'empressement avec lequel vous avez désiré un pareil établissement, ont déterminé Son Altesse royale à suivre l'exécution de ce projet comme l'unique moyen qui peut vous assurer le fruit de votre travail, vous délivrer de la ruine et des inquiétudes que causent les contraintes continuelles qui sont exercées contre les taillables, et pour détruire les haines et les dissensions qui sont inséparables des injustices et des surprises si ordinaires dans la pratique des répartitions : c'est pour ne pas abandonner des vues si sages, et pour vous en procurer plus promptement toute l'utilité, que Nous vous mandons et ordonnons qu'aussitôt après la réception de l'Arrest cy-dessus et des présentes, vous ayez à vous assembler pour élire et choisir dix des principaux d'entre vous, pour, conjointement avec ceux nommez par les paroisses vos voysines, convenir de l'étendue et limites de vos paroisses, et y planter bornes ou poteaux, dont vous nous adresserez dans quinzaine pour toute préfixion et délai des procez verbaux, qui seront rédigez par les syndics ou notables et d'eux signez ainsi que des autres habitans qui auront été choisis, le tout en présence de Mrs. les curés ou eux dûement appelez, même de ceux de Mrs. les gentils-hommes ou autres ayant fiefs et seigneuries, qui voudront se trouver ausdits procez verbaux, lesquels nous prions de donner tous les enseignemens et communications par main des Titres qui pourront servir à régler les limites et bornes, de manière que toutes

les exploitations et domaines de chaque paroisse pussent être régis par les adjudicataires de Sa Majesté, chacun en droit soy, sans discussion entr'eux... » Ainsi signé : « Renaud. De Creil. De Foudras De Châteautiers. Par Nos-Seigneurs, RICARD. »

Un avis des mêmes, « De par le roy » fait « sçavoir que, le 20 du mois de novembre prochain, en nostre hôtel dans la ville de Barbezieux, il sera par nous procédé, à chandelle éteinte, à la réception des enchères et adjudication du dixième des fruits, industrie et taxes des bestiaux des paroisses de Lagenétoune, Saint-Martial de ville recongnade, Curac, Saint-Laurent des Combes, Sainte-Marie, Sauvignac et Melac, Saint-Agoulin de Lacadourne, Labarde, Boscamenand, Momboyer, Chastignac, Sainte-Souline, Saint-Oyprien, Bardenac, Saint-Vallier, Brosnac, Parcoul, Vassiac-sous-Monguion, Lefouilleux, Saint-Martin Dary, Olérac, Saint-Martin de Coutts, Saint-Pierre du Palais, La Clotte, Saint-Nazarien de Cerooul, Saint-Pierre d'Orignolles. »

On sait ce qu'il advint. « Ce projet, dit Saint-Simon (*Idem*, xxviii, 97), qui fut de l'avis de tous et qui était sage, n'eut pas le temps d'être exécuté. Renaud, malade de fatigue et du chagrin que lui causaient les obstacles qu'il rencontrait dans la généralité de La Rochelle, et de la haine que, sans savoir pourquoi, la nouveauté qu'il voulait introduire avait excitée contre lui, malgré la netteté de ses mains très reconnue, parce que toute nouveauté est suspecte en matière d'impôts et de levée, Renaud, dis-je, voulut se presser de retourner à son travail. Il voulut prendre des eaux de Pougues ; il en prit par excès : car, par principe, comme le père Malebranche, il était grand buveur d'eau, et mourut à Pougues les derniers jours de septembre. M. d'Allemans, retourné chez lui, ne le survécut que peu de mois ; ainsi tout ce projet s'en alla en fumée. » (*Idem*, xxxiii, 96).

BIBLIOGRAPHIE

PAPILLAUD (Adrien). *Les chemins de fer à voie mobile dans la Charente-Inférieure. Demande de concession. Notice descriptive. Discussion au conseil général.* Asnières, imp. Sépice ; Paris, Savine, 8 décembre 1891, in-8°, 28 pages et planche.

PEIRESC. *Lettres de Peiresc aux frères Dupuy*, publiées par Philippe Tamizey de Larroque. Paris, imprimerie nationale, 1892, in-4°, 3° vol., de janvier 1634 à juin 1637, 830 pages.

PEYREMOL (L.), sous-directeur de l'école de dressage de Rochefort-sur-mer. *L'amateur d'équitation.* Paris, Charles-Lavauzelle, 1892, in-8°, un vol. et un atlas.

L'auteur, fils d'un de nos anciens et distingués professeurs de l'école de médecine de Rochefort, nous était connu comme un remarquable écuyer; aussi avons-nous lu son livre avec plaisir, sûr à l'avance que le sujet serait traité avec autorité et compétence. Nous n'avons pas été déçu dans notre espoir. L'auteur prend le débutant à sa première leçon d'équitation et par une progression raisonnée lui enseigne tout ce qu'il doit savoir pour devenir un parfait écuyer. Son livre renferme des aperçus absolument personnels, dus à la grande expérience que M. Peyremol a du cheval. C'est un livre à la fois théorique et pratique; il est écrit avec une grande clarté et accompagné de planches explicatives fort précises, ce qui le rend intelligible, même pour les personnes absolument étrangères à l'art de l'équitation. On le comparera avec le traité d'un autre aunisien, *La science et l'art de l'équitation* (1776), par Louis-Charles Mercier du Paty de Clam, qui se lit encore avec intérêt. PAUL B.

—
PHELIPPOT (Théodore). *Manifeste du comité libéral de la commune du Bois (île de Ré). Elections municipales des 1^{er} et 8 mai 1892*. La Rochelle, imp. P. Dubois, 1892, in-18, 10 pages.

—
[PLUMEAU] (L'abbé Germain), curé de Brives. *Sainte Eustelle, drame chrétien en trois actes*, par M. l'abbé Germain [Plumeau], aumônier de la Providence de Brives-sur-Charente (Charente-Inférieure). Paris, 8, rue François I^{er}, imp. L. Fournier, 1890, in-18, 53 pages.

—
REGELSPERGER (Gustave). *Le congrès international de géographie et les fêtes du 7^e centenaire de Berne*. Rochefort, imp. Thèze, 1892, in-8°, 14 pages. (Extrait du *Bulletin de la société de géographie de Rochefort*, année 1891-92).

— Richard-François Burton. *Sa vie et ses voyages*. Rochefort, société anonyme de l'imprimerie Ch. Thèze, 1892, in-8°, 12 pages. (Extrait du *Bulletin de la société de géographie de Rochefort*, 1890-91).

—
RENAUD, de Criteuil. *Les douze millions des rois de France. Le suffrage universel*. Barbezieux, imp. et lith. A. Bouché; se trouve chez l'auteur, dans toutes les bonnes librairies et chez l'imprimeur; 1889, in-8°, 14 pages. Prix : 25 centimes.

—
RICHARD (Alfred). *Notice sur les archives du département de la Vienne, 1790-1890*. Poitiers, imp. de Blais, Roy et C^{ie}, 1891, in-fol. (Extrait de *l'Inventaire sommaire des archives départementales de la Vienne antérieures à 1790. Archives civiles*, t. 1^{er}).

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE NOVEMBRE 1892. — AVIS ET NOUVELLES : Publications; noms de fondeurs de cloches; faïences de Palissy; conférences; sociétés savantes; programme du congrès de 1893; erratum. — **NÉCROLOGIE :** Baron; Bertin; Josias de Bremond d'Ars; Brillouin; Calmette; Chevallier-Ruffigny; Desprez de Montpezat; Du Boys; Ducorps; Durand de Lavaux-Martin; Gaury; la comtesse d'Humières et son fils; Isle de Beauchêne; le colonel Leroy; la baronne de Marbotin-Sauviac; l'amiral Maudet; Moreau; Alexandrine de Mornac; la comtesse Palluat de Besset et ses filles; Perrotteau; l'amiral Ribell; M^{me} Robin; Saout; Turner; Veillon. — **MARIAGES :** Etienne d'Arche et Yvonne de La Corbière; Louis Ballon et Marie La Berge; Bénard et Berthe Cremault; Bouet du Portal et Henriette Petitjean; Coudein et Pauline Leps; Denis de Senneville et Anne Dupin de Juncarot; Grimaud et Louise Silvestre; Grosseval et Alice Barlot; Guillaud et Hortense Fleuranceau; Hastrel de Rivedoux et Berthe Guyot de Lepsars; Janvret et Gabrielle Michelin; Alexis de Laage et Adèle de Larminat. — **ARCHÉOLOGIE :** Sépultures à Saintes, à Crouin; bagues mérovingiennes; fouilles à Virson; seau de Taillebourg; inscriptions à Taillebourg, Marans, Néré, Saintes, Avy, Annepont, Migré; médaille de saint Louis. — **VARIÉTÉS :** Un miracle de sainte Radégonde pour une rochelaise; les huguenots saintongeais et l'arrêt de 1569; le *Télémaque* à Fontcouverte et les Du Paty à Bussac; les Grouchy en Saintonge; le *Vengeur* again! le monument de Le Terme à Maronnes; la déportation en Espagne; Lettres d'indulgences pour la cathédrale de Saintes. — **LIVRES ET RÉUNIONS :** Cognac, Niculle; Samuel Champlain, Jacques Delille, Elie Richard, Duplessis-Besançon, J.-M. du Lau, Lanoue, La Laurencie, la marquise de Verdelin; les maîtres apothicaires de La Rochelle; les La Trémoille; la duchesse de Berry; lettres de Catherine de Médicis; le port de Rochefort. — **QUESTIONS ET RÉPONSES :** Arnaud d'Expiremont; les Du Quesne en Saintonge; Martin Luther à Saintes en 1789; la Pierre-Longin. — **BIBLIOGRAPHIE :** SA-WE.

AVIS ET NOUVELLES.

Les t. XX et XXI seront mis en distribution à la fin de novembre.

Le XX^e volume des *Archives historiques* contient : Jonzac et Ozillac, pièces et étude, laquelle comprend l'histoire civile et religieuse, le château, les seigneurs (Sainte-Maure, Esparbès de Lussan, Reilhac), les principales familles, Boybellaud et ses trois branches, les officiers de la châtellenie, liste des curés et prieurs, maires, etc.; les pièces sont des aveux et dénombrements, contrats de mariages, inventaires, etc.

Ce volume contient aussi la table chronologique des tomes XVI-XX.

Le tome XXI des *Archives* est le 2° de la série des chartes sur Pons et ses seigneurs. (Le 1^{er} est de 1881, tome IX de la collection). Les pièces de ce volume, publié par M. Georges Musset, bulles, chartes de communes, baux, testaments, contrats de mariages, achats et ventes, procès, aveux et dénombremments, inventaires, etc., qui vont de 1243 à 1600, proviennent du duc des Cars, descendant des sires de Pons. Elles intéressent non seulement la Saintonge, mais encore le Périgord, l'Auvergne, le Limousin, etc., où la puissante maison de Pons possédait des fiefs importants.

Ont publié le sommaire du numéro de septembre :

L'*Echo rochelais* du 24, l'*Echo de Jonzac*, le *Mémorial de Saintes* du 25 ; l'*Ere nouvelle* du 29 ; la *Charente-Inférieure* du 1^{er} octobre ; la *Croix de Saintonge et d'Aunis*, l'*Echo de Royan*, le *Journal de La Pallice*, l'*Union de Saint-Jean d'Angély*, du 2 ; les *Annales catholiques des deux Charentes* du 12 ; la *Revue poitevine* du 15.

Les *Tablettes des deux Charentes* du 27, reproduites par le *Courrier de La Rochelle* du 8 octobre, signalent dans le *Bulletin* de septembre « un charmant compte rendu de la fête patriotique donnée à Taillebourg le 24 juillet ; la très remarquable conférence du baron Oudet, le savant rapport de M. Louis Audiat, les pièces de vers dites pour la circonstance et la curieuse *Chanson de Taillebourg*... Nous recommandons ce *Bulletin* à nos concitoyens ; il constitue une page d'histoire locale qui mérite d'être conservée ».

Le *Polybiblion* de septembre, p. 286, à propos des « belles fêtes qui viennent d'être célébrées en Saintonge à l'occasion de l'inauguration du monument de Taillebourg », parle de la *Chanson française de la bataille de Taillebourg* et de la « très intéressante publication *Saint Louis en Saintonge*, éloquent résumé des opérations militaires », par « un homme de cœur et de talent, M. Oudet », qui « a obtenu un vif succès auprès des auditeurs et n'en obtiendra pas un moins vif auprès des lecteurs ».

Les *Annales bourbonnaises*, n° d'octobre, p. 350, disent aussi : « Cette inauguration a eu lieu en grande pompe. M. Louis Audiat a prononcé un discours très applaudi où il a déployé ses rares qualités de conférencier et de savant... »

En vente, au prix de 30 centimes l'un, les opuscules suivants relatifs au monument de saint Louis à Taillebourg : 1° *Discours* de M. Louis Audiat ; 2° *Conférence* de M. le baron Oudet, extraits du dernier numéro du *Bulletin* ; 3° la *Chanson* de

Taillebourg (Voir *Bulletin*, XII, p. 338). — On rappelle aussi que la médaille au type de saint Louis, frappée à cette occasion par la monnaie de Paris, est en vente : 20 francs en argent, 5 francs en bronze. Voir plus bas, page 413.

—
Le village et station du chemin de fer de l'Est algérien, Ras-el-Ma, département de Constantine, situé sur la ligne de Constantine à Alger, vient d'être nommé Chasseloup-Laubat, en souvenir du marquis de Chasseloup-Laubat qui fut ministre de l'Algérie du 24 mars 1859 au mois de janvier 1867, et qui a rendu de si grands services à notre colonie.

—
M. Furcy de Lavault, conservateur du musée de La Rochelle, a obtenu à l'exposition de Tours une médaille d'or pour son tableau *Roses et glaïeuls*.

—
Le journal *l'Autorité*, du 18 septembre, entretient ses lecteurs d'un livre de notre confrère M. de La Morinerie, *Souvenirs d'émigration de madame la marquise de Lège de Volude*, paru il y a longtemps, en 1869. L'article signé : Jean Balva, est composé avec des phrases coupées à tort et à travers dans l'introduction du livre et contient des bourdes d'un fort calibre. Ainsi on y voit que le père de la marquise, M. d'Amblimont, était colonel général des Suisses ; qu'il remplaçait dans cette charge le comte d'Eu — c'est le cas de dire : Oh ! la bonne charge ! — que ses trois filles portaient le nom de la princesse Stéphanie ; — cela fait rêver ! connaissez-vous cette princesse là ? Mais le successeur du comte d'Eu dans le commandement des suisses, c'est le duc de Choiseul ; mais cette bonne princesse Stéphanie, c'est encore le duc de Choiseul, dont le prénom Etienne, sous la forme Stéphanie, devait rappeler aux enfants de M^{me} de Lège le souvenir du grand ami de la famille. Un provincial saisit la balle au bond pour inviter M. le journaliste parisien à travailler moins vite et à faire meilleure lecture des ouvrages dont il rend compte.

M. S.

—
Nous avons parlé assez souvent de la grande publication de M. Robuchon, de Fontenay-le-Comte, *Paysages et monuments du Poitou*, *Paysages et monuments de la Bretagne*. Un remarquable critique, M. Edmond Biré, a publié, dans la *Gazette de France* du 9 août, sur ce dernier ouvrage, un article très élogieux, que l'imprimeur de Vannes, M. Lafolye, a édité en brochure (in-8° de 24 pages) avec de nombreuses gravures, réduction des splendides photogravures.

En outre l'artiste a eu la bonne idée de publier le *Catalogue des paysages et monuments du Poitou* (Paris, May et Motte-ros, 1892, in-8°, 50 pages) qui sera utile aux amateurs, aux bibliographes désireux d'avoir tout ou partie de l'ouvrage.

Le 5 octobre, a paru le premier numéro de l'*Eclaireur de Barbezieux*.

Le 28 septembre, a paru, sous la direction de M. A. Brière [et l'inspiration de M. l'abbé Jean], le premier numéro des *Annales catholiques des deux Charentes*, revue hebdomadaire, in-8° de 16 pages, imprimée à Saintes par M. Pierre Orliaguet. C'est le 19^e périodique qui s'imprime à Saintes.

—
Lire dans le *Bulletin de la société des lettres de la Corrèze*, 2^e livraison, 1892, n° 237, sur l'abbé Michon, inventeur de la graphologie et auteur du *Maudit*, de la *Religieuse*, etc., un article qui complète celui de la *Revue*, t. III, p. 122; XI, 274 et 281.

Voir dans le *Bulletin de la société des sciences... de Pau* (1890-1891, tome XX), *Les milices béarnaises avant le XIX^e siècle*, par M. H. Labouche, étude sur les milices provinciales.

Dans le *Codex diplomaticus Sancti Rufi Valenciæ* (Valence, César, in-8°, 128 p.), dont M. l'abbé Ulysse Chevalier vient de publier la première partie, se trouvent plusieurs pièces concernant la Saintonge, le Poitou, etc.

—
L'*Echo de Royan* du 30 octobre publie de M. Louis Thiébaut *Sur les côtes de l'Aunis et de la Saintonge*, notes de voyage.

—
La *Croix de Saintonge et d'Aunis*, des 9 et 16 octobre, raconte *L'explosion de la poudrière à Saint-Jean d'Angély*, le 25 mai 1818, d'après la *Vie du colonel Paqueron*, par M. Sai-vet, évêque de Perpignan.

—
L'*Ere nouvelle* du 20 octobre publie *Visite à Merpins*, 2^e excursion de la « Société l'archéologie cognaçaise ».

—
Dans l'inventaire du château d'Ozillac, le 1^{er} juin 1582 (Voir t. XX des *Archives*, page 329), il est question d'« une grosse cloche de métal, sans aucun batail, ne aultre garniture », placée dans la grange.

Ce doit être la cloche de l'église que les protestants avaient enlevée du clocher, quand, à cette époque, ils ont, avec la complicité du seigneur du lieu, François II de Reilhac, protestant, pillé l'église et le prieuré. Voir ce qui a été dit, ci-dessus, page 293, des cloches volées, fondues et vendues par les protestants.

—
Dans sa liste des *Anciens fondeurs de cloches de diverses provinces* que publie, p. 17, n° 1 de 1892, le *Bulletin d'archéologie du comité des travaux historiques* du ministère de l'instruction publique, M. Joseph Berthelé, archiviste de l'Hérault, cite les noms suivants qui regardent notre contrée :

Une sonnette à main, faisant aujourd'hui partie de la collection de M. Barbaud, président du tribunal de Bressuire (Deux-Sèvres) et provenant de la succession de M. Boutet, chanoine à La Rochelle. Inscription du vase supérieur : LOF GOD VANAL. Signature : PETRVS GHEINEVS ME FECIT, 1589, et un écusson à trois pals. Décoration : Orphée jouant du violon au milieu d'animaux, tels que : ours, lion, sphinx.

Latache, « maistre fondeur de la ville de Xaintes », a fait la grosse cloche de l'église de Marennes, « du poids de 1.612 livres », bénite le 28 octobre 1650, envoyée à l'époque révolutionnaire à la fonderie de canons de Rochefort.

Michel et Paul Gansberg ont fondu en 1768 la cloche de l'église de Saint-Jean d'Angle.

Merlin. — L'église de Saint-Germain de Marencennes a une cloche signée : FONDUE (en 1788) PAR MERLIN F, encore existante, et Germignac, une autre cloche signée : MERLIN FONDEUR (1789), pesant 445 kilogrammes, refondue en 1889 à Orléans par M. Georges Bollée.

N. et F. Boulanger, frères, ont fondu en 1789, pour Thors, une cloche de 110 kilogrammes, refondue à Saint-Emilion (Gironde) vers la fin de 1890, par M. Emile Vauthier.

Après une interruption de trois années, M. l'abbé Laferrière vient de reprendre la publication de son important ouvrage, *L'art en Saintonge et en Aunis*. La 18^e livraison de l'arrondissement de Saintes a paru en juillet. Elle contient deux planches sur les fouilles faites à Saintes par l'état en 1887 et 1888 ; une vue d'ensemble de la façade en 1887 de l'église de Corme-Royal ; un transept de l'église Saint-Pierre de Saintes, et les plans de l'église de Bougnaud et de Saint-Vivien de Pons. Le texte, 12 pages, par M. Musset, est consacré à l'église d'Echebrune et au château d'Usson.

Dans sa séance du 24 août, le conseil général de la Charente-Inférieure a ajourné jusqu'après la publication la demande faite par M. Georges Musset d'une subvention pour son ouvrage : *Usages locaux*. Il a accordé une subvention de 400 francs à M. Foucher, éditeur, pour la publication de son *Annuaire de la Charente-Inférieure*, et 200 fr. au musée Fleuriat de La Rochelle.

D'une communication faite par M. de Richemond au comité archéologique des travaux historiques, le 11 janvier dernier, il résulte qu'une école gratuite de dessin avait été fondée à La Rochelle en 1767.

A la vente de la célèbre collection Magniac, qui a eu lieu à Londres, les 2-15 juillet, une aiguière en faïence de Henri II

(faïence jadis d'Oiron, aujourd'hui de Saint-Porchaire) attribuée par quelques uns à Bernard Palissy et provenant de la collection Odiot, a été adjugée 100,000 francs à M. le baron Alphonse de Rothschild. A la vente d'Odiot père en 1842, elle avait été achetée par M. Delangle qui la revendit 2.400 francs à Magniac, lequel, peu après, en refusait 24,000 fr. (Voir *L'aiguère de la collection Magniac*, par M. Edmond Bonaffé, dans la *Revue poitevine* du 15 août). On a aussi vendu plusieurs faïences de Palissy : plat ovale à poissons, reptiles, 54 livres 12 ; statuette d'un jeune garçon nu, 117 liv. 12 ; plat ovale à figure allégorique de femme drapée avec attributs d'horticulture, château, etc., 46 liv. 4 ; plat creux ovale avec buste de Louis XIII, 22 liv. ; statuette de bravache, attribuée à Palissy, 56 liv. 14 ; plateau rond, serpents, lézards, 70 liv. 7 ; plateau rond avec la figure de Diane assise, 231 livres.

CONFÉRENCES. — Le 3 juillet, à Montils, *La justice*, et à Brives, *L'impôt foncier*, par M. le duc Maurice Lannes de Montebello, prince de Sievers ; le 28 août, à Cognac, et le 29, à Rochefort, *Le socialisme*, par M. Caumeau, conseiller municipal de Paris, en tournée de conférences dans l'ouest ; à Rochefort, le 10 septembre, par M. Lavy, député de Paris, *Candidatures ouvrières* ; à Cognac, le 10, par M. Dumay, député de la Seine, *Exposition des doctrines socialistes et communistes* ; réplique de M. Cunéo d'Ornano, député de Cognac ; le 8 octobre, par « le citoyen Régis » sur *Le collectivisme*, et réplique de M. d'Ornano ; le 15, à La Rochelle, par M. Martineau, juge à Rochefort, *Le traité franco-suisse et la protection du travail national*.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure ; séance du 8 juillet : M. Foucaud lit son rapport sur l'excursion botanique du 29 mai à Soubise, Moëze et Brouage, puis une note où il fait l'analyse critique d'une brochure de M. Régnier, proposant une nouvelle nomenclature botanique. M. Termonia présente quelques unes des plantes méridionales qu'il a récoltées, cette année, dans le Var et dont plusieurs espèces sont rares, même dans le midi ; il lit son rapport sur l'excursion botanique du 3 juillet entre Soubise et Saint-Jean d'Angle, et rend compte de quelques articles des nos 23 et 24 de la *Revue scientifique*. M. le docteur Brard lit un travail fort intéressant où il résume ses observations personnelles sur les effets du traitement de l'ataxie locomotrice et de la paraplégie d'après la méthode de M. Brown-Sequard ; les injections hypodermiques qu'il a préparées, suivant cette méthode, avec une substance qu'il propose de nommer *orchidine*, et qu'il pratique depuis quelque temps sur trois malades de l'hôpital Saint-Louis, ont été suivies déjà d'une amélioration inespérée.

PROGRAMME DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES
À LA SORBONNE EN 1893

Section d'histoire et de philologie. — 1° Transformations successives et disparition du servage. — 2° Origine et organisation des anciennes corporations d'arts et métiers. — 3° Histoire des anciennes foires et marchés. — 4° Anciens livres de raison et de compte. Journaux de famille. — 5° Vieilles liturgies des églises de France. — 6° Textes inédits ou nouvellement signalés de chartes de communes ou de coutumes. — 7° Rechercher à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin dans la rédaction des documents administratifs. Distinguer entre l'emploi de l'idiome local et celui du français. — 8° Jeux et divertissements publics ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes. — 9° Origine, commerce et préparation des aliments avant le xvii^e siècle. — 10° Étudier quels ont été les noms de baptême usités suivant les époques dans une localité ou dans une région; en donner, autant que possible, la forme exacte; rechercher quelles peuvent avoir été l'origine et la cause de la vogue plus ou moins longue de ces différents noms. — 11° Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France. — 12° Recherches relatives au théâtre et aux comédiens de province depuis la renaissance. — 13° Transport des correspondances et transmission des nouvelles avant le règne de Louis XIV. — 14° Recueillir les indications sur les mesures prises au moyen âge pour l'entretien et la réfection des anciennes routes. — 15° Rechercher dans les anciens documents les indications relatives aux maladies des animaux et des végétaux dans les diverses régions de la France. — 16° Recherches relatives à l'histoire de la marine française d'après les documents contenus dans les archives notariales des villes maritimes, dans les archives des chambres de commerce ou dans d'autres dépôts. — 17° Indications tirées des anciens documents pouvant faire connaître les phénomènes naturels, météorologiques ou autres (inondations, pluies, sécheresses persistantes, tremblements de terre, température exceptionnelle, etc.), jusqu'au règne de Louis XIII. — 18° Dresser des listes aussi complètes et aussi exactes que possible des principaux officiers de l'ordre administratif, judiciaire et militaire : baillis, vicomtes, sénéchaux, viguiers, capitaines, châtelains, etc. — 19° Étudier les systèmes des poids et mesures dans un territoire déterminé sous l'ancien régime. En établir la correspondance avec le système métrique.

Section d'archéologie. — 1° Rechercher les épitaphes, inscriptions de synagogues, graffiti en langue et en écriture hébraïques qui n'ont pas été signalés ou ont été imparfaitement publiés jusqu'à présent. — 2° Rechercher les inscriptions arabes, épitaphes, dédicaces de mosquées, légendes de portes, de minbar, etc., antérieures à la conquête turque, qui se trouvent dans l'un des trois départements algériens ou dans la ré-

gence de Tunis. — 3° Faire une étude sur l'art de la mosaïque dans notre pays depuis les temps antiques jusqu'au moyen âge. — 4° Signaler les objets antiques conservés dans les musées de province et qui sont d'origine étrangère à la région où ces musées se trouvent. — 5° Signaler les actes notariés du xiv^e au xv^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes, et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés. — 6° Dresser la liste avec plans et dessins à l'appui des édifices chrétiens d'une province ou d'un département réputés antérieurs à l'an mil. — 7° Etudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à mettre au relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.). — 8° Rechercher dans chaque département ou arrondissement les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du moyen âge. Signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date. — 9° Signaler les constructions rurales élevées par les abbayes ou les particuliers, telles que granges, moulins, étables, colombiers. En donner autant que possible les coupes et plans. — 10° Signaler, comme l'a fait dans son *Traité des superstitions* l'abbé Jean-Baptiste Thiers, mort en 1703, les restes de vieilles croyances et pratiques superstitieuses qui peuvent subsister dans certaines parties de la France. — 11° Signaler dans chaque région de la France les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge, indiquer les caractères et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent d'en distinguer les produits. — 12° Rechercher dans les monuments figurés de l'antiquité ou du moyen âge les représentations d'instruments de métier. — 13° Rechercher les centres de la fabrication de la céramique dans la Gaule antique. Signaler les endroits où cette industrie s'est perpétuée depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. — 14° Recueillir des documents écrits ou figurés intéressant l'histoire du costume dans une région déterminée. — 15° Etudier, dans les *Acta sanctorum*, parmi les biographies des saints d'une région de la France, ce qui peut servir à l'histoire de l'art dans cette région. — 16° Signaler les découvertes numismatiques faites soit isolément, soit par groupes, dans une circonscription déterminée. Les classer par époques depuis les temps les plus reculés (époque gauloise) jusqu'au xviii^e siècle. Etudier les causes historiques et économiques qui justifient la présence de ces monnaies. (1)

—
ERRATUM. — *Bulletin*, XII, 307, souscription pour le monument

(1) Nous communiquerons à ceux de nos confrères qui le désireraient le programme : 1° de la section des sciences économiques et sociales (17 numéros); 2° de la section des sciences (27 numéros); 3° de la section de géographie historique et descriptive (15 numéros).

de Taillebourg : M. Chesnier du Chesne, 10 francs ; M. Leroux de Bretagne, 3 francs ; — XII, page 184, note 3, 3^e avant-dernière ligne ; on aurait pu ajouter que Jean-Célestin Gillis, avocat au parlement, receveur des finances en l'élection de Marennes, fils de Jean, juge sénéchal du marquisat de Saint-Pierre d'Oleron, épousa en secondes noces, à Saintes, le 28 octobre 1873, Marie-Elisabeth de La Taste, fille de feu Jean-Jacques de La Taste, conseiller du roi, président en l'élection de Saintes, et de Catherine Dangibeaud.

— M. l'abbé Legrand nous demande de rectifier « les renseignements erronés et gratuits — gratuits, oh ! — que nous avons servis à nos lecteurs » dans le dernier numéro du *Bulletin*, XII, 367. 1^o Il y a en effet : « J'ai établi, le premier, je crois, que la chapelle de Pranzac avait été bâtie par les Clermont-Dampierre, et que ce sont leurs armes qu'on y voit, non celles des Pérusse des Cars. » M. l'abbé dit que c'est lui dans la *Semaine religieuse* d'Angoulême.

2^o Nous avons dit : « L'auteur aurait pu ajouter la suite [sur Jacques Roux], qu'il fut membre de la commune de Paris, accompagna en cette qualité Louis XVI à l'échafaud, et emprisonné se tua. » M. Legrand objecte « le règlement qui défend à tout membre de *traiter* un sujet quelconque après 1790 », et ajoute : « Nos confrères de Charente vont bien rire de cette critique inutile. » — Etes-vous aussi sûr que cela ? et qu'ils auraient jeté les hauts cris si vous aviez — non pas « *traité* un sujet après 1790 », mais résumé en une page la fin de la vie de votre personnage qui se trouve ainsi coupée en deux, et qu'ils n'auraient pas été bien aises d'apprendre ce que devint ce compatriote que vous leur montrez « s'établissant à Paris en 1791 », d'autant que 1791 est après 1790 ? Eh bien ! nous, qui sommes aussi « confrères de Charente », nous n'avons pas ri du tout, mais au contraire fort approuvé, à 20 pages seulement de votre mémoire qui ne doit pas dépasser 1790, ce chapitre de notre cher président : « Saint-Maurice en 1891. » En voilà un qui ne se gêne pas — et fait fort bien — pour « traiter un sujet après 1790 ! »

3^o Roux, vicaire en 1790 à Saint-Thomas de Cosnac, a-t-il été, cette même année, vicaire d'Ambleville ? « Quant au vicariat d'Ambleville, rempli par Jacques Roux, écrit mon critique, je le maintiens *unguibus et rostro*. » Moi aussi je maintiens, mais non pas *rostro*, le vicariat de Cosnac « rempli par Jacques Roux ». Il y a peut-être moyen de s'entendre : si M. Legrand veut m'accorder que, le 19 avril 1790, Roux était encore en fonctions à Saint-Thomas, je lui céderai volontiers qu'il était vicaire en mai à Ambleville : il n'y a là aucune impossibilité ; y en aurait-il une, je céderai encore plus vite devant l'*unguibus et rostro* de M. le curé de Bouteville.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

I. — DÉCÈS

La société des Archives a deux nouvelles pertes à déplorer :

I. — Le 10 octobre, est décédé à Paris Jean-Baptiste-Emile Du Boys, âgé de 43 ans, né à Limoges où il a été inhumé. Emile Du Boys s'était marié à Rochefort et il y possédait des immeubles ; il était ainsi un peu notre compatriote.

C'était un travailleur et un fouilleur. Il a publié divers opuscules dont nous avons donné le titre dans notre *Bibliographie*. Toujours exact et scrupuleux, il était très disposé à rendre service par ses recherches aux archives et dans les bibliothèques de Paris qu'il connaissait bien. Nous perdons en lui un excellent confrère.

II. — Le 13, est décédé à Chaville (S.-et-O.) Edouard Turner, âgé de 66 ans, docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux « un des plus savants historiens de la profession médicale » dit le *Figaro* du 15. Né en 1827 à Juillac-Le-Coq de N. Turner ancien officier percepteur, et de Joséphine Poitevin de Fontguyon, il exerça la médecine à Saintes d'avril 1856 à janvier 1874 et était alors allé se fixer à Paris. Il avait épousé la fille du pasteur Barthe, des Gonds, dont il a eu une fille, M^{lle} Marguerite Turner, peintre de talent dont nous avons souvent cité les œuvres aux diverses expositions. Il avait pour sœurs M^{me} J. Perrin de Bous-sac et M^{me} Samuel Turner.

Il a écrit : *Ambroise Paré* (1879) ; *Ambroise Paré, d'après de nouveaux documents* (1885) ; *Notice sur Jean le Bon, médecin du duc de Guise* (1880) ; *Remarques au sujet de la lecture faite à l'académie de médecine par M. Chéreau* (1879) ; *Quelques thèses à images* (1869) ; *Philippe-François Collot et les Collot* (1880) ; *Histoire de la découverte de la circulation du sang par Flourens, André Césalpin* (1880) ; *Bibliographie d'André du Laurens* (1880) ; *Bibliographie de François Rousset* (1881) ; *Bibliographie anatomique de Gaspard Bauhin* (1881) ; *Jean Guinter d'Andernack* (1881) ; *Rabelais* (1881) ; *Loys Vassé de Châlons sur Marne...* (1882) ; *Étymologie du mot syphilis* (1882) ; *La circulation du sang. Harvey* (1885). Ces divers mémoires, parus dans des journaux médicaux, ont formé un recueil factice de 545 pages in-8° qui a une grande valeur. ces différents points ayant été traités sérieusement par l'auteur. « Ses notices sur André Vesale, sur Ambroise Paré et sur Rabelais, dit le *Figaro*, font autorité. » Voir *Bulletin*, III, 210, 434 ; V, 384 ; VI, 431.

Le 12 mai, est décédé, au château de La Bertinie, par Villam-blard (Dordogne), le vicomte Alphonse Isle de Beauchêne, âgé

de 78 ans, veuf de Marie de Tessières, héritière du château de La Bertinie, dont il a eu : 1° Max Isle, marié à Thérèse de Laage de Meux, dont : a, Gaston ; b, Robert ; c, Pierre ; d, Henri ; e, Alain ; 2° Just, marié d'abord à Denise Leclerc de Lesseville, dont : a, Louise ; b, Marie ; puis à Lucie Mignon, dont : c, Joseph ; d, Michel ; e, Cécile. Il était le quatrième fils de Louis-Casimir Isle de Beauchêne et de Pauline Froger de l'Eguille, et petit-fils d'Henri-Mathieu, lieutenant-colonel du régiment de Noailles infanterie, chevalier de Saint-Louis et de Saint-Lazare, né en 1744, marié en 1773 à Madeleine-Thérèse du Breuil de Théon de Châteaubardon. Voir *Marbotin* dans le *Nobiliaire de Guienne*, t. II, page 262, et *Isle* dans la *Noblesse de Saintonge*.

Le 22 juin, est décédé à Paris, âgé de 64 ans, Joseph-Renaud, marquis d'Asnières de La Chateigneraye, fils de Jean-Baptiste-François-Auguste d'Asnières, marquis d'Asnières de La Chateigneraye, et d'Hermessinde-Octavie-Hélène de Narbonne-Lara ; il avait épousé Jeanne-Alyde-Henriette Lemaire de La Neuville, dont il ne laisse pas de postérité. Il avait un frère cadet, Hélié-Combaud d'Asnières, comte de La Chateigneraye, décédé sans alliance. Voir pour la généalogie Courcelle, *Histoire des pairs*, t. IV, article Pons, page 61, et la *Noblesse de Saintonge*.

Le 25, est décédé à La Tublerie, près du Gua, âgé de 82 ans, et a été enterré à Rochefort le 28, Jacques-Louis Ducorps, officier de la légion d'honneur, sous-commissaire de la marine en retraite, qui était à Rochefort le soutien des écoles libres des frères et des sœurs. « Il se privait, il se sacrifiait pour elles, il vivait de leur vie, et les attaques dont l'instruction libre fut l'objet étaient pour lui des coups douloureux. » Son gendre, le commandant Sarlat, avait quitté le monde pour le cloître bénédictin, laissant sa fortune à l'éducation chrétienne de l'enfance. Ducorps fut le dispensateur et l'ordonnateur de ses largesses. M. l'abbé Portier, à l'église, « a rappelé ses titres aux regrets des deux paroisses de Rochefort et adressé un touchant adieu au bienfaiteur des classes pauvres, au chrétien fidèle ». Au cimetière, en l'absence de M. de Senneville, l'un des membres du comité des écoles a rendu hommage au premier administrateur de la société civile de Saint-Victor. Voir ce discours dans les *Tablettes* du 30. Le deuil était conduit par le fils du défunt, M. Paul Ducorps, commissaire adjoint de la marine, chef du secrétariat de la préfecture maritime, et par M. Dumas, son gendre. Les coins du poêle étaient tenus par MM. Langevin, commissaire de la marine en retraite ; Charles Thèze, président de la conférence de Saint-Vincent de Paul ; Harasse de La Vicardière, inspecteur de l'enregistrement en retraite, et le frère directeur des écoles chrétiennes.

Le 26, est décédé à Saintes, âgé de 57 ans, dont 33 de prêtrise, Auguste Moreau, né en 1834 à Salles, d'Etienne Moreau et de Geneviève Rochez, prêtre en 1859, aumônier des petites sœurs des pauvres depuis trois mois, précédemment curé de Chaniers depuis 1875, après l'avoir été des Touches de Périgny, de Bourgneuf et de Migron. Sa mauvaise santé l'avait forcé d'abandonner Chaniers, où il avait établi au Maine-Alain une école libre confiée aux religieuses de Saint-Joseph de Lugdarès.

Le 30, est décédé à Jarnac-sur-Charente, où il était curé depuis seize ans, Jules Baron, frère de M. Baron, ancien curé de Ruelle, qui conduisait le deuil, et de M. Baron, curé-archiprêtre de Cognac, qui a célébré la messe et prêché. Le défunt « avait su, par son affabilité, non seulement conquérir les cœurs des fidèles confiés à ses soins, mais encore gagner la sympathie de tous les habitants ». Les cordons du poêle étaient tenus par MM. les curés doyens de Segonzao et de Châteauneuf, par M. Maurice de Laporte, maire de Jarnac, et A. Commandon.

Le 9 juillet, sont décédés à Lausanne (Suisse), dans la catastrophe du bateau à vapeur le *Mont-Blanc* : 1° la comtesse Jean d'Humières, née Kelly, âgée de 47 ans, et son fils Marie-Louis-Edmond d'Humières, âgé de 12 ans ; elle laisse trois enfants : Eugène, Mary et Jacqueline ; 2° Marie-Elisabeth-Marguerite d'Humières, comtesse Palluat de Besset, sa belle-sœur, âgée de 45 ans, et ses deux filles Marie-Henriette-Louise Palluat de Besset, âgée de 18 ans, et Marie-Armande-Louise-Thérèse, âgée de 16 ans. La comtesse Palluat de Besset est la fille d'Eugène, comte d'Humières, décédé le 4 octobre 1890 (Voir *Bulletin*, X, 361), et de la comtesse, née Anna de Dampierre, sœur de M. le marquis Elie de Dampierre, et sœur du comte Aymeric d'Humières, directeur des haras de Compiègne, d'Elie, Jean, Fernand, Henry d'Humières, et de Louise d'Humières, fille de la charité. Elle laisse deux fils mariés, puis Roger, André, Maurice, Robert et Bernard, et deux filles, Jeanne et Marie de Besset.

Le 12 juillet, est décédée à Dinan, à l'âge de 67 ans, Marie-Adèle-Alexandrine de Boscal de Réals de Mornac, née le 29 mai 1825, veuve de Gustave-Adolphe Buirette de Verrières. Voir pour les Mornac, *Bulletin*, XI, 97, et la *Noblesse de Saintonge*.

Le 27 juillet, est décédé à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), où il vivait retiré dans sa famille, Pierre Calmette, ancien curé de Barzan, dans la 77^e année de son âge et la 52^e de sa prêtrise. Il avait passé près de vingt années de sa vie dans les missions du Chili.

Le 3 août, est décédé à Rochefort, âgé de 74 ans, Louis-François-Joseph Maudet, commandeur de la légion d'honneur, contre-amiral en retraite, veuf de Rose-Elisa Pérour. « La France, disent les *Tablettes*, n'eut pas de serviteur plus ardent ; Rochefort, d'enfant plus dévoué ; la religion, de défenseur plus intrépide ; les pauvres, de protecteur plus attentif et plus humble. A cette vie toute de patriotisme, d'honneur et de charité, l'amiral Maudet a ajouté la mort du chrétien le plus fidèle. » Sa dernière campagne fut celle des Antilles où il exerçait le commandement en chef de la division des Antilles à bord de la *Victoire*.

Né à l'île d'Aix le 1^{er} août 1818 de Joseph-Michel et de Marie-Anne Sallomon, Maudet fut élève de marine le 1^{er} août 1834, aspirant le 25 septembre 1835, enseigne de vaisseau le 1^{er} juillet 1840, lieutenant de vaisseau le 9 octobre 1847, capitaine de frégate le 9 août 1858, capitaine de vaisseau le 11 août 1865, contre-amiral le 12 mai 1874 ; il fut fait chevalier de la légion d'honneur le 3 mai 1849, officier le 4 mars 1863 et commandeur en 1871. Admis à la retraite en 1880, il entra dans la société de Saint-Vincent de Paul dont il devint bientôt le président, et qui sous lui fut une des plus prospères de la région. Les obsèques ont eu lieu le 6, au milieu d'une affluence considérable. Les pauvres, qu'il avait tant aimés, l'accompagnèrent à sa dernière demeure. Selon son désir, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe, et les honneurs militaires ne lui ont pas été rendus.

Le 4 août, est décédé à La Rochelle, âgé de 79 ans, Charles-Alphonse Saout, né à Brest, époux de Marie-Hortense Brémond, ancien commerçant, président de la société de secours mutuels des ouvriers et apprentis de La Rochelle. « Par son travail et surtout par sa probité, dit la *Charente-Inférieure* du 6, M. Saout s'était fait parmi les commerçants de notre ville une situation des plus honorables. Il vivait entouré de l'estime générale. »

Le 5, est décédé à l'hôpital militaire de La Rochelle, Ernest-Eléonor-Augustin-Pierre Chevallier-Rufigny, lieutenant au 123^e d'infanterie, âgé de 24 ans ; né à Paris de Jacques-Hyacinthe-Henri Chevallier-Rufigny et de Marie Pomey, beau-frère de M. Albert Chaigneau, de Saint-Jean d'Angély. Chevallier « possédait toutes les qualités qui font les officiers d'avenir ». (Voir la *Charente-Inférieure* et l'*Echo rochelais* du 6). Sorti de Saint-Cyr le 1^{er} octobre 1889, il avait été incorporé au 126^e d'infanterie. Il avait demandé à faire un voyage en Autriche pour se perfectionner dans la langue allemande ; il n'était de retour que depuis deux mois. A la gare, M. Lejoindre, colonel du 123^e, a prononcé une émouvante allocution, qu'a publiée l'*Echo* du 10.

Le 12 août, est décédée à Cognac, dans sa 98^e année, Victoire Esrable des Barrières, veuve d'Edouard Robin, née à Uffaut, commune de Saint-Brice (Charente), le 15 juillet 1795, de Jean Esrable des Barrières, qui était venu en 1755 s'établir à Cognac comme conseiller du roi, lieutenant général civil et criminel en l'élection et siège royal de Cognac, et de sa seconde femme Louise Pouzaud. Jean Esrable des Barrières avait épousé en premières noces, le 18 décembre 1762, à Saintes en l'église Saint-Maur, Marie-Anne Brejon, fille d'Isaac Brejon de Lavernée, notaire royal aux Epaux de Meursac et de Suzanne Leblanc, dont il n'eut qu'un fils mort à 20 ans et avec laquelle il divorça. Victoire Esrable des Barrières avait épousé à Saint-Brice, le 20 novembre 1816, Edouard Robin, né à Cognac le 22 décembre 1794, qui mourut dans la même ville, le 6 juin 1872. De ce mariage sont venus deux fils : 1^o Jean-Paul-Ambroise-Edmond Robin, né à Cognac le 8 septembre 1817, décédé en la même ville le 24 mars 1890, qui de son mariage à Cognac, le 5 juin 1844, avec Catherine-Françoise-Clarisse Merceron, décédée à Cognac le 8 juin 1890, eut un fils et une fille : a. Paul-Auguste-Ernest Robin, maire de Lussac, né à Cognac le 24 mai 1845, marié, au château de Lussac, le 23 septembre 1873, à Eugénie-Charlotte-Amélie-Alice Gaillard, père : de Marie-Catherine-Jeanne-Amélie Robin, née à Cognac le 21 juillet 1874, et de Marie-Louis-Alexandre-Georges Robin, né au château de Lussac le 16 juillet 1877 ; et b. Jeanne-Marie Robin, mariée à Cognac, le 5 juillet 1870, à Pierre-Guillaume-Denis-Amédée Callandreau, notaire à Cognac, mère de Marie-Catherine-Adélaïde-Madeleine Callandreau, née le 4 mai 1871 ; de Marie-Antoinette-Jeanne-Marguerite Callandreau, née le 14 février 1874, et de Marie-Joseph-Louis-André Callandreau, né le 23 janvier 1879 ; 2^o Victor-Alexandre Robin, né à Uffaut le 4 avril 1822, maire de Cognac en 1869-1872 et en 1874, sans alliance.

Fait à noter : de la naissance, le 12 juillet 1684, de Jean Esrable, sieur des Barrières, son grand-père, au 12 août 1892, date du décès de M^{me} Robin, on compte 208 ans. M^{me} Robin fut la dernière de la famille Esrable. Son grand-père M^r M^e Jean Esrable, notaire royal et procureur d'office à Saint-Georges de Cubillac, juge sénéchal de la baronnie de Clam, décédé à Saint-Georges en 1738, eut de Jeanne Jean de Monnounge, tante de Nicolas Jean, seigneur de Crut en la paroisse de Saint-Grégoire d'Ardenne et de Marignac, conseiller du roi en l'élection de Saintes, décédée en 1759, cinq fils et quatre filles : 1^o Jacques, né le 30 mars 1713 ; 2^o Jacques-Antoine, né le 25 juin 1714, tous deux morts au berceau ; 3^o Guillaume Esrable, né le 22 mars 1716, écuyer, seigneur de Saint-Remy en la paroisse de Richemont, conseiller secrétaire du roi, maison et couronne de France à Bordeaux, né à Saint-Georges de Cubillac en 1716 et décédé à Cognac en 1768, qui n'eut pas d'enfants de ses deux mariages : le premier contracté à Saint-Louis, Ile Saint-Domingue, avec Marie Malo, veuve de Philippe Talbot, et le second avec Anne

Sureau, fille de l'un des principaux négociants de Cognac. Il portait : *D'or à l'érable de sinople sur une terrasse du même*; supports : deux sauvages ayant sur l'épaule un carquois plein de flèches et armé de l'arc; casque timbré de profil, orné de ses lambrequins; cimier, une touffe de feuilles d'érable; 4° Louis Esrable, né le 6 avril 1717, prêtre, prier curé de la paroisse de Saint-Germain de Lusignan près de Jonzac jusqu'en 1792; 5° Jean Esrable des Barrières, sieur d'Uffaut; il portait : *D'or à l'érable de sinople à six feuilles sur une terrasse du même, chargé de trois barres*; né à Saint-Georges de Cubillac en 1729, décédé à Cognac le 25 nivôse an vii, il eut de Louise Pouzaud deux filles : a. Victoire, la défunte; b. Justine, née à Cognac en 1798, mariée à Chaton, négociant, mère de madame Germain Tissot, de Cognac; 6° Jeanne Esrable, mariée à François Robin, de Genouillé; ils ont eu 5 filles : a. Anne Robin, mariée à Jean-François Robin, notaire royal à Royan; b. Marie-Anne, mariée à Etienne Godet, notaire royal à Etaules; c. Suzanne, mariée à Charles Magnac, dont la fille unique, Suzanne Magnac, épousa Charles Magnac; d. Marie, mariée à Jean-Baptiste Fonteneau, conseiller du roi, son médecin ordinaire au gouvernement de Brouage, décédé à Pont-Labbé en 1754, ne laissant pas de postérité; e. Marguerite, mariée à Alexandre Béraud; 7° Marie-Anne Esrable, mariée en premières noces avec Jean Marchand d'Auteville, maître chirurgien à Saint-Georges de Cubillac, et en secondes noces à Valette, ancien officier; 8° Marie, mariée à Pierre Cramiech, négociant, qui eut une fille, mariée à Calixte Héard, et un fils qui épousa M^{lle} Lhédet; 9° Jeanne, mariée (7 juin 1753) à Pierre Huteau, notaire royal à Usseau, qui eut : a. Louis Huteau, propriétaire à Goux, marié à Victoire Péraud, sœur de M^{lle} de La Taste; b. Seconde, morte sans alliance; c. Catherine-Jeanne-Louise-Françoise, mariée à Pierre-Alexandre Duchâtel, conseiller en l'élection de Saintes, veuf depuis le 19 octobre 1780 de Marie-Eustelle Viaud, fille de Jean Viaud, marchand et ancien juge consulaire à la bourse, qu'il avait épousée le 20 janvier 1778, fils de Cosme Duchâtel, avocat puis juge de Chérac, et de sa seconde femme, Marguerite Huteau. (La première était Françoise de La Taste, sœur de Jacques de La Taste, président en l'élection de Saintes). M^{lle} Duchâtel faillit périr (1796) victime des chauffeurs dans sa propriété de Lorgère, commune de Saint-Sauvan; une de ses cousines germaines, Jeanne Landais, née Marchand d'Auteville, fut condamnée à mort comme conspiratrice le 9 germinal an ii par le tribunal criminel de la Charente-Inférieure. Duchâtel eut un fils tué, dit-on, en Espagne, et une fille Marie-Marguerite, née à Sainte-Mesme le 4 décembre 1782, mariée à Saintes, le 14 février 1816 (elle habitait alors Saint-Bris des Bois), à Maurice-Martin-François Gard, chevalier de la légion d'honneur, lieutenant de dragons en retraite, né à Paris, paroisse Saint-Eustache, le 4 octobre 1775, propriétaire à La Chapelle des Pots en 1830, mort à La Chapelle, fils de

Nicolas-Rémy Gard, négociant, décédé à Paris le 18 novembre 1777, et de Françoise Dezarot, décédée aussi à Paris le 2 mai 1815. Il mourut à 47 ans aux Ormes, commune de La Chapelle, le 28 mai 1823 ; il avait eu trois filles nées à La Chapelle des Pots, qui sans fortune épousèrent des cultivateurs ; 1^o le 19 janvier 1817, Antoinette, morte à La Chapelle le 12 juin 1861, qui épousa François Tricard ; 2^o le 2 mars 1819 Julie-Françoise, morte le 30 août 1847, mariée le 24 avril 1838 à Jacques Braud, âgé de 23 ans, fils de Jacques et de Marie Rousseau ; 3^o en 1821, Alexandrine-Marie-Julie-Lydie, qui a épousé 1^o le 14 novembre 1842 Jean Douhaud, boulanger, âgé de 27 ans, mort le 15 février 1856, fils d'André et de Marie Viaud ; 2^o le 20 avril 1873, Etienne Boutinet, âgé de 57 ans, ancien maire de La Chapelle.

Le 19 août, est décédée à Bordeaux, Marie-Marguerite-Geneviève-Clotilde de Labat-Lauzac de Savignac, baronne de Marbotin-Sauviac, petite-fille de François-Amanieu de Ruat, dernier capitaine de Buch, fille de Charles-Léonard de Labat de Savignac et de Catherine-Amanieu de Ruat. Elle avait épousé, le 2 octobre 1826, Pierre-François-Joseph de Marbotin, baron de Sauviac, chevalier de Saint-Louis et de la légion d'honneur, chef de bataillon, dont elle a eu, outre deux enfants décédés en bas âge : 1^o Charles-Jean, baron de Marbotin-Sauviac, sous-préfet de Sisteron et de Castelnaudary, père de la comtesse de Bailleux et de M^{lle} de Marbotin ; 2^o Marie-Jeanne-Philomène-Noémi, mariée à Jean-Baptiste-Joseph-Jules de Verneilh-Puyraseau. La famille de Marbotin a formé deux branches ; c'est à la première, celle des Conteneuil, particulièrement saintongeaise, que la défunte appartenait par son mariage. Voir pour la généalogie des Marbotin le *Nobilaire de Guienne*, t. II, p. 362-368.

Le 20 août, est décédé à Saintes, à l'âge de 84 ans, Antoine-Quentin Desprez de Montpezat, ancien maire de Champdolent, né à Champdolent de Quentin-Maximilien Desprez de Montpezat et de Marie-Anne-Justine Masson de La Sauzaye.

Après ses études à la pension Martineau à Saintes, dont la *Croix de Saintonge et d'Aunis*, numéros des 4, 18, 25 septembre et 2 octobre, a esquissé l'histoire, puis chez les pères jésuites de Montmorillon, enfin à Paris, il revint en Saintonge, où il a passé sa vie dans son domaine des Brousses, commune de Champdolent. Il s'était fixé à Saintes depuis six ans. Il avait épousé, le 23 mai 1837, Marie-Augustine-Joséphine de Liniers, fille d'Alexis-René-Florent de Liniers, officier au 79^e de ligne, qui décéda le 25 mars 1841, le laissant père de deux filles dont l'une lui survit. Sa grande bonté l'avait fait chérir de tous, à Bords, à Champdolent, à Saintes. L'inhumation a eu lieu à Champdolent. M. le curé doyen de Saint-Savinien a rappelé à l'église les vertus de cet homme de bien, de ce chrétien fidèle.

Le 26, est décédé à La Rochelle, tué par un revolver qu'il essayait, François-Jules Leroy, lieutenant-colonel du 123^e, âgé de 52 ans. Né le 4 février 1840 à Poitiers, élève de Saint-Cyr, sous-lieutenant au 53^e régiment d'infanterie le 1^{er} octobre 1860, lieutenant le 17 juillet 1867, capitaine le 9 août 1870, chef de bataillon au 18^e le 26 octobre 1880, lieutenant-colonel au 123^e le 9 avril 1892, Leroy a rempli les fonctions de substitut du commissaire du gouvernement près le 1^{er} conseil de guerre de la province d'Oran, du 25 mars 1872 au 19 octobre 1876, et fait les campagnes d'Allemagne en 1870, d'Afrique en 1872, 73 et 74. Il était chevalier de la légion d'honneur depuis le 7 juillet 1884. Il avait épousé à La Rochelle, le 3 octobre 1878, M^{lle} Godelier, fille d'un médecin principal de la marine en retraite, qui avait lui-même épousé une jeune fille alliée à la famille Delayant. Sur sa tombe, au cimetière Saint-Eloi, où le corps a été déposé dans le caveau de la famille Godelier-Delayant, le colonel du régiment, M. Lejoindre, a dit un dernier adieu à son camarade de Saint-Cyr. Voir la *Charente-Inférieure* du 27, le *Courrier de La Rochelle* du 28 et l'*Echo rochelais* du 31.

Le 31 août, après quelques jours de maladie, est décédé, âgé de 63 ans, à Saint-Pierre d'Irube, villa Lagarde-Mousserolle, près de Bayonne, où il était en congé, le vice-amiral Ribell, préfet maritime de Rochefort.

Aspirant de 1^{re} classe le 1^{er} août 1847, enseigne le 4 septembre 1851, il mérita par son sang-froid au feu et son courage au bombardement de Sébastopol (17 octobre 1854), d'être nommé lieutenant par le vice-amiral Hamelin. Appelé au Sénégal en 1861, il fut nommé l'année suivante chef d'état-major du capitaine de vaisseau Jauréguiberry, et dans ces fonctions prit part aux expéditions de 1862 et 1863 dans le Fouta; sa belle conduite lui valut la croix d'officier de la légion d'honneur. Capitaine de frégate pendant la guerre de 1870, il fut nommé colonel auxiliaire à l'armée de la Loire, et placé à la tête d'une brigade d'infanterie du 16^e corps, prit part aux combats de Changé, du Mans, de Saint-Jean sur Evre, et fut pour son extrême bravoure promu commandeur de la légion d'honneur. Quelques mois après, il était nommé capitaine de vaisseau. Contre-amiral le 10 avril 1883, il commanda pendant 2 ans la marine en Algérie et fut mis, le 20 juin 1886, à la tête de la division des Antilles. Promu vice-amiral le 25 août 1889, il avait été, l'année suivante, nommé commandant en chef préfet maritime du 4^e arrondissement.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Pierre d'Irube. L'évêque de Bayonne, Mgr Jauffret, a donné l'absoute. Des discours ont été prononcés au cimetière par M. le capitaine de vaisseau Pourvrau et par M. le lieutenant de vaisseau Jubault. Voir le récit des funérailles et ces deux discours dans les *Tablettes* du 6 septembre.

Le 10 septembre, est décédé à Barbezieux, âgé de 81 ans, Georges-Victor Bertin, veuf de Marie-Anastasie Duret, conseiller municipal de Barbezieux depuis 50 ans sans interruption. Sur sa tombe, M. le docteur Meslier, maire, a prononcé un discours publié par le *Barbezilien* du 15.

Le 15, est décédé à La Rochelle, dans sa 95^e année, Alexandre Veillon, chevalier de la légion d'honneur, médaillé de Sainte-Hélène, capitaine de gendarmerie en retraite, veuf de Sophie-Aimée Florent. Né à La Rochelle, le 16 octobre 1797, d'Etienne Veillon et de Françoise Lecour, ils s'engagèrent comme volontaire à 17 ans ; après deux mois d'instruction, il prenait part à la campagne de France ; il était caporal-fourrier à la bataille de Waterloo, où il fut blessé à la main gauche ; sous la restauration il prit du service dans la gendarmerie et y obtint le grade de capitaine trésorier. Retraité en 1853, il habita Lafond d'abord, puis La Rochelle, où il vivait entouré de sympathies respectueuses de ses voisins qui admiraient les qualités et les vertus du vieil officier. Voir l'*Echo rochelais* du 17 et la *Charente-Inférieure* du 21.

Le 19, est décédé à Pons S.-P. Gaury, âgé de 82 ans, adjoint au maire depuis seize ans. Sur sa tombe, M. Combes, sénateur et maire de Pons, et M. de Luze, sous-préfet de Saintes, ont fait l'oraison funèbre du défunt.

Le 20, est décédé à Saint-Georges d'Oleron, âgé de 47 ans, Edmond Perrotteau, percepteur à Saint-Georges, fonctions où il avait succédé à son père. Sur sa tombe, M. Bisseuil, sénateur, conseiller général du canton, a prononcé un discours, publié par le *Journal de Marennes* du 25. Il a été remplacé par M. Bisseuil, neveu du sénateur.

Le 2 octobre, est décédé à Saintes où il habitait avec sa sœur, madame veuve Urvoy de Closmadeuc, Marie-Amable-Josias, vicomte de Bremond d'Ars, âgé de 72 ans, directeur des postes et télégraphes en retraite, né à Saint-Dizant du Gua le 9 mai 1820, le 4^e des 5 enfants de Josias, marquis de Bremond d'Ars, et de Charlotte-Françoise-Adélaïde de Bigot de Beaulon. Il était frère du général Guillaume de Bremond, sénateur.

Le 8, est décédé dans sa propriété de Robichon, commune de Saint-Savinien, âgé de 85 ans, Léon Brillouin, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, ancien magistrat.

Le 10, est décédé à Libourne Jean-Edouard Durand de La-

vaux-Martin, docteur en médecine, qui, d'abord élève de l'école spéciale de Strasbourg, laissa de bonne heure la médecine militaire et se fixa à Libourne par son alliance avec une des familles les plus respectables de cette ville. Il était neveu par sa mère du célèbre prédicateur le P. Mac-Carthy. En lui s'éteint le nom de Durand de Lavaux-Martin, porté avec honneur à La Rochelle au siècle dernier. En 1663, Louis Durand, seigneur de Lavaux-Martin, est président au présidial de cette ville ; son fils Louis-René, qui lui succéda sur ce siège en 1724, fut maire de La Rochelle en 1728-1729, et il eut pour successeur au présidial en 1728 son fils Louis, qui fut aussi maire en 1751-51. Louis Durand, sieur de La Mesnardière, était en 1651 chef de la police de la ville de La Rochelle.

II. — MARIAGES

Les *Tablettes* du 19 mai ont annoncé le mariage de Louis-Pierre-Marie d'Hastrel de Rivedoux, de l'île de Ré, sergent-major au 104^e régiment d'infanterie à Nantes, avec M^{lle} Berthe Guyot de Lespars, au Mans.

Le 15 juin, en l'église de Mignaloux près Poitiers, a été célébré le mariage de Jean-Baptiste-Marie-Joseph-Etienne d'Arche, vicomte d'Arche, sous-directeur au haras de Pompadour, né le 20 février 1857 de Jean-Baptiste-Bernard-Etienne, comte d'Arche, et de Marie-Catherine-Gabrielle du Cheyron du Pavillon, décédée en 1882, avec Yvonne-Marie de La Corbière, née le 17 novembre 1865 du marquis de La Corbière et de Cécile-Louise-Camille Guiot de La Cour. Le marié, petit-fils d'Ayméric-Joachim-Jean-Baptiste d'Arche de Pessau, né le 24 janvier 1788, élève de l'école militaire de Fontainebleau en 1806, sous-lieutenant au 65^e régiment de ligne, fait prisonnier par les Anglais, puis officier dans la légion de la Gironde, qui, par contrat du 12 mars 1818, avait épousé à Saint-Marien, près de Blaye, Marie-Elisabeth-Antoinette de Baritault, est frère de Marie-Joseph-Déodat, né en 1858, marié le 14 janvier 1888 avec Louise-Antoinette-Augustine Pastour de Neufville, décédé sans postérité le 5 mars 1888, et de Marie-Jeanne-Cécile, née en 1860, mariée, le 19 décembre 1879, avec Pierre-Michel-Albert Morandière, ancien magistrat, dont : Robert et Elisabeth.

La famille d'Arche, originaire du lieu d'Arche, paroisse de Nouards, arrondissement de Brive en Limousin, dont elle a pris le nom, a formé les deux branches d'Ambrugeac et de Pessau ; elle porte : *D'azur à une arche d'or sur une rivière d'argent, surmontée d'une colombe d'or becquée de gueules, portant au bec un rameau de sinople.* Voir *Bulletin héraldique de France* de juin 1892, col. 329 et 364, et *Le Tout-Bordeaux* du 3 septembre.

En juillet a eu lieu à Samadet, canton de Geaune (Landes), le mariage de François-Robert-Fernand Denis de Senneville, fils de Henri-Paul-Ernest et de feue Augustine-Elisabeth-Mathilde Durand de Coupé, avec Anne-Jeanne-Marie-Marguerite Dupin de Juncarot, fille de Pierre-Marie-Marcellin et de feue Elisabeth-Marie-Julie Maignon.

Le 9 juillet, a eu lieu à La Rochelle le mariage de Jean-Baptiste-Henri-Louis Bénard, juge suppléant au tribunal civil des Sables-d'Olonne, né à La Rochelle, le 23 mai 1866, de Louis-Pierre Bénard, banquier, et de Berthe-Elisabeth Crémault, demeurant à La Rochelle, avec Marguerite-Marie Desnoyer, née à La Rochelle, le 25 février 1870, de Jean-Baptiste-Edouard-Benjamin Desnoyer, propriétaire, et de Sophie-Thérèse Cambier, demeurant à La Rochelle.

Le 30 juillet, à Bagnères de Bigorre, a été célébré le mariage de Paul-Ernest Grosseval, pharmacien à Rochefort, né à Cognac, fils de M. Aubin Grosseval, directeur de l'école communale de Cognac en retraite, et de Marguerite Sallat, avec Lucie-Marie-Alice Barlot, née au Quesnoy (Nord) d'Antoine Barlot, ancien chef de bataillon au 6^e de ligne, décédé à Saintes, et de Sophie Beyer, alliée à MM. A. Schneider, général de brigade à Paris, et O. Schneider, commandant au 3^e régiment d'infanterie de marine. Voir le *Moniteur de la Saintonge* du 25, reproduit par le *Bulletin religieux* du 3 septembre.

Le 7 septembre, a eu lieu le mariage de Jean-Alexandre Guillaud, professeur à la faculté de médecine de Bordeaux, maire d'Aumagne, officier de l'instruction publique, fils de M. Jean Guillaud, avec M^{lle} Marie-Hortense Fleuranceau, de Croix-Gente près de Montandre.

Le 26 septembre, a eu lieu à Rochefort le mariage de Noël-Georges-Louis Jeanvret, notaire, né à Saint-Christophe (Charente-Inférieure), le 25 décembre 1863, de Louis Jeanvret et de Madeleine Beillard, avec Emilie-Gabrielle Michelin, née, le 31 octobre 1870 à Marseille, de Félix-Alphonse Michelin et de Marie-Eugénie-Augustine Tarbagayre.

Le 26, a eu lieu à Rochefort le mariage de Quintilien-Louis Ballon, pharmacien, né à Diou (Allier), le 15 avril 1864, de Jacques Ballon, capitaine d'artillerie, et d'Anne Giraud, avec Marie-Elisa-Marguerite La Berge, née à Rochefort, le 19 décembre 1862, de Jean-Eloi-Victor La Berge et de Marie-Elisa Friocourt.

Le 28, a eu lieu à Bayeux le mariage de M. Alexis de Laage, de Montgaugé, commune de Chérac, fils d'Albin-François de Sales, décédé à Saintes âgé de 73 ans, le 7 juin 1873, et d'Alix Desprez de Montpezat, veuf en premières noces de Marie-Pauline de Saluces, morte à Montgaugé le 20 avril 1887, fille d'Aristide marquis de Saluces, chevalier de la légion d'honneur, ancien officier de cavalerie, mort à 75 ans, le 21 janvier 1873, à Angoulême, et de Marie-Madeleine-Mathilde de Gyvès, décédée à Aizecq, le 7 mai 1892, âgée de 77 ans, avec M^{lle} Adèle de Larminat, fille de M. le baron de Larminat et de la baronne, née de La Bruchollierie.

Le 28, a eu lieu à Rochefort le mariage de Jean-Joseph-Camille-Georges Grimard, lieutenant au 123^e de ligne, né à Toulouse, le 8 novembre 1866, de Jean-Louis Grimard, chef d'escadron d'artillerie, et de Françoise-Marie Hubert, avec Louise-Olympe Silvestre, née à Rochefort, le 5 avril 1870, fille de Pierre-Jules Silvestre, chef de bataillon d'infanterie de marine, et de Léonie Cartal.

Le 11 octobre, en l'église Saint-Louis de Rochefort, a été béni par M. l'abbé Guillard, chanoine du diocèse de Quimper, le mariage de Jean-Daniel-Paul Coudein, lieutenant au 57^e de ligne, officier élève à l'école supérieure de guerre, né à Rochefort, le 11 mars 1860, de Jean-Daniel Coudein, capitaine de vaisseau en retraite, et de feu Léontine-Caroline Pastureau, avec Marie-Marguerite-Pauline Leps, née à Rochefort, le 6 juin 1871, de Paul-André-Edmond Leps et de Brigitte Quesnel. Les témoins du marié étaient son frère, M. J.-D. Coudein, capitaine d'infanterie, et M. Blanchot, colonel du 57^e, et pour la mariée MM. Paul Leps et le colonel Mallat, ses oncles.

Au commencement d'octobre, a eu lieu à Reims le mariage de M. Antoine de Bouet du Portal, rédacteur à l'administration centrale des postes à Paris, avec M^{lle} Henriette Petitjean.

ARCHÉOLOGIE

Le 7 juillet, dans les travaux de canalisation pour les tuyaux de gaz, les ouvriers ont, place du marché, devant la maison de M. Arrondeau, aubergiste, qui s'appuie sur les murs de l'église Saint-Pierre, mis à découvert, à 20 centimètres du sol, une voûte sous laquelle une grande quantité d'ossements étaient accumulés; c'était évidemment un ossuaire dépendant d'une des chapelles de la cathédrale. Il a été aussitôt remblayé. A un

autre endroit, devant la porte de la maison qui fait l'angle de la rue Saint-Pierre et de la place du marché, on a découvert encore une très profonde excavation de près de 4 mètres de haut, voûtée et fermée de murs. Elle était vide.

I

BAGUES MÉROVINGIENNES A BIRON

Aux douze bagues recueillies dans le cimetière gallo-franc de Herpes (Voir *Bulletin*, xi, 168), notre confrère, M. Philippe Delamain, vient d'en ajouter deux autres, qu'il a trouvées dans la nécropole mérovingienne de Biron (Voir *Bulletin*, xi, 257). M. Maxime Deloche les décrit dans la *Revue archéologique*, p.176, de mars-avril 1892.

« Nous avons reproduit, au cours de ces études, douze bagues recueillies par M. Philippe Delamain, dans le cimetière gallo-franc de Herpes (Charente). Le savant et zélé archéologue de Jarnac nous a récemment adressé les dessins et les empreintes de deux anneaux inédits, provenant d'une autre nécropole mérovingienne par lui découverte à Biron, près Pons (Charente-Inférieure). » Le premier de ces anneaux « était dans une tombe qui renfermait, en outre, deux agrafes en argent à cinq rayons ornées de plaques de grenats lapidés à plat, et des perles de verre émaillé. Il est en argent : il a 16 millimètres seulement d'ouverture, ce qui indique qu'il était porté par une jeune fille ou un enfant. La tige en est aplatie à la partie antérieure pour former un chaton ovale de 5 à 6 millimètres dans sa plus grande hauteur, sur 9 millimètres 1/2 de large. On y voit, gravées en pointillé, trois lettres disposées horizontalement à la suite les unes des autres, un G mérovingien entre deux S. J'incline à penser que ce G est l'initiale du nom de la personne pour laquelle le bijou était fait, et les deux S qui l'accompagnent, l'initiale redoublée de *Signum* ».

Le second vient d'une sépulture qui contenait, en outre, deux agrafes en cuivre doré et des perles émaillées. Ce bijou est en argent ; il a 19 millimètres d'ouverture. « Le chaton, qui est pris dans la masse du métal légèrement aplati à cet endroit, est un ovale de 9 millimètres 1/2 de large sur 5 à 6 de hauteur au centre. On y voit, encadrée dans un grenetis, une croix à branches égales potencées, et accostée aux deux bras de quatre points disposés en carré. Le travail de cette bague est tellement semblable à celui de l'anneau ci-dessus décrit, qu'on doit présumer qu'ils sont sortis l'un et l'autre de la même officine. »

II

UNE SÉPULTURE DU VI^e SIÈCLE A SAINTES

Dans son *Nouveau recueil des inscriptions chrétiennes de la Gaule antérieures au VIII^e siècle* (Paris, imprimerie na-

tionale, 1892, in-4°, xxiii-483 pages), supplément à son grand ouvrage, *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, qui aura bien, espérons-le, quelque jour un complément, M. Edmond Le Blant rappelle, page 288, l'épithaphe d'Oronce découverte à Saintes en 1880 et que le *Bulletin*, viii, p. 118, et le *Bulletin monumental* de 1881, p. 287, ont dessinée et publiée. « Derrière le cimetière actuel de Saintes, écrit l'auteur, il y a vingt ans à peu près, ont été exhumées plusieurs tombes, les unes avec des couvercles prismatiques, les autres fermées par une simple dalle ; une nouvelle fouille pratiquée en 1880 a fait découvrir au même lieu, avec des ossements tombant en poussière, des restes d'un tissu d'or. Parmi d'autres débris se trouvait une pierre portant cette légende : *Deposito bonæ memoriæ Oronti sub die XVI kal. octobris anno XIII regno domini nostri*. Les recherches poussées plus loin ont mis au jour un pavé en moellons, sous lequel étaient des cercueils sans épithaphe, encastrés un par un dans des excavations du roc. Ce cimetière était, sans doute, celui du monastère et de l'antique église Saint-Saloine, près desquels il se trouvait placé.

» L'épithaphe d'Orontius, mort le 16 des calendes d'octobre, ne présenterait aucune difficulté, si le principal de ses éléments de date demeurait aussi clair pour nous qu'il l'était au moment où fut placée la pierre. Le fidèle trépassa, y lisons-nous, « l'an quatorzième du règne de notre seigneur ». De quel prince a-t-on voulu parler ici ? La question est embarrassante : car il ne s'agit pas, selon toute apparence, de chercher qui a possédé pendant quatorze ans, au VI^e ou au VII^e siècle, le pays de Poitou. Bien qu'on ait cité d'autres modes de supputation, nos inscriptions tendent, en effet, à prouver que, même dans les provinces d'annexion postérieure, les années de règne des princes mérovingiens se comptaient à partir du jour de leur avènement au trône. « Ainsi en est-il pour un marbre de Briord daté de la quarantesixième année de Clotaire II, qui ne régna que quinze ans sur la Bourgogne ; pour une épithaphe de Narbonne, datée de l'an quatorzième de Léovigilde, c'est-à-dire de 592, bien que ce souverain ne possédât la Septimanie que depuis 572. » M. Longnon, si compétent en ce qui touche les divisions politiques du sol de la Gaule mérovingienne, propose « comme date de l'inscription de Saintes, 525, 575 et 609 ou 610. Peut-être sera-t-il possible, dit-il, par l'étude du monument de rejeter une ou plusieurs de ces dates. Pour moi, il m'est impossible de serrer la question de plus près. » M. Audiat, *Bulletin monumental*, 1881, p. 287, l'avait fixée à l'année 598 : « Les moyens communs d'appréciation qu'une inscription chrétienne d'une époque non certaine peut fournir à qui veut tenter d'en déterminer l'âge, sont ici d'un faible secours, attendu la forme exceptionnelle que présente l'épithaphe de Saintes. Si l'on voulait, en s'appuyant sur la formule initiale, *DEPOSITIO ORONTI*, conclure rigoureusement pour la plus ancienne des dates proposées, on s'exposerait à faire fausse route. Le début par *DEPOSITIO* suivi d'un nom propre

au génitif appartient surtout au IV^e siècle. Ainsi le montrent nos inscriptions en même temps que celle de Rome. A côté des enseignements souvent précieux qu'apportent les relevés de la statistique, il faut toutefois se souvenir d'une loi que j'ai eu l'occasion de signaler, celle de la localisation des formules épigraphiques. Or, une inscription probablement carlovingienne, conservée au musée de Saintes et qui porte les mots *DEPOSICIO RECEPTO*, pour *RECEPTI*, nous apprend que, dans la seconde Aquitaine, cette façon de dire s'était maintenue, alors que, dans les autres régions, elle avait cessé d'être en usage. Nous ne pouvons donc en rien conclure, en ce qui touche l'ancienneté de l'épithaphe d'Orontius. L'expression laudative *bonæ memoriæ* ne nous apporte également rien d'utile, puisque nous la trouvons en Gaule depuis l'année 473 jusqu'à la fin du VII^e siècle. Rien non plus de démonstratif au point de vue chronologique, dans la présence du monogramme du Christ, dans celle des lettres A Q qui se montrent sur notre sol dès l'an 377. Quoi qu'il en soit, le style simple de l'épithaphe d'Orontius, la régularité relative des caractères me portent à estimer qu'elle ne doit pas être classée à une époque trop basse et qu'elle appartient au VI^e siècle plutôt qu'au VII^e siècle. » Voir *Bulletin*, III, 152.

« Au milieu des débris exhumés dans le même cimetière, on a trouvé deux fragments d'une pierre plate portant les mots *DEFUNCTVS EST* et *SEPTEMBRIS*... Cette inscription, aujourd'hui disparue et dont je n'ai ni dessin ni estampage, a été attribuée au V^e siècle. »

III

SÉPULTURE AUX SALLES D'ANGLE

Les domestiques de M. Tachet, propriétaire à Montifaut, commune de Salles d'Angle, labourant un champ limitrophe de la cour du logis de Crouin, près de Cognac, à quelques mètres du chemin d'intérêt commun de Cognac à Saintes, ont découvert une auge de pierre d'un seul bloc mesurant 0^m75 de hauteur, 2^m29 de longueur sur 0^m86 de largeur, et ayant intérieurement 0^m64 de large sur 2^m07 de long. Ce timbre contenait une capse de plomb de 1^m39 de longueur sur 0^m45 de largeur, soudée à l'aide de clous que l'humidité avait rongés; on y a trouvé deux tibias, une petite portion d'un crâne, quelques fragments de boucles de ceinturon, des aiguilles en nacre et en ébène, des débris de fibules en verre et « d'une amphore à parfum, en grès noir strié ». Le tout était recouvert d'une belle pierre de 2^m50 de long sur 1^m de large, taillée en biseau.

L'*Ere nouvelle* du 1^{er} septembre, qui nous donne ces détails, ajoute qu'au-dessus de la porte d'entrée du logis de Crouin, on lit ces mots :

VOISY MA DERNIÈRE RENCONTRE
IE QVITTE TOVT POVR SIX PIEDS
DE REPOS
ANN. 1648.

C'est une pierre tombale trouvée dans la propriété, qu'on a encastrée dans la façade.

IV

LE SCEAU DE TAILLEBOURG

M. Berjon, instituteur à Taillebourg, possède l'empreinte en cire rouge d'un sceau de Taillebourg. Ce sceau rond de 0^m04 montre un écu écartelé aux 1 et 4 d'un lion ; aux 2 et 3, de fasces. En légende :

SCEAU DES CONTRAS DE TAILLEBOURG



Il est facile de reconnaître ici les armes des Coétivy. Si les Coétivy en Bretagne ont porté *d'azur au lion d'argent*, comme l'indique l'*Armorial de Rietstap*, les Coétivy en Saintonge ont toujours porté *fasce d'or et de sable de six pièces*. Olivier de Coétivy, qui épousa la fille de Charles VII et d'Agnès Sorel, porta ainsi ; mais ses enfants ajoutèrent l'écu de leur mère, *de France à une barre*, et Charles de Coétivy, son fils, eut un sceau : *Ecartelé aux 1 et 4, six fasces ; aux 2 et 3, trois fleurs de lys et un bâton en barre*. Supports, deux lions ; cimier, une tête de dogue.

C'est Prigent VII, seigneur de Coétivy, de Rais et de Lesparre, amiral de France en 1439, capitaine du château de Rochefort sur Charente en 1431, gouverneur de La Rochelle en 1437, capitaine de Saintes en 1439, qui eut Taillebourg quand il épousa, en 1441, Marie de Laval, fille de Gilles de Laval et de Catherine de Thouars. Son frère, Olivier de Coétivy, fut son principal héritier. Olivier transmet Taillebourg et Mortagne à son fils Charles, qui fit ériger Taillebourg en comté l'an 1486.

Le P. Anselme, VII, 843, a donné la généalogie de la maison

de Coétivy depuis Prégent, seigneur de Coétivy, au diocèse de Léon en Basse-Bretagne, vivant en 1212, jusqu'à Charles de Coétivy, comte de Taillebourg, prince de Mortagne, baron de Coétivy, qui n'eut de Jeanne d'Orléans, duchesse de Valois, fille de Jean d'Orléans, comte d'Angoulême et de Périgord, qu'une fille, Louise de Coétivy, comtesse de Taillebourg, princesse de Mortagne, qu'épousa Charles de La Trémoille, prince de Talmond, tué à Marignan, à qui elle apporta en 1501 Taillebourg et Mortagne.

Le sceau date donc d'un des trois Coétivy qui ont possédé Taillebourg, c'est-à-dire de 1441 à 1500.

—
VI

FOUILLES A LA MOTTE DE VIRSON

Le 5 septembre dernier, muni de l'autorisation de M. Boisdon son propriétaire, et avec l'aide de M. Gouineau, j'ai procédé à la fouille, projetée depuis longtemps, du tumulus ou motte de Virson, à 20 kilomètres est de La Rochelle.

Gautier (*Statistique de la Charente-Inférieure*, 1839) en parle comme d'un fortin établi « lors des guerres de la ligue pour garder le passage du marais de Nuailé ». Sans douter du fait, je m'étais demandé si un tumulus datant de la période préhistorique n'aurait pas pu servir d'amorce à ce terrassement, attendu que les stations néolithiques à l'air libre, les menhirs, dolmens et tumuli abondent dans la région : La Jarne, Ardillières, Saint-Germain de Marencennes, Les Moindraux, Vérines, Aigrefeuille, La Vallée, Charraux, Beaugay, Civrac, etc.

La motte de Virson a 320 mètres environ de circonférence à la base et 8 à 10 mètres de hauteur verticale; les côtés assez roides ménagent un plateau légèrement déprimé au sommet, dont le périmètre est de 160 mètres. Ce qui reste du fossé a en moyenne 10 mètres de largeur, 2 mètres de hauteur verticale, les jets en pente très douce; du côté sud il est en partie comblé sur une dizaine de mètres de largeur. On me dit que ce comblement partiel date de la promulgation du dogme de l'immaculée conception, à l'occasion de laquelle fête un reposoir avait été dressé sur la motte. A l'est, on remarque la trace d'une ancienne fouille qui n'a rien produit.

J'ai fait percer au centre un puits de 3 mètres de diamètre, élargi ensuite de plus du double, et descendu jusqu'au-dessous du sol naturel; en outre, une tranchée partant de l'est, se dirigeant vers le centre, longue de 10 mètres environ, large de 2 et profonde de 3. De préhistoire nulle trace; mais voici ce que nous avons trouvé : sur le sommet un pieu pourri de 15 à 20 centimètres d'équarrissage, reste probable d'une construction, corps de garde ou vigie; à un pied de profondeur, sous une couche de terre mêlée de moellons taillés, une assise de débris

de tuiles de 1^m50 d'épaisseur dont nous avons remué ou aperçu plusieurs centaines de mètres cubes. Pas une n'était entière ; cependant j'ai pu en déterminer les dimensions : la plus commune m'a paru être une tuile de 33 centimètres de longueur, étroite et à dos très cintré. Pas de tuiles plates, peu de briques. Par contre, nombreux fragments de poteries vernissées vertes, quelques débris ornés de dessins de couleur. De la chaux, du mâchefer, des débris de meulière, de très nombreuses coquilles d'huitres, de moules, de patelles (*vulgo* jambes), de palourdes, quelques unes calcinées ; des débris de cuisine, os d'oiseaux, de lièvres (très nombreux), de sanglier, bœuf, mouton, etc. ; un passe-lacet en tibia de lièvre, une rondelle de bouton en fer, une boucle de ceinturon, une lame de couteau, un fragment de ferrure de porte, de mors de cheval, d'éperon, le tout en fer très oxydé ; de l'ardoise, une pierre à fusil, charbon de bois, des débris de poterie de grès ; enfin, la trouvaille la plus intéressante : une monnaie de Louis XIII, d'une frappe évidemment récente, tant les traits en sont nets ; sur la face : LOYS XIII R. DE FRAN. ET — NAV. — G. — et sur le revers : DOUBLE TOURNOIS 1620. Le module est de 21 millimètres. Cette monnaie a été trouvée à 1 mètre de profondeur, parmi les débris de tuiles, et non loin du centre.

Une autre monnaie, de même dimension, mais non du même type, a été trouvée près de la première ; le côté de l'effigie est très effacé ; mais sur le revers on voit nettement une fleur de lys supportée par une tour qu'encadrent 7 autres fleurs de lys plus petites.

De tout cela que conclure, sinon qu'en admettant que le double tournois perdu dans les déblais fût neuf, les 2/3 au moins de la butte étaient élevés en 1620 ; ou, plus simplement, que c'était là un ouvrage avancé construit en 1620 ou 28, à la veille du siège mémorable de La Rochelle ? Une grande ville seule pouvait fournir une aussi grande quantité de débris de tuiles : car il ne s'agit pas ici de rebuts de tuilerie, mais de tuiles ayant servi, ainsi que l'atteste la chaux qui en enduit un grand nombre.

Docteur E. PINEAU.

ÉPIGRAPHIE

I

Un bloc en marbre blanc des Pyrénées, épais de 0^m10, long de 1^m80, haut de 1^m18, pesant 640 kilos, contient une inscription gravée en queue d'aronde avec remplissage de plomb, par les soins de la maison Brisson frères, marbriers, 51, rue du Château d'eau, à Bordeaux. Les lettres qui ont 0^m03, sauf la 4^e qui a 0^m05 et l'11^e 0^m04, ont coûté 142 francs.

GLORIOSISSIMO · ET · SANCTISSIMO · PRINCIPI
ASSERENDAE · IN · LIBERTATEM · PATRIAE
ACERRIMO · PROPVGNATORI

LVDOVICO · IX

QVI

ANGLORVM · EXERCITVM
IN · PONTE · TALLEBVGENSI
ITEM · SVB · SANTONVM · MOENIBVS
X · ET · VIII · KAL · AVG · ANNO · DNI · MCGXLII
FVDIT · ET · FVGAVIT

VNIVERSITAS

RERV · SANTON · ET · ALNISIENS · CVRAGENS
AERE · CONLATO · HVNC · TITVLVM
PIENTISSIMA · POSVIT
VIII · KAL · AVG · AN · DNI
MDGCLXXXII

Au très glorieux et très saint roi, énergique défenseur de l'indépendance nationale, Louis IX, qui, sur le pont de Taillebourg, puis sous les murs de la ville de Saintes, les 22 et 24 juillet 1242, a taillé en pièces et mis en déroute l'armée anglaise, la société des Archives historiques de Saintonge et d'Aunis, comme pieux hommage, a élevé ce monument le 24 juillet 1892.

II

Nous avons cité, XII, 183, l'inscription de Saint-Pierre d'Olefon : ON A BEAV SA MAISON BASTIR... L'*Epigraphie santone*, page 271, mentionne la même sentence sur une maison de Saint-Jean d'Angély, place des Halles, puis à La Rochelle, rue du Temple. M. Geslin nous la signale ainsi à Marans sur la maison Debu-reau :

ON () A () BEAV () SA () MAISON
BASTIR () SY () LE () SEIGNEVR
NY () MET () LA () MAIN () CELA
N'EST () QUE () BASTIR () EN () VAIN
R. DEPECHON () C. CHRISTAIN

III

A La Ronde, commune de Néré, canton d'Aunay, sur une tour il a lu :

DIEV EST NOTRE GARDE
ET MA HAVTE TOVR
EST LORIENT SVR LEQVEL
IL MASSEVRE

et à Pernan, commune d'Avy, canton de Pons, il y a gravé sur le bois de la porte d'entrée d'une tour octogone :

SPES MEA DEVS 1549

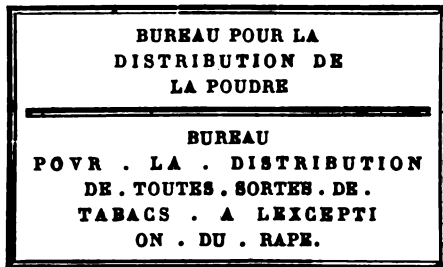
Pernan appartenait en 1699 à François de La Cour, chevalier, fils d'André de La Cour et de Jeanne Jousselin.

La même inscription, SPES MEA DEVS. BRICOT, est à Saintes sur le linteau d'une porte, n° 18 de la rue du Pont-des-Monards.

IV

L'*Epigraphie santone* a signalé, page 19, cette maxime inscrite sur une maison de Taillebourg: LA SAGESSE DE CE MONDE EST DE COVNGNOISTRE DIEV.

En voici une autre: sur une pierre formant un parallélogramme et encastrée dans la façade d'une maison, sont ces lettres au-dessous d'un écusson martelé, du XVIII^e siècle :



V

Dans l'église d'Annepont, sur le mur de droite en entrant, une pierre rectangulaire de 0.40 sur 25, à 1 mètre du sol, porte cette inscription, qu'y a relevée M. Godineau :

CI GISET LE CORPS DE HONESTE
HOMME M. CLEMENT IEAN MALLET
PROCEVREVR AV SIEGE DE TAILLEBOVRGT AGÉ
DE 48 ANS DECEDDE LE 29IEME DE IVIN 1689
PRIES DIEV POUR SOVNAM.

VI

Une médaille de 5 centimètres de diamètre a été frappée à l'occasion de l'érection de la stèle de Taillebourg. Elle représente d'un côté saint Louis assis, vêtu du manteau royal, sous lequel se voit l'armure du chevalier; il tient de la main droite,

la couronne d'épines et les trois clous de la passion pour lesquels, on le sait, il fit construire en 1241 la Sainte-Chapelle ; de l'autre, le sceptre et la main de justice ; synthèse du roi, du guerrier, du saint, de l'artiste, du justicier.

Au revers, dans une couronne de chêne et de laurier :

A
SAINT LOUIS
VAINQUEUR
A TAILLEBOURG
ET A SAINTES
1242
LA SOCIÉTÉ
DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE SAINTONGE
ET D'AVOIS
1892

Quelques exemplaires en bronze sont en vente au prix de cinq francs.

—
VII

Voici l'inscription textuelle qui accompagne le buste de Pierre-Louis de La Rochefoucauld, à Saint-Pierre de Saintes, dont nous avons parlé, XII, 235 :

A LA MÉMOIRE
DE P. L. DE LA ROCHEFOUCAULD-BAYERS
DERNIER EVÊQUE DE SAINTES,
MASSACRÉ AUX CARMES, A PARIS,
LE 2 SEPTEMBRE 1792.
MARTYR DE LA RELIGION
ET DE L'AMOUR-FRATERNEL.

—
VIII

Le 8 septembre, a eu lieu à Migré, canton de Loulay, avec chants remarquables, coups de canon, discours, feux d'artifice, banquet et distribution de 250 kil. de pain aux pauvres de la part du parrain, la bénédiction d'une cloche dont le zèle de M. l'abbé Guyot dotait sa paroisse. Le parrain était un de nos confrères, M. le comte Joseph de Bremond d'Ars, fils du conseiller général du Finistère, petit-fils du général de Bremond mort à Saintes en 1875, et dont les ancêtres ont porté le titre de marquis de Migré. L'inscription, qui ne se distingue pas par l'originalité, est ainsi : « J'AI ÉTÉ FAITE LE PREMIER MAI 1892 PAR LES SOINS DE M. L. GUYOT, CURÉ DE MIGRÉ, POUR SON ÉGLISE DE SAINT-BENOIT. J'AI ÉTÉ BAPTISÉE PAR M. BARDON, CHANOINE HONORAIRE, ARCHIPRÊTRE DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY, DÉLÉGUÉ A CET EFFET PAR M^{OR} ARDIN,

ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE ET SAINTES, NOMMÉ ARCHEVÊQUE DE SENS, SA SAINTETÉ LÉON XIII RÉGNANT A ROME. MON PARRAIN, M. LE COMTE JOSEPH DE BREMOND D'ARS; MA MARRAINE, M^{me} VEUVE MARIE DOIGNON, NÉE MEUNIER. JE M'APPELLE MARIE-JOSEPH, ET PÈSE 250 KILOS. PAR MON BAPTÊME ET ONCTIONS, JE CHASSE LA TEMPÊTE; JE CALME LES ORAGES, PAR L'HARMONIE DE MON SON.

VARIÉTÉS

I

MIRACLE DE SAINTE RADEGONDE EN FAVEUR D'UNE ROCHELaise , L'AN 1269.

M. Clouzot, libraire à Niort, possède un manuscrit, du milieu du xv^e siècle, qui contient les trois vies de sainte Radegonde, écrites par saint Fortunat, Baudonivie et Hildebert (Voir les Bolandistes, au 13 août). A la suite vient une série, complètement inédite, de miracles opérés à son tombeau. Parmi ces miracles-il s'en trouve un qui concerne une femme de La Rochelle, nom, mée Radegonde et mariée à Guy, dit le Breton.

« Anno Domini M^o. CC^o. LX^o nono, in octabis (1) dominice resurrectionis, quedam mulier de Rupella, Radegundis nomine, uxor Guidonis dicti Britonis, a festo beati Michaelis (2) usque ad diem Jovis in octabis pasche, dolorem arteticum in utroque pede perpassa, de salute sua quasi desperata, viro suo dixit : « Domine (3), Radegundis nominor et in festo beate Radegundis » nata fui (4) : que beata domina consuevit a guta se fideliter in- » vocantes liberare (5). Deprecemur, si placet, ipsam et promit- » tamus ei quod ejus ecclesiam visitabimus quamcito facultas » fuerit mihi per ejus merita a Domino impetrata ». Vir ultro annuit. Uxor inquit : « Si Deo placuerit et beate domine sancte » Radegundi, cras iter arripere festinemus, quia levamen lan- » guoris soliti percipio. » Vir ejus respondit : « Fiat. » Mane facto, iter arripiunt, mulier tamen duabus potenciis (6) sustentata et in prima dieta aliquantulum gravata, duobus diebus proximo sequentibus (7) ad predictam ecclesiam gloriose regine venientes, coram multis qui aderant fide dignis confessi sunt quod

(1) *Octabis* pour *octavis* dénote que l'original était du temps même du miracle.

(2) 29 septembre.

(3) Marque de respect.

(4) Elle était née le 13 août et, suivant un usage qui subsiste encore, avait reçu le nom de la sainte qui, ce jour-là, était inscrite au calendrier.

(5) Sainte Radegonde avait donc une spécialité pour guérir de la goutte.

(6) Potences, béquilles ; bourdes, en Saintonge.

(7) Le voyage de La Rochelle à Poitiers dura trois jours.

predicta mulier sana perfecte sine potenciis et baculo recedebat, Deo et beate Radegundi gratias cum leticia referentes. »

Le manuscrit a été utilisé comme lectionnaire pour les leçons des matines aux fêtes de sainte Radegonde. La rubrique porte : « In diebus octavarum sancte R(ade)gundis leguntur lectiones (sequentes). » Le miracle de La Rochelle est inscrit au second jour de l'octave pour les 2^e et 3^e leçons du 2^o nocturne : « Lectio 2^a. La « iij^a l. » commence à « De prece mur ». (1)

X. BARBIER DE MONTAULT.

II

LES HUGUENOTS SAINTONGEAIS DE L'ARRÊT DE 1569.

L'annotation de tous les Saintongeais « rebelles, séditieux et crimineux de lèse-majesté divine et humaine », compris dans l'arrêt de mort du parlement de Bordeaux du 6 avril 1569, n'est pas toujours chose facile, sans compter la rectification à faire des noms défigurés ; et j'ai bon nombre de *desiderata* à combler. Plusieurs de ces rebelles à Dieu et au roi, sont aussi rebelles à mes recherches. Cela posé, je me suis imaginé que parmi nos érudits de la Revue il s'en trouvera qui voudront bien m'aider à compléter et à corser chacune de mes notices dont je me propose de livrer ici les ébauches. Et je commence sans autre préambule. (J'emprunte mon texte à la copie du fonds de Brienne : bibliothèque nationale, n^o 206).

GUY CAPET ET SES FRÈRES. — Il y a des Capet un peu partout, notamment à Paris, au corps de ville ; mais en Saintonge, je n'en rencontre guère. Ceux de l'arrêt de 1569 sont huguenots et habitent Saintes. En attendant le rétablissement du temple de cette ville transféré à Bussac, bien des familles saintaises, au lieu de se rendre à Bussac, vont de préférence remplir leurs devoirs religieux à Pons : ainsi les Capet, avec les Gombauld, les Badiffe, les Rangeard, les Grelaud, etc. Guy Capet présente au baptême, à Pons, le 28 juillet 1577, Josué Capet, du temple de Saintes, fils de Henri Capet, autrement dit La Mothe, procureur à Saintes, et de Marguerite Chaumeau. Rien autre chose sur Guy Capet.

Les frères de Guy, quels sont-ils ?

Henry Capet me paraît en être un. Son surnom de La Mothe provient-il de quelque domaine ? Sa femme appartient à une famille notable de Marennes. Je leur connais quatre enfants, tous baptisés à Pons de 1577 à 1591 : 1^o Josué ; 2^o Marie ; 3^o Suzanne ; 4^o Jeanne ; celle-ci a pour parrain le conseiller Jean Grelaud, sieur de Senousches, lui aussi un des condamnés à mort

(1) Voir aussi dans l'*Intermédiaire de l'Ouest*, n^{os} 1 et 2, juillet et août 1892, *Lectionnaire de la vie de sainte Radegonde*, par M^{re} Barbier de Montault.

de l'arrêt de 1569. Henry Capet a pareillement une série de filleuls au temple de Pons, entre autres : Jeanne Goy, de la famille municipale des Goy de Saintes, Marie Baudouyn, Jean Rutaud, fils du capitaine La Garde, etc.

Faut-il à côté de Guy et de Henry placer un autre frère : Pierre Capet, procureur au présidial de Saintes ? Elu syndic de la communauté des procureurs avec son collègue Jean Roy, leur élection fut cassée par le président Raymond de Montaigne, le 18 février 1608. M. Dangibeaud a publié sur ce sujet une bien curieuse protestation en son étude très intéressante sur Raimond de Montaigne. (Paris, Baur, 1881, gr. in-8°).

La M.

III

LE TÉLÉMAQUE A FONTCOUVERTE ET LES DU PATY A BUSSAC

Le *Bulletin religieux* du 24 septembre, racontant une cérémonie dans l'église de Fontcouverte, renouvellement de la première communion avec bénédiction de statues, ajoute : « Ici, Fénelon a écrit son *Télémaque* ; là, sont les ruines de la maison de campagne des évêques de Saintes ; un peu plus loin, le château de Bussac et les bois où Dupaty a écrit ses *Lettres sur l'Italie*, etc. »

Puisqu'on répète les erreurs, répétons les démentis. Fénelon venant écrire à Bussac, chez les huguenots Beauchamp, son *Télémaque* pendant qu'il avait à sa disposition le château de son beau-frère à Gibaud, et vers 1693, à l'époque où ses fonctions de précepteur du futur dauphin le retenaient à la cour, est une invraisemblance telle... qu'elle devait être propagée par les savants saintongeais et redite par la foule. Mais que diraient les habitants du Quercy qui montrent encore, eux, à Carennac, dont Fénelon était doyen, le cabinet de travail où il a aussi écrit *Les aventures de Télémaque* ? (Voir *Le Télémaque* à Bussac dans la *Revue d'Aunis, de Saintonge et du Poitou*, VII, 276).

On pourra, si l'on veut, s'égayer un peu sur ce sujet, lire dans le registre des délibérations du conseil municipal de Fontcouverte du 21 août 1877, une réponse à ceux qui objectaient la beauté de la vallée de l'Escambouille : « Fénelon faisait voyager Télémaque d'une manière idéale, et d'un coup de plume il le faisait trouver tantôt aux pieds des nymphes les plus belles, tantôt ailleurs ; mais l'administration, elle, ne peut se servir des plumes ou des ailes de Cupidon pour faire voyager, fertiliser la culture, l'industrie et le commerce de la patrie... » (Voir *Bulletin*, II, 168).

Quant aux *Lettres sur l'Italie*, j'ai vu, eu en mains, lu les originaux ; ce sont vraiment des lettres écrites de l'Italie. Elles portent les suscriptions et les timbres de la poste. (Voir *Les du*

Paty à Bussac dans le 1^{er} volume du *Bulletin de la société des Archives*, page 125). Mais puisqu'on voulait réveiller les souvenirs historiques, ce qui est toujours bon, on pouvait reproduire les vers du fils de l'auteur des *Lettres*, Louis-Emmanuel-Félicité Mercier du Paty, le statuaire, sur le château de Bussac :

Le séjour qu'habite une mère
A son fils est toujours présent.
Par une agréable chimère
Je m'y reporte en le traçant.
Un fleuve embellit son rivage...

IV

LES GROUCHY EN SAINTONGE

Lors de la fondation du collège de La Rochelle en 1571, la reine de Navarre, dit Amos Barbot, « lit rechercher entre ceulx de la religion, les plus doctes du royaume pour les employer à l'instruction de la jeunesse. » Au nombre des professeurs qui répondirent à son appel était Nicolas de Grouchy qui, pour obéir à la mode adoptée par les savants de ce temps-là, avait latinisé son nom et se faisait appeler *Gregius*.

Nicolas de Grouchy avait suivi Jean de Tartas, principal du collège de Lisieux, lorsque, sur la demande des jurats de Bordeaux, ce dernier était venu prendre la direction du collège de Guyenne en 1532. Il y eut pour élève Michel Montaigne qui le cite avec éloge parmi ses « professeurs domestiques ». Précédemment Nicolas de Grouchy avait professé à l'université de Coimbre sous la direction d'André de Gouvéa qui, en 1534, succéda à Jean de Tartas, comme principal, au collège de Guyenne. Nicolas de Grouchy est auteur d'un grand nombre d'ouvrages d'érudition dont le plus connu est *De comitiis Romanorum* qu'il fit paraître à Paris en 1555. Il avait embrassé le protestantisme, c'est ce qui le décida à abandonner Bordeaux pour La Rochelle. Au commencement de l'année 1572, trois ou quatre jours après son arrivée dans cette ville, Grouchy mourut et fut remplacé par le navarrais Pierre Martinez, un des élèves de Ramus.

La famille de Grouchy était demeurée à Bordeaux et nous trouvons, à la fin du xvii^e siècle, un de ses descendants, Pierre de Grouchy, avec le titre d'avocat au parlement et de conseiller référendaire à la chancellerie de la cour des aides. Il était fils de Louis de Grouchy, marié, suivant contrat du 20 octobre 1660, à Marguerite Viaud, et petit-fils de Jean de Grouchy, époux, d'après contrat du 13 août 1629, de Marie Papin. Ce dernier devait être le petit-fils de Nicolas de Grouchy.

Pierre de Grouchy fut appelé en Saintonge par son alliance. Il y épousa (contrat du 30 octobre 1702) Marie Cabauld, veuve de Jean Geoffroy, procureur fiscal de la châtellenie de Beauvais-sur-Matha. De son premier mariage elle avait une fille dont

la tutelle, confiée à Pierre de Grouchy, paraît avoir été le moindre de ses soucis. Le 25 janvier 1706, par acte de Rocquet, il déclare que les biens de sa pupille étant surtaxés, il ne payera pas la taille et laissera les terres en friche. Ce mode insolite d'administration des biens d'une mineure lui fit sans doute perdre la tutelle que nous voyons confiée en 1707 à Jean Moucheteau, lieutenant criminel en l'élection de Cognac.

Pierre de Grouchy perdit sa femme le 21 novembre 1735, il habitait alors Paris; il revint en 1736 se fixer à Beauvais-sur-Matha après avoir vendu la maison qu'il possédait à Bordeaux dans la rue Saint-Michel. Le 4 mai 1738 il déclare ne vouloir payer la taille que depuis son arrivée à Beauvais et non pour le temps antérieur, d'où nous inférons qu'il ne se prévalait point du titre de gentilhomme.

D'humeur assez changeante, Pierre de Grouchy abandonna Beauvais pour s'établir à Saint-Jean d'Angély, il y mourut en l'année 1745 dans la maison qu'il habitait rue des Cordeliers (rue Regnaud actuelle). L'inventaire dressé après son décès, le 22 décembre 1745, par le notaire Dorlut, nous signale cinq volumes reliés contenant ses œuvres manuscrites.

Pierre de Grouchy laissait cinq enfants majeurs : l'ainée, Marguerite, religieuse carmélite à Saintes, mourut avant l'année 1761; Jacques-Louis, clerc-tonsuré du diocèse de Saintes, demeurait en 1745 à Paris, dans la première cour de l'archevêché; Pierre, Nicolas et Jean, dont nous n'avons pu suivre la trace. Il resterait à déterminer si le maréchal de Grouchy, né à Paris en 1766, se rattache au Grégus du xvi^e siècle.

D. A.

—

V

LE VENGEUR AGAIN!

Encore le Vengeur ! Tel est le titre d'un compte rendu très aimable, très bienveillant pour notre *Bulletin* que M. John O'Neill a publié, le 23 juillet, dans une revue très répandue et très influente en Angleterre, *The speaker*. Il a voulu faire connaître au lecteur un « court et admirable article de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, écrit spirituellement par le président de la société des *Archives historiques* », dont il loue « la vigoureuse franchise pour oser mettre la vérité à la place de l'erreur, cette vérité ne fut-elle pas toujours bonne à dire ». Il raconte le combat du 13 prairial d'après le rapport de l'amiral Howe dans la *Gazette de Londres* des 11, 17 et 21 juin 1794. Si les Français furent contents du résultat du combat, qui ne leur fut pourtant pas favorable, les Anglais ne furent pas moins satisfaits. « Des deux côtés, dit l'auteur, il y eut donc un glorieux 1^{er} juin. Là-dessus, prenons nos pipeaux, et jouons un air en l'honneur de la paix. »

M. John O'Neill, juste et spirituel, reconnaît avec nous que la

simple vérité suffit à l'honneur de l'équipage du *Vengeur*, « le plus courageux qui ait jamais affilé un coutelas. » Des 723 combattants, 250 environ furent tués ou blessés : alors il fallut bien se rendre ; ils amenèrent leur pavillon non pas trop tôt, mais trop tard, puisque les vaisseaux anglais accourus, le *Culloden* et l'*Alfred*, un coute et un sloop et d'autres bateaux sauvèrent 271 hommes, les premiers qui purent y entrer. Puis le vaisseau sombra.

Puisque M. O'Neill s'occupait de cet épisode, j'aurais bien aimé qu'il élucidât ce point curieux.

Gabriel Feydel (*Un cahier d'histoire littéraire*, 1818, in-8°, page 41) soutenait qu'il avait vu les restes du bâtiment dans un port anglais. Sans doute il ne faut point ajouter une foi entière à un raconter aussi fantaisiste. Mais d'où vient ce mot ? Comment a-t-on pu dire que ce vaisseau, englouti dans les flots, au vu de la flotte anglaise, et dont le décès est officiellement constaté par ceux mêmes qui le montaient, avait fini sa glorieuse existence en pourrissant dans un port de Londres ? Je sais qu'il y a eu deux autres *Vengeur*. Le premier, construit en 1757, « mourut de fatigue et de vieillesse à l'île Bourbon, après avoir fait sa dernière campagne avec le bailli de Suffren, » dit Jal. Nous avons vu comment périt le second qui sortait des chantiers de Brest le 16 décembre 1789. Enfin pour perpétuer son souvenir glorieux, on donna son nom (9 juillet 1794) à un autre bâtiment qui, en 1803, s'appela l'*Impérial*, qui en 1806 soutint une lutte terrible contre les Anglais. Succombant démantelé, comme l'autre, il allait tomber aux mains des ennemis. L'amiral l'échoua à la côte et le fit brûler, après en avoir retiré le pavillon et l'aigle, morte aussi belle que celle du *Vengeur*, mais inconnue. Ce n'est donc pas de là que peut venir la confusion.

M. O'Neill n'a pas manqué de signaler le contraste choquant de ces braves gens qui, à bout de ressources et de forces, sans munitions, s'enfoncent peu à peu dans la mer, tendent des bras désespérés vers ceux qui les abandonnent, « ce vaisseau sombrant avec son chargement vivant », et l'état-major qui se retire tranquillement sur les bâtiments ennemis. Il ajoute même ce détail (l'a-t-il inventé ?) que « Renaudin, du pays de Marennes où naissent les huîtres », pendant que le *Vengeur* s'abîmait, Renaudin lunchait sur le *Culloden* — il a oublié de nous dire si c'était avec des huîtres de son pays — en compagnie de son fils, de son cousin et son premier lieutenant, et continuant sa métaphore il accole l'épithète de « mollusque » à Renaudin. Ah ! monsieur O'Neill, l'huître ou la moule ont besoin d'un peu de sel pour n'être pas fades. Le fait est que ces malheureux, mourant de fatigue et de faim, acceptèrent ce que les officiers anglais leur offrirent à manger.

L'auteur raille doucement cette manie dont sont atteints les Français de dresser partout des statues et à n'importe qui. Si Renaudin n'a pu avoir la sienne au Gua, Pillet a son monument à Cozcs. On les avait déjà décorés ; on décora plus tard en bloc

les marins survivants. En 1839, ils étaient six ; le *National* du 10 juin les nommait. Onze ans plus tard, il y en avait huit qui, sur le rapport de l'amiral Romain des Fossés, obtinrent la croix du président de la république, par décret du 8 février 1850. C'était temps ; dix ans plus tard, ils auraient encore augmenté. Ces huit, Troadec, Ailhaud, Boucard, David, Cercle, Chasseuil, Picoulet, Billet, ne figurent pas sur la liste officielle des prisonniers ; morts officiellement, ils avaient pu se sauver sans doute sur quelques barques.

L'article du *The speaker* se termine par quelques plaisanteries tout anglaises et par un jeu de mot intraduisible en français : « On frappa, dit-il, en souvenir du glorieux 1^{er} juin un sou portant d'un côté ce sot calembourg : « Puissent les Français » connaître que c'est Howe qui commande sur la mer. » Howe, nom de l'amiral anglais, signifie aussi « la manière d'être maître sur la mer. »

* *

D'un autre côté la *Revue de Gascogne* de juillet-août contient, p. 380, une note de M. Bénétrix, *Villaret-Joyeuse et les marins du Vengeur*. L'auteur cite ce passage du procès verbal de la société populaire d'Auch, qui apprend, le 21 juin, le combat glorieux du 1^{er} : « Sentetz observe à la société que Villaret-Joyeuse, chef de notre escadre, a reçu le jour dans les murs de cette commune ; il propose à la société d'écrire à la mère de ce brave marin pour la féliciter d'avoir donné à la patrie un fils digne de la servir. Le bureau demeure chargé de rédiger cette adresse dans le plus court délai. » A la séance du 17 juillet, après le rapport emphatique de Barère, un membre demande « qu'on invite toutes les sociétés affiliées du département à s'unir pour équiper six canonnières et les envoyer ensuite à Brest pour monter à nouveau le bâtiment le *Vengeur* ». Un autre propose que la société donne l'exempt et équipe un canonnier, projet qui ne fut probablement jamais exécuté : car le nouveau *Vengeur*, nous venons de le voir, ne fut mis à l'eau qu'en 1803 et en 1806 s'appela l'*Impérial*. L'auteur a trouvé au village de Pessan la tradition répétée par des historiens, que 14 conscrits de cette commune avaient été embarqués sur le malheureux vaisseau ; vérification faite sur la liste du rôle de l'équipage, il a lu pour le département du Gers ces deux noms seulement : Stevenet d'Auch et Pezardy.

M. Victor Fournel dans le *Correspondant* du 25 juillet, *Les œuvres et les hommes*, a dit aussi son mot sur le *Vengeur du peuple* à propos du panorama de M. Poilpot : « Nous avons tous été plus ou moins bercés avec cette page épique. Dans ma jeunesse les journaux annonçaient de temps à autre la mort du dernier survivant du *Vengeur*, comme plus tard du naufrage de la *Méduse* et des défenseurs de Mazagran. La poésie, le théâtre et la peinture ont célébré à l'envi le glorieux désastre. Les

vers de Joseph Chénier et d'Ecouchard Lebrun, la chanson de Ch. Gille, le mélodrame du Châtelet et les couplets qu'y chantaient Darcier en brandissant un drapeau tricolore, ont si bien popularisé chez nous cette légende... qu'il est devenu en quelque sorte impossible d'y substituer l'histoire réelle... Thomas Carlyle, très favorable à la révolution pourtant, mais resté anglais malgré tout, a traité avec une rudesse brutale la légende du *Vengeur* de farce et de blague, » mots qui s'appliquent au rapport de ce hâbleur de Barère, mais « qu'il serait inique et absurde d'appliquer à la terrible bataille navale du 13 prairial... Le seul peut-être qu'on puisse accuser de s'être sauvé trop vite était le capitaine Renaudin dont on a eu tort de faire un héros : car son devoir était de rester le dernier... »

Rester le dernier ! C'est facile à dire ; mais s'il avait été « coupé en deux », comme le raconte Lamartine dans l'*Histoire des Girondins*, livre I^{er}, tome VI, page 240 ? Ecoutez plutôt : « Le vaisseau *Le Vengeur*, entouré par trois vaisseaux ennemis, combattait encore, son capitaine coupé en deux, ses officiers mutilés, ses marins décimés par la mitraille, ses mâts écroulés, ses voiles en cendres. »



C'est un fait connu que l'équipage du *Vengeur* était en majeure partie composé de matelots levés sur les côtes saintongeaises. Le document suivant, que nous devons à l'obligeance de M. Michelin, commissaire général de la marine à Brest, et à M. le commandant Jouan, du port de Cherbourg, nous donnera le nom et le lieu de naissance des marins, matelots et novices de la Charente-Inférieure qui servaient sur le vaisseau le *Vengeur du peuple*, armé le 26 nivôse an II, parti de Brest le 27 floréal, pris et coulé dans le combat du 13 prairial an II : le rôle n'indique le lieu de naissance que pour quelques uns d'entre eux seulement :

Renaudin, capitaine de vaisseau, commandant, revenu à Brest le 23 thermidor ; Cyprien Renaudin, lieutenant de vaisseau, sauvé ; Louis Tabois, enseigne de vaisseau, a péri le 13 prairial ; Gabriel Pillet, enseigne de vaisseau, sauvé ; Etienne Delouche, lieutenant de vaisseau, sauvé ; Etienne Perbenne, enseigne de vaisseau, d'Agde, sauvé ; François Rio, de Lorient, enseigne de vaisseau, a péri le 13 prairial ; Vincent Louineau, de La Rochelle, enseigne de vaisseau, sauvé ; Jamain-Lusset, des Sables, enseigne de vaisseau, sauvé ; Jean-Guillaume Trouvé, des Sables, enseigne de vaisseau, sauvé ; Joseph Solguer, capitaine d'infanterie, commandant le détachement de garnison, a péri le 13 prairial ; Jean-Baptiste Tallon, lieutenant d'artillerie, sauvé ; René Bonnaud, sous-chef civil, sauvé ; Philippe Héron, chirurgien, sauvé ; Joachim Constantin, lieutenant de vaisseau, aucune mention au rôle ; Anselme Granjean, lieutenant des volontaires nationaux, commandant en 2^e le deta-

chement de garnison, sauvé ; Jean-Jacques Giroux Saint-James, de Paris, instituteur, a péri le 13 prairial. (1)

Hommes de l'équipage, originaires de la Charente-Inférieure (La lettre s est placée à la suite des noms de ceux qui, d'après les indications du rôle, auraient survécu au combat du 13 prairial) : Jean-Marie Hugain, de Rochefort, maître d'équipage, sauvé ; André Corbeil, de l'île de Ré, contre-maitre d'équipage ; Louis Plenac, de Marennes, quartier-maitre ; Elme Bertrand, de Rochefort, 1^{er} maître canonnier ; Jacques Marot, d'Oleron, 1^{er} maître canonnier, s. ; Pierre Manceau, de Royan, aide canonnier ; Jean Ortigé, de Saintes, aide canonnier, s. ; Louis Rousseau, de Rochefort, 1^{er} maître charpentier, s. ; Pierre-Saturnin Branger, de Rochefort, 2^e maître charpentier ; Félix Flamand, de Rochefort, aide charpentier, s. ; Jules Pelour, de Rochefort, aide charpentier, s. ; Jacques Crouail, de Rochefort, 1^{er} maître calfat, s. ; Jean Thibault, de Rochefort, 2^e maître calfat ; Pierre Peltant, de Rochefort, aide calfat ; Jacques Brunet, de Rochefort, aide calfat ; Pierre Moreau, de Rochefort, aide calfat, s. ; Pierre Desmassons, de Rochefort, 2^e maître voilier, s. ; Pierre Birolle, de Rochefort, aide voilier, s. ; Joseph Moreau, de Rochefort, aide voilier ; Bernard Monbet, de Rochefort, 1^{er} maître voilier, s. ; Pierre Draud, de La Rochelle, timonier.

Matelots vétérans : André Bondon, de Rochefort ; André-Daniel Mayac, de La Rochelle, s. ; Jean Gillet, de Marennes, s. ; Guillaume-Ferdinand Dubois, de Marennes, s. ; Pierre Phelipeau, de Royan ; Daniel Renaud, de Royan, s. ; Elie Allaire, de Royan, s. ; Jacques Hambrard, de Royan ; Pierre Vitet, de Marennes ; Louis Savineau, de Royan ; Pierre Bedard, de Royan, s.

Matelots : Jean Thibault, de Marennes ; Jacques Marotte, de La Rochelle, s. ; François Geffard, de Rochefort ; Allain-Lazare Chartier, de Marennes ; Jean Benoit, de Marennes, s. ; Jean Boissy, de Royan ; Jean Cotreau, de Marennes ; Jacques Poul-tier, de Saintes, s. ; Daniel Licumet, de Royan ; Jacques Picoulet, de Royan, s. ; Gabriel Rabiès, de l'île de Ré ; François Dubreuil, de Marennes ; Joseph-Jules Larpe, de Marennes, s. ; Jacques Grenot, de Rochefort, s. ; Jean Rolland, de Rochefort, s. ; Jean Mingueneau, de Rochefort, s. ; Charles Amonet, de Rochefort, s. ; Antoine Mounier, de Rochefort, s. ; Jean Corlieu, de Rochefort, s. ; Pierre Bluteau, de Rochefort ; Pierre Chasseuil, de La Rochelle, s. ; Jacques Pierre, de Rochefort ; Pierre Touzeau, de Marennes ; Jean Brouard, de Marennes ; Louis Raud, de l'île de Ré, s. ; Joseph Rode, de Royan ; Pierre Favre, de Royan ; Pierre Bertin, de Royan ; Simon Cathélineau, de Royan, s. ; Pierre Morineau, de Royan ; André Tacheron, de

(1) D'après un renseignement fourni par la famille, était aspirant de marine sur le *Vengeur*, au combat du 13 prairial, Emmanuel Mercier du Paty, né au château de Hé, commune de Saint-Martin de Blanquefort (Gironde), mort à Paris en 1852, capitaine du génie maritime, puis poète, homme de lettres, auteur dramatique. Voir *Bulletin*, I, 126, et ci-dessus, page 418.

Rochefort ; François Labbé, de Marennes ; Pierre Gorron, de Marennes, s. ; Pierre Lasserre, de Royan, s. ; Jean Piot, de Royan ; Pierre-Elie Renou, de Royan ; Daniel Sicard, de Royan ; Dominique Ridoret, de l'île de Ré ; Jean Guillot, de Rochefort, s. ; Gabriel Garnier, de Marennes, s. ; Daniel Benèche, de l'île de Ré, s. ; Louis Bertrand, de Marennes ; Jean Perocheau, de La Rochelle ; Jean Pré, de Rochefort ; Pierre Guillard, d'Oleron ; Jacques Puper, de l'île de Ré ; André Dupuy, de l'île de Ré, s. ; Jean Sauzet, du Vieux-Ruffec, s. ; François Target, de Rochefort ; André Monnier, d'Oleron ; Maurice Renaud, de Rochefort ; Pierre Torchu, de Marennes, s. ; Pierre Boigard, de Rochefort ; Jean Rivasseau, de Rochefort, s.

Novices : Jean Merle, de Saintes ; François Viaud, de La Rochelle ; Pierre Deniaud, de Marennes, s. ; François Durand, de Marennes ; Jean Blanchard, de Marennes, s. ; Etienne Bertaud, de Marennes ; Mathieu Piorit, de Marennes ; Jacques Blanchard, de Royan, s. ; Aimé Dréan, de La Rochelle, s. ; Etienne Dréan, de La Rochelle ; Pierre-François Charneau, de Marennes ; André Rode, de Royan ; Charles Bouet, de Saintes, s. ; Isaac Maillé, de Marennes ; Jean Cerclé, de Marennes ; Jacques Favier, de Marennes ; Louis-Arnaud Pinaud, de Marennes ; Simon Brochet, de Marennes, s. ; François Bernard, de Marennes, s. ; François Manequin, de Marennes, s. ; Jean Menuquet, de Marennes ; Jean Garlopeau, de Rochefort, s. ; François Grenon, du Gua (Marennes) ; François Chevalier, de Marennes ; Jacques Villeneau, de l'île de Ré ; Jacques Prévodeau, de Marennes, s. ; François Pariolleau, de Marennes, s. ; Jean-Abraham Texier, de Saintes, s. ; Louis Bodard, de l'île de Ré, s. ; Pierre-Charles Georget, du Gua (Marennes).

Mousses : Théodore Bréard, de Rochefort ; François Renaudin, de Rochefort, s. ; Pierre Février, de Rochefort ; Antoine Mondion, de Rochefort, s. ; Jean Serrand, de Marennes ; Pierre Gautier, de Marennes ; Pierre-Auguste Coste, de Rochefort ; Gabriel Laharpe, de Marennes ; Benjamin Méret, de l'île d'Aix ; Jean-François Duclos, de La Rochelle ; Jacques Cruon, de La Tremblade ; Jacques David, de La Tremblade ; Elie Bouyer, du Gua (Marennes) ; Mathieu Morissonneau, du Gua (Marennes) ; André Métayer, de Marennes ; Pierre Bricou, de Marennes, s. ; Cyprien Renaudin, de l'île d'Oleron, s. ; Pierre Bonneau, du Gua (Marennes) ; Jean-Etienne Lamontagne, de l'île de Ré ; Jacques Bourrier, de Marennes ; Pierre Morisset, de La Rochelle, s. ; Antoine Brosset, de La Tremblade, s. ; Jean Sicard, de Royan ; Elie Réveil, de La Rochelle, s. ; Joseph Guyon, de Rochefort, s. ; Jean Joyeau, de Rochefort, s. ; Arnaud Bourcier, de Marennes, s. ; Xavier Gerbier, de La Rochelle ; Antoine Bertrand, de Royan ; Pierre Flandrin, de Saintes ; Jean Bacle, de Marennes ; Jean Beloteau, de Marennes ; Jean Neau, de Marennes ; Louis Denis, de Rochefort ; Jean-Louis Quénel, de La Rochelle ; Etienne Monvoisin, de l'île d'Oleron ; Etienne Menant, de Marennes ; François Lamontagne, de La Rochelle.

Surnuméraires : François Rousseau, de Rochefort, 1^{er} commis, s.; Laurent Villet, dit Cochois, de Rochefort, 2^e commis ; Lambert Cessaud, de Rochefort, s.; Pierre Thomas, de Marennes, tonnelier ; Jean David, de Marennes, boucher.

Il existait à bord du *Vengeur* un assez fort détachement de troupes; mais les lieux d'origine des hommes qui le composaient ne sont pas indiqués au rôle.

*
*
*

Enfin, les *Tablettes des deux Charentes* du 30 juin publient de M. Georges Gourdon *Un héros saintongeais*, article sur le *Vengeur* et Renaudin, d'après le mémoire de M. Maurice Loir, lieutenant de vaisseau, imprimé dans la *Revue bleue* : « Jean-François Renaudin qui commandait le *Vengeur* est, en effet, né à Saint-Martin du Gua en mars 1756, et sa famille compte encore à Rochefort même de très dignes représentants, entourés des plus justes sympathies. L'admiration que le capitaine du *Vengeur* excita en Angleterre fut telle, qu'on lui accorda la faveur, bien rare alors, de retourner en France avant son échange légal. La rentrée de Renaudin dans sa patrie fut un vrai triomphe. Presque aussitôt promu contre-amiral, il obtint, en mars 1795, le commandement d'une division navale organisée à Brest pour aller croiser dans la Méditerranée, sous les ordres de l'amiral Martin. Devenu plus tard inspecteur général des ports de l'Océan, il prit sa retraite en 1805 et mourut le 30 avril 1809, dans le paisible village qui l'avait vu naître ». (1)

Et le 7 juillet les *Tablettes*, à propos de ce même article, font remarquer très justement que, si le vaisseau s'est rendu, comme nous l'avons montré, le capitaine devait le premier remettre son épée, et quitter le navire. Dans le cas contraire, c'était à lui à

(1) Jean-François Renaudin a eu une fille qui épousa un frère de Jules Dufaure, Edouard Dufaure, dont le fils, longtemps percepteur à Pont-l'Abbé, est maintenant retraité à Tonnay-Charente. Il a deux enfants, dont un fils officier d'infanterie de marine, Mathieu-Cyprien Renaudin, né à Saint-Denis d'Oleron le 27 mars 1757, mort le 14 février 1836, épousa, le 4 juillet 1783, Marie Compère, dont il eut six enfants : 1^o Mathieu-Cyprien, né le 6 octobre 1783, mort en bas âge ; 2^o Cyprien-Célestin, né le 1^{er} juillet 1785, mousse à bord du *Vengeur*, médecin de la marine, ensuite médecin au Gua, où il exerça pendant plusieurs années les fonctions de maire ; il est mort sans enfants à Rochefort chez son frère, Numa-Charles-Stanislas, le 2 avril 1852 ; 3^o Claire Renaudin, qui épousa Massé, officier de santé, et mourut à Saint-Denis ; 4^o Mathieu-Cyprien, né le 23 ventôse an II ; 5^o Alexis, né le 15 février 1789, et 6^o Guillaume-Gabriel, né le 21 octobre 1790, tous deux partis pour l'île Maurice, où ils ont épousé des anglaises. Veuf de Marie Compère, Cyprien Renaudin épousa à Saint-Denis d'Oleron, le 15 mai 1814, Julie Besnard, dont vint un fils, Numa-Charles-Stanislas, né le 22 novembre 1815, qui épousa, le 16 juillet 1838, Eugénie Rulland. De ce mariage, une fille, Marie Renaudin, née le 16 juillet 1849, mariée, le 10 mai 1882, à Pierre Dupont, médecin principal de la marine à Rochefort. De cette union, deux enfants : Henri Dupont, né le 7 mars 1883, décédé le 7 octobre 1891, et Marie Dupont, née le 1^{er} septembre 1884. (Voir pour les ancêtres de l'amiral le *Bulletin*, tome VII, 127).

assurer d'abord le salut du dernier de ses hommes. Or, après une lutte héroïque, ce bâtiment a mis son pavillon en berne; les Anglais accourus se sont emparés d'abord des officiers, c'est la règle, et ont sauvé ensuite ceux qu'ils ont pu : 267 dit une relation, 271 dit le rapport officiel. Les officiers étaient prisonniers de guerre.

Il reste donc que le *Vengeur* après avoir combattu vaillamment, nous l'avons dit, a été forcé d'amener pavillon, et que le commandant fait prisonnier a dû quitter son bord le premier; « sa présence dans les premiers canots de secours ne saurait s'expliquer autrement. » L'équipage étant de 723 hommes, officiers compris, 456 ont donc péri, soit dans le combat, soit dans le naufrage. L'état-major comptait 22 personnes; 15 furent sauvées.

LOUIS AUDIAT.

VI

LE MONUMENT DE LE TERME A MARENNES.

Le dimanche 9 octobre, a eu lieu à Marennes, à 3 heures du soir, l'inauguration du buste de Charles-Esprit Le Terme, né à Angers le 7 août 1787 (de Jean-François Le Terme, négociant en vins, député au corps législatif en l'an VIII), mort du choléra à Saumur le 13 septembre 1849, sous-préfet à Marennes de 1818 à 1837, qui a rendu des services immenses à l'arrondissement en assainissant 8 à 10,000 hectares de marais, alors foyer de maladies pestilentiellles et fièvres endémiques. Pour cet immense travail entrepris par lui sans ingénieur, avec les seules ressources du pays, le conseil général de la Charente-Inférieure sollicita pour lui en 1823 la croix de la légion d'honneur qu'il obtint de Charles X en 1825. Le Terme avait espéré être élu député de l'arrondissement et pour cela il donna sa démission; mais il fut appelé à la sous-préfecture de Fontainebleau (1837), plus tard à la direction de l'hôpital de Charenton (1844) et mis à la retraite, c'est-à-dire destitué, en juin 1848.

La famille était représentée par M. Le Terme fils et par M. le capitaine du génie Paul Lefèvre, petit-fils du défunt.

Le monument, un buste de bronze sur un piédestal de pierre, est dû à M. Moncel, statuaire, qui est chargé de l'immense groupe « La France sauvée par la foi », qui doit couronner l'église du Sacré-Cœur de Montmartre à Paris.

Des discours ont été prononcés par M. Grimanelli, préfet de la Charente-Inférieure; Bossu, sous-préfet de Marennes; Bourdeau, maire de Marennes; Bisseuil, sénateur; Garnier, député; des vers lus par M. Vincent, instituteur adjoint à l'école primaire supérieure, dont l'auteur est M. Louis Sarrazin, commissaire de police (Voir plus bas, page 460). Ces discours ont été publiés par le *Journal de Marennes* du 16 octobre. Tous ont loué et convenablement Le Terme, sauf M. Bisseuil qui, vou-

lant faire « une œuvre économique et politique » et, dit M. Dupon dans le *Peuple* du 23 octobre, « enfourchant son grand cheval de bataille, a prononcé un immense discours sur la péréquation de l'impôt et le crédit agricole », puis fort longuement montré ce que le gouvernement a fait et fera « pour favoriser les intérêts des populations rurales », discours « d'une importance telle », pour le *Rappel charentais* du 21, qu'il le reproduit en entier. Le *Peuple* du 21 a aussi reproduit les discours de MM. Bossu et Bourdeau, et le *Journal de La Pallice* du 23 une partie de celui de M. Bisseuil.

Le *Conservateur* de Marennes et *La Seudre*, du 9 octobre, ont réimprimé la notice de M. Louis Savineau, de Saint-Just, sur Charles-Esprit Le Terme. La *Croix de Saintonge et d'Aunis* a publié, dans son numéro du 16, une courte et substantielle notice, qui rappelle les prédécesseurs de Le Terme dans l'œuvre si utile du dessèchement des marais : Bretinauld de Saint-Seurin en 1656 ; Dulaurent, maire de Rochefort, en 1776 ; Lemoine de Sérigny et de Sartre en 1820 ; surtout Reverseaux dont nous avons souvent parlé, t. XI, 369 ; XII, 106, et sur lequel nous insérerons prochainement un travail complet. Voir aussi le livre de M. le comte de Dienne, *Dessèchement des marais*, et *Bulletin*, tome XI, pages 310, 330.

L'initiative du monument a été prise en 1875 par André Létellé, qui publia alors une brochure sur *Le Terme*. La commission qui fut constituée à cette époque est, sauf les membres décédés qui furent remplacés, la même que celle qui a inauguré le monument de 1892, et les fonds qu'elle recueillit ont fourni la plus grosse partie de la somme qu'a coûtée le buste. Cela méritait au moins un souvenir. Mais ni dans les harangues prononcées, ni dans les toasts débités au banquet, ni dans les comptes rendus de la fête, nous n'avons trouvé un mot pour l'initiateur. Les morts vont vite et sont promptement oubliés.

Autre regret : dans le discours de M. Garnier, publié aussi par la *Gazette de Royan* du 16 courant, qui l'appelle « une belle page d'histoire locale », l'orateur, pour mieux louer son héros, a cru devoir déprécier un peu ceux qui avaient commencé l'œuvre. S'il avait lu le livre de M. de Dienne, ce qui a été dit ici des travaux des Comans, des Broglie, des Reverseaux, il n'aurait certainement pas affirmé que les efforts de Reverseaux, les « millions engloutis, le travail de douze (douze !!) régiments pendant des années (1) », n'avaient eu « d'autres résultats que d'apporter un nouvel élément d'insalubrité au premier foyer d'infection ».(2)

(1) Le Terme dit « dix ou douze » ; en réalité, il y en eut cinq seulement ou même quatre : le régiment de l'Île de France, les régiments suisses de Courten et d'Eplingen, les grenadiers royaux de l'Orléanais et de la Touraine. Ces deux derniers nouvellement créés, mal disciplinés, firent si peu de besogne qu'on fut obligé de les licencier après la première campagne ; on les remplaça par le régiment de Saintonge.

(2) « Cette situation désastreuse avait maintes fois attiré l'attention des pou-

Le motif? c'est que les canaux s'ensasèrent rapidement « par suite du défaut d'entretien ». Mais est-ce bien la faute de Reverseaux? Avant qu'il eut achevé son œuvre, on le destitua, on le mit en prison et on lui trancha la tête. Il eut certainement mieux aimé continuer son œuvre. Est-il donc bien juste de lui reprocher son insuccès final? Si la révolution de 1830 avait destitué et guillotiné Le Terme, après 3 ou 4 ans seulement de travaux, auriez-vous vraiment bonne grâce à faire retomber sur lui l'avortement de ses projets humanitaires?

Le Terme — qui devait être porté à diminuer le mérite de ses prédécesseurs pour augmenter le sien propre — Le Terme a rendu un autre hommage à Reverseaux. En cherchant la cause de la décadence de la saline, il cite, page 184, ce passage de la déclaration royale de 1687 : « Instruit que les marais salans des environs de Brouage, où se forme le meilleur sel de l'Europe, sont déchus de leur premier état par la *négligence de nos sujets qui en sont propriétaires*. » Il montre « l'affreux égoïsme qui aime mieux périr le dernier que de sauver avec la masse générale... l'intérêt particulier qui paralyse tous les efforts ». Il loue Reverseaux qui sut « braver les plus violentes clameurs » et faire prévaloir une « volonté aussi heureusement inflexible qu'éclairée ». Et contrairement à M. Garnier, Le Terme, qui devait en savoir quelque chose, vante, page 252, « cette grande opération » suivie « avec autant de constance que d'habileté ». Sous la direction de M. Duchêne et la conduite de M. Leclerc, il fit ouvrir : 1° le grand canal de Saint-Aignan ; 2° celui de Broue ; 3° celui de Mérignac ; 4° ceux de Saint-Froult, Saint-Fort, Saint-Symphorien, L'Epée, La Moise, Loubresse, La Saussais et Malaigre. Or, les résultats furent si nuls que, « dans les quatre années de 1779 à 1782 antérieures à ses travaux, la mortalité, qui avait été pour les deux cantons de Marennes et de Saint-Aignan, du 12° de la population et supérieure des deux tiers aux naissances, diminua, au fur et à mesure du dessèchement, jusqu'au 22°, et en 1786 ne dépassa pas les naissances. » Est-ce donc là un avantage si mince? Le Terme fait plus ; il répond d'avance en 1826 à son panégyriste de 1892 : « Les mémoires et relevés précités prouvent, contre l'idée contraire *trop légèrement* reçue, que, loin d'avoir occasionné une épidémie, les travaux de M. de Reverseaux ont eu *immédiatement* la plus heureuse influence sur la salubrité de

voirs publics ; mais *tous* les efforts échouaient devant des difficultés réputées insurmontables. On n'avait pas craint cependant — est-ce un blâme? — de dépenser là des sommes considérables, notamment pour exécuter un système de dessèchement proposé par Vauban et prescrit par Louis XIV, et plus tard encore, vers la fin du règne de Louis XVI, quand M. de Reverseaux, intendant de La Rochelle, fit ouvrir ces canaux nombreux où il enfouit deux millions et le travail de douze régiments pendant des années, sans autres résultats, les canaux ayant été rapidement ensasés par suite du défaut d'entretien, que d'apporter un nouvel élément d'insalubrité au premier foyer d'infection. »

la contrée. » Et quand, en 1822, on reprendra l'œuvre commencée, quel sera le projet ? « Rétablir, à très peu de chose près, les cinq canaux ouverts par M. de Reverseaux. »

Mais la fin ! — Le Terme va nous la dire encore, page 252 : « Il ne lui restait plus qu'à faire recurer par les propriétaires tous les anciens écours de la saline... et à assurer la conservation de tous ces ouvrages par des mesures d'ordre et de police. » Mais « la révolution, dont il fut une des premières victimes, vint arrêter encore et bientôt après anéantir ses mémorables travaux ». Il ne faut donc pas reprocher à Reverseaux l'interruption de « ses mémorables » et bienfaisants travaux, et lui faire un crime de ce que 1789-1793 l'a empêché d'achever son œuvre grandiose et généreuse. Louons-le de ses efforts, de ses sacrifices, de son initiative, d'autant plus que lui n'a encore eu ni buste ni statue — son nom seulement donné à une rue et à un quai de Saintes —, qu'il n'a été récompensé des immenses services rendus à nos populations que par l'échafaud du 24 février 1794.

*
*

Elever une statue à un sous-préfet ! Passe encore s'il était sémite ou millionnaire et qu'il eût payé le bronze dont on l'habille. Mais non, secrétaire général ou chef de division, ce personnage n'a été que sous-préfet. L'idée ne laisse donc pas d'être originale. C'est l'arrondissement de Marennes, qui n'est pas le plus célèbre arrondissement de nos 86 départements — soit dit sans l'offenser — c'est l'arrondissement de Marennes qui en a le mérite. Il a voulu dresser un monument à son sous-préfet, et ce sous-préfet est mort depuis plus de quarante ans ! Idée tout à fait désintéressée. Il ne pourra faire obtenir aucun tableau pour aucune église, aucun pot Campana pour aucun musée, aucune place de cantonnier pour aucun indigène ; et sa famille ne payera pas, ne contribuera même pas à payer le bronze et la pierre. Rien qui prêche en sa faveur de ce qui est le plus grand mobile des actions humaines, l'intérêt, ni l'influence dans le présent, ni l'espérance dans l'avenir, ni même le désir d'être agréable, autre manière d'être égoïste, pas même la passion politique qui fait commettre tant d'inepties statuariques. Voilà ce qui fait la grandeur du projet et l'originalité de l'idée. Quand on donne une pierre pour le monument de Le Terme, ce n'est pas avec l'intention d'en recevoir l'équivalent en honneurs ; quand on verse sa monnaie de billon dans la bourse du trésorier de l'œuvre, on n'aura pas l'arrière-pensée de recevoir ce sou en or.

Et puis avec cela que d'ennuis, surtout quand il s'agit d'un homme qui a été 17 ans fonctionnaire dans un même endroit ! Comment d'ailleurs votre capacité serait-elle appréciée ? D'abord les juges compétents sont peu nombreux. Qui donne le ton ? la médiocrité. Puis la foule est toujours un peu dédaigneuse,

souvent injuste, parfois haineuse. Vous vivez sous le regard de mille jaloux qui vous surveillent ; vous coudoyez des gens qui, par leur fortune ou leur position, se croient au-dessus de vous ; vous les surpassez par l'intelligence ; donc vous êtes suspect, bientôt ennemi. « De tous les torts qu'on y peut avoir, disait en parlant d'une ville de province un écrivain du siècle dernier, le mérite est sans contredit le plus grand. Une multitude d'ennemis est le sort infailible de tous ceux qui paraissent vouloir s'y distinguer. »

Tel est, en effet, le sort de ces hommes supérieurs qui renferment leur dévouement, leurs talents, leur âme dans un petit espace. Ah ! si cette activité, ils la déployaient sur un plus vaste théâtre ; si leur génie embrassait le monde entier ! s'ils consacraient aux intérêts généraux d'un peuple ou du monde, ce cœur, cette âme qu'ils réservent tout entiers à un canton, ou même s'ils écrivaient quelques bonnes déclamations humanitaires, quelques philanthropiques tirades sur des lieux communs, et étalaient en parades leur dévouement stérile aux peuples et au peuple, la gloire entourerait leur nom ; les acclamations de la foule enivrée et dupée leur feraient un bruyant cortège. Qui sait même ? la postérité, trompée par ces décevantes apparences et les louanges intéressées des contemporains, croira au mérite de ces pseudo-grands hommes et bénira ces faux bienfaiteurs de l'humanité. Eux, ils n'auront pas la popularité qui est le prix à la fois des services éclatants et des mensonges grandioses ; ils auront, et cela vaut mieux, ce qui est la récompense des bienfaits modestes, des services réels, du dévouement sérieux, la considération.

Et pourtant Le Terme aura son monument. C'est que nul autre fonctionnaire semblable n'a peut-être autant fait pour l'arrondissement confié à ses soins et ne s'y est voué aussi exclusivement. On sait son dévouement, ses déboires, ses succès inespérés et les travaux qu'ils lui ont coûtés. Qu'a-t-il retiré d'une existence tout entière dépensée pour ce coin de terre ? Sans doute des témoignages précieux d'affection, des preuves individuelles de reconnaissance (1). Était-ce bien suffisant ?

(1) Un poète écrivait de Pons A un fonctionnaire qui part :

Eloigné de tes yeux, étranger à tes fêtes,
Je nuis sans flatterie encenser ta vertu ;
Et quand sur tes bienfaits tant d'autres sont muettes,
Ma plume peut t'offrir un hommage inconnu.
Je puis t'offrir les vœux d'une contrée entière
Et ses regrets amers attachés à tes pas,
Peindre l'homme de bien qui t'aime, te révère
Et pleure ces projets que tu ne suivras pas.
Adieu, noble Le Terme ; en quittant ce rivage
Où tu règues sur tous les cœurs,
Laisse du moins en héritage
Ton âme ou tes talents à tes vains successeurs.

* * *

L'idée de le couler en bronze n'est pas une idée spontanée, enthousiaste, irréfléchie. Et le fait est d'autant plus remarquable. Du vivant même du sous-préfet de Marennes, quelques hommes d'initiative lui voulurent témoigner publiquement la reconnaissance de l'arrondissement.

Il y avait six ans qu'il avait quitté le pays. En 1843, Félix Sorel, le rédacteur gérant de la *Vigie de l'ouest*, journal qu'imprimait à Marennes J.-S. Raissac, ancien professeur de l'université, rappela les services du sous-préfet de Marennes et fit valoir les avantages qu'en retirait chaque jour la contrée. Le 24 août (1^{re} année, n° 49), un abonné du Gua lui écrivait : « Il fallait que vous vinsiez pour faire justice après un si long temps d'un silence ingrat, où plutôt il eut fallu que vous fussiez venu alors qu'il était encore temps de signaler aux intéressés l'importance des travaux dont ils allaient être appelés à jouir ; mais au lieu de cela, on méconnut le bienfaiteur pour ce chef et ils furent enveloppés ensemble dans la même proscription. Et bientôt M. Le Terme quittait un arrondissement qu'il avait administré si paternellement, avec la triste certitude d'avoir servi des ignorants et des ingrats. » Et il terminait en proposant d'ouvrir « chez tous les percepteurs des communes riveraines » une souscription publique. La proposition fut bien accueillie.

Le 16 avril de l'année suivante, dans une réunion des actionnaires des voitures de Marennes, le projet de monument fut examiné. Une première liste de souscription fut couverte de signatures. Dans son numéro du 24 avril (onzième année, n° 16), le *Journal de Marennes* annonçait : « Une souscription en l'honneur de M. Le Terme, ancien sous-préfet de Marennes, a été ouverte cette semaine pour lui ériger une statue sur le marais. Les bienfaits que cet habile administrateur a rendus dans sa longue administration sont trop présents au souvenir de tous les habitants pour ne pas chercher tous les moyens possibles de lui témoigner leur reconnaissance. Tout le monde se rappelle ce qu'était l'arrondissement de Marennes avant M. Le Terme, et l'on voit ce qu'il est aujourd'hui... » Et après avoir énuméré les services du sous-préfet, le rédacteur ajoutait : « Une commission sera nommée dans le sein des souscripteurs ; en attendant, une liste de souscription sera déposée dans la mairie de toutes les communes de l'arrondissement, où chacun pourra souscrire, et à Marennes chez M. le gérant des voitures de l'*Union*. » (1)

(1) Le 22 avril 1844, Lardain, maire de Saint-Aignan, écrivait : « Jamais récompense de ce genre ne fut offerte à un sujet plus digne d'éloges et rempli de plus de mérites. Aussi j'ose espérer que les listes ouvertes pour cette opération seront bientôt remplies, et que notre arrondissement sera promptement doté de ce monument tant désiré par les habitants reconnaissants. »

Les listes de souscription sont encore où on les avait déposées ; et la commission qui devait être choisie dans le sein des souscripteurs n'a jamais été nommée. Il fallait constituer la commission pour pouvoir recueillir les souscriptions. On ne met pas le timon avant ceux qui le tirent.

Le temps avait marché. (1)

*
* *

Le 13 septembre 1874, eut lieu à Marennes l'inauguration de la statue du marquis de Chasseloup-Laubat, cet homme éminent prématurément enlevé. Par une association d'idées bien naturelle, le nom de Le Terme fut prononcé. Dans une fête où l'on célébrait un homme qui avait tout fait pour l'arrondissement, on ne pouvait oublier, en effet, le bienfaiteur de la contrée, et Jules Dufaure, parlant au nom du conseil général de la Charente-Inférieure, rappela « cet administrateur modeste et éclairé dont le nom ne doit pas s'effacer de nos souvenirs ». Il semblait injuste de faire attendre plus longtemps Le Terme.

Quinze jours après, parut dans la *Seudre*, journal de l'arrondissement de Marennes (3^e année, n^o 144, 27 septembre), une lettre datée « A La Tublerie, près Rochefort sur mer, le 15 septembre », où le correspondant, M. Sers, disait : « Il y a de cela trente-huit ans (1836 ou 1837), époque à laquelle se produisit une lutte électorale très vive, je payai, moi aussi, à cet excellent citoyen, ma dette d'admiration... Le Terme a été, à mon point de vue, pour l'arrondissement de Marennes, une providence que

(1) En 1867, fut imprimée à Rochefort, chez Ch. Thèze, in-8^o de 16 pages, une brochure *Essais poétiques* avec ce sous-titre : « Panégyrique à la mémoire de M. Le Terme, ancien sous-préfet de Marennes, précédé d'une notice sur sa vie et ses œuvres, par Louis Savineau, syndic du marais de Saint-Just. » Les sentiments en valent mieux que les vers. Cela se termine ainsi :

Si ta vie eût coulé dans la ville d'Athènes,
Elle eut compris tes soins et couronné tes peines ;
Ton visage, gravé des mains d'un Phidias,
Eut conservé tes traits même après le trépas.
Mais en France, il est vrai, l'on dresse des trophées
Aux grands législateurs, aux princes des armées ;
Mais l'homme généreux, utile ou bienfaisant,
Est bientôt oublié, puis réduit au néant.
Si j'avais le ciseau du divin Michel-Ange,
Je voudrais ériger à ta gloire et louange
Un monument où ceux qui te virent un jour
Viendraient tous déposer un vrai tribut d'amour.
Mais je ne puis, hélas ! ombre trois fois chérie,
Que narrer les tourments de ton aimable vie.
Si l'on parle de toi, si la postérité
T'accorde les honneurs de l'immortalité,
Mes vers, j'en suis bien sûr, n'en seront point la cause :
Car ils ne valent pas la plus médiocre prose ;
Et l'habile écrivain qui parlerait de toi
Ferait vite oublier ce qui provient de moi.

la population tout entière de vos contrées devrait bénir et vénérer. A lui l'alignement et l'élargissement des routes principales, toutes les innovations nécessaires au commerce et à l'industrie, les mesures d'ordre et de sécurité, les institutions civilisatrices; à lui les grands travaux de dessèchement et de canalisation qui amenèrent la richesse, la prospérité et l'amélioration sanitaire du pays confié à son administration intègre et paternelle. » Conclusion : il fallait rendre à la mémoire de Le Terme un témoignage de reconnaissance. (1)

Le même jour, le *Journal de Marennnes* (27 septembre 1874, 41^e année, n^o 33) publiait un article : *Projet d'érection d'un monument à la mémoire de M. Le Terme, ancien sous-préfet de Marennnes*. Il disait : « On s'est souvenu de celui auquel le pays doit sa transformation par l'ouverture de voies de communication et d'irrigation dans l'immense marais qui s'étendait de la Charente à la Seudre, foyer d'infection dont l'insalubrité décimait les populations, au point que l'état n'y trouvait pas son contingent de soldats. On s'est rappelé cet homme désintéressé, payant de sa personne et sacrifiant sa fortune pour transformer en prairies d'une richesse incalculable, désignées aujourd'hui sous le nom de marais gâts, ces cloaques délétères qui, en chassant les étrangers, avaient fait une si détestable réputation au pays de Marennnes. On se redisait l'admirable organisation de tous nos syndicats qui fonctionnent aujourd'hui comme nos administrations les mieux constituées. Est-il besoin de nommer celui qui a fait tout cela ? celui à qui le pays doit la plus large part de sa prospérité actuelle ? »

» Une voix bien plus autorisée que la nôtre a rendu publiquement hommage à cet homme de bien, et le nom de M. Le Terme, proclamé par l'honorable M. Dufaure, président du conseil général, est le commencement de la réparation que l'arrondissement tout entier doit à la mémoire de son bienfaiteur. Cette réparation ne sera complète que le jour où un monument sera érigé à sa mémoire.

» Une commission doit se former tout prochainement à Marennnes pour organiser une souscription publique à laquelle, nous en sommes certain, tout le monde sans exception voudra prendre part dans la mesure de ses moyens, et suivant la somme de reconnaissance que chacun trouvera au fond de son cœur.

» Nous aurons occasion de dire tous les titres de M. Le Terme à la reconnaissance publique, non pour la génération qui s'éteint : car elle a connu et enduré toutes les misères auxquelles la population d'alors était forcée de se soumettre dans son impuissance à les conjurer ; mais il faut bien apprendre à ces

(1) Ce qu'il y a de curieux, c'est que l'admirateur passionné de Le Terme en 1874 avait, à l'époque où il se présentait à la députation pour l'arrondissement de Marennnes (1837), publié une brochure où ce candidat n'était pas ménagé et qui, peut-être, lui enleva les quelques voix qui firent échouer son élection. On l'a combattu vivant; mais il est mort : élevons-lui des statues.

beaux enfants frais et roses, qui ont remplacé les malheureux petits êtres rachitiques, ballonnés ou crétinisés par la souffrance, et que l'on voyait autrefois dans tous les villages avoisinant les marais, le nom de leur bienfaiteur, et leur dicter la reconnaissance qu'ils doivent à sa mémoire.

» Il faut bien qu'ils sachent, afin de l'apprendre à leur tour à la génération qui leur succédera, que c'est en suivant les routes et les canaux tracés par M. Le Terme que la santé est venue s'asseoir près de leurs berceaux ; que c'est par ces mêmes voies que la fortune ou l'aisance est entrée dans leurs familles.

» Qui peut mieux le leur apprendre, qu'un monument élevé à la mémoire de M. Le Terme ? »

La pensée était excellente, mais était-elle bien opportune ? Le lendemain de l'inauguration de la statue de Chasseloup-Laubat, songer à élever un monument à Le Terme qui avait été son compétiteur malheureux dans les élections législatives de 1837, cela aurait pu paraître une espèce de protestation, ou l'effet d'un antagonisme mesquin, quelque chose comme une revanche du scrutin, même après trente-sept ans.

En 1875, au comice agricole de l'arrondissement de Marennes, qui se tenait à Saint-Aignan, circonstance et lieu merveilleusement choisis pour écarter toute idée politique et toute rivalité locale, un homme se leva après les orateurs officiels et désignés. Il parla, ou plutôt il laissa parler son cœur. C'était une effusion de gratitude, un long cri d'amour et de reconnaissance poussé au nom de tout l'arrondissement. (1)

(1) « Permettez-moi, messieurs, de porter un toast à votre jeune comice agricole et d'y associer un nom qui doit nous être cher à tous. Ce nom, vous le devinez déjà : c'est celui d'un de nos sous-préfets dont la mémoire, désormais, doit rester inséparable de tout le bien qui s'est fait dans notre contrée, et dont, le premier, il a préparé la voie. Ai-je besoin de vous nommer M. Le Terme, que nous pouvons bien appeler, sans réticence, un *Oublié* ? »

» En contemplant, tantôt, sur le champ du concours, les nombreux et magnifiques types des diverses races qui se sont développées dans vos vastes marais, je me suis involontairement reporté, par la pensée, à cette époque lamentable où ces mêmes marais, par leur insalubrité, étaient une cause de dépopulation, et où les efforts les mieux soutenus eussent été impuissants à fonder quoi que ce soit de durable. Et je n'ai pu admirer cette transformation d'une antique saline sans songer à Le Terme !... Eh bien, lorsque nous voyons en divers endroits de notre département les populations donner des témoignages d'estime publique à des hommes qui se sont rendus illustres de différentes manières, et leur ériger des monuments en rapport avec leurs mérites, pourquoi ne ferions-nous pas preuve de dispositions semblables envers l'éminent fonctionnaire qui a tout sacrifié, « position sociale, santé, fortune », pour notre petit pays ? Cette richesse agricole qui repose notamment sur l'élevage du bétail, à qui la devez-vous ? à Le Terme. Ce repeuplement de vos campagnes, conséquence de l'assainissement de vos marais, à qui le devez-vous encore ? à Le Terme. Il n'est rien ici qui ne rappelle la mémoire vénérée de cet administrateur intrépide, et vous ne pouvez faire un pas sans trouver les traces des améliorations dont il a été le persévérant initiateur.

» Savez-vous, messieurs, de quelles sympathies Le Terme était entouré ? Il y avait à peine trois années qu'il occupait la sous-préfecture de Marennes, lorsqu'une ordonnance royale, afin de tempérer les opinions libérales qu'il professait, l'appela au secrétariat général du Puy-de-Dôme. Cette nouvelle porta la tristesse et le découragement dans l'arrondissement tout entier, tant

Les bravos et l'enthousiasme répondirent, explosion des plus nobles sentiments. L'idée prenait corps, dégagée de toute arrière-pensée, pure de tout alliage ; la population salicole se souvenait ; propriétaires et cultivateurs, indigents et riches, tous ceux qui avaient la mémoire du cœur, tous ceux que les travaux de Le Terme avaient sauvés de la mort, tous ceux à qui la transformation des marais gâts avait donné l'aisance ou la fortune, se rencontraient et s'unissaient pour un acte de réparation tardive et une œuvre de généreuse reconnaissance (1). On se redisait ce qu'était avant Le Terme l'arrondissement de Marennes, si fertile aujourd'hui, si riche, cloaque infect, marécage inabordable, où la conscription annuelle ne trouvait pas son contingent (2). Or, l'orateur qui avait frappé aussi juste, qui

ce jeune magistrat avait jeté de profondes racines dans l'affection de tous. De toutes parts les maires, se faisant les interprètes naturels des sentiments de leurs administrés, s'empressèrent de lui en transmettre les condoléances.

» Le Terme ne partit pas. L'énergie de son préfet, Pépin de Bellisle, homme d'un grand caractère et d'une remarquable fermeté administrative, le maintint à son poste de Marennes, qu'il ne devait quitter que 17 ans plus tard.

» Puisque je retrouve dans les vieux papiers qui me sont passés par les mains les preuves irrécusables des sentiments qui animaient, il y a trente ans, toutes les populations de l'arrondissement de Marennes envers M. Le Terme, serait-ce trop présumer des sentiments de la génération actuelle et des vôtres que de vous proposer de reprendre cette œuvre et de lui donner l'issue qu'elle mérite ?

» Le conseil général s'est associé, il y a trois ans, à une manifestation de ce genre concernant une illustration politique qui nous touche d'assez près [Prosper de Chasseloup-Laubat]. Dans sa dernière session, cette même assemblée a fait revivre la mémoire d'un autre de nos concitoyens (Champlain, né à Brouage, qui a fondé Québec dans le Canada), qui a eu la gloire de créer par-delà les mers une nouvelle France. Eh bien ! messieurs, est-ce que nous ne trouverions pas dans notre circonscription agricole, et notamment dans l'une de ces nombreuses associations syndicales dues à l'initiative de Le Terme, un homme de cœur qui voulait bien accepter cette mission ? Il me semble que la réussite et l'éclat de cette fête, en quelque sorte improvisée, sont un sûr garant du succès qui attend l'œuvre de la statue Le Terme ; notre conseil départemental représenté ici par plusieurs de ses honorables membres, ne nous refusera pas, j'en ai la douce confiance, le témoignage de son intérêt. Le Terme est aussi bien l'homme de Saint-Aignan que de Marennes, et de même que ces deux cantons se sont donné la main pour fonder un comice agricole, on les retrouvera certainement unis lorsqu'on voudra faire appel à la gratitude et à la mémoire du cœur de leurs habitants.

» Je bois au comice agricole de Marennes-Saint-Aignan ; je bois à l'œuvre future de la statue Le Terme.»

(1) Nous ne résistons pas au plaisir de citer la touchante lettre écrite le 5 octobre 1875 au promoteur du projet ; elle en dira plus que toutes ces phrases :

« ... Je vous prie, monsieur, de me compter pour faire partie de ce comité, moi qui ai vu l'homme à l'œuvre et qui me rappelle si bien ma jeunesse où mes parents ont été obligés de m'envoyer à Pons pour me conserver le seul et unique que je restais sur 14 enfants. Oui, monsieur : si quelqu'un mérite un mausolée, c'est bien certes M. Le Terme qui des marais insalubres a fait la richesse du pays. Je ne possède rien comme marais gâts, mais je possède à 63 ans une bonne santé, et sans lui, il y aurait longtemps, j'aurais été trouver mes très chers et regrettés parents... »

(2) Ce que le poète a traduit ainsi :

Lorsque Bellone et Mars rassemblaient leurs phalanges,
Tous les futurs guerriers étaient morts dans les langes.

(*Panegyrique à la mémoire de M. Le Terme*, p. 12.)

avait recueilli les adhésions les plus diverses et les promesses les plus empressées, qui venait de jeter là les fondements du monument futur, était André Lételié.

Il y a plus d'une ressemblance entre le héros et le panégyriste. Né sur les bords de la Seudre, instituteur à La Tremblade, secrétaire de la sous-préfecture et directeur de l'usine des produits chimiques qui a été créée sur son initiative, Lételié a consacré sa vie à Marennes et à ses environs. Son horizon, c'est celui qu'on embrasse du haut du clocher de Saint-Pierre de Salles de Marennes. Soit qu'il écrive la biographie de Desmortiers, soit qu'il publie des études sur la régénération de la saline par l'industrie et la syndication commerciale, soit qu'il favorise ou encourage des essais de culture économique et industrielle, il n'a qu'un but, Marennes; il ne voit qu'un objet, la prospérité de Marennes. Actif, intelligent, dans une position des plus modestes, il n'est pas sans avoir contribué pour sa part au progrès de l'arrondissement.

Hélas ! il n'a pu achever l'entreprise si bien commencée ; lui disparu, le monument sembla oublié. Après bien des vicissitudes et bien des années il s'est enfin élevé, sans qu'on ait songé à celui qui en avait été le promoteur. (1)

En octobre 1875, une commission est constituée pour recueillir l'argent nécessaire. Elle est composée ainsi :

MM. Jules Dufaure, garde des sceaux, ministre de la justice, président du conseil général, *président d'honneur* ; Célestin Delagrave, directeur du grand syndicat de Marennes, *président* ; le docteur Adrien Chevallier, président du comice agricole de Saint-Aignan-Marennes, *vice-président* ; Lételié, membre du comice, directeur de l'usine de Marennes, *secrétaire* ; Pacaud, membre du comice, *secrétaire adjoint* ; Florentin aîné, président du tribunal de commerce de Marennes, membre du comice, *trésorier*.

Membres : MM. le comte Anatole Lemer cier, président du comice agricole de Saintes ; Jouvin, président de la société d'agriculture de Rochefort, pharmacien en chef de l'hôpital de la marine ; Paul Normand, président du comice agricole de l'île d'Oleron ; Louis Audi at, président de la société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes (2) ; Phi-

(1) Voir sur cet excellent homme, qui mériterait bien de sa ville natale, La Tremblade, au moins un souvenir, la notice publiée dans le *Bulletin*, XI, 97.

(2) Le *Journal de Marennes* du 28 novembre 1875 a publié la lettre suivante : ... « J'applaudis du fond du cœur à votre idée. Oui, s'il est quelqu'un qui mérite des honneurs publics et solennels, ce sont ces hommes qui ont donné leur intelligence, leur dévouement, leur vie à leurs concitoyens, et qui sont morts non pas dans les plis d'un drapeau glorieux, un jour de bataille, mais obscurément dans leur humble condition. Vous faites bien, messieurs, de rendre enfin hommage à l'administrateur modeste qui a passé son existence au milieu de vous, à vous délivrer, vous et vos enfants, des fièvres paludéennes et des maladies endémiques, à créer la richesse dans le dénuement en fertilisant le marécage. C'est un acte de justice, c'est aussi un acte de reconnaissance qui vous honore. Vous savez quels déboires éprouvent les hommes de cœur qui prennent la tâche ingrate du dévouement. Rarement

lippe Fragnaud, vice-directeur du grand syndicat de Saint-Aignan ; Combeaud aîné, syndic des marais de Moëze ; Bruel père, syndic des marais de Hiers ; Porcheret, syndic des marais de Saint-Nazaire ; Viaud, syndic des marais de Tiranson ; Chauvet, syndic des marais de Saint-Sornin ; Fragnaud, syndic des marais gâts de Mérignac ; Blanchet fils, syndic des marais salants de Daire ; E. Sorel fils, syndic des marais de Saint-Just ; Guionneau, syndic des marais de Recoulenne et Pélard ; Chagneaud, vice-syndic des marais de Moëze ; Henri Duplais, vice-syndic des marais de Martrou, avoué à Rochefort ; Alexis Rec-teau, vice-syndic des marais de Monportail ; Perret aîné, agent des travaux du grand syndicat de Marennes ; Aiguillé, président de la chambre des notaires de Marennes ; Botton, notaire à Marennes ; Michaud, notaire au Gua ; Daunais, notaire à Soubise ; Blanchard fils, secrétaire du comice à Marennes ; Autant, secrétaire du comice à Saint-Aignan ; Léon Senné, Jousselin, Bellion, Bourdeau, médecin vétérinaire, membres du comice à Marennes ; le docteur Dyvorne, membre du comice, maire à Soubise ; Savineau, membre du comice à Saint-Just ; Moine, membre du comice à Saint-Jean d'Angle ; Seignette père et fils, membres du comice à Saint-Symphorien ; Sinan, membre du comice à Hiers-Brouage.

Trois ans après, le 14 novembre 1878, le vice-président Adrien Chevallier, conseiller général, répandit une nouvelle circulaire pour demander des fonds. Mais Chevallier mourut, et Jules Dufaure, et d'autres. Les événements politiques détournèrent l'attention.

Plus tard, on reprit l'œuvre un instant abandonnée. Le conseil municipal de Marennes, dans sa séance du 15 février 1890, nomma une commission composée de MM. Bourdeau, Florentin aîné, Maillefaud, ancien instituteur, Prévost et Voyer. M. Florentin, qui était le trésorier, fit très à propos remarquer qu'il s'agissait seulement de reprendre les démarches déjà faites et de mener

luit pour eux le jour de la récompense. Heureux encore quand il luit sur leur tombeau ! Le métier d'homme dévoué, je ne dis pas de grand homme, deviendrait trop pénible, s'il ne devait pas enfin arriver le moment où des populations proclament le bienfait reçu. Marennes nous offre un noble exemple. Saintes s'est contenté de donner à une rue et à un quai le nom d'un prédécesseur de Le Terme, l'intendant Reverseaux, qui a rendu à l'agriculture 64,000 arpents de marais dans les bassins de la Charente et de la Boutonne, à Brouage, à Marennes, à La Rochelle, et qui a créé les grandes voies de communication de Saintes à Bordeaux et de Saintes à Limoges. Vous, messieurs, vous élevez un monument à Le Terme. Je vous remercie d'avoir songé à moi et de m'avoir ainsi associé à votre généreuse entreprise. Elle a toutes mes sympathies. Elle aura celles de tous les hommes de cœur. Vous commencez par Le Terme, dont la mémoire est plus récente et les services plus présents ; quelque jour vous songerez à Samuel Champlain. Québec vous aidera pour cette œuvre, Québec et le Canada, où notre illustre compatriote est si vivant qu'il m'a suffi d'invoquer son nom pour que poètes, historiens, m'envoyassent aussitôt de cette France du nord leurs ouvrages pour la bibliothèque de Saintes. »

cette fois à bonne fin l'œuvre commencée depuis 15 ans. Les membres de l'ancien comité continuèrent donc de faire partie de celui-ci (*Bulletin*, X, 168). Un an après, le 25 mars, la commission réunie nommait présidents d'honneur du comité MM. le comte Lemer cier et Garnier, député ; président, Bossu, sous-préfet, et vice-président, Pommier, maire de Marenn es. (*Bulletin*, XI, 150).

Lételié pensait qu'il était nécessaire de raconter la biographie de Le Terme et de rappeler ses grands services à la génération qui ne l'a pas connu. C'était sa pierre à l'édifice, œuvre de gratitude personnelle. Or, il voulait que ce ne fût là que le piédestal, pour ainsi dire, d'un autre monument qui, lui, sera la reconnaissance publique. Ses fonctions de secrétaire de la commission ne se bornaient pas pour lui à écrire des circulaires et à signer des lettres. Il crut que le meilleur moyen d'arriver à glorifier son héros c'était de le faire connaître, et il publia sa notice *Esprit-Charles Le Terme* (Marenn es, Florentin, 1876. in-8°, 25 pages), qui avait paru d'abord à Poitiers dans la *Revue d'Aquitaine*, numéros des 15 janvier et 15 février 1876.

J'ai vu à Brive, Brive-la-Gaillarde, sur une place publique, un grand bonhomme en longue redingote de bronze, hissé sur un piédestal. Quelle est cette célébrité ? C'est M. Majour, un bienfaiteur de l'humanité, à Brive. Il a donné 30,000 francs à sa ville natale, qui en a employé 25 à lui dresser une statue.

Ah ! si la reconnaissance répondait au bienfait, si la récompense était égale à la grandeur des services rendus, le monument de Le Terme devrait s'élever gigantesque au milieu du marais, à la hauteur des clochers de Marenn es et de Moëze ! Et c'était là notre rêve et notre plan, à Lételié et à moi. Quelque chose de plus original qu'une statue, de moins mesquin qu'un petit buste dans un petit jardin. Toute la plaine devrait le voir, et de loin, sur l'océan, sur cet océan à qui il a disputé 8,000 hectares de terrain, les bâtiments, barques ou navires, qui franchissent le détroit de Maumusson, tous ces vaisseaux qui vont à Bordeaux, à Nantes et à Douvres, apercevant cette troisième aiguille de pierre, se demanderont quel est cet amer nouveau. Voyageurs, matelots, vous qui courez à l'appel d'un plaisir, à la nécessité du devoir, à la voix de l'intérêt ; passagers, français ou étrangers, cette flèche élancée dans les airs, c'est tout ensemble Marenn es et Soubise, c'est Saint-Aignan, c'est Le Gua, c'est Saint-Sornin et Saint-Just, Saint-Symphorien et Saint-Fort, Saint-Jean d'Anglé et Brouage, c'est Hiers et Moëze, c'est toute la contrée riveraine témoignant sa reconnaissance, non pas à un héros grandi sur les champs de bataille, non pas à un lettré dont les œuvres ont porté le nom au loin, non pas à un savant que ses découvertes ont rendu immortel, mais à un homme qui a risqué cent fois sa vie sur ces plaines dévastées par l'épidémie, qui a lutté contre le fléau et l'a vaincu, qui a combattu l'ignorance, les préjugés, les routines, l'envie, la jalousie, la haine, sans réussir à en triompher

complètement (1), qui a rendu à la santé et à la vie des milliers d'individus, et qui, en détruisant ce foyer d'infections, cette source intarissable de maladies mortelles, d'où se répandait la malaria aussi terrible, aussi meurtrière que celle des marais Pontins, a assuré l'existence des générations futures, à un modeste employé qui a sacrifié son avancement, sa carrière, son avenir, sa fortune à cette œuvre d'humanité et dont la réputation n'a guère dépassé et ne dépassera pas les limites de son arrondissement, au sous-préfet Le Terme. LOUIS AUDIAT.

VII

LA DÉPORTATION EN ESPAGNE (1792)

Dans le *Correspondant* des 10 et 25 septembre 1891, M. Geoffroy de Grandmaison a publié un travail, *Le clergé français en Espagne pendant la révolution (1792-1800)*, où il est question de Jean-Charles de Coucy, évêque de La Rochelle en 1791, émigré en Espagne, un des chefs de la petite église qui subsista longtemps dans l'île de Ré notamment, qui existait à La Rochelle il y a quelques années, qui subsiste encore dans une espèce de communauté à Gontaud-Biron, en Agenais. Coucy ne revint en France qu'en 1814 ; désigné en 1817 pour l'archevêché de Reims où il avait été vicaire général, il prit possession en 1821 et mourut en 1826, « le dernier d'une race illustre ». Thémines, évêque de Blois, était resté très anti-concordataire jusqu'à sa mort, 3 novembre 1829.

Le but de ce mémoire est de faire connaître les souffrances, les angoisses, les alternatives de bons et de mauvais traitements qu'éprouverent les ecclésiastiques français forcés par la loi de s'expatrier, et les vexations, les vols dont ils furent victimes en se rendant à la frontière. « Ce n'étaient point les sentiers parcourus par les coupeurs de bourse qu'il fallait éviter, mais les grands chemins où les douaniers républicains dépouillaient de leur modique escarcelle les prêtres qui se présentaient à eux. » L'auteur cite plusieurs documents à l'appui : « J'ai l'honneur de vous informer, écrit le capitaine général des douanes Boudier au procureur général syndic Moynier, le 24 septembre 1792, que les préposés des douanes de la brigade du Perthuis viennent de conduire au Bouhon le sieur Roques, curé de Villeneuve, lequel, nanti d'un passeport, passait en Espagne, portant la somme de 546 francs en écus de 6 livres. » La réponse ne se faisait pas attendre. « Le conseil du département a ordonné que les ecclésiastiques qui sortiront de l'empire conformément à la loi ne pourront emporter en numéraire que 50 francs; ceux qui en auront plus pourront prendre une lettre de crédit de 150 francs. Le nu-

(1) Voir en particulier ses *Observations relatives au règlement général des marais de l'arrondissement de Marennes* (à Rochefort, de l'imprimerie de Goulard; 1827, in-4°, 31 pages), à propos de lettres de négociants qui se disaient lésés, attaqués et diffamés : « En butte, dit-il page 11, aux accusations les plus outrageantes. »

méraire restant sera déposé à la municipalité, en attendant les ordres du pouvoir exécutif. Pareille mésaventure arrivait parfois avant même de rencontrer les postes de douanes. »

En voici une nouvelle preuve : c'est une note que M. Godineau a trouvé dans les registres d'Annepont, *Fuite du curé d'Annepont et du curé de Nantillé en Espagne, année 1792*. Nous la reproduisons avec son orthographe fantaisiste, en régularisant pourtant un peu la ponctuation :

« Aujourd'huy le 10 du moi septembre 1792, le sieur curés Jean Batistes da Vid sait desides a partir pour l'Espagnies ; at étés avec le curés de Nantilliers couchés à Taille bourg ches M^r Duges. La maimes nuit, il ont anbarquer sur la chaloupes de Rolland ver les 2 heures apries minuit. ont arivés sur Le soir à Charantes devant le Corps de gardes qui an n'a fait la visites, et ont pris tout leurs arjeans quil lont pu troues sur eux, et leurs ont donné du papier. Dans la nuit présédante il ont partis, et ont passes par le passage de Charantes de peur d'estre surpris, et ont étés sur leur batimans à Martrou. Le mercredis, a trois heures du soir, on at lever l'ancre, et ont fait voilles pour leur destination. Capitaine du Bric, maitre Simonnet, de Saint Savignien, et il court de grands risque avec tant de praitre. »

Pierre David était curé d'Annepont depuis 1771. On ignore ce qu'il devint après sa déportation en Espagne. Quant à Samuel Saint-Médard, né à Saint-Georges d'Oleron, le 17 novembre 1749, de Georges Saint-Médard qui mourut le 25 juillet 1790, et de Marie Grossard, tonsuré le 9 juin 1770 à Saintes, diacre à Poitiers le 5 juin 1773, curé de Nantillé en 1786, déporté à Bilbao, puis en Angleterre, il rétablit le culte à Saint-Georges en 1802, fut vicaire général et évêque nommé de Tournai, malgré le pape. Il mourut à Saint-Georges le 11 octobre 1822, chevalier de la légion d'honneur et vicaire général de La Rochelle.

VIII

LETTRES D'INDULGENCES DE LA CATHÉDRALE DE SAINTES.

Le volume X des *Archives* a publié, pages 56-81, des lettres d'indulgences (1477, 1486, 1488), relatives à la cathédrale de Saintes, et en a même reproduit deux en héliogravures. M. Léopold Delisle vient d'en imprimer dans la *Bibliothèque de l'école des chartes* une autre dont il veut bien nous donner communication. Elle a été découverte dans une ancienne reliure et doit appartenir, comme les autres, au dernier quart du XV^e siècle.

« Le pardon de Xaintes

« S'ensuyvent les clauses extraictes des bulles originales de Xaintez, par lesquelles nostre saint père le pape declairet que son entention est que, non obstant quelxconques revocations ou suspencions des indulgences, en general ou en particulier, soubz quelque forme et teneur qu'elle se puissent faire, pousé

que les dictes revocations ou suspensions se fissent durant le temps de dix ans du pardon, etiam si elles se faisoient en faveur de la tuytion de la foy catholique contre les Turchs et ennemys de la foy, il veult que les dis pardons, indulgences, graces et facultés autroyées par luy et ses predecesseurs à la dicte eglise de Xainctes sortent plainyement leur effet, par telle forme et maniere que si nulles revocations ou suspensions des dictes indulgences avoyent esté faictez, de quelque teneur que puissent estre les dictes revocations ou suspensions, voire s'il estoit faicte mencion expresse des dictes indulgences octroyées à la dicte eglise de Xainctes.

« Sequitur clausula prime bulle.

« Et insuper quoniam nostre intentionis existit ut littere et indulgentie hujusce modi, quocunque oblato (*sic*) obstaculo, suum sorciantur effectum, volumus et auctoritate apostolica decernimus ac declaramus quod per quascunque generales et speciales indulgenciarum revocationes et suspensiones in favorem religionis cristiane contra Turchos seu alios quoscunque et ex quavis causa per nos et predecessores ac successores nostros Romanos pontifices factas et in posterum faciendas, quorumcunque tenorum existant, etiamsi de dicta ecclesia Xantonensi mensio (*sic*) fieret specialia (*sic*) eique derogaretur expresse, littere et indulgentie hujuscemodi, quominus plenarium sorciantur effectum, minime valeant impediri nec debeant sub eisdem revocationibus et suspensionibus, etiamsi nos ab hac luce interim subtrahi contigerit, quovis modo comprehendere, ac si ille nullatenus emanassent.

« Clausula secunde bulle.

« Nonobstantibus quibuscunque similium et aliarum quorumcunque indulgenciarum specialibus vel generalibus suspensionibus et revocationibus per nos aut predecessores et forsan successores nostros de illis ex quacunque causa, vel ratione, etiamsi pro quacunque expeditione contra Christi nominis inimicos vel sub quavis verborum forma factis et fiendis, quas etiam, si de illis earumque totis tenoribus specialis et expressa et non sub condicione mencio habenda foret, ad litteras et concessionis hujusmodi se minime extendere decernimus per presentes.

« Clausula tertie bulle.

« Eidem ecclesie sub certis modo et forma quasdam indulgencias concessimus plenarias cum certis gratiis et facultatibus, prout in nostris desuper confectis litteris, quas sub quibuscunque revocationibus similium indulgentiarum per nos vel sedem apostolicam sub quavis verborum forma factis et fiendis non comprehendere, sed ut suis vi et robore, quoad singula in eis contenta, permanere volumus, prout etiam volumus et decernimus, plenius continetur.

« Item, les doyen et chapitre de Xainctez, par la faculté à

eux donnée par les dernières lettres apostoliques, de pouvoir eslire, en lieu de la solennité de la chiere monseigneur saint Pierre, auctune aultre solennité ou feste, pour auctunes causes ad ce les esmouvant, ont ordonné pour ceste année la feste et solennité de monseigneur saint André, en lieu de la dicte feste de saint Pierre, pour visiter la dicte eglise de Xainctes ou les lieux deputez, les queulx l'on pourra visiter en lieu de l'eglise de Sainctes, et gaigner teulx pardons, indulgences, graces et facultés que gaigneront ceulx qui visiteront l'eglise de Sainctes es jours dessus dis, selon la teneur des dernieres bulles apostoliques. Et commencera le dit pardon es premières vespres de la dicte feste de saint André, et finira le quart jour ensuyvant à heure de souleil couché. »

Cette annonce disposée sur 38 lignes, y compris les titres, a été imprimée sans doute dans l'ouest de la France et assez incorrectement, sur un feuillet haut de 290 millimètres et large de 240, en caractères gothiques un peu arrondis.

Un débris d'une autre affiche, trouvée près de la première, contient ces quelques lignes, qui, quoique mutilées, ont cependant leur intérêt :

« quelzconques revocations et suspensions de pardons, generales ou speciales, faictes ou à faire, lesquelles nostre.... de la très grant ruyne de la dicte eglise et du noble edifice commencé à faire en icelle, a declairé, veult et entend ne avoir.... graces, indulgences et pardons donnez et otroiez es bienfaiteurs de la dicte eglise, mais icelles indulgences.... et veult demourer en leur force et vertu et n'estre aucunement comprises es dictes revocations comme ce plus à plain.... indulgences apostoliques nouvellement otroïées à la dicte eglise.... »

Ces deux pièces sont réunies à la bibliothèque nationale sur la cote E 1684 de la réserve du département des imprimés, où se trouvaient déjà cinq lettres d'indulgences rédigées au nom de Raimond Péraud, archidiacre de Saintes, et datées des années 1486, 1487 et 1488.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

AMERICANA, bulletin du bouquiniste français et colonial, 3^e série, n° 2, contient un acte authentique de Samuel de Champ-lain, contrat d'engagement d'une servante nommée Isabelle Terrier, daté du 22 juillet 1617, signé CHAMPLAIN et ESLAYNE BOULLE (sa femme). Prix : 225 francs.

On connaît l'extrême rareté des autographes de Champ-lain ; c'est, croyons-nous, à part le contrat de mariage, la seule pièce contenant sa signature jointe à celle de sa femme.

ANNUAIRE HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET D'ANNONCES INDUSTRIELLES DE COGNAC, 1892. Cognac, G. Bérauld, imprimeur, 1892, in-8°, 800 pages, gravures. Prix : 3 fr. 50.

800 pages! — Avez-vous bien lu? — 800 pages de texte, sans compter carte et gravures. Heureusement l'*Annuaire* de 1892 paraît à la veille de 1893 : on n'aura que le temps de le lire avant celui de l'année prochaine qui paraîtra certainement un peu plus tôt, à moins que celui-ci ne serve pour deux ans. Et franchement il est si copieux, qu'il peut servir pour plusieurs années. Ajoutons vite que sur ces 400 feuillets de papier imprimé, il y en a cent, l'*Almanach*, qui s'ajoute là comme à des centaines d'autres annuaires ou almanachs : bons mots, recettes, etc., 200 ou 250 qui contiennent des annonces commerciales. Soyez sûr que ce ne sera pas la partie la moins feuilletée de ce gros volume : est-ce que chacun des négociants et des industriels ne tient pas à voir son nom, sa marque, son blason étalés en belle page, et aussi celui de son voisin, ce qui pousse à une foule de réflexions charitables?

La partie importante pour nous, et que nous voudrions voir dans tous les ouvrages de ce genre, c'est l'histoire de chaque commune du canton de Cognac; celle des autres cantons viendra dans les annuaires suivants; l'histoire, c'est-à-dire le résumé des faits principaux qui s'y sont passés. Mais il y a l'histoire générale, les monuments, l'archéologie, la biographie, la bibliographie, la linguistique. Cet ouvrage est un résumé très complet de tout ce qu'on peut savoir sur Cognac, le canton, même l'arrondissement. Exemple : le notaire; on ne se contente pas de donner le titulaire actuel, il y a tous ses prédécesseurs connus; le sous-préfet de Cognac, M. Cruchon, a sous ses yeux tous ses prédécesseurs; le maire de Cognac, M. Brisson, voit la série des maires à Cognac depuis 1491; le tribunal de commerce a la liste complète de ses membres depuis 1798 (Et celle du tribunal civil?). Voici la *Charente et ses représentants*, noms de tous les députés de la Charente, particulièrement de l'arrondissement de Cognac, pairs ou sénateurs, depuis les états généraux de 1484.

La philologie comprend d'abord un petit lexique des mots les plus usités dans le patois saintongeais, puis des fables de Burgaud des Marets, d'autant plus précieuses que beaucoup n'ont paru que dans des almanachs ou des journaux, où il est fort difficile de se les procurer; il y a aussi des contes de M. Loze (Cadet Réjouit).

Cet *Annuaire* est donc complet. Il représente une somme énorme de travail; on voit que M. Benjamin Bérauld est là.

Le BULLETIN D'AUTOGRAPHES, d'octobre 1892, annonce la vente à 10 francs d'une lettre de Gustave Drouineau, célèbre auteur dramatique et romancier, né à La Rochelle, adressée de La Rochelle, le 18 mars 1826, à Barba, sur la publication de son *Rienzi*; une autre lettre (prix : 22 francs) de Louis-René de Caradeuc de La Chalotais, célèbre magistrat, adversaire des jésuites, né à Rennes, datée de Saintes où il était exilé, 16 novembre 1772; il parle de ses affaires qui sont en mauvais état, et annonce

que la vente de ses terres a été affichée; il a l'intention de tout liquider et de vendre lui-même jusqu'au dernier sillon de ses terres. « Je sçai bien que mes ennemis ne cherchent qu'à me ruiner et à me mettre le pied sur la gorge; mais je ne puis croire que vous veuillez servir leur haine... » Voir sur La Châlotais à Saintes *Archives*, t. III, 444, et *Bulletin*, t. I, 56.

Le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES LETTRES... DE LA CORRÈZE, 3^e livraison de 1892 (juillet-septembre), a commencé la publication, par M. l'abbé Leclerc, du *Nobiliaire de la généralité de Limoges* (élections de Limoges, Angoulême, Saint-Jean d'Angély, Brive, Tulle, Bourgueuf, Saintes et Cognac), œuvre de Simon des Coustures, seigneur de Bort, procureur du roi en la vérification des titres de noblesse faite en 1666 par d'Aguesseau.

BULLETIN... DE LA SOCIÉTÉ DU PROTESTANTISME, des 15 août et 15 septembre, contient sous ce titre, *L'église de Nieulle*, en la commune de Saint-Sornin de Marennes, de 1772 à 1794, les actes de consistoires et de colloques par M. le pasteur Paul Pelet. L'église de Nieulle, qui compte une centaine de fidèles, non compris les annexes importantes de Luzac et de Souhe, a eu pour premier pasteur après la révolution, Amer Pelet, qui la desservit du 25 janvier 1841 au 8 juin 1891, date de sa mort. Le temple actuel fut construit en 1836, par Nicolas-Pierre Fort, entrepreneur de bâtisse à La Tremblade, sous la direction de Louis-Camille Poujaud, agent des travaux d'art de l'arrondissement; la première pierre fut posée le 27 octobre.

La première pièce indique les temples existant l'an 1755 en Saintonge : Paterre pour les fidèles de Chaillevette et de l'Isle et des villages des Grandes et Petites Roches; Avallon, pour Arvert, Les Mathes, Etaules; Mornac, pour Breuillet; Pouyeau, pour Saint-Sulpice, L'Eguille, Le Breuil du Pas, Saujon, Saint-Romain, Le Chay; Courlay, pour Saint-Augustin, Vaux, Saint-Pallais, Royan et ses villages Champagnolle et La Lande; Didonne, pour Saint-Georges, Meschers, le bourg de Royan; La Gorce, pour Les Epaux, Arces, Saint-Seurin de Mortagne, Saint-Fort de Cosnac et Cozes; Gemozac, pour Pons, Villars, Saint-Léger, Berneuil, Saint-Germain du Seudre, Givrezac et Cravans; Jonzac, pour Saint-Genis, Soubran, Montandre, Ozillac, Les Fontaines, Nieul et Mirambeau; Saint-Savinien, pour Saint-Jean d'Angély, Authon, Le Douhet, Saintes, Port d'Envaux, Taillebourg, Charente et Rochefort; Souhe, pour Le Gua et Nieulle. Puis viennent les délibérations des consistoires.

Le même numéro de septembre contient, page 488, un article, *La jeunesse d'Agrippa d'Aubigné a-t-elle été débauchée?* C'est une dissertation de M. Henri Monod sur le sens du mot *débauché* au XVI^e siècle, qui veut dire: quitter son travail. « J'irai vous débaucher », écrivait Racine à Boileau. Et Segrais: « Etant jeune je me débauchai de mes études. » L'auteur aurait pu ajouter que *débaucher* a pour corrélatif *embaucher*; et qu'en Sain-

tonge, le pays natal d'Agrippa d'Aubigné, l'expression est encore usitée : « J'embauche à 8 heures ; nous débauchons à 8 heures. »

Notons pour mémoire, dans le numéro du 15 juin, la reproduction par M. de Richemond d'une lettre de Fénelon (La Rochelle, 11 mai 1686) qui se trouve dans le livre de M. l'abbé Verlaque, *Lettres inédites de Fénelon* (1874). Est-ce pour railler « l'insinuant apôtre, si plein de mansuétude!!! de la Saintonge », ou pour faire de M. l'abbé Verlaque « le père jésuite Verlaque » ?

BULLETIN HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE L'Auvergne, 1891, page 40, contient de M. Burin des Rosiers une *Etude sur Delille et Champfort*, assez peu précise : Jacques Delille n'est pas né à Aigueperse le 22 juin 1738 ; son acte de baptême, 22 juin 1738 dit qu'il est né le 27 mai, mais n'indique pas où, et les registres d'Aigueperse ne contiennent rien à ce sujet. Donc il n'est pas né à Aigueperse. Conclusion qui ne nous paraît pas rigoureuse. En effet il n'y a jamais eu, avant 1791, d'actes de naissance, mais des actes de baptême, la naissance à la vie spirituelle. Par conséquent on ne rédigeait l'acte de baptême que là où avait lieu le baptême. Jacques pouvait être baptisé à Clermont le 22 juin et être né à Aigueperse le 27 mai. Cet intervalle entre la naissance et le baptême, qui n'était ordinairement que d'un ou deux jours, prouverait que l'enfant était né ailleurs et que l'on avait voulu sans doute essayer de dissimuler l'illégitimité de sa naissance. L'auteur avoue même que des trois hypothèses : Sardon, village de la commune de Thuret, canton d'Aigueperse ; Clermont, et Tournebize près de Pontgibaud, il préfère la première, parce que l'acte de baptême dit que le père et la mère habitaient Aigueperse et appartenaient à deux grandes familles de la ville ; la mère était de la famille de L'Hospital et ses parents avaient une propriété à Sardon près d'Aigueperse. Le père voulait épouser la mère ; les parents s'y opposèrent ; c'est l'acte de baptême qui nous l'apprend. Ah ! que l'auteur aurait bien dû publier ce document qui a son intérêt ! Le parrain, domestique du curé de Notre-Dame du Port, s'appelait Jacques ; et il y avait un ilot sur la Sioule à Tournebize, propriété de la famille maternelle : de là le nom de Jacques Delille. Son père mourut un an après, lui laissant une rente viagère de cent écus.

L'enfant fut élevé par le curé, à Chanonat, qu'il a chanté :

O riant Chanonat ! ô fortuné séjour !

On y conserve son souvenir, on y montre la petite chambre où il travaillait. Quand l'enfant fut devenu célèbre, Chanonat sur une modeste fontaine grava cinq vers en son honneur. Ce qui valait mieux, « le comte d'Artois, homme d'esprit et fort appréciateur des lettres, lui fit donner le beau bénéfice de l'abbaye de Saint-Séverin d'une valeur de trente mille livres de rente. » Il y a là quelques petites inexactitudes : Le comte d'Ar-

tois ne lui « fit pas donner », mais lui donna Saint-Séverin dont il était le patron; puis le revenu n'était que de 2.500 à 3.000 livres.

Choiseul-Gouffier l'emmena à Constantinople d'où il écrivait à un de ses amis : « Je déjeûne le matin en Asie, je dîne tous les soirs en Europe. » La révolution l'emprisonna; il parut devant le tribunal révolutionnaire — est-ce bien sûr? son nom ne figure pas sur les listes des personnes traduites au terrible tribunal. — Mais un ouvrier maçon s'écria : « Il ne faut pas tuer tous les poètes; il faut en garder quelques uns pour chanter nos victoires. » Cette plaisanterie le sauva. Il dut pourtant se réfugier à Saint-Dié, patrie de sa femme qui avait été la compagne de sa vie et à qui il voulut « avant de mourir laisser son nom ».

Pour rectifier certains détails et pour compléter, on peut renvoyer à l'article du *Bulletin*, viii, p. 321, *Deux abbés en Saintonge*. Siffrein Maury et Jacques Delille.

Le BULLETIN HISTORIQUE ET PHILOLOGIQUE DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES du ministère de l'instruction publique publie, p. 70, dans son 1^{er} numéro de 1892, paru le 14 octobre, les *Statuts des maîtres apothicaires de la ville de La Rochelle* du 21 janvier 1601, communiqués par M. Louis de Richemond, d'après l'original sur parchemin qui fait partie du très petit nombre de documents échappés à l'enlèvement des archives de l'hôtel de ville de La Rochelle en 1630 par le conseiller Bailly, et par suite à l'incendie de la cour des comptes à Paris. Ces statuts, au nombre de 74, règlent minutieusement toute la matière. Voir dans le 1^{er} volume des *Archives*, p. 404, *Apothicaires et médecins*, et surtout, t. IV, le *Livre des maîtres apothicaires de Cognac*, publié par M. Jules Pellisson. Les statuts des maîtres apothicaires de Cognac étaient les mêmes que ceux qui furent donnés par Henri IV aux apothicaires d'Angoulême le 25 novembre 1597, confirmés par lui en 1607 et par Louis XIV en 1679. Sènemaud les a imprimés dans le *Bulletin de la société archéologique de la Charente* en 1861, p. 139.

L'INTERMÉDIAIRE DES CHERCHEURS, du 30 septembre, attribue l'invention de la bicyclette à un médecin de La Rochelle, Richard, dont Ozanam, dès 1693, expose le système dans ses *Récréations physiques et mathématiques*; l'auteur, M. René Decambes, demande qui est Richard. « Sait-on où il est né? sait-on où il est mort? » La *Biographie saintongaise* de Damien Rainguet peut répondre : « Elie Richard, né à Saint-Martin de Ré, le 11 décembre 1615, d'Etienne Richard, avocat au parlement de Paris, d'une famille originaire de Saint-Savinien, mourut à La Rochelle le 14 mars 1706, médecin fort distingué », fort apprécié, auteur de plusieurs ouvrages. Son fils aîné Elie a écrit sa vie (Voir *Bulletin*, xi, p. 58); son fils cadet, Louis, sieur des Herbiers, né à La Rochelle en 1694, fut trésorier de

France au bureau des finances de La Rochelle, membre de l'académie de cette ville, et lui légua sa bibliothèque.

LES LA TRÉMOILLE PENDANT CINQ SIÈCLES. T. II. Louis I, Louis II, Jean et Jacques, 1431-1525. Nantes, Emile Grimaud, 1892, in-4°, xvi-249 pages.

Les éloges que nous avons donnés au premier volume de cette importante et luxueuse publication (Voir *Bulletin*, xi, p. 224), sont mérités pour le second. Même disposition, même abondance des documents. Il s'agit ici de Louis 1^{er} de La Trémoille et de trois de ses fils, dont l'ainé, Louis II, a mérité le glorieux surnom de *Chevalier sans reproches*. Parmi les pièces de tous genres, bulles, inventaires, contrats, testaments, lettres, recettes et dépenses, nous citerons celle qui concerne la nef de Louis II « du port de 1.200 tonneaux », construite à Taillebourg de 1508 à 1510, sous la direction d'Alain Le Sceau, breton, maître charpentier, à raison de 20 livres par mois. Le bois avait été pris dans la forêt de La Rochelle ; il y avait 6 grosses pièces d'artillerie pesant 6.922 livres, pour la somme de 403 livres ; 12 chambres et une autre sur le gaillard, faites par Guiot Boullet, menuisier, pour le prix de 14 livres tournois. Le navire fut du 22 au 26 avril, tiré à la cordelle, depuis le port de l'Ospitaux jusqu'à La Rochelle — il faut lire jusqu'à Rochefort : 4 jours pour aller de Taillebourg à La Rochelle, ce serait peu ; et en tirant à la cordelle, ce serait difficile — par 90 hommes le 22, 59 le 24 et le 26 dix. Le 24, le sacristain de Lhoumée reçut 5 deniers tournois pour avoir sonné « les sainz au départ de la nef ». Le 27 avril, « ceux de Saint-Savinien et autres » vinrent à Rochefort pour décider où elle serait mâtée ; — preuve qu'ils l'agit bien de Rochefort. — Le total des dépenses s'élevait à 18.082 livres 8 sols 8 deniers tournois.

Une curieuse procédure, c'est celle du mariage puis du divorce de Jacques de La Trémoille et d'Avoye de Chabannes, comtesse de Dampmartin. Et combien d'autres pièces intéressantes !

LETTRES DE CATHERINE DE MÉDICIS, publiées par M. le comte Hector de La Ferrière, t. iv, in-4° (1570-1574). Outre un certain nombre de lettres adressées par la reine à Saint-Gouard, ce volume contient différentes lettres de Charles IX, de Jeanne d'Albret, qui touchent à notre histoire locale, surtout pour ce qui regarde le siège de La Rochelle en 1573.

Le 3 janvier 1571, la reine de Navarre écrit de La Rochelle à Catherine pour se plaindre du maréchal de Cossé. — Le 7 août elle est à La Jarrie. — 1572 (s. d.). Les habitants de La Rochelle écrivent à la reine Elisabeth pour lui demander secours, et de ne pas se liguier « à ceux qui veulent exterminer vostre peuple de Guienne, qui de tout éternité vous appartient et vous est subject ». Quel patriotisme !... Même prière par les maire et échevins de La

Rochelle. — 1573, 12 janvier. Catherine annonce à Damville le départ du duc d'Anjou pour aller assiéger La Rochelle. — Dans une lettre datée du 8 janvier 1573, Charles IX écrit à Saint-Gouard que son frère est arrivé le VI de ce mois au camp de La Rochelle. Barbot (*Archives*, XVIII, p. 83) dit le 13. — 1573, 25 février. Catherine écrit au duc d'Anjou pour le prier de hâter le siège. En note une longue lettre de ce prince au roi, dans laquelle il lui rend compte des opérations. — 1573, 13 mars. Elle transmet au même les conseils de Tavannes et le résultat du conseil du roi : « enfin il résolut qu'il ne pouvoyt faire un mauvais marché, s'il pouvoyt avoyr La Rochelle par composition... et qu'il sanble que Lanoue seroyt bien aise de se les aubliiger pour se sayre tacitement chef de tous... » — 1573, 2 avril. Elle dit au même : « Le roy vous mende son yntention en cas que ayés prins La Rochelle par forse et ausi cet yl venoynt hà composition et de cet qu'il veult que fasyés... » Ces instructions données par Charles IX sont en note (p. 193). — 5 avril (en note), lettre de Charles IX à Saint-Gouard : « La ville de La Rochelle se retrouve si forte de nature et art, et sont les assiégez si obstinez, qu'il est bien difficile la forcer. Mon frère n'y perd une seule heure de temps. Il est logé dedans la contrescarpe qui régne depuis le bastion de l'évangile jusqu'à celui des dames..., etc. » — 1573, 28 mai. Elle avertit le duc d'Anjou des menées de Montgommery pour secourir La Rochelle. — 1573, 24 juillet. Lettre de Charles IX annonçant la paix accordée aux protestants. — 18 juin. Le même fait part à Matignon du danger auquel son frère a échappé au dernier assaut donné à La Rochelle. — 1574, 28 mai. Lettre de Charles IX où il dit : « Estant infiniment marry de la perte que j'ai faicte du pauvre cappitaine Sainte-Coulombe, » au siège de Domfront. Page 301 il y a une lettre d'un gentilhomme de cette ville annonçant que ce capitaine est blessé. Il ne serait donc pas mort à La Rochelle. (*Archives*, XVIII, p. 84).

MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BESANÇON, publiés pour la société de l'histoire de France et accompagnés de correspondances et de documents inédits par M. le comte Horric de Beaucaire (1892).

Peu de diplomates sont arrivés à une grande réputation ; la nature de leurs services fait que leurs contemporains rendent rarement justice à leur mérite : trop heureux quand ils ne sont pas rendus responsables des fautes dont la responsabilité ne leur devrait pas incomber ! Du Plessis-Besançon, dont M. le comte Horric de Beaucaire vient de publier les mémoires et la correspondance, est l'exemple de ces hommes d'un mérite éminent dont le nom, peu connu du grand public, mérite d'être conservé parmi ceux des meilleurs serviteurs du pays. Il avait plus de quarante ans et s'était distingué dans les guerres, lorsque Mazarin reconnu et voulut utiliser ses talents diplomatiques. « Je pris, dit-il, la liberté de représenter à son emminence

que c'étoit me tirer de mon centre et du véritable chemin de m'avancer que de m'ôter de l'emploi des armées où j'avois presque passé toute ma vie et donné ma principale occupation, parce que les services que l'on y rend y étant plus glorieux et plus en vue que ceux d'un négociateur (qui ne vont guère aux yeux du monde et demeurent obscurs, à cause du secret qui s'y doit garder), il en faut aussi beaucoup moins des autres pour élever ceux qui les rendent aux premières charges et pour faire leur fortune. Sur quoi son éminence me répondit que la route qu'elle me faisoit prendre étoit, au contraire, la plus courte et la plus assurée que je pusse tenir pour arriver à mon but, et me donna pour exemple des progrès qu'on y pouvoit faire, ajoutant qu'il y avoit peu de sujets capables d'y réussir, et qu'on n'en manquoit pas pour la guerre. Je ne répliquai point et me rendis, comme j'ai toujours fait, aux volontés de son éminence... Mais je n'ai que trop éprouvé la vérité du jugement que j'en fis dès lors, ayant vu passer devant moi quantité de gens qui étoient à mes côtés et bien loin derrière, sans que j'aie pu rehausser ma condition qu'en apparence. »

Bien qu'il préférât la profession des armes, Du Plessis-Besançon parle de la carrière diplomatique en termes qui montrent combien il comprenait les devoirs des représentants de la France. Il a eu l'heureuse chance que sa correspondance officielle et ses papiers intimes aient été conservés : peu de négociateurs ont eu cette fortune. Il a eu aussi le bonheur de trouver un historien digne de lui dans le comte Horric de Beaucaire : notre confrère, qui connaît l'intérêt et les difficultés de la diplomatie, avait un double titre à se faire le gardien de la réputation du fils de Charles de Besançon et de Madeleine Horric. Aux mémoires de son illustre parent, complètement inédits jusqu'ici et conservés au dépôt du quai d'Orsay, il a ajouté de nombreux extraits de la correspondance de Du Plessis-Besançon, qui remplit sept autres volumes du même dépôt et deux volumes appartenant à la bibliothèque nationale. Il a aussi fait de nombreux emprunts à d'autres manuscrits de la bibliothèque nationale, des affaires étrangères, des archives de Condé, du dépôt de la guerre, de la bibliothèque de l'institut et des archives de Venise. Peu d'historiens ont eu une série aussi complète de documents pour écrire la biographie d'un homme d'état.

La notice biographique, dont M. de Beaucaire a fait précéder les mémoires, et les sommaires qui les suivent (p. 370-380) font connaître, dans leur suite chronologique, les événements qui ont rempli la vie de Bernard du Plessis-Besançon. Ce serait dépasser le cadre d'un compte rendu que de les résumer ici. On en trouvera le récit détaillé dans les mémoires eux-mêmes ou dans les extraits de la correspondance, où sont éclaircis tant de faits d'une période intéressante entre toutes. Ceux qui seraient curieux d'approfondir tel ou tel des événements auxquels a été mêlé Du Plessis-Besançon, pourront aussi recourir aux

documents que M. de Beaucaire, ne pouvant naturellement tout publier, a indiqués. Nous n'avons pas besoin de dire à nos confrères de la société des *Archives* qu'il a donné à l'annotation toute l'attention nécessaire dans un ouvrage de cette nature, sans la grossir démesurément comme on a trop souvent une tendance facile à le faire. Ils connaissent déjà les travaux antérieurs de M. de Beaucaire; c'est ici même qu'il a publié les documents relatifs à la part prise par Du Plessis-Besançon au siège de La Rochelle. Voir le tome XVIII des *Archives*, page 368.

Né à Paris, le 5 mars 1600, de Charles, seigneur de Soulligné et de Bouchemont, gentilhomme de la chambre de la duchesse de Bar, et de Madeleine Horric, Bernard de Besançon, seigneur du Plessis, appartenait par son père à une des plus importantes familles du parlement de Paris, auquel elle avait fourni des membres depuis 1316, et, par sa mère, à une ancienne et noble maison de la région poitevine, qui avait longtemps mené, et menait presque encore à cette époque, la rude vie féodale de la province. Madeleine Horric était fille de Louis, seigneur de La Courade, grand prévôt de Guyenne, et de Marie Hélyes de La Rochesnard, appartenant elle-même à une famille considérée du Limousin et du Poitou. Du côté maternel, Besançon tenait à plusieurs maisons avantageusement connues à la cour, Vivonne, Barbezières, Rochechouart, Livron, Beaupoil, Poussard, Bremond d'Ars, Orfeuille. Mais diverses circonstances vinrent à la fin du XVI^e siècle modifier cette situation. Les Horric furent en 1573-1574, et 1621, aux sièges de La Rochelle, de Lusignan et de Saint-Jean d'Angély, parmi les plus ardents à combattre l'armée royale.

Le frère aîné de Bernard de Besançon, Charles, semble avoir hérité de l'humeur indépendante de ses aïeux maternels; on a souvent confondu les deux frères; M. de Beaucaire s'est appliqué à attribuer à chacun d'eux le rôle qui lui convient. La carrière aventureuse de Charles, hardi, insoumis, a été surtout marquée par la part qu'il prit à la fuite de Marie de Médicis; il la suivit en Flandre; plus tard, il chercha à enlever madame de Combalet, qui lui aurait servi d'otage pour obtenir la grâce de Montmorency. Après avoir été mêlé à tous les complots du temps, il obtint en 1635 des lettres d'abolition et devint intendant de Touraine en 1642, lieutenant général des armées du roi en 1653.

Bernard avait la gravité méthodique, l'esprit net et précis d'un magistrat doublé d'un mathématicien, le goût pour le travail de cabinet d'une personne de la robe allié à la souplesse révérencieuse d'un homme de cour; en même temps il était brave et passionné pour le métier des armes. Il servait en Hollande avec le duc de Candale, quand il fut appelé au siège de La Rochelle; on sait qu'il inventa les machines qui barrèrent le chenal au milieu de la digue. Il se distingua ensuite dans les campagnes de Piémont; arrêté en 1631 comme complice présumé de son frère, il fut enfermé à la Bastille jusqu'en 1635.

Chargé de mettre en état successivement les fortifications de Provence, de Flandre, de Roussillon, il se fit remarquer en plusieurs actions de guerre, notamment dans l'attaque de l'île Sainte-Marguerite, à Fontarabie, à Salces, à Arras. Mais la période la plus intéressante de sa vie est sans doute sa mission près des états de Catalogne : il négocia l'annexion de cette province à la France, puis en organisa la défense (1640-1641) ; il y retourna en 1645, fut reçu avec enthousiasme et découvrit un complot tramé contre la domination française. M. de Beaucaire a consacré deux chapitres curieux de l'appendice aux affaires de Catalogne.

Entre temps, Besançon avait rempli une mission près des chefs de corps Weimarins (1643) ; il avait été à Bruxelles sonder les dispositions de D. Francisco de Mello que Mazarin eût voulu attacher au service de France (1645), et il avait tenté de négocier un arrangement avec le duc de Lorraine. En 1646, il fut envoyé près des princes italiens, que le cardinal voulait réunir dans une ligue contre l'Espagne (1646) ; il visita Turin, Parme, Modène, Mantoue, Lucques, ne cessant de circuler, toujours en éveil, toujours sur le point où sa présence paraissait le plus utile. M. de Beaucaire estime que l'œuvre à laquelle Besançon mérite d'attacher pour toujours son nom, c'est la substitution de l'influence française à l'influence espagnole dans la péninsule italique. En 1647, il fut désigné pour diriger l'expédition chargée de porter secours aux Napolitains révoltés. On avait jusqu'ici méconnu le rôle qu'il joua dans cette entreprise, que malheureusement les troubles de la fronde firent échouer.

Pendant la guerre civile, Besançon fut chargé de nouvelles négociations près du duc Charles de Lorraine (1649), puis se consacra à conserver pour le roi Auxonne, dont il avait le gouvernement. Nommé lieutenant général en 1653, il fut envoyé de nouveau en Italie pour reprendre l'œuvre qu'il avait commencée en 1646 et qui était menacée de toutes parts. Il se rendit à Turin, Gènes, Mantoue, Parme, Modène, Venise, Florence, Pise, examinant les dispositions de chacun et tâchant d'en profiter. Ambassadeur à Venise de 1655 à 1658, il continua de diriger l'action politique de la France dans toute la haute Italie ; il conclut d'importants traités avec Modène, Mantoue et Parme, et ne contribua pas peu, par ses succès diplomatiques, à préparer la conclusion de la paix des Pyrénées.

En 1665, il fut question de l'envoyer comme ambassadeur près des cantons Suisses. Il mourut à Auxonne, le 6 avril 1670.

Comme militaire, Besançon a donné des preuves de courage et de talent ; il exerça peu de temps le commandement en chef en Catalogne (1640-1641) et dans la campagne de Naples (1648) ; il se distingua plutôt comme ingénieur, et fut le plus souvent chef d'état-major ou homme de confiance du premier ministre près des commandants en chef. Comme diplomate, son premier essai fut un coup de maître : l'annexion de la Catalogne. Servien lui écrivait de Münster à cette occasion : « Les moindres

progrès que l'on fait en Catalogne sont plus sensibles à nos ennemis et les réduiront plutôt à la raison que tout ce que l'on peut faire ailleurs. » En Italie, il se montra le meilleur collaborateur de Mazarin.

Ses deux fils n'ont laissé aucune trace dans l'histoire. Une de ses filles, Anne, épousa en 1664 le fils aîné du maréchal de Grancey; l'autre, Hélène, épousa en premières noces Jean Le Brun, seigneur de Breuil, président au grand conseil, et, en secondes noces, Louis-Charles, prince de Courtenay. Leur fille unique, Hélène de Courtenay, dernière héritière de cette branche de la maison royale, épousa, le 5 mars 1712, Louis-Bénigne, marquis de Bauffremont; leur descendance porte les noms de Bauffremont, Choiseul, Narbonne-Lara, Nettancourt, Gontaut-Biron-Saint-Blancard, Cossé-Brissac.

L. DELAUAUD.

MONOGRAPHIE DU CHATEAU DE PLASSAC EN SAINTONGE. *La Saintonge et les seigneurs de Plassac, 1829-1870*, par le marquis de Dampierre. Plassac, imprimé à La Rochelle par Noël Texier, 1892, in-8°, viii-461 pages.

C'est le dernier volume de la *Monographie de Plassac*, et c'est dommage. Ce 4^e volume, uniquement destiné à la famille et à quelques amis, comme les précédents, a tout le charme d'une causerie aimable et instructive. L'auteur a raconté dans un autre sa vie politique depuis 1870; c'est sa vie antérieure qu'il expose et sa carrière agricole dans celui-ci. Les dates 1820-1870, inscrites au frontispice du volume en caractérisent les événements, encore que M. de Dampierre consacre la moitié du livre à son vénéré père Elie-Louis-Aymar, marquis de Dampierre, pair de France 1787-1815. Mais que de faits dans ce demi-siècle!

M. de Dampierre n'est pas un homme du métier : il eut distribué autrement son important ouvrage, coupé les récits par des chapitres, mis en tête des sommaires, arrangé les anecdotes, disposé les récits. On eut vu l'auteur, on ne voit que l'homme, et ce qu'il montre laisse voir ce qu'il aurait fait s'il avait voulu. Mais ici le mot de Pascal est à sa place : « Quand on voit le style naturel, on est tout étonné et ravi : car on s'attendait à voir un auteur, et on trouve un homme. » L'habileté est une belle qualité; l'émotion, la sincérité, la vérité, la simplicité ne sont pas à dédaigner.

Un épisode est à citer dans ce volume, qui touche à l'histoire générale : le séjour de la duchesse de Berry à Plassac en 1832. On venait d'apprendre la saisie du *Carlo-Alberto* qui l'avait amenée sur les côtes de Provence, l'échec du mouvement projeté à Marseille, la nouvelle que madame, arrêtée par la police, était conduite en Ecosse : « L'émotion de tous les royalistes était grande et le peu de nouvelles que nous avions se tournaient en commentaires, en suppositions plus ou moins exactes, et sur

la suite qui serait donnée à cette tentative, et sur ce que nous aurions à faire nous-mêmes dans telle et telle éventualité; le sort de la princesse surtout nous inquiétait, et nous nous demandions avec anxiété ce qu'elle allait devenir. Le 7 mai, au soir, à Plassac, nous étions, mon père, ma mère, mon excellente cousine, la comtesse de Luc, sa sœur Clémentine et moi, réunis encore au salon, vers dix heures, quand un bruit du dehors nous avertit de l'arrivée d'une voiture arrêtée à la grille du château. Un dogue d'une véritable férocité gardait en liberté la cour d'honneur; je fus bien vite chercher le seul domestique qui pouvait l'attacher; mais il était déjà couché, et cela avait pris un certain temps, pendant lequel mon père, obéissant à je ne sais quel pressentiment, et sortant par les cuisines en sous-sol et les douves du château, était allé reconnaître la voiture de poste et avait alors vu s'avancer vers lui M. de Villeneuve lui disant à voix basse : « Mon ami, je vous » amène madame; elle vient vous demander l'hospitalité pour » quelques jours. » Bientôt il entra dans le salon, donnant le bras à madame, voilée, vêtue d'un long manteau et accompagnée de trois hommes, dont l'un était en livrée. L'émotion de mon père, son silence, le sérieux de tous ces personnages nous avaient déjà préparés à quelque chose d'extraordinaire, quand la dame levant son voile, je m'écriai : « Madame ! » le page du roi Charles X ne pouvait avoir un instant oublié cette figure. — « Oui, c'est moi, dit-elle, et... » Ne vous semble-t-il pas lire cette anecdote du *Siècle de Louis XIV* : Charles-Edouard, vaincu à Culloden (1746), étant dans les montagnes d'Ecosse, poursuivi, déguenillé, mourant de faim, arrive un soir dans une maison : « Le petit-fils de Jacques II vous demande un habit et du pain. »

Il est inutile de raconter la suite; les détails de cette folle et chevaleresque aventure sont connus : on s'était imaginé que Bordeaux, la Vendée, tout l'ouest allaient se soulever. Trois hommes de la Charente-Inférieure prirent part à l'échauffourée, Lucien des Mesnards, Guiot du Repaire et l'abbé Bonnaud, qui passèrent devant la cour d'assises à Blois et furent acquittés. (Voir *Bulletin*, VII, 52). Berryer fut arrêté à Saintes.

La duchesse qui avait passé quelques jours à Plassac, sous un faux nom, devinée de personne sinon du curé, dit-on, qui trahit l'incognito, assistant le dimanche à la messe où l'on chanta le *Domine salvum fac Ludovicum Philippum*, ce qui la mit fort en colère, recevant des amis, le comte de Saint-Légier, Alexandre de Guippeville, Guibourg, partit le 16 accompagnée de M. et de M^{me} de Dampierre et du comte de Mesnard dans la voiture; sur le siège, le comte de Lorges en livrée faisait le valet de pied et payait les postillons. Malgré quelques alertes, on arriva, par Saintes et Saint-Jean d'Angély, au château de La Preuille, sur la route de La Roche-sur-Yon à Nantes, où, changeant encore de nom et d'habits, Marie-Caroline prit des vêtements de paysan, un gros bâton et le surnom de *Petit Pierre*.

Les mille incidents du voyage sont fort gentiment racontés,

et les frayeurs et les supercheries, et le trouble de l'évêque de Luçon, et l'arrestation à Barbezieux de Gustave de Saint-Légier et d'Elie de Dampierre, et l'effroi du curé de Jonzac, l'abbé de Saint-Légier : « Le vénérable curé fit bon accueil à son cher Gustave et aux amis qui l'accompagnaient; mais quand il apprit que nous étions prisonniers sur parole chez lui, son effroi fut sans pareil et nous eussions été de vrais scélérats, qu'il n'eût pas eu plus de hâte de nous voir partir. »

Je veux encore citer ce petit fait bien caractéristique : A Mirambeau, le jeune fils du maître de poste Guimaron, s'approchant par curiosité de la calèche qui changeait de chevaux, reconnut madame qu'il avait vue quatre ans auparavant alors qu'allant à Bordeaux après son voyage en Vendée, ses voitures avaient relayé là. Sans mot dire, il se substitue lestement au postillon et part sans mot dire aux voyageurs. Les mystérieux pourparlers de la grille du château de Plassac confirmèrent ses soupçons. Toutefois, il garda un religieux silence. Bien plus, malgré les pénalités auxquelles il s'exposait, il força son père à effacer sur ses registres la mention de la voiture qui venait de passer, et détourna ainsi les recherches de la police qui eurent lieu quelques jours après, « service énorme et dont jamais le jeune Guimaron ne chercha à se prévaloir. » C'était le père de M. Guimaron, avoué à Saintes.

M. de Dampierre a reproduit un document inédit sur le voyage de Marseille à Plassac du comte de Villeneuve, ancien préfet de Lot-et-Garonne, qui accompagnait la duchesse; ce récit d'un témoin oculaire, d'un agent dévoué, est un des morceaux importants du volume.

Veut-on avoir la moralité de la trahison du juif Deutz? Henri Didier va nous la donner :

Son père, secrétaire général du ministère de l'intérieur, fut chargé de payer la somme convenue. Le jour de l'échéance, il fit cacher son fils derrière une tenture et lui dit : « Regarde bien » ce qui va se passer. Il faut que tu saches de bonne heure ce » que c'est qu'un lâche et comment on le paie. » Deutz fut introduit. Didier était debout devant son bureau sur lequel se trouvaient les 500.000 francs en deux paquets. Au moment où le juif s'approchait, « Didier lui fit signe de la main de s'arrêter; puis prenant les pincettes, il s'en servit pour tendre les deux paquets l'un après l'autre à Deutz; après quoi il lui montra la porte. Pas un mot ne fut prononcé pendant cette scène. »

Que de pages admirables on pourrait extraire du volume de M. de Dampierre et aussi que de faits à rappeler, que nous oublions si vite; que de noms à citer ! L'auteur a beaucoup vu, dans sa longue carrière et a beaucoup retenu.

Le récit coule avec un aimable-laisser aller. « Je n'ai écrit que pour mes enfants et mes petits-enfants », dit l'auteur dans sa préface. « Ah ! grand-père, contez-nous ces histoires que vous contez si bien; dites-nous vos souvenirs qui nous émeuvent et nous ravissent. N'avez-vous pas encore un volume de faits à

nous narrer? Ils reviendront un peu en arrière : tant mieux ; ils ressembleront davantage à ces causeries du foyer qui vont à bâtons rompus. Grand père, parlez-nous encore. » Et que d'autres qui ne sont ni vos enfants, ni vos petits-enfants, répètent après eux : « Parlez encore, écrivez encore ! »

L. A.

MONSIEUR JEAN-MARIE DU LAU, ARCHEVÊQUE D'ARLES, par M. Bernard, archiprêtre d'Arles. Arles, imp. Jouve, 1892, in-8°, 80 pages.

Les anniversaires appellent les anniversaires. On fête Danton d'un côté ; de l'autre on pleure les victimes de septembre. M. l'abbé Bernard a publié la biographie d'un des trois prélats qui furent massacrés aux Carmes de Vaugirard. Ce n'est qu'une notice, mais elle abonde en faits. L'auteur déclare qu'il s'est servi des deux volumes composés sur son héros par Constant, premier curé de Saint-Trophime après la révolution, qui avait connu du Lau et recueilli tous ses écrits, tous les détails de sa vie et de sa mort, toutes les traditions qui le concernent. Le souvenir du prélat est encore vivant à Arles ; et c'est comme « gardien des gloires et des traditions de la sainte église d'Arles » que M. Bernard s'est fait un devoir « de conserver, en l'entourant de respect, la mémoire de M^r du Lau. »

Jean-Marie du Lau, d'une ancienne famille du Périgord qui a encore des représentants, est né le 30 octobre 1738 au château de La Coste en Périgord. C'est aussi dans le diocèse de Périgueux que vit le jour un de ses compagnons de martyre, Pierre-Louis de La Rochefoucauld, évêque de Saintes. Tonsuré à Paris chez un de ses oncles, Jean du Lau, curé de Saint-Sulpice, par l'archevêque de Paris en 1753, à 15 ans, il fit ses études théologiques dans la célèbre maison de Navarre comme les deux La Rochefoucauld. Chanoine de Pamiers, vicaire général de Bordeaux, prieur commendataire de Gabillon au diocèse de Périgueux, il fut, aussi comme Pierre-Louis, agent général du clergé en 1770 ; c'étaient des fonctions qui menaient à l'épiscopat. Donc il fut nommé, le 2 mars 1775, archevêque d'Arles, et sacré à Paris le 10 octobre par Montillet, archevêque d'Auch ; il entra à Arles au mois de février suivant. Il se fit adorer des Arlésiens par sa bonté et sa générosité. Aussi fut-il élu député du clergé aux états généraux, malgré l'opposition du curé d'Eyragues, Roux, qui deux ans plus tard fut évêque constitutionnel des Bouches-du-Rhône, et le prévôt de Saint-Trophime, Achille de Villardy, qui finit par être, en 1802, condamné aux galères à perpétuité pour faux en écritures. L'évêque de Saintes avait rencontré la même opposition.

On sait la fin. Le massacre des 140 prêtres et des trois évêques, et tous les détails de l'horrible boucherie sont connus. M. Bernard les a rapidement rappelés, et aussi la mort des deux frères La Rochefoucauld qui n'avaient pas voulu se séparer ; l'évêque

de Saintes qui n'était pas sur la liste s'était fait arrêter pour suivre son frère en prison.

Il y a longtemps qu'une ample biographie de Pierre-Louis de La Rochefoucauld est écrite, composée sur des documents originaux et dont la plupart ont péri dans l'incendie de l'hôtel de ville de Saintes. C'est la vie du prélat, c'est aussi l'histoire des débuts de la révolution à Saintes, un chapitre curieux de la constitution civile du clergé dans le diocèse, sujet absolument inédit. Quand l'ouvrage paraîtra-t-il ? Et voici que M. l'abbé Pécaut vient de publier une nouvelle biographie de l'archevêque d'Arles, *Jean-Marie du Lau, l'archevêque martyr*.

La REVUE DES AUTOGRAPHES, n° 147, septembre 1892, indique une lettre de François de La Noue, dit Bras de fer, à M. de Gagne, datée de La Rochelle (2 janvier 1573) : « Les Rochelais, dont il est à la fois le capitaine et l'ambassadeur près de l'armée royale, ne veulent plus conférer avec les catholiques. Ayant entendu parler de l'accident de Sancerre (qui a failli à être surprise pendant qu'on traitoit avecques eux) ils ne voyent pas qui leur revint grand utilité de ces passe-ports ni de conférer. » Prix : 75 francs.

La REVUE HISTORIQUE DE L'OUEST de juillet, faisant l'histoire de *L'épiscopat nantais à travers les siècles*, arrive au 101^e évêque qui fut Charles-Eutrope de La Laurencie de Cressac, né au château de Villeneuve la Comtesse le 30 avril 1740, le quatrième des sept enfants de Charles-Henri de La Laurencie, seigneur de Villeneuve. Croix-Comtesse, Thibaudières, etc., et de Marie-Anne de La Laurencie, sa cousine. Vicaire général de Poitiers, Eutrope de La Laurencie fut, par brevet de Louis XVI (19 octobre 1783), nommé évêque de Nantes ; il protesta contre l'intrusion sur son siège épiscopal de Julien Minée, fils d'un pharmacien de Nantes, d'abord maîlot et comédien, puis curé des Trois-Patrons à Saint-Denis, curé jureur de Saint-Thomas d'Aquin, élu évêque de la Loire-Inférieure en 1791, mort épiciier à Paris en 1803 ; il passa en Angleterre, n'accepta pas le concordat et mourut à Paris le 13 mai 1816. Il eut pour successeur en 1801 le fameux Jean-Baptiste Duvoisin, baron de l'empire, conseiller d'état, aumônier de l'empereur.

Nous pouvons citer encore dans ce travail la notice sur Antoine-Mathias-Alexandre Jaquemet, né à Grenoble, le 6 septembre 1803, de Jacques Jaquemet qui mourut directeur des contributions indirectes à Saint-Jean d'Angély, et d'Anne Roland ; chanoine théologal de La Rochelle à 28 ans, grand vicaire de Bernet qu'il suivit à l'archevêché d'Aix, puis de M^r Affre qu'il accompagnait sur la barricade de la rue Saint-Antoine, nommé évêque de Nantes le 6 décembre 1848, sacré le 2 août 1849, décédé le 9 décembre 1886.

La REVUE MARITIME ET COLONIALE de juillet contient de M. C. Tulan, *La flotte anglaise sur les côtes d'Aunis et de Saintonge en 1757*. (Voir sur ce sujet dans le *Bulletin*, IX, 115-130, *Les Anglais à l'île d'Aix en 1757*. Dans le numéro d'octobre, M. le lieutenant de vaisseau Courcel-Seneuil a publié un mémoire sur l'*Amélioration de la Charente maritime*, question qu'il avait déjà traitée dans le *Bulletin* de la société de géographie de Rochefort, t. X, n° 2. Lire aussi la brochure que vient d'imprimer sur ce sujet M. le lieutenant de vaisseau Jubault, *Le port de Rochefort et l'approfondissement de la Charente*.

La REVUE NORMANDE ET PERCHERONNE, n° 8, septembre 1892, publie de M. René de La Noë, *Une amie de Jean-Jacques Rousseau. La marquise de Verdelin*, d'après *La vie et les œuvres de Jean-Jacques Rousseau* de M. Henri Beaudouin (1891). La marquise de Verdelin, c'est Madeleine de Bremond d'Ars, née au château d'Ars, près de Cognac, en 1728, de Charles comte de Bremond d'Ars et de Julie de Sainte-Maure-Montausier, comtesse de Jonzac.

QUESTIONS ET RÉPONSES

I. — QUESTIONS

N° 524. — Pourrait-on me fournir des détails biographiques sur Arnaud d'Espiemont, seigneur de Colombières et de Nevy, lieutenant du duc d'Epemon au gouvernement d'Angoulême, et sur sa famille en remontant jusqu'à l'entrée en possession de la terre de Neuvic par cette famille?

H. R.

N° 525. — *Les Grouchy en Saintonge*. On demande si le maréchal de Grouchy est de la famille des Grouchy en Saintonge, dont il est question plus haut, page 418.

D. A.

N° 526. — *Les Du Quesne en Saintonge-Aunis*. — L'armorial de la généralité de La Rochelle donne-t-il quelques renseignements sur Léonard du Quesne, hôte de la Croix-Blanche, dans cette ville, qui fit vérifier ses armes en 1697 et fut reconnu d'extraction noble? Dans ses *Marins rochelais*, M. de Richemond dit qu'Abraham du Quesne, mort en 1724, lieutenant général *ad honores*, aurait contracté un premier mariage d'où seraient issus : Henri, mort en 1738, et Charlotte qui épousa M. de Jolibois. Quelle est cette première femme? Eut-il d'autres enfants de cette union? A quelle époque est-il devenu seigneur de Belesbat en Champdolent? A quelles dates sont nées les filles

qu'il eut de son second mariage avec Marguerite Nicolaï de Voutron?

Quelle est la filiation de « Jean-Joseph Corne Duquesne, capitaine dans les fermes du roi à Echillais dès 1755, époux de Marguerite Sampouniant de Chavigny? Il en eut un fils, né le 29 septembre 1757 et une fille, née le 10 janvier 1759, tous deux à Echillais.

Quelle est l'origine : 1° du contre-amiral Joseph-Marie-Lazare, vicomte du Quesne, né à La Havane le 16 décembre 1804, y décédé le 3 juillet 1854 : 2° de M. Duquesne, enseigne de vaisseau, tué au Bourget en 1871 : 3° d'Albert-Marie-Augustin-Melchior du Quesne, lieutenant de vaisseau du cadre de réserve, né le 29 août 1847?

Quel est ce Jacob, comte du Quesne, mort à Saint-Dominique en 1740? A-t-on quelques renseignements sur des membres de cette famille, ci-après nommés : 1° du Quesne de Quervichard, qui sert dans la marine du 10 juillet 1695 au 15 septembre 1696 ; 2° du Quesne de Romayou (Romegou?) entré au service le 1^{er} janvier 1692, qui se noie près de Ceuta le 19 avril suivant ; 3° chevalier du Quesne, mort à Gibraltar sur le *Triomphant*, le 11 mars 1705 ; 4° du Quesne Cannocier, enseigne des galères, mort à Pondichéry, 1750 ; 5° un Du Quesne, mort sur le *Vaillant* en 1697?

Je remercie d'avance toutes les personnes qui auront l'amabilité de répondre à mes questions.

R. E.

N° 527. — Un acte de Jobet, notaire à Saintes, du 24 décembre 1762, fait confronter le « Bois du champ d'Aumaire », paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud, de l'ouest au chemin de Saint-Saturnin à la Pierre-Longin, et le « Bois Pibler » de l'est audit chemin, et du sud au chemin conduisant « du Peux à ladite Pierre-Longin » ; cette « Pierre-Longin » à proximité du Peux (où existe un tumulus) n'indiquerait-elle pas au moins le souvenir de quelque monument mégalithique? En particulier, M. Denys d'Aussy aurait-il quelques renseignements ou indices à cet égard? A-t-on le souvenir de quelque découverte faite vers le Peux?

QUÆRENS.

II. — RÉPONSES

N° 476 ; t. XI, 212, 284. — *Un officier de marine du nom de Martin Luther ou Luther Martin, à Saintes, en 1789.*

La réponse à cette question se trouve dans le tome CXLII (1891) des *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, p. 191-239, sous le titre *Correspondance de deux officiers de marine en 1789*, par M. Ferdinand des Roberts. L'auteur, qui a eu la bonne fortune de découvrir la copie de leurs nombreuses lettres datées de 1789 et 1790, en donne un résumé fort intéressant. L'un se

nommait le vicomte de La Porte, d'une ancienne famille noble du Dauphiné; l'autre, Martin, qui prenait par plaisanterie le surnom de Luther, était d'une famille noble et protestante de Saintes. C'est à Saintes qu'en vertu d'un congé, après un long voyage aux Indes sur la Sardine en qualité de volontaire, le sous-lieutenant de marine Martin passa l'année 1789. Tout y était assez calme, et lui vivait très retiré, s'occupant de lire, de traduire et de versifier. Cependant aux approches des états généraux la ville semble s'animer. Le 26 juillet, la municipalité s'assembla pour destituer l'ancien maire Gaudriaud dont elle était mécontente, et nommer Garnier, depuis conventionnel.

La noblesse avait maladroitement refusé de choisir un maire dans son sein, comme l'y avait invitée le tiers. Le même jour on arbora la cocarde nationale, qui fut offerte au marquis d'Aiguïères, président de la noblesse, au vicomte d'Ecquevil, colonel de cavalerie du régiment du roi, et à Léonard de Laage, doyen du chapitre. Le 29, le bruit court que 10,000 brigands après avoir pillé Jarnac et Cognac s'avancent pour égorger les habitants de Saintes. Les brigands qu'on avait vus partout ne paraissent nulle part; mais cette peur fit créer un régiment dont le comte de La Tour du Pin, gouverneur des places d'Angoumois, Saintonge, Aunis et Poitou, fut nommé inspecteur.

Le 1^{er} août, la noblesse assemblée, annule les mandats impératifs; le 3, elle imprime les nouveaux pouvoirs donnés à ses députés; le 4, elle assiste à la bénédiction des drapeaux du régiment national. « La plus grande union régnait entre tous les ordres. Le tiers montra beaucoup de respect et d'attachement à la noblesse, qui répondit comme elle le devait à ses sentiments. »

Dans la correspondance de Martin, de La Porte et de Marrier d'Unienville, qui avait fait la partition de l'opéra de Martin, *Pipenfort*, il y a une foule de détails sur la littérature, les lettres et le théâtre, à Paris, à Brest; sur de petits événements locaux, par exemple l'espèce d'émeute causée à Brest par une actrice, ancienne pensionnaire de la Comédie-Française, qui avait en 1788 remporté un succès éclatant à La Rochelle, M^{lle} Sainval. (Voir aussi M^{lle} Saint-Val, par M. Paul Mourat, dans la *Revue d'art dramatique*, 1891, n° 134). La lecture du mémoire de M. des Roberts est très attachante.

BIBLIOGRAPHIE

SAINT-SAUD (Le comte de). Voir GÉRARD, XII, 151.

— *Contribution à la carte des Pyrénées espagnoles*. Toulouse, Edouard Privat, 1892, in-8°, 62 pages, 5 planches.

C'est le résumé très succinct d'excursions accomplies depuis 45 ans : 200 jours de voyage environ, 3,500 kilomètres parcourus, les deux tiers à pied ; 145 stations de tours d'horizon comprenant 8,860 visées à calculer ; puis 2,375 observations barométriques, 150 photographies. Ajoutons 18 récits d'excursions publiés ici ou là. Qui dira que M. de Saint-Saud n'a pas bien mérité de la science géographique ?

— *Aux rives des Nogueras*. Bordeaux, imp. Cadoret, 1892, in-8°, 15 pages. (Extrait du *Bulletin* de la section sud-ouest du club alpin-français, de décembre 1891).

— *Pouvoir et lettre à MM. de Fayolles de Puyredon. Familles de Martin en Périgord*. Périgueux, 1892, in-8°, 12 p. (Extrait du *Bulletin de la société historique du Périgord*).

— *Le Momayo* (Aragon et Castille). Paris, typ. Chamerot, 1891, in-8°, 10 p. (Extrait de l'*Annuaire du club alpin* de 1890).

— *Nomination d'un lieutenant de l'ouvèterie au XVIII^e siècle*. Périgueux, imp. de la Dordogne, 1891, in-8°, 4 p. (Extrait du *Bulletin de la société historique du Périgord*, de 1891).

— *Pyrénées centrales espagnoles. Note sur les stations géodésiques de premier ordre*. Toulouse, Ed. Privat, 1891, in-8°, 20 p. (Extrait du volume *Congres de l'association pyrénéenne à Narbonne*).

SARRAZIN (Louis), [commissaire de police à Marennes]. *Charles-Esprit Le Terme, ancien sous-préfet de Marennes*. Poésie dite à l'inauguration du monument élevé à sa mémoire à Marennes le 9 octobre 1892. Marennes, imp. J. Bertrand, 1892, in-18, 7 pages.

Si de l'ingratitude un juste se console,
C'est que jamais le bien se limite et s'isole.
Dans la patrie, un sol heureux !
Le grain en moisson fructifie
Et le vin vermeil vivifie
Loin des vignobles plantureux.

Les pythons aux nœuds flétrissants
Qui désolaient le marécage
Cèdent sous les murs de Brouage
La place aux bœufs mugissants...

Rappelons-nous que la fête de Le Terme était aussi celle du comice agricole, et que c'est un commissaire de police qui rime.

Et Le Terme sortant des voiles
Prendra place au rang des étoiles
Brillant dans l'espace moiré.

Pauvre Le Terme ! C'était bien la peine de s'appeler *Esprit*.

SOPHOCLE. *Ajax. Les Trachiniennes. Philoctète. Œdipe roi.* Traduction en vers français par E. Callot. Paris, G. Masson. La Rochelle, imp. A. Siret, 25 novembre 1891, in-18, 364 pages. Voir *Bulletin*, XII, 67.

SENNEVILLE (DE). *Conférence sur la gratuité scolaire*, donnée le 26 octobre 1890. Rochefort, imp. de C. Thèze, 1890, in-8°.

Société de Saint-Vincent de Paul. *Conférence de Cognac. Assemblée générale du 10 décembre 1891.* Cognac, imp. de Gustave Bérauld, 1891, in-8°, 21 pages. (L'auteur de ce rapport est M. Dedée).

Société de Saint-Vincent de Paul. *Conférence de Saintes. Assemblée générale du 13 décembre 1891.* Saintes, imp. Hus, 1892, in-8°, 8 pages.

Société locale d'exploitation de la voie ferrée de l'île de Ré. *Copie de la lettre remise à M. le préfet de la Charente-Inférieure, le 7 août 1891.* Luçon, imp. M. Bideaux, 1891, in-4°, 8 pages.

SURRAUD (A.), ancien greffier du tribunal de Saintes. *Code de la cour d'assises avec jurisprudence et formules.* Poitiers-Paris, Lecène, Oudin et C^{ie}, 1891, in-4°, 635 pages.

TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe). *Instructions sur la peste par le cardinal d'Armagnac.* Toulouse, Ed. Privat, 1892, in-8°, 16 pages. (Extrait des *Annales du Midi*, t. IV).

Reproduction d'un opuscule rarissime, précédée d'une préface et suivie de deux petites pièces de poésie, l'une latine, l'autre française, en l'honneur du cardinal, et de deux lettres inédites que l'auteur publie « pour ne pas déroger à une vieille et chère habitude. »

— Jules Delpit. *Notes biographiques et bibliographiques.* Périgueux, imp. de la Dordogne, 1892, in-8°, 20 pages. (Extrait à cent exemplaires du *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*).

— *Une fête bordelaise en 1615.* Bordeaux, imp. nouvelle A. Bellier, 1892, in-8°, 16 pages. (Extrait de la *Revue catholique de Bordeaux*, du 10 février).

Il s'agit des fêtes qui furent données à l'occasion du mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche. Notre confrère publie et annote avec sa science ordinaire l'opuscule rarissime, unique d'un auteur anonyme de l'époque: *Description des artifices et magnificences faictes à Bordeaux avec le combat naval et les*

jeux artificiels du sieur Morel et Jumeau, représentés sur la Garonne, en la présence de leurs majestés. L'auteur dit monts et merveilles de ces fêtes qui selon lui furent tellement grandioses que la plume ne saurait en donner qu'une bien faible idée. Nous croyons facilement le chroniqueur sur parole : Bordeaux, en effet, a toujours su apporter à ses fêtes une pompeuse magnificence.

Paul B.

TARTIERE (J.-B.), inspecteur primaire. *Géographies départementales de la France. Charente-Inférieure*. Paris, G. Guérin [1891], in-12, 6 pages, 2 cartes. Prix : 40 centimes.

Résumé très succinct et très exact, qu'il faut se garder de confondre avec la *Petite géographie de la Charente-Inférieure* (1877), par un autre inspecteur primaire, M. Vincent.

— Sylvain, *histoire d'un petit paysan*. Livre de lecture courante. Paris, Larousse [1892], in-12, 311 pages.

Compte-rendu élogieux dans l'*Union fraternelle des instituteurs* d'août 1892.

L'auteur, qui a pris pour épigraphe ce mot de Sainte-Beuve : « Dieu fit la campagne et l'homme a fait la ville », a eu pour but de faire aimer la vie des champs et de retenir au village l'émigration du paysan vers la ville, grave danger dans un avenir prochain. Son petit livre, orné de 230 gravures, très intéressant, très bien fait, a autant de succès qu'un roman de M. Zola. Voilà 40.000 exemplaires vendus en quelques mois, et le succès ne s'arrêtera pas là.

Je n'ai pas pu voir dans ces 300 pages, toutes remplies des beaux faits de Sylvain, si ce chrétien là avait été baptisé.

THOMAS (Léon-Benoît-Charles), archevêque de Rouen, primat de Normandie. *Lettre pastorale pour le carême de l'an de grâce 1892. Les sociétés de secours mutuels*. Rouen, imp. Mégarde, 1892, in-4°.

— *Service solennel célébré pour les soldats tués à l'ennemi*. Allocution prononcée en l'église primatiale de Rouen, le 26 février 1891. Rouen, imp. de E. Cagniard, 1891, in-8°.

TIPLE (Max). *Reflets d'avril* (poésies). Paris, Jouve, 1892, in-18, 149 pages. Prix : 2 fr. 50. Compte rendu dans l'*Indépendant* du 11 février, dans le *Progrès* du 14, qui ont loué et avec justice cet élégant volume, plein de sincérité, plein d'effusions tendres, et aussi de poésie :

J'aurais voulu rester au bourg où je suis né!...

L'auteur, qui a dédié ces vers tout intimes « au cher maître François Coppée », en annonce d'autres « d'un genre plus

élevé, plus philosophique, d'un ordre plus général enfin » (Prenez garde!) et prépare un autre ouvrage en prose : « *A temps perdu*, contes et nouvelles. »

—
TROCHE (Paul). *Les quatre d'Artagnan*. Saintes, imp. P. Orliaguet, 1890, in-18, 202 pages.

— *La plume au vent. Récits pour tous les goûts*. Saintes, imp. Orliaguet, 1892, in-18, 332 pages. Prix : 2 francs.

—
VERDIER (A.). *Etablissements français. Assinie, Grand-Bassam et Lahou, Côte d'or (Golfe de Guinée)*. La Rochelle, imp. Siret, 1891, in-18, 16 pages.

—
VERNIÈRE (A.). *Les évêques auxiliaires en Auvergne et en Velay antérieurement au XVIII^e siècle*, Clermont-Ferrand, imp. Bellet, 1882, in-8°, 36 p. (Extrait du *Bulletin de l'académie des sciences, belles lettres et arts de Clermont-Ferrand*).

On y voit, page 8, « Gérard Gobaille, évêque de Darie en Thrace » (mort en 1492), suffragant de Charles II de Bourbon, confirmer dans le palais épiscopal de Clermont l'élection de Jacques de Saint-Nectaire, prieur de Sainte-Gemme, comme abbé de La Chaise-Dieu.

— *Le président Savaron, érudit, curieux, collectionneur et ses rapports avec les savants de son temps*. Clermont-Ferrand, imp. Bellet, 1892, in-8°, 100 p. (Extrait du *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*).

Biographie complète d'un personnage qui a pour Clermont l'importance de Besly pour le Poitou, d'Arcère pour l'Aunis, de Thaumassière pour le Berry, chroniqueurs, écrivains, dont les travaux sont si utiles pour nos contemporains. M. Vernière y a joint des lettres de Savaron à Dupuy (Voir *Archives de la Saintonge*, t. xvi, p. 30), à Sainte-Marthe, au chancelier Pomponne de Bellièvre, à Besly, à André du Chesne; deux lettres de Peiresc à Savaron que lui a communiquées l'obligeant éditeur de Peiresc, puis l'inventaire des pièces amassées par Savaron : « 14^e accommodement fait entre Guillaume, abbé de Saint-Amand de Boixe, et Foucaud Malesti, 1117 » ; et un catalogue de ses ouvrages imprimés.

—
Ville de La Mothe-Saint-Héraye. La Mothe-Kermesse, 11 et 12 septembre 1892. Pour les pauvres. La Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres), imp. Guittet, 1892, in-folio, 6 pages. Prix : 30 centimes.

Un dessin d'André Giraudias représentant le buste de Benjamin Chameau (Voir *Bulletin*, XII, 53), de la musique de Ludovic Giraudias, des vers et de la musique d'Eugène Giraudias :

André, Paul, bébés roses,
Dormez dans vos berceaux...

des vers de M. Max Tiple et de M. Auguste Gaud, même de la prose, composent ce curieux spécimen de l'art mothais.

—
Ville de Tonnay-Charente. Dossier relatif au port de commerce. Tonnay-Charente, imp. A. Lancement, 1891, in-18, 14 pages.

—
VOLTAIRE. *Mémoires de Voltaire écrits par lui-même. Notes et commentaires par Paul d'Estrée.* Paris, Ernest Kolb, 1891, in-18, VI-282 pages.

Cet élégant volume est le premier de la *Collection de petits mémoires intimes*, qu'a commencée M. Ernest Kolb, éditeur à Paris, rue Saint-Joseph, 8. Heureux début ! Les *Mémoires de Voltaire sur Frédéric*, dont on a nié l'authenticité, surtout ceux qui voyaient avec peine si prestement démolir leur idole, le grand Frédéric, sacrilège abominable ! n'est plus mise en doute : le style de Voltaire ne s'imité pas, et nul ne pouvait raconter comme lui ses mésaventures avec son joyeux ami. Mais l'opuscule poursuivi, racheté à tout prix et détruit par les shires du roi de Prusse, quand il parut (1784) simultanément en quatre éditions, est rarissime et ne se trouve plus que dans les œuvres complètes de Voltaire. M. Paul d'Estrée a eu l'heureuse idée de le réimprimer. Mieux que tous les faits, ces pages, pleines de haine et de fiel, font connaître le grand Frédéric II, « cet être brutal, vicieux à l'excès, sans scrupules et despote même avec ses amis les plus dévoués. » Et comme on pourrait accuser Voltaire d'exagération, de mensonge et de calomnie, l'éditeur a eu soin d'ajouter des notes qui prouvent que Voltaire, si cruel, si vindicatif, est pourtant dans ses révélations resté « bien au-dessous de la vérité. » Le texte a 136 pages ; les notes, 144 ; et ces notes sont excellentes. Mais quel vilain monde elles nous montrent !

—
WEKERLIN (B.). *24 juillet 1892. Société des archives historiques de Saintonge et d'Aunis. Inauguration d'une plaque commémorative de la bataille de Taillebourg et Saintes, 22 et 24 juillet 1242.* Chanson de la bataille de Taillebourg, paroles d'un troubère champenois, 1242. Musique adaptée par M. B. Wekerlin. Saintes, imp. Alexandre, 1892, in-4°, 3 pages. Frontispice de M. G. Ollivier, représentant la tour de Taillebourg et le monument érigé sur l'arche de la chaussée Saint-James. Prix : 30 cent.

TABLE DES MATIÈRES

Par M. Henri JOYER.

ACTES CONCERNANT LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES. — Admission de membres, 59, 226 ; Séance du bureau et du conseil d'administration, 17, 153, 225, 305, 306 ; — publique, 59 ; — générale, 57, 306 ; Subvention, 234 ; Nomination du bureau, du comité de publication et du conseil d'administration, 60 ; Insignes de la société, 64 ; Monument de Taillebourg : souscription, 155, 156, 227, 306 ; inauguration, 63, 234, 308, 322, 326 ; inscription, 411 ; médaille, 413.

ARCHÉOLOGIE. — ÉPOQUE PRÉHISTORIQUE : La période paléolithique en Saintonge, 78, 181.

ÉPOQUE GALLO-ROMAINE : Aqueduc et bassin gallo-romains à Saintes, 73 ; Mansions romaines en Saintonge, 72 ; Sépulture gallo-romaine à Saintes, 180 ; Substructions gallo-romaines à Beaulieu, 179 ; — à Romegoux, 178 ; — à Saintes, 180 ; Vase en terre rouge à Beaulieu, 179 ; Soldat de la XIV^e légion, 258.

ÉPOQUE MÉROVINGIENNE. — Sépulture du VI^e siècle à Saintes, 406 ; — aux Salles d'Angle, 408.

MOYEN ÂGE. — Crypte à Saint-Jean d'Angély, 186.

ÉPOQUE MODERNE. — Cloche à Matha, 414 ; Buste sans tête à Saintes, 261 ; Ossuaire et excavation à Saintes, 405 ; Quelques cloches protestantes en Saintonge, 75 ; Fouilles de La Motte de Virson, 410 ; Statuette en bronze à Saint-Germain du Seudre, 180 ; Vente de faïences Henri II et Palissy, 390.

EPIGRAPHIE. — Chevilles de bois avec inscriptions au Château d'Oleron, 178 ; Dalle avec inscription à Saint-Pierre de Saintes, 260 ; Inscriptions dans l'église d'Annepont, 413 ; — à Marans, à La Rochelle, à La Ronde, 412 ; — à Pernan, 413 ; — à Saintes, 413 ; — à Saint-Jean d'Angély, 412 ; — à Saint-Pierre d'Oleron, 183, 412 ; — à Taillebourg, 413 ; Inscription de P.-L. de La Rochefoucauld à Saint-Pierre de Saintes, 414 ; Pierre avec inscription trouvée à Saintes, 260 ; Pierre commémorative de la bataille de Taillebourg, 411.

NUMISMATIQUE. — Statère d'or, 182 ; Monnaies à Saint-Germain du Seudre, 180 ; — à Beaulieu, 179 ; — à La Motte de Virson, 411 ; Médaille de saint Louis, 413 ; — de Notre-Dame de Recouvrance à Pons, 164.

SIGILLOGRAPHIE. — Bagues mérovingiennes à Biron, 406; Sceau des contrats de Taillebourg, 409.

BEAUX ARTS. — Buste de Guillotin, 317; — de La Rochefoucauld, 235; — de Le Terme, 65, 317; Statue d'Eugène Pelletan, 234, 319; Expositions à Cognac, 65, 163, 235, : 21; — d'aquarelles de M. Gaston Roulet, 3; Nos compatriotes au salon, 235.

AVIS ET NOUVELLES. — I. *Distinctions, titres honorifiques et récompenses*: Audiat (Louis), 163, 234, 316; Baudoin, 67; Berchon, 163; Bikélas, 64; Bourru, 64; Callot, 316; Carrière, 4; Chastang, 4; Cor, 67; Coudreau, 65; Daplouy, 65; Furey de Lavault, 387; Germain, 67; Granges de Surgères, 162; Guiraud, 4; Juin, 235; Laferrrière, 163; Lecat, 67; Lenoir; Lessieux, 235; Louvel, 64; Maguier, 65; Martell, 67; Métais, 321; Monti de Rezé, 64; Moreau, 67; Musset, 163; Normand, 67; Pellisson (Marcel), 2; De Richemond, 163; Rousselot, 321; De Saint-Saud, 2; Talbot, 316; Verger, 4; Viaud (Pierre Loti), 163.

II. — *Dons*: d'ouvrages à la société des Archives par le ministre de l'instruction publique, 234; — par M. Amédée Jean, d'une pièce sur parchemin, 162; — par M^r Barbier de Montault, d'une chromolithographie, 57, 64; — au musée de Saintes, d'un fragment de colonne gallo-romaine, 163; — à la ville de La Rochelle, du buste de Jean Guizon, 317; — de la maquette en plâtre de la statue d'Eugène Pelletan, 219.

III. — *Errata*: 68, 167, 251, 252, 392.

IV. — *Nouvelles diverses*: Lettres des indulgences accordées aux bienfaiteurs de l'église de Saintes, 237; Baptême d'une cloche à Matha, 414; Cloche à Ozillac, 388; Comptes rendus des séances de la société, 158; — de l'excursion, 229; — de la fête de Taillebourg, 308; Cimetière militaire, 65; Concours d'histoire à Montlieu, 164; Concours (sujet de) donné par le cercle rochelais de la ligue de l'enseignement, 161; Discours de distribution de prix, 320; — de M. Louis Audiat à Taillebourg, 325; Fondateurs de cloches (noms de), 383, 389; — Inauguration du monument de Charles Le Terme, 65, 317; — de la plaque du général Lapasset, 318; — du monument d'Emmanuel Gonzalès, 3; — de la statue d'Eugène Pelletan, 234, 319; — d'un monument à Samuel Champlain à Québec, 65; — du monument de saint Louis à Taillebourg, 322; Incendie du château d'Asnières, 320; Projet de monument à Perrinaic et à Catherine, compagnes de Jeanne d'Arc, 317; Rues (noms donnés à deux) de Cognac, 163; — à une rue de Fouras, 317; — à une rue de Saintes, 66; Naissance (lieu de) de Deibler, 66; — (date de) à La Rochelle de l'acteur Mauduit, 66; Représentation d'une comédie à Cognac, 165; — à Rochefort, 67.

BIBLIOGRAPHIE. — I. Allain, 25; Andrieu, 49; Arbellot, 202; Ardin, 50; Arvède Barine, 50; Atgier (Edouard), père, 50; Audiat (Louis), 50, 51; Aussy (D'), 51.

Bachelier, 51; Barbier de Montault, 51; Barthélemy (A. de), 51; Baudrillart, 31; Beaucorps (de), 52; Bernard, 52, 455; Bikélas, 52; Billand, 52; Bonnin, 52; Bremond d'Ars (A. de), 53; — (Guy de), 237.

Guillon, 53; Callot, 461; Cauléran et Marius Surgaud, 54; Coudreau, 54; Couillaux, 54; Courret, 204; Cugnac (Guy de), 54.

Dampierre (Le marquis de), 54, 452; Dangibeaud, 55; Delavaud, 55; Delmas, 55; Des Robert, 55; Dionne, 34; Dronineau, 56; Dubois, 56; Du Boys (Emile), 56; Du Broc de Segange, 33; Duplaix, 56; Duplessis, 56, 141, 142; Dupré, 56.

Espérandieu, 148 ; Estrées (P. d'), 464.
 Fage, 149 ; Faguet, 148 ; Favraud, 149 ; Fleury (P. de), 149 ; Foulques de Villaret, 205 ; Fournier, 150 ; Fragonard, 150 ; Fuzier, 150.
 Garnier, 150 ; Gautier, 150, 165 ; Gérard (vicomte de), 151 ; Gheusi, 131 ; Giraudias, 151 ; Girerd, 151 ; Gourdon, 151 ; Grison, 152.
 Horric de Beaucaire (Le comte), 448 ; Huët, 152.
 Inquimbert, 223.
 Keboul, 304.
 La Ferrière (Hector de), 447 ; La Marsonnière (De), 223 ; La Morinerie (De), 224, 387 ; Laronze, 224 ; La Trémoille, 447 ; Loti (Pierre), 224 ; Luguet (Marcel), 224.
 Malartic (Le comte Gabriel de Maurès de), 302 ; Malepeyre et Edmond Mesnard, 303 ; Marbot, 303 ; Mesnard, 303 ; Métais, 303 ; Moynet, 303 ; Morice, 303 ; Moutarde, 237.
 Nadeau, 303 ; Natier, 304 ; Neucomm et Paul d'Estrées, 304.
 Ordonneau et Albin Valabrègue, 304 ; Ordonneau et Keboul, 304.
 Papillaud, 383 ; Peiresc, 383 ; Peyremol, 383 ; Phelippot, 384 ; [Plumeau] (L'abbé Germain), 384.
 Regelsperger, 384 ; Renaud de Criteuil, 384 ; Richard, 384 ; Robuchon, 3, 387.
 Saint-Saud (De), 459 ; Sarrazin, 460 ; Senneville (De), 46 ; Surraud, 461.
 Tamizey de Larroque, 461 ; Tartière, 462 ; Thomas, 462 ; Tiple, 462 ; Troche, 317, 463.
 Valabrègue, 304 ; Verdier, 463 ; Vernière, 463.
 Wekerlin, 464.

II.— Ouvrages anonymes : *A la mémoire de Raymond Charrier*, 49 ; *Almanach d'Aunis et Saintonge*, 49 ; — (Grand) *de Saintes*, 152 ; *Annuaire général de la Charente-Inférieure pour 1891* ; *Catéchisme du diocèse de La Rochelle*, 54 ; *Dossier relatif au port de commerce de Tonny-Charente*, 464 ; *Ecole Saint-Joseph*, 148 ; *La Mothe kermesse*, 463 ; *Mémoire sur le port militaire de Rochefort*, 303 ; *Société de Saint-Vincent de Paul*, 461 ; *Société locale d'exploitation de la voie ferrée de l'île de Ré*, 461.

III.— Journaux : *Annales catholiques des deux Charentes*, 388 ; *Avenir des cognacs*, 165 ; *Croix (la) de Saintonge*, 317 ; *Echo (l') de Châtellailon*, 317 ; *Eclaireur (l') de Barbezieux*, 388 ; *Intermédiaire (l') de l'Ouest*, 237 ; *Journal (le) de Cognac*, 165.

HISTOIRE. — Déportation (La) en Espagne en 1742, 439 ; Eulogies (Les) en Saintonge, 45 ; Lettres (Deux) de Louis XI, 265 ; Légende (La) du Vengeur, 282, 419 ; Nouvelle (La) du meurtre de Henri IV donnée à Pons, 267 ; Saint Louis en Saintonge, 347. Voir aussi *Réponses*.

LIVRES ET PÉRIODIQUES. — I. Livres : *Blason (Le) héraldique*, 134 ; *Braves (Les)*, 317 ; *Cérémonies de l'installation des curés*, 142 ; *Du Lau (Jean-Marie), archevêque d'Arles*, 455 ; *Etude historique sur l'ancienne vie de saint Martial*, 202 ; *Lettres de Catherine de Médicis*, 447 ; *Mémoires de Du Plessis-Besançon*, 448 ; *Monographie du château de Pussac en Saintonge*, 452 ; *Mort (La) du commandant de Poli*, 204 ; *Œuvre scolaire et la révolution*, 25 ; *Paisans (Les) d'ancut*, 165 ; *Paysages et monuments du Poitou et de la Bretagne*, 387 ; *Philippe Vet la cour de France*, 31 ; *Prêtres (Les) orléanais dans les prisons de la Gironde et sur les pontons de la Charente*, 205 ; *Réforme (La) en Saintonge*, 237 ; *Sainte Eustelle, vierge et martyr*, 295 ; *Saints patrons (Les) des corporations, etc.*, 33 ;

Samuel Champlain, 34; *Souvenirs d'émigration de madame la marquise de Laje de Volude*, 387; *Temps (Les) prochains*, 237; *Victor Hugo apologiste*, 141.

II. — Périodiques : *Académie (L') de Sainte-Croix*, 192; *Americana*, 442; *Ann des de géographie*, 20; — *de l'œuvre des séminaires de La Rochelle*, 21; — *de la société historique et archéologique du Gâtinais*, 192; — *du midi*, 362; *Annuaire de la noblesse*, 21; — *historique et littéraire commercial et d'annonces de Cognac*, 442; *Bulletin de la société de l'histoire de France*, 193; — *du conseil héraldique de France*, 193; *Architecture et sculpture*, 134, 194; *Archives historiques du Poitou*, 288, 362; — *de la Saintonge et de l'Aunis*, 50; *Armorial (L') français*, 21; *Art (L') en Saintonge et Aunis*, 389; *Barbezilien (Le)*, 364; *Bulletin archéologique de la société du Tarn-et-Garonne*, 194; — *d'autographes*, 195, 364, 443; — *héraldique de France*, 22, 134, 289, 369; — *de la société académique de Brest*, 134; — *historique et scientifique de l'Auvergne*, 445; — *historique et philologique du comité des travaux historiques et scientifiques*, 446; — *de la société archéologique et historique du Limousin*, 364; — *de la société des lettres de la Corrèze*, 444; — *de la société des Archives historiques de la Saintonge*, 53; — *de la société du protestantisme*, 444; — *de la société d'études des Hautes-Alpes*, 195; — *de la société Dunoise*, 196; — *des lois*, 365; — *religieux du diocèse de La Rochelle et Saintes*, 289; — *et mémoire de la société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, 195; — *de la Charente*, 366; *Catalogue des lettres. etc.*, 372; — *de la librairie Saffroy*, 197; — *des actes de François Ier*, 369; — *des procès verbaux des conseils généraux*, 198; — *général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, 199; *Charente-Inférieure (La)*, 22; *Comité central d'études et de vigilance du phylloxéra*, 54; *Comptes rendus de la société de biologie*, 134; *Correspondant (Le)*, 193; *Courrier (Le) de La Rochelle*, 23; *Ephémérides communales*, 373; *Ere nouvelle (L') de Cognac*, 373; *Espérance (L')*, 134; *Gay-Lussac (Le)*, 373; *Intermédiaire (L') des chercheurs*, 23, 446; *Livret de l'école des chartes*, 23; *Mémoires de la commission des antiquités du département de la Côte-d'Or*, 290; — *de l'académie des sciences et arts de Montpellier*, 136; — *de la société d'émulation de Montbéliard*, 206; — *de Roubaix*, 136; — *de la société historique du Cher*, 24; — *de la société nationale des antiquaires de France*, 21; — *de la société de statistique des Deux-Sèvres*, 206; — *de la société nationale d'agriculture d'Angers*, 207; *Mémorial (Le) de Saintes*, 297; *Nature (La)*, 136; *Recueil des actes du comité du salut public*, 31; — *des notices et mémoires de la société archéologique du département de Constantine*, 208; *Revue catholique de Bordeaux*, 290; — *de Gascogne*, 136, 291; — *de la société des études historiques de Paris*, 208; — *des autographes*, 373, 456; — *des deux-mondes*, 374; — *du Bas-Poitou*, 137, 291; — *encyclopédique*, 208; — *historique de l'ouest*, 209, 292, 456; — *maritime et coloniale*, 457; — *normande et perchonnaise*, 457; — *poitevine*, 32, 292; — *politique et littéraire*, 139; — *rétrospective*, 374; — *thermale et balnéaire*, 294; *Union (L') conservatrice de Saint-Jean d'Angély*, 140, 374; — *Univers (L')*, 140, 374.

NOTES DE L'ÉTAT CIVIL. — I. *Mariages*: *Arche (D')* et *Yvonne de La Corbière*, 403; *Babinot et Léontine Bergeron*, 178; *Ballon et Marie La Berge*, 404; *Bénard et Marguerite Desnoyer*, 404; *Bouet du Portal et Henriette Petitjean*, 405; *Buso et Georgina Capoulun*, 177; *Clavel et Madeleine Ménard*, 258; *Condein et Marie Leps*, 405; *Denis de Senneville et Anne Dupin de Juncarot*, 404; *Du Fayet de La Tour et Jeanne Bourru*, 257; *Fournier et Adrienne Pavy*, 257; *Gouraud et Anne Devers*, 258; *Grimard et Louise Silvestre*, 405; *Grosseval et*

Alice Barlot, 404; Guillaud et Marie-Hortense Fleuranceau, 404; Hastrel (D') de Rivedoux et Berthe Guyot de Lespars, 403; Jeanvret et Emilie Michelin, 404; Laage (De) et Adèle de Larminat, 405; La Trémouille (De) et Hélène Pillet-Will, 177; Morel (De) et Suzanne Choumeils de Saint-Germain, 258; Pierron et Juliette Lagarde, 20; Reboul (De) et Sophie de Pindray, 177; Schalck et Marguerite Delage, 20; Vast-Vimeux (Baron) et Jeanne Regnault, 178.

II. — *Décès*: Asnières de La Chataigneraye (R., marquis d'), 395; Balard d'Herlinville, 174; Baron, 396; Benoist, 175; Bertin, 402; Bertrand, 256; Bonnet, 176; Boscal de Réals, 396; Boucheny, 16; Boutet, 176; Bréard, 71; Bremond d'Ars (Vicomte de), 402; Bremond d'Ars du Masgelier (L., comte de), 255; Brillouin, 402; Calmette, 396; Cardes, 176; Charlet, 176; Chauveau, 17; Chevallier-Ruffigny, 397; Christin, 12; Combes, 12; Cornay, 14; Cornet, 18; Coudreau, 13; Couraud, 172; Courtin, 174; Cugnac (Bertrand de), 12; Cugnac (Marquis de), 17; Delpit, 167; Desfranches, 19; — Desprez de Montpezat, 400; Dubois, 13; Du Boys (Emile), 394; Duclos, 70; Ducorps, 295; Du Perrier de Larsan, 69; Durand de Coupé, 15; Durand de Lavaux-Martin, 402; Duret, 69; Esrable des Parrières, 398; Froger, 176; Gaultier, 18; Gaury, 402; Gendre, 253; Guibéga, 177; Grasilier, 19; Harpedane de Belleville, 174; Hivert, 174; Huas, 257; Humières (La comtesse Jean d'), Humières (Marie d'), 396; Isle de Beauchêne, 394; Jacques, 252; Joly, 16; Jordan, 173; Jouneau, 14; Juin, 169; Klipfel, 13; Labat-Lauzac de Savignac, 400; Laidet, 15; Lambert, 15; Lavergne, 173; Leps, 16; Leroy, 401; Letard, 16; Levé, 256; Marchand, 70; Massiou, 173; Maudet, 397; Maufras, 255; Merlande, 171; Merlet, 172; Mollet, 10; Mondor, 14; Montgaud, 171; Moreau, 396; Morin, 175; Nicolas de Lisleferme, 6; O'Tard de La Grange, 9; Palaminy (Marquise de), 176; Perrotteau, 402; Plumierel, 69; Poutier (L.-H., baron de), 173; Ragueneau, 173; Rampenoux-Masdebat, 15; Ravinel (De), 14; Renaudeau, 17; Ribell, 401; Richalley, 70; Riquet de Caraman, 175; Rostang, 168; Roumefort (de) Senigon du Rousset, 5; Roy, 176; Saout, 397; Savatier, 10; Savignac du Montamy, 19; Sutra, 72; Texier, 175; Törel, 18; Turner, 394; Veillon, 402.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Achard (Marie-Marthe), épouse de Charles Bouchaud, 298; Allart (Hortense), épouse de Louis de Méritens, 298; Armoiries d'après un cachet, 210; Arnaud d'Expiemont, 457; Auteur (L') du *Maudit*, 145; Auteur (L') inconnu d'un manuscrit sur la déportation en 1793, 142, 223; Authon-Barberousse, 115, 217; Aux de Lescoat (Le marquis d'), 297, 378; Bailliages royaux (Les quatre) de Saintonge, 297; Béchet (François), maître sculpteur, 210; Boursaud (Le R. P.) de Soulac inventeur de l'eau dentifrice des bénédictins, 213; Cheville gravée trouvée au Château d'Oleron, 378; Corporation (La) des notaires de Cognac, 376; Cosson (Les) et leurs armoiries, 40, 220; Curé (Un) du diocèse de Saintes héréétique, 49, 218; Corbiron de Cardaillac (Documents relatifs à), 210; Cugon (Prieur de), 39; De Montis ou Des Montis (La famille), 46; Deslandes (Le chevalier) et un imprimeur à Rochefort, 143; Duquesne (Les) en Saintonge, 457; Eulogies (Les) en Saintonge, 45; Fleury de La Gorgendière (Les), 142; Grouchy (Les) en Saintonge, 457; Guillery (Les frères), 211, 301; Gailionnet de Merville, avoué, 212, 302; Histoire manuscrite de l'île de Ré, 300; Impôt (Essai d'une nouvelle répartition de l') dans la généralité de La Rochelle, 298, 378; Imprimerie en Saintonge-Aunis, 212; Incendie à Saint-Jean d'Angély en 1813, 42, 222; Jaubert (Les) et les Saulnier de Beaupine, 39, 146; Jouvin (A.), de Rochefort, auteur du

Voyageur d'Europe, 211, 300 ; *La Pierre-Longin*, 458 ; *Lettres et portrait de Guy Lanier*, chanoine de Saintes, 210 ; *Maillard (Marie) de Cognac*, 211 ; *Martin Luther à Saintes en 1789*, 458 ; *Médecin (Un) de Saint-Jean d'Angely*, bibliophile, 376 ; *Pelletan (Les) d'Archiac*, 45 ; *Pineau (Le ministre)*, 212 ; *Plombs historiés trouvés à Barbezieux*, 211, 301 ; *Portrait de François 1^{er}*, 377 ; *Proverbes saintongeais*, 299 ; *Purgatoire (Le) des huguenots*, 377 ; *Rochelaise (Une) compagne de Jeanne d'Arc*, 40 ; *Rochon, Dreuille et Beaumont de Gibaud (Les familles)*, 48 ; *Société (La) du Tonneau à Rochefort*, 44 ; *Transports (Les) de l'Amour de Dieu et l'Amour d'Hermogène*, par Fr. Philippe d'Angoumois, 142 ; *Usages, coutumes et superstitions en Saintonge* ; *L'obole à Caron*, 143, 298.

SOCIÉTÉS SAVANTES ET CONFÉRENCES. — I. *Sociétés savantes* : *Académie de La Rochelle*, 5 ; *Congrès de la Sorbonne*, 238 ; — des sociétés savantes, 162, 391 ; *Société de géographie de Rochefort*, 4, 165, 238 ; — d'instruction populaire de la Charente-Inférieure, 164 ; — des sciences naturelles de la Charente-Inférieure, 4, 165, 238, 390 ; *Dissolution de la société de statistique des Deux-Sèvres*, 236.

II. — *Conférences* : à Barbezieux, 166 ; — Brives, 390 ; — Cognac, 4, 68, 166, 390 ; — La Rochelle, 167, 390 ; — Montils, 390 ; — Pons, 166 ; — Rochefort, 68, 166, 238, 390 ; — Saintes, 4, 238 ; — Saint-Jean d'Angély, 68, 237.

Excursions : De la société des Archives, 64, 161, 238 ; — de la commission des arts, 238 ; — de la société des sciences naturelles, 167, 238.

VARIÉTÉS : *Annaliste (Un) du Périgord*, dom Leidet, 269 ; *A prr'pou dau mouniman d'Tayebourg*, 345 ; *Associations saintongeaises du dessèchement des marais de Blaye et de Blanquefort*, 89 ; *A Taillebourg*, 342 ; *Babinot et la Christiade*, 37 ; *Bataille (La) de Taillebourg*, 313 ; *Chanson (La) de Taillebourg*, 261, 340 ; *Chartes (Deux) d'Obazine relatives à l'île d'Oleron*, 191 ; *Foires (Les) de Cognac*, 273 ; — de Parcoult, 279 ; — de Mornac, 281 ; *Guillaneu (La)*, 188 ; *Grouchy (Les) en Saintonge*, 418 ; *Huguenots saintongeais (Les) de l'arrêt de 1569*, 416 ; *Le Terme (Monument de Ch.)*, 426 ; *Lettres d'indulgences de la cathédrale de Saintes*, 440 ; *Maurès de Matartic (Ambroise-Eulalie)*, 96 ; *Miracle de sainte Radégonde en faveur d'une rochelaise en 1269*, 415 ; *Philippe-Auguste en Saintonge*, 262 ; *Télémaque (Le) à Fontcouverte et les Du Paty à Bussac*, 417.

LISTE DES GRAVURES

Chanson de la bataille de Taillebourg, 338.
Sceau des contrats de Taillebourg, 409.

TABLE ONOMASTIQUE

Par M. Henri JOYER

A

- Abadi (Chélidoine-Arlinde), 172.
 Abaisse, 276.
 Abelin (Madeleine), 258.
 Abzac de Sarrazac (Anne-Thaïs d'), 256.
 Acarie du Bourdet, 317.
 Achard (Marie-Marthe), 298.
 Acier, *Assier*, cant. de Livernon, arr. de Figeac.
 Acton, 288.
 Adam, 288.
 Adémar, 204.
 Admyrault, officier municipal de La Rochelle, 138.
 Adon, de Vienne, 141.
 Affre, archevêque de Paris, 456.
 Agrippa, 74.
 Agrippine, 181.
 Aguesseau (D'), 444.
 Aigrefeuille, chef-lieu de canton, arr. de Rochefort, 13, 410.
 Aigueperse, chef-lieu de cant., arr. de Riom, 445.
 Aigues-Mortes, chef-lieu de cant., arr. de Nîmes, 265.
 Aiguières (Le marquis d'), 459.
 Aiguillé, notaire, 437.
 Aiguillon (Le duc d'), 55.
 Ailhaud, 421.
 Ailly, fief des Clermont, 341.
 Aimar, maire de Saintes ; — (Marie), 194.
 Aire sur l'Adour, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Sever, 75.
 Aitré, com. du canton de La Rochelle, 127.
 Aix, ile, com. du cant. de Rochefort, 205, 421.
 Alain (Nicolas), 21.
 Alais (Gard), 25.
 Albemarle (Les comtes d'), 248.
 Alberoni, 31.
 Albret (Henri), 369 ; — (Jeanne d'), 252, 293.
 Alcandre (Jérôme), 377.
 Aldéguier (D'), sieur de La Valade, 8.
 Alefsen (Jacob), bourgeois, 94, 95.
 Alesme (Anne d'), 185 ; — (Charles-Nicolas d'), marquis de Limeuil, 184 ; — (François-Joseph d'), 184, 185 ; — (Honorine d'), 184.
 Alexandre (Edouard), lithographe, 227 ; — (Emile), 323.
 Alfonce le Xaintongeais (Jean), 35.
 Aliénor de Provence, reine d'Angleterre, 244.
 Alis (Harry). Voir Percher, 167.
 Allain, 270 ; — prêtre, 25-30.
 Allaire, matelot du *Vengeur*, 423.
 Allard (Angélique) ; — (F.) ; — (Jacques), 185 ; — (Marie), 46.
 Allart (Hortense), 298.
 Allègre, notaire, 156.
 Allegret d'Aulède, 289 ; — (Baptiste), seigneur des Roziers, 77.
 Allemans (D'), 298, 380, 381, 383.
 Allmer, 259.
 Allonnes, cant. de Voves, arr. de Chartres, 196.
 Aloungny (D'), 288.

- Alphonse de Portugal, comte de** Boulogne, 354.
Alquier, maire et député, 113, 127, 128.
Altin (Saint), 290.
Ambleville, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 368, 393.
Amblimont (D'), 387.
Amboise (Louis d'), 266.
Amonet, matelot, 423.
Amouroux (Edouard), 58, 323, 330.
Amproux, 288.
Ancelin (Christophe), seigneur de Bernessart, 292 ; — (Marie-Joséphé) ; — (Gabriel-Antoine), seigneur de Saint-Quentin, 115 ; — de Saint-Quentin (Louis-Gabriel), seigneur de Chambon, 114, 115, 120, 127 ; — seigneur de Gemozac, 292.
Anché (D'), 289.
Andelot (D'), 293.
Andrault (Isabeau d'), 40.
André (Hélye), notaire, 376, 377.
Andréotti, brasseur, 72, 154, 163, 180.
Andreville (Louis d'), 179.
Andrieu (Jules), écrivain, 49.
Anet, chef-lieu de cant., arr. de Dreux (Eure-et-Loir), 241.
Anezo (Michel), 152.
Anfrun, docteur-médecin, 246.
Angeac, cant. de Châteauneuf, arr. de Cognac, 367.
Angebaud (Louise), 146.
Angers (Maine-et-Loire), 73.
Angle, com. de Salles, canton de Segonzac, arr. de Cognac, 179.
Ango (Jean), 35.
Angoulême (Le comte d'), 243 ; — (la duchesse d'), 202 ; — (Isabelle d'), 347, 348, 359.
Angoulins, com. du cant. de La Rochelle, 17, 70, 167.
Angoumois (Philippe d'), capucin, 142.
Angoute, fief des Ancelin, 115, 127.
Anjou (Charles, comte d'), 339, 340 ; — (le duc d'), 448.
Anne (Sainte), 34.
Annepont, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 413, 439.
Anseau de Trainel, 339, 341.
Antigny (Hugues d'), 339 ; — (Hugues III) ; — (Hugues IV), 341.
Anville (D'), 272.
Apollinaire (Sidoine), 243, 244.
Appelvoisin (D'), 289.
Appert (Marie), 328.
Aquitaine (Le duc d'), 243, 244.
Aquitière (Sainte), 75. Voir *sainte Quitterie*.
Arbellot (L'abbé), 140, 141, 202-204, 240, 365, 374, 375.
Arcemalle (D'), 289.
Arcère (Le père), historien, 271.
Arces, cant. de Cozes, arrond. de Saintes, 28, 287, 444.
Arche (Etienne d'), vicomte d'Arche ; — (Jean-Baptiste d') ; — (Marie-Joseph-Déodat d') ; — (Marie-Jeanne-Cécile) ; — de Pessau (Aymeric d') ; — (D'), d'Ambrugeac, 403.
Arche, chef-lieu de cant., arr. de Brive, 403.
Archiac (Jeanne d'), 267 ; — (Jacques d'), 266, 267 ; — (Marguerite d') ; — (Catherine d'), 267 ; — (les sires d'), 357.
Archiac, chef-lieu de cant., arr. de Jonzac, 207, 221, 266, 306, 357, 370.
Ardenne, château, com. de Moulidars, cant. de Hiersac, arr. d'Angoulême, 62, 146 ; — com. de Fléac, canton de Pons, arr. de Saintes, 252.
Ardillières, cant. d'Aigrefeuille, arr. de Rochefort-sur-mer, 19, 410.
Ardin, évêque de La Rochelle, 19, 50, 156, 254, 414, 415.
Ardouin, docteur-médecin, 14.
Argence (d'), 289.
Argencourt (D'), ingénieur, 249.
Argenton, chef-lieu de cant., arr. de Bressuire, 265.
Arles (Bouches-du-Rhône), 296, 375.
Arlot (Lcs), 48 ; — de Saint-Saud, 48, 136.
Armagnac (D'), 289.
Armand, directeur de l'école Réaumur, 164 ; — acteur, 372.
Arnaud, 288 ; — (Henri), évêque d'Angers, 290 ; — commandant, 323 ; — de Nancelas (Philippine-Thérèse), 170, 288 ; — (Marc), 329, 332 ; — (Marie d'), 40.
Arnauld, 288 ; — prieur-curé de Sainte-Soline, 223.
Arnoux, capitaine de frégate, 242.
Arramy (F.), instituteur, 165.
Arrondeau, aubergiste, 405.

- Ars**, com. du canton de Cognac, 457.
- Ars en Ré**, chef-lieu de cant., arr. de La Rochelle, 236.
- Artaud (Jeanne); — (Louis), 371.
- Artois (Le comte d'), 117, 122; — (Robert, comte d'), 339, 340, 352, 355.
- Artouan**, com. de Saint-Just, arr. de Marennes, 91.
- Arvède Barine (Madame Vincent), 50.
- Arvert**, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 147, 229, 230, 237, 444.
- Asfeld (Le marquis d'), 198.
- Asnières (D'), 289; — de La Chaigneraye (Renaud, marquis d'), 395; — (Jean-Baptiste d'Asnières, marquis d'); — (Hélie Combaud d'Asnières, comte d'), 395.
- Asnières**, château, com. de Belluire, cant. de Pons, arr. de Saintes, 320.
- Aspert, marchand, 27, 28.
- Astier (Marie-François), 8.
- Atgier (Edouard), 50.
- Aubé (P.), 319.
- Aubert de Courcerac, 136; — du Petit-Thouars, 136.
- Aubery, 288.
- Aubeterre (Blanche d'), 370.
- Audebert de La Morinerie (Théophile), 89, 95.
- Audiat (Edouard), médecin de la marine; — (Gabriel), professeur, 227, 323; — (Louis), 21, 34, 37, 45, 49, 50, 58-60, 62, 80, 112, 153-155, 158, 159, 163, 175, 180, 186, 194, 218-220, 225, 226, 230-234, 238, 239, 242, 247, 254, 267, 273, 288, 299, 308-310, 314, 316, 323, 325, 326-339, 374, 386, 407, 426, 436, 439, 455.
- Audran (Edmond), 304.
- Augier, 183; — de La Jallet (Pierre-Evariste), 21.
- Augis, libraire, 165.
- Auguin (L.-Aug.), peintre, 235, 321.
- Aulan (Le bailli d'), 102.
- Aumagne**, cant. de Saint-Hilaire, arr. de Saint-Jean d'Angély, 404.
- Aumale** (Le duc d'), 227.
- Auncy**, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Jean d'Angély, 21, 74, 76, 134, 259, 371, 372.
- Auneau**, chef-lieu de cant., arr. de Chartres, 265.
- Auray**, chef-lieu de cant., arr. de Lorient, 3.
- Aurélien, évêque de Limoges, 203, 204.
- Aurelles de Paladine, général, 338.
- Ausoleil, professeur de rhétorique, 321.
- Aussy (Alfred d'), 194; — (Denys d'), 50, 51, 58-60, 105, 140, 145, 155-157, 158-161, 188, 194, 217, 225, 226, 242, 251, 264, 308, 323, 327, 334, 374, 410, 419, 458.
- Austrils (Guillaume); — (Etienne), 191.
- Autant, 437.
- Auteville (Maurice Marchand d'), 228.
- Authon (D'), 47, 145, 217, 218; — (Antoine d'); — Barberousse, 145.
- Authon**, cant. de Saint-Hilaire, arr. de Saint-Jean d'Angély, 47, 230, 444.
- Autier (Jean-Joseph), 221.
- Aux (D'), 289; — de Lescout (le marquis d'), 206, 378; — (Henri-Raimond, comte, patron d'), 378.
- Availles**, forêt (île d'Oleron), 244, 249.
- Avallon**, com. d'Arvert, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 70, 444.
- Avalon (Pierre d'), 191.
- Avice, 288.
- Avoye de Chabannes, comtesse de Dampmartin, 447.
- Aymer de La Chevalerie, 136, 288.
- Aymon, 288.
- Ayraud (La famille), 328; — vicaire de Saint-André de Niort, 223.
- Azincourt**, 360.

B

- B. (Paul), 202, 384, 462.
- Babeau (Albert), 26.
- Babinet de Rencogne (Gustave), 251, 252.
- Babinot (Achille), notaire à Burie; — (Henri), propriétaire, 178; — (Ferdinand), 60, 227, 242, 323; — poète, 37, 39, 63.
- Bachelier, docteur-médecin, 51, 58, 60, 242, 323.
- Bacle, mousse, 424.
- Baconnet, 288.

- Badiffe, 416.
Bagnizeaux, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 370.
Baguenier-Desormeaux, 137.
 Baif, poète, 39.
 Baignac, 188.
Baigne, chef-lieu de cant., arr. de Barbezieux, 221.
 Baihaut, député, 319.
 Baillet (Pierre), 71.
 Bailleux (La comtesse de), 400.
 Bailly, maire de Paris, 67, 123 ; — conseiller, 446.
 Baïole (Le P. Jean) ; — (Gaillard), docteur-médecin ; — (Marie) ; — (Jean-Jérôme), jésuite ; — (André), jésuite, 291.
Balanzac (Gombaud de), 251, 252 ; — (Guillaume de), 251.
Balanzac, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 252.
 Balard d'Herlinville (Sosthène), docteur-médecin, 174.
 Balgarie de Larmande, 105.
 Ballanger (Jacques), curé de Saint-Denis d'Oleron, 184.
 Ballon, 288 ; — (Louis), pharmacien ; — (Jacques), capitaine d'artillerie, 401.
 Balva (Jean), journaliste, 387.
 Balzac, 212, 302.
 Banks, naturaliste, 11.
 Bar (François de), 370 ; — (La duchesse de), 450.
 Barbarin, 288.
 Barbaud, magistrat, 389.
 Barbedette, sénateur, 318, 320.
 Barberousse, roi d'Alger, 217, 218. Voir Authon.
 Barbezières (De), 76, 293, 450.
Barbezieux (Charente), 112, 164, 211, 273, 301, 357, 369.
 Barbier, 218.
 Barbier de Montault (X.), 51, 57, 64, 365, 416.
 Barbot, 272 ; — (Amos), historien, 418, 448 ; — (Esther), 416.
 Barbotin (William), graveur, 236.
Bardenac, cant. de Chalais, arr. de Barbezieux, 383.
 Bardin, 288.
 Bardon, archiprêtre de Saint-Jean d'Angély, 414.
 Barentin, 302 ; — (Charles), seigneur d'Hardivilliers, 391.
 Barillon (Henri de), évêque de Luçon, 290 ; — (l'abbé), 254.
 Baritaud (Brigitte), 16 ; — (Marie-Elisabeth de) ; — de Carpia (Hippolyte), 69, 403.
 Barkhausen, 168.
 Barlot (Alicé) ; — (Antoine), chef de bataillon, 404.
 Baroche, représentant du peuple, 330.
 Baron (Jules), curé de Jarnac-sur-Charente, 396 ; — curé de Ruelle ; — archiprêtre de Cognac, 396.
 Barraud, Barrault, adjoint municipal, 208 ; — (Désirée), 175 ; — (L.), curé d'Orlac, 269 ; — pharmacien, 156, 242, 323.
 Barreau, maire de Saint-Pierre d'Oleron, 229, 246.
 Barrelhier (Aubin), notaire, 125.
 Barrère, conventionnel, 283, 284, 285, 421.
 Barthe (P.-B.), évêque constitutionnel du Gers, 291 ; — pasteur, 394.
 Barthélémot - Sorbier (Elisabeth-Charlotte), 197.
 Barthélemy (Anatole de), 51, 60, 227.
 Barthélemy (Benoît), médecin en chef de la marine, 169.
 Barthélemy de Lezay, religieux, 411.
Barzan, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 173, 396.
Bassac, cant. de Jarnac, arr. de Cognac, 366.
 Basset, 5.
 Bastard d'Etang (Marie-Thérèse-Elisabeth-Denise de), 9.
 Baucher, 288.
 Baudeau, prieur de Champagnolles, 271.
 Baulin (François), aspirant de marine, 33.
Baudouin, fief des Morineau, 91.
 Baudouin (A.), 67 ; — de La Noue, 412, 414, 415 ; — (Marie), 417.
 Baudrillart, agrégé d'histoire, 31.
 Baudry, 288 ; — (Esprit), 138 ; — d'Asson, 288.
 Bauffremont (Louis-Bénigne, marquis de), 452.
 Bayard, 337.
 Baye (Le baron J. de), 366.
Bazac, cant. de Chalais, arr. de Barbezieux, 39.
Bazauges, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 77.
 Beauchamp, 289, 417.

- Beauchet-Filleau, 165.
 Beaucorps (Le baron Adalbert de), 52 ; — (Caroline de), 21, 177 ; — (le comte Maxime de), 136.
 Beaudouin (Henri), 457.
Beaugeay, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 410.
 Beaucharnais, 136.
 Beaujeu (Humbert ou Imbert de), 240, 341 ; — (le sire de), 355.
Beaulieu, com. de Germignac, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 179.
 Beaumont (Charles de), 291 ; — (Elie de), 276 ; — (Léon de), évêque de Saintes, 48, 49, 194 ; — de Gihaud, 48.
Beaumont, fief des Montberon, 196, 197.
Beaumont-les-Autels, cant. d'Authon (Perche), 196.
 Beaupoil de Saint-Aulaire, 71, 450 ; — (Pierre de), 371.
 Beauquesne (De), lieutenant-colonel, 13.
 Beauregard, 231, 288.
 Beaussant, ancien préfet, 323.
 Beauvais (De), 70.
Beauvais-sur-Matha, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 418, 419.
 Beauvau (Le maréchal de), 173.
 Beauvillain (Emile), préposé de l'octroi, 226, 306, 323.
 Beauvilliers (Le duc de), 379.
 Béchet (François), maître sculpteur ; — (Antoine) ; — (Marguerite) ; — (Nicolas) ; — (Raymond), 210.
 Béchillon, 288.
 Bedard, matelot vétérân, 423.
 Begon, intendant de La Rochelle, 89, 212.
Beillant, com. de Saint-Sever, cant. de Pons, arr. de Saintes, 78, 79.
 Beillard (Madeleine), 404.
 Béjary, 288.
Belesbat, com. de Champdolent, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 7, 8, 457.
 Bellanger, 288.
 Bellemer (L'abbé), écrivain, 89.
 Bellère, 288.
 Belleville, 174, 238 ; — (Guy de), seigneur de Mirambeau, 371.
 Bellin, 288.
 Bellion, 437.
 Bellisle (Pépin de), 435.
 Belliveau, prêtre habitué de Niort, 223.
Bellivet, com. de Saintes, 353, 355.
 Bellivier, 288.
 Bellot, lieutenant de vaisseau, 3, 2, 264 ; — (Alexandrine-Céline), 22.
Belluire, cant. de Pons, arr. de Saintes, 82.
 Belot (Etienne), marchand, 91.
 Beloteau, mousse, 424.
 Beltremieux, naturaliste, 166, 238.
 Bénard (Jean-Baptiste), juge ; — (Louis), banquier, 404.
 Benèche, matelot, 424.
 Bénétrix, 421.
 Benoist (Victor), professeur, 175 ; — matelot, 423.
Benon, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 89, 363.
 Bentabole, représentant du peuple, 197.
 Béraud (Alexandre), 399 ; — (Louis), avocat, 227, 242 ; — (Mathurin), 198.
 Berchon (Le docteur), 163, 299.
Bergerac (Dordogne), 182, 272.
 Bergeron (Léontine), 178.
 Bergevin (De), avocat, 257.
 Berjon, instituteur, 409.
 Berland (Jeanne) ; — (Marie), 77.
Berlize, canton de Rozoy-sur-Serre, arr. de Laon, 197.
 Bermond du Gayard (De), 289.
 Bermondet, 288 ; — de Cromières (Arabelle de), 256.
 Bernard, député à la convention, 31, 32, 251 ; — ingénieur, 52 ; — novice, 424 ; — écrivain, 455.
 Bernard-Chambinière, vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.
 Bernardeau, 288.
 Bernau de Charans, 170.
Bernessart, com. de Gemozac, arr. de Saintes, 292.
 Bernet, archevêque d'Aix, 456.
Berneuil, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 28, 244 ; — com. du cant. de Barbezieux, 147.
 Bernis (L'abbé de), 55.
 Bernon (De), 289.
 Berry (Le duc de), 363 ; — (la duchesse de), 452.
 Berryer, 453.
 Bertaud, novice du *Vengeur*, 424 ; — directeur des contributions directes, 15.
 Berthelé (Joseph), archiviste, 388.

- Berthelin**, 288.
Berthezène, com. d'Alais (Gard), 208.
Berthod (Blaise), 94.
Berthomé (François), 371.
Bertifort, 256.
Bertin (Georges-Victor), 402; — (Henri), contrôleur des finances, 273; — matelot, 423.
Bertineau, 288.
Bertini, membre de la chambre des députés, 333.
Berton, 288.
Bertrand (Louis-André), 256; — vice-président de la société d'émulation de l'Allier, 258; — premier maître canonnier, 423; — — matelot; — mousse, 424; — prêtre, 12.
Bertrin (L'abbé G.), professeur de littérature, 320.
Béruges, cant. de Vouillé, arr. de Poitiers, 349.
Berwick, 31.
Besançon (Charles de), 449; — Bernard de), 450.
Besnard (Julie), 425.
Bessac, 288.
Bessay, 288.
Bessé (Charles-François de), 220.
Béthune (Henri de), archevêque de Bordeaux, 290; — (Maximilien de), duc de Rosny, 181.
Beufvier, 288.
Beugnon, 288.
Beurlay, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 195, 247.
Beyer (Sophie), 404.
Bezannes, 288.
Bezier (T.), 148.
Bezouotte, cant. de Mirebeau, arr. de Dijon, 259.
Biais (Emile), 222.
Bidault, 288.
Bideran (De), 289.
Bignon, 302.
Bigot, notaire à Saintes, 9; — (Philippe), 198; — de Beaulon (Charlotte de), 402.
Bikélas (Dimitrios), écrivain, 52, 64.
Billaud, écrivain, 52; — (Gédéon), marchand, 77; — (Victor), 165, 319.
Billaud-Varennes, 137, 199, 200.
Billet, 421.
Billom, chef-lieu de cant., arr. de Clermont-Ferrand, 94.
Billon (Thomas de), 377.
Birac, cant. de Châteauneuf, arr. de Cognac, 75.
Biré (Edmond), 141, 387.
Birolle, aide voilier, 423.
Biron, commandant, 137, 139.
Biron (De), amiral de France, 279.
Biron, cant. de Pons, arr. de Saintes, 2, 62, 272, 406.
Birot (L'abbé), 253.
Biscon (A.); — (P.); — (Timothée); — née Grenot, 185.
Bisseuil, sénateur, 402, 426, 427.
Blacvod, 288.
Bladé, écrivain, 136.
Blair de Boisemont, intendant, 275.
Blanchard, 437; — (L'abbé), 17; — (Jacques), novice du *Vengeur*; — Jean), novice, 424; — (Ozanne), 183.
Blanchet, 437; — (l'abbé), 156.
Blanchot, colonel, 405.
Blanquefort, chef-lieu de cant., arr. de Bordeaux, 94, 95, 224.
Blanzac, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 252.
Blassel (Antoine), maître sculpteur, 306.
Blavez (Amélie), 16.
Blavout, curé de Saint-Pierre près Surgères, 126, 127.
Blaye (Gironde), 89-95.
Blenac, com. de Saint-Symphorien, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 292.
Blin, lieutenant-colonel, 70, 309-311, 314, 315, 323, 326.
Blois (Loir-et-Cher), 263.
Blois (Le comte de), 341; — (la famille de), 180.
Blom, 288.
Blosset (Claude de); — (Jean de), 196.
Blouin (Jean), 76, 293.
Bluteau, matelot, 423.
Bodard, novice du *Vengeur*, 424.
Bodet, 288.
Bodin, 272, 288.
Boig (L'abbé), 99.
Boigard, matelot, 424.
Boignes (François de), procureur, 92, 93.
Boilevin, négociant, 60.
Boinet, 288.
Boinot, agent voyer, 311.
Bois, diocèse de Saintes, 219; — (île de Ré), 179; — doyenné de Saint-Genis, 173.

- Boisbellaud (La famille), 155.
Boisbillet, 47.
 Boisdere, 167.
 Boisson, propriétaire, 410.
Bois du champ d'Aumaire, paroisse de Saint-Saturnin de Sechaud, com. du Port d'Envaux, 458.
 Boissard, maire de Saintes, 105.
 Boisse, 238.
 Boissellier, agent administratif, 166.
 Boisson, Boixon, 288.
 Boissy, matelot, 423.
 Bollée (Georges), fondateur, 185, 389.
 Bompain (Jean), 270.
 Bonaffé (Edmond), 390.
 Bondon, matelot vétéran, 423.
 Boneau (Louise-Esther), 105.
 Bone-Case (Alcide de), 21.
 Bonhomme (L'abbé), professeur, 257.
 Bonnard (Louis), aide canonier, 32.
 Bonnaud (René), 412 ; — juge de paix, 176 ; — prêtre, 453 ; — mousse, 424.
Bonnefon, fief des Boscal de Réals, 281.
 Bonnefoy de Bretauville, 193.
 Bonnerons (Henriette-Françoise de), 302.
 Bonnemie (Angélique-Elisabeth de), 136.
Bonnemie, com. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 162, 230, 232, 248.
 Bonnemort, 103.
 Bonnet de Lescure (Antoine), maire de Rochefort, 176.
 Bonnet (Jean), chef de bataillon, 176 ; — charpentier, 222.
 Bonnetié (De), 289.
Bonneuil, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 75.
Bonnières, château, près Sainte-Foy la Grande, 156.
 Bonnin, 88 ; — (Auguste), poète, 52.
Bon-Repos, fief des Riquet, 175.
 Bonvallet des Brosses, 103.
 Bony de La Vergne, 238.
 Borda (Le chevalier de), 134.
 Bordage (Edmond), 58, 80, 88, 181, 208, 308.
 Borjeaux (Claude), chirurgien-major, 32.
Bords, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 400.
 Borel, 27 ; — d'Hauterive, 21.
 Borgnet, 288.
Borrast, 107.
Bort, fief de Simon des Coutures, 444.
 Boscal de Réals (César-Léon), 281, 282 ; — (Michel-César) ; — (Marie-Madeleine) ; — (Charles) ; — (Gabriel-Léon) ; — (Henriette-Perrine) ; — (Marie-Charlotte), 281 ; — (Marie de), 396.
Boscamenand, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383.
 Boschetti (Arnould), 191.
 Bosquevert, 288.
 Bosredon (Philippe de), écrivain, 364.
 Bossant, général ; — (Marie-Joséphine), 13.
 Bossu, sous-préfet de Marennes, 426, 427, 428.
 Botton, notaire, 437.
 Boucard, 421 ; — curé de Saint-Sever, 263.
 Bouchard (G.), professeur de rhétorique, 320 ; — notaire, 323.
 Bouchard d'Esparbès, 136 ; — de Lussan d'Aubeterre (Pierre) ; — (Pierre-Louis-Joseph), 24 ; — d'Aubeterre, 22.
 Bouchaud (Les), 297 ; — (Charles), 297, 298 ; — (Madeleine) ; — (Adélaïde) ; — (Jeanne-Aimée), 298.
 Bouche (Jacques), 270.
 Bouchemont, 450.
 Boucheny (Jules), capitaine de frégate ; — (Paul-François), 16.
 Boucherie (Louis-Adolphe), 59.
 Boucheron, 329.
 Bouchet, 288 ; — curé de Laleu, 124.
 Bouchonneau (Louise), 65.
 Boudier, capitaine général des douanes, 439.
 Boudon de Saint-Amans, 138.
 Bouet, novice du *Vengeur*, 424.
 Bouet du Portal (Antoine de), 405 ; — (Gabrielle de), 69.
 Bouge (L'abbé), 254.
Bougneau, cant. de Pons, arr. de Saintes, 79, 389.
 Bouguereau (William), peintre, 227, 235.
 Bouhier, 288 ; — (Lyette), 7.
 Bouillé, Bouillet, 45, 378.
 Bouillon (Henri), sculpteur, 317.

- Bouillon (Godefroy de), 337.
 Bouineau, maire du Château d'Oleron, 229-233, 242, 251.
 Boulanger (F.), — (N.), fondeurs, 389 ; — (le général), 152, 328.
 Boulard, 138.
 Boule (Hélène), 412.
 Boullet (Guiot), 447.
 Boulogne (Le comte de), 354.
 Bouny (Daniel), journaliste, 68.
Bouquessu, fief des Desmontils, 47.
 Bouraud (Jeanne), 270.
 Bourbaki, général, 338.
 Bourbon (Amélie de), 158 ; — (Archambault, sire de), 241, 341, 342 ; — (le connétable de), 337.
Bourcfranc, com. de Marennes, 76, 328.
 Bourcier, mousse, 424.
 Bourdeau, maire de Marennes, 426, 427 ; — médecin vétérinaire, 437.
 Bourdeille (Claude de), abbé commandataire de l'abbaye de la Trinité de Vendôme ; — (Hélie, marquis de) ; — (Joseph), 369 ; — (Marie-Anne de), 6 ; — (le marquis de), 194.
Bourdeille, cant. de Brantôme, arr. de Périgueux, 272, 369.
 Bourdin, avocat, 4.
 Bourreau-Deslandes (André-François), 143.
 Bourgeois, 81 ; — (l'abbé), 85 ; — ministre de l'instruction publique, 319.
Bourgneuf, 396.
 Bourgogne (Agnès de), 250 ; — (Hugues IV, duc de), 342.
Bourg sur Gironde, chef-lieu de cant., arr. de Blaye, 40, 371.
 Bourignon, archéologue, 182.
 Bourla (A.), architecte, 330-332.
 Bourlouton (Edgar), 199, 200.
Bournezeau, 382.
 Bournonville (De), 10.
 Bourru, médecin en chef de la marine, 64, 177, 257, 300, 323 ; — notaire, 300 ; — (Jeanne), 257.
 Boursaud, prieur, 213-217.
Bourzac, com. de Bayac, cant. de Beaumont, arr. de Bergerac, 367.
 Boussard (Marie-Josèphe de) ; — (Nicolas de) ; — (Pierre-Nicolas de), 71.
 Boutet (François), 171 ; — (Jacques), député, 127, 128 ; — (Louis), 171 ; — (Max), peintre, 235 ; — chanoine de La Rochelle, 389.
 Boutet-Destouches (Anno-Marie-Françoise), 15.
Bouteville, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 75, 366, 369, 393.
 Bouthillier, maire de Saint-Martin de Ré, 318.
 Boutin (Louis), 10 ; — avocat, 14.
 Boutinet (Etienne), 400.
 Bouton, 288.
 Boux, capitaine de vaisseau, 134.
 Bouyer, médecin, 329 ; — mousse, 424.
 Boybellaud (Les), 385.
 Branchu, 288.
 Brancion (La comtesse de), 59.
 Brandley (Humfroy), 94.
 Branger, 2^e maître charpentier, 423.
Brantôme, chef-lieu de cant., arr. de Périgueux, 272.
 Brantôme, prieur de Saint-Vivien de Saintes, 369.
 Brard, docteur-médecin, 390.
Brassac, cant. de Jumeaux, arr. d'Issoire, 293.
 Brassaud, curé de Saint-Sauveur à La Rochelle, 253 ; — (Rosalie), 16.
 Brand (Jacques), 400 ; — (l'abbé), 254.
 Braudeau, maire de Taillebourg, 330.
 Bréard (Jean-Jacques de), membre de la convention, 71, 201 ; — (Jean-Marie-Léon de), colonel ; — (Marie-Zélide) ; — des Portes ; — (Michel-Ange de), 71 ; — mousse, 424 ; — Bréard-Baillet, 71, 157.
 Brédif (J.), 15.
 Brejon, avocat, 164 ; — de Lavergnée (Isaac), notaire ; — (Marie), 398.
 Brelay (Jean), lieutenant de vaisseau, 32.
 Brémont (Marie), 397.
 Bremond (De), 288 ; — (Anatole de), 53, 194, 227, 252 ; — (Guillaume de), 402 ; — (Charles, comte de), 329, 457 ; — (Gustave de), 255 ; — (Guy de), 237 ; — (Joseph de), 414, 415 ; — (Madeleine de), 457 ; — (Josias, marquis de), 402 ; — (Marie-Amable de), 402 ; — (Pierre de), 182 ; —

- (Théophile de), 331 ; — général, 331 ; — de Bossée (Claude) ; — (Madeleine), 209 ; — du Masge-lier (Louis de), 255.
- Brethé, 288.
- Bretinauld, dame de Tonnay-Bou-
tonne, 76 ; — (Théophile de), 305,
331 ; — de Saint-Seurin, 427.
- Breton, aspirant de marine, 33.
- Breuil*, fief des Le Brun, 452.
- Breuillet*, cant. de Royan, arr. de
Marennes, 70, 71, 282, 444.
- Brezets (Arthur de), 194.
- Briand (L'abbé), écrivain, 206, 290.
- Briatte, maître à la cour des comp-
tes, 177.
- Briaud, homme de loi, 28 ; — 273.
- Brice (Saint), 34.
- Bricou, mousse, 424.
- Bridier, curé de Saint-André de
Niort, 223.
- Brière (A.), 388.
- Brillac*, fief des Creil, 382.
- Brillouin, 222 ; — (Léon), ancien
magistrat, 402 ; — (L.-G.), pein-
tre, 235, 236.
- Brincourt (Maurice), architecte, 236.
- Briquet (Madame), 97.
- Brisambourg*, cant. de Saint-Hi-
laire, arr. de Saint Jean d'Angé-
ly, 76, 293.
- Brissac, 288.
- Brisson, 288 ; — frères, marbriers,
411.
- Brive-la-Gaillarde* (Corrèze), 438.
- Brives*, canton de Pons, arr. de
Saintes, 79, 295, 384, 390, 438.
- Brochard, 288.
- Brochard de La Rochebrochard,
289.
- Brochet, novice du *Vengeur*, 424.
- Broglie (Les), 427 ; — (le comte
de), 62, 107.
- Bron, conseiller général, 310, 323.
- Brossac*, chef-lieu de cant., arr. de
Barbezieux, 383.
- Brossard, 288 ; — (Marie), 173 ; —
de Corbigny, 136.
- Brosset, mousse, 424.
- Brossin de Méré, 136.
- Brouage*, com. d'Hiers, canton de
Marennes, 35, 36, 65, 96, 106,
239, 364, 399, 399, 428, 435, 438.
- Brouard, matelot, 423.
- Broue*, com. de Saint-Sornin, arr.
de Marennes, 50, 51, 63, 157, 428.
- Brouilhac, 288.
- Brouillet, 88.
- Broussais, 56.
- Broussard (Catherine), 371.
- Broutet (Alzire), 172.
- Bruc (De), 289.
- Bruel, 437.
- Brulé* (Charente), 81.
- Bruneau, 288.
- Brunet, 288 ; — aide calfat ; — (Jean),
423.
- Brusse, 288.
- Bruttius Præsens, 181.
- Bueil (De), 289.
- Bugeau (Georges), avocat, 59.
- Bugeaud (Le maréchal), 330.
- Buirette de Verrières (Marie), 396.
- Bullet (Marie), 67.
- Buor, 288.
- Burgaud des Marets, 325, 443.
- Burie*, chef-lieu de cant., arr. de
Saintes, 28, 210, 369-371, 443.
- Burin des Rosiers, écrivain, 445.
- Burot, médecin principal de la ma-
rine, 68, 170.
- Burton (Richard-François), 384.
- Buso (Albert), 178.
- Busca, 288.
- Bussac*, com. du cant. de Saintes,
17, 78, 79, 83, 416-418.
- Bussière* en Périgord, 368.
- Bussy, 288.
- Butigny, 288.
- Buzançais (Le sieur de), amiral de
France, 371.

C

- C. (L'abbé), 113.
- C. V., 62.
- Cabaud (Marie), 418.
- Cacqueray de Valmenier, 114, 115.
- Cadaran, 288.
- Cadeuil*, com. de Sainte-Gemme,
cant. de Saint-Porchaire, arr. de
Saintes, 4.
- Cadillac*, fief des Fenault, 185.
- Cadiot (Etienne), 198.
- Cadoret de Beaupreau (Marie-Louis-
Ambroise) ; — (Marie-Caroline-
Julie) ; — (Marie Michel-Benoit
Auguste), 147.
- Cadoudal (E. de), 3.
- Cadouxin*, chef-lieu de cant., arr. de
Bergerac, 272.
- Caillant (De), 289.
- Caillé, Caillié (René), explorateur, 3.

- Caillet**, 288.
Caillon (H.), 53, 54 ; — percepteur, 242.
Caix de Saint-Aymour (Gabriel de), 205.
Calès (Augustin), 272.
Caligula, 181.
Callais, 288.
Callandreau (Amédée), notaire ; — (André) ; — (Madeleine) ; — (Marguerite), 398.
Callières (La comtesse de), 156, 194.
Callot (Ernest), 67, 175, 316, 461 ; — (Pierre-Simon), 175.
Calmette (Pierre), curé de Barzan, 396.
Calvin, 192.
Cambier (Sophie), 404.
Camiade, prêtre, 295.
Campet, 288 ; — (Jacques), lieutenant de vaisseau, 32.
Camus (Jules), 339, 340 ; — professeur, 210.
Camuzet (Dom Guillaume), prieur, 77.
Candale (Le duc de), 450.
Candé (Armand), médecin, 227.
Cantaloube, capitaine de frégate, 170, 227, 238, 239.
Cantes, cant. de Charroux, arr. de Civray, 88.
Cantineau, 288.
Capet (Guy), 416 ; — (Henri), dit La Mothe, 416, 417 ; — (Jeanne) ; — (Josué) ; — (Marie), 416 ; — (Pierre), 417 ; — (Suzanne), 416.
Caplong, cant. de Sainte-Foy, arr. de Libourne, 175.
Capoulun, conducteur des ponts et chaussées ; — (Georgina), 178.
Capraya, aumônier du *Généreux*, 33.
Caracalla, empereur romain, 148.
Caradenc de La Chalotais (Louis-René), 443.
Carayon, négociant, 108.
Cardes (Auguste), médecin de la marine, 176.
Carennac, cant. de Vayrac, arr. de Gourdon, 417.
Carlyle (Thomas), 422.
Carré (Emile), 257 ; — de Candé, échevin, 109.
Carrière (Georges-Léon), 4 ; — (Paul), 246.
Cartal (Léonie), 405.
Cartelègue, cant. de Blaye, 359.
Cartier (Jacques), 35.
Carton, curé de Salles, 70.
Casabianca (Marie-Rose), 204.
Casideroque, cant. de Tournon d'Agenais, arr. de Villeneuve-sur-Lot, 59, 228.
Castagnary (Jules), 3.
Castelan (Honoré), 376.
Castellane (Edmond, comte de), 9, 10 ; — (Jean-Baptiste de), 292 ; — (Victor, vicomte de), 9.
Castelmoron, chef-lieu de cant., arr. de Marmande, 184.
Castille (Blanche de), 327, 335, 347, 349, 354.
Cathélineau, matelot, 423.
Catherine de La Rochelle, 41, 42.
Catineau, 288.
Caudéran (H.), prêtre, 54, 216.
Caumeau, confrencier, 390.
Caumont (De), 288, 331.
Cayx (Jean-Louis), curé de Meux, 158.
Cazalès (De), 121.
Cazaux (Pierre de), président à mortier, 184.
Cellamare, 31.
Cellefrouin, cant. de Mansle, arr. de Ruffec, 194.
Cellettes, cant. de Mansle, arr. de Ruffec, 38.
Cerclé, novice du *Vengeur*, 421, 424.
Cerogioli, commandant, 233, 249.
Cervolles, fief des Vigny, 192.
César (Jules), 181.
Cèse, pont, 73.
Cessaud, surnuméraire, 425.
Chabanais (Aimery de), 363.
Chabanais, chef-lieu de cant., arr. de Confolens, 15, 373.
Chabannes (Adhémar de), 362.
Chabaud, 294.
Chabeuf (Henri), écrivain, 290.
Chabirand, curé de Saint-Pierre d'Oléron, 185.
Chabot, 288 ; — (Charles), baron de Jarnac, 371 ; — (Guy), seigneur de Montlieu, 372 ; — (Guy), baron de Jarnac, 373 ; — (Jean), maire de Jarnac, 274.
Chadeyras (L'abbé), 254.
Chagneaud, 437.
Chaigneau (Albert), 397.
Chaillaud (Barbe), 253.
Chaillevette, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 70, 71, 444.

- Chaillouet**, 117.
Chaize, 178.
Chalais, chef-lieu de cant., arr. de Barbezieux, 7.
Challet, 288.
Chalmot, 288.
Chamberlanne, *Chamberlan*, com. de Bazac, cant. de Chalais, arr. de Barbezieux, 39, 146.
Chambes ou Jambes (Colette de); — (Jean de), 265, 266.
Chambion, com. de Chaillevette, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 70.
Chambon (De), 114, 115, 128.
Chambon, fief des Ancelin, 115, 127.
Chambor (Catherine), 256.
Chamborant, 288.
Chambord (Le comte de), 333.
Chamboudy (Jean), enseigne de vaisseau, 32.
Chameau (Charles-Benjamin), 54.
Champagnac, com. du cant. de Jonzac, 69, 256.
Champagne (Le comte de), 341, 342; — (Thibaut de), 347.
Champagnolles, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 238, 271, 444.
Champtolent, cant. de Saint-Savien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 17, 400.
Champeaux (De), 44.
Champelon, 288.
Champeval, écrivain, 364.
Champflour (Jean-Baptiste), évêque de Mirepoix, 49.
Champlain (Antoine de), 36, 37; — (Marguerite de), 37; — (Samuel), 3, 4, 34, 35, 36, 65, 157, 435, 437, 442.
Chancel (Elisabeth), 46; — (Pierre-Ausone), avocat, 278.
Chancellade, abbaye, arr. de Périgueux, 158, 239, 270-272.
Chamiers, com. du cant. de Saintes, 28, 351, 396.
Chanonat, cant. de Saint-Amand Tallende, arr. de Clermont-Ferrand, 445.
Chantecor (Vienne), 65.
Chantilly, cant. de Creil, arr. de Senlis, 241.
Chantonay, chef-lieu de cant., arr. de La Roche-sur-Yon, 138.
Chantre, sous-directeur du musée de Lyon, 166.
Chantreau, 288.
Chanzy, général, 338.
Chapelain (Jean), 376.
Chapelle, 288.
Chapron, ancien préfet, 176.
Chapsal, curé de Montils, 269.
Chaptal, 26.
Charavay (Etienne), 195, 364, 372.
Charbonneau, 288; — (Adhémar de), évêque, 191.
Charbonnier (Marie-Anne), 286.
Chardin, forêt, 74.
Charlemagne, 265.
Charles V, 245, 363; — VII, 197, 198, 327; — VIII, 193; — IX, 447, 448.
Charlet (Omer), 232; — (Thérèse), 176.
Charmant, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 21, 75.
Charmeneuil, commune du Thou, cant. d'Aigrefeuille, arr. de Rochefort, 291.
Charneau, novice du *Vengeur*, 424.
Charon, vicaire de Saint-Pierre d'Oleron, 184.
Charpentier, curé de Royan, 253; — de Longchamp, 114, 115.
Charras, com. de Saint-Laurent de la Prée, arr. de Rochefort, 410.
Charrier (Gaston), maire, 228; — (Raymond), 49.
Charron, 288; — (F.), instituteur, 164.
Charronneuil, élection de Mantes, 134.
Charropin (Eugène), 256.
Charroux, chef-lieu de cant., arr. de Civray, 88.
Chartier (L'abbé), 253; — matelot, 423.
Chartres (La comtesse de), 347.
Chasse (Claude-Louis), 184.
Chasseloup (Nathanaël), sieur de Laubat, 91-95; — Laubat, 93, 330; — (Nathanaël de), 435; — (Prosper de), 435; — (Le marquis de), 228, 387, 432, 434; — Fresneau, 90-92, 95.
Chasseneuil, cant. de Saint-Claud, arr. de Confolens, 74.
Chassenon, cant. de Chabanais, arr. de Confolens, 74.
Chasseraud, imprimeur, 165.
Chasseuil, matelot, 421, 423.
Chassiron (Le citoyen), 96; — (Madame de), 102. Voir Martin.
Chassiron, com. de Saint-Denis,

- cant. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 58, 91, 232, 250.
Chastang (Paul-Armand), 4.
Chasteigner, 288 ; — de La Chasteigneraye (Germain), évêque de Saintes, 261 ; — (Charles, vicomte de), 8.
Chastenot (Pierre-Louis de), seigneur de Borraët ; — (Pierre-Louis-Barthélemy-Athanase-Hercule de), vicomte de Puysegur ; — (Pierre-Gaspard-Herculin de), 107.
Chastignac, cant. de Brossac, arr. de Barbezieux, 383.
Chastres, abbaye, comm. de , cant. de Cognac, 163.
Château-Chesnel, com. de Cherves, cant. de Cognac, 9.
Châteauneuf (De), 288 ; — (Georges de), 46.
Châteauneuf, 263, 366, 396.
Châteautiers (Le comte de), 379.
Château-Tiers, fief des Foudras, 382.
Châtelailon, com. d'Angoulins, canton de La Rochelle, 114, 166, 208, 235, 265, 363.
Châtelier, 166.
Chatellaillon (Henri-Charles-Benjamin, comte de), grand sénéchal d'Aunis, 48, 121, 122 ; — (le marquis de), 114.
Châtillon (Hugues de), comte de Blois, 341, 342.
Chaton, négociant, 399.
Chaudrier (Elie), chevalier, 363 ; — (Isabeau), 367 ; — (Louis), écuyer, 363.
Chaudruc (Anne-Josèphe-Victoire-Suzanne), née Dumas, 105, 106, 110 ; — (Eulalie-Paul-Daniel), 107 ; — (Jacques), seigneur de Crazannes, 105, 106 ; — (Jean), capitaine de dragons ; — (Jean-Daniel) ; — (Jean-Marie-César-Alexandre), baron de Crazannes ; — (Louise), 105 ; — de Crazannes (le baron), 100, 181, 198.
Chaumeau (Marguerite), 416.
Chauveau, curé de La Jarrie, 17.
Chauveau-Lagarde, avocat, 197.
Chauvelin, 288.
Chauvet, 82, 366, 437 ; — (Gustave), 88.
Chauvin, conseiller d'arrondissement, 314, 324 ; — vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.
Chavaille de Fougerais (Jean-François) ; — (Marguerite-Henriette), 378.
Chavette (Yvonne de), 194.
Chavigny (Marguerite de), 142.
Chaville, cant. de Sèvres, arr. de Versailles, 394.
Chazaud, député à la convention, 202.
Chazelles, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 227, 229.
Chédeville, général, 20.
Chemin Boiné, 75. Voir *Nizonne*.
Chénier (André), poète, 23, 284 ; — (Joseph), 422.
Chénier du Chesne, 51, 156, 307, 393.
Chérac, cant. de Burie, arr. de Saintes, 28, 399.
Chergé, 288.
Chermignac, com. du canton de Saintes, 16.
Cheron (Paul), professeur, 307.
Chesnel, com. de Cherves, cant. de Cognac, 210.
Cherval, cant. de Verteillac, arr. de Ribérac, 48.
Cherteix, cant. de Hautefort, arr. de Périgueux, 307.
Cherves, cant. et arr. de Cognac, 74.
Chesneau (Henri) ; — (Jacques), 33.
Chessé, 288.
Chevagnes, 370.
Chevalier, 288 ; — (l'abbé Ulysse), 388 ; — novice du *Vengeur*, 424.
Chevalleau, 288.
Chevallier (Adrien), docteur-médecin, 436, 437 ; — Chevallier-Ruffigny (Ernest), lieutenant, 397 ; — (Jacques), 397.
Chevigné, 288.
Chevillard (Jacques), 135.
Chevreuse, 288 ; — (le duc de), 379.
Chez-Barré, com. d'Ecoveux, cant. de Burie, arr. de Saintes, 78.
Chez-Nadaud, 81.
Chez-Piet, com. de Lignières, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 207.
Chez-Turpault, com. du Douhet, cant. de Saintes, 78.
Chimay, fief des Riquet de Carman, 175.
Chinon (Indre-et-Loire), 349.
Chitton, 288.
Chives, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 165.
Chizé, cant. de Brioux, arr. de Melle, 371, 372.

Choderlos de Laclos (Pierre-Am-
broise), capitaine d'artillerie, 111.
Choiseul, 452; — (Le duc de), 184,
387; — Gouffier, 446; — (Alexan-
dre-Idalie-Mathilde de), 205.
Choisy (De), 289.
Cholet, prêtre, 254.
Choumeils de Saint-Germain (Etien-
ne); — (Marie-Louise); — (Su-
zanne), 258.
Choupeau, com. de Saint-Jean de
Liversay, cant. de Courçon, arr.
de La Rochelle, 89.
Christain (C.), 412.
Christin (Edgar); — (Ernest), 12.
Christophe (Saint), 33, 34.
Circourt (Le comte Albert de), 156.
Ciré, cant. d'Aigrefeuille, arr. de
Rochefort-sur-mer, 32.
Cissay (De), 289.
Citoys (Bibiane de), 291.
Civilis, 259.
Civrac, com. de Geay, cant. de
Saint-Porchaire, arr. de Saintes,
410.
Civray (Vienne), 372.
Clabat, 288.
Claessen (Françoise-Eugénie), 103,
104, 111, 125; — (Françoise-Ba-
thilde), 103, 104; — (Jean-Rol-
land), commissaire de la marine,
103, 104; — (Nicolas), maire de
La Rochelle, 103, 104, 125.
Clair (Saint), 34.
Clam (Madame de), 102.
Clam, cant. de Saint-Genis, arr. de
Jonzac, 398.
Clarmontois (Raos de), 340. Voir
Clermont.
Claude, chef d'escadron, 20.
Claude (Saint), 34.
Clausade (François-Augustin), reli-
gieux, 195.
Clavel (Charles); — (Jean-Séraphin);
— (Paul), médecin de la marine,
258.
Clavette, cant. de La Jarrie, arr. de
La Rochelle, 17.
Claveurier, 288.
Clavières, fief des Paget de La
Tour, 257.
Clazais, com. du cant. de Bressuire,
73.
Clément, 288; — (Jacques), 37.
Clément (Saint), pape, 62, 140, 374.
Clérac, 383.
Clergon (Charente), 82.

Clermont (Les), 367; — (François
de), 367; — (Raoul Ier de), 341; —
(Raoul de), seigneur d'Ailly, 339,
341; — Clermont-Dampierre
(Les), 367, 393; — (Catherine
de), 367; — Surgères (Les), 367.
Clermont-Ferrand, 74.
Clervaux, 288; — (Jules de), 206.
Cliternius (Sextus), 258, 259.
Cloud (Saint), 33.
Cloué, vice-amiral, 287.
Clouet, instituteur, 80.
Clouzot, libraire, 237, 415.
Clovis, 25.
Cobral (Jeanne de), 21.
Cochefilet (André de), 196.
Cœur (Jacques), 37, 327.
Coëtivy (Les), 324, 327, 409; —
(Charles de), 409, 410; — (Louise
de), 410; — (Olivier de), 409.
Coëtivy, 409, 410.
Cognac (Charente), 163, 164, 183,
274-279, 342, 390.
Cognat, cant. d'Escurolles, arr. de
Gannat, 342.
Cognehors, com. de La Rochelle,
174.
Cogordan (Georges), 374.
Coigny (Mademoiselle de), 23.
Colbert (Charles), baron de Liniè-
res, 24; — de Seignelay (Elisa-
beth), 24; — du Terron, 8, 378.
Collart (François de), colonel, 209,
292; — (Claude de), 209.
Collasseau, 288.
Collineau (Jeanne); — (Odet), 268.
Colombières, fief des Espiement,
457.
Colombiers, com. du cant. de Saint-
es, 16, 52, 78, 79, 358, 359.
Colonna de Giovellina, chef de ba-
taillon, 13.
Comans (Les), 62, 427; — (Thomas
de), 62.
Combeaud, aîné, 437.
Combe-Rolland, grotte (Charente),
82.
Combes (René), sous-préfet; —
(Justin-Émile), sénateur, 12, 182,
319, 321, 402.
Côme (Saint), 33.
Commaille (De), 10.
Commandon (A.), 396.
Comminges, 136.
Comminges (Haute-Garonne), 21.
Commode, 181.
Compain, Compaing, 288; — (Char-

- les de), 47 ; — (François de) ; — (Guillaume de), 265 ; — (Suzanne de), 48.
 Compère (Marie), 425.
 Comtau, 90.
 Concorde (Sainte), 34.
 Condamy (Marie-Anne), 77.
 Condote, *La Frenade*, 73-75.
 Condé (Le prince de), 38, 274, 288, 337.
 Constant, 288 ; — évêque constitutionnel, 62.
 Constantin, lieutenant de vaisseau, 422.
 Contat (Emilie), — (Louise), actrices, 372.
 Conti, 31.
 Contré, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 17.
 Contredit (Andrieu), 325.
 Conty, 288 ; — (De), 289.
 Cor, 67.
 Coral, 288.
 Corbeil, contre-maitre d'équipage, 423.
 Corbeil (Seine-et-Oise), 42.
 Corbineau (A.), 156.
 Corbiran de Cardillac ou Cardaillac, seigneur de Sarlabouz, 210.
 Cordouan, phare (Gironde), 68, 69.
 Corignac, cant. de Montandre, arr. de Jonzac, 165.
 Cortieu, matelot, 423.
 Cormeil, com. de Saint-Germain du Seudre, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 252.
 Corme-Royal, ou *Corme-la-Forêt*, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 28, 389.
 Cormery, cant. de Montbazou, arr. de Tours, 290.
 Cormier (Elisabeth), 185.
 Cornay (Charles) ; — (Jean-Baptiste), prêtre des missions étrangères, 15 ; — (Joseph-Émile) ; — (Louise), 14.
 Corne Duquesne (Jean - Joseph), 458.
 Corneille (Saint), 34.
 Cornet (Anselme), colonel d'artillerie, 18 ; — (Jean), 18.
 Cornillon, 289.
 Cornouailles (Richard de), 352, 353, 358.
 Coronat, général, 320.
 Cortet, évêque de Troyes, 19.
 Corvisier, inspecteur primaire, 175.
Cornac, com. de Saint-Thomas de Cosnac, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 174, 393.
 Cossé (Anne de), 47 ; — (le maréchal de), 447.
 Cossé-Brissac, 452.
 Cosson (Les) ; — de Guimps (Les), 40, 220-222 ; — (Foucauld de) ; — (Jean de) ; — (Pierre de) ; — comtes de Lisle ; — de Lisle (Godefroy) ; — (Claude de), seigneur de l'Isle ; — de Conges ; — de La Tour, lieutenant-colonel, 40.
 Coste, mousse, 424.
 Cotard de l'Isle (Marie-Anne-Benotte), 147.
 Coti (Pierre), 192.
 Cotreau, matelot, 423.
 Coucis (Charles de), seigneur de Burie, 369.
 Coucy (Jean-Charles de), évêque de La Rochelle, 439.
 Coucy, 372.
 Coudein (Jean-Daniel), capitaine de vaisseau ; — (M.-J.-D.), capitaine ; — (Paul), lieutenant, 405.
 Coudenne (Charente), 78, 79.
 Coudert-Prévignaud, curé constitutionnel de Notre-Dame de Niort, 223.
 Coudreau, explorateur, 20, 65 ; — (Charles), pharmacien, 13, 54 ; — (Marc-Louis), 14.
 Coué (Marguerite de), 371.
 Couet du Vivier de Lorry, évêque de La Rochelle, 207.
 Couillaux (Alcide), 54.
 Coulgens, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 74.
 Coullaud, 289.
 Coulon, directeur des postes, 320.
 Couneau, adjoint au maire de La Rochelle, 323 ; — (Emile), 4, 5.
 Couraud (Amédée), doyen de la faculté de droit de Bordeaux, 172 ; — (Aristide) ; — (Gustave) ; — (Pierre), 172.
 Courbet, amiral, 66 ; 343.
 Courbiac, com. de Saintes, 175.
 Courbon (Charles de), comte de Blénac, 292.
 Courcelles, 252.
 Courcelle Seneuil, lieutenant de vaisseau, 4, 323, 457.
 Coureilles, fief des Nicolas, 6, 7.
 Couret (A.), avocat, 204.

- Courivault de La Villatte** (L'abbé), 228.
Courlay, cant. de Cerizay, arr. de Bressuire, 73, 444.
Courpignac, 370.
Courquetaine, cant. de Tournan, arr. de Melun, 192.
Courten (Pierre-Marie-François, vicomte de), 197.
Courtenay (Louis-Charles, prince de), — (Hélène de), 452.
Courtin (Charles), docteur en médecine, 174.
Courtin de Neufbourg (Jean), 205.
Courtinier, 289.
Courville, chef-lieu de cant., arr. de Chartres, 265.
Coussans (De), 121.
Coutanseaux (Justin), négociant, 156.
Coutiers, fief des La Blachière, 94.
Coutray de Pradel, 21, 22.
Couyer (Barthélemy), sieur de Toucheronde, 91; — (Judith), 95.
Cozes, chef-lieu de cant., arr. de Saintes, 28, 274, 287, 288, 316, 420, 444.
Cramahé, fief des Green de Saint-Marsault, 48.
Cramiech, négociant, 399.
Crassous, notaire, 103.
Crassous de Medeul, lieutenant de vaisseau, 32.
Craçans, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 307, 344.
Crazannes. Voir Chaudruc.
Crazannes, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 105, 106, 109, 198, 331, 353, 354.
Creil (Jean-François de), marquis de Creil, 382, 383.
Creil, chef-lieu de cant., arr. de Senlis, 382.
Crémault (Berthe), 404.
Crespeaux, vicaire de Saint-André de Niort, 223.
Cressus, potier, 179.
Crèveœur (Philippe de), maréchal d'Esquerdes, 193.
Crispine, 181.
Crispinus, 181.
Criteuil, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 384.
Croix-Chapeau, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 291.
Croix-Comtesse, cant. de Loulay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 456.
Croix-Gente, près Montandré, 404.
Cromières (Le marquis de), 256.
Crouail, 1^{er} maître calfat, 423.
Crouin, com. du cant. de Cognac, 408.
Croze (Pierre de), 309, 311, 313-315, 323, 324.
Cruchon, sous-préfet de Cognac, 413.
Crugy, 289; — secrétaire-greffier, 105.
Cruon, mousse, 424.
Cruseau (Etienne de), 168.
Crut, com. de Saint-Grégoire d'Ardenne et de Marignac, 398.
Crux, 289.
Cugnac (Alice de); — (Antonine de), 19; — (Bertrand de), 12, 18, 59, 155, 156; — (Charles de), 19; — (Guy de), 18, 54; — (Joseph de), 18; — (Jules-Emilien, marquis de), 68; — (Louis-Jules de), 17, 19; — (Louis-Philippe de), 18, 68; — (Marie de), 19; — (Paul-Henri de), 18.
Cugnac, fief des Savignac de Montamy, 19.
Cugon ou **Cugnon**, prieuré, 39.
Cumont, 289; — (Le comte Charles de), 156; — Frugie (le marquis de), 48.
Cunéo d'Ornano, député, 390.
Cuppé (Pierre), curé de Saint-Pierre de Bois, 49, 63, 218-220.
Curac, com. de Chalais, arr. de Barbezieux, 383.
Cuzin, vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.

D

- Dabillon**, 289.
Dadvisard (Jean-Joseph), major, 103, 104.
Daire, marais, arr. de Marennes, 437.
Dalesme, 184. Voir Alesme.
Dallot, curé de Taillebourg, 323, 331.
Damien (Saint), 33.
Dampierre (De), 10, 54, 136, 342, 367; (le marquis Elie de), 228, 396, 452, 454; — (Anna de), 396; — (Roger de), 320.
Dampierre-sur-Boutonne, 367, 393.
Dampmartin (Le comte de), 266; —

- (le vicomte de), 225; — (Simon de), 341, 447.
 Damville, 448.
 Danchet (Antoine), poète, 56.
 Dangibeaud (Catherine), 393; — (Charles), 50, 55, 59, 60, 158-161, 226, 252, 334, 393, 417.
 Danton, 193, 455.
 Darcier, 422.
 Dargenteuil, 222, 223.
 Darrot, 289.
 Darzens (G.), externe des hôpitaux, 304.
 Dast Le Vacher de Boisville, 227.
 Daudenet de La Touche (Esther), 184.
 Daulède de Ferrière (Madame), 71.
 Daunas, notaire, 437.
 Dauve, com. de Barret, cant. de Barbezieux, 14.
 Daux (L'abbé Camille), écrivain, 194.
 Dauzy, 289.
 David, 289, 421; — mousse, 424; — boucher, 425; — (Jean-Baptiste); — (Pierre), curé d'Annepont, 440.
 Davson (Joséphine-Esther), 22.
 Days, 289.
 Dazincourt, acteur.
 Déance, lieutenant d'infanterie, 177.
 Debaunay, négociant, 108.
 Debureau, 412.
 Decambes (René), 446.
 Dèce, consul, 203.
 Decombe (L.), 148.
 Deibler, bourreau; — (Joseph-Antoine), 66.
 Deiau, 185.
 Delaage (Jérôme-Jacques-Hélie), receveur des tailles; — (Marie-Louise); — (Charles); — (Elie); — (Jacques); — (Anne-Jérôme), 220.
 Delacoste, officier municipal, 137.
 Delacroix (Eugène), peintre, 329.
 Delage, 4; — lieutenant de vaisseau; — (Marguerite), 20; — (Marie), 171; — (Prosper), 20.
 Delage de Luget, conseiller d'arrondissement, 17.
 Delagrave (Célestin), 436.
 Delajus, représentant du peuple, 330.
 Delamain (Philippe), 62, 154, 366, 406.
 Delangle, 390.
 Delatoste (Léon), avocat, 59.
 Delaunay, 81.
 Delavaud (Louis), écrivain, 50, 55.
 Delayant, 97, 264, 401.
 Delbrel (Le P.), écrivain, 291.
 De Leutre, Deleutre, curé d'Aitré, 128.
 Delézinier, 10.
 Delhumeau, curé de Saint-Pierre d'Oleron, 185.
 Delille (Jacques), 445.
 Delisle (Léopold), 349, 440.
 Delmas, député, 318; — (Louis), médecin, 55.
 Delmonico (Joséphine), 9.
 Deloche (Maxime), 406.
 Delorme, écrivain, 206.
 Delouche (Etienne), lieutenant de vaisseau, 422.
 Delpit (Albert), 228; — (Jules), 154, 167.
 Dély, maire de La Rochelle, 137, 138.
 Demichena, colonel, 18.
 Demontis, Demontils, Desmontis, Desmontils (Les), 46, 47, 48.
 Denais (Joseph), 207.
 Deniaud, novice du *Vengeur*, 424.
 Denis, mousse, 424; — prêtre, 173; (Jean), dit la sincérité de Cognac, 183; — (Jean-Jacques), 183.
 Denis de Senneville (François); — (Henri), 404; — (Paul-Ernest), 15.
 Depechon (R.), 412.
 Deperche (Louise-Adélaïde-Coralie), 15.
 Deroullède, notaire, 221.
 Desault, chirurgien, 45.
 Des Barres (Jean), Le Barois, 340.
 Desbrosses, 170; — de La Bernelière (Catherine), 71.
 Des Cars (Le duc), 333, 386.
 Descendier, officier municipal, 29.
 Des Coublans, 289.
 Des Coutures (Simon), seigneur de Bort, 444.
 Des Fossés (Romain), amiral, 421.
 Desfossez, curé d'Izon, 168.
 Desfraiches (Pierre), curé de Saint-Vivien, 19.
 Des Francs, 289.
 Des Gittons, 289.
 Des Halles, 193.
 Des Herbiers, 289.
 Des Hommes, 289.
 Deslandes (Le chevalier), 143. Voir Le Chat-Deslandes et Boureau-Deslandes.

- Desmassons, 2^e maître voilier, 423.
 Des Melliers, 289.
 Des Mesnards, médecin, 228 ; — (Lucien), 453.
 Desmier, 289.
 Des Montiers, 289.
 Des Mortiers (Jacques), 185.
 Des Nouhes, 289.
 Desnoyer (Jean-Baptiste) ; — (Marie), 404.
 Desplans, vicaire de Saint-André de Niort, 223.
 Des Prez, 289 ; — de Montpezat (Alix), 415 ; (Antoine), 400 ; — (Quentin), 400.
 Des Roberts (Ferdinand), 458, 459 ; — (P.), 55.
 Des Roches, 289.
 Des Villattes, 289.
 Deutz, juif, 454.
Devant-Fieu, com. d'Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
Deviat, cant. de Montmoreau, arr. de Barbezieux, 273.
 Devienne, actrice, 372.
 Deville (A.), 44.
 Devillelégier (Jean-Bruno), colonel du génie, 176 ; — (Mathieu), 176.
 Dexmier de La Groix (Pierre), 275.
 Dezallier, imprimeur, 291.
 Dezarot (Françoise), 399.
 Didier (Henri), 454.
 Didonne (Le seigneur de), 243 ; — (Hélie, seigneur de), 68.
Didonne, com. de Saint-Georges de Didonne, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 444.
 Dienne (Le comte de), 58, 59, 89, 107, 194, 228, 427.
Dieppe (Seine-Inférieure), 263.
 Dières, propriétaire, 180.
 Dières-Monplaisir, curé de Saint-Martin de Ré, 17.
Dieulidon, prieuré, com. de Benon, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 39.
 Dionne (E.), écrivain, 34-37.
 Disnematin de Salles, 6.
 Dodart (Edmond), 10.
 Doignon (Marie), 315.
 Dollier (Pierre), négociant, 185.
 Dollot, 166, 238.
Dolus, cant. du Château d'Oleron, arr. de Marennes, 162, 191, 231, 247.
Dompiere-sur-mer, com. du cant. de La Rochelle, 23.
Domremy, cant. de Coussey, arr. de Neufchâteau, 41, 338.
 Donatien, capucin. Voir Gréard, 205.
 Donné-à-Dieu, commandant, 138.
 Dontrelleau, 289.
 Dorin, 289.
 Dorlut, notaire, 418.
 Dornon (Sylvain), 4.
 Dort (Antoine), capitaine d'infanterie, 32.
 Douaire de Bondy (Thomas), 142.
 Douais (L'abbé), professeur, 24.
 Doudeauville (Le duc de), 177.
 Douhaud, instituteur, 165 ; — (André) ; — (Jean), 400.
 Doyneau, 289.
 Draud, timonier, 423.
 Drault, 289.
 Dravigny, notable, 105.
 Dréan (Aimé), — (Etienne), novices du *Vengeur*, 424.
 Dreuille ; — (Jeanne de), 48.
 Dreux, 289 ; — (Pierre de), surnommé Mauclerc, 347.
 Drilhon (Henri), avocat, 156, 323 ; — (Paul), 164.
 Drouet (Vital), pharmacien, 258.
 Drouineau, docteur-médecin, 56 ; — (Gustave), auteur dramatique, 443.
 Du Bartas, 137.
 Dubochet, biographe, 45.
 Dubois, 289, 376 ; — (l'abbé), 205 ; — matelot vétéran, 423 ; — recteur, 330 ; — (Louis-Marie), curé de Ciré, 56, 59 ; — (Catherine), 125 ; — (Louis), médecin ; — (Pierre), curé de Saint-Médard ; — (Stanislas), médecin, 13.
 Du Bois, Du Boys, Dubois (Charles), seigneur de Ferrière ; — (Jean), seigneur de Ferrière ; — (Jeanne), 77 ; — de Saint-Mandé, 77, 159-161 ; — (Emile), 56, 394 ; — (Isabeau), 146.
 Duboulet, 289.
 Du Bourg (Jean), 355.
 Dubrac, juge, 14.
 Dubreilh, trésorier de France, 100.
 Dubreton (Aimé), colonel, 318.
 Dubreuil, 330 ; — matelot, 423 ; — Du Breuil, 288 ; — (Jean), 76, 293 ; — de Théon de Château-bardon (Madeleine), 395 ; — Du Breuil-Hélion, 289.
 Du Broc de Segange (Louis), 33.
 Dubrujeaud, 215.

- Duchaffault, 288, 289.
 Du Chasteau, 289.
 Duchastenet, 289.
 Duchâtel (Alexandrine) ; — (Antoinette), 400 ; — (Cosme), avocat, 399 ; — (Julie-Françoise), 400 ; — (Marguerite), 177 ; — (Marie-Marguerite), 399 ; — (Pierre-Alexandre), 399.
 Duchêne, 428.
 Duchesne (L'abbé), 25, 140, 141, 203, 290, 362, 374, 375.
 Du Chesne, 289.
 Du Cheyron (Jean-Etienne), capitaine d'infanterie ; — (Jean-Baptiste-Alfred), général de brigade ; — (Lodoïs) ; — (Marguerite-Ernestine), 69 ; — du Pavillon, 134 ; — du Pavillon (J.-Fr.), 195 ; — (Marie-Catherine-Gabrielle), 403.
 Du Chilleau, 289.
 Duclos (Jean-Pierre), prêtre, 70 ; — mousse, 424.
 Ducorps (Jacques), sous-commissaire de la marine, 395 ; — (Paul), commissaire adjoint de la marine, 395.
 Ducourtieux (Paul), 300.
 Du Creux (François), religieux, 36.
 Du Croc (Joseph), baron de Bras-sac, 298.
 Ducrot, général, 168.
 Duez (Maximilien), 195.
 Dufaure (Edouard), 425 ; — (Gabriel), 154 ; — (Jules), ministre de la justice, 66, 425, 433, 436, 437 ; — représentant du peuple, 330.
 Dufay, 289.
 Du Fayet (Giraud), 257 ; — de La Tour (Gaston), docteur-médecin ; — (Jean-Baptiste ; — (les), 257.
 Dufiguier, 142.
 Du Fou (Yvon), 266, 267, 370 ; — (Raoul), évêque d'Angoulême ; — (Jean), grand échanson de France) ; — Jacques, 267.
 Dufraigne (Adrienne), 12.
 Duges, 440.
 Du Gua de Mons (Pierre), 35.
 Duguesclin, 337.
 Du Lau (Le sieur) ; — (Ferdinand), 38 ; — (Jean-Marie), archevêque d'Arles, 455.
 Dulaurent, maire de Rochefort, 427.
 Dulon, libraire, 165.
 Du Maine (La duchesse), 271.
 Dumas, 395 ; — (Alexandre), 235.
 Dumas (Anne - Joseph - Victoire-Suzanne) ; — (César), seigneur de Puygaillard, 105 ; — (Paule), comtesse de Lupé, 105, 107 ; — (Suzanne) ; — (Henry) ; — (Paule-Alexandrine), 105.
 Dumay, député, 68, 390.
 Du Mesny (Jean), 91.
 Dumont, 289.
 Dumontet, 156, 306 ; — (Georges), notaire, 323.
 Dunois, baron de Châtelailлон, 265.
 Du Paty de Clam. Voir Mercier.
 Du Périer de Larsan (Jeanne-Hippolyte), 69.
 Duperré (Marie-Solange), 111 ; — (l'amiral), 3, 111.
 Dupeyrat, 289.
 Dupin, 289 ; — de Juncarot (Anne) ; — (Pierre), 404.
 Duplais (Henri), 437 ; — Destouches, 154, 242 ; — (Antoine), 306, 307 ; — (Léonie), 56.
 Du Plantis du Landreau, 289.
 Du Pleix (Scipion), historien, 291.
 Duplessis (L'abbé E.), 141, 142 ; — (Georges), 56.
 Du Plessis Besançon, 448-451 ; — (Anne) ; — (Hélène), 452.
 Duplouty, directeur du service de santé, 65.
 Dupon (Eutrope), publiciste, 427.
 Dupont, historien, 132, 137, 139 ; (Henri) ; — (Marie) ; — (Pierre), médecin principal de la marine, 425.
 Duportal, député de Ruffec, 258.
 Dupré (A.), écrivain, 56, 57, 62, 64, 68, 69.
 Du Prey, 209.
 Dupuis (Pierre), 198.
 Dupuy, Du Puy, 9, 276, 289, 383 ; — étudiant, 167 ; — (L.), 5 ; — (Louis-Jules-Armand), 6 ; — (Marie-Caroline-Amélie), 5 ; — matelot, 424 ; — sieur de La Jarte, — sieurs de Trégonant ; — (Jean), dit de La Jarte, 48.
 Duquesne, Du Quesne, 7, 457 ; — enseigne de vaisseau, 458 ; — (le chevalier), 458 ; — (Abraham), 7, 457 ; — (Albert), lieutenant de vaisseau, 458 ; — (Charlotte) ; — (Henri), 457 ; — (Jacob), comte, 458 ; — (Joseph), contre-amiral, 458 ; — (Léonard), 457 ; — de

Quervichard ; — de Romagou ; — Canocier, enseigne, 458.
 Durand, 289 ; — novice du *Vengeur*, 424 ; — prier de Rouffiac, 270 ; de Coupé (Augustine), 15, 404 ; — (Charles-Pierre), 15.
 Durand de Lavaux-Martin (Jean-Edouard), docteur en médecine, 402 ; — (Louis), seigneur de Lavaux-Martin ; — (Louis-René) ; — (Louis), sieur de la Mesnardière, 403.
 Duras, fief des Durfort, 94, 95.
 Du Repaire (Guiot), 453.
 Duret (Charles), juge d'instruction ; — (Claire-Marie-Gabrielle-Amélie), 70 ; — (Jean-Baptiste), procureur du roi, 69 ; — (Léon), 329 ; — (Marie), 402.
 Duretal, 289.
 Durfort (Guy-Aldonce de), marquis de Duras, 94, 95.
 Du Rousseau, 289.
 Duroux (Marie-Joséphine), 257.
 Duruy (Albert), 26.
 Dury, 289 ; — vicair de Notre-Dame de Niort, 223.
 Dusault (Salomon), 92.
 Du Souchet, 48.
 Du Teil, 289.
 Du Tillet (Jean), évêque de Saint-Brieuc ; — (Louis), curé de Clais, 192 ; — de La Bussière, 192.
 Du Tréhan, 289.
 Dutrochet, 289.
 Duval, Du Val, conseiller au parlement, 93 ; — (Guillaume), receveur ordinaire de Saintonge, 193, 198.
 Du Vau, 289.
 Du Vauroux, prêtre, 156.
 Du Verger (François), 38 ; — (Guy), 39.
 Du Vergier, 289.
 Duvernoy (Cl.), 206.
 Du Vigier, 289.
 Du Vivier (Marie-Thérèse-Eulalie), 98.
 Duvoisin (Jean-Baptiste), 456.
 Dyvere-Petit, graveur, 65.
 Dyvorne, docteur-médecin, 437.

E

Echebrune, cant. de Pons, arr. de Saintes, 75, 389.

Echillais, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennnes, 291, 458.
Ecouen (Seine-et-Oise), 241.
Ecoyeux, cant. de Burie, arr. de Saintes, 28, 70, 79, 106.
 Ecquevil (Le vicomte d'), 459.
Ecurat, com. du cant. de Saintes, 173, 328, 353, 355, 356.
Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
 Edouard III, roi d'Angleterre, 245, 360.
 Egreteau, instituteur, 181.
 Eléonore d'Aquitaine, 23, 37.
 Elisabeth de France, 155.
 Elisabeth (Sainte), 33.
 Eloi (Saint), 33.
Embrun (Hautes-Alpes), 175.
 Emé de Marcién (Eudoxie), 369.
Emerville, com. d'Audeville, cant. de Malesherbes, arr. de Pithiviers, 192.
 Emery (Paul), apothicaire, 94.
 Ende (Martin Van den), marchand, 94.
 Eodald (Saint), 290.
Epannes, cant. de Frontenay, arr. de Niort, 17, 73.
Epargne, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 28.
 Epernon (Le duc d'), 364.
 Erard de Valery, seigneur de Saint-Valérien, 339, 341.
Eraville, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 74, 75.
Ercé, cant. d'Oust, arr. de Saint-Girons, 172.
Eschambault, fief des Fleury, 143.
 Eschasseriaux (Le baron), 71, 198 ; — (Joseph), député à la convention, 202, 330.
 Eschollé, 289.
 Escollard des Hommes (Herminie d'), 18.
 Escorailles (Géraud d'), abbé de Tulle, 192.
 Escottière (Jean), avocat, 91, 92, 94.
 Estennes (D'), 289.
 Esmangart de Bournonville (Adélaïde-Sophie), 14.
Esnandes, com. du cant. de La Rochelle, 208.
 Esneau (Guillaume), seigneur de La Clisse, 91.
 Esparbès de Lussan, 22, 385 ; — (la comtesse d'), 102.

- Espérandieu (Émile-J.), capitaine, 136, 148, 291.
 Espinay (Julie d'), 292.
 Espinay Saint-Luc (François d'), 364.
 Espinasseau, 289.
 Espiemont (Arnaud d'), 457.
 Espresmenil (D'), 121.
 Esquerdes (Le maréchal d'), 193.
 Voir Crèvecœur.
 Esrable des Barrières (Les), 398, 399.
 Estissac (Le sieur d'), 370.
 Estrées (Paul d'), 268, 304, 464.
Etaules, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 70, 175, 399, 444.
 Etienne d'Obazine (Saint), 192.
Etray, com. de Juicq, cant. de Saint-Hilaire, arr. de Saint-Jean d'Angély, 78.
Etusson, cant. d'Argenton-Château, arr. de Bressuire, 73.
 Eu (Le comte d'), 387 ; — (le duc d'), 271.
 Eustelle (Sainte), 295-297.
 Eutrope (Saint), évêque de Saintes, 33, 34, 50, 62, 140, 141, 290, 295-297, 374.
 Eveillard, 289.
Evreux (Eure), 264.
 Expéditus (Saint), 34.
 Expert (Raphaël), 227.
Eyraques, cant. de Château-Regnard, arr. d'Arles, 455.
 Eyssautier (L'abbé), 256.
- F**
- Fabien (L'abbé), 320.
 Fage (René), écrivain, 148, 149.
 Faguet (Émile), écrivain, 149, 237.
 Faidherbe, général, 18, 338.
 Faïdy (Philippe-Laurent), religieux, 194.
 Faillofais, curé de Marennes, 177, 178.
 Fallières, évêque de Saint-Brieuc, 253-255 ; — écrivain, 57.
 Faneuil (Hortense-Elodie), 178.
 Farne, 278.
 Faubert (Guichard) ; — (Jacques), 47.
 Faucher de Saint-Mauris, 34, 35, 194 ; — Faucher (Léon), ministre de l'intérieur, 334.
 Faudry, 289.
 Faure (Jean), 76 ; — ou Favre (Jourdain), bénédictin, 265.
 Faustín, 174.
 Faverge (Pierre), frère des écoles chrétiennes, ou Roger, 205, 206.
 Favier, novice du *Vengeur*, 424.
 Favraud (A.), 149.
 Favre, matelot, 423 ; — (Jules), 45, 307.
Faye la Vineuse, cant. de Richelieu, arr. de Chinon, 207.
 Fenault (Antoine de), baron de Cadillac, 185.
 Fénélon, 417.
Fenioux, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 194.
 Feret (Edouard), libraire, 168.
 Fermond, 82, 83, 87.
 Ferrand (Pierre), curé de Saint-Lambert ; — de Saint-Dizant (Etienne), 220.
 Ferré, 289.
 Ferrière (De), 81 ; — (Hélie de), 77.
Ferrière, fief des Dubois, 77.
 Ferrières, 289.
 Ferron, 289.
 Festy, vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.
 Feu (Aline-Joséphine), 14.
 Feuilleret (Henri), professeur, 329-331, 355.
 Février, mousse, 424.
 Feydau, 289.
 Feydøl (Gabriel), écrivain, 420.
Fief-Brun, fief des Guillonnet-Merville, 302.
 Filhol, professeur, 85.
 Filleau, 289.
 Fischer, 87.
 Flamand, aide charpentier, 423.
 Flandrin, mousse, 424.
Fléac, cant. de Pons, arr. de Saintes, 269.
 Fleurenceau (Marie), 404.
 Fleurissou (Pierre-Elie), négociant, 185 ; — notaire, 92, 93, 95.
 Fleury, 157, 289 ; — prieur-curé de Saint-Vivien de Pons, 270, 272 ; — médecin de marine, 19 ; — (Charles de), 143 ; — (Jacques de), 142, 143 ; — Fleury (Jacques-Alexis de), 142 ; — (Paul de), 23, 149 ; — (le duc de), 23 ; — de La Gorgendière (Les), 242.
 Flipsen dit Philipsen (Victor), peintre, 235.

- Florent** (Sophie-Aimée), 402.
Florentin, président du tribunal de commerce, 436, 437.
Florentin-Blanchard, imprimeur, 68.
Florus, 204.
Folie-Chantarel, marais, 191.
Fonreau (Marcel), 227.
Fonsagrives, prêtre, 320, 323.
Fonsèques (René de), 47.
Fontaine-Chalendray, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 196.
Fontane (Théodore), 139.
Pontchauveau, fief des Green de Saint-Marsault, 48.
Pontcouverte, com. du cant. de Saintes, 78, 417.
Fontenay (Vendée), 274, 349.
Fonteneau (Dom), 271 ; — (J.-B.), médecin, 399.
Fontevault (Maine-et-Loire), 347.
Font-Froide, com. d'Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
Fontgravière, com. de Prignonrieux, cant. de Laforce, arr. de Bergerac, 240.
Fontlebon, 289.
Fontorbe, architecte, 329.
Forestier, ingénieur, 329, 330, 332.
Forget, libraire, 49, 219.
Fors (De) ; — (Jean), seigneur de Beaumont, 248.
Fort (Saint), 34.
Fort (Nicolas-Pierre), 444.
Fortin de La Hoguette, 58.
Fort-Neuf, à La Rochelle, 23.
Fortunat, 203, 204.
Foubert, docteur-médecin, 311, 324.
Foucaud, 5, 238, 399 ; — agent municipal, 208.
Foucher, 289 ; — éditeur, 389.
Foucques (Jean), notaire, 376, 377.
Foudras (Louis de), comte de Châteaueu-Tiers, 382, 383.
Fougerat, propriétaire, 187.
Foulques de Villaret (Amicie), 205, 206.
Fouquet, 289.
Fouquier-Tinville, accusateur public, 197.
Fouras, com. du cant. de Rochefort, 8, 67, 307, 317.
Fourgon (Pierre), 198.
Fournel (Victor), écrivain, 421.
Fournier (Angèle), 174 ; — (C.-Albert), 150 ; — (Jean), lieutenant d'infanterie de marine, 257 ; — (M.-Nicolas), évêque de Montpellier, 136 ; — commissaire de marine, 171.
Fournols, cant. de Maurs, arr. d'Aurillac, 257.
Fragonard (Paul), avocat, 150.
Fragnaud ; — (Philippe), 437.
Franchet (Adrien), naturaliste, 11.
François (Marie), 7.
François 1^{er}, 372, 377.
Franklin, 319 ; — (John), 364.
Frédéric II, empereur d'Allemagne, 348, 357, 358.
Frédouville (Pépin de), 77.
Fresneau, canal ou estier, 91, 93.
Frétard (Paul-Louis de), marquis d'Ecoyeux, 106.
Fréteval, cant. de Morée, arr. de Vendôme, 263.
Fretteau, 131.
Frigard, curé de Saint-André de Niort, 223.
Friocourt, commissaire de la marine, 14 ; — (Marie-Elisa), 404.
Froger, 114, 115 ; — (Geneviève-Célestine), sœur de la Sagesse, 176.
Froger de l'Eguille (Pauline), 395.
Froment, 289.
Frontenay l'Abattu, 349, 350, 357, 363.
Fumée, 289.
Furcy de Lavault, peintre, 321, 387.
Furet, 66.
Furius (Lucius), 259.
Fuzier (T.), écrivain, 150.

G

- Gabar** (Périne), 142.
Gabaret (Nicolas) ; — (Gabriel-Jean de), 291.
Gabillou, cant. de Thenon, arr. de Périgueux, 455.
Gaborit (De), 289.
Gabriac (Bego de) ; — (Louis de), 371.
Gacoin, 289.
Gadagne (De), 456.
Gaillard (Alice), 398.
Gaillon (Le marquis de), 121.
Galapian (Le baron de), 105.
Gall (Saint), 34.
Gaillard de La Dionnerie, 88.
Gallard-Latouche, notaire à Aunay, 71.

- Galles (Le prince de), 180.
 Galz de Malvirade (Alix), 369.
 Gan (Saint), 34.
 Gan, com. du cant. de Pau, 136.
 Gandillaud (Henri), seigneur du Chambon, 221.
 Ganivet (François-Joseph), avocat, 278.
 Gansberg (Michel), — (Paul), fondateurs, 389.
 Gard (Maurice), lieutenant de dragons, 399; — (Nicolas), 400.
 Garde-Epée, com. de Saint-Brice, cant. de Cognac, 163.
 Gardrat (Angélique); — (Pierre), juge-sénéchal, 147.
 Garipault, 289.
 Garlopeau, novice du *Vengeur*, 424.
 Garnault, écrivain, 37, 103.
 Garnier, 289; — avocat, député à la Convention, 30, 200, 424, 426-428, 438, 459; — (l'abbé), 68, 167; — maire de Royan, 319; — (Jeanne-Claudine), 179; — (Marie), 221; (Paul), docteur-médecin, 150.
 Garran de Balzan (Alphonse), 65.
 Garricolas, curé de Léoville, 16.
 Gaschet (Robert), professeur, 227.
 Gastinaire (De), 289.
 Gastine, forêt, 370.
 Gaucelin (Guillaume), 192.
 Gaud (Auguste), 464.
 Gaudichaud, naturaliste, 11.
 Gaudin (Phédora), avocat, 329.
 Gaudriaud, maire de Saintes, 459.
 Gaudry (Albert), 85.
 Gaufreteau, 168.
 Gaulier, 289.
 Gaullieur, archiviste, 69.
 Gaultier (Félix-Etienne), curé de La Genétouze, 18.
 Gaury, adjoint à Pons, 402.
 Gautier, 242; — caricaturiste, 150, 165; — statisticien, 247; — mousse, 424; — (Arnaud), 191; — (Dyke), 163; — (Guy), négociant, 275, 276; — (Léopold), docteur-médecin, 257; — (Michel), 191.
 Gautreau, 289.
 Gautret, 27.
 Gauvain, 289.
 Gay, 289; — (Pierre), 195.
 Gazeau, 289.
 Geais (Ferdinand), 306.
 Geaune, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Sever, 266.
 Geay, 178; — docteur-médecin, 294; — (Marcel), négociant, 156.
 Gebert, 289.
 Geffard, matelot, 423.
 Gelézeau, vicaire de Tonnay-Charente, 17.
 Gelin (Henri), écrivain, 75, 77, 206, 207, 292.
 Gelinard de Malaville (Les), 62.
 Gemozac, chef-lieu de cant., arr. de Saintes, 4, 28, 75, 79, 207, 292, 444.
 Genac, cant. de Rouillac, arr. d'Angoulême, 366.
 Gendre (Elie), prêtre, 156, 225, 253; — (Pierre), 253.
 Genest (Saint), 33.
 Gengoul (Saint), 33.
 Gennes, 198.
 Genouillé, cant. de Tonnay-Charente, 399.
 Gensac, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 74.
 Gentet, 289.
 Gentil, 289.
 Geoffroy, prieur-curé du Breuil-Saint-Jean, 9; — prieur de Saint-Nicolas, 191; — graveur, 236; — (Jean), procureur fiscal, 418; — (Jean), peintre, 235.
 Georget, novice du *Vengeur*, 424; — receveur municipal, 59, 323; — (Edouard), 307.
 Georget de La Viollière (Charles-Vincent), sieur de La Morinière; — (René), notaire, 184.
 Gérard (Le vicomte de), 151.
 Gerbier, mousse, 424.
 Gerdil, cardinal, 195.
 Germain, 67.
 Germanicus, 181, 296.
 Germanius, 181.
 Germier (Saint), évêque de Toulouse, 24, 25.
 Germignac, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 70.
 Geslin (Henri), 75, 77, 206, 207, 292, 412.
 Géta, 148.
 Gheineus (Pierre), 389.
 Gheusi (P.-B.), (Norbert Lorédan), 134, 135.
 Gibaud, com. de Marignac, cant. de Pons, 417.
 Gibaut, sculpteur, 317.
 Giboreau, 289.
 Gibouin (Adolphe), 156, 331.
 Gidel (Charles), écrivain, 52.

- Gigault (Bernardin)**, marquis de Bellefonds, 164.
Gigou, 289.
Gilbert (Jacques-Emmanuel), professeur, 66 ; — de Gourville, colonel, 156 ; — de Vautibault, 6.
Gille (Ch.), 422.
Gillet, chartreux, 206 ; — matelot vétérân, 423.
Gillier (Denis), 363.
Gillis (Jean), juge, 184 ; — (Jean-Célestin), avocat, 184, 252, 393 ; (Jean), juge, 393 ; — (Catherine-Angélique) ; — (Marie-Anne) ; — (Geneviève-Marguerite) ; — (Agathe-Honorée-Victoire), 184, 252.
Gillot de Kerardhène, professeur, 329.
Giral, agent administratif ; — (Madeleine), 171.
Girard, 289 ; — (Joachim), maire de La Rochelle, 77.
Girard du Demaine (Augustine) ; — (Emile-Henri) ; — (Marie-Thérèse-Aglâé), 170.
Girardon, 289.
Giraud de Salles (Saint), 64.
Giraud, 289 ; — (Anne), 404 ; — (Jean), notaire, 376, 377.
Giraudias (André), 463 ; — (Emile), avocat, 329, 332 ; — (Eugène), notaire, 156, 242 ; — (E.), 53, 151 ; — (L.), 151 ; — (Ludovic), 463.
Girazac, fief des Fayet de La Tour, 257.
Girel (Josèphe), 13.
Girerd (Fernand), professeur de musique, 59, 151.
Gironcourt, 300.
Giron de Besson, 289.
Giroux Saint-James, instituteur, 423.
Gisors, chef-lieu de cant., arr. des Andelys, 112.
Givran, fief des Boscal de Réals, 281.
Givrezac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 79, 444.
Glatinon (Pierre), 37, 38.
Glenest, 289.
Gohery (François), lieutenant d'infanterie, 32.
Gobin (Catherine), 47.
Godelier, médecin de la marine, 401.
Godet, 27 ; — avocat, 166 ; — (Etienne), notaire, 399.
Godineau, 418, 440.
Goguet, 114, 115.
Gohier (Catherine), 184.
Goizet, curé de Notre-Dame de Niort, 223.
Golnitz (Abraham), 21.
Gombauld (Les), 416.
Goncourt (Edmond de), 67.
Gonne (Miss Maud), 166.
Gontaud-Biron en Agenais, 439.
Gontaut-Biron-Saint-Blancard, 452.
Gontry, fief des Sochet, 89.
Gonzalès (Emmanuel), 3.
Goodale, 166.
Gorce, fief des La Tour, 46.
Goret (De), 289.
Gorron, matelot, 424 ; — médecin de la marine, 177, 257.
Goudon, 289.
Goué, 289.
Gouineau, 410.
Goulard, imprimeur, 44.
Goulard, 289 ; — (le marquis de), 6 ; — (Marie-Antoinette-Delphine de), 5.
Gourdeau, 289.
Gourdon, 289, 326 ; — (Georges), écrivain, 151, 152, 256, 309-311, 314, 315, 343, 425.
Gourjault, 289.
Gouron, 289.
Gourville, cant. de Rouillac, arr. d'Angoulême, 366.
Gouvéa (André de), 418.
Gouvenain (Louis de), écrivain, 290.
Goux, 299.
Gouzot, archevêque d'Auch, 168.
Goy ; — (Jeanne), 417.
Grailly (Le comte de) ; — (le marquis de), 156.
Graïne, rivière, 74.
Grammont, 137. Voir Nourry.
Grammont (Le maréchal de), ou Pierre Siette, 94.
Granges de Surgères, 289 ; — (le marquis de), 162, 194, 366.
Grandjean, lieutenant des volontaires, 422.
Grandmaison (Geoffroy de), 439.
Grand-Ménil, acteur, 372.
Grandsaigne (De), 289.
Grandmont (Le seigneur de), 265.
Gras, général, 18.
Grasilier (Henri-Clément), vicaire général de La Rochelle, 19, 50 ; — (Léonce), écrivain, 20 ; — (Théodore), aumônier, 19, 254.

- Grassineau (Saturnin)**; — (Joseph); — (René); — (Jacques), seigneur de La Blanchardière; — (Marie-Anne), 291.
- Gravé du Pont (François)**, 35.
- Gréard (Jean-François)**, ou Donatien, capucin, 205.
- Green de Saint-Marsault**, 102, 289; — (Jean de), 279, 281; — (Louis), 48; — comte de Châtelailon, 114, 115, 126, 128; — (Robert de), 279.
- Greiffulhe (Le comte)**, 175.
- Grégoire**, évêque de Saintes, 24, 25.
- Grégoire de Tours**, 140, 141, 203, 362, 374, 375.
- Grelaud**; — (Jean), sieur de Senousches, 416.
- Grelher**, 289.
- Grenon**, novice du *Vengeur*, 424.
- Grenot**, matelot, 423; — (Jean); — (Marguerite), 185.
- Grévy (Jules)**, président de la République, 287.
- Grézac**, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 19, 28.
- Grieu (De)**, conseiller général, 320.
- Griffarin**, com. de Saint-Romain de Benet, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 9.
- Griffon**, député du tiers état, 124, 126, 127, 128; — sous-préfet de Saint-Jean d'Angély, 222.
- Griffon de Romagné**, 114, 115.
- Grignon**, 289.
- Grignon de Montfort (Le Bienheureux)**, 290.
- Grillet**, officier municipal, 29.
- Grimanelli**, préfet de la Charente-Inférieure, 176, 319, 426.
- Grimard (Jean)**, lieutenant; — (Jean-Louis), chef d'escadron d'artillerie, 405.
- Grimaud (Emile)**, 189.
- Grimault**, 289.
- Griminaud**, 272.
- Grimouard de Saint-Laurent**, 289.
- Grison (Georges)**, écrivain, 152.
- Grolleau**, 289.
- Grosland**, fief de Louis Tarterue-Boneau, 105.
- Grossard (Marie)**, 440.
- Grosseval (Aubin)**; — (Ernest), 404.
- Grouchy**, 418, 437; — (le maréchal de), 419, 437; — (Jacques-Louis de), 419; — (Jean de), 418, 419; — (Louis de), 418; — (Marguerite de), 419; — (Nicolas de); — (Pierre de), 418, 419.
- Groulade**, curé de Saint-Martin de Cognac, 68.
- Guéau de Reverseaux (Henriette-Elisabeth)**, 197; — (Isaac), 196; — (Jacques-Philippe-Isaac), 106.
- Guément (Marcel)**, médecin, 156.
- Guérin**, 289; — (Abigail); — (Bertrand); — (Daniel); — (Julienne); — (Marguerite); — (Marie), 268; (Mathieu), notaire, 267, 268; — (Paul), archiviste, 362.
- Guérit (Louis)**, lieutenant de vaisseau, 32.
- Guerri**, 289.
- Guet (I.)**, écrivain, 209, 292.
- Guiard (Oscar)**, 66.
- Guibéga (Laurent)**, lieutenant d'infanterie de marine, 177.
- Guibert (Louis)**, écrivain, 192, 306, 364.
- Guibert de Lande (Louise)**, 221.
- Guibourg**, 453.
- Guichard**, 289; — (Isabeau), 146.
- Guienne (Charles de)**, 266.
- Guignard**, 289.
- Guignardeau**, 289.
- Guilbaud**, juge, 329; — prêtre, 4.
- Guillard**, avoué, 68; — matelot, 424; — prêtre, 405.
- Guillaud (Jean-Alexandre)**, professeur à la faculté de médecine de Bordeaux, 404.
- Guillaume**, cellierier d'Obazine, 191.
- Guillaume le Breton**, poète, 264; — le Grand, duc d'Aquitaine, 250.
- Guillaumet**, 289.
- Guillemar**, 289.
- Guillemardet**, docteur, député à la convention, 200.
- Guillemot (Emilie)**, 15.
- Guillery**, 301; — (les frères), 211.
- Guillet**, négociant, 60.
- Guillon (L'abbé)**, 206.
- Guillonnet-Merville**, 187, 302; — (Louis-François); — (Jean-Baptiste), 302; — (L.-F.), 212.
- Guillot**, 21, 289; — matelot, 424.
- Guillot**, 289; — (Ignace), médecin, 66, 317.
- Guimaron**, maître de poste; — avoué, 454.
- Guimberteau**, représentant du peuple, 21, 32.
- Guimps**, com. du cant. de Barbezieux, 220-222.

Guinebault, 289.
Guionneau, 58, 437 ; — pharmacien, 227 ; — (E.), 189.
Guiot de La Cour (Cécile), 403.
Guippeville (Alexandre de), 453.
Guiraud (François), 4.
Guist, 289.
Guiton (Jean), maire de La Rochelle, 317.
Gury, bijoutier, 156.
Guy, 289.
Guy, dit le Breton, 415.
Guy (Saint), 34.
Guyon, 289 ; — mousse, 424 ; — (Angélique), 169.
Guyot, 289 ; — curé de Migré, 414 ; — (Auguste-Ulysse), colonel, 168 ; — (Catherine), 67 ; — (Guillaume), 371 ; — (Jean), 67 ; — (Louis), 168.
Guyot de Lespars (Berthe), 403.
Guyard (Jacques), lieutenant général, 281.
Gyves (Marie-Madeleine de), 405.

H

Habasque, 168.
Hambrard, matelot vétérans, 423.
Hamelin, vice-amiral, 401.
Harasse de La Vicardière, 395.
Hardivilliers, fief des Barentin, 301.
Hardy, vicaire général de Saintes, 105 ; — maire de Cognac, 277.
Harismendy (Domingo de), 291.
Harouard, Hérourard (François-Henri), seigneur de Croix-Chapeau ; — du Beignon (Etienne-Henri) ; — (Marie-Suzanne), 291.
Harpedane (Les), seigneurs de Belleville et de Montaigu ; — (Jean Ier) ; — (Jean II), seigneur de Mirambeau ; — (Jean III) ; — (Françoise), 174 ; — (Charles), maire de Moings, 174 ; — (Guy), seigneur de Mirambeau, 266, 267 ; — (Jean) ; — (Jean), chevalier ; — (Thomelin), 363.
Hasard, religieux génovéfain, 137.
Hastrel de Rivedoux (Louis-Pierre d'), 403.
Hautefaye (De), 289.
Hé, château, com. de Saint-Martin de Blanquefort, 423.
Héard (Calixte), 399.
Helyes de La Rochesnard (Marie), 450.

Hémery (Clémentine-Félicie) ; — (Louis-Henry), 204.
Hémery (D'), 289.
Hénault, historien ; — (Marie-Françoise), 24.
Henri III, roi de France, 37, 364 ; — III, roi d'Angleterre, 244, 347, 348, 350-359 ; — IV, roi de France, 193, 267, 268.
Hérait, 328.
Hérourard. Voir Harouard.
Herbouville (Nicolas d'), 371.
Hérisson (Ernest), 163 ; — (René), peintre, 163, 321.
Hermogène (duc de Joyeuse), 142.
Héron, chirurgien, 422.
Hérouville, 196.
Herpes, com. de Courbillac, canton de Jarnac, arr. de Cognac, 62, 366, 406.
Hiers-Brouage, com. du cant. de Marennes, 238, 437, 438.
Hild, professeur, 209, 303.
Hilduin, 204 ; — de Saint-Denys, 141.
Hillerin (De), 289.
Himly, professeur, 239.
Hincmar de Reims, 141.
Hirvoix, notaire, 7.
Hivert (Antoine), 174.
Honoré (Saint), 33.
Horric (Louis), seigneur de La Courade, 450 ; — (Madeleine), 449, 450 ; — de Beaucaire (Le comte), 448, 449, 450, 451.
Hostes (Pierre d'), religieux, 195.
Hotot (Jean de), seigneur de Beaumont, 196.
Hoveden (Roger de), 264.
Hovestadt (François-Otto), prêtre, 125.
Howe, amiral anglais, 283, 284, 419, 421.
Hozier (D'), 40, 222.
Huas (Félix), commissaire de marine ; — (J.-F.), lieutenant d'infanterie de marine, 257.
Hubert (Françoise), 405.
Hue, 104.
Huet (Paul), 152.
Hugain, maître d'équipage, 423.
Hugues, prêtre, 191.
Hugues le Brun, 358.
Humières (Aymery d') ; — (Eugène d') ; — (Fernand d') ; — (Hélie d') ; — (Henri d') ; — (Jacqueline d') ; — (Jean d') ; — (Marie-Louis d') ; — (Mary d') ; — (Marie-Éli-

sabeth d'), comtesse Palluat de Besset, 396.
Huort, prêtre), 20.
Huré, château, près La Rochelle, 168.
Huteau (Catherine); — (Louis); — (Marguerite); — (Pierre); — (Seconde), 399.
Huvet (Th.), 40.

I

Ignace (Saint), 33.
Imbert de Beaujeu, 339.
Innocent XI, pape, 290, 291.
Inquimbert (Louis), avocat, 223.
Isabelle d'Angleterre, 159; — de France, 347.
Isle de Beauchêne, 136; — (le vicomte Alphonse), 394; — (les), 395.
Izon (Gironde), com. du cant. de Libourne, 167, 168.

J

J. M., archevêque de Bordeaux, 128.
Jacob, amiral, 3.
Jacquemet (Antoine-Mathias-Alexandre), 456.
Jacques (Jules), curé de Surgères, 225, 252.
Jaillot, prêtre, 67.
Jamain, curé de Surgères, 253.
Jamain-Lusset, enseigne de vaisseau, 422.
Jambetorte, femme de Guillaume Pépin, 191.
Jans (Loire-Inférieure), 194.
Janssen, 166.
Jappe, port, 74, 75.
Jargeau, chef-lieu de cant., arr. d'Orléans, 41.
Jarnac, chef-lieu de cant., arr. de Cognac, 21, 51, 139, 273, 274, 371, 373, 459.
Jarnac-Champagne, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 79, 173.
Jarnac de Gardépée (Maurice de), 194.
Jarousseau, pasteur, 349.
Jau (Marguerite de), 268.
Jaubert (De), colonel, 39; — (les), 39, 146, 147; — (Paul), officier de cavalerie, 148; — de Saint-Ge-

lais (les); — de Barrault (les); — de Raffiols (les), 146; — des Vallons, 146, 147.
Jauffret, évêque de Bayonne, 401.
Jauréguiberry, capitaine de vaisseau, 401.
Javanaud (F.), 366.
Javrezac, com. du cant. de Cognac, 81.
Jean (Amédée), greffier, 156, 162, 246; — (l'abbé), 388.
Jean (Nicolas), seigneur de Crut; — de Monnonge (Jeanne), 398.
Jean de La Rochelle, théologien, 349.
Jean le Bon, 360; — Sans Terre, 264, 347, 348.
Jeanne d'Arc, 40, 41, 42, 63, 317, 338, 343, 361.
Jeannot (Françoise), 147.
Jeanroy, 339.
Jeanvret (Louis); — (Noël), notaire, 404.
Jehan l'Espagnol, 363.
Jobet, notaire, 458.
Jodocus Sincerus, 21.
Joinville (Jean, sire de), chroniqueur, 207, 240, 329, 351, 362.
Jolibois (De), 457.
Joly (Alexandre), curé de Tonnay-Charente), 16; — maître de port, 17; — notaire, 280.
Joly de Fleury, conseiller d'état, 96.
Joly-Leterme, 88.
Jonzac (Charente-Inférieure), 24, 40, 162, 207, 444.
Jordan (Claude), curé de Plassay, 173.
Joseph de Cupertino (Saint), 34.
Joseph, roi de Naples, 67.
Jouan, huissier, 57; — capitaine de vaisseau, 4, 422.
Joubert (Marguerite), 16.
Jouneau, capitaine de vaisseau, 14; — (Henri-Adam), 14; — (Jean-Joseph), lieutenant de gendarmerie, 14.
Jourdan, 97.
Jousselin, 437; — (Jeanne), 413.
Joussemet (Firmin), 189.
Jousset, 4.
Jouvin, pharmacien de la marine, 436; — (A.), géographe, 300.
Joyeau, mousse, 424.
Joyer, sous-commissaire de la marine, 180, 228.

Joyeuse (Le duo de), 142.
Joyeux (Albert), licencié en droit,
 227 ; — (Amélie) ; — (Pierre),
 pharmacien, 178.
Jubault, lieutenant de vaisseau,
 401, 457.
Juchevau de Saint-Denis (Le com-
 te), 9.
Jucq, cant. de Saint-Hilaire, arr.
 de Saint-Jean d'Angély, 79, 82, 83.
Juilly, 27.
Juin (Alexandre), capitaine d'in-
 fanterie ; — (Augustine), 170 ; —
 (Christophe), 169 ; — (Louis), con-
 tre-amiral, 154, 169, 235, 317.
Julia, 181.
Julien (Saint), 33.
Julien-Derbau (Georges), conseil-
 ler d'arrondissement, 227.
Jullion (Elisabeth), 47.
Jurien de La Gravière, amiral, 23.
Jurignac, cant. de Blanzac, arr.
 d'Angoulême, 75.

K

Keboul (Henry), 304.
Kemmerer, docteur-médecin, 318.
Kernéis, 134.
Kerviler (René), 3.
Kesler, 66.
Klipfel (Edmond), lieutenant-colo-
 nel ; — (Michel), 13.

L

Laage (De), 289 ; — (Alexis de) ; —
 (Albin de) ; — (Angélique de),
 378 ; — (Armand de), supérieur
 du séminaire de Montlieu, 164 ;
 — de Meux (Théophile de), 307,
 323 ; — (Thérèse de), 395.
La Balue, cardinal, 260.
Labarde, 383.
La Barlotière, 288.
La Barre (De), 289.
La Barre, 292.
La Barrière, fief des Nicolas, 7.
Labat (Le père), 217 ; — (Gustave),
 58 ; — de Savignac (Charles de),
 400 ; — Labat-Lauzac de Savi-
 gnac (Marie de), 400 ; — (Char-
 les-Jean de) ; — (Marie-Jeanne
 de), 400.
La Bataille, comm. d'Ecurat, cant.
 de Saintes, 855.

La Bauche, com. de Saintes, 202.
Labbé (C.), instituteur, 165 ; — ma-
 telot, 424 ; — pasteur à La Trem-
 blade, 207.
La Bellière (Le vicomte de), 267.
La Berche, 75. Voir Sarrum.
La Berge (Marie-Elisa) ; — (Jean-
 Eloi-Victor), 404.
La Bertinie, com. de Montagnac-
 la-Crepse, cant. de Villamblard,
 arr. de Bergerac, 394, 395.
La Bichede Reignefort, prêtre, 206.
La Bignollay (De), 289.
La Blachière (Louis de), seigneur
 de Coutiers, 94.
La Blanchardière, fief des Grassi-
 neau, 291.
La Borderie (H. de), 3.
La Borie, fief des Fayet de La Tour,
 257.
Labouche (H.), écrivain, 388 ; —
 (Thérèse), 20.
La Boucherie (De), 289.
La Bouralière (De), écrivain, 292.
La Bourdonnaye de Blossac, in-
 tendant de Poitiers, 213.
La Brossardière, com. de Taille-
 bourg, cant. de Saint-Savinien,
 arr. de Saint-Jean d'Angély, 46.
La Brosse, fief des Dubois, 77.
Labrouche, 239.
Labroue, principal du collège de
 Bergerac, 182, 240.
La Broue de Vareilles (Henri-Fran-
 çois de), évêque de Gap, 195.
Labrousse, archer de ville, 276.
Labrousse de Beauregard (Ber-
 nard) ; — (Augustin), 270, 271.
La Brousse, en Saintonge, 370.
La Bruchollerie (La baronne de), 405.
La Brunetière (Guillaume de), évê-
 que de Saintes, 210.
L'Absie, cant. de Moncoutant, arr.
 de Parthenay, 73.
La Bussière (De), 289.
La Cabane-Carrée, com. de Roche-
 fort-sur-mer, 96.
Lacaille (Marie), 171.
La Cantinière (De), 289.
La Carte, fief des Thibault, 77.
La Cave, fief des Nicolas, 7, 8.
La Chaise, com. de Vouthon, cant.
 de Montbron, arr. d'Angoulême,
 81, 85, 87, 281, 282.
La Chalotais (Caradeuc de) 414.
La Chapelle d'Apchier (Le vicomte
 de), 227.

- La Chapelle des Pots*, com. du cant. de Sainte, 399, 400; — *Montbrandeix*, cant. de Saint-Mathieu, arr. de Rochechouart, 62; — *Sainte-Macrine*, 73.
- La Charlonnie* (Jean-François-Joseph-Annet de), 146, 147.
- La Chassaigne*, actrice, 372.
- Lachasse* (Claude-Louis de), 252.
- La Chasse des Tricoles* (Louis de), 184.
- La Chastre* (De), 289.
- La Chataigneraye*, 373.
- La Chaussée* (De), 289.
- La Chaussée*, com. de Saint-Savien; — com. de Saint-Félix, cant. de Loulay, 73.
- La Chesnaye* (De), 289.
- La Chevallerie*, fief des Compain, 47, 48.
- La Clau* (De), 289.
- La Clisse*, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 91.
- La Clotte*, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383.
- Lacombe* (Marie - Sophie - Zénaïde de), 174.
- La Combe*, com. de Vilhonneur, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 81.
- La Comtau*, *La Comteau* (Gironde), com. des Etauliers, cant. de Saint-Ciers la Lande, arr. de Blaye, 91, 93.
- La Corbière* (Yvonne de); — (le marquis de), 403.
- La Coste* (Paul de), seigneur de La Grâce, 94.
- La Coste*, château en Périgord, com. de Campsègret, cant. de Villamblard, arr. de Bergerac, 455.
- La Côte*, 75.
- La Cour* (André); — (François de), 413.
- La Courade*, fief des Horric, 450.
- La Couronne*, com. du cant. d'Angoulême, 61, 163, 252.
- La Court* (De), 289.
- La Court de Saint-Sornin*, fief des Gabaret, 291.
- La Coussière* (De), 145.
- La Coutune* (De), 289.
- La Cressonnière* (De), 76, 293.
- Lacroix*, lieutenant-colonel, 15; — (B.), imprimeur, 329.
- La Croix* (De), 289; — (Camille de), 209.
- Lacurie*, prêtre, 254, 329, 330, 333.
- La Dive* (De), 289.
- La Dulgare* (De), 134.
- La Fait*, 75.
- La Faye* (De), 289.
- Lafaye de Ponteyraud* (Alfred), 62.
- La Fayette* (De), 67, 123.
- Laferrière*, prêtre, 2, 163, 289.
- La Ferrière* (Hector de), 447.
- La Ferté* (De), 289.
- Laffaix*, capitaine d'artillerie, 20.
- La Fitte* (De), 289.
- La Flotte*, cant. de Saint-Martin de Ré, arr. de La Rochelle, 300.
- Lafolye*, imprimeur, 387.
- Lafond*, curé de Saint-Germain de Lusignan, 12.
- Lafond*, com. de La Rochelle, 171, 174, 402.
- Lafont* (De), seigneur de Pessoulous, 105.
- Lafont de Cavagnac* (Moyse de); — (Andrée-Françoise-Zoé), 106.
- La Fontenelle* (De), 289.
- La Forest* (Renée de), 39.
- Laforêt* (De), colonel, 65.
- La Forêt sur Sèvre*, cant. de Cerizay, arr. de Bressuire, 76, 297.
- La Frégonnière*, com. d'Ecurat, cant. de Saintes, 46.
- La Frenade*, com. de Merpins, cant. de Cognac, 75, 191.
- La Frenade* (*Notre-Dame de*), abbaye, com. de Merpins, 191.
- La Galissonnière* (Le marquis de), 98.
- Lagarde* (Juliette); — (Charles), médecin de la marine, 20.
- La Garde*, capitaine, 417.
- La Garde aux Valets*, com. de Croix-Chapeau, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 291, 292.
- La Garde de Dieu*, abbaye, près Cahors, 98.
- La Garenne*, 292.
- La Gastine*, pré, 162.
- Lageard* (François de); — de Cherval, 48.
- Lage-Bâton*, près La Rochefoucauld, 38.
- Lâge de Volude* (La marquise de), 387.
- La Gêlie*, com. d'Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
- La Genêtouse*, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 18, 383.
- La Glandinerie*, com. d'Ecoyeux,

- cant. de Burie, arr. de Saintes, 78.
Lagniel, député, 319.
La Gorce, cant. de Cozes, 444.
Lagord, com. du cant. de La Rochelle, 17, 168.
La Gorgendière, fief des Fleury, 142, 143.
La Grâce, fief des La Coste, 94.
La Grâce-Dieu, com. de Benon, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 195.
La Grande-Métairie, com. du Douhet, cant. de Saintes, 78.
La Grande-Sauve, abbaye, cant. de Créon, arr. de Bordeaux, 68, 69.
La Grange, fief des Léger, 7 ; — fief des Saulnier de Beaupine, 147.
La Grange (De), 70.
Lagrange-Chancel, écrivain, 271.
Lagroie, fief des Montis, 47.
La Guarennerie, fief des Montis, 47.
La Guérinière (De), 289.
Laguet (Jean), receveur général des finances, 370.
La Guierderie, 78, 79.
La Guibourgère, fief des Raoul, 194.
La Guignardière, fief des Girard, 77.
Laharpe, mousse, 424.
La Haye (De), 289.
Laidet (Emile-Barthélemy), chef de bataillon ; — (Jean-Baptiste-Barthélemy), 15.
L'Aigle de La Grange (Marie de), 147.
Laignelot, conventionnel, 32, 247.
La Jaille (De), 289 ; — (Jean de), 185.
La Janière, fief des Fleury, 143.
La Jard, com. du cant. de Saintes, 16.
La Jarne, fief des Harouard du Beignon, 291, 410.
La Jarrie, chef-lieu de cant. arr. de La Rochelle, 7, 9, 253, 447.
La Jarte (De) ; — (François de), 48.
Voir Du Puy.
La Jarte, fief des Du Puy, 48.
La Lande (De), 289.
Lalande-Goyon (Jeanne de), 184.
La Lande, com. de Saint-Sulpice de Royan, cant. de Royan, arr. de Marennes, 444.
Lalanne (Ludovic), 193.
La Laurencie (Charles-Henri de) ; — (Marie-Anne de), 456 ; — de Cres-sac (Charles-Eutrope de), 456.
Laléard, château, com. de Saint-Hilaire de Villefranche, cant. de Saint-Jean d'Angély, 5.
Laleu, com. du cant. de La Rochelle, 265.
La Lèvre, marais, 73.
Lallemant (Liée) ; — (Jean), 192.
Lally, 378.
Lally-Tolendal, 297 ; — (Trophime) ; — (Gérard, marquis de), 378.
Lalouhé (Gabriel), notaire, 91-93.
La M., 268, 417.
La Marche (Le comte de), 332, 340, 348-350, 352, 354, 357-359 ; — (la comtesse de), 348.
La Marre (Florent-Richard de), peintre, 16.
La Marsonnière (J.-L. de), 223, 224.
La Matassière, com. des Nouillers, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 147.
La Maurinière, maison, 191, 192.
Lamballerie, branches des Nicolas, 9.
Lambert, 164 ; — (Anatole), notaire, 156 ; — (Arnaud), 15 ; — (Charles-Antonin-Augustin), 272 ; — (Marie-Louise), 178 ; — (Suzanne), 15.
La Mesnardière, fief des Durand, 403.
La Moïse, 428.
Lamontagne (François), — (Jean), mousses, 424.
La Morinerie (Léon de), 21, 39, 60, 95, 146, 224, 228, 268, 308, 387, 417.
La Morinerie, com. d'Ecurat, cant. de Saintes, 89.
La Morinière, fief des Georget de La Viollière, 184.
La Mothe-Coutiers, fief des Montis, 47.
La Mothe-Saint-Héraye, chef-lieu de cant., arr. de Melle, 53, 54, 156.
La Motte, fief des Marchant, 91.
La Motte-Aubert, 198.
La Mounerie, 252.
Lamour, 315.
Lamoureux, 166, 238 ; — (Augustin), propriétaire, 179.
Lancastre (Le duc de), 363.
Lanchère (Pierre), notaire, 376, 377-Landais (Jeanne), 399.
Landekberg (Le baron de), 121.
Landes, com. du cant. de Saint-Jean d'Angély, 73, 350.
Landrais, cant. d'Aigrefeuille, arr. de Rochefort-sur-mer, 19.

- Landriot**, évêque de **La Rochelle**, 253.
- Landry**, vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.
- Langevin**, commissaire de la marine, 395.
- Langlade**, commis, 103.
- L'Anglade*, 75.
- Langon**, chef-lieu de cant., arr. de Bazas, 293.
- La Nicollière Teijero**, archiviste, 194.
- Lanier** (Guy), prêtre, 210.
- Lannes de Montebello** (Le maréchal), 68 ; — (le comte), 239 ; — (le duc Maurice), 166, 320, 390.
- Lannoy**, fief de Philippe de Crève-cœur, 193.
- La Noë** (G. de), 239 ; — (René de), 457.
- La Noue** (François de), dit **Bras-de-Fer**, 448, 456.
- Lanquest** (Pierre), 89, 90, 92, 93.
- Lantages** (L'abbé de), 253.
- Lantenay** (A. de), écrivain, 290.
- Lantivy** (René-François de), 292.
- Lanville**, com. de Marcillac-Lanville, cant. de Rouillac, arr. d'Angoulême, 366.
- La Palu**, cant. de Blaye, 90.
- Lapasset** (Ferdinand-Auguste), général, 315, 318 ; — (Joseph), capitaine d'infanterie ; — (Bernard), capitaine aide-de-camp, 318.
- La Péruse**, cant. de Chabanais, arr. de Confolens, 82.
- La Petite-Chaussée**, com. de Marsais, cant. de Surgères, arr. de Rochefort-sur-mer, 73.
- La Petite-Grange**, près Dalignac, 88.
- Lapierre**, 23.
- La Pierre-Longin**, 458.
- La Pisse** (De), 289.
- La Place** (Ezéchias de), sieur des Combes, 91.
- La Plante**, fief des Cosson, 40.
- La Pommeraye**, comm. du Port d'Envaux, cant. de Saintes, 353.
- La Popinière**, fief de Guy du Verger, 39.
- Laporte** (Maurice), maire de Jarnac, 396.
- La Porte** (De), 289 ; — (le vicomte de), 459.
- Laprade** (Abel de), 158.
- La Predasse**, à Cognac, 276.
- La Preuille**, château, 453.
- La Puisade**, com. de Saint-Just, cant. de Marennes, 71.
- La Quina**, près de Villebois-Lavalette, arr. d'Angoulême, 88.
- La Quintinie** (De), 15 ; — (Jean de), avocat, 16, 373 ; — (Michel de) ; — (Gabriel-Louis de), 16.
- La Ray ou Loré**, fief des Theronneau, 47.
- Larchevêque** (Guillaume), sire de Parthenay, 363.
- Lardain**, maire de Saint-Aignan, 431.
- La Riche** (De), 289.
- Larive**, acteur, 66, 67.
- La Rivière-Puytaillé**, 317.
- Larminat** (Le baron de) ; — (Adèle de), 405.
- La Rochandry** (Robert, sieur de), 370.
- La Rochandry**, com. de Mouthiers sur Boême, cant. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 370.
- La Roche** (Le marquis de), 35 ; — (François de), seigneur de **La Rochebeau-court**, 369 ; — (Jean de), seigneur de **La Rochebeau-court**, 369 ; — (Jeannette de), 363.
- La Roche**, paroisse de Saint-Sulpice en Poitou, 47 ; — château, près Amboise, 307.
- La Roche-Barangère**, fief des Régnier, 103.
- La Rochebeau-court**, cant. de Mareuil, arr. de Nontron, 369.
- La Rochebrochard** (Le comte Louis de), 194.
- La Roche-Chalais**, cant. de Saint-Aulaye, arr. de Ribérac, 157.
- La Rochefoucauld** (Le duc de), 112, 114 ; — (Antoine de) ; — (Charles, comte de), 177 ; — (Dominique de), cardinal, 118 369, 370 ; — (Gilbert de), 369, 370 ; — (Pierre-Louis de), évêque de Saintes, 235, 290, 414, 455, 456.
- La Rochefoucauld**, chef-lieu de cant., arr. d'Angoulême, 26, 29, 112, 149.
- La Roche-Frédoc**, com. et cant. de Charroux, arr. de Civray, 88.
- La Roche-Guyon**, fief des **La Roche-foucauld**, 112.
- La Rochejaquelein**, fief de François Du Verger, 39.
- La Rochelle** (Charente-Inférieure), 9, 21, 26, 29, 45, 49, 50, 76, 106,

137-139, 187, 243, 245, 293, 412.
La Rochénard, cant. de Mauzé, arr. de Niort, 73.
La Roche Saint-André (De), 292.
Larocque-Latour, 22, 136; — (Auguste de); — (Raymond de), 292; — de Cramahé (Henri de), 19.
La Ronde, com. de Néré, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 412.
Laronze (C.), 224.
La Roque-Gajac, 272.
La Rouzie, fief des Jaubert, 146.
Larpe, matelot, 423.
Lartet (Edouard), 81.
L'Artige, com. de Saint-Léonard, arr. de Limoges, 39.
Lary, 73.
La Salle d'Aytré, cant. de La Rochelle, 7.
La Salle Saint-Germain (Sophie de), 14.
La Saussais, 428.
La Sayette (De), 289.
Lasnier (Martin), 142.
La Soutière, moulin, 74.
Lasserre, matelot, 424.
Lasté (De), 289.
Lasteyrie (Le comte Robert de), 321.
Lastic, 136.
La Sudrie, fief des Cosson, 40.
Latache, curé de Dompierre, 269; — maître fondeur, 389.
La Taste (Jean-Jacques de); — (Marie), 393; — (Françoise de); — (Jacques de), 399.
La Terne, com. de Luxé, cant. d'Aigre, arr. de Ruffec, 74.
La Thibauderie (Charente-Inférieure), 78, 79.
La Touche, capitaine, 76, 293.
La Touche (De), 195.
La Tour, fief des Fayet de La Tour, *La Tour*, fief des Montils, 46, 47.
La Tour (Martial de), 46.
La Tour du Pin (De), 106, 116, 136, 459; — Gouvernet (Jean-Frédéric, comte de), 113, 114; — Montauban (De), archevêque d'Auch, 291; — *La Tour et Taxis* (Anne de), 24.
La Tousche (De), 289.
La Trache, com. de Saint-Brice, cant. de Cognac, 163.
La Trappe de Sept-Fonts, abbaye, com. de Dompierre, arr. de Moulins, 67.

La Tremblade, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 68, 147, 207, 435, 444.
La Trémoille (De), 136, 324, 328, 447; — (Charles de), 410; — (Charles-Louis, duc de), 177; — (Charlotte de), 140, 177; — (François de), 369; — (Guy de), 363; — (Jacques de), 447; — (Jean de), 447; — (Louis de), 371; — (Louis I^{er} de); — (Louis II de), 447; — (Louis-Charles de), prince de Tarente, 177.
La Très-Chère, métairie, 94.
La Trinité de Vendôme, 154, 226, 213.
Lattier de Bayane (De), cardinal, 55.
La Tublerie, com. de Genouillé, cant. de Tonnay-Charente, arr. de Rochefort, 432; — près Le Gua, 395.
Laubat, com. de Saint-Sulpice de Royan, cant. de Royan, arr. de Marennes, 91.
L'Aubespine (Louise de); — (Elisabeth de), 196.
Laugerie, fief des Morineau, 91.
Laurence (Gustave), 157.
Laurent (Saint), 34.
Laurent, 48.
Lauzon, 136; — (Ferdinand de), 9.
Laval (Angélique), 221; — (Gilles de); — (Marie de), 409; — Boisdaplin, évêque de La Rochelle, 290, 291.
La Valade, fief des Nicolas, 7, 8.
La Vallée, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 17, 410.
La Valette (Le cardinal de), 364.
La Vallette, Villebois-La Valette, chef-lieu de cant., arr. d'Angoulême, 364.
La Valouze, château (Dordogne), 157.
La Varenne (De), 289.
Lavaud (Alexandrine de), 21.
La Vauguyon (Le comte de), 275.
Lavaux-Martin, fief des Durand, 403.
Laveau, explorateur, 20.
La Venne des Perriers (Joseph), 8.
Laverdière (l'abbé), 34, 36.
Lavergne (Pierre), curé de Saint-Genis, 173.
La Vergne, fief des Faubert, 47; — 90, 91.
Laverny, avocat, 66.
La Ville, fief des Riquet, 175.

- La Villedieu d'Aunay** (Les seigneurs de), 363.
La Viollière (De), 252.
La Vonne, 209.
Lavouzelle, fondateur, 111.
Lavy, député de Paris, 390.
Layrac, cant. d'Astafort, arr. d'Agen, 105, 106.
Le Barbier de Pradun, 165.
Le Barois, 340. Voir Des Barres.
Le Berthon, **Le Berton**, 128, 232, 248 ; — (Marguerite), 162 ; — de Bonnemie (Marc-Antoine), 243.
Leblanc (Suzanne), 398.
Le Blant (Edmond), 407.
Le Bois, cant. de Saint-Martin de Ré, arr. de La Rochelle, 228, 384.
Le Bois, fief des Riquet, 175.
Le Boisderet, fief des Navarre, 146, 147.
Le Bois des Héros, près de Saintes, 328, 353.
Le Boubon, 439.
Le Boucher-Villegaudin (Constance-Anne), 177.
Le Bourdet, fief des Cugnac, 18.
Le Bouvier, chef de bataillon, 71.
Le Breuil, 9, 91 ; — *Chaussée*, com. du cant. de Bressuire, 73 ; — *du Pas*, com. de Saujon, arr. de Saintes, 444 ; — *Saint-Jean*, diocèse de La Rochelle, 9.
Lebrun (Ecouchard), poète, 285, 422.
Le Brun (Jean) de Breuil, 452.
Le Buguet, paroisse de Vandoire, 147.
Lecat, 67 ; — notaire, 90.
Lecercler (Henri-Louis), 318 ; — des Ormeaux (Anne), 136, 167.
Le Chaffaud, com. de Savigné, arr. de Civray, 88.
Le Chaillot, cant. de Saintes, 72.
Le Chambon, fief des Gandillaud, 221.
Le Chaput, com. de Marennes, 139, 162, 229, 230, 232, 242.
Le Charpentier de Longchamps, 121.
Lechat, 79, 81.
Le Chat-Deslandes (André-François-Pierre), 143.
Le Château d'Oleron, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 58, 139, 149, 162, 178, 184, 189, 192, 227, 229, 233, 248, 249, 251, 297.
Le Châtelard, com. de Cherves-Châtelars, cant. de Montembœuf, arr. de Confolens, 74.
Le Chay, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 444.
Leclerc, 428 ; — (L'abbé), écrivain, 444 ; — (Daniel-Julien), 176 ; — (J.), externe des hôpitaux, 304.
Leclerc de Lesseville (Denise), 395.
Lecoq, 241.
Lecorse (De), 289.
Lecour (Françoise), 402.
Lecoutre de Beauvais (Alfred) ; — (Jacques-Charles-Henri-Fernand), 70.
Ledain (Bélisaire), écrivain, 292.
Le Douhet, com. du cant. de Saintes, 79, 80, 82, 83, 444.
Le Fa, fief des Saint-Hermine, 370.
Lefèvre (Paul), capitaine du génie, 426.
Le Fou, com. de Vouneuil-sur-Vienne, arr. de Châtellerault, 267.
Lefouilloux, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383.
Le Franc de Pompignan (Jean-Georges), archevêque de Vienne, 118, 119.
Legardeur de Tilly (Gustave), 170 ; — de La Bristière (Armand), 170.
Legendre (Charles), 373.
Léger (Jean), sieur de La Grange, 7.
Legout (Catherine), 206.
Legrand, prêtre, 367, 368, 387.
Le Grand-Breuil, com. de Saint-Palais du Né, arr. de Barbezieux, 306.
Legrand d'Aussy, écrivain, 339.
Le Grand-Marais ou marais de Saint-Simon, 91, 93.
Le Grand-Méré, terre des Coutray en l'île d'Oleron, 21.
Le Gros-Roc, com. du Douhet, cant. de Saintes, 78-83, 85, 86.
Le Gua, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 18, 21, 283, 286, 287, 420, 425, 437, 438, 444.
L'Equille, cant. de Royan, arr. de Marennes, 16, 444.
Leidet (Dom) (Guillaume-Vivien), augustin, 239, 269, 270-273, 308 ; — (Gabriel), jurisconsulte, 272, 273 ; — (Gervais), 273 ; — (Guillaume), avocat, 270, 272.
Lejoindre, colonel, 172, 397, 401.
Le Maine-Alain, com. de Chaniers, arr. de Saintes, 396.
Le Maine-Giraud, château, com. de Champagne, cant. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 193.

- Le Maine-Neuf*, fief de Ruben Maurat, 91.
Lemaire de La Neuville (Jeanne), 395 ; — de Marne (Louise-Amanda), 9.
Le Masgelier, com. de Grand-Bourg, arr. de Guéret, 256.
Le Mas-Grenier, abbaye, com. de Verdun, arr. de Castelsarrazin, 194.
Le Mastin (Jacques) ; — (Renée), 39.
Le Ménieu, com. d'Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
Lemercier (Le comte Anatole), maire de Saintes, 226, 228, 234, 305, 308-315, 323, 325, 326, 337, 436, 438 ; — (Jean-Elie) ; — (Louis-Nicolas), 136 ; — (Louis-Augustin), colonel, 59, 159-161.
Lemoine de Sérigny, 427.
Le Mont-Dore, comm. du cant. de Rochefort, arr. de Clermont-Ferrand, 294.
Lemouzin de Nieul (Marie-Julie), 21.
Lenain de Tillemont, écrivain, 329.
Le Nepvou de Carfort (Henri-Marie-Joseph) ; — (René-Charles), lieutenant de vaisseau, 177.
Leneveux, 276.
Lenoir (Charles-M.), peintre, 235 ; — (Jacques), 143, 212.
Lenoncourt (Thierry de), 265.
Lenormant (François), numismate, 182.
Léonard (Saint), 34.
Léoville, com. du cant. de Jonzac, 16.
Le Passage, com. d'Yves, arr. de Rochefort sur mer, 7.
Le Pus-Vieux, 75.
L'Epée, 428.
Le Perthus, com. du cant. de Céret, 439.
Le Pertuis Breton, 230.
Le Petit-Marais, com. et cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 91, 94.
Le Petit-Niort, com. et cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 264, 264.
Le Petit-Val, fief d'Angélique-Anne-Charlotte Petit, 107.
Le Peux, 458.
Le Placard ou Rochebertier, grotte, com. de Vilhonneur, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 82, 83, 86.
Le Plessis, fief des Besançon, 450 ; — fief de Guy du Verger, 39 ; — du Parc, 267.
Le Plomb, fief du comte du Maine, 265.
Le pont de Cèze, chaussée, 73.
Le Port d'Envaux, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 14, 58, 226, 444.
Le Poulchre de La Motte-Messemé (François), 207.
Leprevost, 281.
Leps (André) ; — (Félix), 16 ; — (Marie-Marguerite) ; — (Paul-André) ; — (Paul), 405.
Lequin, prêtre, 206.
Lequinio, conventionnel, 32, 247.
Le Recout, fief des Pernet, 298.
Leroux, 393 ; — (Alfred), écrivain, 364.
Le Roux de Lincy, 240, 339.
Le Roy, 302 ; — (Jacqueline), 146.
Le Rozé, maison noble, 47.
Le Rubercy (G.), 192.
Les Andoins, 73.
Les Arènes, com. de Thenac, arr. de Saintes, 202.
Les Auberts, fief de Pierre Tulle-ron, 48.
Les Belles-Ruries, com. de Monnaie, cant. de Vouvray, arr. de Tours, 301.
Les Bouchauds, com. de Saint-Cybardeaux, cant. de Rouillac, arr. d'Angoulême, 74, 366.
Les Brousses, com. de Champdolent, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 400.
Le Sceau (Alain), 447.
Les Chamodes, fief des Nicolas, 7.
Les Châtelliers, com. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 245 ; — Notre-Dame des Châtelliers, 65.
Les Coffres, com. de Plassac, cant. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 75.
Les Combes, fief des La Place, 91.
Lescun (Le seigneur de), 265.
Lescuyer (Jean), 279.
Lesemellier, notaire, 90.
Les Epaux de Meursac, com. de Meursac, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 398, 444.
Les Essarts, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 10.
Les Fadets, com. de Vilhonneur, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 83, 87.

- Les Fontaines*, com. d'Ozillac, 444;
— fief des Demontis, 46.
- Les Fontenelles*, fief des Robillard, 47.
- Les Gonds*, com. du cant. de Saintes, 74, 394.
- Les Grandes-Roches*, 444.
- Les Grand'pièces*, com. de Saintes, 355.
- Les Herbiers*, fief des Richard, 446.
- Les Hortes*, fief des Saulnier, 147.
- Les Marattes*, 162.
- Les Marets*, fief des Fleury, 143.
- Les Mathes*, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 444.
- Les Métairies*, cant. de Jarnac, arr. de Cognac, 74.
- Les Moindreaux*, 410.
- Les Motais*, fief des Griffon, 127.
- Les Nouilliers*, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 14.
- Lesparre*, fief des Coétivy, 409.
- Les Petites-Roches*, 444.
- Lespine* (De), 289; — (l'abbé de), 269.
- Les Ponts de Cè*, chef-lieu de cant., arr. d'Angers, 73.
- Les Portes*, château, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 71.
- Les Prés du Roi*, 90.
- Les Quatre-Chemins*, à Angoulême, 79, 81.
- Les Rabainières*, fief d'Esther de More, 147.
- Les Roziers*, fief de Baptiste Allegret d'Aulède, 77.
- Les Sables*, fief, com. de Saintes, 163, 180.
- Les Salles d'Angle*, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 408.
- Lessieux* (Ernest), professeur de dessin, 235.
- Lesson* (Les), naturalistes, 11.
- Lestang*, fief des Cosson, 40.
- Les Terres*, com. de Soulac, cant. de Saint-Vivien, arr. de Lesparre, 216.
- Les Tillet*, fief des Nicolas, 8.
- Les Touches de Périgny*, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 396.
- Lesueur*, 329.
- Les Vallons*, fief des Jaubert, 146, 147.
- Letard* (Jacques-Charles), curé de Mirambeau, 16.
- Lételié* (André), 81, 71, 96, 427, 435, 438; — (Eugène), 307.
- Le Terme* (Charles-Esprit), sous-préfet de Marennes, 61, 96, 426-439; — (Jean-François), négociant, 426.
- Le Tilloux*, com. de Bourg-Charente, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 71, 81.
- Le Tirac*, château, 298.
- Le Tonnelier de Breteuil*, évêque de Montauban, 100, 101.
- Le Trécharray ou Treuil-Charais*, com. de Saint-Christophe, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 47.
- Le Treuil*, com. de Chérac, cant. de Burie, arr. de Saintes, 178.
- Lauridan* (L'abbé Théodore), écrivain, 136.
- Leutre* (Jean-Denis de), curé d'Aître, 127.
- Le Vassor de La Touche-Tréville*, 292.
- Levé* (Le R. P.), jésuite, 256.
- Le Veneur*, 136.
- Lévêque*, 137, 138.
- Levesque de Puiberneau* (Henri); — (Louis), jésuite; — de La Boissinière (Jacques), 292.
- Le Vieux-Ruffec*, com. de Ruffec, 23, 424.
- Le Vigeon*, fief des Polignac et des Du Fou, 370.
- Lévis* (La comtesse de), 102; — (Marguerite de), 267.
- Le Vitrezay*, 91.
- Leymarie*, écrivain, 365.
- Lhédet*, 399.
- L'Herbaudière*, fief des Green de Saint-Marsault, 48.
- L'Hermenault*, chef-lieu de cant., arr. de Fontenay-le-Comte, 293.
- L'Hospital*, 445.
- Lhoumeau*, fief du comte du Maine, 265.
- Lhoumée*, com. de La Vallée, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 447.
- Liard*, 26.
- Liberge* (Marin), 207.
- Lieumet*, matelot, 423.
- Lièvre*, bibliothécaire, 72, 209.
- Lignières*, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 75.
- Ligueux*, cant. de Savignac-les-Eglises, arr. de Périgueux, 272.

Lileferme. Voir Nicolas.
Limail, maire de Saintes, 329.
Liméuil, com. de Saint-Pierre d'Oleron, 184.
Limoges (Haute-Vienne), 74.
Liniers (De), 289; — (Alexis de), officier de ligne; — (Marie de), 400.
Linieres en Berri, 24.
L'Isle, fief des Desmontis, 46, 47, 95, 444; — fief des Cosson, 40.
Livron, 450.
Loir (Maurice), lieutenant de vaisseau, 283, 285, 425.
Loizeau, conseiller d'arrondissement, 311.
Lombart (Jacques), aspirant, 33.
Longnon, 407.
Longueval, 375.
Lonzac, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 267.
Loré. Voir La Ray, 47.
Lorgère, com. de Saint-Sauvan, cant. de Burie, arr. de Saintes, 399.
Lorges (Le comte de), 453.
Lornignac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 173.
Lorraine (Le duc Charles de), 451.
Lose (Cadet-Réjouit), 443.
Lossandière, fief des Demonty, 47.
Loti (Pierre). Voir Viaud, 151, 163, 224.
Loubresse, 428.
Loubriat, professeur, 12.
Louineau (Vincent), enseigne de vaisseau, 422.
Louis (Dom), bénédictin, 218.
Louis VIII, 347, 361; — IX, 59, 155, 156, 159-161, 220, 234, 244, 306, 309-315, 322-362, 386, 387, 412-414; — XI, 193, 265-267; — XIV, 31, 76, 274; — XV, 274; — XVI, 45, 46, 196, 199, 319; — XVII, 158; — XVIII, 55.
Louvel (Georges), préfet, 64.
Louville, 380.
Louzac, cant. de Cognac, 81.
Loyauté (Marie-Caroline-Zoé), 257.
Lozeau, député à la convention, 200; — (Claire-Victoire), 184, 252.
Luc (La comtesse de), 453.
Lucas (F.-H.), peintre, 236.
Luçon, chef-lieu de cant., arr. de Fontenay-le-Comte, 293.
Ludon, cant. de Blanquefort, arr. de Bordeaux, 94.

Luguet (Henri), 81; — (Marcel), 224.
Lupé (De), baron de Taybosc; — (De), comte de Taybosc, 107.
Lusignan (Geoffroy de), 349; — (Guy de), 244; — (Hugues de), comte de la Marche, 347, 348, 359.
Lusignan, Lezignen, chef-lieu de cant., arr. de Poitiers, 266, 347, 349.
L'Usine, com. d'Edon, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 88.
Lussac, cant. de Saint-Claud, arr. de Confolens, 398.
Lussan (Jean-Jacques Pierre, dit le comte de), 102.
Lussaut, 73.
Lusson, professeur, 4, 166, 238.
Luther (Martin), 458. Voir Martin.
Luxembourg, 337.
Luzac, com. de Saint-Just, arr. de Marennes, 444.
Luze (De), sous-préfet de Saintes, 310, 323, 402.

M

Mabillon (Dom), 141.
Mac-Carthy, 125; — prédicateur, 403; — (Marie de), 292.
Macheco de Premeaux, évêque de Périgueux, 271.
Madame, ile, com. de Saint-Nazaire, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 205, 206.
Mage (Michel), 32.
Mageau, 165; — instituteur, 323.
Magnac (Charles); — (Suzanne), 399.
Magné, ile (Deux-Sèvres), 73.
Magniac, 389, 390.
Magnien (Suzanne), 147.
Maguelonne (Dom), prieur, 213, 214, 216.
Maguier (Edmond), 65, 309-311, 314, 315, 323, 326, 345.
Mahérault, 372.
Maichin, médecin, 77.
Maignon (Elisabeth), 404.
Maillard (Jean); — (Marie), 211.
Maille, novice du *Vengeur*, 424.
Maille (De), 289; — (Hardouin IX, baron de), 265.
Maillefaud, instituteur, 437.
Maillesais, chef-lieu de cant., arr. de Fontenay-le-Comte, 62.

- Maine (La duchesse du)**, 31.
Maingot (Ernestine), 257.
Maintenon (Madame de), 31.
Mainze, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 74, 79.
Majour, 438.
Malaignre, 428.
Malard, écrivain, 366.
Malartic (De), 159-161, 229, 308 ; — (Amanieu de), 97 ; — (la famille), 97 ; — (le vicomte Ambroise-Eulalie de), 58, 59, 96 ; — (le comte Gabriel de), 59, 125 ; — (Jean-Vincent de), 98, 105 ; — (Pierre-Hippolyte de), comte de Montricoux, 100, 103, 105 ; — (le comte de) ; — (le marquis de), 99. Voir Maures.
Malaville, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 75.
Malebranche, 379, 380, 383.
Malengin (Suzanne), 7.
Malepeyre (F.-L.), juge d'instruction, 303.
Malet (Guillaume), baron, 359.
Malherbe (Michel), curé de Moisy, 184.
Mallat, colonel, 405.
Mallet, 27 ; — procureur, 206 ; — (Clément-Jean), 413.
Malo (Marie), 398.
Maltozel (Pierre), 191.
Malvau, 73.
Malvillars, château, com. de Bois, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 177.
Manceau, aide canonnier, 423.
Mancel (Jean), 355.
Mancini (Marie de), 246.
Manequin, novice du *Vengeur*, 424.
Manès (W.), 181.
Manseau, curé de Saint-Martin de Ré, 205, 206, 254, 318.
Mantes (Seine-et-Oise), 265.
Marans, chef-lieu de cant., arr. de La Rochelle, 265, 292, 293, 412.
Marbot (E.), prêtre, écrivain, 303.
Marbotin de Conteneuil, 378, 400 ; — (Pierre de) ; — Sauviac, 400.
Marca (Pierre de), 136.
Marcé, général, 138.
Marcelin, 239.
Marcellat (Emmanuel), aspirant, 33.
Marchand (Jean-Abraham), inspecteur primaire, 70 ; — vicaire de Notre-Dame de Niort, 223.
Marchand d'Auteville ; — (Jean), chirurgien, 399 ; — (Pierre), sieur de La Motte, 91.
Marchat (Arthur), avoué, 157.
Marchay, propriétaire, 180.
Marcien, évêque, 375.
Marconnay (Louis-Michel de), 291.
Marconneau, 168.
Marcou (Saint), 33.
Marcut. Voir Pellisson.
Maréchaux (Dom Bernard), moine olivétain, curé de Soulac, 215.
Marennas (Charente-Inférieure), 23, 96, 106, 157, 183, 371, 426, 428, 429, 431-438.
Mareschal (L'abbé), directeur du petit séminaire de Saint-Jean d'Angély, 16 ; — (G.), imprimeur, 329 ; — (Jean), curé de Saint-Coutant, 45.
Maret (De), 82.
Mareuil (Gabrielle de) ; — (Guy, baron de), 367.
Mareuil, fief des Clermont, 367.
Marie-Antoinette, 197.
Marillier, graveur, 15.
Marizi (Henri), capitaine d'infanterie, 32.
Marjolance, com. de Pons, arr. de Saintes, 78, 79.
Marmandèche, fosse, com. de Port d'Envaux, arr. de Saintes, 58.
Maroix (Marie), 47.
Marot, 1^{er} maître canonnier, 423.
Marotte, matelot, 423.
Marrier d'Unienville, 459.
Marsac, 75.
Marsaud (Guillaume), 91.
Marsillac, fief des La Rochefoucauld, 112.
Marteau (Jeanne), 69.
Martel (Geoffroy), 243, 250.
Martell (Edouard), 10, 67.
Marthon, cant. de Montbron, arr. d'Angoulême, 369.
Martial (Saint), 202, 203, 362.
Martin (Saint), 25.
Martin, amiral, 425 ; — archiprêtre de La Rochelle, 17 ; — (Aimé), 195 ; — (Gualbert), 258 ; — (Joseph), religieux, 195 ; — (Luther), 458, 459 ; — (Marie-Justine), 258.
Martin de La Bastide (René de), 194, 279.
Martin de Chassiron, 95, 102, 104, 108, 114, 115.
Martineau, juge, 390 ; — (Gustave),

- 331 ; — (Maurice), 60, 219, 242, 260, 261, 305, 313, 323, 327 ; — (Pierre), jardinier, 277.
- Martinez (Pierre), 418.
- Martrou*, com. d'Echillais, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 238, 437, 440.
- Masemiowicz, naturaliste, 11.
- Massé, officier de santé, 425.
- Masseau, libraire, 213.
- Massias (Gabriel), 105.
- Massiou, distillateur, 216 ; — marchand, 28 ; — architecte, 173 ; — (Daniel), historien, 173, 262-264, 296, 357 ; — (Flavien), bénédictin, 173 ; — (Louis-Eutrope), 173.
- Masson de La Sauzaye (Marie-Anne), 400.
- Matha (Foulques de), 245.
- Matha*, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Jean d'Angély, 350.
- Mathieu, astronome, 364 ; — commandant, 171.
- Matignon, 448.
- Maudet (Joseph), 397 ; — (Louis-François), contre-amiral, 397.
- Mauduit (Jean), dit Larive, acteur, 66, 67, 372 ; — (Isaac), marchand, 67.
- Maufras (Emile), notaire, 78, 79, 81, 157, 182, 256 ; — (Hippolyte) ; — (Louis), 256.
- Mauléon (Savary de), 292.
- Mauléon*, abbaye, diocèse de La Rochelle, aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre, 290.
- Maumusson*, pertuis, 229, 243, 438.
- Mauny (Marie-Françoise-Mélanie de), 21.
- Maurans (Guillaume) ; — (Mainard), 191.
- Maurat (Ruben) du Maine-Neuf, 91.
- Murat (De), 289.
- Maurès de Malartic, 136, 157 ; — (Amable-Gabriel-Louis-François de), 105 ; — (Ambroise-Eulalie de), 96, 302 ; — (Eulalie...), 158, 161 ; — (le comte Gabriel de), 58, 302 ; — (Jean-Charles de), 98 ; — (Jean-Vincent de), 98 ; — (Pierre-Hippolyte-Joseph de), comte de Monttrieux, 97 ; — (Marie-Thérèse-Victoire de), 105. Voir Malartic.
- Mauriac* (Cantal), 257.
- Maurin, 191.
- Maury (Jean-Siffrein), 133, 192, 374, 446.
- Mauzé sur le Mignon*, chef-lieu de cant., arr. de Niort, 76.
- Maximin, empereur romain, 148.
- Mayac, matelot vétérans, 423.
- Mayaud (Françoise), 15 ; — (Jacques), notaire, 94.
- Mazan (Jacques de) ; — (Suzanne de), 48.
- Mazarin (Le cardinal de), 246.
- Mazauric, pasteur, 185.
- Mazerolles*, cant. de Pons, arr. de Saintes, 151.
- Mazières (Marguerite de), 7.
- Mazières*, cant. de Saint-Claud, arr. de Confolens, 74.
- Meaume (J.-A.), 278.
- Médisis (Catherine de), 373, 447, 448 ; — (Marie de), 57.
- Meillet, 88.
- Melac*, com. de La Genétouze, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383.
- Melior, cardinal, 264.
- Melle* (Deux-Sèvres), 372.
- Mellet (De), 289.
- Mello (D. Francisco de), 451.
- Melon (Pierre), 91.
- Mémain, 247.
- Menard, mousse, 424.
- Ménard (Jean-André) ; — (Madeleine), 258.
- Ménars*, canton de Mer, arrond. de Blois, 175.
- Menneveau*, gué, 73.
- Mentor, 142.
- Menuquet, novice du *Vengeur*, 424.
- Merceron (Catherine), 398.
- Mercier (Paul), 15.
- Mercier du Paty, 417, 418 ; — (Emanuel), aspirant de marine, 423 ; — (L.-E.-F.), 418 ; — de Clam (Louis-Charles), 104, 384.
- Méret, mousse, 424.
- Mérignac*, 428, 437.
- Méritens (Louis de), 298.
- Merlande (Jules), 171 ; — (Jules-Louis), 171.
- Merle, 44 ; — docteur-médecin, 174 ; — novice du *Vengeur*, 424 ; — (Pierre), capitaine de grenadiers, 103, 104.
- Merle (Mathieu de), 294.
- Merlet, lieutenant-colonel, 172 ; — (Pierre-Félix), 172.
- Merlin, fondeur, 389 ; — 211.

- Merveilleux du Vignaux**, 292.
Mervent, château, 349.
Mésange (De), 289.
Meschers, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 28, 136, 274, 444.
Meslier, docteur-médecin, 14, 69, 166, 364, 402.
Mesnard, 44; — (Edmond), procureur de la république, 303; — (le comte de), 454.
Mesnier (Pierre), imprimeur, 378, 381.
Messemé (De), 289.
Mestivier, 53; — (Daniel), notaire; — (Marie), 268.
Mestreau (Abel), négociant, 60, 157, 163.
Métais (L'abbé Ch.), 50, 154, 226, 227, 303, 322.
Métayer, mousse, 424.
Métivier, 168.
Meulan d'Ablois, intendant de La Rochelle, 213.
Meunier (Marie), 415.
Meursac, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 28.
Meux, com. du cant. de Jonzac, 69, 159.
Meynard (Aglas de), 68.
Mézeray, actrice, 372; — historien, 336.
Mezeron, 127.
Mézières (Alfred), académicien, 163.
Michaud, notaire, 437; — biographe, 66; — (Félix); — (Madeleine), 20.
Michel (Saint), 34.
Michel (Elisabeth), 89; — (Isaac), 89, 91, 94; — (Jacques), 89, 91, 92-95, 224.
Michelin, commissaire général de la marine, 422; — (Émilie-Gabrielle); — (Félix), 404.
Michiel de Lizardais (Suzanne-Pauline), 8.
Michon (L'abbé), écrivain, 145, 367, 388.
Miermaigne, cant. d'Authon, arr. de Nogent-le-Rotrou, 196.
Mignatoux, com. de Saint-Julien-Lars, arr. de Poitiers, 403.
Mignon (Lucie), 395.
Migré, cant. de Loulay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 414.
Migron, cant. de Burie, arr. de Saintes, 28, 896.
Milliassaud (Honorine), 172.
Minée (Julien), évêque de la Loire-Inférieure, 456.
Mingueneau, matelot, 423.
Miossens (De), 193.
Miquel, naturaliste, 11.
Mirabeau (De), 118, 124.
Mirabeau, fief des Riquet, 175.
Mirambeau, chef-lieu de cant., arr. de Jonzac, 16, 174, 227, 263, 266, 267, 324, 357, 371, 444, 454.
Mirebeau, chef-lieu de cant., arr. de Dijon, 207, 259.
Mirepoix, chef-lieu de cant., arr. de Pamiers, 49.
Misson de Valbourg (Henry), 211.
Mocqueris, 320.
Moëllien (La comtesse de), 102.
Moëze, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennnes, 238, 390, 437, 438.
Moine, 437; — (Pierre-Charles), seigneur de Fléac, 269.
Moinet (Le docteur), sénateur, 59, 68, 157, 288, 303.
Moings, com. du cant. de Jonzac, 174.
Moisy, cant. d'Ouzouer-le-Marché, arr. de Blois, 184.
Molé, acteur, 372.
Mollet (Antoine-Charles-Louis), 10.
Monbet, 1^{er} maître voilier, 423.
Moncel, statuaire, 426.
Monchy (De), graveur, 221, 222.
Mondion, mousse, 424.
Mondollot (N. de), 70.
Mondon (A.), curé de Chazelles, 227, 369.
Mondor (Jean-Adher), 14.
Moneys (De), 283.
Monnier, matelot, 424.
Monod (Henri), 444.
Monpensé (Deux-Sèvres), 73.
Monpont, chef-lieu de cant., arr. de Ribérac, 175.
Monportail, 437.
Montaiglon (Anatole de), 241.
Montaigne (Michel), 418; — (Nicolas de), seigneur de Courbiac, 175; — (Raymond de), évêque de Bayonne, 175, 417; — (Marie-Louise de), 175.
Montaigne, château, com. de Sainte-Lizaigne, arr. d'Issoudun, 272.
Montaigu, 174.
Montainville, fief du châtelain de Theuville, 196.
Montalembert (De), maréchal de camp, 134.

- Montamy** (Calvados), cant. de Le Bény-Bocage, arr. de Vire, 19.
- Montandre**, chef-lieu de cant., arr. de Jonzac, 174, 252, 324, 444.
- Montauzan** (De), 185.
- Montberon** (Adrien de), seigneur d'Archiac, 267, 370 ; — (Alexandre de), maire de La Jarne, 59 ; — (Charles de), 196 ; — (Jean de) ; — (Louis de) ; — (Louis II de) ; — (Louis III de) ; — (Louis IV de), 196 ; — (Louis de), seigneur de Fontaine-Chalendray, 196.
- Montboissier** (Le marquis de), 117, 128.
- Montboyer**, cant. de Chalais, arr. de Barbezieux, 228, 378, 383.
- Montchaude**, cant. de Barbezieux, 46.
- Montebello**. Voir Lannes.
- Montégut** (Henri de), 39, 364.
- Montembœuf**, chef-lieu de cant., arr. de Confolens, 373.
- Montesquiou** (L'abbé), 133 ; — Fezensac (Marie de), 175.
- Montfort** (Simon de), 355.
- Montgaillard** (Marie de), 46, 47.
- Montgaudier**, com. de Rencogne, cant. de Monthron, 83, 85, 87.
- Montgaugé**, com. de Chérac, cant. de Burie, arr. de Saintes, 405.
- Montgommery**, 448.
- Monthieu** (Charente), 88.
- Monti de Rezé** (La famille), 46 ; — (Claude), 64, 194.
- Montifaut**, com. de Salles d'Angle, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 408.
- Montigaud** (Jean), 171 ; — (Damien) ; — fabricant de billards, 171.
- Montignac**, cant. de Saint-Amand de Boixe, arr. d'Angoulême, 74.
- Montignac-le-Comte**, en Périgord, 270, 271.
- Montillet**, archevêque d'Auch, 455.
- Montils**, cant. de Pons, arr. de Saintes, 28, 269, 390.
- Montils-les-Tours**, cant. de Contres, arr. de Blois, 265, 266.
- Montileau**, com. de Moulon, cant. de Branne, arr. de Libourne, 69.
- Montlieu**, chef-lieu de cant., arr. de Jonzac, 10, 62, 63, 175, 252, 253, 255, 320, 330, 372, 373.
- Montlignen**, cant. de Montmorency, arr. de Pontoise, 67.
- Montlouis** (De), 289.
- Mont-Louis**, hameau, com. de Saintes, 328.
- Montmorency** (Le baron de), 102, 103 ; — (le connétable de), 241 ; — (Mathieu de), 341 ; — (De), cardinal, 195.
- Montmorin** (La marquise de), 102.
- Montois**, sous-préfet, 330.
- Montpensier-Aigueperse**, cant. d'Aigueperse, arr. de Riom, 341.
- Montpezat** (Le sieur de), 370.
- Montreuil-Bellay**, chef-lieu de cant., arr. de Saumur, 266.
- Montreuil-Bonnin**, cant. de Vouillé, arr. de Poitiers, 349.
- Montricoux**, cant. de Nègrepelisse, arr. de Montauban, 97, 103, 105.
- Montrond** (De), 23.
- Montsalard** (Marguerite), 368.
- Montsoreau**, com. du cant. de Saumur, 265.
- Monvoisin**, mousse, 424.
- Nopinot** (Guillaume), prêtre, 206.
- Mora**, sculpteur, 235.
- Morandière** (Elisabeth) ; — (Pierre), magistrat ; — (Robert), 403.
- Moraud** (H.), 67.
- Moreau**, aide calfat ; — aide voilier, 423 ; — curé de Saint-Pierre d'Oleron, 227 ; — (Auguste), prêtre, 396 ; — (Etienne), 396 ; — (Gabriel), rédacteur, 165.
- Moreau de Marillet**, prêtre, 127.
- Moreau de Panloy** (Daniel), 47.
- Moral** (François), prêtre, 33.
- Morel** (Esther de) ; — (Jacques de), seigneur de Salles, 147 ; — (Marie-Pierre de), 258.
- Moret** (Antoine), 370.
- Moret**, curé de Saint-Menoux, 373.
- Morice** (Le docteur), 303.
- Morin** (Pierre), 175 ; — (Pierre-François-Nicolas), 175.
- Morineau** (Abraham), sieur de Baudouin, 91, 94 ; — (Isaac), sieur de Saint-Révérend, 91, 92 ; — (Mathieu), sieur de Laugerie, 91 ; — matelot, 423.
- Morisset**, mousse, 424 ; — (Jean), sergent, 363.
- Morisson** (André), 371.
- Morissonneau**, mousse, 424.
- Morlanne** (Guilon de), 294.
- Morlot** (N.), 22.

- Mornac**, cant. de Royan, arr. de Marennes, 243, 281, 282, 308.
Mornay, fief des Marconnay, 291.
Mortagne, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 28, 207, 357, 409, 410.
Mortagne (Les sires de), 357.
Mortillet (De), 182; — (Gabriel de), 78.
Mosnac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 79.
Mostuéjous de La Roquevieille (N. de), 107.
Moucheteau (Jean), lieutenant criminel, 419.
Moufflet (Claire), peintre, 236.
Mouillot, officier municipal, 29.
Moullard, cant. d'Authon, arr. de Nogent-le-Rotrou, 196.
Moulin-Bâti, château, diocèse de Limoges, 195.
Moulineau (Jean), 294.
Mounier, 131; — matelot, 423.
Mouraille (Philippe de), médecin, 37, 38.
Mourier (L'abbé), 320; — (P.), 366.
Mousket (Philippe), poète, 342.
Mousnier (Elisée), 164.
Moutarde (Eugène), pasteur, 60, 134, 153, 154, 157, 207, 237.
Mouterre, cant. de l'Isle-Jourdain, arr. de Montmorillon, 14.
Mouthier, com. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 82, 88.
Moutin, 330.
Mouzeuil, cant. de L'Hermenault, arr. de Fontenay-le-Comte, 293.
Moy, 143.
Moyne (Les) de Fléac, de l'Epineuil, de Champclou, de Puychemin, 269.
Moynier, procureur général syndic, 439.
Mucidan, **Mussidan**, chef-lieu de cant., arr. de Ribérac, 40.
Mulon (Marie), 147.
Musset (Georges), 23, 24, 45, 60, 163, 208, 238, 239, 290, 293, 294, 296, 386, 389.
- N**
- Nadaud**, curé de Témat, 272.
Nadault de Noubère (Marie), 146.
Nadeau (Alfred), 303.
Nagle (De), représentant du peuple, 330.
Nalberg, 211.
Nangis (Guillaume de), chroniqueur, 329, 340.
Nanglard, vicaire général, 227, 320.
Nantillé, cant. de Saint-Hilaire, arr. de Saint-Jean d'Angély, 440.
Napoléon I^{er}, 55.
Narbonne-Lara, 452; — (Hermesinde de), 395.
Natier (Le docteur Marcel), 304.
Naudet (L'abbé), 166.
Naundorf, 45, 63, 308; — (Charles-Guillaume), 158.
Navarre (Pierre-Mathurin), sieur du Boisderet; — de Boisderet (Marie-Anne), 146.
Navarre (Le prince de), 38.
Nè, affluent de la Charente, 74, 75.
Neau, mousse, 424; — (Angélique), 184, 252.
Necker, ministre de Louis XVI, 116, 124, 131, 197.
Nédonchel (Marie-Alexandre-Bonaventure, baron de), 107; — (la baronne de), 108.
Nérac (Lot-et-Garonne), 272.
Néris, com. du cant. de Montluçon, 258, 259.
Nerval (Gérard de), 135.
Nettancourt, 452.
Neucomm (Edmond), 304.
Neuwic, en Saintonge, 370.
Neuwic, cant. de Matha, 457.
Nevers (Nièvre), 27, 33.
Nicolas (Les); — de Lisleferme (les), 9, 334; — (de Voutron), 6, 7, 8, 157; — de Lamballerie (les), 9; — (Marguerite), 158; — de Lisleferme, 158; — de Lambertaine, 158.
Nicolle (Théodore), 228.
Nieulle, com. de Saint-Sornin de Marennes, arr. de Marennes, 444.
Nieul-lès-Saintes, com. du cant. de Saintes, 19.
Nieul-le-Virouil, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 444.
Nieul-sur-mer, com. du cant. de La Rochelle, 363.
Nîmes (Gard), 296.
Niort (Deux-Sèvres), 263, 274, 293, 379.
Niou, ingénieur, député à la convention, 200.
Nivelle (Pierre), évêque de Luçon, 89.

Nizonne, rivière, 75.
Noé (L.), écrivain, 134.
Noël, 276 ; — procureur, 278.
Noël de La Grange (Eléonore), 70 ; — (Frédéric-Léonard) ; — (Marie-Juliette-Gabrielle), 69.
Nogaret (Bernard de), duc de La Valette, 364.
Noguès (L'abbé), 164, 240 ; — libraire, 165.
Nonaville, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 75.
Norbanus (Lucius-Appius), 259.
Norbert Lorédan, 135. Voir *Gheusi*.
Norfolk, 355.
Normand (Paul), 230, 248, 436 ; — (R.), 67.
Normand d'Authon (Marie-Antoinette), 185.
North (Bernard de), 191.
Notker de Saint-Gall, 141.
Notre-Dame du Fort, com. de Vézézoux, cant. d'Auzon, arr. de Brioude, 445.
Nouatre, cant. de Sainte-Maure, arr. de Chinon, 187.
Nourry, dit Roselly, dit Grammont, chef d'état-major de l'armée révolutionnaire, 137.
Nouvelars, 91.
Nouvion-en-Thiérache, chef-lieu de cant., arr. de Vervins, 265.
Novioregum, 75.
Nuaillé, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 70, 410.
Nuchèze (De), 289.
Numatius, 243.

O

Oakes (Georges), capitaine, 286.
Obazine, abbaye, cant. de Beynat, arr. de Brive, 191, 192, 308.
Odin, 4.
Odiot, 390.
Ogier d'Ivry, 6.
Oiron, cant. de Thouars, [arr. de Bressuire, 390.
Olce (D'), capitaine d'infanterie, 156, 323.
Olérat, com. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 81.
Oleron, île (Charente-Inférieure), 4, 32, 37, 148, 161, 189, 190, 210, 225, 242-251, 298, 371.
O'Neil (John), 419, 420.

Orcival (D') ; — (Bonne-Aimée-Vic-toire), 107.
Ordonneau 304 ; — (Le baron Louis), 318.
Orfeuille, 450.
Orfeuille (D'), 289.
Orignac, com. de Saint-Ciers du Taillon, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 306.
Oriou, 47.
Orlac, com. de Dompierre-sur-Charente, cant. de Burie, arr. de Saintes, 47, 269.
Orléans (Le duc d'), 31, 116, 132, 372, 379-381 ; — (Jean d'), comte d'Angoulême ; — (Jeanne d'), duchesse de Valois, 410 ; — (Philippe, duc d'), dit Egalité, 199.
Orléans (Loiret), 204.
Orliaguet, imprimeur, 388.
Oronce, Orontius, 407, 408.
Orry, ministre des finances, 301.
Ors, com. du Château d'Oleron, arr. de Marennes, 162, 230, 231, 233, 249.
Ortigé, aide canonnier, 423.
Ortis (Guillaume d'), 192.
Ostes (D'), 195. Voir *d'Hostes*.
O'tard de La Grange (Le baron Auguste), 9 ; — (Pierre-Guillem) ; — (Jean-Baptiste-Antoine), 9 ; — (Léon), 10 ; — (Louis-Franck) ; — (Marie-Constance) ; — (Marie-Thérèse-Elisabeth) ; — (Marguerite), 9 ; — (Thérèse-Joséphine) ; — (le baron René), 10, 60 ; — (Jacques-René), 9.
Oudet (Le baron Amédée), 4, 59, 157, 159-161, 164, 242, 308-315, 324, 327, 328, 337, 362, 386 ; — le colonel, 337.
Ox, com. de Muret, 25.
Ozanam, 446.
Ozillac, com. du cant. de Jonzac, 155, 162, 388, 444.

P

Pagis, évêque, 343.
Paignon, 85.
Paillet, 185.
Paillou (Gabriel-Laurent), évêque de La Rochelle, 42-44, 222.
Palaminy (La marquise de), 176.
Palissy (Bernard), 3, 62, 241, 390.
Pallu de Lessert, 208.

- Pallu du Parc, évêque de Blois, 252.**
Palluat de Besset (Comtesse); — (Marie-Armande); — (Marie-Henriette); — (André); — (Roger); (Maurice); — (Robert); — (Bernard); — (Jeanne); — (Marie), 396.
Pamiers (Ariège), 455.
Papillaud, 378; — (Adrien), 383; — (E.), instituteur, 60.
Papin (Marie), 418; — (Marie-Julie), 147; — (Suzanne), 47.
Parcolleau, novice du Vengeur, 424.
Parcoult, Paracollum, cant. de Saint-Aulaye, arr. de Ribérac, 279-281, 308, 383.
Parempuyre, cant. de Blanquefort, arr. de Bordeaux, 94.
Parent (Marie-Eugénie), 177; — ouvrier horloger, 137, 139.
Paris (Mathieu), chroniqueur, 328, 329, 354, 358, 360; — (Paulin), 325.
Parmentier, 35, 319.
Parny, poète, 284.
Parthenay (Jeanne de), 363.
Parthenay, fief de Guillaume Larchevêque, 363.
Pascot (Victorine); — (Gaudric), 14.
Pasquier (Nicolas), 175.
Passy, 166.
Pastour de Neufville (Louise), 403.
Pastré (Marie-Berthe), 9; — (le comte), 10.
Pastureau (Léontine), 405.
Paterre, 444.
Paulac (Pierre de), convers, 191.
Paulus (Lucius), 260.
Paumery (Jeanne), 9.
Pavie (Eusèbe), 207.
Pavin, lieutenant général, 77.
Pavy (Ernestine); — (Paul-Camille), 257.
Pécaut (L'abbé), écrivain, 456.
Peiresc (De), conseiller du roi, 377, 383.
Pélagie (Sainte), 34.
Pélard, marais, 437.
Pelet (Amet), pasteur; — (Paul), pasteur, 444.
Pellerin, 276.
Pellet, notaire à Montricoux, 105; (Rose-Marie-Thérèse), 172.
Pelletan, médecin, 307; — chirurgien, 45, 46; — notaire, 46; — (André), professeur à l'école des mines, 320; — (Camille), 46, 319, 320; — (Eugène), 46, 234, 319; — d'Archiac, 45, 63, 158, 308; — (Philippe); — (Pierre), 46.
Pelletier, 4, 165; — notaire, 227.
Pelletreau (Gabriel), procureur, 91.
Pellevoisin (Victoire-Amélie), 174.
Pellissier, 58.
Pellisson (Jules), juge, 60, 273, 301, 315, 446; — (Marcel) (Piare Marcut), 145, 300, 301, 309, 311-315, 323, 325, 346.
Pelon, maire de Saint-Clément, 17.
Pelour, aide charpentier, 423.
Peltant, aide calfat, 423.
Penthièvre (Jeanne de), 174.
Pépin (Guillaume), 191, 371.
Pépin de Fredouville, seigneur de Sainte-Eugène, 77.
Péponnet (Jules), 185.
Péraud (Le cardinal), 257; — (Raimond), archidiacre de Saintes, 442; — (Victoire), 399.
Perbenne (Etienne), enseigne de vaisseau, 422.
Percher (H.), 167.
Péré, 178.
Pereyre (De), consul, 2.
Pérez (De), 289.
Périer (L'abbé), 258.
Périgny (Madame de), 102.
Périgny, com. du cant. de La Rochelle, 103, 109, 113.
Périgueux (Dordogne), 74.
Périnaud, 79.
Péris (Pierre), pasteur de Pons, 268.
Pernan, com. d'Avy, cant. de Pons, arr. de Saintes, 413.
Pernet (Charles de), baron du Re-cout, 298.
Perocheau, matelot, 424.
Péroux (Rose-Elisa), 397.
Perpigna (De), 176.
Perraudeau de Beaufief, 6.
Perret, 437; — écrivain, 193.
Perrin, greffier, 281.
Perrin de Boussac, 276, 394; — de La Coinche (Jean), maire de Cognac, 275.
Perrinaic, 41, 42, 317.
Perrineau (Marie-Anne), 204.
Perronnelle (Marie), 371.
Perroquett, 185.
Perroteau (E.), percepteur, 402.
Pertus (Françoise), 172.
Pérusse des Cars, 367, 393.
Peslien (Jean), 265.
Pessoulous, fief des Lafont, 105.

- Pettesse*, cant. de L'Hermenault, arr. de Fontenay-le-Comte, 293.
Petit, professeur, 321; — vicaire de Saint-André de Niort, 223; — (Angélique), dame du Petit-Val, 107; — (Fulbert), évêque du Puy-en-Velay, 157, 253, 255; — (Jacques), aspirant de marine, 33; — (Jean), 94; — (Pierre), notaire, 376, 377.
Petitbon (Marie-Victoire-Claire), 22.
Petitjean (Henriette), 405.
Peudry, comm. de Saint-Martial de Montmoreau, cant. de Montmoreau, arr. de Barbezieux, 279.
Peutinger, 73, 74.
Peuvolant, 353.
Peyreboire (Le B. Jean-Gabriel), 264.
Peyremol, pharmacien de la marine, 17; — (L.), 383, 384.
Pézardy, 421.
Phelipeau, matelot vétérans, 423.
Phelippot (Théodore), 228, 384.
Philippe (Madeleine), 184.
Philippe-Auguste, roi de France, 262-265; — *Philippe-Egalité*, 111; — *Philippe V*, 31, 337.
Philippe II de Macédoine, 182.
Phillips (Sir), 154.
Picassary (Jean de), 294.
Pichon (Claude-Jean-François), 125.
Picon, greffier, 29.
Picoulet, matelot, 421, 423.
Picper, matelot, 424.
Piédagnel (Alexandre), 309.
Pierre, matelot, 423; — (Victor), 26.
Pierre de Bretagne (Le comte), 348, 358, 359; — *Pierre le Cruel*, 363; — *Pierre l'Ermite*, 337.
Pierre (Saint), 203.
Pierron (Arsène), capitaine de ligne, 20.
Pierronne, 41, 42.
Piet, prêtre habitué de Niort, 223.
Piganiol de La Force, 21.
Pillet, 286, 420; — (Gabriel), enseigne de vaisseau; — (Louis-Gabriel), lieutenant de vaisseau, 287, 288.
Pillet-Will (Le comte); — (Hélène), 177.
Pillot, 176.
Pinard, maire de Saint-Sauvant, 29.
Pinasseau (François), notaire, 307.
Pinaud, instituteur, 71.
Pinaud, novice du *Vengeur*, 424.
Pindray (Paul de), aide-commis-saire de la marine; — (Germaine de); — (Sophie de), 177.
Pineau, pasteur, 212; — (Catherine), 7; — (Em.), docteur-médecin, 229, 230, 233, 242, 243, 411; — (Henri), 8.
Pinnuré, fief d'Isaac Richard, 91.
Pinnelière (Charles-Jean-Baptiste), curé de Saint-Martin de Ré, 127, 128; — (Catherine-Thérèse), 176.
Pinthiers, près de Pons, 78, 79.
Pion, fief des Alesme, 184.
Piorit, novice du *Vengeur*, 424.
Piot, matelot, 424.
Piou, brigadier de gendarmerie, 197.
Plancher-les-Mines, cant. de Champagne, arr. de Lure, 20.
Planty (Louis), négociant, 228, 323.
Plassac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 73, 75, 452-454.
Plassay, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 173.
Plenac, quartier-maître, 423.
Plumeau (L'abbé), curé de Brives, 295, 384.
Plumejeau, 163.
Plumerel (Charles-Victor), commandant d'artillerie, 69.
Plusquallec (Les), 324.
Poictevin (François), procureur du roi, 281.
Poilpot, peintre, 283, 421.
Poiret, curé de Saint-Barthélemy, 104.
Poitevin (Marie), 21; — de La Frégonnière, 15; — de La Morinerie et de La Frégonnière, 21.
Poitevin de Fontguyon (Joséphine), 394.
Poitiers (Alphonse, comte de), 339-341, 347-349, 355, 359; — (Richard, comte de), 191, 192.
Poitiers (Vienne), 26.
Poli (Jean-Philippe de), commandant; — (Philippe-Louis de); — (Henri de), 204; — (Alice de); — (Isabeau de), 205; — (Oscar de), 193, 194, 205.
Polignac (Louise de), dame du Vigeon, 370.
Politi (Pierre), 191.
Pomey (Marie), 397.

- Pommereau, 323; — (Gaston), 60, 307.
Pommiers, maire de Marennes, 438; — (Jean de); — (Marguerite de), 371.
Pompadour (La marquise de), 102.
Pomponne (De), 300.
Ponce, graveur, 15, 373.
Pons (La maison de), 246; — (les sires de), 320, 357, 386; — (Jacques de), 174; — (Jeanne de), 245; — (Renaud de), 245, 252, 355, 358.
Pons, chef-lieu de cant., arr. de Saintes, 10, 12, 21, 73, 75, 78, 79, 164, 182, 193, 207, 239, 245, 252, 256, 267, 268, 270, 330, 357, 359, 386, 389, 416, 417, 430, 435, 444.
Pont-Abert, com. de Sallertaine, cant. de Chalans, arr. des Sables-d'Olonne, 74.
Pont-Aven, chef-lieu de cant., arr. de Quimperlé, 53.
Pontcourlay, fief des Vignerot, 39.
Ponthieu, Pontis (De), 341; — (le comte de), 339; — (Marie de), 841.
Pontis, 341. Voir Ponthieu.
Pont-Labé, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 96, 399, 425.
Pont-Rattier, com. de Charmes, cant. de Gannat, 342.
Porcheret, 437.
Port d'Envaux, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 154, 330, 355.
Port des Barques, com. de Saint-Nazaire, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 4, 166, 195.
Portier (Anne), 7; — (Ernest), curé de Saint-Louis de Rochefort, 13, 169, 253, 395.
Portugal (Alphonse de), comte de Boulogne, 340.
Postume, empereur romain, 148.
Potel, capitaine du génie, 329, 330, 332.
Potentien (Saint), 290.
Potier (Louise-Caroline-Adèle), 18.
Pouchet, 134.
Pougne, 91.
Pouillé, cant. de L'Hermenault, arr. de Fontenay-le-Comte, 293.
Poujaud (Louis-Camille), 444; — curé de Jarnac, 50.
Pouille (A.), 208.
Poultier, matelot, 423.
Poupet (Jean), 67.
Poussard, 450.
Poutier (Léopold-Henri, baron de), 173; — (Louis, vicomte de), 22.
Pouvreau, capitaine de vaisseau, 401.
Pouyeau, 444.
Pouzaud (Louise), 398, 399.
Pradeau, fief d'André Rose, 94.
Pradel, fief des Coutray, 21, 22.
Prahec, chef-lieu de cant., arr. de Niort, 350.
Pranzac, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 366, 367, 368, 393.
Pré, matelot, 424.
Préan, com. de Saintes, 330.
Précigny (Le sire de), 265.
Prezent, seigneur de Coëtiy, 409, 410.
Préguillac, com. du cant. de Saintes, 16.
Pressac (De), 289.
Pressigny (De), fermier général, 111.
Prevodeau, novice du *Vengeur*, 424.
Prévost, 165, 437.
Prévot (Amable), gendarme, 197.
Prieur, de la Marne, représentant du peuple, 283, 288.
Privat de Garilhe, 204.
Prou (Maurice), 366.
Proust (Antonin), 114, 115.
Prunis (Joseph), augustin, 269, 272, 273, 308.
Puilboreau, com. du cant. de La Rochelle, 328.
Puyberneau (Mathilde de); — (Marie-Bonne de), 292.
Puychérie, fief des Montaigne, 175.
Puy du Lac, cant. de Tonpays-Charente, arr. de Rochefort-sur-mer, 76.
Puygaillard, fief de César Dumas, 105.
Puy-Gâtis, com. de Chadurie, cant. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 75.
Puységur (Le comte de), 107, 110, 113, 116. Voir Chastenet; — (la comtesse de), 107.

Q

- Quatrefages de Bréau (Jean-Louis-Armand de), 208.
Quellien (N.), 40.

Quénéel, mousse, 424.
 Quentin (S.), 44.
 Quéré, adjoint au maire de Taillebourg, 310, 313, 323; — (Marie-Louise), 175.
 Quesnel (Brigitte), 405.
 Queux de Saint-Hilaire (Le marquis), 52; — (A. de), 51; — (Louise de), 8.
 Quiberon, chef-lieu de cant., arr. de Lorient, 3.
 Quitterie (Sainte), sainte Quitière, sainte Aquitière, 75.
 Quoy, naturaliste, 11.

R

Rabaine (Les), 50, 55, 252; — (P. de), 252.
 Raban Maur, 141.
 Rabar (Jacques de), capitaine, 58; — Sauvagnac (Le marquis de), 228.
 Rabaud de Saint-Etienne, 129.
 Rabbe, biographe, 46.
 Rabeau (Gille), 198.
 Rabies, matelot, 423.
 Rabillon (V.), 195.
 Radegonde, 415.
 Radegonde (Sainte), 415, 416.
 Raffin, 17.
 Ragueneau (Jean-Jacques), 173.
 Raimond de Lalande (Jean de), marquis de Castelmoron, 184.
 Raimonz (le comte), 340.
 Rainguet (Damien), 254, 264, 272, 446; — (Augustin), prêtre, 222, 252.
 Rais, fief des Coëtivy, 274, 409.
 Raissac (J.-S.), professeur, 431.
 Rampenoulx-Masdebat (Catherine), 15.
 Ramus, 418.
 Rancon (Geoffroy de), seigneur de Taillebourg, 263, 328, 359.
 Randon (Le général), 334.
 Ranfray de La Bajonnière, 292.
 Rangeard (Les), 416; — (Françoise), 47.
 Rangot, 289.
 Raoul (Guillaume); — (Jacques), sieur de La Guibourgère, 194; — (Michel), doyen de Saintes, 306.
 Raoult (André), adjoint au maire de La Rochelle, 125.
 Rapouel (Thomas), 370.

Ratier (Gabriel), notaire, 272.
 Raud, matelot, 423.
 Raully, château, juridiction de Puygaillard, 105.
 Rauracum, 74.
 Ravailac, 268.
 Rava-Robert de Ferrachapt (Jeanne-Antoinette de), 146.
 Ravinel (Charles de), inspecteur de la marine, 14; — (Louis), 14.
 Raynouard, 264.
 Razes d'Auzance (Marie-Madeleine de), 18.
 Ré, île (Charente-Inférieure), 52, 247, 265, 439.
 Reboul (De); — (Aristide de), 21; — (Charles de), 21, 177; — (Guy de); — (Maria de); — (Marie de), 21.
 Rechignevoisin de Guron (Hélène de), 21.
 Recoulenne, 437.
 Recteau (Alexis), 437.
 Regelsperger (Gustave), 13, 384.
 Régis, conférencier, 390.
 Regnault, greffier, 126, 128; — (Antony), juge; — (Jeanne), 178.
 Regnault de Saint-Jean d'Angély, 3.
 Regnier, 390; — (Pierre-Henri de), seigneur de Périgny, 103, 125.
 Reignac, 171.
 Reilhac, 385; — (François de), 388.
 Reinach (Salomon), 240.
 Remmi (Abraham), 377.
 Rémont (Angélique de), 178.
 Renan (Ernest), 41, 163.
 Renaud, matelot, 423, 424; — lieutenant général, 378-383; — capitaine de gendarmerie, 323; — dit le Petit Renaud, 298; — de Criteuil, 384.
 Renaud d'Avesne des Méloizes, 136.
 Renaudeau, curé de Champdolent, 17.
 Renaudin (La famille), 425; — néo Grenot, 185; — mousse, 424; — (Cyprien), lieutenant de vaisseau, 424, 425; — (Jean-François), commandant du *Vengeur*, 185, 283, 286, 287, 420, 422, 425.
 Renaudot, 56.
 Renault (Gabriel), négociant, 17.
 Renou, matelot, 424.
 Renouard (Jean), — (Pierre), seigneurs de Pranzac, 367.
 Renoux (Ch.), imprimeur, 317.

- Reolle (Jean), 183.
Restaud, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 28.
 Restier, 48.
 Restinglière, 23.
 Rets (De), médecin, 134.
Reuilly, 52.
 Révell, mousse, 424.
 Révérend (Le vicomte Albert), 21.
 Reverseaux (Le marquis de), intendant, 107, 113, 228, 427-429, 437.
Reverseaux. Voir *Rouvray-Saint-Florentin*.
 Ribault de Laugardière (Joseph-Hyacinthe), 8.
 Ribell, vice-amiral, 13, 169, 401.
 Ribereau, député à la convention, 201.
 Ribeyrès (Charles de), religieux, 195.
 Ribeyrolles (De), 134.
 Riboulet (L'abbé), 271.
 Ricard, 374, 383.
 Ricard de Genouillac (Jacques), seigneur d'Acier, 267.
 Richalley, lieutenant-colonel, 70.
 Richard, député à la convention, 202 ; — (Alfred), écrivain, 24, 292, 304 ; — (Elie), médecin ; — (Etienne), 446 ; — (Jules), 53 ; — (Foucaud), 244 ; — (Louis), 446 ; — (Marie-Françoise), 270, 272 ; — (Marie-Louise), 16 ; — religieux, 41 ; — (Isaac) de Pimuré, 91.
 Richard Cœur-de-Lion, 248, 262-264, 337.
 Richelieu (Le cardinal de), 39, 231, 233, 250, 377 ; — (le maréchal de), 98.
 Richelot (Marie-Amélie), 14.
 Richemond (De), 4, 5, 32, 97, 163, 166, 389, 445, 446, 457.
 Richemont (Le connétable de), 41.
Richemont, com. du cant. de Cognac, 373, 398.
 Richeteau (Suzanne-Esther), 70.
 Ricouart, comte d'Hérouville, 196.
Ridejeu, fief des Du Verger, 38, 39.
 Ridoret, matelot, 424.
 Rio (François), enseigne de vaisseau, 422.
Rioux, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 28.
 Rippe (De), 179.
 Riquet (Jean-Mathias), — (Pierre-Paul), seigneurs de Bon-Repos, 175.
 Riquet ou Riqueti de Caraman, marquis de Mirabeau, 175 ; — (Joseph), prince de Chimay, 175.
 Rivasseau, matelot, 424.
 Rivière, curé de Saint-Pierre d'Oleron, 184 ; — (Emile), 82 ; — (Louise), 171.
 Robert, abbé de La Frenade, 191, 192.
 Robert de Lézardière (Marie-Anne-Félicité), 6.
 Robert de Vérigny (François), 8.
 Roberval, 35.
Robichon, com. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 402.
 Robier, prêtre à Niort, 223.
 Robillard (Josias), 47.
 Robin, 238, 398, 399.
 Robineau, 50.
 Robinet (Aimée), 146.
 Robuchon (Jules), 3, 387.
 Rocaute (Henriette), 184.
Rochebertier, com. de Vilhonneur, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 82. Voir *Le Placard*.
 Rochebrune (Octave de), 237.
Rochechouart (Haute-Vienne), 136, 306, 450.
Rohecobron, cant. de Vouvray, arr. de Tours, 265.
Rochefort-sur-mer (Charente-Inférieure), 44, 67, 95, 328, 444.
Rochemesault, fief des Green de Saint-Marsault, 270, 281.
 Roches (Geneviève), 396.
 Rochette, capitaine, 373.
 Rochon (La famille) ; — de Puycheny, 48.
 Rocquet, 419.
 Rode, 423 ; — novice du *Vengeur*, 424.
 Roffay de Silhouette (Marie-Madeleine), 220.
 Roger. Voir *Faverge*, 205, 206.
 Rohan (Le duc de), 57 ; — Rohan-Chabot (Charles-Annibal de), 274.
 Rolland, 440 ; — matelot, 423 ; — (Anne), 456.
 Rollet (Jacques), 136 ; — (Jean-Louis-Simon), évêque de Montpellier, 136, 167 ; — (Jean-Jacques) ; — (Marie-Anne), 167.
Rom, Rauracum, cant. de Lezay, arr. de Melle, 74.
 Romagné (Madame de), 102.
Romagné, fief des Griffon, 127.
Romegoux, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 17, 178.
Romegoux, capitaine, 317.

- Romme**, 26.
Ronce-les-Bains, com. de La Tremblade, arr. de Marennes, 96.
Rondeau (Ch.), 207.
Rondelaud, avocat, 66.
Ronsenac, cant. de La Valette, arr. d'Angoulême, 75.
Roquelaure (De), gouverneur de Guienne, 57.
Roques, curé de Villeneuve, 439.
Rose (André), sieur de Pradeau, avocat, 94, 95; — (Paul), sieur de Pradeau, avocat, 94.
Roselly, 137. Voir Nourry.
Rosier (Arnaud), 363.
Roslin (Joseph), 220.
Rome, com. de Saint-Clément, cant. de Tonnay-Charente, arr. de Rochefort, 96.
Rossel, pasteur, 47.
Rosset, prêtre de la mission, 17.
Rossi (De), 375.
Rossignol, général, 137.
Rostang (Arthur), 168; — (Albert-Bruno-Marie), 168.
Rothschild (Alphonse de), 390.
Rouen (Seine-Inférieure), 243.
Rouffiac, cant. de Pons, arr. de Saintes, 75, 79, 239, 269, 270.
Rouget (Germain), aspirant de marine, 33.
Rouget de Lisle, 83.
Rougier, 114, 115.
Rouhaud (Julie-Joséphine), 256.
Rouillac, chef-lieu de cant., arr. d'Angoulême, 366.
Roul (Rémy), curé de Surgères, 256.
Roulet, maire, 335; — (Gaston), peintre, 3, 236.
Roumage, marchand, 278.
Roumejoux (A. de), 145, 217.
Rousseau, 1^{er} commis, 425; — 1^{er} maître charpentier, 423; — (Elisabeth), 318; — (Jean-Jacques), 218; — (Marie), 400.
Rousselot (L'abbé), professeur, 321.
Rousselin, notaire, 184.
Roussel du Cluzeau (La famille du). Voir Senigon, 6.
Roussillon, com. de Saint-Germain du Seudre, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 180.
Roussy (L'abbé de), 102; — (Louis de), lieutenant, 103, 104; — de Caseneuve, vicaire général de La Rochelle, 102.
Rouvray-Saint-Florentin, cant. de Voves, arr. de Chartres, 106, 196, 197.
Rouvroy (Louis de), duc Saint-Simon), 89.
Roux, curé d'Eyragues, 455; — (François); — (Gatien), 368; — (Jacques), 368, 393; — (Jean), notaire, 376, 377; — (Louis), 368; — (Marie), 15.
Roy (Jean), 417; — (Julien), 163; — (Pierre), maire de Clavette, 176.
Royan, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 50, 52, 56, 234, 245, 247, 253, 319, 350, 363, 444.
Roy de Loulay, ancien sénateur, 6, 323; — (Louis), 6.
Royaumeix, cant. de Domèvre, arr. de Toul, 20.
Royer (Marguerite), 66.
Royou, 44.
Royre (Antoine), vicaire de Saint-Pierre d'Oleron, 184.
Rozel (Françoise), 69.
Ruamps (Pierre); — député, 127, 128, 198; — (Charles de), conventionnel, 198.
Ruat (Catherine Amanieu de); — (François Amanieu de), capital de Buch, 400.
Ruau, 331.
Rubisque, marais, 91.
Ruffec (Charente), 26.
Rulland (Eugénie), 425.
Rullier, architecte, 226, 242, 305, 311, 323, 331.
Rullon, cant. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 162.
Ruste (Umbert), 191.
Rutaud (Jean), 417.

S

- Saavedra** (Eduardo), 226.
Sablé (La marquise de), 290.
Sablonceaux, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 16, 49, 70, 270, 271.
Sabourin (A.), docteur-médecin, 60.
Saint-Agoulin de Lacadourne, 383.
Saint-Aignan, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 96, 428, 431, 434-438.
Saint-Allais (La maison de), 192.
Saint-Amand de Graves, cant. de Châteauneuf, arr. de Cognac, 79.
Saint-André (Jean-Bon), représentant du peuple, 283, 288.
Saint-André, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 198.

- Saint-André de La Marche*, cant. de Montfaucon, arr. de Cholet, 75.
Saint-André de Lidon, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 28.
Saint-Antonin, chef-lieu de cant., arr. de Montauban, 97, 105.
Saint-Arnaud (Le maréchal), 18.
Saint-Astier, chef-lieu de cant., arr. de Périgueux, 272.
Saint-Augustin de Chancelade, com. de Sablonceaux, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 49.
Saint-Augustin-sur-mer, cant. de La Tremblade, arr. de Marennes, 70, 444.
Saint-Aulaire (Jean de), 370.
Saint-Bonnet, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 90-92, 253.
Saint-Bris des Bois, cant. de Burie, arr. de Saintes, 399.
Saint-Césaire, cant. de Burie, arr. de Saintes, 350.
Saint-Christophe, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 404.
Saint-Ciers du Taillon, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 200.
Saint-Clémentin, cant. d'Argenton-Château, arr. de Bressuire, 73.
Saint-Coutant, cant. de Tonnay-Charente, arr. de Rochefort-sur-mer, 45.
Saint-Cybardeaux, *Saint-Cybard d'Au*, *Saint-Cybard d'Elz* ou *Eu*, cant. de Rouillac, arr. d'Angoulême, 74.
Saint-Cyprien, 383.
Saint-Cyr du Doret, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 17.
Saint-Cyr en Talmondais, cant. des Moutiers-les-Maufaits, arr. des Sables d'Olonne, 189.
Saint-Denis, cant. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 58, 248, 250, 282, 425.
Saint-Dizant (De), 178, 297, 378 ; — (Jacques-Michel, baron de), 297.
Saint-Dizant du Gua, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 297, 402.
Sainte-Colombe, prieuré, 16.
Sainte-Coulombe, capitaine, 448.
Sainte-Foi d'Anthé, com. de Tournon d'Agenais, arr. de Villeneuve-sur-Lot, 261.
Sainte-Foy La Grande, chef-lieu de cant., arr. de Libourne, 156.
Sainte-Gemme, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 28, 293.
Sainte-Marguerite, 368.
Sainte-Marie, 383.
Sainte-Marthe (Denys de), bénédictin, historien, 375.
Sainte-Maure (Les), 385 ; — (Françoise de), 279 ; — de Montausier (Julie de), 457.
Sainte-Mesme, cant. de Saint-Hilaire, arr. de Saint-Jean d'Angély, 399.
Saint-Emilion, com. du cant. de Libourne, 389.
Sainte-Radégonde des Noyers, cant. de Chaillé-les-Marais, arr. de Fontenay-le-Comte, 210.
Saintes (Charente-Inférieure), 10, 21, 24, 26, 28, 29, 39, 59, 62, 63, 72-75, 160, 183, 196, 235, 237, 240, 241, 244, 247, 296, 324, 328, 336, 338, 340, 352-358, 360, 362, 378, 380, 440-442, 444.
Saintes : EGLISES : *Saint-Pierre*, 260, 290, 389, 405, 406 ; — *Saint-Saloine*, 407 ; — MONASTÈRES : *Sainte-Marie*, 243 ; — prieuré de *Saint-Eutrope*, 50 ; — RUES : de *l'Eclair*, 66 ; *Denfert-Rochereau*, 66 ; — FAUBOURGS : *Saint-Eutrope*, 354, 257 ; — *Saint-Vivien*, 179, 269, 353, 355, 357 ; — PAROISSES : *Sainte-Colombe*, 220 ; — cimetière *Saint-Vivien*, 166 ; — *La Croix-Bernaud*, 179.
Sainte-Sévère, cant. de Jarnac, arr. de Cognac, 74.
Sainte-Soline, cant. de Lezay, arr. de Melle, 223.
Sainte-Souligne, cant. de Brossac, arr. de Barbezieux, 383.
Saint-Etienne (Loire), 73.
Saint-Eugène, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 77, 253.
Saint-Fief (De), 289.
Saint-Florent, com. de Niort, 223.
Saint-Fort, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 75.
Saint-Fort, marais, com. de Saint-Just, arr. de Marennes, 428, 438.
Saint-Fort de Cosnac, ou *Saint-Fort-sur-Gironde*, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 4, 143, 221, 238, 444.
Saint-Froult, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 428.
Saint-Fulgent, chef-lieu de cant., arr. de La Roche-sur-Yon, 137, 138.

Saint-Gareau (De), 289.
Saint-Gelais, com. du cant. de Niort, 350.
Saint-Gelais de Lusignan (François de), 46.
Saint-Genès (Le comte de), 6.
Saint-Genès, fief des Maurès de Malartic, 103, 105.
Saint-Genis, chef-lieu de cant., arr. de Jonzac, 173, 444.
Saint-Georges (De), 289.
Saint-Georges de Cubillac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 398, 399.
Saint-Georges de Didonne, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 247, 319, 444.
Saint-Georges d'Oleron, cant. de Saint-Pierre d'Oleron, arr. de Marennes, 10, 149, 184, 248, 252, 369, 402, 440.
Saint-Georges des Coteaux, com. du cant. de Saintes, 21, 28, 352, 353.
Saint-Georges-Lavalade, fief des Coutray, 21.
Saint-Germain, cant. de Bayon, arr. de Lunéville, 14.
Saint-Germain de Lusignan, com. du cant. de Jonzac, 12, 156, 399.
Saint-Germain de Marencennes, cant. de Surgères, arr. de Rochefort-sur-mer, 256, 410.
Saint-Germain du Seudre, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 180, 238, 444.
Saint-Giraud, 65.
Saint-Gouard, 447, 448.
Saint-Guilhem-Désert, cant. d'Agnan, arr. de Montpellier, 55.
Saint-Hermine (Joachim), sieur du Fa, 370.
Saint-Hermine, chef-lieu de cant., arr. de Fontenay-le-Comte, 174.
Saint-Hilaire de Laigue, fief de Marie de Toutessans, 77.
Saint-James, com. du Port-d'Envaux, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 155, 328, 334, 351, 353.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 21, 29, 32, 42, 43, 155, 186-188, 222, 223, 268, 371, 444 — **RUES** : des Cordeliers, 419 ; — des Jacobins, 186, 187, 188 ; — Gambetta, 186, 187. — **EGLISES** : Notre-Dame, 187 ; — Saint-Révé-

rent, 187, 188 ; — **Saint-Pierre**, 187, 188 ; — place du Minage, 187, 188 ; — chapelle des Jacobins ; — carrefour des Changes ou des Bancs, 188 ; — abbaye des Bénédictins, 188.
Saint-Jean d'Angle, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 238, 371, 389, 390, 437, 438.
Saint-Jean d'Aulph, 173.
Saint-Jean de Liversay, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 17.
Saint-Jean de Luz, chef-lieu de cant., arr. de Bayonne, 294.
Saint-Jean de Montaigu, diocèse de Luçon, 142.
Saint-Julien, com. de Saint-Julien-Beychevelle, cant. de Pauillac, arr. de Lesparre, 299.
Saint-Julien de l'Escap, com. du cant. de Saint-Jean d'Angély, 154.
Saint-Just, com. du cant. de Marennes, 76, 91, 157, 238, 371, 427, 432, 437, 438.
Saint-Lambert, com. de Pauillac, arr. de Lesparre, 220.
Saint-Laurent de La Prée, com. du cant. de Rochefort-sur-mer, 8, 96.
Saint-Laurent des Combes, cant. de Broesac, arr. de Barbezieux, 378, 382, 383.
Saint-Léger, cant. de Pons, arr. de Saintes, 252, 444.
Saint-Léger (De), 226.
Saint-Légier (De), 155 ; — (l'abbé de), 454 ; — (le comte de), 453 ; — (Gustave de), 454 ; — d'Orignac (La comtesse de), 51, 53, 157 ; — (la marquise de), 306.
Saint-Maffre, com. de Bruniquel, cant. de Monclar, arr. de Montauban, 105.
Saint-Maigrin, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 171.
Saint-Maixent, chef-lieu de cant., arr. de Niort, 77, 257, 292, 372.
Saint-Mandé (Le chevalier), 59.
Saint-Marien, cant. de Saint-Savin, arr. de Blaye, 403.
Saint-Martial, 383 ; — **de Coculet**, cant. d'Archiac, arr. de Jonzac, 75 ; — **de Vitaterne**, com. du cant. de Jonzac, 213, 216.
Saint-Martin (De), 242.
Saint-Martin Dary, cant. de Mont-

- guyon, arr. de Jonzac, 383 ; — *de Coux*, cant. de Moutguyon, arr. de Jonzac, 257, 383. ; — *de Rê*, chef-lieu de cant., arr. de La Rochelle, 318.
- Saint-Mathurin*, 293.
- Saint-Mauris* (De), 35. Voir Faucher
- Saint-Médard*, grand-vicaire de La Rochelle, 43, 440 ; — (Georges).
- Saint-Médard*, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 13 ; — *en Jalle*, cant. de Blanquefort, arr. de Bordeaux, 54.
- Saint-Menoux*, cant. de Souvigny, arr. de Moulins, 373.
- Saint-Mesme*, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 369, 370.
- Saint-Michel d'Entraigues*, com. du cant. d'Angoulême, 61 ; — *du Tertre d'Angers*, 207.
- Saint-Nazaire*, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 96, 437.
- Saint-Nazarien de Cercoul, Cercoux*, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383.
- Saint-Nectaire*, 35.
- Saint-Nicolas*, prieuré, 191.
- Saint-Palais des Combes*, 75.
- Saint-Palais*, 444.
- Saint-Palais*, cant. de Royan, arr. de Marennes, 234.
- Saint-Philbert de Chantecor*, 65.
- Saint-Pierre*, capitaine de vaisseau, 379.
- Saint-Pierre*, com. de Surgères, arr. de Rochefort-sur-mer, 126, 127 ; — *de Bois*, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 49.
- Saint-Pierre de Laleu*, 103.
- Saint-Pierre de Limeuil-en-Sourivaut*, com. de Saint-Pierre d'Oleron, 184.
- Saint-Pierre de Magnet*, com. de Sainte-Gemme, arr. de Saintes, 39.
- Saint-Pierre d'Irube*, com. du cant. de Bayonne, 401 ; — *d'Oleron*, chef-lieu de cant., arr. de Marennes, 58, 149, 162, 183-185, 194, 227, 229-233, 243, 246-248, 257, 393, 412.
- Saint-Pierre d'Orignolles*, cant. de Montlieu, 383 ; — *du Palais*, cant. de Montguyon, arr. de Jonzac, 383
- Saint-Pierre-le-Vif de Sens*, abbaye, 290.
- Saint-Pol*, actrice, 372.
- Saint-Pol* (Le comte de), 265, 347.
- Saint-Porchaire*, chef-lieu de cant., arr. de Saintes, 17, 169, 390.
- Saint-Preuil*, cant. de Châteauneuf-sur-Charente, arr. de Cognac, 75.
- Saint-Privat*, prieuré, 16.
- Saint-Prix*, acteur, 372.
- Saint-Quentin*, com. de Chabanais, arr. de Confolens, 74 ; — *de Ransannes*, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 115.
- Sainte-Quitterie de Cugon*, prieuré, 39.
- Saint-Rémy*, com. de Richemont, cant. de Cognac, 398.
- Saint-Rémy-en-Plaine*, com. du cant. de Niort, 111.
- Saint-Rétérend*, fief d'Isaac Morineau, 91.
- Saint-Romain de Benêt*, cant. de Saujon, arr. de Saintes, 9, 16, 28, 164, 208, 444.
- Saint-Saturnin de Séchaud*, com. du Port d'Envaux, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 28, 45-47, 330.
- Saint-Saud* (Le comte de), 2, 40, 48, 58, 151, 152, 157, 194, 308, 459, 460.
- Saint-Sauvan*, cant. de Burie, arr. de Saintes, 28, 29.
- Saint-Savin* (De), 289.
- Saint-Savinien*, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Jean d'Angély, 13, 54, 106, 258, 307, 324, 400, 444, 446, 447.
- Saint-Seurin* (Amédée de), 64, 325.
- Saint-Seurin d'Uzet, Saint-Surin, Saint-Sulin*, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 315, 444.
- Saint-Sever*, cant. de Pons, arr. de Saintes, 265, 269.
- Saint-Séverin*, 445, 446.
- Saint-Simon* (Le duc de), 89-94, 298, 378-380.
- Saint-Simon*, château, 320 ; — *marais*, 91, 93, 95. Voir *Le Grand-Maraïs*.
- Saint-Sorlin, Saint-Sornin*. Voir *Saint-Saturnin de Séchaud* ; — cant. des Moutiers-les-Maufaits, arr. des Sables-d'Olonne, 231, 292 ; — com. du cant. de Marennes, 312, 328, 437, 438.
- Saint-Sulpice*, fief des Texier, 40 ; — 444.
- Saint-Sulpice*, com. des Ormes-sur-Vienne, canton de Dangé, arr.

- de Châtellerault, 47 ; — com. de Saint-Sulpice de Cognac, cant. de Cognac, 74.
- Saint-Surin*, 23.
- Saint-Symphorien*, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennnes, 428, 437, 438.
- Saint-Thomas*, com. de Saintes, 352 ; — de *Cônac*, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 143, 368, 393.
- Saint-Trojan*, cant. du Château d'Oleron, arr. de Marennnes, 149, 162, 228-232, 243, 247-249, 303.
- Saint-Vaize*, com. du cant. de Saintes, 80.
- Saint-Valérien*, cant. de Chéray, arr. de Sens, 341.
- Saint-Vallier*, cant. de Brossac, arr. de Barbezieux, 383.
- Saint-Vivien*, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 19.
- Sainval* (Mademoiselle), 459.
- Saivet*, évêque de Perpignan, 388.
- Saleignes*, cant. d'Aunay, arr. de Saint-Jean d'Angély, 165.
- Salignac* (Gabrielle de) ; — (Marguerite de), 48.
- Salignac*, com. de Pérignac, cant. de Pons, arr. de Saintes, 78, 79.
- Saligné de La Chaise* (Marie-Perline de), 281.
- Salisbury*, 355.
- Sallat* (Marguerite), 404.
- Salles*, fief des Morel, 147.
- Sallomon* (Marie-Anne), 397.
- Salomon* (De), conseiller au parlement, 93.
- Saluces* (Aristide, marquis de) ; — (Marie-Pauline de), 404.
- Samadet*, cant. de Geaune, arr. de Saint-Sever, 404.
- Sampouniant de Chavigny* (Marguerite), 458.
- Sansac*, 364.
- Santeuil*, com. du cant. de Marines, arr. de Pontoise, 12.
- Sanzay*, cant. de Lusignan, arr. de Poitiers, 209, 223.
- Saout* (Charles-Alphonse), 397.
- Sardon*, com. de Thuret, cant. d'Aigueperse, arr. de Riom, 445.
- Sarlabouz*, cant. de Lannemezan, arr. de Bagnères de Bigorre, 210.
- Sarlat*, commandant, 395.
- Sarlat* (Dordogne), 272.
- Sarode* (De), 289.
- Sarrazin* (Louis), commissaire de police, 426, 460.
- Sarrum* ou *La Berche*, 73, 74, 75.
- Sartre* (De), 427.
- Sary de La Chaume* (Marie), 297.
- Saturnin* (Saint), 25, 203.
- Saturninus* (Antonius), 259.
- Saudau*, 323 ; — (L.-C.), 307.
- Saujon*, chef-lieu de cant., arr. de Saintes, 23, 28, 66, 154, 208, 237, 444.
- Saulnier* (De), prieur de Rouffiac, 269 ; — de Beaupine (Les), 39, 147, 148 ; — (Marie-Lovely), 146.
- Saulvestre* (Huguet), receveur, 198.
- Sauraing* (Jean), 198.
- Saurel* (L'abbé Ferdinand), écrivain, 136.
- Sauvagnac* (De), 60.
- Sauvé*, avocat, 168.
- Sauviac*, fief des Marbotin, 400.
- Sauvignac*, cant. de Brossac, arr. de Barbezieux, 383.
- Sauzay* (De), 289.
- Sauzet*, matelot, 424.
- Savarie*, fief des Ancelin, 115.
- Savary*, président, 328 ; — (Isabelle) ; — (Daniel) ; — (André-Daniel), 6.
- Savatier* (Ludovic), 10 ; — (Alexandre), 10.
- Savignac* (La famille de), 98 ; — (Antoinette-Charlotte de), 103 ; — (Pierre-Ambroise de), 98 ; — de Montamy (Camille), 19 ; — de Sainte-Urcisse (Antoinette-Charlotte de), 97.
- Savineau*, 437 ; — (l'abbé Louis), 253, 254, 427, 432 ; — matelot vétéran, 423.
- Savinien* (Saint), 290.
- Savoie* (Marie-Louise de), 31 ; — (Thomas de), comte de Flandre, 341, 342.
- Schalck* (François), capitaine d'artillerie ; — (Jacques), 20.
- Schiaffino*, cardinal, 215.
- Schneider*, chef de bataillon, 13 ; — (A.), général de brigade ; — (O.), commandant, 404.
- Schomberg* (Charles de), duc d'Hallewin, 141.
- Scot* (Jean), 141.
- Scribe*, 212, 302.
- Secondat* (Pierre), général des finances, 371.
- Segonzac*, chef-lieu de cant., arr. de Cognac, 75, 278, 396.

- Segor**, com. de Plassac, cant. de Saint-Genis, arr. de Jonzac, 73, 74.
Segora, 73.
Séguier (Le chancelier), 193.
Seguin, 216 ; — (Marie), 272.
Seguin d'Authon (Jean), 47.
Séjur (Philippe-Henri, marquis de), 108.
Seignelay (De), 379.
Seignette, 437.
Semon (Antoine de), 185.
Senigon du Rousset (Maurice de) ; — (Fernand de), 6 ; — de Roumefort (Lodois de), 5 ; — (Henri de), 5 ; — (Jean de), 5 ; — du Cluseau (La famille de) ; — (Héliou), 6.
Senné, architecte, 178 ; — (Léon), 437.
Sennecterre (Le maréchal de), 137.
Senneville (De), 395, 461.
Senousches, com. de Chaniers, cant. de Saintes, 416.
Sépet, 152.
Sercey (De), 44.
Sérigny, maire de Saint-Jean d'Angély, 222.
Sermanicomagus, *Germanicomagus* ou *Saint-Cybardeaux*, 73, 74.
Serra (Eulalie), 171.
Serrand, mousse, 424.
Sers, 432.
Sévère (Septime), empereur romain, 148.
Sicard, né Perroquelt, 185 ; — matelot ; — mousse, 424.
Sigismond (Hyacinthe), 195.
Silly, 380.
Silvestre (Louise) ; — (Pierre), chef de bataillon, 405.
Simon, 194 ; — (Albéric), receveur de l'enregistrement, 175 ; — (Jeanne), 194 ; — (Jules), 30, 235.
Simoneau (L'abbé), 74.
Simonnet, capitaine de navire, 440.
Simouneau (Marie-Valentine), 174.
Sirmond (Le P.), 291.
Sirouet, adjoint au maire de Vervant, 6.
Sissac, cant. de Pauillac, arr. de Lesparre, 15.
Sivrac, com. de Geay, cant. de Saint-Porchaire, arr. de Saintes, 328.
Sochet (René), seigneur de Gontry, 89.
Solesme, com. du cant. de Sablé (Sarthe), 173.
Solguer, capitaine d'infanterie, 422.
Solignac, com. du cant. de Limoges, 365.
Solminiac (Allain de), 270, 273.
Sommières, fief des Vareilles, 195.
Sonneville, cant. de Segonzac, arr. de Cognac, 75.
Sorbier-bey, rédacteur au ministère égyptien des affaires étrangères, 228.
Sorel (Agnès), 327 ; — (E.), 437 ; — (Félix), journaliste, 431.
Sorrèze, 27.
Sostrat (Alexandre), médecin, 227.
Soubise, cant. de Saint-Aignan, arr. de Marennes, 32, 96, 165, 198, 238, 390, 437, 438.
Soubran, cant. de Mirambeau, arr. de Jonzac, 444.
Souhé, com. du Gua, cant. de Marennes, 444.
Souillac, abbaye, chef-lieu de cant. ; arr. de Gourdon, 2, 50.
Soulac, cant. de Saint-Vivien, arr. de Lesparre, 213-217.
Souigné, fief des Lesançon, 450.
Soute, com. et cant. de Pons, arr. de Saintes, 79, 81, 181, 182.
Sporkel (Henriette-Reine) ; — (Mathieu), bourreau ; — (Marie-Esther), 66.
Staup (Marie-Pauline), 171.
Stein (Henri), 238, 239.
Stévenet, 421.
Stockholm (Suède), 226.
Suba, 11.
Suberville (Hélène de), 175.
Suffren (Le bailli de), 420.
Sully, 42.
Sully - Prudhomme, académicien, 163.
Sulte (Benjamin), 35.
Surault, principal, 329, 330.
Sureau (Anne), 399.
Suret (Adèle), 14.
Surgand (Marius), 54.
Surineau (Lina de), 21.
Suris, cant. de Chabanais, arr. de Confolens, 74.
Surraud (A.), greffier, 461.
Sutra (Jean-Louis), 172.
Sylvestre, entrepreneur, 178.

T

- Tabois** (Louis), enseigne de vaisseau, 422.
Tacheron, matelot, 423.
Tachet, propriétaire, 408.
Taillant, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 73.
Taillebourg (Charles, comte de), 274.
Taillebourg, cant. de Saint-Savinien, arr. de Saint-Jean d'Angély, 6, 58, 59, 63, 73, 78, 79, 83, 106, 154, 155, 160, 225-227, 234, 240, 241, 263, 274, 305-315, 322-362, 410, 411, 413, 414, 440, ~~441~~, 447.
Taillefer (Guillaume), comte d'Angoulême, 348.
Taine, 26.
Talbot (Albert), 316; — (Philippe), 398.
Tallemant (L'abbé Paul), 56.
Talleyrand (De), 23; — évêque d'Autun, 118, 119.
Tallien, 138.
Tallon, lieutenant d'artillerie, 422.
Talmont, cant. de Cozes, arr. de Saintes, 48, 265; — *Talmont-sur-Jard*, chef-lieu de cant., arr. des Sables d'Olonne, 177, 265, 410, 363.
Tamizey de Larroque (Philippe), 58, 60, 137, 194, 291, 461.
Tamnum, 75.
Tanneguy-Duchâtel (Le comte), 156.
Tarbagayre (Marie), 404.
Tarde, chanoine, 272.
Tardoire, affluent de la Charente, 74, 78.
Target (Guy-Jean-Baptiste), avocat, 132; — matelot, 424.
Tartas (Jean de), 418.
Tartas, chef-lieu de cant., arr. de Saint-Sever, 117.
Tartière (J.-B.), inspecteur primaire, 144, 462.
Tartifume, com. et cant. de Pons, arr. de Saintes, 78.
Tatius, médecin, 77.
Taugon, cant. de Courçon, arr. de La Rochelle, 17, 89.
Tauras, 198.
Tauriac (La marquise de), 102.
Tavannes, 448.
Tavard, vicaire de Saint-André de Niort, 223.
Taybosc, cant. de Mauvezin, arr. de Lectoure, 105.
Téjat, *Teyjat*, com. du canton de Nontron, 272.
Termonia (Léon), docteur-médecin, 4, 5, 58, 60, 166, 226, 323, 337, 390.
Terrillon, commandant, 13.
Tessereau, 23.
Tessières (Marie de), 395.
Tesson, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 79, 228.
Tétricus, 148.
Texier, novice du *Vengeur*, 424; — (Gédéon), 40; — (Henriette-Clémentine), 175; — (Louise), 40; — (Noël), imprimeur, 157, 242, 270, 295, 323.
Teyssier des Forges (Jean-Joseph), 8.
Thairé, cant. d'Aigrefeuille, arr. de Rochefort-sur-mer, 47.
Thalemont, 363.
Thauvet (Marie), 7.
Thellier, adjudant, 13.
Thémines, évêque de Blois, 439.
Thenac, com. du cant. de Saintes, 16, 79, 249.
Theronneau (Antoine), 47.
Thévenot (Arsène), 373.
Thèze (Charles), 395.
Thibaud (Saint), 34.
Thibaudières, fief des La Laurencie, 456.
Thibault, 2^e maître calfat, 423; — marquis de La Carte, 77; — (Elisabeth), 286.
Thiébaud (Louis), écrivain, 388.
Thiers, 195; — (L'abbé J.-B.), 392.
Thomas, archevêque de Rouen, 19, 157, 295, 462; — professeur, 240; — (Antoine), 226, 338, 339.
Thors, cant. de Matha, arr. de Saint-Jean d'Angély, 350.
Thou (De), 376.
Thouars (La duchesse de), 265, 266; — (le vicomte de), 243, 363; — (Catherine de), 409.
Thouars, chef-lieu de cant., arr. de Bressuire, 177, 324.
Thouron, commandant, 138.
Thoyon, 242.
Thubert (H.), 67.
Thumery (Jeanne-Léontine de), 14.
Thunberg, naturaliste, 11.

Tiberius Claudus Drusus, 181.
 Tilly (Charles-Mélanie-Jean-Louis de), 170. Voir Legardeur.
 Tiple (Max), poète, 462, 464.
Tiranson, 437.
 Tissot (Germain), 399.
 Toinard de Jouy (Anne), 102.
Tomberrard, étang, 370.
Tonnay-Boutonne, chef-lieu de canton, arr. de Saint-Jean d'Angély, 76, 350.
Tonnay-Charente, chef-lieu de canton, arr. de Rochefort-sur-mer, 274, 294, 350, 351, 425, 444.
 Torchou, matelot, 424.
Torcy, fief des Montbron, 196.
 Torel (Joseph-Aimé), professeur, 18 ; — (Louis), médecin de la marine, 18.
Torfou, fief des La Blachière, 94.
 Tortat, juge, 58, 228.
 Torterue Boneau (Louis), seigneur de Groslaud, 105.
Torxay, cant. de Tonnay-Boutonne, arr. de Saint-Jean d'Angély, 73.
Touchelonge, com. de Marennes, 227.
Toucheronde, fief de Couyer, 91.
 Toulouse (Le comte de), 339, 347, 348, 357 ; — (Raymond VII, comte de), 359.
 Toulouse (Haute-Garonne), 27.
 Tourais (De), 289.
Touriers, 74.
Tournay (Calvados), 354.
Tournebize, com. d'Aubusson, cant. de Courpière, arr. de Thiers, 445.
 Toutessans (Marie de), dame de La Brosse, 77.
 Touzaud, 59, 366.
 Touzeau, matelot, 423.
 Traignel (Anselme de), 355.
 Traversay, curé de Mauzé, 76.
 Trébuchet, 272 ; — archiprêtre de Jonzac, 70, 320.
 Trémeau de Rochebrune, 82, 88.
Treuil-Charais. Voir *Le Trécharray*.
 Trianon, 142.
 Tricard (François), 400.
 Tricoire (L'abbé), 62, 146.
Trigonant, com. d'Antonne, cant. de Savignac-les-Eglises, arr. de Périgueux, 48.
 Trincavel, vicomte de Bézières, 348.
 Troadec, 421.
 Troche (Paul), écrivain, 317, 463.

Trompette, château, à Bordeaux, 364.
 Trophime (Saint), 375, 376.
 Trouvé, enseigne de vaisseau, 422.
 Tryon de Montalembert, 256.
 Tuffet (Jean), 89.
Tugéras, cant. de Montandre, arr. de Jonzac, 45.
 Tulan (C.), 457.
 Tulleron (Pierre), 48.
 Tuquoy (Nicolas), 220.
 Turenne, 337.
 Turgot, 272.
 Turner (Edouard), docteur-médecin, 242, 394 ; — peintre, 236, 394 ; — (Marguerite) ; — (N.) ; — (Samuel), 394.
 Turquaud, pasteur, 71.
 Tusseau (De), 289.

U

Uffaut, com. de Saint-Brice, cant. de Cognac, 398, 399.
 Urbain VIII, pape, 377.
 Ursins (La princesse des), 31.
 Urvoy de Closmadeuc, 402.
Usseau, 73, 399.
Usson, com. d'Ecchebrune, cant. de Pons, arr. de Saintes, 389.
 Usuard, 141, 204.

V

Vacherie, maire de Saintes, 328, 329.
 Vaesen (Joseph), 265.
 Valabrègue (Albin), 304.
Valençay, chef-lieu de cant., arr. de Châteauroux, 23.
 Valérie (Sainte), 362.
 Valéry (Erard de), 240, 315.
 Valette, officier, 399 ; — (René), écrivain, 291.
 Valteau (L'abbé), archiprêtre de Saintes, 228, 235, 255, 323.
 Valois (Marguerite de), 174 ; — (Philippe de), 245.
Valsassine, fief d'Anne de La Tour et Taxis, 21.
 Vanderquand, 27.
Vandoire (Périgord), 147.
 Vanier (Adrien), 376.
 Van Stabel, contre-amiral, 286.
Varaignes en Périgord, 368.

- Varaize*, cant. de Saint-Jean d'Angély, 62, 374.
Vareilles (Jean-François de), seigneur de Sommières, 195.
Varenilla (Claudia), 223.
Varenne (Etienne), enseigne de vaisseau, 32.
Varinard (Ad.), avocat, 145.
Varon (Fabien), 258.
Vassiac, com. de Montguyon, 383.
Vast-Vimeux (Raoul, baron), lieutenant de ligne; — (Charles-Antoine-Honoré-Alfred, baron), 178.
Vauban, 428.
Vaucouleurs, chef-lieu de cant., arr. de Commercy, 338, 343.
Vaudreuil (Le comte Pierre de), 329, 333.
Vaudreuil, château, com. de Notre-Dame de Vaudreuil, arr. de Louviers, 264.
Vauguion (Le comte de), 379.
Vaurigault (De), 289.
Vauthier (Emile), fondeur, 389.
Vaux, cant. de Royan, arr. de Marrennes, 17, 210, 444.
Vay (De), 289.
Vedeau (Anne-Elisa), 70.
Veillon (Alexandre), capitaine de gendarmerie, 402; — (Etienne), 402; — (Pierre), 366.
Verdelet (Isaac), — (Jean), marchands, 162.
Verdelin (La marquise de), 457.
Verdier (A.), 463.
Vergier (Théodoric-Paul-Henri), 4.
Vergnaud, 82.
Vergt, chef-lieu de cant., arr. de Périgueux, 18.
Vérines, cant. de La Jarrie, arr. de La Rochelle, 410.
Verlaque (L'abbé), 445.
Verlhac (La baronne de), 102.
Vermeulen, graveur, 16.
Verneilh-Puyraseau (Jean-Baptiste de), 400.
Verneuil, commissaire du roi, 76.
Vernière (A.), écrivain, 463.
Verteuil, général, 138, 139.
Verteuil, cant. de Ruffec, 268.
Verthamon, 280; — de Chavagnac (Michel de), évêque de Montauban, 100, 103.
Vervant, com. du cant. de Saint-Jean d'Angély, 5, 6.
Vesne, 75.
Vespasien, empereur, 259.
Veullot, 167.
Viart (Jean-Jacques), 8.
Viau (Huguet), clerc, 198.
Viaud, 19, 437; — novice du *Vengeur*, 424; — (Jean), 399; — (Julien), académicien, 163, 224; — (Marguerite), 418; — (Marie), 400; — (Marie-Eustelle), 399.
Vibrac, fief de Catherine de Clermont, 367.
Vibraye (De), 88.
Vicarii (Constantin), 191.
Victorin, 148.
Vienne (Béatrix de), 341.
Vieux-Châtellier en Poitou, 64.
Vieux-Soulac, com. de Soulac, cant. de Saint-Vivien, arr. de Lesparre, 216, 217.
Vigen, docteur-médecin, 40, 164.
Vigier, instituteur, 71; — (Esther); — (Marie), 147.
Vigier (Catherine de), 291; — de La Pile, historien, 221.
Vignerot (François de), 39.
Vigny (La famille de); — (Alfred de); — d'Emerville (les); — (François de), 192, 193; — (Etienne de); — (Jean de); — (Claude de); — (Léon de), 193; — seigneur de Courquetaine, 192.
Vihiers, chef-lieu de cant., arr. de Saumur, 73.
Vilhonheur, cant. de La Rochefoucauld, arr. d'Angoulême, 81, 83.
Villard (Achille de), 455.
Villaret-Joyeuse, amiral, 282, 283, 288, 421.
Villars, 337.
Villars, cant. de Gemozac, arr. de Saintes, 444.
Villebois, 75, 367.
Villecourt, 256.
Villedieu (Laurent de), 116, 121.
Villejoubert, cant. de Saint-Amant de Boixe, arr. d'Angoulême, 74.
Villemain, 30.
Villeneuve, novice du *Vengeur*, 424.
Villeneuve (Le comte de), 453, 454.
Villeneuve, fief des La Laurencie, 456.
Villepelet, 269, 308.
Villequier (André de), 265.
Villet dit Cochois, 2^e commis, 425.
Villiers (Alice de), 341.
Villiers, château, 350.

Villoger (Pierre), juge-sénéchal, 91.
Vincent (L'abbé), curé de Saint-Trojan, 228, 232, 249; — inspecteur primaire, 462; — instituteur, 426; — pasteur, 71; — (Guillaume), 198.
Vinet, député à la convention, 200.
Vinsac (Michel), 278.
Virson, cant. d'Aigrefeuille, arr. de Rochefort-sur-mer, 419.
Vitet, matelot vétéran, 423.
Vivier, 166; — (Alph.), avocat, 319.
Viviers, 259.
Vivonne, 450; — (Héliette de); — (Charles), 196.
Voltaire, 464.
Volvire-Ruffec, 136.
Voulgésac, cant. de Blanzac, arr. d'Angoulême, 75.
Voultegon, cant. d'Argenton-Château, arr. de Bressuire, 73.
Voutron (De), 8. Voir Nicolas.
Voutron, com. d'Yves, cant. de Rochefort-sur-mer, 7, 8.
Vouvant, château, cant. de La Châtaigneraie, arr. de Fontenay-le-Comte, 349.
Voyé (L'abbé E.), 253.

Voyer, 437.
Voyer (Jacques-René, marquis de), 106, 107; — d'Argenson, 107, 136.
Vrignaud, maire de Saint-Jean d'Angély, 176.

W

Waldalbert (Eugène), 141.
Wekerlin, musicien, 305, 309, 313, 325, 339.
Welbruck (Caroline, comtesse de), 184.

X

Xandeville, près Barbezieux, 69.
Xanton-Chassenon, cant. de Saint-Hilaire des Loges, arr. de Fontenay-le-Comte, 174.

Y

Yconio, 24.
Yver (Jeanne), 210.
Yvon (Pierre), notaire, 376, 377.

IMPRIMÉ
Sur les presses de NOEL TEXIER,



TYPOGRAPHE A LA ROCHELLE
1892.

